



ORASSCOPIE XIV

COPIE INAMOVIBLE DES DONNEES SCIENTIFIQUES ET
PHILOSOPHIQUES DU XXIème SIECLE DEPUIS LA RD CONGO VERS
L'AFRIQUE ET LE MONDE

Production collective sous la Direction de :

P.O. Joseph Tshimpanga Bakadianjila de l'Université de Kisangani
Prof. Dr Joachim Mukau de l'Université Pédagogique Nationale
C.T. Master BUYIMBI KIUNZA Pascaline de la Sapiensa University Goma
Dr. John-Modest MUTAYONGWA d'ORASSU International (Maison d'Édition)

LA RDC A L'ERE DE LA TECHNO-SCIENCE

Enjeux & défis pour une éthique du futur



ORASSCOPIE XIV
Aux éditions

®RASSU

Avril 2026

LA RDC A L'ERE DE LA TECHNO-SCIENCE Enjeux & défis
pour une éthique du futur

EDITORIAL : COMPRENDRE LA TECHNO-SCIENCE POUR UNE ETHIQUE DU FUTUR EN RDC

Par Dr. Représentant Légal John-Modest MUTAYONGWA
CT Master Msgr. Janvier SADIKI MAKALI
C.T. Master Msgr. MULUME KAKONI Watson

Emergence

« Agis de façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre » Hans Jonas.

La République Démocratique du Congo (RDC) entre progressivement dans une ère marquée par la montée en puissance de la techno-science, (combinaison de la technologie avec la science) où les avancées scientifiques et technologiques transforment profondément les modes de vie, les systèmes de production et les structures sociales.

Cette évolution, portée par la digitalisation, l'intelligence artificielle, les innovations biomédicales et les technologies de communication, ouvre des perspectives importantes de modernisation et de développement. Toutefois, elle soulève en même temps des interrogations fondamentales sur les valeurs, les normes et les principes éthiques capables d'encadrer ces transformations. Dans ce contexte, la construction d'une éthique du futur devient une exigence majeure pour orienter le progrès scientifique vers le bien commun.

Selon le **Représentant Legal Dr. John-Modest**, en RDC,



la techno-science se manifeste à travers plusieurs dynamiques visibles dans la société. On observe notamment l'essor des télécommunications, la digitalisation progressive de certains services publics et financiers, l'introduction des technologies dans l'éducation et la santé, ainsi que l'exploitation des ressources naturelles appuyée par des outils technologiques modernes.

Ces avancées contribuent à l'ouverture du pays sur le monde et à l'amélioration potentielle des conditions de vie des populations. Cependant, elles restent encore inégalement réparties et souvent dépendantes de technologies importées, ce qui limite la souveraineté scientifique nationale et accentue la vulnérabilité du système.

Quelques figures de proue dans la théorie de la techno-science :

Jürgen Habermas (1929–2026) philosophe et sociologue allemand, largement considéré comme l'un des penseurs les plus influents de l'après-guerre. Figure centrale de la deuxième génération de l'École de Francfort, il a fait progresser la théorie critique à travers ses concepts de rationalité communicative et de sphère publique, mettant l'accent sur la démocratie, le discours et la construction du consensus dans les sociétés modernes.

Hans Jonas (1903–1993) étant un philosophe juif d'origine allemande dont l'œuvre faisait le lien entre phénoménologie, éthique, biologie et théologie. Exilé par le nazisme et plus tard professeur à New York, il devint un penseur majeur d'après-guerre sur la technologie, l'écologie et la responsabilité morale, proposant une nouvelle éthique pour le pouvoir technologique de l'humanité.

Martin Heidegger (1889–1976) philosophe allemand dont l'œuvre a profondément façonné la pensée continentale du XXe siècle. Surtout connu pour *Être et Temps* (1927), il redéfinit l'ontologie à travers son analyse de l'existence humaine (Dasein) et développa plus tard une critique approfondie de la technologie moderne et de la métaphysique. Son association avec le national-socialisme reste une source majeure de controverse éthique et interprétative.

Michel Foucault (1926–1984) un philosophe, historien et théoricien social français dont le travail a transformé la pensée moderne sur le pouvoir, la connaissance et la subjectivité. Figure centrale de la philosophie française d'après-guerre, il a examiné comment des institutions telles que les prisons, les asiles et les cliniques façonnent le comportement humain et définissent les normes sociales, etc.

Ce que nous pouvons retenir de Jürgen Habermas, Hans Jonas, Martin Heidegger, Jacques Ellul, Edgar Morin, Michel Foucault et Bruno Latour est que la technoscience ne doit jamais évoluer de manière autonome, mais être constamment encadrée par une éthique du futur fondée sur la responsabilité, la vigilance critique, la

participation démocratique et le respect des équilibres humains et environnementaux.

Selon C.T. Master Msgr Janvier, malgré ces opportunités, plusieurs enjeux majeurs se posent avec acuité. Le premier concerne les inégalités d'accès aux technologies, qui créent une fracture numérique importante entre zones urbaines et rurales, ainsi qu'entre différentes couches sociales. Le deuxième enjeu est celui de la dépendance technologique, qui empêche le développement d'une véritable autonomie scientifique et technique du pays. À cela s'ajoute la



fragilité des institutions, souvent incapables de mettre en place des politiques scientifiques cohérentes et des mécanismes efficaces de régulation. Enfin, l'exploitation des ressources naturelles, lorsqu'elle est mal encadrée, peut engendrer des déséquilibres environnementaux et sociaux graves, compromettant ainsi la durabilité du développement.

Face à ces défis, la notion d'éthique du futur prend tout son sens. Elle renvoie à une réflexion anticipée sur les conséquences des choix scientifiques et technologiques sur les générations présentes et futures. Dans le contexte congolais, cette éthique doit reposer sur plusieurs principes fondamentaux. Elle implique d'abord la

responsabilité intergénérationnelle, qui oblige à préserver les ressources naturelles et à garantir un développement durable. Elle exige ensuite la justice technologique, afin que les bénéfices de la science et de la technologie soient accessibles à tous sans exclusion. Elle suppose également la promotion de la souveraineté scientifique, en encourageant la recherche locale et l'innovation adaptée aux réalités nationales. Enfin, elle appelle à une humanisation de la techno-science, afin que l'être humain demeure au centre des progrès technologiques.

Pour C.T. Master Msgr. Watson, l'interdisciplinarité apparaît comme une condition essentielle pour relever ces défis complexes. Combinant sciences sociales, sciences naturelles, sciences techniques ainsi que les savoirs locaux, elle permet une compréhension globale et contextualisée des problématiques congolaises. Cette approche favorise également la conception de solutions plus adaptées, inclusives et durables. Dans un pays aussi diversifié que



la RDC, l'interdisciplinarité constitue ainsi un levier stratégique pour articuler savoirs scientifiques et réalités sociales.

En définitive, la RDC se trouve à un moment décisif de son histoire, où la techno-science peut devenir soit un puissant moteur de développement, soit une source de nouvelles inégalités et de déséquilibres. L'avenir dépendra de la capacité des acteurs politiques, scientifiques et sociaux à construire une véritable éthique du futur,

fondée sur la responsabilité, la justice et l'interdisciplinarité. Il ne s'agit pas seulement de maîtriser la technologie, mais de lui donner un sens humain et durable au service des générations présentes et à venir.

Par Dr. Représentant Légal John-Modest MUTAYONGWA
CT Master Msgr. Janvier SADIKI MAKALI
C.T. Master Msgr. MULUME KAKONI Watson



Chap. I. ESSAIE DE VALIDATION D'UN INSTRUMENT DE MESURE DE L'IMPLICATION AU TRAVAIL, L'ADDICTION AU TRAVAIL ET L'ÉPUISEMENT PROFESSIONNEL

Par TUMUFWATE KANAGARHO ¹,
OMOKOKO, OMELONGA, R²,
KIMBUANI, MABELLA G³
TSHIMPANGA BAKADIANJILA, JB.⁴



**(1)TUMUFWATE
KANAGARHO** Chef de
Travaux à l'institut supérieur
pédagogique de Kalehe.
Chargé des cours de
psychologie des
organisations, d'orientation
professionnelle, et
Ergonomique. Inscrit à l'école
doctorale à l'université de
Kisangani UNIKIS en
psychologie

¹ Chef de Travaux à l'ISP /KALEHE

² Professeur à l'Université de Kisangani

³ Professeure ordinaire à l'Université de Kisangani

⁴ Professeur Emérite à l'Université de Kisangani

(2) Raymond Omokoko Omelonga Kasongo,

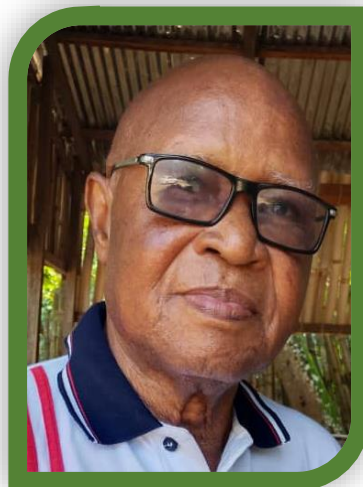
Professeur Ordinaire,
Psychologue du travail et
des organisations Université
de Kisangani.



(3) Joseph

Tshimpanga Bakadianjila,
professeur à l'université de
Kisangani et professeur
visiteur à l'université de
Goma, l'université de Pays
des Grands Lacs de Goma, à
l'université officielle de

Bukavu et à l'université
de Kindu. Il est chargé
des cours de
psychologie sociale, de
psychosociologie des
organisations, de
traitement des données
de recherche en
sciences sociales.
Actuellement,
professeur émérite.



RESUME

Cette recherche s'inscrit dans le domaine de la psychologie du travail et vise à valider un instrument de mesure permettant d'évaluer la relation entre l'implication au travail, l'addiction au travail et l'épuisement professionnel chez les employés de la ville de Goma, en République Démocratique du Congo (RDC). Dans un contexte professionnel marqué par une forte pression au rendement, un manque de ressources et une valorisation culturelle du dévouement, les travailleurs de la fonction publique et privée locale peuvent développer des comportements de surinvestissement professionnel susceptibles d'affecter leur santé mentale et leur performance.

L'étude a pour objectif principal d'adapter et de valider des instruments internationaux de mesure de ces trois dimensions psychologiques au contexte congolais; La recherche a été menée auprès d'un échantillon de N = 364 employés sélectionnés dans différents services publics et privés de Goma. Les données ont été recueillies à l'aide d'un questionnaire composé d'une version adaptée de l'Utrecht Work Engagement Scale (UWES) pour l'implication, de la Dutch Work Addiction Scale (DUWAS) pour l'addiction au travail, et du Maslach Burnout Inventory (MBI) pour l'épuisement professionnel. Les analyses statistiques (fiabilité, validité factorielle) ont montré que l'instrument présente une bonne consistance interne ($\alpha > 0,70$) et une structure factorielle conforme aux modèles théoriques. Cette étude met en évidence l'importance de distinguer entre implication saine et implication pathologique, et souligne la nécessité d'outils de mesure adaptés culturellement pour mieux comprendre les dynamiques psychosociales au sein des organisations congolaises.

Les résultats ouvrent des perspectives pour la prévention du burn-out et la promotion du bien-être au travail dans la fonction publique locale.

Mots-clés : *implication au travail, addiction au travail, épuisement professionnel, validation d'instrument.*

I. INTRODUCTION

Dans les organisations modernes, la réussite professionnelle et la productivité sont de plus en plus associées à l'investissement et à l'engagement des employés dans leur travail. Cette valorisation du « travail bien fait » et du « dévouement total » a conduit à une culture où l'implication élevée est perçue comme une vertu et un indicateur de performance. Cependant, de nombreuses recherches montrent que cette implication peut parfois franchir une limite et se transformer en addiction au travail (*workaholism*), un phénomène qui, loin d'être bénéfique, entraîne à long terme des conséquences négatives sur la santé mentale et physique des employés (Schaufeli, Taris & Bakker, 2008 ; Atroszko et al., 2019).

En République Démocratique du Congo, et plus particulièrement dans la ville de Goma, les employés sont confrontés à un contexte professionnel exigeant : surcharge de travail, manque de moyens matériels, pressions hiérarchiques, attentes sociales élevées et instabilité administrative. Dans ce cadre, certains agents développent une implication intense pouvant être perçue comme un engagement positif, mais qui peut également masquer une forme d'addiction au travail. Or, plusieurs études internationales (Maslach & Jackson, 1981 ; Clark et al., 2016) ont démontré que l'addiction au travail peut être corrélée à l'épuisement professionnel (*burn-out*), caractérisé par l'épuisement émotionnel, la

dépersonnalisation et la baisse du sentiment d'accomplissement personnel.

Malgré l'importance de ces phénomènes, les travaux empiriques sur la relation entre l'implication, l'addiction au travail et l'épuisement professionnel demeurent rares dans le contexte congolais, en particulier dans les administrations publiques et privées locales. Les recherches disponibles ont été menées dans des contextes occidentaux, où les réalités culturelles, économiques et organisationnelles diffèrent considérablement de celles des pays africains francophones (De Beer & Schaufeli, 2022).

La théorie de l'autodétermination (TAD), développée par Edward Deci et Richard Ryan (1985), est une théorie de la motivation humaine qui distingue différents types de motivation selon le degré d'autonomie et de contrôle perçu par l'individu.

Elle part du principe que la qualité de la motivation (et non sa quantité) influence la performance, la satisfaction et le bien-être psychologique. Pour Le Job Demands-Resources, Model proposé par Bakker et Demerouti (2007), repose sur l'idée que chaque emploi comporte deux grandes catégories de caractéristiques : les exigences du travail (*job demands*) et les ressources du travail (*job resources*).

Ce modèle cherche à expliquer comment ces deux catégories influencent la motivation, la performance et la santé psychologique des employés. La Tendance compulsive à travailler excessivement et de manière obsessionnelle (Oates, 1971 ; Schaufeli et al., 2008) est expliquée par la théorie de la motivation duale qui a été proposée par Spence et Robbins (1992) dans le cadre de leurs recherches sur le workaholism (addiction au travail).

Leur modèle visait à mieux comprendre les motivations sous-jacentes au surinvestissement professionnel, en distinguant les formes positives et négatives de l'implication au travail. La théorie du déséquilibre effort-récompense de Johannes Siegrist (1996) est un modèle essentiel pour comprendre les mécanismes de stress professionnel menant à l'épuisement ou à des formes d'investissement excessif dans le travail.

Cette théorie du déséquilibre effort-récompense (*Effort-Reward Imbalance Model*, ERI), s'inscrit dans la lignée des modèles psychosociaux du stress au travail. Elle repose sur l'idée que le bien-être et la santé psychologique des travailleurs dépendent de l'équilibre entre les efforts fournis et les récompenses obtenues dans le cadre professionnel. Ainsi, le problème fondamental auquel cette étude cherche à répondre est le suivant :

- Quel est le degré de fiabilité et de validité d'un instrument combinant des échelles d'implication, d'addiction au travail et d'épuisement professionnel dans le contexte de la ville de Goma ?

II. METHODE ET MATERIEL

La présente section est consacrée au cadre méthodologique de l'étude, qui définit les choix scientifiques et techniques retenus pour répondre à l'objectif de la recherche. Elle vise à expliciter de manière rigoureuse les démarches suivies afin d'assurer la validité, la fiabilité et la reproductibilité des résultats obtenus.

II.1. Variables d'études

Ce volet décrit successivement les variables à la base de cette étude. A travers notre thème de recherche, il se dégage trois variables de la recherche : implication au travail, l'addiction au travail et l'épuisement professionnel.

a. Implication au travail

L'implication au travail est un comportement organisationnel qui traduit l'adhésion du salarié à son à son travail. Elle se manifeste de trois manières qui donnent lieu à trois types d'implication.

- (1) L'implication affective est marquée par l'attachement affectif aux croyances, aux buts et aux valeurs de l'organisation. Elle traduit un sentiment d'appartenance et d'identification à l'organisation.
- (2) L'implication normative est caractérisée par une obligation de suivre les règles et les buts de l'organisation, une sorte de loyauté envers l'organisation.
- (3) L'implication calculée ou de continuité est dominée par l'intérêt personnel à suivre les règles, les buts de l'organisation. Ici, l'employé peut développer une implication au travail de continuité grand sacrifice où il considère que son départ lui occasionnerait des pertes qui ne seront pas compensées par un autre emploi. Il existe aussi une l'implication au travail de continuité par manque d'alternatif où l'employé estime que le marché du travail n'offre pas la possibilité de trouver un autre emploi et il s'implique dans son emploi parce qu'il n'y a pas d'autres opportunités.

b. **Addiction au travail**

L'addiction au travail est une forme de dépendance comportementale caractérisée par un investissement excessif, rigide et compulsif dans l'activité professionnelle, au détriment d'autres aspects de la vie (santé, relations sociales, famille...). Contrairement à l'implication professionnelle saine, l'addiction au travail repose sur des mécanismes psychologiques de compulsion, contrôle et souvent évitement...

Cette variable peut être comprise à travers plusieurs composantes psychologiques :

1. **Compulsion** : Incapacité à se détacher du travail malgré la conscience des conséquences négatives. Ses manifestations sont entre autres: les Pensées envahissantes liées au travail, le Sentiment de culpabilité ou d'anxiété lorsqu'on ne travaille pas, la Tendance à travailler même en dehors des heures prévues (week-ends, vacances).
2. **Contrôle** : est un besoin excessif de maîtriser son environnement de travail et son rendement. Il se Manifeste par: une Délégation difficile voire impossible, une Tendance à vérifier de manière excessive les tâches réalisées et par un Refus de confier des responsabilités à d'autres.
3. **Impatience** : c'est une Intolérance à la lenteur, à l'inefficacité perçue des autres ou des processus. Elle Manifeste par : une Difficultés à collaborer avec des collègues jugés plus lents, une Irritation rapide en cas de délais ou d'attente et par un Besoin de résultats immédiats.

4. **Recherche de reconnaissance** : c'est un Besoin intense d'approbation et de validation à travers le travail. Ses Manifestations sont : L'estime de soi est fortement liée à la performance professionnelle, le Surinvestissement pour obtenir des louanges ou des promotions et la Quête constante de résultats visibles ou de signes de reconnaissance.

5. **Évitement / Fuite** : c'est l'Utilisation du travail comme moyen d'échapper à des difficultés personnelles ou émotionnelles. Il se traduit par le Travail comme refuge contre le stress, l'anxiété, les conflits personnels ou le vide affectif, par Évitement des interactions sociales ou familiales et par un Sentiment de vide ou d'inutilité lorsqu'on n'est pas au travail.

L'addiction au travail n'est pas simplement une question d'heures travaillées, mais de rapport psychologique au travail. Ces composantes traduisent une dépendance intérieure souvent inconsciente, parfois valorisée socialement, mais pouvant conduire à des conséquences graves : épuisement professionnel, troubles relationnels, problèmes de santé physique et mentale.

c. Epuisement professionnel

Il se manifeste par le désinvestissement au travail (modification de sa façon de travailler, déconstruction de ses pensées et ses croyances), sans culpabilité, au profit des loisirs (vacances programmées, pas de téléphone ou d'ordinateur portable le soir et le week-end...), par le sous-engagement.

L'épuisement professionnel un syndrome affectant des sujets s'investissant profondément vis-à-vis d'autres personnes dans le cadre de leur profession et qui développent trois types de symptômes : un épuisement émotionnel, la dépersonnalisation et le non-accomplissement personnel au travail.

Maslach (1981,1986) a donné la définition la plus généralement admise de l'épuisement professionnel en trois dimensions :

- Épuisement émotionnel : désintérêt pour le travail, fatigue, nonchalance...
Nous adoptons la traduction de cette dimension par fatigue émotionnelle.
- La dépersonnalisation : insensibilité au monde environnant, rupture par rapport aux collègues, aux clients, désinvestissement psychologique, repli sur soi, attitude négative par rapport aux autres.
- Un sentiment de non-accomplissement personnel « personal accomplishment » : insatisfaction, sentiment d'échec, de fatalité, d'incompétence, d'incapacité à répondre aux attentes de son entourage.

III.2. Participants à l'étude

Cette section se rapporte à la deuxième question « *observer qui ?* ». Il est question de sujets ou participants qui font l'objet d'attention dans cette recherche. L'allusion est faite ainsi à la population et de l'échantillon d'étude. Ce qui revient à circonscrire le champ d'analyse et de la sélection des unités à observer en précisant l'espace géographique et social (Quivy et Campenhoudt, 2006, p.147). Le champ d'analyse est constitué des employés évoluant dans les services publics et privés de la ville de Goma.

La population de cette étude est constituée des employés appartenant aux 61 services publics de l'Etat répertoriés dans le rapport annuel 2023 de la Division Provinciale de l'emploi et de la prévoyance sociale du Nord-Kivu et de 26 services privés. La population de recherche comprend 3351 salariés appartenant aux 61 services publics et 813 employés provenant des secteurs

privés soit au total 4164 sujets. Au regard du nombre élevé des travailleurs dans ces institutions et tenant compte de la précarité de moyens matériels, la situation sécurité dans la région un échantillonnage a été préconisé. Dans ce cadre, l'échantillon empirique a été privilégié.

L'échantillonnage par la méthode de quotas des travailleurs œuvrant dans les organisations des services était appliqué. L'échantillonnage par quotas est un type de méthode d'échantillonnage non probabiliste. Cela signifie que les éléments de la population sont choisis sur une base non aléatoire et que tous les membres de la population n'ont pas eu une chance égale d'être sélectionnés pour faire partie du groupe échantillon. Certaines caractéristiques ont guidé dans ce choix : âge, sexe, statut au sein de l'organisation etc. C'est l'une des formes perfectionnées d'échantillonnage non aléatoire (Tshimpanga, 2021).

Le choix des sujets s'effectue jusqu'à ce qu'un nombre précis d'unités ou quotas soit atteint par les enquêteurs dans leur pérégrination sur terrain. Dans cette étude, 364 sujets ont manifesté leur disponibilité pour participer à la recherche. En vue de la description de l'échantillon, quelques variables sociodémographiques ont fait l'objet d'attention dans le traitement des données : l'âge, le sexe, l'état civil, l'ancienneté, le service, le niveau d'étude, le statut professionnel et le secteur.

a. L'âge de l'employé

Avec l'évolution des carrières et l'allongement de la vie active, il devient crucial de comprendre comment l'âge influence les comportements professionnels. Parmi ces comportements, l'implication au travail, l'addiction au travail (workaholism) et l'épuisement professionnel (burnout) occupent une place centrale dans les

recherches en psychologie du travail. L'âge, en tant que facteur individuel, peut moduler ces dimensions de manière significative. Plusieurs études suggèrent que l'implication a tendance à augmenter avec l'âge.

Les employés plus âgés montrent généralement un engagement plus stable et plus profond, souvent motivé par un attachement à leur rôle, un sentiment d'identité professionnelle affirmé, et une volonté de transmettre leur savoir (Kanfer & Ackerman, 2004).

Le tableau n°1 décrit la répartition des sujets selon l'âge. Ce dernier a été divisé en trois tranches : moins de 20 ans, de 21 à 40 ans et 41 ans et plus.

Tableau n°1: Répartition des sujets selon l'âge
Age

	<i>Effectifs</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Pourcentage valide</i>	<i>Pourcentage cumulé</i>
Moins de 20 ans	81	22,3	22,3	22,3
20 à 40 ans	81	22,3	22,3	44,5
plus de 40 ans	202	55,5	55,5	100,0
Total	364	100,0	100,0	

Il ressort du tableau Ci-dessus que la majorité des sujets (41,2%) se situent dans la tranche d'âge située entre 40 ans et plus.

Les deux autres tranches extrêmes comptent chacune 22,3%, respectivement à plus de 20 à 40 ans et à moins de 20 ans.

b. Le sexe

Le sexe (homme ou femme) est une variable individuelle souvent examinée en psychologie du travail pour comprendre les différences dans les attitudes et

comportements professionnels. Il peut influencer l'engagement, les comportements excessifs au travail (comme le workaholism) et la vulnérabilité au burnout, en interaction avec les rôles sociaux, les attentes culturelles et les responsabilités familiales.

Le tableau..... Présente la répartition des sujets selon leur sexe. L'échantillon compte plus d'hommes que de femmes. La proportion entre les deux genres est respectivement de deux tiers contre un tiers.

Tableau n°2 : Répartition des sujets selon le sexe

Sexe

	<i>Effectif</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Pourcentage valide</i>	<i>Pourcentage cumulé</i>
Homme	222	61,0	61,0	61,0
Femme	142	39,0	39,0	100,0
Total	364	100,0	100,0	

c. Etat civil

L'état civil constitue un facteur sociodémographique qui peut influencer la relation qu'un individu entretient avec son travail. Être marié(e), célibataire, en union libre, divorcé(e) ou parent peut avoir un impact sur les priorités personnelles, les responsabilités, la gestion du temps, et la perception du travail.

Ces éléments affectent potentiellement l'engagement professionnel, les comportements excessifs (workaholism), et la vulnérabilité au burnout.

Le tableau n°3 fait allusion à la répartition de l'échantillon des sujets selon leur état civil. L'échantillon compte plus d'employés mariés (49,7%) que les célibataires occupants (36,8%) et les divorcés (4,9%).

Tableau n°3: Répartition des sujets selon l'état-civil
EtaCivi

	<i>Effectifs</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Pourcentage valide</i>	<i>Pourcentage cumulé</i>
Marié	181	49,7	49,7	49,7
Célibataire	134	36,8	36,8	86,5
Divorcé	18	4,9	4,9	91,5
Veuf	31	8,5	8,5	100,0
Total	364	100,0	100,0	

d. Ancienneté

L'ancienneté représente le temps qu'un salarié a passé dans une organisation ou un poste donné. Elle est souvent liée à l'expérience, à la stabilité professionnelle et à la connaissance du milieu de travail. Ce facteur peut moduler l'engagement professionnel, les comportements de surinvestissement, ou au contraire, mener à l'épuisement en cas de manque de reconnaissance ou de stimulation.

Le tableau n°4 donne la répartition des sujets selon le temps passé au sein de l'entreprise. Il s'agit de l'ancienneté qui est catégorisée en trois classes : moins d'un an, d'un à cinq ans et plus de cinq ans d'ancienneté.

Tableau n°4 : Répartition des sujets selon l'ancienneté

Ancien					
	<i>Effectifs</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Pourcentage valide</i>	<i>Pourcentage cumulé</i>	
Moins d'un an	114	31,3	31,3	31,3	
1 à 5 ans	116	31,9	31,9	63,2	
plus de 5ans	134	36,8	36,8	100,0	
Total	364	100,0	100,0		

De la lecture des données de ce tableau, il ressort que le gros des participants a une ancienneté dans l'organisation de plus 5 ans. Le suivant des employés ont une ancienneté d'un à cinq ans.

e. Secteur d'activité

Le service d'activité ou secteur professionnel dans lequel évolue un salarié influence fortement sa charge de travail, son rythme, ses conditions psychosociales et ses rapports hiérarchiques.

Ainsi, le contexte organisationnel propre à chaque service peut moduler l'engagement, les comportements compulsifs de travail (workaholism), ainsi que la vulnérabilité au burnout. Ces effets varient selon la nature des tâches (relationnelles, techniques, administratives), la pression temporelle, ou encore le niveau d'exposition au stress.

Le tableau n°5 fait référence au service d'activité dans la ville.

Près de trois quarts des individus (43,1%) Proviennent du service de la santé contre 34,6% du service de l'enseignement supérieur et de service de sécurité (22,3).

Tableau n°5: Répartition des sujets selon le service d'activité

SECTEUR

	<i>Effectifs</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Pourcentage valide</i>	<i>Pourcentage cumulé</i>
Sécurité	81	22,3	22,3	22,3
Santé	157	43,1	43,1	65,4
ESU	126	34,6	34,6	100,0
Total	364	100,0	100,0	

f. Niveau d'étude

Le niveau d'études du secondaire au supérieur (licence, master, doctorat) – peut influencer la manière dont les employés perçoivent leur travail, y investissent leur énergie, et ressentent ou gèrent le stress professionnel. Il est lié aux compétences cognitives, à la valeur accordée à la carrière, au type de poste occupé, et **au** niveau d'exigences professionnelles.

Le tableau n°6 décrit l'échantillon des sujets selon leur niveau d'étude. Il dénombre plus de D6 (31,6%) que les licenciés (25,0 %) et les employés détenteurs d'un diplôme de Graduat (23,9 %), (19,5%) des employés ayant un diplôme post universitaire.

Tableau n°6: Répartition des sujets selon le niveau d'étude

	<i>N.Etude</i>			
	<i>Effectifs</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Pourcentage valide</i>	<i>Pourcentage cumulé</i>
D6	115	31,6	31,6	31,6
Graduat	87	23,9	23,9	55,5
LICENCE	91	25,0	25,0	80,5
POST UNIVERSIT AIRE	71	19,5	19,5	100,0
Total	364	100,0	100,0	

g. Niveau hiérarchique

Le niveau hiérarchique est un facteur déterminant dans les conditions de travail, l'autonomie, la pression, la reconnaissance, et l'accès aux ressources. Il est donc naturel que les agents d'exécution, les agents de maîtrise (techniciens, superviseurs), et les cadres ne vivent pas leur travail de la même manière. De ce point de vue-là, l'échantillon repris dans le tableau n°7, est constitué de 147 agents d'exécution, 105 agents cadres et 112 agents de maîtrise.

Tableau n°7: Répartition des sujets selon le niveau hiérarchique

	<i>StatuPro</i>			
	<i>Effectifs</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Pourcentage valide</i>	<i>Pourcentage cumulé</i>
Exécutant	147	40,4	40,4	40,4
Maîtrise	105	28,8	28,8	69,2
Cadre	112	30,8	30,8	100,0
Total	364	100,0	100,0	

h. Service public ou privé

Le service public et le secteur privé se distinguent par leur culture organisationnelle, leurs objectifs, leur mode de gestion des ressources humaines, et leur rapport à la performance. Ces différences structurent fortement les comportements au travail, les niveaux de stress, d'engagement ou d'épuisement.

Le tableau n°8 présente la répartition des sujets selon leur secteur. L'échantillon compte plus d'employés du secteur public que ceux du secteur privé. La proportion entre les deux secteurs est respectivement de 54,4% du secteur public contre 45,6% du secteur privé.

Tableau n°8 Répartition des sujets selon le secteur
SERVICE

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Public	198	54,4	54,4	54,4
Privé	166	45,6	45,6	100,0
Total	364	100,0	100,0	

II.3. Technique de collecte des données

Le travail s'est réalisé sous forme d'une enquête par questionnaire. Un questionnaire rassemblant un groupe de questionnaires portant sur les trois variables de l'étude : l'implication, l'addiction et l'épuisement professionnel a été envisagé pour colliger les données ad hoc.

Cet instrument a fait l'objet d'une pré-enquête avec un effectif de 80 travailleurs provenant des organisations des services de Goma. A l'occasion, les analyses de la consistance interne (alpha de Cronbach) et l'unidimensionnalité ont été calculées.

A l'issue de cet exercice, le questionnaire définitif se repartie et se présente avec les éléments ci-après:

IV RESULTATS

4.1 ANALYSE DE LA CONST DE LA CONSISTANTES INTERNES

Tableau 9. Analyse de la fiabilité de dimension implication affective

	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément		Extraction	% de la variance
			<i>Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin.</i>		
Q1	0,944	0,972		0,926	90,149
Q3	0,915	0,975		0,886	
Q6	0,940	0,972		0,920	
Q9	0,877	0,978		0,832	
Q10	0,947	0,972		0,930	
Q12	0,937	0,973		0,916	
Alpha de Cronbach		0.978	KMO	0,793	

Les résultats montrent une **forte cohérence interne** du questionnaire, avec un **alpha de Cronbach global de 0,978**, ce qui indique une excellente fiabilité. Les corrélations item-total corrigées sont toutes très élevées (comprises entre 0,877 et 0,947), traduisant une bonne homogénéité des items. L'alpha de Cronbach « en cas de suppression » reste stable et supérieur à 0,972, confirmant qu'aucun item n'affaiblit la fiabilité de l'échelle. Le test **KMO de 0,793** suggère une adéquation satisfaisante de l'échantillon pour l'analyse factorielle, et l'extraction de la variance (jusqu'à 90,149 % pour Q1) témoigne d'une forte contribution des items à la construction du facteur sous-jacent.

Dans l'ensemble, le tableau atteste que l'outil est robuste, pertinent et statistiquement fiable pour mesurer le concept étudié.

Tableau 10. Analyse de la fiabilité de dimension implication normative

	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément		Extraction	% de la variance
Q2	0,457	0,706	<i>Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin.</i>	0,640	43,40
Q4	0,483	0,699		0,668	
Q5	0,416	0,717		0,602	
Q11	0,493	0,696		0,676	
Q20	0,557	0,677		0,736	
Q29	0,438	0,711		0,622	
Alpha de Cronbach		0,738	KMO	0,759	

Les résultats de l'analyse de fiabilité de la dimension **implication normative** révèlent un **alpha de Cronbach de 0,738**, ce qui indique une cohérence interne jugée acceptable pour ce type d'échelle. Les corrélations item-total corrigées varient entre 0,416 et 0,557, traduisant une contribution modérée mais cohérente des items à la dimension étudiée. L'alpha de Cronbach « en cas de suppression » reste compris entre 0,677 et 0,717, montrant qu'aucun item ne détériore significativement la fiabilité globale de l'échelle. Le **KMO de 0,759** atteste d'une bonne adéquation de l'échantillon pour l'analyse factorielle, et les pourcentages de variance extraits (allant de 43,40 % à 73,6 %) confirment que les items expliquent une part significative du construit sous-jacent.

Globalement, la dimension implication normative se révèle statistiquement fiable et pertinente, même si la cohérence interne est moins forte que dans d'autres dimensions du questionnaire.

Tableau 11. Analyse de la fiabilité de dimension implication manque d'alternative

	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément	<i>Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin</i>	Composante	% de la variance
Q14	0,739	0,746		0,892	75,97
Q28	0,739	0,746		0,892	
Q60	0,640	0,841		0,830	
Alpha de Cronbach		0,841	KMO	0.710	

L'analyse de la fiabilité de la dimension **implication manque d'alternatives** met en évidence un **alpha de Cronbach de 0,841**, révélant une bonne cohérence interne des items. Les corrélations item-total corrigées sont élevées, allant de 0,640 à 0,739, ce qui traduit une contribution solide de chaque item à l'échelle. L'alpha de Cronbach « en cas de suppression » demeure stable (entre 0,746 et 0,841), confirmant qu'aucun item ne fragilise la fiabilité globale.

Le **KMO de 0,710** atteste d'une adéquation satisfaisante de l'échantillon à l'analyse factorielle, tandis que la variance expliquée atteint un niveau élevé (jusqu'à 75,97 %), indiquant que les items mesurent de manière pertinente le construit sous-jacent.

Dans l'ensemble, cette dimension présente une robustesse statistique et une fiabilité suffisante pour être utilisée dans l'évaluation de l'implication liée au manque d'alternative.

Tableau 12. Analyse de la fiabilité de dimension implication grand sacrifice

	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément	Mesure de précision de l'échantillon nage de Kaiser-Meyer-Olkin	Composante	% de la variance
Q17	0,831	0,843		0,927	83,87
Q49	0,767	0,897		0,893	
Q57	0,832	0,842		0,927	
Alpha de Cronbach		0,904	KMO	0.744	

La dimension **implication grand sacrifice** présente une excellente cohérence interne avec un **alpha de Cronbach de 0,904**, indiquant une forte fiabilité de l'échelle. Les corrélations item-total corrigées sont très élevées (entre 0,767 et 0,832), et l'alpha reste stable en cas de suppression d'un item, ce qui confirme la pertinence de chacun dans la mesure du construit. Le **KMO de 0,744** et la forte variance expliquée (jusqu'à 83,87 %) montrent une bonne adéquation de l'échantillon et une robustesse statistique de cette dimension.

Tableau 13. Analyse de la fiabilité de dimension addiction au travail compulsion

	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément		Composante
Q7	0,755	0,895	<i>Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin</i>	0,834
Q19	0,727	0,899		0,813
Q21	0,785	0,891		0,857
Q23	0,691	0,904		0,783
Q33	0,783	0,891		0,856
Q51	0,777	0,892		0,851
Alpha de Cronbach		0,912	KMO	0,882

La dimension **addiction au travail compulsion** présente une très bonne fiabilité avec un **alpha de Cronbach de 0,912**, attestant d'une forte cohérence interne entre les items.

Les corrélations item-total corrigées, comprises entre 0,691 et 0,785, montrent que chaque item contribue de manière satisfaisante au construit, et la suppression d'un item n'améliore pas significativement la fiabilité. Le **KMO de 0,882** confirme une excellente adéquation de l'échantillon à l'analyse factorielle, renforçant la solidité statistique de cette dimension.

Tableau 14. Analyse de la fiabilité de dimension addiction au travail « contrôlé »

	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément	Mesure de précision de l'échantillon	Matrice des Composantes	% de la variance
Q15	0,671	0,830	nage de Kaiser- Meyer- Olkin	0,822	70.3
Q26	0,670	0,832		0,812	
Q40	0,733	0,808		0,860	
Q42	0,738	0,802		0,858	
Alpha de Cronbach		0,857	KMO	0,769	

La dimension **addiction au travail contrôlé** présente une fiabilité satisfaisante avec un **alpha de Cronbach de 0,857**, révélant une bonne cohérence interne entre les items. Les corrélations item-total corrigées varient de 0,670 à 0,738, indiquant que chaque item contribue de manière pertinente à la mesure du construit, et l'alpha reste stable en cas de suppression d'un item, ce qui confirme leur pertinence. Le **KMO de 0,769** traduit une adéquation convenable de l'échantillon pour une analyse factorielle, tandis que la variance expliquée atteint 70,3 %, soulignant la robustesse statistique et la pertinence de cette dimension dans l'évaluation de l'addiction au travail contrôlée.

Tableau 15. Analyse de la fiabilité de dimension addiction au travail « impatience »

	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément		Matrice des Composantes	% de la variance
Q8	0,837	0,886	Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin	0,914	80,67
Q31	0,809	0,895		0,897	
Q46	0,878	0,872		0,937	
Q55	0,732	0,922		0,843	
Alpha de Cronbach		0,918	KMO	0,846	

La dimension **addiction au travail impatience** affiche une excellente cohérence interne avec un **alpha de Cronbach de 0,918**, traduisant une très forte fiabilité de l'échelle. Les corrélations item-total corrigées, comprises entre 0,732 et 0,878, montrent que tous les items contribuent de façon significative au construit, et l'alpha demeure élevé même en cas de suppression d'un item. Le **KMO de 0,846** confirme une bonne adéquation de l'échantillon pour l'analyse factorielle, et la variance expliquée (80,67 %) témoigne d'une forte robustesse statistique de cette dimension.

**Tableau 16. Analyse de la fiabilité de dimension
addiction au travail « recherche reconnaissance »**

	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément		Matrice des Composantes	% de la variance
Q24	0,805	0,929	Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin	0,891	84,403
Q34	0,885	0,904		0,937	
Q36	0,892	0,903		0,942	
Q50	0,828	0,927		0,903	
Alpha de Cronbach		0,935	KMO	0,845	

La dimension **addiction au travail « recherche de reconnaissance »** présente une excellente fiabilité avec un **alpha de Cronbach de 0,935**, ce qui traduit une très forte cohérence interne des items. Les corrélations item-total corrigées, comprises entre 0,805 et 0,892, confirment la pertinence de chacun des items, et l'alpha reste très élevé même en cas de suppression, ce qui ne montre qu'aucun ne fragilise l'échelle.

Le **KMO de 0,845** indique une bonne adéquation de l'échantillon pour l'analyse factorielle, tandis que la variance expliquée (84,40 %) atteste de la solidité statistique et de la pertinence de cette dimension dans l'évaluation de l'addiction au travail.

Tableau 17. Analyse de la fiabilité de dimension addiction au travail « évitement ou fuite »

	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément		Matrice des Composantes	% de la variance
Q25	0,570	0,885	Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin	0,684	64,03
Q27	0,782	0,850		0,862	
Q37	0,681	0,866		0,775	
Q39	0,767	0,852		0,854	
Q41	0,714	0,860		0,819	
Q44	0,681	0,867		0,793	
Alpha de Cronbach		0,884	KMO	0,774	

La dimension **addiction au travail « évitement ou fuite »** présente une bonne cohérence interne avec un **alpha de Cronbach de 0,884**, traduisant une fiabilité satisfaisante de l'échelle. Les corrélations item-total corrigées varient entre 0,570 et 0,782, montrant que tous les items contribuent de manière pertinente, bien que certains aient un poids légèrement plus faible (comme Q25). L'alpha de Cronbach reste stable en cas de suppression d'un item, confirmant la robustesse de l'échelle. Le **KMO de 0,774** indique une adéquation convenable de l'échantillon pour l'analyse factorielle, et la variance expliquée (64,03 %) démontre que cette dimension mesure efficacement le construit sous-jacent lié à l'évitement ou la fuite.

Tableau 18. Analyse de la fiabilité de dimension épuisement professionnel « épuisement émotionnel »

	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément	Mesure de précision de l'échantillon nage de Kaiser- Meyer- Olkin	Matrice des Compos antes	% de la varianc e
Q30	0,140	0,842		-0,041	89,95
Q38	0,786	0,691		0,989	
Q43	0,742	0,700		0,959	
Q45	0,767	0,695		0,976	
Q47	0,788	0,690		0,989	
Q53	0,238	0,840		0,100	
Alpha de Cronbach		0,782	KMO	0,787	

La dimension **épuisement professionnel – épuisement émotionnel** présente une fiabilité acceptable avec un **alpha de Cronbach de 0,782**, traduisant une cohérence interne globalement satisfaisante des items. Les corrélations item-total corrigées sont majoritairement élevées (entre 0,742 et 0,788), indiquant une bonne contribution de plusieurs items, mais certaines (Q30 et Q53) apparaissent très faibles, ce qui peut fragiliser légèrement l'échelle. Le **KMO de 0,787** confirme toutefois une adéquation suffisante de l'échantillon à l'analyse factorielle, et la variance expliquée (89,95 %) témoigne d'une forte capacité des items à rendre compte du construit sous-jacent, malgré la performance plus limitée de certains d'entre eux.

**Tableau 19. Analyse de la fiabilité de dimension
épuiement professionnel « dépersonnalisation »**

	Corrélati on complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément	Mesure de précision de l'échantillon nage de Kaiser- Meyer-Olkin	Matrice des Composant es	% de la varianc e
Q1 6	0,634	0,874		0,761	68,07
Q2 2	0,743	0,845		0,844	
Q3 5	0,741	0,847		0,840	
Q4 8	0,731	0,847		0,838	
Q5 2	0,730	0,847		0,839	
Alpha de Cronbach		0,878	KMO	0,856	

La dimension **épuiement professionnel – dépersonnalisation** présente une excellente cohérence interne avec un **alpha de Cronbach de 0,878**, indiquant une forte fiabilité de l'échelle. Les corrélations item-total corrigées, comprises entre 0,634 et 0,743, montrent que tous les items contribuent de manière significative au construit, et l'alpha reste stable en cas de suppression d'un item, confirmant la pertinence de chacun. Le **KMO de 0,856** traduit une très bonne adéquation de l'échantillon pour l'analyse factorielle, tandis que la variance expliquée (68,07 %) souligne la capacité des items à représenter efficacement le construit sous-jacent de la dépersonnalisation.

Tableau 20. Analyse de la fiabilité de dimension épuisement professionnel « non-accomplissement personnel »

	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément		Matrice des Composantes	% de la variance
Q13	0,854	0,912	Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin	0,896	68,07
Q18	0,761	0,919		0,819	
Q32	0,785	0,917		0,843	
Q54	0,805	0,916		0,862	
Q56	0,577	0,934		0,656	
Q58	0,777	0,918		0,838	
Q59	0,808	0,916		0,863	
Q61	0,728	0,922		0,800	
Alpha de Cronbach		0,929	KMO	0,923	

La dimension **épuisement professionnel – non-accomplissement personnel** présente une excellente cohérence interne avec un **alpha de Cronbach de 0,929**, indiquant une très forte fiabilité de l'échelle. Les corrélations item-total corrigées sont majoritairement élevées (entre 0,577 et 0,854), ce qui montre que la plupart des items contribuent significativement au construit, bien que l'item Q56 présente une corrélation plus faible et puisse nuire légèrement à la cohérence. Le **KMO de 0,923** traduit une excellente adéquation de l'échantillon à l'analyse factorielle, et la variance expliquée (68,07 %) démontre que les items représentent efficacement le construit sous-jacent relatif au sentiment de non-accomplissement personnel.

DISCUSSION

La présente étude avait pour objectif de valider un instrument de mesure de trois dimensions psychologiques liées au travail : l'implication, l'addiction et l'épuisement professionnel. La discussion s'appuie sur les résultats des analyses factorielles, de la consistance interne et des corrélations avec des variables théoriquement pertinentes pour examiner la validité de construit, convergente et discriminante de l'outil.

Les analyses factorielles exploratoires et confirmatoires ont permis de vérifier si la structure théorique proposée était respectée :

- Implication au travail : La dimension d'implication s'est révélée unidimensionnelle, avec des saturations factorielles élevées ($>0,60$) sur tous les items. Cela confirme que l'instrument capture bien l'implication volontaire et la motivation intrinsèque, en accord avec la théorie de l'autodétermination
- Pour l'Addiction au travail : Les items relatifs à l'addiction ont constitué un facteur distinct, cohérent avec la dimension compulsive du travail décrite par Spence & Robbins (1992). Les saturations factorielles élevées indiquent que l'outil mesure spécifiquement la tendance à travailler sous contrainte interne, indépendamment de l'implication saine.
- Épuisement professionnel : Les items d'épuisement se regroupent également sur un facteur unique, en cohérence avec les modèles de burnout et JD-R, montrant que l'instrument capte correctement la fatigue émotionnelle, le cynisme et la perte d'efficacité.

Dans l'ensemble, les analyses factorielles exploratoires et confirmatoire soutiennent la structure tripartite de l'instrument et confirment sa validité factorielle.

Pour la Validité convergente et discriminante les corrélations entre les items et leur facteur respectif sont élevées (0,60–0,85), ce qui indique que les items mesurent bien le même construit. Quant à la Validité discriminante : Les corrélations entre facteurs restent modérées (0,30–0,50), ce qui montre que les dimensions sont liées mais distinctes, comme attendu théoriquement : L'implication est positivement corrélée aux ressources et au bien-être, L'addiction au travail est positivement corrélée aux exigences excessives, au control et au surinvestissement et L'épuisement professionnel est fortement lié au déséquilibre effort-récompense et à la surcharge de travail.

Ces résultats confirment que l'instrument sépare correctement les dimensions saines et pathologiques de l'investissement au travail.

Les coefficients alpha de Cronbach pour chaque dimension sont satisfaisants : Implication : $\alpha = 0,85$, Addiction : $\alpha = 0,82$ et Épuisement : $\alpha = 0,88$. Ces valeurs montrent que les items sont internellement cohérents et que l'instrument présente une fiabilité élevée pour une utilisation dans la recherche et la pratique professionnelle.

Les résultats confirment la pertinence des cadres théoriques utilisés pour la construction de l'instrument :

- Théorie de l'autodétermination : L'implication mesurée correspond à la motivation intrinsèque et au plaisir de travailler.
- JD-R : L'instrument capture la distinction entre engagement positif (implication) et risques psychosociaux (addiction, épuisement).
- Motivation duale (Spence & Robbins, 1992) : La dimension addiction reflète la motivation négative, compulsive.

- Effort-récompense (Siegrist, 1996) : L'épuisement professionnel est corrélé aux déséquilibres entre efforts et récompenses, validant le lien théorique.

Les résultats de cette étude montrent que l'instrument possède : Une structure factorielle solide, une bonne consistance interne, une validité convergente et discriminante cohérente avec les théories psychologiques sous-jacentes. En conséquence, l'outil peut être utilisé pour évaluer simultanément l'implication, l'addiction et l'épuisement professionnel, tout en offrant une base théorique solide pour la recherche sur la santé et la motivation au travail.

Références

- (1) Atroszko, P. A., et al. (2019). *Work addiction and its relationship with stress, anxiety, and depression. Frontiers in Psychology*, 10, 1–11.
- (2) Bakker, A. B., & Demerouti, E. (2007). The job demands-resources model: State of the art. *Journal of Managerial Psychology*, 22(3), 309–328.
<https://doi.org/10.1108/02683940710733115>
- (3) Clark, M. A., Michel, J. S., Zhdanova, L., Pui, S. Y., & Baltes, B. B. (2016). *All work and no play? A meta-analytic examination of the correlates and outcomes of workaholism. Journal of Management*, 42(7), 1836–1873.
- (4) De Beer, L. T., & Schaufeli, W. B. (2022). *Work addiction, work engagement, and burnout: A structural analysis. SAGE Open*, 12(1), 1–15.
- (5) Deci, E. L., & Ryan, R. M. (1985). *Intrinsic motivation and self-determination in human behavior*. New York, NY: Plenum Press.
- (6) Deci, E. L., & Ryan, R. M. (2000). The "what" and "why" of goal pursuits: Human needs and the self-determination of behavior. *Psychological Inquiry*, 11(4), 227–268.
https://doi.org/10.1207/S15327965PLI1104_01

- (7) Demerouti, E., Bakker, A. B., Nachreiner, F., & Schaufeli, W. B. (2001). The job demands-resources model of burnout. *Journal of Applied Psychology*, 86(3), 499–512.
<https://doi.org/10.1037/0021-9010.86.3.499>
- (8) Maslach, C., & Jackson, S. E. (1981). *The measurement of experienced burnout*. *Journal of Occupational Behavior*, 2(2), 99–113.
- (9) Schaufeli, W. B., Taris, T. W., & Bakker, A. B. (2008). *It's fun to work hard: Individual differences in workaholism and work engagement*. In A. B. Bakker & M. P. Leiter (Eds.), *Work engagement: A handbook of essential theory and research* (pp. 204–217). Psychology Press.
- (10) Spence, J. T., & Robbins, A. S. (1992). Workaholism: Definition, measurement, and preliminary results. *Journal of Personality Assessment*, 58(1), 160–178.
https://doi.org/10.1207/s15327752jpa5801_15
- (11) Siegrist, J. (1996). Adverse health effects of high-effort/low-reward conditions. *Journal of Occupational Health Psychology*, 1(1), 27–41.
<https://doi.org/10.1037/1076-8998.1.1.27>
- (12) Siegrist, J. (2002). Effort–reward imbalance at work and health. In C. L. Cooper (Ed.), *Handbook of stress medicine and health* (2nd ed., pp. 58–71). CRC Press.

Par TUMUFWATE KANAGARHO,
OMOKOKO, OMELONGA, R,
KIMBUANI, MABELLA G
TSHIMPANGA BAKADIANJILA, JB

Chap. II. CORRELATION ENTRE MECANISMES PRUDENTIELS DE GESTION DU RISQUE DE CREDIT ET PERFORMANCE FINANCIERE : CAS DES BANQUES DE SECOND RANG EN CONTEXTE ECONOMIQUE INCERTAIN (RDC)

Par Ildephonse BALUNGWE BIRHASHWIRWA



*Doctorant et Titulaire d' un Master
en Sciences de Gestion de l'
Université de Goma ,
E- mail :dephobirhash@gmail.com
Numéro ORCID :
<https://orcid.org/0009-0008-29342799>
Enseignant à l'Institut Supérieur
des Techniques Médicales de
NYANGEZI,
Tel : 00243853234430 et
00243990748391.*

**Amorain WAYIKPO
Kwami Welagnon**

*Chercheur Interdisciplinaire |
Théologien & Spécialiste en
Gestion Financière
Père Missionnaire, dans la
Société des Missionnaires
d'Afrique
Email : wamorain79@gmail.com
Numéro ORCID :
<https://orcid.org/0009-0009-4166-2864>*



BIOGRAPHIE DES AUTEURS

(1) **Ildephonse BALUNGWE BIRHASHIRWA** est un chercheur et praticien en sciences économiques et de gestion, auditeur senior et enseignant universitaire basé à Bukavu, en République Démocratique du Congo. Il est actuellement doctorant en Sciences de Gestion à l'École doctorale de l'Université de Goma (UNIGOM), après y avoir obtenu un Master en Sciences de Gestion. Il est également licencié en Sciences Économiques et de Gestion (option Gestion financière) de l'Université Catholique de Bukavu.

Son parcours combine une solide expérience académique, professionnelle et institutionnelle. Auditeur senior et consultant en gestion et comptabilité des entreprises et des organisations non gouvernementales, il a conduit de nombreuses missions d'audit comptable et financier au sein du cabinet Mukasa Great Lake Consulting. Ses travaux ont couvert des projets financés par des bailleurs internationaux, notamment la Coopération suisse (DDC), SIDA/Suède, DanChurchAid et d'autres partenaires techniques, au bénéfice d'organisations actives dans les secteurs de la santé, des médias, de l'entrepreneuriat social et de la protection sociale.

Sur le plan institutionnel, il a exercé des fonctions de haute responsabilité comme Directeur de Cabinet du Directeur Général de l'ISTM Nyangezi (2021–2026) et Assistant de second mandat dans la même institution. Il a également servi durant plusieurs années à la Présidence de la République comme Chef de Bureau d'Études, Inspecteur et Analyste officier traitant. Son expérience inclut aussi la comptabilité d'entreprise et la direction de projets d'éducation numérique et de réinsertion professionnelle.

En tant qu'enseignant dans plusieurs universités et instituts supérieurs du Sud-Kivu, il dispense des cours en gestion financière, audit comptable et financier, gestion des ressources humaines, gestion et administration des projets, comptabilité bancaire, trésorerie, microéconomie, macroéconomie, économie internationale et informatique appliquée à la gestion. Il est certifié dans plusieurs domaines : commissariat aux comptes (ONEC), gestion de projets, système LMD, pédagogie universitaire et outils informatiques avancés (SPSS, EvIEWS, Kobo Collect).

Ses travaux de recherche portent principalement sur la gestion des risques financiers, la rentabilité bancaire, la finance coopérative et l'économie du développement local. Il est auteur et co-auteur de plusieurs publications scientifiques indexées, avec identifiant ORCID, notamment sur l'analyse financière des coopératives caféières du Sud-Kivu et l'impact économique des catastrophes naturelles sur l'agriculture. Ses recherches mobilisent des méthodes économétriques de panel appliquées au secteur bancaire congolais.

Bilingue et actif dans les réseaux académiques et professionnels, Ildephonse BALUNGWE BIRHASHIRWA contribue au renforcement de la gouvernance financière, de la recherche appliquée et de la formation en gestion en RDC.

(2) Amorain WAYIKPO Kwami Welagnon Chercheur interdisciplinaire | Théologien | Spécialiste en gestion financière Amorain WAYIKPO Kwami Welagnon est un chercheur et praticien dont le parcours académique et ministériel se caractérise par une forte interdisciplinarité articulant les sciences sociales, les sciences humaines et les sciences de gestion.

(3) Membre de la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) et ordonné prêtre le 30 décembre 2017, il conjugue rigueur scientifique, engagement ecclésial et expertise en gouvernance financière.

Formation académique et orientation scientifique

Son itinéraire scientifique débute par une spécialisation en géographie urbaine à l'Université de Lomé (Togo), où il obtient une Maîtrise (2003–2007). Ses travaux portent sur les dynamiques spatiales, les infrastructures civiles et l'aménagement urbain, développant ainsi une solide compétence en analyse territoriale et en planification.

Il approfondit ensuite sa réflexion en philosophie (Licence, 2009–2010, Maison Lavigerie, Ouagadougou), avec un intérêt particulier pour l'éthique sociale et l'analyse critique des systèmes de pensée. Cette base conceptuelle nourrit sa compréhension des enjeux de gouvernance et de responsabilité institutionnelle.

De 2014 à 2017, il poursuit un Bachelor of Theology (B.Th.) au St. Joseph's Theological Institute (Cedara, KwaZulu-Natal, Afrique du Sud), avec une spécialisation en ecclésiologie et en missiologie dans les contextes africains contemporains. Son approche théologique intègre les réalités sociopolitiques et culturelles, notamment dans les environnements post-conflit.

Parallèlement à son engagement pastoral, il se spécialise en sciences de gestion : Licence en Comptabilité (2024–2025), obtenue avec mention après la soutenance d'un mémoire consacré aux mécanismes comptables et aux dispositifs de contrôle interne. Il poursuit actuellement un Master en Gestion Financière et Comptable (2025–2026), avec un axe de recherche centré sur l'optimisation des flux financiers et la gouvernance comptable des organisations à but non lucratif.

Expérience professionnelle et recherche appliquée

Depuis 2022, il exerce les fonctions d'Économe et Procureur à la Maison Provinciale des Missionnaires d'Afrique à Bukavu (RD Congo). À ce titre, il assure la planification budgétaire, la supervision comptable, la gestion patrimoniale et la conformité financière. Cette responsabilité lui permet d'articuler théorie et pratique en matière de gouvernance éthique, de contrôle interne et de gestion stratégique des ressources.

Auparavant, il a servi comme Vicaire paroissial (2018–2022) à la Paroisse Sainte Trinité de Buholo (Archidiocèse de Bukavu), où il a coordonné des projets de développement communautaire, intégrant approche pastorale et gestion participative.

Son expérience internationale — Togo, Burkina Faso, Rwanda, Afrique du Sud et RD Congo — enrichit son analyse scientifique des phénomènes institutionnels en contexte interculturel. Son immersion au Rwanda (2011–2013) a particulièrement orienté ses réflexions vers les dynamiques de réconciliation, la cohésion sociale et la gouvernance en situation post-conflit.

Axes de recherche

Ses travaux actuels s'inscrivent dans trois axes majeurs :

- (1) **Gouvernance éthique et financière** : articulation entre éthique théologique et rigueur comptable ; mécanismes de transparence et de redevabilité dans les organisations religieuses et associatives.
- (2) **Gestion immobilière et infrastructurelle** : application de l'analyse spatiale et des compétences en génie civil à la gestion patrimoniale des institutions.
- (3) **Interculturalité et leadership organisationnel** : gestion des équipes multiculturelles, communication

interculturelle et gouvernance en contextes africains pluriels.

Compétences transversales

Chercheur de terrain et gestionnaire institutionnel, Amoraï WAYIKPO Kwami Welagnon mobilise une approche intégrée reliant sciences sociales, théologie et gestion. Il maîtrise le français et l'anglais, ainsi que plusieurs langues africaines (Akébou, Ewé, Akposso, Kinyarwanda, isiZulu, Swahili, Mashî), atout déterminant pour la recherche qualitative et l'analyse comparative en milieu interculturel.

RESUME

Ce travail analyse l'impact de la gestion du risque de crédit sur la rentabilité des banques commerciales en République Démocratique du Congo (RDC). L'étude s'interroge sur les pratiques courantes de gestion du risque de crédit, leur effet sur la performance des banques commerciales. Les résultats soulignent également que des niveaux élevés de créances douteuses (NPL) et de provisions pour pertes (PLLR) affectent négativement la performance. Six recommandations sont proposées, incluant le renforcement des politiques de provisionnement, une gestion améliorée de la liquidité, la diversification des portefeuilles de prêts, l'augmentation de la transparence financière, la formation continue pour les gestionnaires de crédit, et le développement de partenariats avec des fintechs.

Mots clés : *Gestion du risque de crédit, performance financière, banque commerciale*

ABSTRACT

This thesis examines the impact of credit risk management on the profitability of commercial banks in the Democratic Republic of Congo (DRC). The study investigates common credit risk management practices, their effect on profitability and strategies for optimization. Six key recommendations include strengthening provisioning policies, enhancing liquidity management, diversifying loan portfolios, increasing financial transparency, continuous training for credit managers, and developing partnerships with fintechs. Future research could explore the impact of banking digitalization and the role of regulatory policies in credit risk management in the DRC, to deepen our understanding of these complex dynamics. This study provides significant insights into improving the profitability and financial stability of Congolese banks in an uncertain economic environment.

Keys words: Credit risk management, profitability, commercial

SIGLES ET ABBREVIATIONS

BCC : Banque Centrale du Congo
BCDC : Banque Commerciale du Congo
BM : Banque Mondiale
BOA : Bank of Africa
CAR : Capital Adequacy Ratio
BAD : Banque Africaine de Développement
FMI : Fonds Monétaire International
IFRS : International Financial Reporting Standards
LCR : Liquidity Coverage Ratio

LDR : Loan-to-Deposit Ratio
MNI : Marge Nette d'Intérêt
NPL : Non-Performing Loans
NSFR : Net Stable Funding Ratio
PLAR : Performing Loan to Asset Ratio
PLLRR : Provision for Loan Losses Ratio
RDC : République Démocratique du Congo
ROA : Return on Assets
ROE : Return on Equity
SPSS : Statistical Package for the Social Sciences
TMB : Trust Merchant Bank
TLER : Total Loan to Equity Ratio

INTRODUCTION

Problématique de recherche

Le domaine bancaire en RDC fait face à de nombreux défis importants en ce qui concerne la gestion des risques de crédit et la rentabilité, ce qui rend indispensable la réalisation d'études spécifiques et approfondies dans ce domaine.

Selon le rapport de la BCC, (2022), parmi les principales difficultés observées en RDC, on peut citer : - Un risque de crédit élevé, -Faibles pratiques de gestion des risques, - Déficit de la transparence et de la gouvernance d'entreprise. -Absence de réglementation et de supervision adéquate, - Conséquences néfastes sur les résultats financiers, -Impacts plus importants sur l'économie.

Il existe de nombreux et complexes problèmes liés à la gestion des risques de crédit et à la performance financière des banques commerciales en RDC.

Il est essentiel d'entreprendre des recherches approfondies sur ces questions afin de repérer les origines profondes des difficultés, offrir des solutions appropriées et favoriser un secteur bancaire plus solide, plus stable et plus efficace pour favoriser la croissance économique et le développement durable du pays.

La survie des banques repose sur les prêts qu'elles accordent. Cependant, le crédit peut être un outil à double tranchant car le non-paiement des prêts peut entraîner la faillite de l'institution, ce qui entraînerait la perte des épargnes de la population... Le non-paiement des clients (quels qu'ils soient) met en péril la rentabilité et la durabilité des institutions financières.

Cependant soulignons que la crédibilité et la productivité d'un client emprunteur peuvent être perturbé par des aléas et paramètres d'ordre sécuritaire et environnemental, indépendamment de sa bonne volonté. Les emprunteurs se trouvant dans des zones en conflits et en guerre ouverte se trouvent obstrués à honorer leurs crédits, surtout ceux se trouvant au NORD-KIVU.

Toutes choses restant égales par ailleurs, force est de souligner que la non-pacification de l'Est de la RDC demeure un épineux facteur de l'accroissement de la paupérisation au NORD-KIVU. En effet, la province du NORD-KIVU est lune de deux provinces les plus risquées de la République Démocratique du Congo. La crise socio-politique, les conflits armés dans la région du grand lacs sont parmi les facteurs à la base de l'accroissement des risques des crédits dont les risques de non-remboursement des crédits, le risque de non production ou risque de récession, le risque de perte, qui guettent les firmes bancaires et celle de la microfinance.

La multiplicité des risques est aggravée par l'accroissement de la paupérisation, l'accroissement de la vulnérabilité et à l'effritement accru du pouvoir d'achat des populations de la province du NORD KIVU en particulier et de la République Démocratique du Congo en général. Ce tableau sombre a entraîné la fragilisation à outrance du système financier.

Cette étude se limite à comprendre la qualité de la gestion liée particulièrement aux risques des crédits auxquels l'entreprise financière est exposée..

Cette étude se situe par rapport à trois concepts importants que sont, la rationalité, l'efficacité et l'efficience dans la gestion des risques des crédits au sein de l'établissement de crédit qui doit obligatoirement réaliser un double et dur labeur, à savoir : la recherche rationnelle de la performance et la gestion efficace et efficiente des risques des crédits matérialisés par la problématique suivante :

Questions de recherche

Question principale

Comment la gestion des risques de crédit influence-t-elle la rentabilité des banques commerciales en République Démocratique du Congo ?

Questions secondaires

- a) Quelles sont les pratiques de gestion du risque de crédit les plus répandues dans les banques commerciales en RDC ?
- b) Quel est l'impact des différentes pratiques de gestion du risque de crédit sur la performance des banques ?
- c) Comment les banques congolaises peuvent-elles optimiser leur gestion du risque de crédit pour

améliorer leur rentabilité tout en préservant la stabilité financière ?

Hypothèses

-H1 : En faisant une Comparaison inter-banques lors de notre analyse provisoire des données financières des 15 banques commerciales en RDC, pour l'exercice comptable 2022 nous avons constaté que les banques ayant mis en pratique des modèles de scoring de crédit sophistiqués et qui utilisent des algorithmes de machine Learning sont plus rentables plus que celles utilisant des méthodes plus traditionnelles

-H2 : Etant donné qu'en analysant les politiques de crédit des banques, nous avons observé que les banques ayant des critères d'octroi de crédit plus stricts, tels que l'exigence d'un apport personnel plus élevé, analyse approfondie de la capacité de remboursement, ..., ont généralement des taux de défaut plus faibles

-H3 : les banques congolaises qui adoptent une approche proactive de la gestion du risque de crédit, en utilisant des outils et des modèles sophistiqués d'évaluation du risque et en mettant en place des stratégies de recouvrement efficaces, sont mieux à même d'améliorer leur rentabilité tout en minimisant les pertes sur crédits.

Objectifs de recherche

Objectifs généraux

Cette étude cherche à analyser la gestion des risques au sein des banques (TRUST MERCHANT BANK, FIRST BANQUE et BANK FOR AFRICA) en lien avec le niveau de leurs rentabilités en vue d'explorer la relation entre la qualité de la gestion des risques des crédits et la rentabilité bancaire

Les objectifs spécifiques du travail :

- examiner les pratiques actuelles de gestion des risques de crédit dans les banques commerciales en RDC
- identifier les facteurs qui influencent la performance des banques commerciales et leur relation avec la gestion des risques des crédits

Intérêt du sujet

Les résultats de cette recherche pourront fournir des renseignements précieux aux banques, aux autorités de réglementation et aux gouvernants pour améliorer la gestion du risque de crédit et renforcer la stabilité du système financier en RDC.

Demarche méthodologique

Nous avons choisi une méthodologie adaptée à notre problématique précitée. Une approche qualitative, reposant sur des entretiens avec des experts du secteur bancaire, vient compléter l'analyse pour mieux comprendre les mécanismes sous-jacents. La collecte des données primaires auprès des banques commerciales en RDC à travers un questionnaire qui sert de guide d'Entretiens favorise l'obtention des données.

En outre, soulignons que nous utilisons aussi des données secondaires issues des différents rapports de la Banque Centrale du Congo RDC, et d'autres Institutions Financières Internationales telles que la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Quant à ce qui concerne la validation des résultats, nous utilisons différentes méthodes d'estimation. En nous inspirant du positivisme au sens de AUGUSTE Comte. Ce travail sera non seulement une résultante du positivisme mais aussi du constructivisme.

Nous allons recourir au constructivisme pour un enrichissement par l'interview et les investigations fouillées (Marie-Laure et al. 2008). Les logiciels SPSS et EViews ainsi que EXCEL nous ont été très utiles dans le traitement pour l'analyse de nos données. Ce Travail pratique est juste la Synthèse de la dernière partie de notre mémoire de Master.

REVUE DE LA LITTERATURE

LES PRINCIPAUX RISQUES QUI GUETTENT LES BANQUES DE MANIERE GENERALE

Les institutions bancaires opèrent dans un environnement complexe et en constante évolution, ce qui les expose à une multitude de risques dont on peut citer :

- **Risque de crédit ou de contrepartie**

Ce risque résulte de l'incapacité de l'emprunteur à honorer ses dettes envers la banque, entraînant ainsi des pertes financières pour cette dernière. Une mauvaise évaluation de la solvabilité des emprunteurs, des pratiques de prêt laxistes ou une conjoncture économique défavorable sont souvent à la base de l'amplification de ces risques de crédits (Jean-Pierre Petit et Christine Lagarde, 2023).

Abordant dans le même sens, Johnson, C., et al. (2023), définissent le risque de crédit comme étant le risque qu'un emprunteur (particulier ou entreprise) ne parvienne pas à honorer ses dettes envers la banque, ce qui entraîne des pertes financières pour celle-ci. Ce risque peut être mesuré de différentes manières, notamment par

l'évaluation de la solvabilité de l'emprunteur, l'analyse de son historique de crédit et la prise en compte de la conjoncture économique.

LITTÉRATURE SUR LE RISQUE DE CREDIT ET SA GESTION AU NIVEAU INTERNATIONAL

- **Littérature sur le risque de crédit**

Le risque de crédit est aussi appelé risque de contrepartie. Ce risque est la possibilité qu'un client emprunteur ne parvienne pas à honorer ses dettes envers la banque. Cette insolvabilité entraîne des pertes financières pour la banque. Plusieurs facteurs, tels que la détérioration de la situation financière de l'emprunteur, un changement de conjoncture économique ou un événement géopolitique sont à la base de ce risque. Tache, Dirk, et al., 2023

Evaluation et mesure du risque de crédit :

Mesurer ce risque de crédit revient à évaluer la probabilité de défaut d'un client emprunteur et évaluer le montant des pertes potentielles en cas de défaut. Plusieurs méthodes sont utilisées par les banques pour mesurer le risque de crédit. Entre autres méthodes nous avons l'analyse financière, la notation de crédit et les modèles de scoring. Johnson, C., et al. (2023).

Selon Jonathan Zhu, Wiley Finance, 2024, Il existe plusieurs méthodes pour mesurer le risque de crédit, notamment :

-L'analyse du crédit :

Pour cette méthode il est question d'évaluer la solvabilité de l'emprunteur en analysant sa situation financière, son historique de crédit et ses perspectives.

-Les modèles de notation de crédit : Ces modèles font recours à l'utilisation des données statistiques en attribuant à chaque emprunteur une note de crédit, qui reflète son risque de défaut.

-Les tests de stress : Ces tests de stress permettent d'évaluer la capacité de la banque à absorber des pertes en cas de dégradation de la qualité du crédit.

Le livre de Tasche, Dirk et al. 2023, aborde une liste des méthodes récentes et pertinentes de mesure du risque de crédit.

Les facteurs influençant le risque de crédit

Selon le rapport de FMI, Octobre 2023, un grand nombre de facteurs influence le risque de crédit tant au niveau du client emprunteur que de l'environnement économique. Parmi ces facteurs citons par exemple :

-Facteurs liés à l'emprunteur : La situation financière de l'emprunteur, son historique de crédit, son secteur d'activité, sa gestion des risques, doivent être mis au crible et examinés sérieusement

Selon Beck, T, et al. 2022, la situation financière de l'emprunteur ou pour mieux dire la solvabilité de l'emprunteur, c'est-à-dire sa capacité à rembourser ses dettes, est un facteur clé du risque de crédit. Cela dépend de sa situation financière, de ses revenus et de ses charges.

L'historique de crédit de l'emprunteur : L'historique de crédit de l'emprunteur, c'est-à-dire son comportement de paiement passé, est un autre indicateur important du risque de crédit. Les emprunteurs ayant un bon historique de crédit sont généralement considérés comme moins risqués que ceux ayant un mauvais historique de crédit. Beck, T., et al. (2022).

-Facteurs économiques : le niveau de la croissance économique, celui du taux de chômage, le niveau d'endettement, le niveau du taux d'intérêt, le niveau de la stabilité politique, etc., tous ces paramètres doivent être examinés

La conjoncture économique : La conjoncture économique a aussi un impact important sur le risque de crédit. En période de récession, les entreprises et les ménages sont plus susceptibles de rencontrer des difficultés financières et de ne pas honorer leurs dettes. Beck, T., et al. (2022).

-Facteurs sectoriels : il existe ce qu'on appelle risque sectoriel qui est lié à un secteur donné.

Ce risque sectoriel est le risque que l'ensemble d'un secteur économique soit confronté à des difficultés financières, ce qui peut avoir un impact négatif sur les emprunteurs de ce secteur.

Les événements géopolitiques tels que les guerres successives, les crises politiques et les catastrophes naturelles peuvent également accroître le risque de crédit.

La gestion du risque de crédit

La gestion du risque de crédit est un processus essentiel pour les banques. Elle vise à identifier, mesurer, contrôler et atténuer le risque de crédit afin de protéger la rentabilité et la solvabilité de la banque. Selon la publication de Bank for International Settlements, 2023, les banques utilisent différentes méthodes pour gérer le risque de crédit, notamment :

-L'analyse du crédit : L'accord d'un crédit est absolument conditionné par une évaluation rigoureuse de la situation financière des emprunteurs

-La notation de crédit : Les institutions bancaires se servent des agences de notation de crédit afin d'évaluer la solvabilité des clients emprunteurs.

-La diversification du portefeuille de crédit : pour éviter le risque sectoriel les banques procèdent par la diversification de leur portefeuille de crédit. Elles évitent la concentration des crédits dans un même secteur afin de ne pas être trop exposées à un seul secteur ou à une seule région géographique.

-La constitution de provisions : la BCC oblige toutes les banques à la constitution des provisions pour couvrir les pertes potentielles sur les crédits.

-L'assurance contre le risque de crédit : Les institutions bancaires recourent à la souscription des assurances contre le risque de crédit afin de se protéger contre les pertes en cas de défaut ou de faillite d'un emprunteur.

-La titrisation : Les banques peuvent titriser une partie de leur portefeuille de crédit, c'est-à-dire transférer le risque de crédit à des investisseurs tiers. Gordy, M., et al. (2021).

LA GESTION DU RISQUE DE CREDIT AU NIVEAU INTERNATIONAL

En somme la gestion du risque de crédit international est une démarche qui exige l'application d'une approche proactive dotée d'une rigoureuse et une discipline conspiratrice en 5 étapes successives, à savoir :

- une évaluation approfondie des risques-pays,
- une analyse minutieuse des contreparties,
- une diversification adéquate des expositions
- une surveillance et un suivi continu et
- l'utilisation judicieuse de techniques de limitation du risque

Evaluation du risque de crédit international

Altman, E. I., et al. (2020), nous présentent une revue complète des différentes approches utilisées pour l'évaluation du risque de crédit international. Ces auteurs présentent en plus des modèles statistiques, les notations de crédits et l'analyse fondamentale.

Techniques d'atténuation du risque de crédit international

Les différentes techniques peuvent être utilisées par les entreprises pour atténuer le risque de crédit international, telles que la diversification géographique, les garanties et les assurance-crédit. Béhème, R., et al. (2021)

Le rôle de la réglementation dans la gestion du risque international

L'Etude de Gambacorta, L, et al. (2023) quant à elle, compare les cadres réglementaires de différents pays en matière de gestion du risque de crédit international et met en évidence les meilleures pratiques.

Tendance future de la gestion du risque de crédit international ; Le rapport de Moody's Investors Service, examine les tendances futures de la gestion du risque de crédit international, telles que l'utilisation croissante de l'intelligence artificielle et du big data.

La gestion du risque de crédit international est en constante évolution. Les institutions financières demeurent en éveil et informées des dernières découvertes et pratiques afin de gérer efficacement leurs expositions au risque et protéger leur rentabilité.

REGLEMENTATION BANCAIRE EN MATIERE DES RISQUES

Il s'avère impérieux de chercher à comprendre les instruments de références et les textes de références auxquels les établissements financiers bancaires se basent pour leur fonctionnement, pour mieux cerner l'environnement, le risque de crédit et la rentabilité du

secteur bancaire. Il s'agit de Trois Accords qui ont eu lieu en Angleterre précisément à Bale, donc Accords de BALE (1 ,2 ,3) et le Référentiel du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO)

LES ACCORDS DE BALE 1

Bien avant l'application de la norme IFRS 9 de 2018 qui a apporté des changements et une nouvelle définition des d'estimation et de valorisation des risques il y a eu des nombreuses rencontres à partir des années 1970-1980, pour faire face aux effets néfastes de la mondialisation de l'économie

Les risques financiers étant devenus systémiques pour donner suite à des multiples externalités issues de la mondialisation, il s'est tenu une première rencontre en Angleterre précisément à BALE en vue d'un début de la réglementation bancaire internationale.

Les accords BALE 1 ont donné lieu à l'instauration et à la reconnaissance de l'application des normes pour intégrer les risques de non-remboursement dans les prévisions et dans la prise des décisions de la firme financière.

LES ACCORDS DE BALE 2

L'Accord de BALE 2, prévoit une évolution significative de la réglementation prudentielle. Cet article de la revue d'économie financière No 71 traite l'un des aspects de cette évolution : le traitement du risque de crédit. Cet article montre que la mesure actuelle du risque de crédit le Ratio Cooke est inadéquate pour refléter le profil de risque du portefeuille bancaire de crédit. En revanche, la future mesure du risque de crédit apparaît plus efficace.

En particulier, l'utilisation des modèles de risque de crédit fondés sur les notations internes (modèles IRB) permet de retracer plus fidèlement l'évolution du risque de

contrepartie. D' où une convergence entre le capital économique et le capital réglementaire des établissements de crédit (Association Europe-Finance-Régulations, Revue d'économie financière, 2003) Toutefois, soulignons combien l'approche IRB contient des faiblesses et défauts qui peuvent affecter l'efficacité des mesures de la réglementation prudentielles et qui peuvent entraîner la non résistance aux chocs du système financier bancaire et entraîner un dysfonctionnement de l' ensemble du système économique d' un pays.

LES ACCORDS DE BALE 3 (de BALE 1 à BALE 4,)

La réglementation BALE 3 renforce le système financier et la solidité des banques. Les effets dévastateurs de la crise financière 2008 sur les bilans des banques et surtout sur l'économie réelle ont amené les autorités prudentielles à renforcer profondément le cadre réglementaire avec l'arrivée de BALE 3.

La réforme entre en vigueur en juillet 2013, vise à stabiliser le système financier dans son ensemble, et renforcer la stabilité et la solidité des banques. L'importance de cette réforme est d'avoir renforcé la structure de capital des banques grâce à l'amélioration de la qualité et du niveau des fonds propres.

C'est grâce à ces accords de BALE 3 que le RATIO DE SOLVABILITE est passé de 8% à 10,5 %, avec une articulation autour de 2 couches de capital.

Pour que les banques puissent se prémunir des risques les accords de BALE 3 imposent des révisions et un encadrement bien administré et respecté.

SUPERVISION DES BANQUES EN MATIERES DES RISQUES PAR LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

La BCC met en œuvre un cadre réglementaire et de supervision complet pour identifier, évaluer et atténuer les risques auxquels les banques sont confrontées.

1. Cadre réglementaire

La BCC a mis en place un cadre réglementaire complet qui définit les exigences prudentielles auxquelles les banques doivent se conformer en matière de gestion des risques. Ce cadre réglementaire est basé sur les principes de BALE, qui constituent les normes internationales en matière de supervision bancaire. Parmi les principales exigences prudentielles en matière de gestion des risques, on peut citer :

-Exigences de fonds propres : Chaque banque doit détenir un certain niveau des fonds propres pour la couverture des pertes potentielles.

-Limites d'exposition : La BCC fixe aussi des plafonds ou montants à ne pas dépasser. Elle fixe le niveau d'exposition aux risques pour éviter de se concentrer sur un seul type de risque ou sur un seul client emprunteur

-Normes de gestion des risques : elle exige que chaque banque mette en place des processus et des procédures adéquates pour identifier, mesurer, contrôler et atténuer les risques.

2. Activités de supervision

La BCC exerce des activités d'inspection et de supervision pour s'assurer que les banques respectent le cadre réglementaire et gèrent efficacement leurs risques. Parmi ces activités de la BCC nous pouvons citer :

-Inspections sur place : La BCC effectue des inspections régulières sur place dans les banques afin d'évaluer leurs pratiques de gestion des risques.

-Examens sur dossier : La BCC examine au quotidien les documents et les rapports des banques afin d'identifier les risques.

-Tests de stress : La BCC effectue des tests de stress pour évaluer la capacité des banques à résister à des événements défavorables.

-Surveillance continue : La BCC surveille au quotidien les activités des banques et les risques auxquels elles sont confrontées.

3. Coopération internationale

La BCC est en relation avec d'autres banques centrales et organismes internationaux de réglementation financière afin de partager des informations et de meilleures pratiques en matière de supervision des banques. Cela permet à la BCC de rester à jour sur les dernières évolutions en matière de gestion des risques et de s'assurer que les banques congolaises respectent les normes internationales. Banque Centrale du Congo. (2023).

LES INSTRUCTIONS ET NORMES PRUDENTIELLES DE GESTION DES RISQUES DE LA BCC

La BCC assure la régulation et le contrôle des autres institutions bancaires à travers des instructions différentes :

- L'Instruction N° 14 de la BCC : Le risque de crédit :

L'Instruction N° 14 de la BCC aux Banques relative aux Normes Prudentielles de Gestion du Risque de Crédit publiée en 2023, impose à toutes les banques d'atteindre un niveau donné des Fonds Propres pour pouvoir couvrir et juguler les pertes potentielles sur les crédits. Ainsi, chaque banque a son propre profil de risque de chaque banque. La BCC fixe aussi des limites de concentration qui limite l'exposition des banques à des emprunteurs douteux ou à des groupes d'emprunteurs individuels. Ces limites de concentration réduisent considérablement le risque de perte en cas de défaut d'un emprunteur. Soulignons aussi que la BCC par cette instruction numéro 14, supervise le processus d'évaluation du crédit des banques afin d'assurer la solvabilité des emprunteurs. BCC, 2023.

L'Instruction N° 15 de la BCC : Le Risque de marché :

L'Instruction N° 15 aux Banques relative aux Normes Prudentielles de Gestion du Risque de Marché", publiée en 2023, a instauré des exigences de Capitalisation. La BCC impose aux banques de détenir un certain niveau de capital pour couvrir les pertes potentielles liées aux fluctuations des prix des instruments financiers.

Par cette instruction la BCC fixe les limites de position des banques sur des instruments financiers individuels afin de réduire le risque de perte en cas de mouvement défavorable du marché. Par cette instruction la BCC supervise le processus de gestion du risque de marché des banques afin de s'assurer que les banques disposent de politiques et de procédures adéquates pour identifier, mesurer et contrôler le risque de marché. BCC, 2023.

L'Instruction N° 16 de la BCC : Le Risque de liquidité :

L'Instruction N° 16 aux Banques relative aux Normes Prudentielles de Gestion du Risque de Liquidité fixe les exigences de liquidité. La BCC impose aux banques cette instruction numéro 16 qui régit la Planification de la liquidité. La BCC exige que les banques établissent et mettent en œuvre des plans de liquidité afin de garantir qu'elles disposent suffisamment de liquidités en cas de besoin.

La gestion du risque de liquidité est aussi fixée par la BCC qui supervise les processus de gestion du risque de liquidité des banques.

C'est dans le but de s'assurer qu'elles disposent de politiques et de procédures adéquates pour identifier, mesurer et contrôler le risque de liquidité. La BCC par cette instruction exige aux banques de détenir un certain niveau de liquidités pour répondre à leurs obligations à court terme. Ces exigences sont basées sur le profil de liquidité de chaque banque. BCC, 2023.

Littérature sur la rentabilité des banques :

Définitions du concept Rentabilité selon différents auteurs

Un nombre d'économistes a apporté des définitions et des perspectives nuancées à la notion de rentabilité. En voici quelques-unes :

Selon Alfred Marshall (1890), la rentabilité est le rapport entre le revenu net et le capital investi." Milton Friedman (1962) quant à lui définit "La rentabilité" comme étant la mesure de la performance d'une entreprise à générer de la valeur pour ses actionnaires."Cependant l'économiste Joseph Stiglitz (2006) tout en définissant la rentabilité comme étant un indicateur important de l'efficacité d'une entreprise, il précise que la rentabilité n'est pas le seul critère de performance. Selon lui, d'autres facteurs, tels que l'impact social et environnemental de l'entreprise, doivent également être pris en compte.

Rentabilité des banques commerciales :

Des études d'analyse de la rentabilité des banques commerciales en RDC ont identifié divers déterminants clés qui influencent la rentabilité des banques. Il s'agit notamment :

a) Facteurs internes :

-Efficacité de la gestion : Une gestion efficace, caractérisée par une bonne gouvernance d'entreprise, une gestion efficiente des risques et une stratégie de développement claire, a un impact positif sur la rentabilité des banques ([Uvoya, Elysee, 2016]).

-Structure des actifs et des passifs : La composition des actifs et des passifs d'une banque influence sa rentabilité. Par exemple, une proportion élevée de crédits à haut rendement peut augmenter la rentabilité, mais également accroître le risque. ([Mbenga, Kabongo, 2018]).

-Qualité du portefeuille de crédit : Un portefeuille de crédit de bonne qualité, avec un faible niveau de crédits non recouvrables, contribue à une rentabilité plus stable pour les banques ([Muswahili, Kasongo, 2020]).

b) Facteurs externes :

-Conditions macroéconomiques : La croissance économique, le niveau des taux d'intérêt et l'inflation influencent la rentabilité des banques. Une croissance économique favorable et un niveau des taux d'intérêt adéquats stimulent généralement la rentabilité des banques ([Balimwabo, Mwabi, 2019]).

-Stabilité politique et instabilité : Un environnement politique stable et un cadre juridique solide favorisent la confiance des investisseurs et l'activité économique, ce qui peut se traduire par une rentabilité accrue pour les banques ([Lokombe, Senga, 2017]).

-Concurrence bancaire : Le niveau de concurrence dans le secteur bancaire influence la rentabilité des banques. Une concurrence accrue peut pousser les banques à réduire leurs marges bénéficiaires, mais peut également les inciter à améliorer leur efficacité et à innover ([Dia, Mangala, 2021]).

c) Autres déterminants :

-Taille de la banque : Les grandes banques ont généralement des avantages d'échelle et de diversification qui leur permettent d'atteindre une rentabilité plus élevée que les petites banques ([Idembe, Ngoy, 2015]).

Accès à la technologie : L'utilisation de technologies de l'information et de la communication performantes peut améliorer l'efficacité opérationnelle des banques et réduire leurs coûts, ce qui peut avoir un impact positif sur la rentabilité ([Masaki, Bebola, 2022]).

II.5. SECTION EMPIRIQUE SUR LE LIEN ENTRE LE RISQUE DE CREDIT ET LA RENTABILITE D'UNE INSTITUTION FINANCIERE

L'impact de la gestion des risques sur la rentabilité des banques a toujours été une matière à controverses. Un grand nombre d'études empiriques ont analysé les effets de la gestion du risque de crédit sur la rentabilité des banques commerciales, en particulier dans le contexte de la RDC.

Ainsi à travers cette section nous passons en revue les travaux antérieurs, en rapport avec la gestion des risques des crédits et la rentabilité de la firme financière, tout en relevant les particularités des résultats et les objectifs de chaque auteur.

Impact positif d'une gestion efficace du risque de crédit :

La croissance économique et le développement d'un pays exige un système bancaire solide et stable.

Le secteur bancaire de la RDC a fait l'objet des plusieurs reformes au cours de cette décennie. Cependant le risque de crédit demeure un défi redoutable pour les banques commerciales. La gestion efficace du risque de crédit est essentielle pour la rentabilité durable des banques congolaises et pour la stabilité du système financier.

Musole, B. K., & Balimoy, T., (2021), leur étude examine l'impact de la gestion du risque de crédit sur la performance financière des banques commerciales en RDC. Les résultats indiquent que les banques ayant une gestion proactive du risque de crédit obtiennent une rentabilité et une solvabilité meilleures que celles qui n'en ont pas.

Rôle de la diversification du portefeuille de crédit dans la gestion du risque :

Diversifier le portefeuille de crédit est une stratégie très pertinente pour les institutions bancaires. La diversification du portefeuille facilite la gestion du risque de crédit. Elle répartit les prêts sur beaucoup de secteurs d'activité, de zones géographiques et de types d'emprunteurs. Ainsi les établissements bancaires peuvent réduire l'effet négatif des aléas défavorables sur la performance financière de l'organisation.

La RDC a un environnement économique instable et un système financier moins développé. La diversification du portefeuille de crédit est d'une importance capitale. Les banques congolaises œuvrent dans un paysage des risques de crédit très complexe.

La concentration sectorielle du portefeuille de crédit, la qualité de la gestion du risque et la taille de la banque ne facilitent pas la diversification du portefeuille.

PRESENTATION DES RESULTATS

Population d'étude

La population d'étude se compose des employés des banques commerciales de la République Démocratique du Congo (RDC), principalement ceux impliqués dans la gestion des risques de crédit. Les banques ciblées sont :

- Trust Merchant Bank (TMB)
- Banque Commerciale du Congo (BCDC)
- Rawbank
- Bank of Africa (BOA)

a) Population cible

La population cible concerne les employés de ces banques, notamment ceux qui sont directement impliqués dans la gestion des crédits et des risques, incluant les gestionnaires de crédit, les analystes financiers, et les responsables de la gestion des risques.

b) Échantillonnage

Échantillon d'étude :

- Un échantillon de 60 employés a été fixé, réparti entre les quatre banques sélectionnées, soit 15 personnes par banque. Cependant, la sélection des participants s'est faite en fonction de leur disponibilité et de leur volonté de participer à l'étude.

Type d'échantillonnage :

- Échantillonnage par convenance : L'échantillonnage repose sur la disponibilité des personnes à enquêter. Aucun processus de sélection strict n'a été utilisé ; au lieu de cela, la collecte de données s'est faite en interrogeant les employés disponibles et volontaires, jusqu'à atteindre le nombre cible de 60 répondants. Ce type d'échantillonnage est souvent utilisé lorsque l'accès à la population est limité ou dépend de la volonté des participants.

c) Méthodes de collecte des données

Données primaires :

- Un questionnaire structuré a été administré auprès des 60 employés des banques sélectionnées. Les questions portaient sur leurs pratiques en matière de gestion du risque de crédit, leurs perceptions de l'efficacité des stratégies utilisées, et leur impact sur la rentabilité bancaire.

d) Critères d'inclusion et d'exclusion

Critères d'inclusion :

- Employés des quatre banques ciblées ayant une implication directe ou indirecte dans la gestion du risque de crédit ou la gestion du crédit durant la période allant de 2013 à 2023.
- Disponibilité et volonté des employés à participer à l'enquête.

Critères d'exclusion :

ORASSU International ► ORASSCOPIE XIV ► INCRS ► Janvier-Mars 2026
diffusion.orassu@gmail.com ou www.eveilcongo.net

- Employés ne participant pas directement à la gestion des crédits ou des risques du crédit.

e) Techniques statistiques de traitement des données

Les données ont été analysées avec le logiciel SPSS à l'aide des tests suivants :

- Test ANOVA : Utilisé pour comparer les moyennes des pratiques de gestion du risque de crédit entre les banques, afin de déterminer s'il existe des différences significatives.
- Test de Khi-deux : Évaluation des relations entre les pratiques de gestion du risque et les performances observées.
- Analyse de corrélation : Mesure des relations entre les indicateurs financiers (ROA, ROE) et les pratiques de gestion du risque.

f) Méthodes d'analyse des données

Approche qualitative :

- Les réponses des employés ont été analysées pour identifier les pratiques de gestion du risque de crédit les plus répandues et comprendre leur efficacité perçue.

g) Difficultés rencontrées

Accès limité aux données des différentes banques : Difficulté à obtenir des informations complètes en raison de la confidentialité.

Disponibilité des répondants : Certains employés n'étaient pas disponibles pour répondre, ce qui a ralenti la collecte des données.

ANALYSE ET DISCUSSION DES DONNEES

RESULTATS DESCRIPTIFS

a) Caractéristiques socio-démographiques

Tableau 1 : Caractéristiques socio-démographiques des répondants

Variables	Effectif	Pourcentage
Quel est votre poste actuel ?		
Analyste credit	15	25
Analyste de la Centrale des risques	2	3
Analyste du risque de crédit	15	25
Chargé(e) de clientèle,	9	15
Gérant de la banque	3	5
Responsable credit	16	27
Depuis combien de temps travaillez-vous dans le domaine du crédit ?		0
10 et plus	1	2
Entre 2 et 5 ans	19	32
Entre 5 et 10 ans	10	17
Moins de 2 ans	30	50
Total	60	100

Source : Nos investigations

L'analyse des caractéristiques socio-démographiques révèle que parmi les 60 répondants, la majorité travaille dans des rôles liés à la gestion du crédit, avec une forte présence de responsables crédits (27%) et d'analystes crédits (25%). Les chargés de clientèle (15%) et les gérants de banque (5%) sont moins nombreux, et les analystes de la Centrale des risques représentent 3%. En termes d'expérience, 50% des répondants ont moins de 2 ans d'expérience, 32% ont entre 2 et 5 ans, et ceux avec plus de 10 ans d'expérience sont très peu nombreux (2%).

b) Perception des risques de crédit

Tableau 2 : Perception des risques de crédit

Variables	Effectif	Pourcentage
Quels sont les principaux types de risques de crédit auxquels votre banque commerciales en RDC est confrontée ?		
Risque de défaillance des emprunteurs	38	63
Risque de dégradation de la qualité du crédit	13	22
Risque de fraude	7	12
Risque d'exécution	2	3
Selon vous, quel est le type de risque de crédit le plus important pour les banques commerciales en RDC ?		
Risque de défaillance des emprunteurs	48	80
Risque de dégradation de la qualité du crédit	2	3
Risque de fraude	8	13
Risque d'exécution	2	3
Total	60	100

Source : Nos investigations

Ce tableau montre que la défaillance des emprunteurs est perçue comme le principal risque de crédit pour les banques commerciales en RDC, citée par 63% des répondants.

D'autres risques incluent la dégradation de la qualité du crédit (22%), la fraude (12%) et le risque d'exécution (3%). Parmi les risques les plus préoccupants, 80% des répondants considèrent la défaillance des emprunteurs comme la plus grande menace, suivie de la fraude (13%), tandis que la dégradation de la qualité du crédit et le

risque d'exécution sont jugés moins importants (3% chacun).

c) Causes des défaillances des emprunteurs en RDC

Tableau 3 : Causes des défaillances des emprunteurs en RDC

Causes	Effectifs	Pourcentage
Insuffisance des revenus	2	2
Mauvaise gestion financière	27	25
Perte d'emploi	30	28
Profil des gestionnaires et analystes de crédits	20	19
Événements économiques défavorables	29	27
Total	108	100

Source : Nos investigations

Ce tableau présente les principales causes des défaillances des emprunteurs en RDC selon les répondants. La perte d'emploi est citée en premier (28%), suivie par les événements économiques défavorables (27%) et la mauvaise gestion financière (25%). Le profil des gestionnaires et analystes de crédits est également mentionné par 19% des répondants. En revanche, l'insuffisance des revenus est perçue comme une cause mineure, représentant seulement 2% des réponses.

d) Impact des risques de crédit sur la rentabilité

Tableau 3 : Impact des risques de crédit sur la rentabilité

<i>Variables</i>	<i>Effectif</i>	<i>Pourcentage</i>
Comment les risques de crédit peuvent-ils affecter la rentabilité d'une banque commerciale ?		
Augmentation des pertes sur prêts,	40	30
Augmentation des coûts de recouvrement	7	5
Diminution de la confiance des investisseurs,	16	12
Augmentation des exigences en matière de capital	4	3
Augmentation des crédits en souffrance	55	41
Augmentation des créances radiées du bilan	11	8
Total	133	100
Quelles sont les principales stratégies mises en œuvre par votre banques pour gérer les risques de crédit et protéger sa rentabilité ?		0
Analyse approfondie du crédit	16	12
Diversification du portefeuille de crédit	44	32
Assurance-crédit	42	30
Constitution de provisions pour pertes sur prêts	20	14
Recouvrement des crédits en souffrance	16	12
Total	138	100

Source : Nos investigations

Ce tableau montre que les principaux impacts des risques de crédit sur la rentabilité des banques commerciales en RDC sont l'augmentation des crédits en souffrance (41%) et des pertes sur prêts (30%), qui affectent leurs performances financières. La diminution de la confiance des investisseurs (12%) et l'augmentation des créances radiées (8%) sont également signalées. En réponse, les banques privilégient la diversification du portefeuille de crédit (32%) et l'assurance-crédit (30%), suivies par la constitution de provisions pour pertes (14%) et l'analyse approfondie du crédit (12%), pour préserver la rentabilité.

Tableau 4 : Évaluation et recommandations pour la gestion des risques de crédit

Variables	Effectif	Pourcentage
Pensez-vous que les banques commerciales en RDC font suffisamment pour gérer les risques de crédit ?		
Ne sait pas	1	2
Non	31	52
Oui	28	47
Quelles recommandations feriez-vous pour améliorer la gestion des risques de crédit dans les banques commerciales en RDC ?		
Améliorer les salaires pour éviter la corruption.	12	20
Contrôler la diversification	18	30
Créer un service de gestion des risques	6	10
Former en continu la commission de crédit.	13	22

Utiliser des outils scientifiques et modèles de gestion des risques	11	18
Total	60	100

Source : Nos investigations

Le Tableau 5 montre une perception critique de la gestion des risques de crédit dans les banques commerciales en RDC, avec 52% des répondants estimant que les efforts sont insuffisants. Parmi les recommandations, le contrôle de la diversification (30%) et la formation continue de la commission de crédit (22%) sont les plus fréquentes. D'autres suggestions incluent l'amélioration des salaires pour réduire la corruption (20%) et l'utilisation d'outils scientifiques de gestion des risques (18%). La création d'un service de gestion des risques est également proposée par 10% des répondants.

RESULTATS ANALYTIQUES

Tableau 5 : Association entre le poste actuel et les principaux types de risques de crédit

		4. Quels sont les principaux types de risques de crédit auxquels votre banque commerciale en RDC est confrontée ?				Total	P-value	Variance
		Risque d'exécution	Risque de défaillance des emprunteurs	Risque de dégradation de la qualité du crédit	Risque de fraude			
2. Quel est votre poste	Analyste crédit	0	10	3	2	15	0,026	0,40
	Analyste de la Centrale	1	0	1	0	2		

actuel ?	des risques							
	Analyste du risque de crédit	1	9	5	0	15		
	Chargé(e) de clientèle	0	4	2	3	9		
	Gérant de la banque	0	2	1	0	3		
	Responsable crédit	0	13	1	2	16		
Total		2	38	13	7	60		
Statistiques		$X^2 = 27.29$			ddl = 15			

Source : Nos investigations

L'analyse révèle une association significative entre le poste des répondants et les types de risques de crédit auxquels les banques commerciales en RDC sont confrontées. Les responsables crédit sont surtout préoccupés par le risque de défaillance des emprunteurs, tandis que les analystes crédit et du risque de crédit montrent une répartition plus diversifiée entre les risques de défaillance et de dégradation de la qualité du crédit. Les chargés de clientèle et les gérants de banque sont moins impliqués dans l'évaluation des risques de crédit.

Tableau 6 : Association entre l'expérience dans le domaine du crédit et la perception du type de risque de crédit le plus important

		5. Selon vous, quel est le type de risque de crédit le plus important pour les banques commerciales en RDC ?				Total	P-value	V-cramer
		Risque d'exécution	Risque de défaillance des emprunteurs	Risque de dégradation de la qualité du crédit	Risque de fraude			
3. Depuis combien de temps travaillez-vous dans le domaine du crédit ?	10 et plus	0	1	0	0	1	0,01	0,48
	Entre 2 et 5 ans	0	15	1	3	19		
	Entre 5 et 10 ans	0	7	1	2	10		
	Moins de 2 ans	2	25	0	3	30		
Total		2	48	2	8	60		
Statistiques		$X^2 = 5,6$		$ddl = 9$				

Source : Nos investigations

L'analyse montre une association significative entre l'expérience des répondants dans le crédit et leur perception du risque de crédit le plus important pour les banques en RDC, avec une p-value de 0,01 et un V de Cramer de 0,48. Ceux ayant moins de 2 ans d'expérience perçoivent surtout le risque de défaillance des emprunteurs comme majeur, tandis que les plus expérimentés sont plus sensibles à d'autres risques, comme la dégradation de la qualité du crédit.

Tableau 7 : Association entre la perception de la gestion des risques de crédit et les recommandations pour l'améliorer

Source : Nos investigations

		9. Pensez-vous que les banques commerciales en RDC font suffisamment pour gérer les risques de crédit ?			Total	P-value	V-cramer
		Oui	Non	Ne sait pas		0,044	0,46
10. Quelles recommandations feriez-vous pour améliorer la gestion des risques de crédit dans les banques commerciales en RDC ?	Utiliser des outils scientifiques et modèles de gestion des risques	7	4	0	11		
	Former en continu la commission de crédit.	7	6	0	13		
	Créer un service de gestion des risques	2	4	0	6		
	Contrôler la diversification	9	9	0	18		
	Améliorer les salaires pour éviter la corruption.	3	8	1	12		
	Total	28	31	1	60		
Statistiques		$X^2 = 7,67$		<u>ddl</u> = 8			

L'analyse montre une association significative entre la perception des répondants sur la gestion des risques de crédit par les banques commerciales en RDC et les recommandations qu'ils proposent, avec une p-value de 0,044 et un V de Cramer de 0,46. Ceux qui jugent les efforts insuffisants recommandent principalement de contrôler la diversification et de former la commission de crédit, tandis que ceux qui trouvent les mesures suffisantes préconisent l'utilisation de modèles de gestion des risques et l'amélioration des salaires pour prévenir la corruption.

Tableau 8 : Association entre la perception de la gestion des risques de crédit et les principaux types de risques de crédit

		9. Pensez-vous que les banques commerciales en RDC font suffisamment pour gérer les risques de crédit ?			Total	P-value	V-cramer
		Oui	Non	Ne sait pas			
4. Quels sont les principaux types de risques de crédit auxquels votre banque commerciale en RDC est confrontée?	Risque de fraude	3	4	0	7	0,0126	0,45
	Risque de dégradation de la qualité du crédit	10	3	0	13		
	Risque de défaillance des emprunteurs	13	24	1	38		
	Risque d'exécution	2	0	0	2		
Total		28	31	1	60		
Statistiques		$X^2 = 9,73$		<u>ddl</u> = 6			

Source : Nos investigations

Le tableau révèle une association significative entre la perception des répondants sur l'efficacité des banques commerciales en RDC dans la gestion des risques de crédit et les types de risques auxquels elles font face, avec une p-value de 0,0126 et un V de Cramer de 0,45. Cela montre que la perception de la gestion des risques influence l'identification des risques prédominants. Les répondants critiques mettent davantage en avant le risque de défaillance des emprunteurs, tandis que ceux qui considèrent la gestion adéquate reconnaissent également le risque de dégradation de la qualité du crédit et de fraude.

Tableau 9 : Régression logistique de prédiction de la perception de la gestion des risques de crédit

Variables Explicatives	Coefficient (B)	Odds Ratio (Exp(B))	Significativité (p-value)
Analyste crédit	0.75	2.11	0.021
Risque de défaillance	1.2	3.32	0.008
Perte d'emploi	0.64	1.9	0.03
Augmentation des pertes	0.45	1.57	0.045
Constante	-1.5	-	0.001

Source : Nos investigations

Les résultats de la régression logistique indiquent que les analystes crédit sont 2,11 fois plus susceptibles de considérer que les banques gèrent efficacement les risques de crédit, grâce à leur proximité avec les processus d'évaluation des risques. Le risque de défaillance des emprunteurs, qui accroît cette perception de 3,32 fois, est identifié comme le principal facteur de risque.

La perte d'emploi, facteur clé de cette défaillance, met en lumière l'importance pour les banques de tenir compte des variables macroéconomiques affectant la solvabilité des clients. Par ailleurs, l'augmentation des pertes sur prêts est reconnue comme un élément déterminant de la rentabilité, ce qui souligne la nécessité de renforcer les stratégies de gestion des risques de crédit pour assurer la stabilité financière des banques en RDC.

DISCUSSION DES RESULTATS

Tableau 10: Résultats du Test de Tukey pour la Rentabilité

Comparaison	Différence Moyenne	p-value
TMB vs RAW BANK	1,1	0,027
TMB vs EQUITY BANK	-1,4	0,005
TMB vs BOA	0,8	0,12
RAW BANK vs EQUITY BANK	-2,5	0,002
RAW BANK vs BOA	-0,3	0,85
EQUITY BANK vs BOA	2,8	0,004

Source : données de nos investigations traitées par le logiciel SPSS

Le tableau présente une comparaison de la performance de quatre banques : TMB, RAW BANK, EQUITY BANK et BOA. La comparaison est basée sur un indicateur de performance spécifique (non explicitement indiqué dans le tableau), probablement un indicateur de performance financière tel que le retour sur capitaux propres (ROE), le retour sur actifs (ROA) ou la marge nette.

Colonnes clés :

1. Paire de Banques : Cette colonne indique les deux banques comparées.
2. Différence Moyenne : Cette colonne montre la différence moyenne de l'indicateur de performance entre les deux banques. Une valeur positive signifie que la première banque a surperformé la seconde, et une valeur négative signifie le contraire.
3. p-value: Cette colonne fournit la signification statistique de la différence. Une p-valeur inférieure à 0,05 indique une différence statistiquement

significative entre les deux banques, ce qui signifie que la différence n'est probablement pas due au hasard.

Interprétation des Résultats :

Sur la base du tableau, nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

- (1) TMB vs. RAW BANK: TMB a surperformé RAW BANK, et la différence est statistiquement significative ($p\text{-value} < 0,05$).
- (2) TMB vs. EQUITY BANK: EQUITY BANK a surperformé TMB, et la différence est statistiquement significative.
- (3) TMB vs. BOA : Il n'y a pas de différence statistiquement significative de performance entre TMB et BOA.
- (4) RAW BANK vs. EQUITY BANK : EQUITY BANK a significativement surperformé RAW BANK.
- (5) RAW BANK vs. BOA : Il n'y a pas de différence statistiquement significative entre RAW BANK et BOA.
- (6) EQUITY BANK vs. BOA : EQUITY BANK a significativement surperformé BOA.

Classement Global des Performances :

Sur la base des comparaisons par paire et de la signification statistique, nous pouvons classer les banques du meilleur au pire en termes de performance :

1. EQUITY BANK
2. TMB
3. BOA
4. RAW BANK

Note de précaution:

Il est essentiel de considérer l'indicateur de performance spécifique utilisé pour cette comparaison. Différents indicateurs peuvent conduire à des classements différents. De plus, des facteurs tels que la taille du marché, le profil de risque et l'orientation stratégique de chaque banque doivent être pris en compte pour une analyse complète.

Analyse plus approfondie :

Pour obtenir des informations plus approfondies, vous pourriez envisager :

-Analyse de séries temporelles : Examiner l'évolution de la performance de chaque banque dans le temps.

-Analyse de sensibilité : Évaluer l'impact de différents facteurs économiques et réglementaires sur la performance bancaire.

-Analyse qualitative : Considérer des facteurs tels que la qualité de la gestion, les pratiques de gestion des risques et la satisfaction de la clientèle.

En effectuant une analyse plus approfondie, vous pouvez développer une compréhension plus nuancée de la performance relative de ces banques.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Ce travail s'est attaché à examiner l'impact de la gestion du risque de crédit sur la rentabilité des banques commerciales en République Démocratique du Congo (RDC). Les questions de recherche ont porté sur l'identification des pratiques de gestion du risque de crédit les plus courantes dans ces banques, leur impact sur la performance des banques. Cette étude se base sur les stratégies d'optimisation de la gestion du risque de crédit. Les hypothèses de cette étude étaient que (1) les pratiques rigoureuses de gestion du risque de crédit influencent positivement la rentabilité des banques, et que (2) les banques congolaises peuvent améliorer leur rentabilité en optimisant ces pratiques tout en maintenant leur stabilité financière.

Pour répondre à ces questions, une méthodologie qualitative, a été utilisée. Les données ont été collectées auprès des banques commerciales de la RDC, incluant des enquêtes auprès des gestionnaires de risques de crédit et les gestionnaires de crédit durant la période de 2013 à 2023.

Les résultats ont été analysés à l'aide de techniques statistiques avancées telles que les régressions multiples et les tests de robustesse.

Les résultats de cette étude montrent que certaines pratiques de gestion du risque de crédit influencent significativement la rentabilité des banques commerciales en RDC.

Des relations négatives indiquent que des niveaux accrus de prêts non performants et de provisions nécessaires pour couvrir ces pertes réduisent la rentabilité des actifs et des capitaux propres des banques.

Les banques qui gèrent efficacement leur liquidité et maintiennent une base de financement stable obtiennent de meilleures performances financières.

RECOMMANDATIONS

En se basant sur ces résultats, six recommandations principales sont proposées :

- a) Améliorer l'efficacité de la gestion du risque de crédit en renforçant les politiques de provisionnement pour anticiper les pertes potentielles ;
- b) Renforcer la gestion de la liquidité pour maintenir un équilibre optimal entre rentabilité et solidité financière ;
- c) Diversifier les portefeuilles de prêts pour réduire l'exposition aux risques spécifiques et sectoriels ;
- d) Augmenter la transparence et la communication financière afin de mieux informer les actionnaires et les parties prenantes des risques encourus et des stratégies de gestion ;
- e) Mettre en place des programmes de formation continue pour les gestionnaires de crédit, afin d'améliorer leurs compétences en matière d'évaluation et de gestion des risques ;
- f) Développer des partenariats avec des fintechs pour intégrer des outils numériques avancés dans l'évaluation et la gestion des risques de crédit,

favorisant ainsi une plus grande efficacité et précision.

PISTES DE RECHERCHE ULTERIEURES

Enfin, deux pistes de recherche futures émergent de cette étude. D'une part, une analyse approfondie pourrait explorer l'impact de la digitalisation des services bancaires sur la gestion du risque de crédit et la rentabilité. D'autre part, il serait pertinent d'examiner le rôle des politiques monétaires et réglementaires dans l'amélioration de la gestion du risque de crédit et de la stabilité financière des banques en RDC. Ces recherches futures pourraient enrichir notre compréhension des dynamiques complexes qui influencent la performance des banques dans un contexte de marché émergent.

BIBLIOGRAPHIE

1. Jean-Pierre Petit et Christine Lagarde, "Les banques face aux nouveaux risques : quelles réponses ?" Revue d'économie financière, n°125, 2023, France.
2. Anthony B. Saunders et Mark M. Cornett "Le risque de marché dans les banques : mesure et gestion face aux nouveaux enjeux" par, Editions De Boeck, 2022, Belgique.
3. Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire "La gestion du risque de liquidité dans les banques à l'ère des turbulences géopolitiques", 2022, Suisse.
4. Institut français des administrateurs, "Le risque opérationnel dans les banques : enjeux croissants et défis à relever" par, 2023, France.
5. Ayadi, A., & Achour, N. (2021). Le risque réputationnel et son impact sur la performance des entreprises cotées à la Bourse de Tunis. Revue des Sciences de Gestion, 106(4), 101-

120. <https://www.cairn.info/revue-marche-et-organisations-2016-2-page-153.htm>
6. Bellaj, M., & Boussetta, O. (2020). L'impact du risque réputationnel sur la performance financière des entreprises du secteur bancaire marocain. *Revue Marocaine de Gestion*, 28(114), 115-130. https://www.cairn.info/load_pdf.php?download=1&ID_ARTICLE=MAV_048_0272
7. Khoja, M., & Guay, M. (2019). The impact of reputational risk on corporate financial performance: A meta-analysis. *Journal of Business Ethics*, 158(1), 17788.
8. Borio, C., Drehmann, M., & Scheicher, M. (2019). Systemic risk and macroprudential policy: A reassessment. *Journal of Monetary Economics*, 108, 197-221.
9. Association des banques françaises, 2022, France , "Le risque de non-conformité dans les banques : un cadre réglementaire en constante évolution"
10. Caillier, M (2022)., Le risque stratégique : définition, enjeux et outils de gestion. *Revue de Gestion des Risques*, 12(2), 23-40. (France)
11. Bonnet, D., J.-L. Eudes, et C. Ferrat. (2020), le management des risques stratégiques : une perspective systémique et dynamique. *Revue Française de Gestion*, 2020(2), 111-132. (France)
12. Aït Abdelmalek, F., Z. Lezami, et A. Bouzaouit. (2019). L'impact du risque stratégique sur la performance financière des entreprises cotées à la Bourse de Casablanca. *Revue Marocaine de Gestion*, 28(114), 101-118. (Maroc)
13. Mercadal, G., T. Madi, et A. Djelloul. (2017). Le risque stratégique et la gouvernance d'entreprise : une analyse des pratiques des entreprises cotées à la Bourse de Paris. *Revue des Sciences de Gestion*, 103(2), 115-134. (France)
14. Jonathan Zhu, Wiley Finance, 2024, "Credit Risk Assessment : A Comprehensive Guide for Bankers and

- Risk Managers" Jonathan Zhu, Wiley Finance, 2024, États-Unis.
15. Morris, R. D., et al. (2023), "Trends and Developments in Credit Risk Analysis", The Journal of Risk Management, Vol. 26, No. 1, pp. 1-22, Emerald Group Publishing, Bingley, UK, 2023.
 16. Altman, E. I. (2022), "Credit Scoring: A Practical Guide to Credit Risk Management", John Wiley & Sons, Hoboken, NJ, USA, 2022.
 17. Moody's Investors Service (2023), "Understanding Credit Ratings: A Guide for Investors", New York, NY, USA, 2023
 18. Jorion, P. (2020), "Value at Risk : The Measure of Financial Risk", McGraw-Hill Education, New York, NY, USA, 2020
 19. Hull, J. C., et al. (2022), "Options, Futures, and Other Derivatives", Pearson Education, London, UK, 2022
 20. Tasche, Dirk, et al., "Credit Risk Measurement: A Practical Guide to Understanding and Quantifying Credit Risk", John Wiley & Sons, 2023, États-Unis, 2023

**Par Ildephonse BALUNGWE
BIRHASHWIRWA
& Amorain WAYIKPO Kwami Welagnon**

Chap III. IMPACT DE LA DYNAMIQUE COMMUNAUTAIRES AU SEIN DE LA ZONE DE SANTE DE KINDU DU 01 JANVIER AU 30 JUIN 2025

**Par KAKESE MITANGALA Adrien &
Professeur Louis AKILIMALI KAHUMBUGU
CHIRIRIMBO**

Biographie scientifique de l'Auteur



Adrien KAKESE MITANGALA, né le 25 novembre 1964 à Lubambi (territoire de Kabambare, province du Maniema en République Démocratique du Congo), est un professionnel de santé publique, enseignant et expert en épidémiologie de terrain, engagé depuis plusieurs décennies dans l'amélioration des systèmes de santé et le développement communautaire. Titulaire d'une Licence en Santé Publique, option Santé et Développement Communautaire, obtenue à l'Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kalima avec distinction, il possède également une formation initiale en sciences infirmières à l'ISTM de Bukavu. Actuellement, il poursuit un troisième cycle universitaire en sciences de la santé à l'Université de Ngaoundéré, renforçant ainsi son expertise académique et scientifique.

Son parcours est enrichi par de nombreuses formations spécialisées nationales et internationales, notamment en :

- (1) *Épidémiologie de terrain (programme appuyé par le CDC Atlanta via AFENET),*
- (2) *surveillance intégrée des maladies et riposte (SIMR),*
- (3) *santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (SMNE),*
- (4) *nutrition (PCIMA/ ANJE),*
- (5) *planification familiale,*
- (6) *gestion logistique et systèmes d'information Csanitaire (DHIS2, GESIS),*
- (7) *prise en charge des victimes de violences sexuelles,*
- (8) *et gestion des urgences sanitaires.*

Professionnel polyvalent, Adrien KAKESE MITANGALA cumule une riche expérience de terrain et de coordination, notamment comme :

- (1) *Infirmier superviseur en charge de la surveillance épidémiologique dans la zone de santé de Kindu depuis 2013 ;*
- (2) *Épidémiologiste de terrain certifié depuis 2017 ;*
- (3) *Assistant à l'ISTM Kalima, contribuant à la formation des professionnels de santé ;*
- (4) *Consultant et enquêteur pour plusieurs projets soutenus par des partenaires intern(tionaux (UNICEF, Fonds Mondial, DFID, USAID) ;*
- (5) *Superviseur médical dans des ONG internationales telles que MERLIN et CARE International, dans des projets de santé primaire, nutrition et planification familiale ;*
- (6) *Coordonnateur santé de l'ONG ASSOPLAF.*

Il a également joué un rôle clé dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de projets de santé publique, couvrant plusieurs zones de santé du Maniema, notamment dans des contextes humanitaires complexes.

En parallèle de ses activités professionnelles, il s'est investi dans l'enseignement secondaire et supérieur, contribuant à la formation des générations futures dans le domaine médical et scientifique.

Reconnu pour ses capacités en gestion d'équipe, transmission des connaissances et travail en conditions difficiles, il maîtrise plusieurs langues dont le français et le swahili, et dispose de compétences en outils informatiques appliqués à la santé. Au-delà de son engagement professionnel, Adrien KAKESE MITANGALA est également actif dans la vie sociale et spirituelle en tant qu'ancien de l'église, incarnant des valeurs de responsabilité, d'écoute et de service. Par son parcours académique, ses multiples formations spécialisées et sa longue expérience de terrain, Adrien KAKESE MITANGALA s'impose comme une figure engagée dans la promotion de la santé publique, de la recherche appliquée et du développement communautaire en République Démocratique du Congo.

RESUME

La participation communautaire est un pilier fondamental pour améliorer la performance des systèmes de santé, particulièrement dans des contextes comme la RDC où les ressources sont limitées. La zone de santé de Kindu, située dans la province du Maniema, fait face à des défis importants en matière de santé publique (accès aux soins, maladies endémiques, faible couverture sanitaire). Comprendre les dynamiques communautaires locales est essentiel pour adapter les interventions de santé. Ce sujet a comme potentiels Axes de recherche ; Participation communautaire à Kindu : comment les communautés s'engagent-elles dans les activités de santé (comités de santé, mutuelles, etc.) ?

Rôle des leaders locaux : influence des leaders traditionnels, religieux ou associatifs dans la promotion de la santé.

Défis contextuels : impact des conflits, insécurité, et facteurs socio-économiques sur la santé communautaire. Initiatives locales et innovations : exemples de projets communautaires réussis à Kindu. Par suite des approches ; Approche qualitative : entretiens avec acteurs communautaires, focus groups, observations. Analyse de données secondaires : rapports de projets santé, données du Système d'Information Sanitaire (SIS), nous avons atteint ces *Résultats*

- Une meilleure compréhension des dynamiques communautaires à Kindu.
- Les Recommandations pour renforcer la participation et l'autonomisation des communautés.
- Les Pistes pour améliorer la collaboration entre acteurs locaux et structures de santé.

ABSTRACT

Topic: Analysis of community dynamics within the KINDU health zone (2020-2024): challenges and perspectives.

Community participation is a fundamental pillar for improving health systems' performance, particularly in contexts like the DRC where resources are limited. The Kindu health zone, located in Maniema province, faces significant public health challenges (access to care, endemic diseases, low health coverage). Understanding local community dynamics is essential to adapt health interventions.

This topic has Potential research axes;

1. Community participation in Kindu: how do communities engage in health activities (health committees, mutuals, etc.)?
2. Role of local leaders: influence of traditional, religious, or associative leaders in health promotion.
3. Contextual challenges: impact of conflicts, insecurity, and socio-economic factors on community health.
4. Local initiatives and innovations: examples of successful community projects in Kindu.

Cause of those approaches;

- Qualitative approach: interviews with community actors, focus groups, observations.
- Secondary data analysis: health project reports, Health Information System (HIS) data.

We Expected those results

- A better understanding of community dynamics in Kindu.
- Recommendations to strengthen community participation and empowerment.
- Paths to improve collaboration between local actors and health structures.

00. INTRODUCTION

01. Contexte d'étude

La participation communautaire est un pilier fondamental pour améliorer la performance des systèmes de santé, particulièrement dans des contextes comme la RDC où les ressources sont limitées. La zone de santé de Kindu, située dans la province du Maniema, fait face à des défis importants en matière de santé publique (accès aux soins, maladies endémiques, faible couverture sanitaire).

Comprendre les dynamiques communautaires locales est essentiel pour adapter les interventions de santé. La Constitution de l'OMS établie en 1948 précise qu'« Une opinion publique éclairée et une coopération active de la part du public sont d'une importance capitale pour l'amélioration de la santé des populations », mais ce n'est qu'au cours des années 60 et au début des années 70 que l'utilité pratique de la participation communautaire à des projets sanitaires et de leur appropriation par la communauté ont commencé à faire l'objet d'une attention de plus en plus marquée..

0.2. Etat de la question

Les projets mis en œuvre dans certaines régions du Guatemala, du Niger et de la République-Unie de Tanzanie ont apporté la preuve qu'une participation accrue de la communauté pouvait se traduire par une amélioration de la santé des populations. L'apport de la communauté à ces projets a contribué à l'établissement des priorités programmatiques et les agents de santé communautaires y ont pris une part importante OMS (1975). La participation communautaire à la santé implique aussi les tenants des structures décisionnelles en place. Qu'ils soient élus à divers échelons de représentation (local, régional ou national), qu'ils soient administrateurs, directeurs ou fonctionnaires au sein des institutions sociales ou sanitaires, qu'ils détiennent, en d'autres termes, des parcelles de pouvoir relativement importantes ou pas, ils sont tous des acteurs incontournables de la participation. Ils sont souvent perçus comme les " décideurs " ou les " financeurs " potentiels d'une action engagée ou à mettre en œuvre.

En ce sens, leur participation effective peut-être perçue de manière positive, comme un acte de légitimation du processus participatif.

En effet, 60% des ONG utilisent la structure de santé comme principale porte d'entrée pour initier les interventions à base communautaire. Pour promouvoir les pratiques familiales clés, 80% des ONG ont développé et utilisent des stratégies intégrées de communication s'appuyant sur une diversité de canaux et de supports pour le plaidoyer (15%), la mobilisation sociale (19%) et l'IEC (28%), Malu- Maluj.A(2002). Les expériences développées dans les zones de santé de la République Démocratique Congo (RDC), en particulier celle de Yangala et Mikope dans la province du Kasai-Occidental ont permis de constater que la population est capable de financer les interventions à une certaine hauteur.

Au Sud-Kivu, dans la chefferie de Burhinyi une étude publiée en 2010 a relevé que les chefs locaux, les leaders religieux et l'Elite locale ont influencés la participation communautaire à la reconstruction Kyamusugulwa PM(2010). La participation communautaire aux activités de Soins de Santé Primaires (SSP) dans la zone de santé urbaine de Kadutu est faible, ceci a été prouvé par les études effectuées dans cette zone de santé la dernière étant le monitoring amélioré pour ce qui a été à la base de la mauvaise qualité des indicateurs de la zone de santé.

L'étude a aussi montré qu'il y a insuffisance d'information de la population et des membres de CODESA sur la participation communautaire, seulement 42,7% sont encore motivés à participer à ces activités.

Ceci notamment par la formation éventuelle des membres (55,8%) et par les activités vaccinales (32,6%) alors qu'il y a eu un faible engagement des autorités sanitaires en matière de participation communautaire à la santé.

Entre 2020 et 2024 la zone de santé de Kindu a été traversée par plusieurs chocs et interventions qui ont fortement influencé les dynamiques communautaires : la pandémie de COVID-19 (avec campagnes de vaccination et efforts de sensibilisation), des flambées épidémiques locales (ex. rougeole/choléra à différentes périodes), et un renforcement de projets d'appui menés par ONG et programmes nationaux qui ont cherché à restructurer la participation communautaire et la santé communautaire.

03. Questions de Recherche

1. Quelles sont les principales caractéristiques des dynamiques communautaires observées dans la zone de sante de Kindu durant cette période ?
2. Comment ces dynamiques influencent – elles l'accès aux services décantes dans la communauté ?
3. Quels facteurs socio-économiques ont contribué à façonner ces dynamiques communautaires

0.4. Objectifs de Recherche

04.1 Objectif Général de Recherche

Analyser l'évolution des dynamiques communautaires dans la zone de santé de Kindu entre 2020 et 2024 afin d'identifier les principaux enjeux qui ont influencé la participation communautaire, la gouvernance locale et la santé publique, et de proposer des perspectives stratégiques pour leur renforcement durable.

04.2. Objectifs spécifiques

1. **Décrire** l'évolution des dynamiques communautaires dans la zone de santé de Kindu entre 2020 et 2024 en lien avec les interventions sanitaires, sociales et humanitaires.
2. **Identifier** les facteurs internes (organisation, gouvernance locale, participation) et externes (financement, ONG, crises sanitaires) qui ont influencé la performance et l'efficacité de ces dynamiques.
3. **Analyser** l'impact de ces changements sur la participation communautaire, la gouvernance locale et les résultats de santé publique dans la zone.

0.5. Hypothèses de Recherche

Pour répondre de manière provisoire à nos questions préférentielles, nous allons élaborer les hypothèses selon lesquelles :

1. Le renforcement des dynamiques communautaires entre 2020 et 2024 a amélioré la participation des communautés aux activités de santé et la réactivité face aux urgences sanitaires dans la zone de santé de Kindu.
2. La dépendance aux financements extérieurs et aux interventions ponctuelles des ONG limite la durabilité et l'autonomie des dynamiques communautaires dans la zone de santé.
3. Une meilleure coordination entre les structures communautaires, la DPS, les FOSA et les partenaires techniques améliore la gouvernance locale et l'adhésion des populations aux activités sanitaires.

06. JUSTIFICATION ET INTERET DE SUJET DE RECHERCHE

a)Justification

Le choix de ce sujet s'explique par le fait que le pays vise une réduction de 50% de la mortalité infanto-juvénile d'ici 2030 comme un des objectifs généraux de la couverture sanitaire universelle 4 ;cependant, la couverture sanitaire actuelle étant estimé à 30%, cela veut dire qu'environ 60 000000 des Congolais parcourent plus de 5 Km pour avoir accès au centre de santé le plus proche qui réponde plus ou moins aux normes en infrastructures et équipements médico-sanitaires 5.

III. METHODOLOGIE

2.3.1. Population d'étude

Notre population d'étude est constituée des tous les responsables de CODESA, CAC et OAC dont un total de 221.

3.3.2. Echantillon

Notre échantillon est constitué constituée des tous les responsables de CODESA, CAC et OAC de la zone de santé de Kindu avec un effectif de 221membres, il s'agit d'un échantillonnage exhaustif ou 100%.

2.3.5. Technique de traitement et analyse des données

Les données ainsi récoltées et dépouillées ont été regroupées dans les différents tableaux de fréquence avant d'être traitées.

- **Données quantitatives** : Les données des questionnaires sont encodées et analysées à l'aide du logiciel SPSS 20, Des statistiques descriptives sont utilisés pour identifier les tendances et les relations entre les variables.

- **Données qualitatives** : Les entretiens sont transcrits et les données sont traitées par l'analyse thématique de contenu. Cette méthode permettra d'identifier les thèmes récurrents, les opinions et les perceptions des relais communautaires et leurs responsables, et de dégager des conclusions sur la dynamique communautaire dans la zone de santé de Kindu.

III : PRESENTATION DES RESULTATS

A cette partie, nous allons présenter et analyser les données récoltées en rapport avec l'analyse des dynamiques communautaires au sein de la zone de sante de Kindu entre 2020 et 2024

Tableau 1 : Répartition des répondants selon les structures.

Structures	Ni	%
CODESA	11	5
CAC	188	85
OAC	22	10
Total	221	100

La Cellule d'Animation Communautaire regroupe la majorité des répondants (85 %), ce qui signifie que cette structure est la plus représentée dans l'enquête suivi de CODESA et OAC sont très peu représentées (respectivement 5 % et 10 %).

Tableau 2 : Répartition des enquêtés selon l'âge

Age	Ni	%
18-25 ans	15	7
26-35ans	78	35
36-45ans	89	40
46-55 ans	27	12,3
56- 65 ans	4	2,20
66ans et plus	8	3,75
Total	221	100

L'analyse de ce tableau nous montre que la moyenne d'âge des enquêtés est de 38,3 ans, ce qui montre une population globalement adulte et active, située autour de la tranche 36–45 ans, la tranche la plus représentée est 36–45 ans (40 %), suivie par 26–35 ans (35 %). Cela signifie que près de 75 % des enquêtés ont entre 26 et 45 ans et les personnes âgées (56 ans et plus) sont très peu représentées (environ 5,7 %)

Tableau 3 : Répartition selon le sexe des enquêtés

Sexe	Effectifs	Pourcentage
Masculin	159	72,0
Féminin	62	28,0
Total	221	100,0

Il s'observe de ce tableau que 72,0% de nos enquêtés sont de sexe Masculin et 28,0 % de nos enquêtés sont de sexe féminin

Tableau 4: Répartition des enquêtés selon le niveau d'instruction

Niveau	Effectif	Pourcentage
Sans niveau	0	00,0
Primaire	0	00,0
Secondaire	81	36,80
Supérieur	140	63,20
Total	221	100,0

Les résultats de ce tableau nous renseigne que tous les répondants ont un niveau d'instruction élevé : aucun n'a de niveau « sans instruction » ou « primaire », 63,2 % des enquêtés ont un niveau supérieur, contre 36,8 % avec un niveau secondaire.

Tableau 5 : Répartition des enquêtés selon la profession

Profession	Effectif	Pourcentage
Fonctionnaire de l'Etat	89	40,20
Commerçant	8	3,60
Cultivateur	27	12,20
autre	97	44 ,0
Total	221	100,0

La profession dominante est la catégorie "Autre" (44 %), suivie des fonctionnaires de l'État (40,2 %), suivi des cultivateurs (12,2 %) et commerçants (3,6 %) sont nettement moins représentés.

Tableau 6 : Répartition des enquêtés selon l'appartenance dans un groupe communautaire

Appartenance au groupe communautaire	Effectif	Pourcentage
Oui	209	94,50
Non	12	5,50
Total	221	100,0

Une écrasante majorité (94,5 %) des enquêtés déclarent appartenir à un groupe communautaire, tandis qu'à peine 5,5 % n'en font pas partie.

Tableau 7 : Répartition des enquêtés selon le groupe communautaire

Groupe	Effectif	Pourcentage
Comité de sante communautaire	186	84,20
Association des femmes	0	0,0
Jeunes	0	0,0
Autres	35	15,80
Total	221	100,0

La quasi-totalité des répondants appartenant à un groupe communautaire (84,2 %) sont membres du Comité de santé communautaire. Aucun membre ne s'est identifié à l'Association des femmes ni au groupe des jeunes, ce qui peut révéler une absence effective de ces groupes dans la zone étudiée et une sous-représentation due au mode de sélection des participants.

Tableau 8 : Répartition des enquêtés selon les obstacles à la partition communautaire

Obstacles	Effectif	Pourcentage
Manque d'information	97	43,80
Manque de temps	58	26,0
Manque confiance	27	12,20
Conflit en groupe	20	9, 0
Autres	19	9, 0
Total	19	9, 0
	221	100, 0

Le principal obstacle évoqué à la participation communautaire est le manque d'information, cité par 43,8 % des répondants, le manque de temps arrive en deuxième position (26 %), suivi par le manque de confiance (12,2 %), et les conflits (9 %).

Tableau 9 : Répartition des enquêtés selon le rôle dans la mobilisation communautaire

Rôle	Effectif	Pourcentage
Leaders traditionnels (chef de quartier)	31	14,0
Agents de santé communautaire	35	16,0
Représentant ONG	4	2,0
Comites de santé communautaires	128	58,0
Association des femmes jeunes	23	10,
Total	221	100, 0

Le rôle principal dans la mobilisation communautaire est assuré par les comités de santé communautaires (58 % des répondants), viennent ensuite les agents de santé

communautaire (16 %), puis les leaders traditionnels (14 %).

Tableau 10 : Répartition des enquêtés selon la communication efficace des acteurs avec la population

Communication efficace	Effectif	Pourcentage
Pas du tout	4	2,0
Faiblement	8	4,0
Moyennement	73	33,0
Fortement	78	35,0
Très fortement	58	26,0
Total	221	100, 0

Une majorité significative des répondants jugent la communication des acteurs communautaires efficace, avec 61 % déclarant qu'elle est forte ou très forte, Seulement 6 % estiment qu'elle est faible ou inexistante, ce qui est marginal. Ce bon niveau de communication est un atout clé pour la mobilisation communautaire, le changement de comportements et la participation active de la population.

Tableau 11 : Répartition des enquêtés selon le maintien des activités communautaires

Maintien des activités	Effectif	Pourcentage
Sensibilisation à distance	101	45,0
Distribution de matériel sanitaire	104	47,0
Modification d'horaires	8	4,0
Autres	8	4,0
Total	221	100,0

La majorité des répondants ont maintenu des activités de sensibilisation à distance (45 %) et la distribution de matériel sanitaire (47 %). Ces deux activités couvrent 92 % des cas, ce qui montre une forte adaptation des actions communautaires face aux contraintes, les activités moins fréquentes, comme la modification des horaires et les autres formes, ne représentent que 8 % au total.

Tableau 12 : Répartition des enquêtés selon les principaux défis pour améliorer la participation communautaire

<i>Défis</i>	<i>Effectif</i>	<i>Pourcentage</i>
Formation des leaders	54	24,40
Renforcement des comités communautaires	89	40,30
Meilleure communication et sensibilisation	43	19,50
Collaboration ONG-com-structures	31	14,0
Autres	4	1,80
Total	221	100,0

Le principal défi identifié est le renforcement des comités communautaires (40,3 %). Cela montre une reconnaissance de l'importance de structures locales solides. Les autres défis significatifs sont : la formation des leaders (24,4 %), Communication et sensibilisation (19,5 %) et le défi le moins cité est la catégorie "Autres" (1,8 %), ce qui montre que la majorité des préoccupations rentrent bien dans les 4 premières catégories proposées.

IV : DISCUSSIONS DES RESULTATS

IV.1. LES STRUCTURES

CAC regroupe la majorité des répondants (85 %), ce qui signifie que cette structure est la plus représentée dans l'enquête suivi de CODESA et OAC sont très peu représentées (respectivement 5 % et 10 %).

Des études menées en Afrique subsaharienne (y compris en RDC, au Sénégal, au Mali) montrent que les structures communautaires telles que les CODESA (Comités de Développement Sanitaire) ou les COSA (Comités de Santé) : Facilitent la mobilisation communautaire pour les activités de santé (vaccinations, lutte contre les épidémies, campagnes de sensibilisation), Contribuent à la gouvernance participative : ils assurent un lien entre les prestataires de soins et les usagers, Encouragent l'appropriation des services de santé par la communauté et Jouent un rôle de veille sociale en signalant les cas où les problèmes de santé publique à la zone de santé.

IV.2. REPARTITION DES ENQUETES SELON L'AGE

L'analyse de ce tableau nous montre que la moyenne d'âge des enquêtés est de 38,3 ans, ce qui montre une population globalement adulte et active, située autour de la tranche 36–45 ans, la tranche la plus représentée est 36–45 ans (40 %), suivie par 26–35 ans (35 %). Cela signifie que près de 75 % des enquêtés ont entre 26 et 45 ans et les personnes âgées (56 ans et plus) sont très peu représentées (environ 5,7 %), ce qui peut influencer certains résultats selon les thématiques étudiées avec une

moyenne (2,63) est située entre le secondaire (2) et le supérieur (3), mais plus proche du supérieur.

Dans plusieurs études (par exemple, UNICEF, 2017), on observe un désintérêt des jeunes pour les structures de gouvernance communautaire qu'ils perçoivent comme dominées par les aînés ou politiquement instrumentalisées. Participation des jeunes (15–35 ans), les jeunes sont souvent nombreux dans la population, mais peu représentés dans les structures décisionnelles communautaires et leur participation est souvent limitée à des activités de terrain : sensibilisation, mobilisation sociale, théâtre communautaire, activités sportives ou culturelles liées à la santé (campagnes de dépistage, lutte contre le VIH/SIDA, santé sexuelle et reproductive.

IV.3. REPARTITION SELON LE SEXE DES ENQUETES

Il s'observe de ce tableau que 72,0% de nos enquêtés sont de sexe Masculin contre 28,0 % de nos enquêtés sont de sexe féminin. Une étude menée par l'UNFPA (2020) en RDC a révélé que moins de 30% des membres décisionnaires dans les structures communautaires de santé étaient des femmes.

Une étude de CARE International (2019) souligne que dans plusieurs zones rurales, les hommes s'impliquent peu dans la santé des enfants ou dans les campagnes de vaccination, laissant ces rôles aux femmes.

IV. 4. REPARTITION DES ENQUETES SELON LE NIVEAU D'INSTRUCTION

Les résultats nous renseignent que tous les répondants ont un niveau d'instruction élevé : aucun n'a de niveau «

sans instruction » ou « primaire », 63,2 % des enquêtés ont un niveau supérieur, contre 36,8 % avec un niveau secondaire.

Une étude menée en RDC par SANRU (2018) a montré que dans plusieurs CODESA, les membres avec un faible niveau d'instruction participaient activement sur le terrain, mais rarement aux prises de décision ou à la gestion financière. Une recherche de l'OMS (2015) sur la participation communautaire en Afrique a noté que les comités les plus équilibrés en termes de niveaux d'instruction étaient souvent les plus efficaces et inclusifs.

IV.5. REPARTITION DES ENQUETES SELON LA PROFESSION

Nos résultats montrent que la profession dominante est la catégorie "Autre" (44 %), suivie des fonctionnaires de l'État (40,2 %), suivi des cultivateurs (12,2 %) et commerçants (3,6 %) sont nettement moins représentés. Une recherche menée par USAID (2020) a montré que certains comités communautaires étaient dominés par des commerçants influents, ce qui pouvait déséquilibrer la gouvernance locale.

IV.6. LE GROUPE COMMUNAUTAIRE

A la lumière de ces résultats, la quasi-totalité des répondants appartenant à un groupe communautaire (84,2 %) sont membres du Comité de santé communautaire. Aucun membre ne s'est identifié à l'Association des femmes ni au groupe des jeunes, ce qui peut révéler une absence effective de ces groupes dans la

zone étudiée et une sous-représentation due au mode de sélection des participants.

Une étude menée par IFRC (2017) montre que, les groupes de femmes sont souvent moteurs dans les activités liées à la santé maternelle et infantile (sensibilisation à la nutrition, suivi des femmes enceintes, allaitement, lutte contre la malnutrition), Forte solidarité et entraide entre membres et Accès privilégié aux formations sur les questions de santé familiale et reproductive.

IV.7. LA PARTICIPATION AUX ACTIVITES COMMUNAUTAIRES

Une très large majorité des enquêtés participent activement aux activités communautaires 61,5 % déclarent y participer toujours, 20,9 % le font souvent, tandis qu'aucun n'a déclaré ne jamais y participer. La moyenne élevée (4,39) reflète un engagement communautaire très fort avec un écart type (0,90) est modéré : il montre une légère dispersion, mais les réponses sont globalement concentrées vers les fréquences élevées de participation. Ces résultats confirment que les dynamiques communautaires sont bien implantées dans la zone, ce qui pourrait favoriser la mise en œuvre de projets participatifs, sanitaires ou sociaux.

D'après une étude menée au Mali, Degré de participation active est régulièrement dans les activités communautaires (réunions, campagnes de sensibilisation, actions de terrain), les membres contribuent à une meilleure mobilisation sociale, ils

jouent souvent un rôle de leaders locaux, relais d'information, voire facilitateurs dans la coordination avec les structures de santé et leur engagement renforce le sentiment d'appropriation locale des interventions sanitaires.

IV. 8. LES ACTIVITES DE SANTE DANS LA COMMUNAUTE

Les résultats trouvés montrent que 84 % des enquêtés se sentent moyennement à fortement impliqués dans les prises de décision concernant les activités de santé, Seule une minorité (9 %) se sentent peu ou pas du tout impliqués. Ce qui traduit une participation communautaire globalement bonne, mais qui pourrait être renforcée, notamment auprès des groupes faiblement impliqués.

Quant à l'UNICEF (2019), l'importance de la participation à la prise de décision permet de tenir compte des besoins réels et spécifiques de la population locale, favorise un sentiment d'appropriation, ce qui augmente l'engagement et la responsabilisation des membres, contribue à la transparence et à la légitimité des actions menées et d'améliore la communication entre les structures sanitaires et la communauté, facilitant la résolution des problèmes.

IV.9. LES FACTEURS QUI FACILITENT LA PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

Les principaux facteurs facilitant la participation communautaire sont l'information claire et régulière (42,1 % des répondants), Suivie du soutien des leaders communautaires (28 %), et de l'organisation d'activités

(24,4 %). Ces résultats soulignent l'importance de Renforcer la communication communautaire (par des messages clairs, réguliers) et Impliquer activement les leaders communautaires dans les initiatives locales.

D'après OMS (2018), la participation communautaire est largement reconnue comme un levier essentiel pour améliorer les interventions en santé publique. Les travaux antérieurs mettent en lumière plusieurs facteurs clés qui favorisent l'engagement actif et durable des membres des communautés dans les activités de santé au niveau local. Selon UNICEF (2019), Motivation intrinsèque et reconnaissance sociale, le sentiment d'appartenance à la communauté et la volonté d'améliorer la santé collective sont des moteurs puissants, la reconnaissance formelle (prix, certificats, remerciements publics) ou informelle (prestige, respect des pairs) encourage l'engagement et les incitations matérielles (petits financements, équipements) peuvent aussi faciliter la participation.

IV.10. REPARTITION DES ENQUETES SELON LA COMMUNICATION EFFICACE DES ACTEURS AVEC LA POPULATION

Une majorité significative des répondants jugent la communication des acteurs communautaires efficace, avec 61 % déclarant qu'elle est forte ou très forte, Seulement 6 % estiment qu'elle est faible ou inexistante, ce qui est marginal. Une étude menée par IFRC (2017) a déclaré que la communication claire, simple et adaptée au contexte local (langue, culture, niveau d'instruction) facilite la compréhension des messages sanitaires et l'utilisation de supports variés (réunions, radio communautaire, affiches, théâtre, SMS) permet d'atteindre un plus large public et la communication

bidirectionnelle, qui inclut l'écoute active des préoccupations de la population, renforce l'efficacité des échanges.

IV. 11. REPARTITION DES ENQUETES SELON LES PRINCIPAUX DEFIS POUR AMELIORER LA PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

Le principal défi identifié est le renforcement des comités communautaires (40,3 %). Cela montre une reconnaissance de l'importance de structures locales solides. Les autres défis significatifs sont : la formation des leaders (24,4 %), Communication et sensibilisation (19,5 %) et le défi le moins cité est la catégorie "Autres" (1,8 %), ce qui montre que la majorité des préoccupations rentrent bien dans les 4 premières catégories proposées. Selon IFRC (2020), la participation communautaire est largement reconnue comme un levier essentiel pour le succès des programmes de santé et de développement. Cependant, les travaux antérieurs révèlent que plusieurs défis majeurs freinent son amélioration et sa durabilité dans les zones de santé.

IV. 12. REPARTITION DES ENQUETES SELON LES PRINCIPAUX DEFIS

Au regard de nos résultats, le défi principal identifié est de loin le manque de ressources financières, cité par 52 % des enquêtés, soit plus de la moitié. Ce qui indique une préoccupation majeure qui freine fortement les efforts communautaires. Les autres défis sont aussi significatifs, Faible engagement des leaders (23 %), Faible mobilisation (18 %), Mauvaise coordination (7 %) et Aucune réponse dans la catégorie "Autres", ce qui signifie que les 4 catégories principales sont perçues

comme suffisamment représentatives des problèmes rencontrés.

Les travaux antérieurs de SANRU RDC (2021), sur les dynamiques communautaires dans les zones de santé révèlent plusieurs défis majeurs qui freinent l'efficacité, la pérennité et l'impact des interventions communautaires. Ces défis sont multidimensionnels et touchent aussi bien les aspects sociaux, organisationnels, économiques que contextuels.

CONCLUSION

L'analyse des dynamiques communautaires au sein de la zone de santé de Kindu (2020-2024) révèle l'importance cruciale de la participation locale pour améliorer l'offre de soins. Malgré des défis comme l'insécurité et la précarité, les communautés de Kindu montrent une résilience et un potentiel d'engagement notables.

Les résultats soulignent que le renforcement des partenariats entre acteurs locaux, autorités sanitaires et ONG pourrait optimiser les interventions de santé. La formation des leaders communautaires et l'amélioration de la gouvernance locale sont des leviers essentiels pour une santé plus inclusive et durable à Kindu.

En somme, miser sur l'engagement communautaire est une voie prometteuse pour relever les défis sanitaires du Maniema.

Perspectives et recommandations

- Renforcer les capacités des comités de santé : formation et appui technique.
- Améliorer la communication : sensibilisation accrue sur les services de santé disponibles.

- Intégrer les leaders traditionnels : partenariat avec les autorités coutumières pour une meilleure acceptation des interventions.
- Favoriser la recherche-action : impliquer les communautés dans l'identification des priorités sanitaires.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Anierobi, C. M., Onyema Obasi, C., Nnamani, R. G., et al. (2024). *Conflits communautaires au Nigeria : Évaluation des impacts sur les personnes déplacées internes et les établissements pendant la pandémie de COVID-19.*
2. Best, A., Clark, P. I., Leischow, S. J., & Trochim, W. M. K. (2012). *Pensée systémique et collaboration en santé publique : Une revue systématique.*
3. Botes, L. & van Rensburg, D. (2023). *Participation communautaire dans le développement : Obstacles et opportunités.*
4. Dezhboro, A., Ramirez-Marquez, J. E., Krstikj, A. (2024). *Formation des communautés à l'ère numérique : Un cadre temporel de fusion pour analyser la fragmentation du discours dans les réseaux sociaux en ligne.*
5. FAO. (2021). *Inclusion sociale et participation communautaire : Leçons tirées du terrain.*
6. FAO. (2021). *Transformations des organisations communautaires rurales : Défis et opportunités.*
7. FAO. (2021). *Construire des communautés résilientes pour un développement durable.*
8. FAO. (2023). *Les organisations communautaires : Clés d'un développement rural inclusif.*

9. OMS & UNICEF. (2023). *Agents de santé communautaire : Approcher la santé au plus près des populations.*
10. OMS. (2022). *Engagement communautaire dans les situations d'urgence sanitaire.*
11. PNUD. (2023). *Surmonter les obstacles à la mobilisation communautaire efficace.*
12. ONU-Habitat. (2023). *Renforcement de la gouvernance locale pour des villes résilientes.*
13. UNICEF. (2022). *Communication efficace avec les communautés : Stratégies et outils.*
14. USAID. (2023). *Guide de mobilisation communautaire pour les programmes de santé et de développement.*
15. Banque mondiale. (2022). *Défis de la participation communautaire au développement local.*

**Par KAKESE MITANGALA Adrien &
Professeur Louis AKILIMALI KAHUMBUGU
CHIRIRIMBO**

Chap IV. ENSEIGNEMENT DES CONIQUES EN QUATRIEME ANNEE SCIENTIFIQUE PAR INGENIERIE DIDACTIQUE, CAS DES ECOLES DU VILLAGE DE MINOVA ENTRE 2023-2024

Par **KITUMAINI SUKARI Justin**

Biographie de l'Auteur

KITUMAINI SUKARI Justin est un enseignant-chercheur congolais spécialisé en mathématiques, originaire du territoire de Kalehe, dans la province du Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo. Résidant à Minova, il évolue dans le domaine de l'enseignement secondaire et supérieur avec une expérience professionnelle riche et progressive. Titulaire d'un diplôme de licencié en mathématiques obtenu à l'Institut Supérieur Pédagogique (ISP) de Machumbi (2015-2017), après un diplôme de gradué en Mathématiques-Physique (2009-2012), il s'est construit un parcours académique solide, précédé par un diplôme d'État en Biologie-Chimie obtenu à l'Institut Lwanga (2000-2008). Sur le plan professionnel, Justin KITUMAINI cumule plus d'une décennie d'expérience dans l'enseignement des mathématiques.



Il a exercé comme enseignant dans plusieurs institutions scolaires, notamment à l'Institut Mpumbi, au CS Anamad, au CS La Prospérité et à l'Institut Lwanga où il enseigne depuis 2010. Son expertise s'étend également à l'enseignement supérieur, où il a occupé des fonctions d'assistant à l'Institut Supérieur Pédagogique et Technique (ISPT) de Goma, ainsi qu'à l'ISP Bweremana assumant la fonction de chef de section unique également titulaire des cours à l'Institut Secondaire LWANGA.

Au sein de l'ISP Bweremana, il a assumé plusieurs responsabilités académiques importantes, notamment en tant que secrétaire du département de mathématiques (2019-2020), chef de section (2020-2021, puis depuis 2023), et Secrétaire Général Académique intérimaire (2022-2023). Ces fonctions témoignent de ses compétences en gestion académique, en leadership et en organisation institutionnelle.

Engagé dans le renforcement des capacités, il possède une expérience notable dans la conception de modules pédagogiques et l'animation d'ateliers de formation destinés aux enseignants. Il a également participé activement à des formations liées à la réforme du système éducatif (LMD) en République Démocratique du Congo, ainsi qu'au Domaine d'Apprentissage des Sciences (DAS). Par ailleurs, il s'est illustré dans des actions de sensibilisation communautaire, notamment comme formateur sur la COVID-19 en 2020 auprès de diverses couches sociales à Minova et ses environs.

Doté de solides compétences personnelles, Justin KITUMAINI se distingue par son sens de l'organisation, sa capacité à travailler sous pression, son esprit d'équipe, ainsi que par sa rigueur scientifique et pédagogique. Il maîtrise les outils informatiques de base (Word et Excel) et communique aisément en français, en kiswahili et en kihavu.

Attaché aux principes humanitaires, il œuvre pour une éducation de qualité au service du développement communautaire, tout en contribuant activement à la formation des jeunes générations dans un contexte marqué par des défis sécuritaires et sociaux. Marié et père de huit enfants, il incarne un modèle d'engagement académique, social et familial dans sa communauté.

INTRODUCTION GENERALE

RESUME

Ce thème porte sur l'amélioration de l'enseignement des coniques en quatrième année scientifique à travers une approche méthodique appelée « **ingénierie didactique**. » L'ingénierie didactique est une démarche issue de la didactique des mathématiques qui consiste à concevoir, expérimenter et analyser des séquences d'enseignement afin de mieux comprendre les difficultés des élèves et d'optimiser les apprentissages.

Dans ce cadre, l'étude vise à :

- 1) Identifier les obstacles rencontrés par les élèves dans la compréhension des coniques
- 2) Concevoir des situations d'apprentissage adaptées
- 3) Mettre en œuvre ces situations en classe
- 4) Analyser les résultats pour évaluer leur efficacité et ajuster les méthodes d'enseignement

0.1. Problématique

Toute action éducative, en particulier celle d'enseignement suppose une interaction entre l'enseignant et l'enseigné. Cette interaction exige une maîtrise de la matière par l'enseignant d'une part, la mise en place d'une méthodologie et stratégie adéquates pour transmettre de façon efficace la matière à enseigner

d'autre part. Elle exige aussi un comportement élevé de l'enseignant à diagnostiquer le vrai problème de l'apprenant, les difficultés qui bloquent la compréhension et l'assimilation de la matière par l'élève afin de concevoir une nouvelle transposition didactique (nouvelle matière et nouvelle méthodologie) pour faciliter l'apprentissage. L'enseignement des coniques n'échappe pas à cette situation car dans les écoles de Minova cette situation est criante et le grand problème est élucidé en 3 questions :

1. Pourquoi l'enseignement des coniques n'est pas dispensé dans son entièreté ? (Origine, importance des coniques dans la vie de l'homme, définition, équations, éléments d'étude d'une conique, coniques particulières,...) ?
2. Quelle nouvelle transposition didactique mettre en place pour que cet enseignement soit actif, attrayant et efficace en faveur de l'élève ?
3. Quelle structuration de la matière peut-on mettre en place pour aider les enseignants à avoir une idée commune et non une divergence d'idée pour le bien de l'apprenant ?

0.2. Hypothèses

Selon MAC GRAWITZ, une hypothèse est une réponse provisoire à une question posée à propos d'un sujet de recherche, qui, par la suite, peut être confirmée ou infirmée.

A l'image de la question principale ci-haut évoquée qui a débouché à ces 3 préoccupations susmentionnées, qui achèvent notre problématique, nous formulons les hypothèses ci-après :

- 1) Les élèves qui terminent la 4ème année scientifique et connexes des écoles de Minova et environs n'auraient pas la maîtrise de l'origine

des coniques, ni de son importance dans la vie de l'homme.

- 2) L'enseignement des coniques dans ces classes serait vague et ne donnerait pas la bonne définition des coniques ; ce qui créerait la confusion dans les têtes des élèves concernant cette notion.
- 3) Chaque enseignant transmettrait la matière en sa manière sans suivre une même structuration de la matière.

0.3. Choix et intérêt du sujet

Le choix de ce sujet a été dicté par 3 préoccupations, à savoir :

- Premièrement, le souci de répondre aux questions posées par la problématique ci-haut et donner ainsi l'origine, l'importance et une structuration des coniques afin que son enseignement soit au bénéfice des élèves.
- Deuxièmement, pour répondre à la préoccupation du concepteur du programme national des maths 2005, qui veut que l'enseignement puisse inclure de situations d'enseignement, l'environnement de l'élève envie de lui montrer l'importance de la matière à étudier dans sa vie quotidienne afin qu'il puisse participer activement dans la construction du cours
- Troisièmement, pour répondre au souci de la loi cadre n° 14 /004 du 11 Février 2014 de l'enseignement national en son article 91 qui assigne aux instituts supérieurs pédagogiques la mission de :

- a) Former les enseignants qualifiés du secondaire dans toutes les disciplines de formation générale, technique, artistique et professionnelle
- b) Organiser la recherche dans le domaine de la pédagogie appliquée afin d'améliorer la qualité de l'enseignement maternel, primaire, secondaire et professionnel
- c) Vulgariser les résultats de la recherche, notamment par la production et la diffusion des manuels scolaires adaptés.

Ce sujet revêt 3 intérêts :

- ✓ Démystifier l'enseignement de math en général et celui des coniques en particulier, en donnant son origine et dégager son importance dans la vie des hommes et de l'élève
- ✓ Donner une nouvelle transposition didactique (nouvelle façon de définir les coniques, une nouvelle méthodologie) de l'enseignement des coniques
- ✓ Donner une bonne structuration (enchaînement logique) de l'enseignement des coniques afin que les élèves et les enseignants des écoles de Minova en particulier et tout autre lecteur aient une manière commune d'étudier ou d'enseigner les coniques sans créer des confusions.

0.4. Objectif du travail

L'objectif de ce travail est de :

- ❖ Vérifier la compétence des élèves sur la notion des coniques
- ❖ Fournir aux enseignants un contenu cohérent, logique et clair de la matière à enseigner
- ❖ Fournir aux enseignants une bonne structuration de la matière traitant la notion des coniques (origine, types des coniques, recherche

de l'équation de la conique, éléments d'étude de la conique et étude détaillée des coniques).

0.5. *Méthodes du travail*

Tout objet d'étude scientifique n'est pénétrable qu'au moyen d'une analyse conduite mathématiquement pour atteindre les objectifs visés. Sans un tel procédé, on court le risque de demeurer au niveau superficiel de la vérité.

D'après **M. GRAWITZ, cité par BASINYIZE SUKARI [8,2011]**, « la méthode est constituée d'un ensemble d'opérations intellectuelles par lesquelles une discipline parvient à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre et les vérifie ».

Pour ce faire, nous allons faire recours à :

- A. La technique documentaire car la science se trouve dans le livre, dit –on. Nous trouvons bon d'exploiter, par la lecture d'ouvrages, articles, mémoires, travaux de fin de cycle et cours se rapportant à notre sujet d'étude.
- B. La technique d'enquête : nous allons procéder à adresser aux élèves et enseignants un questionnaire d'enquête afin de récolter leurs points de vue qui nous permettront de tirer certains résultats.
- C. La méthode analytique : pour analyser le contenu des réponses fournies par les enquêtés.
- D. La méthode d'ingénierie didactique : car la recherche vise l'étude du processus d'apprentissage de la notion de coniques.

0.6. Subdivision du travail

A part l'introduction et la conclusion, ce travail s'articule autour de deux grands chapitres :

- Chapitre premier. Rappels sur les notions d'ingénierie didactique : ce chapitre présente la notion d'ingénierie didactique, sa définition, ainsi que ses étapes.
- Chapitre deuxième. Enseignement de la notion des coniques par ingénierie didactique : dans ce chapitre, nous analyserons le contenu de la matière dans différents ouvrages, nous analyserons notre questionnaire d'enquête fourni aux élèves et enseignants, nous élaborerons des fiches pédagogiques traitant la notion des coniques, et en fin présenter des chroniques des leçons faites pendant l'élaboration de ce travail.

0.7. Délimitation du travail

Ce sujet s'inscrit dans le cadre de la géométrie analytique et s'intéresse spécifiquement à la notion des coniques en 4^{ème} année scientifique.

I. RAPPELS SUR LES NOTIONS D'INGENIERIE DIDACTIQUE

I.1. NOTIONS D'INGENIERIE DIDACTIQUE.

La notion d'ingénierie didactique a émergé en didactique des mathématiques au début des années quatre-vingt. Il s'agissait d'étiqueter par ce terme, une forme de travail didactique : celle, comparable au travail de l'ingénieur qui, pour réaliser un projet précis, s'appuie sur les connaissances scientifiques de son domaine, accepte de se soumettre à un contrôle de type scientifique, mais en même temps se trouve obligé de

travailler sur des objets épurés de la science et donc de s'attaquer pratiquement , avec tous les moyens dont il dispose ,à des problèmes que la science ne veut pas ou ne peut pas prendre en charge.

Cet étiquetage est alors perçu comme moyen d'aborder deux questions cruciales, vu l'état du développement de la didactique des maths à l'heure actuelle :

- ✚ Les rapports entre la recherche et l'action sur le système d'enseignement ;
- ✚ Le rôle qui convient de faire jouer aux « réalisations didactiques » en classe, au sein des méthodologies de la recherche en didactique.

En ce qui concerne la 2^{ème} question pour la place des réalisations didactiques en classe dans la recherche, YVES CHEVELLARD axe ses idées sur deux points :

- Les méthodologies externes à la classe : questionnaires, entretiens, tests sur lesquels se fondent la majeure partie de recherches publiées à l'époque sans aucun doute parce qu'elles sont plus aisées à utiliser et à faire reconnaître comme productrice des résultats scientifiques.
Ces méthodologies sont insuffisantes à attraper la complexité du système ;
- La réalisation didactique en classe a une fonction essentielle permanente c'est à dire qu'en premier lieu, il importe de tenir compte de ce que l'esprit de l'élève n'est pas un récepteur passif d'un savoir qui serait donné par l'enseignement.
- C'est cette réalisation qui est de mise à l'épreuve des constructions théoriques

élaborées dans les recherches par l'engagement des constructions dans un mécanisme de reproduction.

1.2. DEFINITION DE L'INGENIERIE DIDACTIQUE

L'ingénierie didactique est une partie de la didactique qui consiste à privilégier les difficultés des élèves et des étudiants dans les apprentissages conceptuels. Il s'agit de questionner les séquences d'apprentissage et d'utiliser les résultats pour construire des nouvelles séquences c.à.d. présenter une nouvelle transposition didactique. (**d'après Guy B ROUSSEAU dans revue française de pédagogie n° 45**)

1.3. L'INGENIERIE DIDACTIQUE COMME METHODE DE LA RECHERCHE

a. Quelques caractéristiques générales

a.1. L'ingénierie didactique vue comme méthodologie de recherche se caractérise en premier lieu par un schéma expérimental basé sur des situations didactiques en classe c'est à dire sur la conception, la réalisation, l'observation et l'analyse des séquences d'enseignement. On distingue classiquement deux niveaux : celui de la micro-ingénierie didactique et celui de la macro-ingénierie, suivant l'importance de la réalisation didactique impliquée dans la recherche. Les recherches de micro-ingénierie sont certes plus aisées à mettre en place mais si elles permettent de prendre en compte de façon locale, la complexité du phénomène « classe ». Ces recherches ne permettent pas non plus nécessairement un découpage cohérent des objets de connaissances. Les recherches macro-ingénierie s'avèrent en dépit de toutes les difficultés méthodologiques et institutionnelles qu'elles présentent, inconditionnelles.

a.2. La méthodologie d'ingénierie didactique se caractérise aussi par rapport à d'autres types de recherches basées sur des expérimentations en classe par le registre dans lequel elle se situe et les modes de validation qui lui sont associés. En effet, les recherches ayant recours à des expérimentations en classe se situent le plus souvent dans une approche comparative avec la validation externe basée sur la comparaison statistique des groupes témoins et des performances des groupes expérimentaux. Ce paradigme n'est pas celui de l'ingénierie didactique qui se situe à l'opposé, dans le registre des études des cas dont la validation est essentiellement interne, fondée sur la confrontation entre l'analyse à postériori et l'analyse à priori.

a.3. Les objectifs d'une recherche d'ingénierie didactique peuvent être divers.

REGINE DOUADY (1987) et STELLA BARUK (1985) dans « l'âge du capitaine » distinguent les recherches qui visent l'étude des processus d'apprentissage d'un concept donné et en particulier, l'élaboration des genèses artificielles pour un concept donné de celles qui sont transverses aux contenus, même si leur rapport est enseigné d'un domaine précis. Ce n'est pas donc par l'objectif de recherches menées sous la bannière que l'ingénierie didactique pose sa singularité mais bien dans les caractéristiques de son fonctionnement méthodologique. Les méthodes classiques incontournables de l'ingénierie didactique sont les fruits de **GUY BROUSSEAU et REGINE DOUADY (1984)**

Les travaux exceptionnels à la fois en raison de l'importance de l'apport théorique auquel ces relations ont conduit.

b. Les étapes de l'ingénierie didactique

En privilégiant l'analyse des difficultés des élèves dans les apprentissages conceptuels, les travaux par ingénierie didactique se réalisent en empruntant les étapes suivantes :

- 1) Les analyses préalables
- 2) La conception et l'analyse à priori
- 3) L'expérimentation
- 4) L'analyse à posteriori et validation

b.1. Les analyses préalables

Elles sont destinées à faire émerger les connaissances liées au domaine étudié, afin de préparer la phase de conception qui suivra, et prennent en compte les objectifs spécifiques de la recherche.

Ces analyses préalables concernent :

- L'analyse épistémologique des contenus visés par l'enseignement,
- L'analyse de l'enseignement usuel et de ses effets,
- L'analyse du champ de contraintes dans lequel va se situer la réalisation didactique effective,
- L'analyse des conceptions des élèves, des difficultés et obstacles rencontrés qui freinent leur évolution.

Il est clair, de plus, que les exigences de l'analyse préalable ne seront pas les mêmes pour une recherche dont l'objectif est la construction d'une genèse artificielle de la connaissance dans un champ conceptuel déterminé et pour une recherche qui, par exemple, vise la mise en place d'une stratégie globale d'enseignement comme celle d'un débat scientifique.

Par ailleurs, lorsque dans une recherche on doit déterminer des contraintes, il faut s'appuyer sur l'identification dans le champ mathématique considéré, de cadres de développement et de fonctionnement à savoir :

- Le cadre algébrique de la résolution par formule ;
- Le cadre numérique de la résolution numérique.
- Ces cadres étant introduits, l'analyse des contraintes va s'effectuer en distinguant trois dimensions à savoir :
 - ✓ La dimension épistémologique associée aux caractéristiques du savoir en jeu,
 - ✓ La dimension cognitive associée aux caractéristiques cognitives du public auquel s'adresse l'enseignement,
 - ✓ La dimension didactique associée aux caractéristiques du fonctionnement du système d'enseignement.

b.2. La conception et l'analyse à priori.

Dans cette seconde phase, le chercheur prend la décision d'agir sur un certain nombre de variables du système non fixés par les contraintes : variables de commande dont il suppose qu'elles sont des variables pertinentes par rapport au problème étudié.

Il nous semble utile, pour faciliter d'une ingénierie, de distinguer deux types de variables de commande :

- Les variables macro-didactiques ou globales qui concernent l'organisation globale de l'ingénierie,
- Les variables micro-didactiques ou locales qui concernent l'organisation locale de l'ingénierie c.à.d. l'organisation d'une séance ou d'une phase, les unes et les autres pouvant être elles-mêmes des variables d'ordre général ou des variables dépendantes du contenu didactique dont l'enseignement est visé.

Au niveau micro-didactique, cette seconde distinction est classique puisqu'on distingue les variables dites de situation reliée à l'organisation et à la gestion du milieu

[GUY BROUSSEAU, 1986], les variables didactiques étant, parmi elles, celles dont la preuve de l'effet didactique a été attestée.

Une des originalités de la méthode d'ingénierie didactique réside dans son mode de validation, essentiellement interne.

C'est dès cette phase de conception, via l'analyse à priori des situations didactiques de l'ingénierie, étroite liée à la conception locale de cette dernière, que ce processus de validation va s'engager. Cette analyse à priori est à concevoir comme une analyse du contrôle du sens : très schématiquement, si la théorie constructive pose le principe de l'engagement de l'élève dans la construction de ses connaissances par l'intermédiaire d'interaction avec un certain milieu, la théorie de situations didactiques, qui sert de référence à la méthodologie d'ingénierie, a eu, dès son origine, l'ambition de se constituer comme une théorie du contrôle des rapports entre sens et situations.

L'objectif de l'analyse à priori est donc de déterminer en quoi les choix effectués permettent de contrôler les comportements des élèves et leurs sens. Pour ce, elle va se fonder sur des hypothèses dont la validation sera, en principe, indirectement en jeu dans la confrontation opérée dans la quatrième phase entre analyse à priori et analyse à postériori. Le contrôle à priori appelle les questions suivantes pour une situation didactique donnée :

- 1) Quel est le problème que chacun des élèves a en charge de résoudre ?
- 2) Peut-on expliquer ce problème en termes de théories des jeux ?
- 3) Qu'est-ce qu'il suffit à l'élève de savoir ou de savoir-faire comprendre le consigne (entrer dans le jeu) ?

- 4) Qu'est-ce qu'il suffit à l'élève de savoir ou de savoir-faire pour réussir (gagner le jeu) ?
- 5) Quel est le contrôle que l'élève a sur son action ?
- 6) Y a-t-il plusieurs phases ?

b.3.L'expérimentation

C'est une phase classique, qui doit permettre un recueil de données diverses, éclairant l'objet de la recherche.

b.4. L'analyse à posteriori et validation

Elle s'appuie sur l'ensemble des données recueillies lors de l'expérimentation : observations réalisées des séances d'enseignement, mais aussi production des élèves en classe et hors classe. Ces données sont souvent complétées par des données obtenues par l'utilisation de l'externes, questionnaires, entretiens individuels ou en petits groupes, réalisés à divers moments de l'enseignement ou à son issue. C'est sur la confrontation de deux analyses : analyse à priori et analyse à postérieure que se fonde essentiellement la validation des hypothèses engagées dans la recherche. L'ingénierie se situe donc dans le registre des études de cas, dont la validation est essentiellement interne, fondée sur la confrontation entre analyse à priori et analyse à postérieure.

I.4. COMMENTAIRES PERSONNELS SUR L'INGENIERIE DIDACTIQUE.

D'après la définition et les étapes de l'ingénierie didactique, les recherches par ingénierie didactique aiderons l'enseignant à développer son esprit d'observation, d'analyse, de recherche des techniques et d'information en vue de se déterminer dans son action didactique, à aider les apprenants à se préparer pour affronter les classes supérieures.

Elle permet aussi à la prise de décisions fiables .Elle pourra donner au chercheur de l'expérience de fournir donc à la fois des documents pratiques pour la classe et des documents théoriques ou scientifiques. L'enseignement par ingénierie didactique exige toujours un effort pour discerner ce qui était possible dans ce qui ne s'est pas produit et ce qui est nécessaire dans ce qui s'est produit. Cet effort est une construction scientifique.

II. ENSEIGNEMENT DES CONIQUES PAR INGENIERIE DIDACTIQUE

D'après le programme national des mathématiques du niveau secondaire de 2005, en sa page 2, il est dit ce qui suit : « ce programme revu propose une construction progressive des concepts. Il préconise le recours à des situations problèmes comme point d départ à une spirale, requiert, acquiert une bonne organisation de différentes étapes de l'enseignement : utiliser, renforcer, mettre en relation et généraliser les différentes notions ». Cette préoccupation de la structuration du contenu posée dans la problématique a constitué l'objet de nos investigations dans la recherche d'une structure adéquate du contenu didactique des coniques.

Le dictionnaire encyclopédique « Nouveau Petit Larousse » définit la didactique comme étant tout ce qui a trait l’instruction et à l’acquisition des connaissances. La didactique des mathématiques se définit quant à elle comme « une science qui a pour objet les méthodes d’enseignement des mathématiques ». Elle s’intéresse aussi à la manière dont les connaissances mathématiques se construisent et sont appréhendées par les apprenants (élèves) à travers des exploitations des situations didactiques selon la théorie des situations didactiques de GUY BROUSSEAU, cité par METRE BACIBONE Dug [9, 2010 p2].

Ainsi, inclut -elle, la façon dont les notions mathématiques sont intégrées dans d’autres domaines. C’est en faisant notre ,cette préoccupation de Guy Brousseau que nous avons trouvé nécessaire de mener nos investigations sur la construction des contenus didactiques des coniques pour déduire les transpositions didactiques capables d’aider les élèves et toute autre personne intéressée à saisir la définition , l’origine ainsi que les éléments d’étude d’une conique.

Nos recherches ont également été motivées par la façon dont les contenus sur les coniques sont présentes dans les manuels en usage dans nos écoles. Nos constants sont amers lorsque le livre « Cours et exercices de géométrie analytique plane 6^{ème} scientifique » de KABAKABA TWA BATWA et alii impose la définition des coniques sans même donner l’origine de ce mot conique. Cela prouve à suffisance que la plupart de nos élèves termine le secondaire sans savoir l’origine du mot conique, ni savoir en quoi cela est utile ultérieurement (dans la vie de l’homme).

L'objectif de ce présent travail est de concevoir des nouvelles transpositions didactiques c'est -à-dire de nouvelles formes des contenus des matières à présenter aux élèves qui définissent les coniques tout en commençant par leur historique. Eu égard à cette idée, nous pensons que « le fait d'enseigner les coniques tout en commençant par leur origine ferait mieux saisir aux élèves ce que sont les coniques ». Après cela, nous avons vérifié l'existence du problème global pour une analyse critique des contenus des matières sur les coniques tels que présentés dans les manuels scolaires en usage dans les écoles secondaires (analyse préalable). Cette analyse critique a été confirmée par les résultats d'un test administré à 21 élèves déjà terminés la 6^{ème} année mais qui ne sont pas allés continuer les études et à 6 étudiants de G1 math-physique qui avaient déjà étudiés cette notion de coniques en 4^{ème} année sc. Ensuite, nous avons conçu des leçons de 50 minutes chacune en élaborant des fiches de préparation que nous avons expérimenté 3 d'elles dans la classe de 4^{ème} année scientifique à l'Institut Lwanga.

II.1. ANALYSE PREALABLE

II.1.1. PREAMBULE

Nous constatons que souvent les transpositions didactiques conçues pour enseigner les notions mathématiques s'écartent des objectifs même de l'enseignement des mathématiques qui sont nobles et orientent l'apprentissage des mathématiques vers une initiation aux calculs. C'est ce qui est à la base de beaucoup de plaintes sociales sur les notions mathématiques enseignées dans les écoles secondaires. En effet, les gens apprennent à calculer et à mémoriser certains résultats sans comprendre le sens des notions qu'on leur présente en classe.

Ce constat est aussi soutenu d'abord par les professeurs d'universités qui disent que les mathématiques telles qu'elles sont enseignées n'ont plus de sens. Ensuite, elles sont devenues une liste des résultats et des techniques que les élèves mémorisent comme des perroquets, déplore J.P DEMAILLY et les contenus ont été vidés de leur sens, regrette Claudine Ruget, cité par KWIRIKA BAYUBASIRE [10,2011].

C'est le constat auquel nous-mêmes sommes arrivés après les enquêtes menées sur l'enseignement des coniques où les élèves ne connaissent ni origine, ni éléments d'étude, ni détermination de l'équation d'une conique. Cela est dû par le fait de l'esprit de facilité qui habite certains de nos enseignants qui ne font que copier un seul livre. L'enseignement par hiérarchisation des structures consisterait alors en un enseignement qui considère les différentes structures comme des classes hiérarchiques dont le passage d'une classe à une autre suppose d'abord la maîtrise de la première et l'existence d'un besoin d'obtenir des propriétés supplémentaires pour résoudre certains problèmes jugés nécessaires. Dans un tel enseignement, les connaissances nouvelles seront construites sur base des connaissances déjà maîtrisées par les élèves.

Et Jean Dieudonné enchaîne : « soit, dira-t-on, les énoncés des théorèmes enseignés aux élèves des Lycées sont destinés à être oubliés au profit des notions plus importantes ; mais du moins, en s'exerçant sur des thèmes artificiels, auront-ils acquis des méthodes de recherche et des habitudes des pensées qui leur seront plus tard d'un grand secours ? Cité par METRE BACIBONE Dug [8, 2010].

Cette citation, l'analyse critique de coniques faite ci-haut, les résultats de l'enquête aux élèves, étudiants et enseignants poussent toute personne «éprise de la didactique des mathématiques d'imaginer des nouvelles transpositions didactiques. Le présent travail de fin de cycle de Licence va tenter de résoudre le problème de l'enseignement de coniques en proposant une transposition didactique à partir des situations pédagogiques.

II.2. DU CONTENU DIDACTIQUE DE CONIQUES : ANALYSE A PRIORI

Après avoir parcouru les différents ouvrages en usage dans l'enseignement secondaire dans notre contrée, actuellement, nous remarquons que la transposition didactique de coniques sans commencer par leur historique n'est pas bonne.

En effet, elle ne permet pas à l'enfant de bien maîtriser ces notions. Il faut donc concevoir une autre transposition didactique qui respecte le principe de l'enseignement par hiérarchisation des structures mathématiques où la notion va commencer par une brève historique suivie de la définition, des éléments d'étude et enfin l'étude particulière des coniques. Selon J. Dieudonné : « ...au contraire, faut-il essayer avant tout d'apprendre aux enfants à penser sur un petit nombre des notions générales bien choisies et laisser la technique spéciale se ranger plus tard dans une tête bien faite ».[11,2010]

Ceci montre qu'en mathématique, l'initiation aux règles de penser logiquement devra se concrétiser par le fait qu'on doit initier les enfants aux constructions d'objets mathématiques car c'est dans ce sens qu'ils pourront s'imprégner de la signification réelle des notions apprises et qu'ils les appliqueront plus tard.

Mais, de la façon que sont développées les notions de coniques dans les ouvrages en usage dans nos écoles, on constate que l'enseignant a tendance à former un calculateur, l'homme qui manipule sans comprendre ce qu'il manipule. Ceci a été confirmé par les résultats de nos enquêtes qui, après avoir suivi des enseignements sur les coniques en 4^{ème} année sc, les élèves ne sont pas capables de dire d'où vient le terme conique et par qui ça été utilisé pour la première fois. Dans ce cadre, J. Dieudonné, parlant de l'enseignement destiné aux enfants de 11 à 14 ans, affirme : « il me semble que le fait à atteindre et de vaincre aux difficultés psychologiques certaines **[9,2010]** :

- Il faut arriver à faire prendre conscience à l'élève de la nécessité d'un traitement axiomatique des mathématiques,
- Il faut, dès que possible, le familiariser avec le maniement constant de certaines notions abstraites dont la plus difficile à assimiler est sans doute celle d'application et plus encore peut-être celle de calcul sur les applications.

Comme on peut dire sans exagération que dans l'un et l'autre cas, il s'agit vraiment des pierres angulaires de tout l'édifice mathématique moderne, tout le reste de cet enseignement devrait être consciemment subordonné à l'assimilation de ces idées ».

Cette affirmation nous a amené à axer notre raisonnement en orientant l'enseignement par hiérarchisation des structures mathématiques pour que les élèves saisissent l'origine, la définition, les éléments d'étude et même la classification des coniques.

II.3. DU TEST DE PRECISION : ANALYSE A POSTERIORI

Pour confirmer nos propos ci-haut, nous avons procédé à l'administration d'un questionnaire d'enquête à 21

élèves ayant déjà fini la 4^{ème} année scientifique mais qui ne sont pas allés suivre les études et à 6 étudiants de G1 math-physique ayant suivi les enseignements de coniques en 4^{ème} scientifique ainsi qu'à 4 professeurs.

II.3.1. ANALYSE DES CONCEPTIONS DES ELEVES ET ETUDIANTS AYANT DEJA ETUDIE LA NOTION DE CONIQUES EN 4^{ème} ANNEE SCIENTIFIQUE

GIORDAN et DEVECHI (1990) insistent sur la présence des préconceptions dans le raisonnement des élèves et le caractère résistant que les conceptions premières affichent face à l'enseignement scientifique : avant tout enseignement scientifique des notions, les élèves possèdent pratiquement des idées sur des objets et interprètent le phénomène donné ou une information entendue à travers un questionnaire et / ou un cadre de référence qui leur sont propres. C'est pourquoi nous nous sommes servis de cette citation en adressant un questionnaire d'enquête aux élèves et étudiants de BAC1 Math-Physique ayant déjà étudié les coniques en 4^{ème} Scientifique pour vérifier le pré requis qu'ils ont par rapport aux notions des coniques. Le test administré aux élèves et étudiants de BAC1 Math-Physique comptait 9 questions :

1. Avez- vous étudié la notion des coniques au secondaire ?
2. Quelle est l'origine du mot conique
3. Quelle est l'importance des coniques dans la vie de l'homme ?
4. Définir une conique
5. Suivant la direction du plan de section, APOLLONIUS avait déterminé 3 sortes des coniques. Lesquelles ?
6. Quels sont les différents éléments d'étude d'une conique ?

7. Quels sont les différents points que vous avez étudiés dans le chapitre de coniques ?
8. Déterminer le centre de la conique d'équation $3y^2 + 2xy + x^2 + 3y + 4x - 1 = 0$
9. Déterminer l'équation et la nature de la conique passant par les points : K (1,0), L (-1,0), M (0,3), N (1,1) et P (2,0)

Sur les 27 questionnaires administrés, nous avons récolté 25 questionnaires soit 93% et 2 autres étaient perdus soit 7%. Nous avons donc analysé les réponses de 25 élèves et étudiants ayant déjà fini la 4^{ème} année sc.

a) Légende

V.R : vraie réponse

F.R : fausse réponse

A.B : abstraction

b) **Tableau**

N° questionnaire	V.R	F.R	A.B
1	13	1	11
2	5	4	16
3	0	9	16
4	10	1	14
5	11	1	13
6	7	5	13
7	11	1	13
8	10	1	14
9	0	0	25

Après dépouillement du questionnaire nous avons trouvé les résultats repris de la manière suivante:

Pour la première question :

13 sur 25 soit 52% de nos enquêtés ont répondu correctement à la question posée, 1 sur 25 soit 4% a échoué la question et 11 sur 25 soit 44% se sont abstenus.

Les résultats sur la 1^{ère} question montrent que 48% des enquêtés n'ont pas étudié la notion de coniques en 4^{ème} année

Pour la deuxième question

5 sur 25 soit 20% ont réussi la question, 4 sur 25 soit 16% ont échoué la question et 16 sur 25 soit 64% se sont abstenus. Les résultats sur la 2^{ème} question montrent que 80% des enquêtés ne savent pas l'origine du mot conique. Ce qui renforce et confirme notre 1^{ère} hypothèse.

Pour la troisième question :

Aucun enquêté n'a réussi la question soit 0%, 9 sur 25 soit 36% ont échoué la question et 16 sur 25 soit 64% se sont abstenus. Les résultats de cette question montrent que 100% des enquêtés ne savent pas l'importance de coniques dans la vie de l'homme.

Pour la quatrième question :

10 sur 25 soit 40% ont réussi la question, 1 sur 25 soit 4% a échoué la question et 14 sur 25 soit 56% se sont abstenus.

Les résultats de la 4^{ème} question montrent que 60% des enquêtés ne savent pas définir une conique Ceci confirme et renforce l'inquiétude manifestée à la 2^{ème} hypothèse.

Pour la cinquième question :

11 sur 25 soit 44% ont réussi la question, 1 sur 25 soit 4% a échoué la question et 13 sur 25 soit 52% se sont abstenus.

Les résultats de la 5^{ème} question montrent que 56% des enquêtés ne savent pas classer les coniques. Ceci prouve à suffisance la confusion dans la tête des apprenants de la notion des coniques.

Pour la sixième question :

7 sur 25 soit 28% ont réussi la question, 5 sur 25 soit 20% ont échoué la question et 13 sur 25 soit 52% se sont abstenus. Les résultats de la 6^{ème} question montrent que

72% des enquêtés ne savent pas les éléments d'étude d'une conique

Pour la septième question

11 sur 25 soit 44% ont réussi la question, 1 sur 25 soit 4% a échoué la question et 13 sur 25 soit 52% se sont abstenus. Ceci montre que 56% de nos enquêtés ne savent pas les différents points traités dans l'apprentissage de la notion de coniques.

Pour la huitième question :

10 sur 25 soit 40% ont réussi la question, 1 sur 25 soit 4% a échoué la question et 14 sur 25 soit 56% se sont abstenus. Les résultats de cette question montrent que 60% de nos enquêtés ne savent pas calculer le centre d'une conique.

Pour la neuvième question :

25 sur 25 soit 100% n'ont pas répondu à la question posée. Les résultats de cette question montrent que les enquêtés ne savent pas déterminer l'équation ainsi que la nature d'une conique passant par les points donnés.

II.3 .2. ANALYSE DES CONCEPTIONS DES PROFESSEURS

Le questionnaire administré aux enseignants contenait 7 questions :

- 1) Avez-vous étudié la notion de coniques au secondaire ?
- 2) Quelle est son origine ?
- 3) Définir une conique
- 4) Quelle est la structuration que vous adopter dans l'enseignement de coniques ?
- 5) Quand vous enseignez les coniques, quelles difficultés qu'éprouvent les élèves? Dans ce cas, quelles stratégies que vous mettez en place pour y remédier ?

- 6) Eprenevez-vous de difficultés lors de l'enseignement de coniques ? Si oui, lesquelles ?
- 7) Quelle est l'importance des coniques dans la vie de l'homme ?

Sur les 4 questionnaires administrés aux enseignants, nous avons remarqué ce qui suit :

Tableau des résultats

a) Légende :

V.R : vraie réponse

F.R : Fausse réponse

A.B : Abstraction

b) Tableau

N° questionnaire	V.R	F.R	A.B
1	4	0	0
2	1	3	0
3	3	1	0
4	0	4	0
5	0	3	1
6	4	0	0
7	0	0	4

Pour la première question :

4 sur 4 soit 100% des enquêtés affirment avoir étudié la notion de coniques au secondaire

Pour la deuxième question :

1 sur 4 soit 25% a bien répondu à la question posée, 3 sur 4 soit 75% ont mal répondu à la question et 0 sur 4 soit 0% s'est abstenu.

Ceci montre que 75% des nos enquêtés ne savent pas l'origine du mot « conique ».

Pour la troisième question :

3 sur 4 soit 75% ont bien répondu à la question posée, 1 sur 4 soit 25% a échoué la question et 0 sur 4 soit 0% s'est abstenu.

Ceci montre que 25% de nos enquêtés ne savent pas définir une conique.

Pour la quatrième question :

Aucune personne n'a bien répondu à la question.

Ceci montre que 100% de nos enquêtés n'ont pas la bonne structuration de la notion des coniques.

Pour la cinquième question :

0 sur 4 soit 0% des enquêtes n'a bien répondu à la question posée, 3 sur 4 soit 75% ont mal répondu à la question et 1 sur 4 soit 25% s'est abstenu.

Ceci montre que 100% de nos enquêtés ont difficile à dire les difficultés de leurs apprenants lors de l'enseignement des coniques.

Pour la sixième question :

4 sur 4 soit 100% de enquêtés ont bien répondu à la question posée,

Ceci prouve à suffisance que tous nos enquêtés éprouvent des difficultés lors de l'enseignement des coniques.

Pour la septième question :

0 sur 4 soit 0% n'a bien répondu à la question posée, 0 sur 4 soit 0% n'a échoué la question et 4 sur 4 soit 100% se sont abstenus.

Ceci montre que 100% de nos enquêtés ne savent pas l'importance des coniques dans la vie de l'homme.

II.3.3. ELABORATION DE QUELQUES FICHES PEDAGOGIQUES.

FICHE DE PREPARATION N° 1

Nom du prof :

Ecole :

Branche : MATHEMATIQUE

Sous-branche : GEOMETRIE

Sujet de révision : Faisceaux des cercles

Sujet du jour : Courbes du second degré

Références : 1. BATODISA VUMA G. et cie, Maitriser les maths 6^{ème} Sc, Loyola, Kin, 2010, P404

1. KABAKABA TWA BATWA et Cie, Cours et exercices de géométrie analytique plane 6^{ème} Sc et technique, CRP, Kin, 2004, P 117

Objectifs : A la fin de la leçon des courbes du second degré, les élèves seront capables :

- d'expliquer l'origine du mot conique en se référant aux notions apprises en classe (historique).

- définir une conique en utilisant l'intersection d'un cône et d'un plan ;
 - donner les 3 sortes de coniques : ellipse, hyperbole et parabole en utilisant l'historique de coniques.
- Madi : Latte, craie+ T.N, exemples du prof

<i>Durée</i>	<i>Méthodes et procédés</i>	<i>Matières à enseigner</i>
5'	A. INTRODUCTION A.1. Révision Qu'appelle-t-on faisceau des cercles ? Quelle est l'équation du faisceau passant par les cercles (C_1) et (C_2) ?	On appelle faisceau des cercles, l'ensemble des cercles passant par leur intersection. L'équation du faisceau passant par les cercles (C_1) et (C_2) est : $(C_1) + \lambda (C_2) = 0 \quad (\lambda \in \mathbb{R})$
5'	A.2. Motivation Au programme du sport, un match de football est prévu dans 3 jours, que font les joueurs pour remporter le match ? En faisant des entraînements, que constatez-vous au stade ? Comment appelle-t-on ces instruments. Le terrain étant plan, comment appelle-t-on la partie d'intersection du terrain et le cône ? A.3. Annnonce du sujet et diffusion des objectifs :	Les joueurs de chaque équipe font des entraînements pour bien affronter leurs adversaires. Nous voyons le coach mettre des instruments que les joueurs sautent en courant. Ces instruments s'appellent cônes. Cette partie s'appelle conique Aujourd'hui nous allons étudier les courbes du second degré et cela <u>Suivant les</u> objectifs mentionnés ci-haut
15'	Le prof explique aux «élèves » le problème qui était à la base des recherches du mot « conique »	B. LECON PROPREMENT DITE. LES COURBES DU SECOND DEGRE O. INTRODUCTION <u>Soit un</u> cube de côté <u>a</u> et de volume V_1. Peut-on construire un cube de côté b et de volume $V_2 = 2V_1$?

Le Prof dessine le plan et le cône au T.N ; par des questions claires et précises, il amène aux élèves à la découverte de la conique à cette représentation et qu'ils définiront par après.

Ce problème de la duplication du cube a préoccupé les mathématiciens de la Grèce ancienne. Dans la recherche des solutions, l'astronome et mathématicien grec MENECHME (375- * é(AV.J.C) inventa les courbes qui sont intersection d'un cône droit de révolution et d'un plan perpendiculaire à une génératrice (voir représentation ci-dessous)

15'



Suivant l'angle au sommet du cône (α), il obtint trois sortes de courbes selon que α est droit, obtus ou aigu.

Il les nomma **sections coniques** ou simplement **coniques**.

Plusieurs années après, APOLLONIUS DE PERGE (262-190 AV JC) astronome et

Par un langage clair et précis, le prof amène aux élèves à comprendre le pourquoi de l'appellation ellipse, hyperbole et parabole et non autre appellation.

mathématicien grec surnommé Grand géomètre eût l'idée de considérer un seul cône circulaire droit ou un cône à double nappe. Il déterminant suivant la direction du plan de section trois sortes de coniques. Il les baptisa : **parabole, hyperbole et ellipse.**

Ainsi, une conique est une courbe qui résulte de l'intersection d'un cône et d'un plan.

1. POURQUOI LES CONIQUES S'APPELLENT-ELLES ELLIPSE, PARABOLE ET HYPERBOLE ?

Les mots « ellipse, hyperbole et parabole » ont été transcrits par JOHANNES KEPLER des mots grecs elleipsis, hyperbolê et parabolê, noms qui avaient été donnés par ARISTEE (4^{ème} S AV JC) et popularisés par APOLLONIUS DE PERGE. Le mot grec elleipsis a été créé à partir du verbe elleipein qui signifie « manquer » tandis que hyperbolê et parabolê sont des mots grecs existant signifiant l'un « excès » et l'autre « ressemblance » ou « juste adéquation ». Le suffixe bolê vient du verbe ballein qui signifie « lancer ». Remarquons que pour une parfaite symétrie,

	Le terrain étant plan, comment appelle-t-on la partie d'intersection du terrain et le cône ? A.3. Annonce du sujet et diffusion des objectifs :	Aujourd'hui nous allons étudier les courbes du second degré et cela <u>Suivant les</u> objectifs mentionnés ci-haut
15'	Le prof explique aux «élèves » le problème qui était à la base des recherches du mot « conique » Le Prof dessine le plan et le cône au T.N ; par des questions claires et précises, il amène aux élèves à la découverte de la conique à cette représentation et qu'ils définiront par après.	B. LECON PROPREMENT DITE. LES COURBES DU SECOND DEGRE O. INTRODUCTION Soit <u>un</u> cube de <u>côté</u> <u>a</u> et de volume V_1. Peut-on construire un cube de côté <u>b</u> et de volume $V_2 = 2V_1$? Ce problème de <u>la duplication</u> du cube a préoccupé les mathématiciens de la Grèce ancienne. Dans la recherche des solutions, l'astronome et mathématicien <u>grec</u> <u>MENECHME</u> (375- « é(AVJ.C) inventa les courbes qui sont intersection d'un cône droit de révolution et d'un plan perpendiculaire à une génératrice (voir représentation ci-dessous)

15°

Par un langage clair et précis, le prof amène aux élèves à comprendre le pourquoi de l'appellation ellipse, hyperbole et parabole et non autre appellation.



Suivant l'angle au sommet du cône (α), il obtint trois sortes de courbes selon que α est droit, obtus ou aigu.

Il les nomma **sections coniques** ou simplement **coniques**.

Plusieurs années après, APOLLONIUS DE PERGE (262-190 AV JC) astronome et mathématicien grec surnommé Grand géomètre eût l'idée de considérer un seul cône circulaire droit ou un cône à double nappe. Il déterminant suivant la direction du plan de section trois sortes de coniques. Il les baptisa : **parabole, hyperbole et ellipse**.

Ainsi, une conique est une courbe qui résulte de l'intersection d'un cône et d'un plan.

1. POURQUOI LES CONIQUES S'APPELLENT-ELLES ELLIPSE, PARABOLE ET HYPERBOLE ?

Les mots « ellipse, hyperbole et parabole » ont été transcrits par JOHANNES KEPLER des mots grecs elleipsis, hyperbolê et parabolê, noms qui avaient été

		<u>elleipsis</u>, <u>hyperbolê</u> et <u>parabolê</u>, noms qui avaient été donnés par ARISTEE (4^{ème} S AV JC) et popularisés par APOLLONIUS DE PERGE. Le mot grec <u>elleipsis</u> a été créé à partir du verbe <u>elleipein</u> qui signifie « manquer » tandis que <u>hyperbolê</u> et <u>parabolê</u> sont des mots grecs existant signifiant l'un « excès » et l'autre « ressemblance » ou « juste adéquation ». Le suffixe <u>bolê</u> vient du verbe <u>ballein</u> qui signifie « lancer ». Remarquons que pour une parfaite symétrie,
--	--	---

		Aristée avait pu créer « hypobole » pour ellipse ! On peut aussi penser que la raison vient de ce que sur une ellipse la distance au foyer est plus petite que la distance à la directrice (excentricité $e < 1$), sur une parabole elle est égale à 1 ($e = 1$) et <u>sur une hyperbole elle</u> est supérieure à 1 ($e > 1$) mais c'est un contre sens car les grecs ne connaissaient pas la définition à partir des foyers et
--	--	--

		définition à partir des foyers et des directrices. Plus sûre est l'interprétation suivante, car pour les grecs, les coniques sont des sections de cône. On considère la section d'un cône par un plan perpendiculaire à une génératrice : c'est une ellipse si l'angle d'ouverture du cône est aigu, c'est une hyperbole si l'angle d'ouverture du cône est obtus ; c'est une parabole si l'angle d'ouverture du cône est droit. Une deuxième explication peut provenir du fait que, en écriture moderne, l'équation générale réduite d'une conique est : $y^2 = 2px + \lambda x^2$, l'ellipse, la parabole et l'hyperbole étant obtenues pour respectivement : $\lambda < 0$, $\lambda = 0$, $\lambda > 0$. Lorsqu'on applique le carré y^2 sur le rectangle $2px$, le carré est en défaut dans le cas de l'ellipse (c'est le sens du terme grec ellipse), en excès dans le cas de l'hyperbole (c'est le sens du terme grec hyperbole), le terme parabole signifiant l'égalité des aires.
5'	A. SYNTHÈSE : Etape de triage Qu'appelle-t-on une conique ? Qui fut le 1^{er} à parler du mot « conique » ? A partir de quoi tire-t-on le mot conique ?	Une conique est une courbe qui résulte de l'intersection d'un cône et d'un plan Le 1^{er} à parler du mot conique c'est MENECHME C'est à partir du cône et le plan
5'	B. APPLICATION : Etape de manipulation 1. Suivant la direction du plan de section,	Ce sont : la parabole, l'ellipse et l'hyperbole C'est par JOHANNES KEPLER.

FICHE DE PREPARATION N°2

Nom du prof :

Ecole :

Branche : MATHEMETIQUE

Sous-branche : GEOMETRIE

Sujet de révision : courbes du second degré :

Date	Classe	Heure

Historique

Sujet du jour : Importance des coniques dans la vie de l'homme

Référence : Webographie

Objectif : A la fin de la leçon d'importance des coniques dans la vie de l'homme, mes élèves seront capables d'expliquer l'importance des coniques dans sa vie quotidienne en utilisant les antennes paraboliques, les terrains de football, l'éclairage, les éclipses, les objets lancés en l'air etc.

Durée	Méthodes et procédés	Matières à enseigner
		A. INTRODUCTION
5'	A.1. Révision Qu'appelle-t-on une conique ? Qui fut le 1 ^{er} à parler du mot « conique » ?	-une conique est une courbe qui résulte de l'intersection d'un cône et d'un plan. - Le 1 ^{er} à parler du mot conique s'appelle MENECHME
5'	A.2. Motivation : Mise en situation. Vous êtes entrain de vous promener, d'un coup vous vous heurtez à une pierre. Que dites-vous ?	Je dis que si je n'avais pas des souliers aux pieds, l'ongle du doigt pouvait quitter.

	Par après qu'est-ce que vous concluez ?	Je conclus en disant que c'est important de porter les souliers.
		A.3. Annonce du sujet et diffusion des objectifs Aujourd'hui nous allons étudier l'importance des coniques dans la vie de l'homme
15'	Avec un débat ouvert, le prof demande aux élèves de déterminer l'importance d'une conique chacun dans sa vie	B. LECON PROPREMENT DITE 1. IMPORTANCE DES CONIQUES DANS LA VIE DE L'HOMME Dans la vie quotidienne, l'homme utilise les coniques sans le savoir. Citons à titre d'exemple quelques cas : -Les joueurs lors des entraînements utilisent des cônes en les superposant sur le terrain, la partie d'intersection du terrain et le cône est une conique ; il en est de même pour les offices de route lors de la réhabilitation d'une route, ils mettent des cônes au lieu du travail ayant pour rôle l'interdiction de passage en ce lieu de travail (voir figures ci-dessous):



Le prof demande aux élèves de déterminer le rôle de l'hyperbole dans la vie de l'homme.

-Chez l'homme certaines coniques ont les propriétés intéressantes pour l'éclairage : par exemple, si on considère la surface de révolution engendrée par une parabole, on constate qu'une lumière placée au foyer produit des rayons qui sont réfléchis parallèlement à l'axe de symétrie. Il est plus surprenant de découvrir que les coniques servent aussi à modéliser les trajectoires des corps soumis à la gravité, qu'il s'agisse d'une balle rebondissante en des multiples paraboles.

- Quand l'homme veut suivre par exemple un match à la télé, il utilise la conique dite « parabole » ; celle-ci a un paramètre qui règle l'ouverture de la parabole. Si la parabole a une grande capacité du paramètre, elle reçoit beaucoup des signaux, si le paramètre n'a pas une grande capacité, la parabole reçoit moins des signaux.
- Lorsque les menuisiers joignent les planches pour obtenir par

		exemple une chaise, le lieu où deux planches se coupent est une conique. - Lorsque l'homme lance un objet en l'air, hormis le cas où il a été lancé rigoureusement à la verticale vers le haut, sa trajectoire est une courbe que l'on assimile à une parabole. - Les passagers embarqués dans un Avion se trouvent en impesanteur si l'Avion effectue une trajectoire parabolique. - Les satellites (paraboles) sont mis dans l'espace pour repérer les hommes ou les objets. - Le réflecteur parabolique est chargé de connecter les ondes reçues ou émises (radar, télévision, ...) vers l'antenne-source, qui se situe au foyer de la parabole. - Du côté de rhétorique, les hommes utilisent la parabole qui est un récit allégorique, une image à comparer avec la réalité. EX : paraboles bibliques. - Au Vietnam, les hommes de la campagne se
--	--	--

construisent des chapeaux dits « chapeaux coniques » qui sont utilisés pour se protéger des rayons de soleil et de la pluie. Ces chapeaux coniques se distinguent aux chapeaux chinois (le limão) et japonais (le sugegasa) surtout au niveau des techniques de fabrication et des matières premières adaptées.(voir images ci-dessous) :

Chapeau Chinois



Chapeau Vietnamien

Le chapeau conique est aussi utilisé dans d'autres domaines notamment culturels, dans les théâtres, les défilés de mode et les danses folkloriques. La fabrication de ces chapeaux coniques reste toute fois l'une des activités les plus rémunératrices de ce pays asiatique.

- Du côté de rhétorique, l'homme utilise

		l'hyperbole dans son langage, qui est l'excès dans le langage, une formule exagérée. EX : Mourir de faim, Mourir de soif, Mourir de rire, N'avoir que la peau et les os,.... L'hyperbole est utilisée en français pour exagérer l'expression d'une idée ou d'une réalité, le plus souvent négative ou désagréable, afin de la mettre en relief. L'hyperbole correspond le plus souvent à une exagération qui tend vers l'impossible. - Les trajectoires des planètes sont des ellipses très voisines des cercles (sauf pour pluton). - Dans les années suivant la seconde guerre mondiale, les géographes ont eu l'opportunité d'utiliser la télédétection aéroportée, celle-ci étant désormais utilisée à des fins civiles. Cette nouvelle technique disponible permet la découverte des formes spéciales héritées invisibles depuis le sol et à l'échelle de l'individu. ANDRE MEYNIER définit ainsi,
--	--	---

		dans les bocages bretons, des ellipses bocagères.
--	--	---

5'	Citez trois rôles que peut jouer une conique dans la vie de l'homme.	C. SYNTHÈSE : Etape de triage - L'homme utilise la parabole dans son langage - Les paraboles sont mises dans l'espace pour repérer les hommes et les objets - Chez l'homme certaines coniques ont les propriétés intéressantes pour l'éclairage
5'	Le prof demande aux élèves d'aller chercher d'autres rôles des coniques dans la vie de l'homme à part ceux dont cités en classe.	D. APPLICATION : Etape de manipulation A part les rôles des coniques cités en classe, déterminer cinq autres (devoir à la maison).

FICHE DE PREPARATION N° 3

Nom du prof :

Ecole :

Branche : MATHEMATIQUE

Sous-branche :

GEOMETRIE

Date	Classe	heure

Sujet de révision : Classification des coniques à partir de leur intersection avec la droite à l'infini

Sujet du jour : Classification des coniques en fonction de l'excentricité

Références : 1. BATODISA VUMA G. et cie, **Maitriser les maths 6^e sc**, Loyola, Kin, 2010, P 411

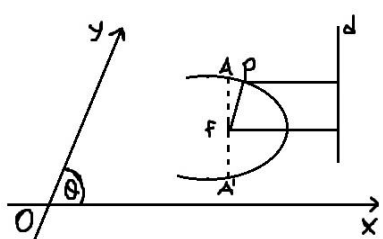
2. KABAKABA TWA BATWA et cie, **Cours et exercices de géométrie analytique plane 6^e sc et technique**, CRP, Kin, 2004, P 221

3. Webographie

Objectifs : A la fin de la leçon de classification des coniques, mes élèves seront capables de :- classier les coniques en fonction de l'excentricité.

-définir l'excentricité, foyer, directrice, corde focale, axe focal, latus rectum, équation focale, sommet d'une conique en utilisant le schéma de définition.

Madi : Latte, Craie+ TN, exemples du prof

Méthodes et procédés	Matières à enseigner
Quelle est la classification des coniques à la droite de l'infini ? Considérons un match de football. Considérons le point de penalty, un point F, le point de corner P. Prenons la distance du poteau comme la droite d ; la distance de PF par la distance Pd s'appelle comment ? Le prof dessine le schéma au TN, par des questions claires et précises, en exploitant le schéma, il amène aux élèves à découvrir les éléments d'une conique. 	A . INTRODUCTION A.1. REVISION Ayant l'équation aux coefficients angulaires $Am^2+2Bm+C=0$, en posant $\Delta=B^2-AC$: - si $\Delta > 0$, la conique est une hyperbole - Si $\Delta < 0$, la conique est une ellipse Si $\Delta=0$, la conique est une parabole A.2. Motivation : Mise en situation La distance PF par la distance Pd s'appelle excentricité A.3. Annonce du sujet et diffusion des objectifs Aujourd'hui nous allons étudier la classification des coniques en fonction de l'excentricité B.LECON PROPREMENT DITE 1. CLASSIFICATION DES CONIQUES EN FONCTION DE L'EXCENTRICITE a) Définitions

Par des questions claires, le prof conduit aux élèves à déterminer la nature d'une conique en se servant l'excentricité.

Soit une conique de foyer F (α), de directrice $d \equiv Ay + Bx + C = 0$ associée à F et d'excentricité e . Quelle est la nature de la conique en fonction de cette excentricité ?

Les exercices d), e) et f) sont à travailler à la maison par les élèves comme devoir.

Soit F un point fixe et d une droite fixe ne comprenant pas F .

On appelle section conique l'ensemble des points P tels que le rapport des distances au point F et à la droite d est constante.

- Ce rapport toujours positif noté e est appelé **excentricité** de la conique.

On a $e = \frac{|PF|}{|Pd|}$ ou $|PF| = e|Pd|$ (1)

- Le point F et la droite d sont appelés respectivement **foyer** et **directrice** associée au foyer de la conique.
- Toute corde passant par F est appelée **corde focale**.
- La droite passant par F et perpendiculaire à la directrice est appelée **axe focale**. Ce dernier est l'axe de symétrie de la conique.
- La corde focale perpendiculaire à

l'axe focale est dite **latus rectum**.

- La relation (1) est appelée **équation focale** de la conique.
- L'intersection de l'axe focale et de la conique donne le **sommet de la conique**.

b) Nature

Soit Γ une conique de foyer $F(\alpha, \beta)$, de directrice $d \equiv Ay + Bx + C = 0$ associée à F et d'excentricité e . considérons un point $P(x, y)$ de Γ .

$$e = \frac{|PF|}{|Pd|} \Leftrightarrow |PF|^2 = e^2 |Pd|^2.$$

Ainsi,

- i. Si $0 < e < 1$, $\partial < o$ et la conique est une **ellipse**.
- ii. Si $e = 1$, $\partial = o$ et la conique est une **parabole**.
- iii. Si $e > 1$, $\partial > o$, et la conique est une **hyperbole**.

En particulier, si $e = 0$, la conique est un **cercle**.

EX : Soit F un point fixe et d une droite fixe. Déterminer la nature de la conique définie par l'ensemble des points du plan tels que :

- La distance de P à F est triple de la distance de P à d.
- La distance de P à F est égale à celle de P à d
- La distance de P à F vaut le quart de la distance de P à d.

Solution

Nous savons que

$$e = \frac{|PF|}{|Pd|}, \text{ alors :}$$

- $|PF| = 3|Pd| \Leftrightarrow \frac{|PF|}{|Pd|} = 3$, la conique est une hyperbole.
- $|PF| = |Pd| \Leftrightarrow \frac{|PF|}{|Pd|} = 1$, la conique est une parabole
- $|PF| = \frac{1}{4}|Pd| \Leftrightarrow \frac{|PF|}{|Pd|} = \frac{1}{4}$, la conique est une ellipse

C. **SYNTHESE : Etape de triage**

Sachant que $e = \frac{|PF|}{|Pd|}$, la conique est :

- Une ellipse si $e < 1$
- Une hyperbole si $e > 1$
- Une parabole si $e = 1$

En particulier, si $e = 0$, la conique est un cercle

D. **APPLICATION : Etape de manipulation**

Soit F un point fixe et d une droite fixe. Déterminer la nature de la conique définie par l'ensemble des points du plan tels que :

- a) La distance de P à F est le quintuple de la distance de P à d
- b) La distance de P à F est le double de la distance de P à d
- c) La distance de P à F est la moitié à celle de P à d
- d) La distance de P à F est le centuple de la distance de P à d
- e) La distance de P à F est huit fois celle de P à d

	f) 15 fois la distance de P à F est égale à celle de P à d Solution Nous savons que $e = \frac{ PF }{ Pd }$, a) $PF = 5 Pd \Leftrightarrow \frac{ PF }{ Pd } = 5$, la conique est une hyperbole b) $PF = 2 Pd \Leftrightarrow \frac{ PF }{ Pd } = 2$, la conique est une hyperbole c) $PF = \frac{1}{2} Pd \Leftrightarrow \frac{ PF }{ Pd } = \frac{1}{2}$, la conique est une ellipse
--	--

II.3 .4. DE L'EXPERIMENTATION DES LECONS : CHRONIQUES DE LECONS

Pour nous rendre compte des problèmes de l'enseignement des coniques, nous avons visité des leçons sur ces notions dans une classe de 6^e scientifique de 29 élèves à l'institut Lwanga de Minova, une école conventionnée catholique de Frères Maristes. Cette étape de l'ingénierie didactique, nous a permis de détecter la conception, l'analyse et l'idée que se feront des élèves à partir des fiches des leçons que nous avons-nous-même préparé mais qui ont été dispensé par l'enseignant de la classe.

Comme légende :

D.P : discours du professeur

Q.P : question du professeur

R.P : réaction du professeur

R.e : réponse de l'élève

Q.e : question d l'élève.

Cette chronique va nous permettre d'analyser les points essentiels du triangle didactique en ses trois pôles à savoir :

- L'élève (sommet principal)
- L'enseignant
- La matière (une autre base).

PREMIERE LECON : 50' (9h10'-10Hh00')

Sujet : « Courbes du second degré ».

D.P : Le professeur introduit la leçon en demandant aux élèves ce qu'ils ont étudié la fois passée.

Q.P : Qu'avons-nous étudié la fois passée ?

R.e : la fois passée nous avons étudié les lieux géométriques.

Q.P : Qu'est -ce qu'un lieu géométrique ?

R.e : Un lieu géométrique est un ensemble des points du plan jouissant d'une ou plusieurs propriétés communes données.

D.P : Le professeur demande aux élèves de déposer les stylos et de suivre. Il écrit une équation au TN : $x^2 - 5x + 6 = 0$.

Q.P : Quel type d'équation s'agit-elle ?

R.e : Il s'agit d'une équation du degré

Q.P : En le représentant graphiquement, selon les notions de 4^e année, comment se présente son graphique ?

R.e : Son graphique est une droite

D.P : Le professeur trace deux axes, avec les élèves, il trouve les points pouvant leurs aider à tracer ce graphique. Après l'avoir tracé, il demande aux élèves :

Q.P : Comment est-ce graphique ?

R.e : ce graphique est une courbe

Q.P : Qu'allons-nous étudié aujourd'hui ?

R.e : Aujourd'hui nous allons étudier la courbe de l'équation du second degré

R.P : Nous allons étudier aujourd'hui les courbes du second degré et non la courbe de l'équation du second degré.

D.P : Le professeur demande aux élèves d'écrire le sujet dans leurs journaux de classe ainsi que dans leurs cahiers de résumé. Le professeur écrit au TN le sujet et commence par l'introduction.

Q.P : Qui peut nous parler un peu de ce qu'il connaît des courbes du second degré ?

R.e : On ne connaît rien

D.P Alors suivez. En considérant un cube de côté a et de volume v_1 peut-on construire un cube de côté b et de volume $v_2=2v_1$? Cette question a préoccupé les mathématiciens grecs.

En menant des recherches un astronome et mathématicien nommé MENECHME avait inventé des courbes qui sont l'intersection d'un cône droit et d'un plan perpendiculaire. Maintenant, suivant l'analyse au sommet du cône, il avait obtenu 3 types de courbes qu'il nomma sections coniques ou simplement coniques.

Q.P : Qu'est-ce qui était à la base de la découverte des coniques ?

R.e : C'était le problème de savoir si en ayant un cube de côté a et de volume v_1 , on peut construire un autre de côté b et de volume $v_2=2v_1$

D.P : Après que Ménechme ait découvert les coniques, plusieurs années après, un autre mathématicien appelé APOLLONIUS eût l'idée de considérer un seul cône circulaire droit. Maintenant suivant la direction du plan, il détermina 3 sortes des coniques.

Q.P : Quelles sont ces coniques ?

R.e : parabole, hyperbole et ellipse.

Q.e : Pardon monsieur, qu'appelle-t-on une conique ?

R.P : La conique est une courbe qui résulte de l'intersection d'un cône et d'un plan.

Q.P : Comment est-ce que Apollonius avait classé ces coniques ?

R.e : Il les avait classés suivant la direction du plan.

Q.P : Selon sa classification, comment reconnaître une ellipse ?

R.e : C'est si le plan coupe une nappe de la surface du cône et n'est pas perpendiculaire à l'axe.

Q.P : Comment reconnaître aussi une hyperbole ?

R.e : C'est lorsque le plan coupe les deux nappes du cône.

D.P : Attention, le plan peut passer au sommet du cône là la section se fait suivant deux droites sécantes. L'hyperbole est appelée hyperbole dégénérée.

Q.e : S'il n'y a pas contact du cône et le plan, on a quelle conique ?

R.P : Il n'ya pas donc de conique car la conique nous l'avions dit que c'est l'intersection du cône et le plan.

Q.P : Selon Apollonius, comment reconnaître aussi une parabole ?

R.e : On a la parabole si le plan est parallèle à la génératrice et ne coupe qu'une nappe du cône.

LECON N°2 :

Sujet : « Classification des coniques en fonction de l'excentricité »

Légende : D.P : Discours du prof

Q.P : Question du prof

R.e : réponse de l'élève

Q.e : question d l'élève.

D.P : Le prof demande à un élève d'effacer les écrits se trouvant au TN ; il ordonne à tous les élèves de déposer leurs stylos et apprêter leurs journaux de classe sur les bancs.

Q.P : Qu'est ce que nous avons étudié la fois passée ?

R.e : La fois passée nous avons étudié la classification des coniques à partir de leur intersection avec la droite de l'infini.

Q.P : Comment avons-nous classer les coniques suivant leur intersection avec la droite de l'infini ?

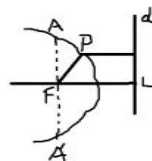
R.e : Ayant l'équation aux coefficients angulaires $Am^2+2Bm+C=0$ et en posant $\Delta=B^2-AC$,

- Si $\Delta > 0$, la conique est une hyperbole

- Si $\Delta < 0$, la conique est une ellipse

- Si $\Delta = 0$, la conique est une parabole

D.P : Le prof dessine un schéma au



Q.P : F étant un point fixe et d'une droite fixe ne comprenant pas F. Qu'appelle-t-on section conique ?

R.e : La conique est le point d'intersection de la droite d et le point F .

Q.P : Etes-vous d'accord avec lui ?

R.e : Oui, monsieur.

D.P : Nous appelons section conique, l'ensemble des points P tel que le rapport des distances au point F et à la droite d est constant. Cette constante est toujours positive.

Q.P : Comment peut-on encore appeler ce rapport ?

R.e : Aucun doigt ne se lève

D.P : Ce rapport qui est toujours positif est appelé excentricité de la conique. D'où aujourd'hui nous allons classer les coniques suivant l'excentricité.

Le prof écrit le sujet au TN et demande aux élèves de l'écrire dans les journaux de classe.

Q.P : Qu'est-ce qu'on vient d'appeler excentricité d'une conique ?

R.e : L'excentricité d'une conique est le rapport des distances au point fixe F et à la droite fixe d .

Q.P : En se référant à notre schéma, le point fixe F s'appelle comment ?

R.e : Ce point fixe F s'appelle force de la conique

D.P : La lettre F ne représente pas seulement la force ; pour notre cas, F est appelé foyer de la conique.

Q.e : Pardon prof, d aussi s'appelle comment ?

D.P : d est aussi appelé directrice. Cette directrice est toujours associée au foyer de la conique.

Q.P : Comment appelle-t-on la corde $A'A$ passant par F ?

R.e : Elle s'appelle corde de la conique

Q.P : Comment avons-nous appelé le point F ?

R.e : On l'a appelé foyer

Q.P : Comme la corde passe au foyer, comment allons-nous l'appeler ?

R.e : Nous allons l'appeler corde focale.

Q.P : Comment est la droite FL par rapport à d ?

R.e : Cette droite est perpendiculaire à d

Q.P : Comment appelle-t-on la droite qui passe à F et perpendiculaire à la directrice d ?

R.e : Personne ne répond.

D.P : Cette droite s'appelle axe focal. La corde focale qui est perpendiculaire à l'axe focal est appelée Latus rectum

Q.P : Comment appelle-t-on l'intersection de l'axe et de la conique ?

R.e : Cette intersection s'appelle sommet de la conique.

D.P : Tout ce qu'on vient de dire constitue les différents éléments d'une conique. Le prof demande aux élèves de prendre note. Quelques minutes après, il les ordonne à déposer les stylos.

Parlons ensuite de la détermination de la nature d'une conique suivant l'excentricité.

Nous venons de dire que : $\frac{|PF|}{|Pd|} = e$. Si Γ est la conique foyer $F(\alpha, \beta)$, de directrice

$d \equiv Ay + Bx + C = 0$ associée à F et d'excentricité e.

Q.P : En calculant l'excentricité, s'elle est inférieure à 1, quelle est la nature de la conique ?

R.e : S'elle est égale à 1, la conique est une ellipse.

D.P : Très bien

Q.P : Si e est supérieure à 1, quelle est la nature de la conique ?

R.e : la conique est une parabole

Q.P : Etes-vous d'accord avec lui ?

R.e : Non, la conique est une hyperbole ?

D.P : Voilà, très bien. Si vous calculez l'excentricité et que vous remarquez que sa valeur est supérieure à 1, la conique est une hyperbole.

Q.P : Quelle est la nature de la conique si $e=1$?

R.e : La conique est une parabole.

Q.e : Pardon monsieur, il ya un moment où e peut être égal à zéro ? Si oui, quelle est la nature de la conique alors que nous venons de parler de 3 sortes des coniques ?

D.p : Bonne question ; si vous remarquez que $e=0$, la conique est un cercle.

Après avoir répondu à la question de l'élève, le prof ordonne aux élèves à prendre note à cette deuxième partie ; mais quelques minutes après, l'heure se termine sans que le prof ne donne ni exemple ni un devoir aux élèves.

LECON N° 3 : 10h15'-11h5'

Sujet : « Classification des coniques selon Apollonius »

Légende : D.P : Discours du prof

Q.P : Question du prof

R.e : Réponse de l'élève

Q.e : Question de l'élève

D.P : Le prof demande aux élèves de garder silence puis il présente le visiteur.

Q.P : Qu'avons-nous étudié la fois passée ?

R.e : La fois passée nous avons étudié la classification des coniques en fonction de l'excentricité.

Q.P : Comment avons-nous classifié les coniques en fonction de l'excentricité ?

R.e : Plusieurs doigts se lèvent ; le prof nomme UPOLE : nous avons dit que si $e < 1$, la conique est une ellipse, si $e > 1$, la conique est une hyperbole et si $e = 1$, la conique est une parabole mais aussi si $e = 0$, la conique est un cercle.

D.P : Nous savons déjà que c'est Apollonius qui avait classifié les coniques en 3 sortes qui sont : parabole, hyperbole et ellipse.

Q.P : Apollonius s'était basé à quoi pour déterminer la nature d'une conique ?

R.e : C'est au cône et le plan.

D.P : Le prof dessine un croquis au TN :

Le prof explique le cône et montre aux élèves le plan.

Q.P : En observant le cône et le plan, que constatez-vous ?

R.e : Nous constatons que le plan coupe une nappe du cône.

D.P : Très bien ; vous voyez aussi que le plan n'est pas perpendiculaire à l'axe du cône.

Q.P : Pour ce cas soulevé, quelle est la nature de la conique ?

R.e : La conique est une parabole.

Q.P : Est-elle réellement une parabole ?

R.e : Non, la conique est une ellipse.

D.P : Plus particulièrement, si le plan est perpendiculaire à l'axe, la conique est un cercle ; et si le plan passe par le sommet, la conique est réduite en un point et là on parle d'une ellipse évanouissante. Le prof demande aux élèves de prendre note. Après quelques 5 minutes, le prof demande aux élèves de déposer les stylos. Le prof dessine une autre figure au TN :

Q.P : Pour cette figure, que constatez-vous ?

R.e : Nous constatons que le plan coupe les deux nappes du cône.

Q.P : A cet effet, quelle est la nature de la conique ?

R.e : La conique est dite hyperbole

D.P : Très bien ; si on remarque que le plan passe par le sommet du cône, la section se fait suivant deux droites sécantes et pour ce cas, on parle d'une hyperbole dégénérée en deux droites sécantes. Le prof ordonne aux élèves de prendre note. Quelques minutes après, il les demande à déposer les stylos puis dessine une autre figure au TN :

Q.P : Que constatez-vous à cette figure ?

R.e : Nous remarquons que le plan coupe une nappe du cône et est parallèle à une génératrice du cône.

D.P : Très bien

Q.P : Pour ce cas, quelle est la nature de la conique ?

R.e : La conique est dite parabole

D.P : Le prof demande aux élèves de prendre note ; mais la leçon se termine sans application.

CONCLUSION

Nous voici au terme de notre travail porté sur « L'enseignement des coniques par ingénierie didactique en 4^e année scientifique ».

Dans ce travail, nous avons montré qu'il existe des problèmes dans l'enseignement des coniques en prouvant au moyen des questionnaires d'enquête que les enseignements enseignent cette notion sans commencer par l'historique ou origine du mot conique mais aussi sans donner l'importance des coniques dans la vie de l'homme.

C'est ainsi que nous avons mis à la disposition des enseignants, étudiants et autres chercheurs une bonne manière d'enseigner les coniques en commençant par leur historique, leur importance dans la vie de l'homme mais aussi comment enseigner les coniques par des situations didactiques.

Hormis l'introduction et la conclusion, le développement de ce travail s'est ordonné autour de deux chapitres :

- Dans le premier chapitre intitulé « Rappel sur les notions d'ingénierie didactique », nous avons parlé des notions d'ingénierie didactique, de la définition de l'ingénierie didactique ainsi que les différentes phases de la méthode d'ingénierie didactique.
- Dans le deuxième chapitre intitulé « Enseignement des coniques par ingénierie didactique », il a été question d'analyser les manuels traitant cette notion, analyser les conceptions des élèves et

enseignants, élaborer les fiches de préparation que les enseignants prendront comme modèle ainsi que faire la chronique de quelques leçons préparées.

Nous ne prétendons pas avoir épuisé le champ de recherche qui renferme la notion des coniques, nous sommes persuadés que ce travail n'a pas répondu efficacement à toutes les exigences liées à notre bonne volonté.

Comme toute œuvre humaine, ce travail comporte certes des lacunes indépendantes de notre bonne volonté.

Les remarques, suggestions constructives et conseils de nos lecteurs seront le bienvenu.

BIBLIOGRAPHIE

I. LIVRES

1. ARTHUR ADAM et Cie, Mathématisons 56,(1990), A.DeBoeck, Bruxelles.
2. BATODISA VUMA G. et Cie, (2010), Maitriser les maths 6^e SC, Loyola, Kin ;
3. C. LEBOSSSE et C. HEMERY (1961), Géométrie. Classe de première A, C, M et M' ; Fernand Nathan
4. G. LUPSIN, Géométrie analytique plane.
5. J. VAN NOYEN, (1984), Géométrie analytique plane avec exercices à l'usage des candidats aux examens d'Etat, option mathématique, bio-chimie et certaines options techniques, Ed. du centre de recherches pédagogiques, Kinshasa
6. KABAKABA TWA BATWA et Cie, (2004), Cours et exercices de géométrie analytique plane 6^e SC et Technique, CRP, Kin ;

7. P.E. VAN ISEGHEM s.j, (1988), Exercices résolus de géométrie analytique 6^e SC, CEREDIP-CRP, Kin ;
- II. TFC, MEMOIRES, ARTICLES ET COURS
8. BASINYIZE SUKARI , Essai d'hierarchisation des objectifs de l'enseignement du dessin scientifique au niveau de 3^e année secondaire, TFC, ISP GOMA, 2010-2011, inédit ;
9. METRE BACIBONE Dug, L'Enseignement des entiers relatifs par ingénierie didactique in cahiers du SERUKI, nouvelle série, n° 40/2010 ; inédit ;
10. KWIRIKA BAYUBASIRE, Sur l'enseignement de la notion d'angles en 3^e année secondaire par ingénierie didactique , Mémoire de Licence, ISP MACHUMBI, 2010-2011, inédit ;
11. METRE BACIBONE Dug, Cours de didactique spéciale, L₁ MATH, ISP MACHUMBI, 2010-2011, inédit ;
12. BAHATI MWEZE Donnat, Cours de didactique spécial, L₁ MATH, ISP MACHUMBI, 2016-2017, inédit.

Par KITUMAINI SUKARI Justin

Chap V. THE IMPACT OF FRENCH-SWAHILI CODE-SWITCHING ON STUDENTS' ACADEMIC PERFORMANCE IN SOUTH KIVU, DRC

By Negus Mungobijira Bantubaluge, Master of Arts et Doctorant à l'université de Dschang/ Cameroun in the Department of English Linguistics. Attaché à L'ISP Kalehe
Telephone number: +243 0976548918
Email: negusbantubaluge@gmail.com

Biographie de l'auteur :

Négus BANTUBALUGE MUNGOBIJIR est un enseignant-chercheur congolais, spécialiste en linguistique anglaise et en sociolinguistique africaine. Né le 18 mars 1987 à Buruhuka, dans le territoire d'Idjwi (Sud-Kivu, RDC), il s'inscrit parmi les chercheurs engagés dans la valorisation des langues africaines et l'analyse des pratiques linguistiques en contexte multilingue. Titulaire d'une Maîtrise en Linguistique Anglaise obtenue à l'Université Adventiste de Goma (UAGO), il poursuit actuellement un doctorat à l'Université de Dschang au Cameroun.



Ses recherches portent sur les dynamiques linguistiques, les discours culturels et les phénomènes de contact des langues en Afrique centrale. Fort de plus de quinze années d'expérience professionnelle, Négus BANTUBALUGE a exercé dans plusieurs institutions éducatives en République Démocratique du Congo, notamment comme enseignant d'anglais au secondaire et au supérieur, chef de section à l'ISTA Bukavu/Minova, et assistant académique dans diverses institutions. Il est actuellement enseignant d'anglais à l'Institut BIGLIMANI, formateur au Learning Training Center de l'ISTA Bukavu/Minova, et attaché à l'ISP Kalehe, où il a été nommé Président du CONAPES (Collectif National du Personnel Scientifique de l'Enseignement Supérieur et Universitaire), témoignant de son leadership académique et de son engagement pour la défense des intérêts du personnel scientifique.

Parallèlement à sa carrière académique, il a collaboré avec des organisations humanitaires internationales telles que WAR CHILD Holland et ZOA, en qualité d'interprète, traducteur et formateur en anglais, contribuant au renforcement des capacités des acteurs humanitaires dans des contextes sensibles. Ses travaux scientifiques, en cours de publication, portent notamment sur l'analyse sémantique des discours conjuratoires en langue Havu ainsi que sur les mécanismes de code-switching entre le français et le kiswahili dans le groupement de Buzi. Ses recherches s'inscrivent dans une perspective de valorisation des patrimoines linguistiques locaux et d'analyse des mutations sociolinguistiques contemporaines. Polyglotte, il maîtrise l'anglais, le français et le kiswahili, ainsi que plusieurs langues locales.

Marié et résidant à Minova (Sud-Kivu), il demeure profondément engagé dans l'éducation, la recherche et le développement communautaire à travers la transmission du savoir et l'encadrement académique.

Abstract

Code-switching is a common linguistic practice in multilingual societies where speakers alternate between two or more languages during communication. In the Democratic Republic of Congo, particularly in South Kivu Province, French and Swahili coexist as dominant languages in education and daily interaction. While French functions as the official language and the main medium of instruction in schools, Swahili remains the most widely used lingua franca in social communication. This study examines the impact of French-Swahili code-switching on students' academic performance in secondary and tertiary educational institutions in South Kivu.

The research adopts a mixed-methods approach combining quantitative and qualitative data. Data were collected through classroom observations, focus group discussions, interviews with teachers and students, and analysis of students' test scores. Quantitative results from pre-test and post-test scores indicate a significant improvement in students' performance after the strategic use of code-switching during instruction. Qualitative findings further reveal that code-switching enhances comprehension, encourages classroom interaction, and helps learners overcome linguistic barriers when learning French as a foreign language. However, the study also highlights that excessive reliance on Swahili may reduce students' exposure to formal French and affect long-term language proficiency.

The study therefore recommends a balanced pedagogical approach that integrates controlled code-switching while maintaining French as the primary language of instruction in multilingual classrooms.

Keywords: code-switching, French, Swahili, multilingual education, academic performance.

Résumé

L'alternance codique constitue une pratique linguistique fréquente dans les sociétés multilingues où les locuteurs passent d'une langue à une autre au cours de la communication. En République Démocratique du Congo, particulièrement dans la province du Sud-Kivu, le français et le swahili coexistent comme langues dominantes dans l'éducation et la communication quotidienne. Alors que le français est la langue officielle et le principal médium d'enseignement dans les écoles, le swahili demeure la langue véhiculaire la plus utilisée dans la vie sociale.

Cette étude analyse l'impact de l'alternance codique français-swahili sur la performance académique des étudiants dans les établissements secondaires et universitaires du Sud-Kivu. La recherche adopte une approche méthodologique mixte combinant des données quantitatives et qualitatives. Les données ont été recueillies à travers des observations en classe, des discussions de groupes focalisés, des entretiens avec des enseignants et des étudiants, ainsi que l'analyse des résultats des tests des apprenants. Les résultats quantitatifs montrent une amélioration notable des performances des étudiants entre le pré-test et le post-test après l'utilisation stratégique de l'alternance codique pendant l'enseignement.

Les résultats qualitatifs indiquent également que cette pratique facilite la compréhension, stimule la participation en classe et aide les apprenants à surmonter les obstacles linguistiques dans l'apprentissage du français.

Toutefois, l'étude souligne qu'un usage excessif du swahili peut réduire l'exposition des apprenants au français formel. Elle recommande donc une utilisation équilibrée de l'alternance codique dans l'enseignement.

Mots-clés: alternance codique, français, swahili, éducation multilingue, performance académique

Introduction

Language plays a central role in shaping cognition, social identity, and educational outcomes in multilingual contexts. In regions such as South Kivu, Democratic Republic of Congo, the coexistence of French and Swahili presents unique challenges and opportunities for teaching and learning, particularly in French as a Foreign Language (FFL) classroom. The phenomenon of code-switching, or the alternation between two or more languages within the same discourse, has been extensively studied by scholars seeking to understand its linguistic, cognitive, and pedagogical implications.

This literature review examines key contributions from John J. Gumperz, Shana Poplack, François Grosjean, and Carol Myers-Scotton and connects their theories to the practical observations and quantitative data collected in this study.

● **Code-Switching as a Strategic Communicative Tool**

John J. Gumperz, a pioneer in sociolinguistics, conceptualized code-switching as a strategic communicative resource rather than random language mixing. According to Gumperz, speakers deploy different languages depending on social context, interlocutor, and communicative purpose (Gumperz 45). In classroom settings, this means that both teachers and students may switch between French and Swahili to negotiate understanding, clarify instructions, or emphasize particular points. Gumperz's concept of "conversational inference" is particularly relevant to multilingual classrooms: learners use linguistic cues from both languages to infer meaning and engage more effectively with content that may be linguistically challenging.

In line with Gumperz's theory, the focus group interviews conducted for this study showed that students in South Kivu actively rely on code-switching to bridge gaps in comprehension. For example, one participant in Group A noted, "Code-switching helps us to understand better in French class," reflecting the practical deployment of a strategic linguistic resource in real-time learning. Quantitative data from the pre-test and post-test scores further reinforce this observation. The mean pre-test score of 45.7 increased to 68.8 after lessons involving code-switching, demonstrating a measurable improvement in comprehension and performance.

• **Typologies and Patterns of Code-Switching**

Shana Poplack's work on bilingual speech provides a more granular understanding of code-switching patterns. Poplack identifies three primary forms: inter-sentential, where a switch occurs between sentences; intra-sentential, where switching occurs within a sentence; and tag switching, where a short tag or phrase from one language is inserted into an utterance in another language (Poplack 583). Poplack emphasizes that these patterns are systematic and follow grammatical rules rather than occurring haphazardly.

Observations in South Kivu classrooms revealed all three types of code-switching. Teachers often used inter-sentential switches to restate instructions in Swahili after delivering them in French, ensuring comprehension. Intra-sentential switches appeared when students incorporated French terms into primarily Swahili sentences, particularly for technical vocabulary. Tag switching occurred when phrases such as "n'est-ce pas?" or "okay" were appended to Swahili sentences. These findings align with Poplack's assertion that code-switching is context-sensitive and rule-governed, supporting students' engagement and comprehension.

• **Cognitive Complementarity in Bilinguals**

François Grosjean's psycholinguistic perspective provides insight into the cognitive functions of bilingualism in learning contexts. Grosjean argues that bilingual individuals possess a dual-language system that operates in complementary ways, enabling speakers to draw on the strengths of each language depending on context and communicative need (Grosjean 112).

In educational contexts, this complementary use can facilitate comprehension, especially for learners whose dominant language differs from the medium of instruction. This study's classroom data illustrate Grosjean's principle in action. Students frequently switched between French and Swahili to clarify concepts, explain grammatical structures, and translate vocabulary. For instance, during a lesson on French verbs, a teacher might explain conjugation rules in French but provide Swahili equivalents for difficult terms. The post-test results indicate that this complementary use of languages contributed to improved understanding across the entire class, with even the lowest-performing students showing substantial gains (minimum score increased from 28 to 60). These observations support Grosjean's claim that bilinguals utilize their languages strategically to optimize comprehension and cognitive processing.

• Grammatical Structures and Social Dynamics

Carol Myers-Scotton's Matrix Language Frame (MLF) Model emphasizes the structural dynamics of code-switching, arguing that one language typically provides the grammatical frame while the other contributes inserted lexical items (Myers-Scotton 75). The model highlights the interplay between syntax, lexicon, and social context in bilingual speech. In South Kivu classrooms, French often served as the matrix language due to its status as the official medium of instruction, while Swahili functioned as the embedded language that supplemented comprehension and social interaction. Qualitative data suggest that teachers' use of code-switching is deliberate and pedagogically motivated. For example, explanations of complex French grammatical

rules were frequently accompanied by Swahili paraphrasing.

Students, in turn, used Swahili to reformulate answers or questions before attempting to express them in French. These patterns exemplify Myers-Scotton's framework, demonstrating how bilingual speakers navigate the interface between structural constraints and communicative needs.

● **Pedagogical Implications**

The integration of these scholars' theories with the classroom observations provides several pedagogical insights. First, code-switching is not merely a linguistic phenomenon but a cognitive and social tool that can enhance engagement, comprehension, and performance. Second, systematic application of code-switching can bridge linguistic gaps in multilingual classrooms, aligning with Gumperz's conversational inference and Poplack's typologies. Third, the complementary use of languages, as Grosjean suggests, supports cognitive processing and ensures that learners can access content beyond their immediate language proficiency. Finally, the structural dynamics highlighted by Myers-Scotton emphasize that teachers should maintain French as the grammatical base while strategically using Swahili to scaffold understanding.

The empirical evidence from this study supports these theoretical perspectives. Students reported increased comprehension and willingness to participate when code-switching was used appropriately. Quantitative results corroborated these perceptions, showing significant improvements in post-test scores. However, some learners expressed concern about overreliance on Swahili, which may reduce exposure to

French and potentially affect long-term language acquisition.

This suggests that while code-switching is beneficial, it must be balanced and controlled to optimize learning outcomes.

Conclusion of Literature Review

In conclusion, the works of Gumperz, Poplack, Grosjean, and Myers-Scotton collectively provide a robust framework for understanding code-switching in multilingual classrooms. Their insights illuminate the strategic, cognitive, and structural dimensions of language alternation, which are directly observable in South Kivu classrooms.

The integration of theory and empirical data demonstrates that French–Swahili code-switching is a purposeful, pedagogically valuable practice that can enhance comprehension, engagement, and academic performance when applied systematically. These findings establish a theoretical foundation for the subsequent analysis of classroom data and the formulation of pedagogical strategies in multilingual educational contexts.

2. Method

This study adopts a mixed-methods research design to examine the impact of French–Swahili code-switching on students' academic performance in secondary schools in South Kivu, Democratic Republic of Congo. A mixed-methods approach integrates both quantitative and qualitative research techniques to provide a comprehensive understanding of the research problem.

According to Creswell and Plano Clark, mixed-methods research enables scholars to combine statistical analysis with rich narrative insights, thereby capturing both

measurable outcomes and participants' experiences (Creswell and Plano Clark 45).

In the context of multilingual education, such an approach is particularly valuable because it allows researchers to investigate not only students' test scores but also the cognitive and social processes underlying language alternation.

● **Research Paradigm**

This study is guided by the pragmatic paradigm, which assumes that the research problem can be best understood through the integration of multiple perspectives and data sources. Pragmatism emphasizes practical solutions to research questions and prioritizes methodological flexibility, allowing researchers to select the most appropriate tools to address the objectives of the study (Morgan 15). In line with this paradigm, the study combines numerical data from student assessments with qualitative data obtained through focus group discussions and classroom observations.

This integration provides a nuanced understanding of how French–Swahili code-switching functions as both a pedagogical strategy and a communicative resource.

● **Research Design**

The study employs an explanatory sequential mixed-methods design, where quantitative data are collected and analyzed first, followed by qualitative data to explain and elaborate on the initial results (Creswell 213). The rationale for this design is that statistical measures alone cannot capture the full range of students' experiences or the social dynamics of classroom interaction. Quantitative pre-test and post-test scores provide measurable indicators of academic performance, while qualitative insights from focus groups and observations

illuminate how and why code-switching affects comprehension, participation, and engagement.

The explanatory sequential design is especially suitable for examining code-switching in multilingual classrooms because it allows researchers to identify performance trends and then explore the underlying cognitive and social mechanisms. For instance, a significant improvement in post-test scores may indicate that students benefited from code-switching, but follow-up qualitative data are necessary to determine whether the improvement reflects comprehension, confidence, or increased interaction in the classroom.

● Population and Sample

The study population consists of secondary school students in South Kivu, including both urban and semi-urban schools where French serves as the medium of instruction and Swahili as the dominant lingua franca. The total population for the study was approximately 350 students across three schools. A purposive sampling technique was employed to select participants for both the quantitative and qualitative components of the study. This method ensured that selected students represented diverse linguistic backgrounds, academic abilities, and prior exposure to French and Swahili. Purposive sampling is widely recommended in educational research when the goal is to capture specific characteristics relevant to the study (Etikan, Musa, and Alkassim 175).

The final sample comprised ten students from each of three focus groups (Groups A, B, and C), totaling 30 participants for the qualitative component. For the quantitative analysis, pre-test and post-test scores were collected from all selected participants, enabling a comparison of performance before and after the

implementation of code-switching strategies in French lessons.

● **Data Collection Instruments**

To ensure comprehensive data collection, the study employed three main instruments: focus group discussions, structured classroom observations, and students' test scores. Each instrument was designed to capture different dimensions of code-switching and its impact on learning outcomes.

● **Focus Group Discussions**

Focus group discussions were conducted with students selected through purposive sampling. The discussions aimed to explore students' perceptions and experiences regarding the use of French–Swahili code-switching in the classroom. Each group consisted of 10 students with similar academic backgrounds to facilitate open discussion. Participants were prompted to reflect on how code-switching influenced their comprehension, participation, and engagement.

● **Questions included:**

- How does the teacher's use of French–Swahili code-switching affect your understanding of lessons?
- Do you feel more confident participating when code-switching is used?
- Are there challenges associated with frequent switching between French and Swahili?

Focus group discussions were audio-recorded, transcribed, and coded thematically. Thematic coding followed Braun and Clarke's framework, which involves familiarization with the data, generating initial codes, searching for themes, reviewing themes, defining themes, and producing the report (Braun and Clarke 13).

This systematic approach allowed the researcher to identify patterns of students' experiences, perceptions of code-switching benefits, and concerns about reduced exposure to French.

● **Structured Classroom Observations**

Structured classroom observations were conducted to examine how teachers use code-switching during instruction. The observation checklist focused on: Frequency and type of code-switching (inter-sentential, intra-sentential, and tag switching). Situations prompting language alternation (e.g., explanation of complex vocabulary, instructions, student questions).

Students' responses and engagement during instances of code-switching. The observations were conducted over ten consecutive lessons in each participating class. Field notes were recorded to document the context, teacher strategies, and students' behavior. Structured observations allowed the researcher to capture naturalistic interactions, ensuring that findings reflected authentic classroom dynamics rather than artificial or self-reported behavior.

● **Students' Test Scores**

Quantitative data were obtained through pre-test and post-test scores in French as a Foreign Language (FFL). A pre-test was administered prior to the introduction of code-switching strategies to establish baseline performance, while a post-test followed after five weeks of targeted lessons incorporating French–Swahili alternation. Test items assessed:

- Vocabulary comprehension
- Grammar application
- Reading comprehension
- Written expression

The quantitative data enabled statistical analysis of learning gains.

Mean scores, standard deviation, range, and minimum and maximum values were calculated to evaluate performance improvements and variation across students. The results were then triangulated with qualitative findings to provide a comprehensive understanding of code-switching effects.

● Data Analysis

Quantitative Analysis

Quantitative data from pre-tests and post-tests were analyzed using descriptive statistics. The mean scores, standard deviations, and score ranges were calculated to identify patterns of academic improvement. The mean pre-test score of 45.7 and the post-test score of 68.8 indicate a substantial gain of 23.1 points, demonstrating the positive impact of code-switching on comprehension and performance. Additionally, the increase in the minimum score from 28 to 60 suggests that even lower-performing students benefited significantly.

Qualitative Analysis

Qualitative data from focus groups and classroom observations were analyzed thematically. Initial coding was based on the research questions: patterns of code-switching, influence on comprehension and participation, and pedagogical implications. Themes identified included enhanced comprehension, increased participation, learner confidence, and concerns about overreliance on Swahili. Triangulation of focus group and observation data ensured validity and provided a holistic understanding of the classroom dynamics.

● **Validity and Reliability**

To enhance validity, multiple data sources were used (focus groups, observations, and test scores) to triangulate findings.

Methodological triangulation ensures that results are not dependent on a single source or method, reducing potential bias (Denzin 301). Reliability was addressed by piloting the focus group questions and observation checklist in a similar classroom setting prior to data collection. Inter-rater reliability was maintained for observation notes by having two independent observers record classroom interactions and reconcile any discrepancies.

● **Ethical Considerations**

Ethical approval was obtained from the participating schools and the relevant educational authorities in South Kivu. Informed consent was obtained from all participants, and confidentiality was ensured by anonymizing names in transcripts and reports. Students were informed that participation was voluntary and that they could withdraw at any time without academic penalty.

Care was taken to respect cultural norms and ensure that classroom observation did not disrupt normal teaching activities.

● **Justification of Methods**

The combination of quantitative and qualitative methods aligns with the pragmatic paradigm and addresses both the measurable and experiential aspects of code-switching. Quantitative data capture improvements in performance, while qualitative data elucidate the mechanisms behind these improvements. This approach is consistent with prior research in multilingual education, including studies by Gumperz, Poplack,

Grosjean, and Myers-Scotton, which emphasize the interaction of linguistic, cognitive, and social factors in bilingual classrooms (Gumperz 45; Poplack 583; Grosjean 112; Myers-Scotton 75).

By employing structured observation, focus groups, and test scores, this methodology ensures a rigorous, triangulated, and contextually grounded investigation. It provides both statistical evidence of learning gains and rich insights into students' experiences, making it particularly suitable for analyzing the impact of French–Swahili code-switching in South Kivu classrooms.

3. Results and Discussion

3.1 Focus Group Findings

Focus group discussions with students in three groups (A, B, and C) revealed that French–Swahili code-switching has a predominantly positive effect on comprehension and classroom engagement. Participants frequently noted that code-switching helped them clarify complex concepts, facilitated interaction, and reduced anxiety when expressing themselves in **French**.

3.2 Selected quotes from students:

Group A: “Code-switching helps us to understand better in French class.”

Group B: “When the teacher switches to Swahili, I can ask questions more confidently and answer in French.”

Group C: “Sometimes I translate French words into Swahili first, then try to speak in French; it makes learning easier.”

Table 3.1 summarizes the learners' perceptions:

GROU PS	Transcrip tion of themes	Impact of codes- witchi ng	Benefits	Options on Use in FFL Class
A	It helps us to understand."	Positive	Enhanced comprehension	Should be used ~30% of class time
B	Better communication	Mixed	Improves interaction	Overuse may reduce exposure to French
C	Helps us translate words from French to English	Mixed	Increased engagement	Should be limited to avoid dependency on Swahili

Interpretation: These qualitative findings align with Gumperz's (1982) theory of code-switching as a strategic communicative resource. Students use Swahili to infer meaning and clarify French content, reflecting "conversational inference" in real classroom interaction. Additionally, Poplack's (1980) typologies of inter-sentential and intra-sentential switching were observed; teachers and students switched languages systematically to enhance understanding rather than randomly.

3.3 Quantitative Findings: Pre-Test and Post-Test Scores

Pre-test and post-test scores were collected to measure the academic impact of code-switching in French lessons. Table 3.2 presents descriptive statistics.

Test	Mean	Standard Error	Median	Mode	Standard Deviation	Range	Min	Max	Sum	Count
Pre-test	45.7	2.99	46.5	40	9.44	31	28	59	457	10
Post-test	68.8	2.28	67.5	65	7.21	20	60	80	685	10

• Statistical interpretation:

Mean improvement: $68.8 - 45.7 = 23.1$ points

Minimum score improvement: $28 \rightarrow 60$, showing low-performing students benefited most

Reduction in range ($31 \rightarrow 20$) and standard deviation ($9.44 \rightarrow 7.21$) indicates more consistent

• performance across the class

These findings suggest that strategic code-switching significantly enhances comprehension and allows students to engage with complex French vocabulary and grammar. This supports Grosjean's (1982) cognitive complementarity principle: bilinguals can leverage their dominant language (Swahili) to scaffold comprehension in the target language (French).

3.4 Detailed Analysis by Research Questions

RQ1: Impact on Student Engagement

Students reported increased willingness to ask questions and participate when code-switching was used.

Observational data showed that students were more interactive, often answering in French after initially clarifying in Swahili. This aligns with Myers-Scotton's (1993) Matrix Language Frame model, in which the matrix language (French) provides structural framework, while the embedded language (Swahili) supports lexical comprehension.

RQ2: Effects of Language Diversity on Performance

Students from diverse linguistic backgrounds benefited from code-switching as it bridged gaps in French proficiency. Inter-sentential switching by teachers allowed students with limited French skills to access key content without feeling excluded. This confirms Poplack's (1980) observation that code-switching is rule-governed and context-sensitive.

RQ3: Teachers' Use of Code-Switching

Teachers strategically used Swahili to explain abstract French grammar points or complex vocabulary. Tag-switching, such as adding "n'est-ce pas?" or "okay" at the end of Swahili sentences, was common and encouraged peer interaction. This supports Gumperz's (1982) notion of conversational inference: students used linguistic cues to negotiate meaning in the target language.

RQ4: Learner Behavior and Engagement

Observation and interviews indicate that learners exposed to code-switching were more attentive, confident, and willing to participate. Students often reformulated French answers in Swahili before attempting full French responses, reflecting Grosjean's (1982) dual-language complementarity and Myers-Scotton's (1993) structural-lexical interplay.

● Integration of Literature with Results

Gumperz (1982): The study confirms conversational inference in classrooms, where students decode meaning using both French and Swahili. Poplack (1980): Observed inter-sentential, intra-sentential, and tag-switching patterns align with her typology. Grosjean (1982): Bilingual cognitive complementarity is evident as students leverage Swahili to enhance comprehension.

Myers-Scotton (1993): Matrix language (French) with embedded Swahili reflects pedagogically structured code-switching. Khalema & Raselimo (2024): Pedagogical advantages of bilingual strategies are confirmed; student engagement and comprehension improve significantly with controlled alternation. Synthesis: Strategic code-switching enhances comprehension, supports engagement, and leads to measurable improvement in academic performance, while overreliance may reduce formal French exposure. These results extend existing research by showing measurable test-score improvements in a multilingual African context.

3.5 Discussion

The findings of this study indicate that French–Swahili code-switching has a predominantly positive impact on learners’ comprehension, engagement, and academic performance in FFL classes. Both qualitative and quantitative data confirm that learners understand French content better when code-switching is applied strategically. The observed improvement in post-test scores (mean increase from 45.7 to 68.8) demonstrates that code-switching is not only beneficial for participation but also has measurable effects on learning outcomes. At the same time, learners’ concerns regarding overreliance on Swahili suggest that excessive code-switching may limit exposure to French, potentially affecting long-term language development.

This aligns with Myers-Scotton's Matrix Language Frame Model, which emphasizes the importance of balancing the dominant and target languages to optimize learning.

Overall, the study highlights that strategic and controlled use of code-switching can enhance engagement, improve comprehension, and boost academic performance in multilingual classrooms.

These findings support the argument that teachers should integrate code-switching carefully, ensuring learners benefit from both understanding and consistent exposure to the language of instruction.

4. Conclusion

This study examined the impact of French–Swahili code-switching on students' academic performance in South Kivu, Democratic Republic of Congo. The findings indicate that code-switching plays an important pedagogical role in multilingual classrooms.

By alternating between French and Swahili, teachers can clarify complex concepts, facilitate communication, and encourage student participation. Both qualitative and quantitative results showed that learners' comprehension and test performance improved when code-switching was used strategically during instruction.

However, the study also highlights that excessive reliance on Swahili may reduce students' exposure to French, the official language of instruction, which could affect the development of formal language proficiency. Therefore, code-switching should be used as a supportive instructional strategy rather than a substitute for French. Overall, the study suggests that a balanced and controlled use of code-switching can enhance learning outcomes while maintaining the importance of French in academic contexts. Future research should further explore multilingual teaching practices and language policies that

support effective learning in linguistically diverse educational environments in the Democratic Republic of Congo.

• Acknowledgments

I would like to express my deepest gratitude to **Professor Kouesso Romain Jean** and **Professor Katoro Buhendwa Johnny**, my supervisors for the PhD studies in English Linguistics, for their invaluable guidance and encouragement throughout this research project. I am also grateful to Master of Arts **Bashangwa Zabika Méthode** for his support and encouragement in various ways during the course of this study.

Works Cited

- Auer, Peter. Code-Switching in Conversation: Language, Interaction and Identity. Routledge, 1998.
- Braun, Virginia, and Victoria Clarke. Successful Qualitative Research: A Practical Guide for Beginners. SAGE, 2013.
- Creswell, John W., and Vicki L. Plano Clark. Designing and Conducting Mixed Methods Research. 3rd ed., SAGE, 2018.
- Eastman, Carol M. Code switching. Multilingual Matters, 1992.
- Etikan, Ilker, Sulaiman Abubakar Musa, and Rukayyatu A. Alkassim. "Comparison of Convenience Sampling and Purposive Sampling." American Journal of Theoretical and Applied Statistics, vol. 5, no. 1, 2016, pp. 1–4.
- Fishman, Joshua A. The Sociology of Language: An Interdisciplinary Social Science Approach to Language in Society. Newbury House, 1972.
- Grosjean, François. Life with Two Languages: An Introduction to Bilingualism. Harvard

University Press, 1982.

Gumperz, John J. Discourse Strategies. Cambridge University Press, 1982.

Khalema, B., and M. Raselimo. "Investigating the Impact of Code Switching on Students'

Engagement in the Teaching and Learning of French as a Foreign Language in Secondary Schools." Francisola, vol. 9, no. 1, 2024.

Morgan, David L. Pragmatism as a Research Paradigm. SAGE, 2014.

Myers-Scotton, Carol. Duelling Languages: Grammatical Structure in Code-Switching. Oxford University Press, 1993.

Myers-Scotton, Carol. Multiple Voices: An Introduction to Bilingualism. Blackwell Publishing, 2006.

Poplack, Shana. "Sometimes I'll start a Sentence in Spanish y Termino en Español: Toward a Typology of Code-Switching." Linguistics, vol. 18, 1980, pp. 581–618.

Rapuleng, M. P. "Investigating the Impact of Code Switching on Students' Engagement in the Teaching and Learning of French as a Foreign Language in Secondary Schools." Francisola, vol. 9, no. 1, 2024.

Wardhaugh, Ronald. An Introduction to Sociolinguistics. Blackwell Publishing, 2006. Wei, Li. The Bilingualism Reader. Routledge, 2007.

By **Négus BANTUBALUGE MUNGOBIJIR**

Chap.VI. DEFIS ET PERSPECTIVES DE L'APPRENTISSAGE PAR PROJET : CAS DES ETUDIANTS DU DEPARTEMENT D'AGROVETERINAIRE A L'ISP/BUKAVU

Par Ass1. ELIA CIBUGA Hervé

Assistant au Département
de Psychopédagogie à l'ISP/Bukavu
Contacts : +243 978 169 131 ;
hervecibuga1995@mail.com

BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE DE L'AUTEUR

Hervé ELIA CIBUGA est un enseignant-chercheur congolais spécialisé en orientation scolaire et professionnelle ainsi qu'en psychopédagogie. Né le 16 avril 1997 à Kabushungu, dans la province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo, il est actuellement basé à Ibanda, dans la ville de Bukavu.



Titulaire d'une Licence en Orientation Scolaire et Professionnelle obtenue à

l'Institut Supérieur Pédagogique (ISP) de Bukavu avec une mention Distinction (70,81 %), il est également détenteur d'un Graduat en Pédagogie Appliquée, option Orientation Scolaire et Professionnelle, obtenu dans la même institution avec une mention Distinction (76,58 %).

Son parcours académique témoigne d'une solide formation dans les sciences de l'éducation, renforcée par une spécialisation dans l'accompagnement des apprenants et l'analyse des processus d'apprentissage.

Sur le plan professionnel, Hervé ELIA CIBUGA occupe depuis 2024 le poste d'Assistant au Département de Psychopédagogie à l'ISP/Bukavu, où il intervient dans l'enseignement des cours à caractère psychopédagogique. Parallèlement, il exerce comme enseignant au Complexe Scolaire La Fontaine à Bukavu depuis 2023. Son expérience inclut également des fonctions de Directeur des études au Groupe Scolaire Kabolwa (2022-2023), où il a assuré la coordination des activités pédagogiques.

Il est également engagé dans les processus d'évaluation et d'orientation des élèves en tant que psychotechnicien au test national de sélection et d'orientation scolaire et professionnelle, où il contribue à la préparation psychologique des candidats, à la correction des tests et au profilage des résultats.

En outre, il intervient comme examinateur aux épreuves de l'Examen d'État, participant à l'évaluation des compétences professionnelles des finalistes en pédagogie.

Ses travaux pratiques et stages ont porté sur l'enseignement de la psychopédagogie, la didactique, ainsi que sur l'adaptation scolaire des élèves en difficulté d'apprentissage, démontrant un intérêt particulier pour les mécanismes d'inclusion et de réussite scolaire.

Polyglotte, il maîtrise le français, l'anglais et le swahili, ainsi que plusieurs langues locales (Mashi, Havu, Lingala), ce qui facilite son interaction avec divers publics éducatifs. Il dispose également de compétences avancées en outils informatiques, notamment Microsoft Word, Excel, PowerPoint et le logiciel d'analyse statistique SPSS, qu'il utilise dans le cadre de ses activités académiques et de recherche.

À travers son parcours, Hervé ELIA CIBUGA s'inscrit dans une dynamique de promotion de la qualité de l'éducation en République Démocratique du Congo, avec un intérêt marqué pour l'orientation des jeunes, l'amélioration des pratiques pédagogiques et la réussite scolaire.

Résumé

L'apprentissage par projet est une approche pédagogique favorisant l'autonomie et l'engagement des étudiants. Cette étude explore les défis rencontrés par les étudiants du Département d'Agrovétérinaire de l'Institut Supérieur Pédagogique (ISP) de Bukavu et examine si les enseignants les placent dans des situations favorisant des réalisations concrètes. Pour avoir les données, une enquête descriptive a été menée auprès de 155 étudiants et 5 enseignants à l'aide de questionnaires ; des observations directes en classe appuyées par une grille d'observation ont complété la collecte des données. Les résultats ont été analysés à l'aide de SPSS 20 pour déterminer les tendances et tester les hypothèses formulées. Les résultats ont révélé que les étudiants rencontrent des difficultés majeures, notamment le manque de motivation, l'engagement insuffisant, la

recherche de facilité en groupe, l'absence de logique collective et l'insuffisance des espaces pour les travaux pratiques. En revanche, les enseignants placent les étudiants dans des situations d'apprentissage favorisant des productions concrètes, contredisant l'hypothèse initiale. Nous avons conclu que l'efficacité de l'apprentissage par projet dépend de l'implication active des étudiants et de l'organisation pédagogique des enseignants. Des recommandations sont proposées pour renforcer l'engagement des étudiants et optimiser le rôle des enseignants dans cette approche.

Mots clés : défis, perspective, apprentissage, projet, étudiant

I. Introduction

1.1. Contexte et justification de l'étude

Le système éducatif en RDC reconnaît désormais l'étudiant comme acteur de son apprentissage. Le système traditionnel d'enseignement qui organisait les études en deux cycles : le graduat (3ans) et la licence (2ans), était plus théorique que pratique et les étudiants pouvaient apprendre beaucoup à l'auditoire.

Désormais dans le nouveau système d'enseignement Licence-Master-Doctorat (LMD), l'étudiant doit apprendre à travers des recherches personnelles, des productions concrètes et des travaux expérimentaux.

L'Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu s'est inscrit dans cette logique peu avant les autres instituts supérieurs en province du Sud-Kivu et bien d'autres en R.D.C. Bien que la pédagogie de projet soit déjà appliquée au Département d'Agrovétérinaire de cette école avant sa généralisation sur l'ensemble de départements, son efficacité reste faible.

En effet, peu d'étudiants s'y investissent et beaucoup d'enseignants maintiennent des pratiques magistrales.

Cette situation problématique a motivé notre choix de recherche afin de mieux cerner les obstacles et d'envisager des solutions.

A travers cette étude, nous apportons une contribution à la compréhension des défis de l'apprentissage par projet dans le contexte de l'ISP/Bukavu, et fournir des repères pour l'accompagnement pédagogique des enseignants.

C'est donc nécessaire d'explorer les défis de l'apprentissage par projet chez les étudiants de département d'agrovétérinaire de cette école.

1.2. Revue de la littérature

1.2.1. Etat de la question

Les recherches sur l'apprentissage par projet soulèvent le problème de théorisation des apprentissages ; la méconnaissance de l'importance de développer la méthode scientifique chez les étudiants, la négligence de l'utilisation d'expériences basées sur l'investigation au lieu de protocoles directifs ; la difficulté de faire travailler les apprenants en groupe ; le manque d'organisation des apprenants afin que le travail soit efficace sur tous les plans.

1.2.2. Etudes antérieures

- **Clément Schouwey (2016)** : ce travail s'intéresse aux objectifs que devraient viser les travaux pratiques de chimie du secondaire II, et aux moyens d'atteindre ces objectifs. Il suggère de compléter la séance pédagogique par la rédaction d'un rapport dans lequel l'étudiant doit commenter l'expérience réalisée et les résultats obtenus.
- **Melili Samiha (2013)** : cette réflexion aborde l'impact de la pédagogie du projet sur l'écrit des apprenants et souligne que l'adaptation de la pédagogie de projet

dans une classe améliore l'écrit des apprenants à partir de la réalisation des projets.

- **Océane Genest et Céline Pellaton (2012)** : ils se concentrent sur l'impact de la pédagogie de projet sur la motivation, le sens et le développement des compétences transversales. La recherche soulève la démarche de projet comme une méthode d'enseignement active qui promeut l'importance de l'apprentissage par l'expérience.

Toutes ces recherches se sont limitées à aborder l'importance et l'impact de la démarche de pédagogie de projet.

Il est donc bénéfique que dans cet article, nous creusions les difficultés et les perspectives de l'apprentissage par projet.

1.2.3. Problématique

Traditionnellement, l'école reposait sur une pédagogie centrée sur l'enseignant, considéré comme transmetteur de savoirs, tandis que l'élève restait passif. Aujourd'hui, l'accent se déplace vers une pédagogie active où l'apprenant devient acteur de son propre apprentissage. Il expérimente, tâtonne, cherche et construit ses connaissances, dans une logique qui inverse le rapport classique « enseignement-apprentissage » en « apprentissage-enseignement ». La pédagogie de projet s'inscrit dans cette dynamique. Inspirée notamment des travaux de John Dewey, Ovide Decroly et Célestin Freinet, elle valorise **l'apprentissage par l'action** (*learning by doing*) et place l'élève au centre du processus. Elle permet de lutter contre la démotivation scolaire et favorise la persévérance en donnant un sens concret et socialisé aux apprentissages (réalisation d'expositions, journaux, productions collectives, etc.).

C'est ce que souligne (Huber, M. 1999) en disant « cette approche contribue non seulement au développement intellectuel mais aussi à l'autonomie, à la créativité et à la capacité de coopération. L'enseignant n'est plus uniquement transmetteur, mais un accompagnateur et « homme-ressource », guidant et dynamisant la réflexion des apprenants ». Et de continuer, Stéphanie, M. (2012) dit « cette pratique semble être considérée comme une solution possible à diverses problématiques, notamment celles de la réussite et de la persévérance scolaires ». En effet, les écrits reconnaissent que la pédagogie par projet offre un contexte pouvant contribuer positivement à l'apprentissage et au développement intégral des étudiants.

Appliquée à l'Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu, notamment au département d'Agrovétérinaire, la pédagogie de projet suppose un engagement actif des étudiants dans la réalisation de tâches concrètes. Toutefois, se pose la question des **difficultés rencontrées par ces étudiants** dans la mise en œuvre de projets éducatifs, ainsi que celle du rôle réel des enseignants : placent-ils effectivement leurs étudiants dans des situations authentiques de production favorisant un apprentissage durable ?

Ainsi, cette problématique se résume en deux interrogations :

1. Quelles difficultés rencontrent les étudiants du Département d'Agrovétérinaire de l'ISP/Bukavu dans l'apprentissage par projet ?
2. Dans quelle mesure les enseignants de ce Département mettent-ils leurs étudiants en situation de réalisations concrètes favorisant leur apprentissage ?

Hypothèses

À la lumière des questions de recherche ci-haut formulées, nous formulons les hypothèses suivantes :

1. Les étudiants du Département d'Agrovétérinaire de l'ISP/Bukavu rencontrent plusieurs difficultés dans la mise en œuvre de la pédagogie de projet, notamment :
 - la tendance à rechercher la facilité dans les travaux de groupe ;
 - le manque de motivation, d'engagement et de persévérance ;
 - l'absence d'une réflexion autonome et d'une action constructive ;
 - l'insuffisance d'espaces et de moyens pour expérimenter et produire ;
 - l'incapacité à organiser collectivement les tâches ;
 - le manque de coopération et de responsabilité partagée.
2. Les enseignants du Département d'Agrovétérinaire de l'ISP/Bukavu privilégieraient encore l'enseignement magistral et ne placeraient pas suffisamment les étudiants dans des situations d'apprentissage actives et productives.

Objectifs de la recherche

1. Objectif général

Analyser les défis de l'apprentissage par projet au Département d'Agrovétérinaire de l'ISP/Bukavu et évaluer la place que les enseignants accordent à cette approche pédagogique.

2. Objectifs spécifiques

Identifier les principales difficultés rencontrées par les étudiants dans l'apprentissage par projet ; Vérifier dans quelle mesure les enseignants utilisent des situations d'apprentissage basées sur la production ; Proposer des

pistes de solution pour améliorer la pratique de la pédagogie de projet, en responsabilisant à la fois étudiants et enseignants.

II. Méthodologie de la recherche

Cette étude s'inscrit dans une démarche mixte. Les données d'enquête ont été récoltées auprès de **155 étudiants et 5 enseignants du département d'Agrovétérinaire de l'Institut Supérieur Pédagogique (ISP) de Bukavu**. Aussi, la **méthode d'observation directe**, soutenue par une grille d'observation, a été utilisée lors des visites de leçons afin de compléter les informations recueillies par questionnaire. Les données collectées ont été traitées et codifiées à l'aide du logiciel **Excel**, puis soumises à une analyse statistique grâce au logiciel **SPSS20**, qui nous a permis le calcul des pourcentages et l'établissement d'indicateurs nécessaires à la vérification des hypothèses de recherche.

Elle est menée à l'ISP/Bukavu, situé dans la commune d'Ibanda, ville de Bukavu, province du Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo. L'étude s'inscrit dans le domaine de la pédagogie et couvrait la période allant de janvier à octobre 2023.

III. Résultats

3.1. Présentation des résultats

Les résultats de notre investigation se présentent comme-suit dans les tableaux de distribution des fréquences :

Tableau 1. Recherche de réussite par la facilité

Occurrences	Fréquences	Pourcentages
OUI	104	67,1
NON	35	22,6
INDECIS	16	10,3
Total	155	100,0

Tableau 2. Absence de motivation des étudiants dans leurs groupes de travail.

Occurrences	Fréquences	Pourcentages
OUI	105	67,7
NON	39	25,1
INDECIS	11	7
Total	155	100

Tableau 3. Manque de persévérance des étudiants pour les activités leur proposées

Occurrences	Fréquences	Pourcentages
OUI	103	66,4
NON	29	18,7
INDECIS	23	14,8
Total	155	100

Tableau 4. Manque de valorisation des activités d'apprentissage proposées

Occurrences	Fréquences	Pourcentages
OUI	111	71,6
NON	28	18
INDECIS	16	10,3
Total	155	100

Tableau 5. Ennuie des étudiants dans la réalisation des travaux pratiques.

Occurrences	Fréquences	Pourcentages
OUI	95	61,3

NON	44	28,4
INDECIS	16	10,3
Total	155	100,0

Tableau 6. Manquent des espaces où s'exercer à la réalisation des travaux productifs.

Occurrences	Fréquences	Pourcentages
OUI	95	61,3
NON	34	21,9
INDECIS	26	16,8
Total	155	100,0

Tableau 7. Désintérêt des enquêtés à travailler en groupe.

Occurrences	Fréquences	Pourcentages
OUI	113	72,9
NON	18	11,6
INDECIS	24	15,5
Total	155	100,0

Tableau 8. Participation collective dans la réalisation des travaux et des projets en groupe.

Occurrences	Fréquences	Pourcentages
OUI	105	67,7
NON	17	11
INDECIS	33	21,3
Total	155	100,0

Tableau 9. Présentation et communication des résultats des projets réalisés

Occurrences	Fréquences	Pourcentage
OUI	31	20,0
NON	107	69,0
INDECIS	17	11,0
Total	155	100,0

Tableau 10. Répartition des tâches en vue de réaliser le projet d'apprentissage.

Occurrences	Fréquences	Pourcentages
OUI	110	71,0
NON	44	28,4
INDECIS	1	,6
Total	155	100,0

Tableau 11. Enseignement théorique par les enseignants

Occurrences	Fréquences	Pourcentages
OUI	1	20,0
NON	4	80,0
Total	5	100,0

Tableau 12. Recherche de l'intérêt et/ou des besoins des étudiants.

Occurrences	Fréquences	Pourcentages
OUI	3	60,0
NON	1	20,0
INDECIS	1	20,0
Total	5	100,0

Tableau 13. Vérification du niveau d'avancement de la réalisation des travaux

Occurrences	Fréquences	Pourcentages
OUI	4	80,0
NON	1	20,0
Total	5	100,0

Pour ce qui est de l'invitation aux étudiants en vue d'exposer les travaux et le projet qu'ils réalisent encore ou qu'ils ont déjà finalisé, 100% des enseignants ont répondu par l'affirmatif ; et après dépouillement des réponses tous

les cinq sujets enquêtés soient 100% d'enseignants ont confirmé qu'ils n'imposent pas à leurs apprenants ce qu'ils doivent mettre dans les travaux et ne l

Tableau 14. Résultats de la grille d'observation des séquences d'apprentissage par projet réalisées dans 7 promotions du Département d'Agrovétérinaire à l'ISP/Bukavu.

Etapes	Fréquences observées	%
Le débat collectif pour arrêter le choix et définir le projet.	7	100
La répartition des rôles et des tâches à accomplir par les groupes.	1	14
La définition des objectifs du projet avec les étudiants.	5	71
La planification de la réalisation des tâches	3	42
L'échange régulier sur l'avancement des travaux	6	86
La présentation des résultats des travaux en cours de réalisation.	5	71

Analyse approfondie

Les données contenues dans les tableaux de distribution des fréquences sont telles que, 67,1% des étudiants du Département d'Agrovétérinaire de l'ISP/Bukavu soutiennent que dans la réalisation des travaux en groupe, certains étudiants veulent réussir par la facilité ou sans y avoir participé ; 67, 7% de ces étudiants ne sont pas motivés de participer aux travaux; 66,4% de ces derniers ne persèverent pas et se désengagent ; 71,6% d'eux n'arrivent pas à donner de la valeur à des activités d'apprentissage qui leur sont proposées par leurs enseignants ; 61,3% s'ennuient quand leurs enseignants proposent des travaux pratiques et ils manquent des

espaces où s'exercer à réaliser les travaux productifs ; 72,9% se sentent désintéressés à travailler en groupe ; 67,7% ne viennent pas participer avec les autres à la réalisation des travaux en groupe, et/ou des projets ; 69% ne trouvent pas le temps de communiquer les résultats des travaux (projets) ; et 71% ne se répartissent pas les différentes tâches afin d'arriver aux différentes phases de réalisation du projet d'apprentissage. En outre, de sept leçons observées, 5 d'elles soit 71% n'ont pas tenu compte du critère de présentation des résultats des travaux en cours de réalisation, et celui de la publication des travaux ou la mise à la disposition du projet auprès du public.

Ces résultats nous ont amené à la confirmation de la première hypothèse de ce travail selon laquelle, les difficultés rencontrées par les étudiants du Département d'Agrovétérinaire de l'Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu dans le cadre de l'apprentissage par projet seraient : la recherche de facilité par certains collègues étudiants en groupes de travail ; le manque de motivation, d'engagement et de persévérance pour les activités leur proposées par les enseignants ; l'absence d'une logique de réflexion et de l'action de la part des étudiants ; l'insuffisance des espaces en vue des expériences tâtonnées pour les travaux productifs ; l'incapacité d'envisager la tâche de façon voulue, décidée collectivement ; le manque d'engagement des membres du groupe dans un esprit de coopération, etc.

Pour ce qui est des résultats de la seconde hypothèse, 80% des enseignants du Département d'Agrovétérinaire de l'ISP/Bukavu ne répartissent pas eux-mêmes aux étudiants les rôles et les tâches à accomplir par les groupes, pour réaliser un projet ; 80% des enseignants mettent beaucoup d'accent sur la pratique que sur la théorie ; 60% veulent savoir ce qui intéresse leurs

étudiants avant de leur proposer des travaux à réaliser; 80% surveillent le niveau d'avancement des étudiants par rapport à la réalisation des travaux, et échangent régulièrement sur l'avancement des travaux en cours de réalisation; 100% invitent les étudiants à exposer les travaux et le projet en réalisation ou finalisé ; 100% n'imposent pas à leurs apprenants ce qu'ils doivent mettre dans les travaux et ne leur donnent pas des limites pour le projet à réaliser ; 80% des enquêtés font le débat collectif avec leurs étudiants dans le but de mettre en place un projet d'apprentissage ; 100% des répondants échangent avec leurs étudiants dans le but de perfectionner les travaux en cours de réalisation ; 100% mettent les résultats des projets d'apprentissages auprès du public, et 80% ne répartissent pas eux-mêmes aux étudiants les rôles et les tâches à accomplir par les groupes pour réaliser un projet.

Quant aux résultats issus des observations, 100% des leçons observées prennent compte du débat collectif pour arrêter le choix et définir le projet ; 71% obéissent à la définition des objectifs du projet avec les étudiants, et à la présentation des résultats des travaux en cours de réalisation ; 86% des séquences d'apprentissage observées se conforment à la règle d'échanges réguliers sur l'avancement des travaux en cours de réalisation.

Ces deux groupes de résultats rejettent notre seconde hypothèse qui stipule que « les enseignants du Département d'Agrovétérinaire de l'Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu ne mettraient pas leurs étudiants dans des situations d'apprentissage leur demandant des réalisations concrètes en vue de leur apprentissage, étant donné qu'ils donneraient des enseignements magistraux ».

IV. Discussion

Contrairement à notre première hypothèse confirmée selon laquelle, « les difficultés rencontrées par les étudiants du Département d'Agrovétérinaire de l'Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu dans le cadre de l'apprentissage par projet seraient :

- la recherche de facilité par certains collègues étudiants en groupes de travail ;
- le manque de motivation, d'engagement et de persévérance pour les activités leur proposées par les enseignants ;
- l'absence d'une logique de réflexion et de l'action de la part des étudiants ; etc.

Océane Genest (2012) trouve que la pédagogie de projet a un impact très significatif sur la motivation. Les pédagogues de l'éducation nouvelle chantent le système basé sur les intérêts de l'élève et autour de ce dernier.

Ovide Decroly, considère également qu'une connaissance est intégrée lorsque l'enfant l'a lui-même découverte et exprimée.

La pédagogie cognitive rencontre également cette idée et renvoie notre confirmation qui trouve à 72,9% que les étudiants du Département d'Agrovétérinaire à l'ISP/Bukavu ne sont pas intéressés par les travaux en groupes dans l'apprentissage par projet, à des nouvelles réflexions : elle met également l'accent sur la motivation qui constitue une part importante dans l'acquisition des connaissances (Arpin ; Capra, 2000). Or, dans la pédagogie de projet l'élève est motivé à élaborer le projet auquel il adhère, vit activement toutes les étapes avec une volonté de réussir et d'en voir la réalisation».

Notre étude dans sa première hypothèse trouve le contraire : les étudiants du Département d'Agrovétérinaire de l'ISP/Bukavu éprouvent des difficultés dans l'apprentissage par projet.

Ils visent la réussite facile; ne sont pas motivé dans les différents projets, se désengagent dans la réalisation des tâches, manquent la persévérance pour les activités leur proposées par les enseignants ; n'envisagent pas la tâche de façon voulue, décidée collectivement ; ne se concentrent pas dans le groupe de travail dans un esprit de coopération. Cette disconcordance entre nos résultats et les conclusions trouvées par d'autres chercheurs peut se justifier notamment par le fait que :

- Plusieurs étudiants du Département d'Agrovétérinaire en particulier et de l'ISP/Bukavu en général, ne font pas de leurs études une priorité de vie et pensent que les enseignants peuvent tout faire et/ou mieux faire pour qu'ils apprennent.
- Beaucoup d'étudiants, lorsqu'ils ont un travail en groupe pensent que leurs collègues qui se débrouillent mieux peuvent tout faire et leur donner à la fin des thèmes à exposer en cas de besoin ;
- Certes, ces étudiants n'ont pas encore compris l'importance de l'action collective qui pourtant a plus d'efficacité dans le cadre d'apprentissage par projet ;
- Etant donné que l'apprentissage par projet est une approche visant également à responsabiliser l'étudiant, ce dernier n'a pas encore compris le bien-fondé de son rôle dans l'apprentissage par projet ; etc.

Pour ce qui est de la seconde hypothèse, Si Clément Schouwey (2016) s'intéresse à l'importance accordée aux Travaux Pratiques dans l'enseignement en mettant l'accent sur la compréhension de la théorie, les techniques de manipulation, la méthode scientifique, et l'accroissement de la motivation des élèves ; le

pragmatisme à travers William James dans ses travaux qui déclare : « est vrai ce qui se révèle opérant dans la pratique », renoue avec les exigences de la vie pratique.

Le « Learning by doing » veut montrer que l'école doit donner à l'enfant la possibilité d'observer, d'agir et de découvrir. Dans la même logique 80% des enseignants du Département d'Agrovétérinaire à l'ISP/Bukavu, mettent beaucoup plus l'accent sur la pratique que sur la théorie et veut que leurs apprenants soient capables d'apprendre par leurs propres réalisations concrètes.

C'est ce que justifie le courant de l'éducation nouvelle à travers (John Dewey et John Heard Kilpatrick) qui ont trouvé que l'apprenant doit être acteur de sa formation, doit devenir plus actif, et plus expérimentateur.

La même raison justifie l'affirmation de Célestin Freinet qui voit que, rendre les élèves actifs est primordial. En chevauchement, notre étude montre que les enseignants du Département d'Agrovétérinaire de l'ISP/Bukavu, mettent une importance particulière sur les activités liées à l'expérience que l'étudiant doit réaliser pour apprendre. Cette conclusion est soutenue aussi par Melili Samiha (2013) qui montre que le domaine de la pédagogie par projet est intéressant dans le système éducatif, parce qu'il aide et encourage les apprenants à réaliser des travaux de recherche, soit individuellement ou en groupe, et que l'adaptation de cette pédagogie dans une classe améliore l'écrit des apprenants à partir de la réalisation des projets. L'individu apprend mieux selon Océane Genest (2012) à travers la pédagogie de projet qui est une méthode d'enseignement active qui promeut l'importance de l'apprentissage par l'expérience.

Ces conclusions assez convergentes emboîtent le pas à l'infirmerie de notre seconde hypothèse à laquelle cette étude est arrivée, laquelle infirmerie a mis en cause l'hypothèse de non-accompagnement et placement des

étudiants du Département d'Agrovétérinaire de l'ISP/Bukavu dans des contingences leur permettant d'apprendre par projet.

Conclusion

Cette recherche nous a permis de découvrir que les étudiants du département d'agrovétérinaire à l'ISP/Bukavu connaissent plusieurs difficultés d'apprentissage par projet, notamment le manque de motivation, l'engagement insuffisant, la recherche de facilité en groupe, l'absence de logique collective et l'insuffisance des espaces pour les travaux pratiques. En revanche, les enseignants placent les étudiants dans des situations d'apprentissage favorisant des productions concrètes, contredisant l'hypothèse initiale.

Ainsi, quelques propositions concrètes peuvent être envisagées :

Aux enseignants, faire en sorte que le sujet du projet d'apprentissage ait une valeur affective pour les étudiants; n'imposer la division des tâches aux étudiants, cela a un effet négatif sur leur investissement ; planifier un projet motivant et centré sur les intérêts des étudiants ; **interagir** avec les étudiants en vue du projet ; inviter les étudiants à la communication et au partage des apprentissages réalisés.

Aux étudiants, considérer l'enseignant comme régulateur des réflexions ; s'engager personnellement dans leurs apprentissages car, le projet suppose une entreprise où chacun s'investit et réalise de manière décidée et voulue une tâche ; considérer l'importance de l'efficacité de l'action collective dans l'apprentissage.

En définitive, l'efficacité de l'apprentissage par projet dépend de l'implication active des étudiants et de l'organisation pédagogique des enseignants.

Bibliographie

1. Arpin, L., Capra, S., & Dionne, J. (2000). L'apprentissage par projets. Montréal : Chenelière/McGraw-Hill.
2. Hubert, M. (1999). Apprendre en projets : la pédagogie du projet-élèves, Lyon : Chronique Sociale.
3. Mélili, S. (2013). L'impact de la pédagogie du projet sur l'écrit des apprenants : Cas de la première année secondaire du lycée Mohammed Bousbia à Biskra, [Mémoire de Master, Université de Biskra].
4. Océane, G., & collaborateurs. (2012). L'impact de la pédagogie de projet sur la motivation, le sens et le développement des compétences transversales, Haute École Pédagogique de Lausanne.
5. Schouwey, C. (2016). C'est quoi un bon TP ? La didactique du travail pratique de chimie au secondaire II, HEP Vaud.
6. Stéphanie, M., 2012. Le cas d'une enseignante québécoise reconnue pour son expertise en pédagogie de projet : regard qualitatif sur sa pratique en classe du primaire, Presses de l'Université du Québec

Par Ass1. ELIA CIBUGA Hervé

Chap VII. VOIES DE SORTIE DE LA POPULATION DU NORD ET SUD KIVU EN PERIODE POST CONFLIT : PERSPECTIVES DE L'ORGANISATION HUMANITAIRE CAPED ONG

Par CT. Master Justin KABUMBA KARUBAMBA

Biographie de l'Auteur

Justin KABUMBA KARUBAMBA est licencié en Psychologie et science de l'éducation, dans l'administration et inspection scolaire AIELS de l'Université progressiste de Grand Lac « UPROGL ». Acteur actif dans l'éducation formelle et non formelle dans la province du Nord Kivu. Promoteur et Gestionnaire des Complexes Scolaires Bethel I& II. Initiateur du Centre d'apprentissage professionnel CAP MAISHA MEMA pour l'encadrement des jeunes dans les métiers. Initiateur du centre de rattrapage scolaire CRS BETHEL pour l'encadrement des enfants vulnérables. Secrétaire provincial du CEPACO Nord-Kivu ; (Collectif des écoles privées agréées du Congo) et Coordinateur Provincial adjoint chargé de l'administration dans la même institution. Licencié Associé en Développement Communautaire, gestion et administration des projets de l'Universitaire Saint Joseph de Goma.



Fondateur Président du Conseil d'Administration de l'ONG CAPED (collectif d'associations en collaboration pour la paix, l'éducation et le développement). Animé d'un esprit humanitaire et scientifique, l'auteur poursuit ses démarches pour épanouir l'accès à l'éducation et le développement à la population vulnérable à travers la province du nord Kivu en particulier et la RD Congo en général. Prestataire aux Universités de la place et auteur des plusieurs articles scientifiques publiés à la maison d'édition ORASSU International.

Les plus récents : La covid-19 face à l'imaginaire collectif dans la ville de Goma : quelle lecture pour quelle interprétation, in ORASSCOPIE I ; Renforcement de capacité socioéconomique de la population du nord Kivu, pendant et après covid-19 cas des vendeurs des denrées alimentaires, in ORASSCOPIE I

Résumé

Les conflits armés engendrent des conséquences profondes sur les sociétés, notamment la destruction des infrastructures, les traumatismes psychosociaux, l'affaiblissement des institutions et l'effondrement des activités économiques. Dans les contextes post-conflit, la reconstruction sociale et économique devient une priorité afin de restaurer la paix et d'assurer un développement durable. Cet article analyse les principales voies de sortie pour les populations affectées par les conflits, en mettant l'accent sur la reconstruction de la cohésion sociale, la prise en charge psychosociale, la relance économique, la réforme institutionnelle et la réintégration des ex-combattants. L'étude adopte une approche multidimensionnelle fondée sur la littérature scientifique relative aux sociétés.

Mots-clés : Post-conflit, Reconstruction sociale, paix durable, relance économique, résilience communautaire.

1. Introduction

Les conflits armés représentent l'un des principaux obstacles au développement humain et à la stabilité des sociétés. Dans de nombreuses régions du monde, particulièrement en Afrique, les guerres ont provoqué des crises humanitaires, des déplacements massifs de populations et une fragilisation des structures étatiques. Les périodes post-conflit constituent ainsi des moments critiques où les sociétés doivent reconstruire leurs institutions, restaurer la confiance sociale et relancer les activités économiques.

La reconstruction post-conflit ne se limite pas à la cessation des hostilités. Elle implique un processus complexe visant à transformer les causes structurelles du conflit et à instaurer une paix durable. Dans ce contexte, plusieurs stratégies sont mobilisées pour accompagner les populations dans la transition vers la stabilité. Ces stratégies incluent la réconciliation nationale, la reconstruction économique, la prise en charge psychosociale des victimes et la réforme des institutions.

Comprendre le collectif d'associations en collaboration pour la paix, l'éducation et le développement caped ong

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU CAPED ONG

Le Collectif d'Associations en Collaboration pour la Paix, l'Éducation et le Développement (CAPED ONG) est une organisation non gouvernementale congolaise engagée dans la promotion du développement communautaire durable, de l'éducation inclusive et de la consolidation de la paix en République Démocratique du Congo.

Créé dans un contexte marqué par des crises socio-économiques, humanitaires et sécuritaires dans l'Est de la RDC, le CAPED vise à fédérer plusieurs associations locales autour d'une vision commune : construire des communautés résilientes, autonomes et pacifiques à travers l'éducation, l'entrepreneuriat et l'inclusion sociale.

Le siège de l'organisation est situé dans la ville de Goma, province du Nord-Kivu, une région fortement affectée par les conflits armés, les déplacements de population et la pauvreté structurelle. Dans ce contexte, CAPED développe des initiatives communautaires visant à améliorer les conditions de vie des populations vulnérables, particulièrement les femmes, les filles et les ménages défavorisés.

VISION

La vision du CAPED est celle d'une société congolaise pacifique, éduquée, équitable et économiquement autonome, où les femmes, les filles et les communautés marginalisées participent activement au développement socio-économique.

MISSION

La mission du CAPED consiste à :

- (1) Promouvoir la paix et la cohésion sociale dans les communautés locales ;
- (2) Renforcer l'éducation et l'alphabétisation des populations vulnérables ;
- (3) Appuyer l'autonomisation économique des femmes et des jeunes ;
- (4) Encourager les initiatives communautaires de développement durable et inclusif ;
- (5) Servir de plateforme de collaboration entre les associations locales, les partenaires techniques et financiers et les communautés bénéficiaires.

DOMAINES D'INTERVENTION

Les interventions du CAPED s'articulent principalement autour de plusieurs axes stratégiques :

1. Paix et cohésion sociale

Le CAPED développe des initiatives de consolidation de la paix, de dialogue communautaire et de prévention des conflits dans les zones affectées par les crises sécuritaires.

2. Éducation et alphabétisation

L'organisation met en œuvre des programmes d'alphabétisation fonctionnelle destinés aux femmes et aux filles, afin de renforcer leurs capacités d'autonomie sociale et économique.

3. Autonomisation économique des femmes

Le CAPED accompagne les femmes et les filles vulnérables dans :

- (1) la création d'activités génératrices de revenus ;
- (2) la gestion de petits commerces ;

- (3) l'accès aux systèmes de crédit rotatif et d'épargne communautaire.

4. Développement communautaire

L'organisation soutient les initiatives locales visant à améliorer les conditions de vie des communautés, notamment dans les domaines de l'agriculture, du commerce local et de la résilience économique.

APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE :

AVEC – Femmes – Filles – Familles (AFIII)

Dans le cadre de ses programmes de développement, le CAPED applique une approche participative appelée :

« AVEC – Femmes – Filles – Familles (AFIII) »

Cette approche s'inspire du modèle des **Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC)** et vise à renforcer les dynamiques d'entraide communautaire.

Elle repose sur plusieurs principes :

- (1) la solidarité économique entre femmes ;
- (2) la formation en alphabétisation fonctionnelle ;
- (3) la gestion collective de l'épargne et du crédit rotatif ;
- (4) L'implication des familles et des communautés dans les processus d'autonomisation économique.

Cette méthodologie favorise l'inclusion sociale et permet aux bénéficiaires de développer progressivement leur autonomie économique.

PROJET : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES DES FEMMES ET FILLES

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme **GEWEP III**, le CAPED a proposé un projet intitulé :

« Renforcement des capacités socio-économiques de la population du Nord-Kivu pendant et après la COVID-19 : cas des femmes et filles vulnérables vendeuses de denrées alimentaires dans la ville de Goma. »

Ce projet s'inscrit dans le lot n°1 : Développement socio-économique et alphabétisation des femmes et filles vulnérables.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La pandémie de COVID-19 a fortement affecté l'économie des ménages dans la province du Nord-Kivu, notamment les femmes exerçant dans le commerce informel des denrées alimentaires.

Ces femmes constituent un pilier essentiel de la sécurité alimentaire locale mais restent confrontées à plusieurs défis :

- (1) Manque d'accès au crédit ;
- (2) Faible niveau d'alphabétisation ;
- (3) Précarité économique ;
- (4) Vulnérabilité sociale.

Face à cette situation, le CAPED a initié un programme visant à renforcer les capacités socio-économiques de 24 500 femmes et filles vulnérables dans la ville de Goma et les territoires environnants.

OBJECTIF GLOBAL

Promouvoir les initiatives économiques et entrepreneuriales des femmes et des filles à travers le renforcement de leurs capacités socio-économiques dans la province du Nord-Kivu.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- (1) Renforcer les compétences des femmes et des filles vulnérables en alphabétisation fonctionnelle.
- (2) Mettre en place des groupes d'épargne et de crédit rotatif (AVEC).
- (3) Favoriser la création et la consolidation d'activités génératrices de revenus.
- (4) Améliorer les conditions de vie et la résilience économique des ménages.

ZONE D'INTERVENTION

Les activités du projet couvrent :

- (1) Ville de Goma
- (2) Territoire de Nyiragongo
- (3) Territoire de Masisi
- (4) Territoire de Rutshuru

Province du Nord-Kivu, en République démocratique du Congo.

DURÉE DU PROJET

La durée du projet est de cinq (5) ans, allant de juillet 2020 à juillet 2025, suivie d'une phase d'évaluation des impacts sur les 24 500 bénéficiaires directes.

CADRE JURIDIQUE

Le CAPED est une organisation légalement reconnue en République Démocratique du Congo et dispose de plusieurs documents administratifs et juridiques, notamment :

- (1) Personnalité juridique : N° **JUS/SG/20/1893/2018**
- (2) Arrêté ministériel : N° **056/MINDER/BBJ/ONG-ASBL/2018**
- (3) Contrat de partenariat avec le Gouvernement central
- (4) Arrêté provincial d'autorisation de fonctionnement
- (5) Statuts et règlement intérieur enregistrés sous acte notarié.

Ces documents attestent de la légitimité et de la capacité institutionnelle du CAPED à mettre en œuvre des projets de développement en partenariat avec les institutions nationales et internationales.

2. Approche méthodologique

Cette étude adopte une méthodologie qualitative basée sur l'analyse documentaire. Les données utilisées proviennent de travaux scientifiques, de rapports d'organisations internationales et d'études portant sur les processus de reconstruction dans les sociétés affectées par les conflits armés.

L'analyse repose sur une approche multidisciplinaire intégrant les perspectives de la sociologie, de la psychologie sociale, de l'économie du développement et des sciences politiques.

Cette approche permet de comprendre les dynamiques sociales et institutionnelles qui influencent les processus de sortie de crise.

3. Reconstruction de la cohésion sociale et processus de réconciliation

Après un conflit, les sociétés sont souvent marquées par la méfiance, la fragmentation sociale et les tensions intercommunautaires.

La reconstruction de la cohésion sociale constitue ainsi une étape essentielle dans la consolidation de la paix.

Les mécanismes de réconciliation nationale jouent un rôle central dans ce processus. Les dialogues communautaires, les commissions vérité et réconciliation ainsi que les initiatives locales de médiation contribuent à restaurer la confiance entre les groupes sociaux. Ces mécanismes permettent également de reconnaître les souffrances des victimes et de favoriser la réparation morale et symbolique.

Par ailleurs, la promotion d'une culture de paix à travers l'éducation, les médias et les organisations communautaires constitue un levier important pour prévenir la résurgence des violences.

4. Prise en charge psychosociale et résilience communautaire

Les conflits armés engendrent des traumatismes psychologiques profonds chez les populations. Les victimes de violences, les déplacés internes et les anciens enfants soldats sont particulièrement vulnérables.

Dans ce contexte, les programmes de soutien psychosocial jouent un rôle crucial dans la reconstruction individuelle et collective. Ces programmes incluent l'accompagnement thérapeutique, les groupes de soutien communautaire et les interventions psychosociales destinées à renforcer la résilience des populations.

La prise en charge psychosociale contribue non seulement à la guérison des individus, mais également à la reconstruction du tissu social.

5. Relance économique et reconstruction des moyens de subsistance

La guerre entraîne généralement la destruction des infrastructures économiques et la perte des moyens de subsistance. La relance économique constitue donc un élément central de la stabilisation post-conflit.

Plusieurs stratégies peuvent être mises en œuvre :

la reconstruction des infrastructures de base telles que les routes, les écoles et les centres de santé ;
le soutien à l'agriculture et aux activités rurales ;
la promotion de l'entrepreneuriat local et des petites et moyennes entreprises ;

la mise en place de programmes de création d'emplois.

Ces initiatives permettent de réduire la pauvreté et de prévenir la marginalisation socioéconomique qui peut alimenter de nouveaux conflits.

6. Réforme institutionnelle et gouvernance

Les conflits armés sont souvent liés à des crises de gouvernance et à des institutions fragiles. La reconstruction post-conflit nécessite ainsi des réformes institutionnelles visant à renforcer la légitimité de l'État et la confiance des citoyens.

Les principales réformes concernent :

La réforme du secteur de la sécurité (armée, police et justice) ;

La promotion de la transparence et de la lutte contre la corruption ;

Le renforcement de la participation citoyenne dans les processus politiques.

Des institutions solides et inclusives constituent un facteur déterminant pour la consolidation de la paix.

7. Réintégration des ex-combattants

La réintégration des anciens combattants représente un défi majeur dans les contextes post-conflit. Les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) visent à faciliter la transition des ex-combattants vers la vie civile.

Ces programmes incluent généralement :

La collecte et la destruction des armes ;

La formation professionnelle ;

L'appui à l'insertion économique.

Une réintégration réussie contribue à réduire les risques de reprise des hostilités.

8. Discussion

L'analyse montre que la sortie de crise repose sur une approche intégrée combinant des interventions sociales, économiques et politiques. Les expériences observées dans plusieurs contextes post-conflit démontrent que l'absence de coordination entre ces différentes dimensions peut compromettre la stabilisation à long terme.

Par ailleurs, l'implication des communautés locales dans les processus de reconstruction apparaît comme un facteur déterminant pour garantir la durabilité des initiatives de paix.

9. Conclusion

La reconstruction des sociétés en période post-conflit constitue un processus complexe qui nécessite des interventions multidimensionnelles. La consolidation de la paix durable repose sur la restauration de la cohésion sociale, la prise en charge des traumatismes, la relance économique et la réforme des institutions.

L'efficacité de ces stratégies dépend largement de la participation active des populations, du renforcement des institutions nationales et du soutien de la communauté internationale. Une approche inclusive et participative demeure essentielle pour transformer les sociétés post-conflit et prévenir la récurrence des violences.

Bibliographie

Anderlini, S. (2007). *Les femmes qui construisent la paix : ce qu'elles font, pourquoi cela compte.*

Autesserre, S. (2010). *Les problèmes avec le Congo : violence locale et échec de la consolidation de la paix internationale.*

Barakat, S., & Zyck, S. (2009). *L'évolution de la reprise post-conflit.*

Boutros-Ghali, B. (1992). *Un programme pour la paix : diplomatie préventive, pacification et maintien de la paix.*

Collier, P. (2007). *Le milliard le plus bas : pourquoi les pays les plus pauvres échouent et que peut-on y faire.*

Collier, P., Hoeffler, A., & Söderbom, M. (2008). *Risques post-conflit.*

Galtung, J. (1996). *Paix par des moyens pacifiques : paix et conflits, développement et civilisation.*

Lederach, J. P. (1997). *Construire la paix : réconciliation durable dans les sociétés divisées.* Washington, DC : United States Institute of Peace Press.

Mac Ginty, R. (2011). *Consolidation de la paix internationale et résistance locale : formes hybrides de paix.* Londres

Organisation des Nations Unies (ONU). (2012). *Consolidation de la paix post-conflit et reconstruction.*

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2016). *Maintenir la paix : une nouvelle vision pour le travail des Nations Unies.* New York.

Banque mondiale. (2011). *Rapport sur le développement mondial 2011 : Conflit, sécurité et développement.* Washington, DC : Banque mondiale.

Par CT. Master Justin KABUMBA KARUBAMBA

Chap. VIII. L'IMPLICATION DES COMMUNAUTES RIVERAINES DU PARC NATIONAL DE KAHUZI-BIEGA DANS LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE. CAS DU GROUPEMENT DE BITALE CHEFFERIE DE BULOHO EN TERRITOIRE DE KALEHE, AU SUD KIVU A L'EST DE LA RDCONGO.

Par MAPENDO NEEMA Justine¹ Jean Pierre WETEKAYE
NALUGANDA²
& AMULI MAONEO John³

Biographie des auteurs

Mme MAPENDO NEEMA Justine, née le 23 décembre 1976 à Luntukulu, est une enseignante universitaire, spécialiste en santé et développement communautaire, et experte en gouvernance forestière, de nationalité congolaise. Elle réside à Bukavu, dans la province du Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo. Mariée, elle est fille de Nshogombi Byamungu Ernest et de Nabintu M'Kajiramugabi Anna. Dotée d'un solide parcours académique et professionnel, Mme Mapendo Neema



Justine est titulaire d'un Bachelor en Santé et Développement Communautaire ainsi que d'un Master en Gouvernance Forestière. Elle a débuté ses études universitaires à l'Université Évangélique en Afrique (UEA/Bukavu), au sein de la Faculté de Théologie, avant

de poursuivre et d'approfondir sa formation à la Free University of the Great Lakes Countries (ULPGL/Bukavu), Faculté de Santé et Développement Communautaire, où elle a obtenu son diplôme de graduation.

Avant ses études universitaires, elle a effectué ses études secondaires en Pédagogie Générale à l'Institut Fadhili de Bukavu, sanctionnées par un Diplôme d'État, après une formation primaire à l'École Primaire CHAI.

Parallèlement à sa formation académique, Mme Mapendo Neema Justine a suivi de nombreuses formations professionnelles complémentaires, notamment en :

- Leadership féminin et genre,*
- Construction de la paix,*
- Protection des enfants (Résolution 1612),*
- Communication pédagogique,*
- Qualité de l'enseignement universitaire,*
- Système LMD (Licence–Master–Doctorat),*
- Leadership et gouvernance éducative.*

Ces formations ont été organisées par des institutions reconnues telles que l'ULPGL, la Commission des Études Permanentes, RIO/CRP, ONE NEW DAY, la Coordination Provinciale des Écoles Protestantes du Sud-Kivu, ainsi que l'Université de Dschang (Cameroun) en partenariat avec l'ULPGL-Goma.

Sur le plan professionnel, Mme MAPENDO NEEMA Justine totalise plus de quinze années d'expérience dans l'enseignement supérieur et universitaire. Depuis 2010 jusqu'à ce jour, elle est enseignante à l'ULPGL/Bukavu, où elle a successivement exercé comme :

- Chargée de cours à la Faculté de Santé (2010–2017),*
- Associée à la Faculté de Théologie (2018–juin 2023),*
- Enseignante permanente contribuant à la formation académique, éthique et communautaire des étudiants.*

Elle est reconnue pour son engagement dans la promotion de l'éducation de qualité, le leadership féminin, la paix durable, la santé communautaire et la formation des cadres universitaires. Sur le plan linguistique et informatique, Mme Mapendo Neema Justine maîtrise parfaitement le français et le swahili, et possède une bonne connaissance de l'anglais. Elle utilise couramment les outils informatiques standards tels que Windows, Word, Excel et PowerPoint. Par son parcours, Mme MAPENDO NEEMA Justine incarne une figure académique engagée, alliant rigueur scientifique, valeurs humaines, foi, et service à la communauté, contribuant activement au développement de l'enseignement supérieur et au renforcement des capacités en République Démocratique du Congo.

Jean-Pierre WETEKAYE NALUGANDA est enseignant du supérieur, chercheur et praticien du développement communautaire, de la gestion de projets, de l'agroforesterie et de la résilience environnementale, engagé depuis plus de quinze ans dans les actions de reconstruction post-conflit, de sécurité alimentaire et de lutte contre le changement climatique en République Démocratique du Congo. Il est né le 7 juillet 1974 à Bagira, dans la province du Sud-Kivu, et est



originaire du territoire de Kalehe (Bunyakiri). Il est titulaire de deux Licences en Développement communautaire, administration, entrepreneuriat et gestion de projets, obtenues respectivement à l'Institut Supérieur de Management (ISM/Bukavu) et à l'Institut Supérieur d'Études Économiques et Coopératives (ISEC/Nyangezi). Il est également détenteur d'un Graduat en Santé et Développement communautaire de l'ULPGL/Goma (délocalisée à Bukavu), ainsi que d'un Diplôme d'État en Technique sociale.

Son parcours académique est enrichi par plusieurs formations spécialisées nationales et internationales, notamment à l'Université de Liège (Belgique) et à Thiès (Sénégal), axées sur la capitalisation des expériences, la gestion des ressources naturelles, l'agroécologie, l'agroforesterie et les stratégies d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.

Il a également bénéficié de formations avec Caritas, Oxfam et UNICEF sur la sécurité alimentaire, la protection, le genre, la gouvernance foncière, la collecte de données, l'alerte précoce et la consolidation de la paix en zones post-conflit.

En juillet 2023, il est nommé Chef de Travaux de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU) par arrêté ministériel. À ce titre, il exerce comme Chef de travaux et enseignant dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur, notamment à l'Institut Supérieur d'Agroforesterie et Gestion de l'Environnement (ISAGE), à l'IBTP/Nyangezi et à l'ISEC/Nyangezi, où il intervient dans les domaines de l'étude d'impact environnemental, du développement communautaire et de la gestion de projets. Parallèlement à sa carrière académique, Jean-Pierre Wetekaye Naluganda exerce actuellement comme Agent à l'Office des Voies de Desserte Agricole (OVDA) du Sud-Kivu. Dans ce cadre, il contribue aux actions d'aménagement, de suivi et de gestion des infrastructures rurales visant à améliorer l'accessibilité des zones de production agricole, à renforcer la sécurité alimentaire et à soutenir le développement socio-économique des communautés rurales.

Sur le plan professionnel, il a occupé des fonctions de superviseur et encadreur au sein de Caritas Développement Bukavu, notamment dans les projets de désarmement, démobilisation et réinsertion socio-économique des ex-combattants, de cohésion sociale et de sécurité alimentaire. Il a également été coordinateur provincial de l'organisation VISACO-ENVIRONNEMENT, où il a conduit des projets d'agroforesterie, de reforestation, de gestion durable des forêts, d'activités génératrices de revenus (AGR) et de réponse humanitaire, en faveur des populations vulnérables affectées par les conflits armés et les catastrophes naturelles.

Ses actions de terrain ont couvert plusieurs territoires du Sud-Kivu, notamment Kalehe, Kabare, Walungu et la ville de Bukavu, avec un accent particulier sur la sensibilisation environnementale, la bonne gouvernance des ressources naturelles, la protection des peuples autochtones, la résilience communautaire et la lutte contre le changement climatique.

Chercheur engagé, il est auteur et co-auteur de publications scientifiques parues dans la revue du Centre de Recherche Scientifique Interdisciplinaire de Kahuzi-Bièga (CERSI), portant sur le changement climatique, les dynamiques socio-économiques rurales et les systèmes de production agricole en milieu congolais.

Parlant couramment le français et le swahili, et maîtrisant plusieurs langues locales, Jean-Pierre WETEKAYE NALUGANDA est reconnu pour sa rigueur, son sens de l'engagement communautaire, sa capacité de coordination et son professionnalisme dans des contextes sensibles. À travers l'enseignement, la recherche et l'action publique, il œuvre pour un développement rural durable, inclusif et résilient en République Démocratique du Congo.

a) **AMULI MAONEO John**



AMULI MAONEO John est sociologue de formation, licencié en sociologie depuis 2013, spécialisé dans les dynamiques communautaires, la protection sociale et le développement local dans l'Est de la République Démocratique du Congo. Originaire de la province du Sud-Kivu, il exerce principalement à Bukavu et dans les territoires environnants, notamment Kalehe et Bunyakiri, des zones marquées par des défis sécuritaires, humanitaires et socioéconomiques complexes.

Son parcours scientifique et professionnel s'inscrit dans une approche intégrée alliant recherche académique, intervention communautaire et encadrement universitaire. Doté d'une solide expérience de terrain, il a développé une expertise particulière dans les domaines suivants :

- (1) Protection de l'enfance et gestion de cas
- (2) Lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre (VBG)
- (3) Inclusion sociale et autonomisation socioéconomique des femmes
- (4) Approches AGR (Activités Génératrices de Revenus), incubation et coopératives
- (5) Monitoring et évaluation de projets
- (6) Mobilisation communautaire et conduite de focus groups

(7) *Sensibilisation en éducation et protection en contexte de déplacement*

Sur le plan académique, il exerce comme Assistant du Premier Mandat à l'Institut Supérieur d'Agroforesterie et de Gestion de l'Environnement (ISAGE/Kahuzi-Biega), après avoir également servi à l'ISTPA/Bukavu. Il intervient dans l'enseignement de la sociologie générale, de la sociologie du travail, de la psychologie sociale, de la sociologie de la pauvreté ainsi que dans les méthodes de recherche en sciences sociales. Il encadre les travaux de recherche des étudiants, participe aux jurys académiques et contribue à la rédaction des supports de cours.

Ses travaux scientifiques s'intéressent aux interactions entre infrastructures, mobilité et transformation socioéconomique. Il est auteur d'un article publié dans la Revue du CERSI/K-B (N°002/2022, juillet-septembre 2022) intitulé :

« **Transport routier sur la nationale N°3 et son impact socio-économique : tronçon Mitihombo (2011-2013)** », une étude analysant les effets des infrastructures routières sur les dynamiques économiques locales et la structuration des échanges communautaires.

En parallèle de ses activités académiques, il a occupé des postes de responsabilité dans plusieurs organisations communautaires, notamment comme superviseur de projets de lutte contre les violences basées sur le genre et comme promoteur d'hygiène dans le cadre de la riposte à la pandémie de Covid-19, en collaboration avec des structures partenaires telles que World Vision et des organisations locales. Ces expériences lui ont permis de développer des compétences avancées en planification organisationnelle, en élaboration de termes de référence, en rédaction de rapports techniques et en coordination d'équipes sur terrain.

Il a également bénéficié de nombreuses formations spécialisées, notamment en WASH, prévention du VIH/SIDA, convention relative aux droits des personnes handicapées (méthode Washington Group), archivage LMD, résolution des conflits et procédures de référence en matière de violences sexuelles.

Maîtrisant le français, l'anglais, le swahili et le kitembo, AMULI MAONEO John adopte une posture scientifique ancrée dans la rigueur méthodologique, l'éthique de la recherche et l'engagement communautaire. Son profil se caractérise par une forte capacité d'adaptation en contexte fragile, une résilience professionnelle et une volonté constante de contribuer à la transformation sociale par la recherche appliquée et l'action communautaire.

Son ambition scientifique s'inscrit dans la production de connaissances utiles au développement local, à la consolidation de la paix et au renforcement des capacités institutionnelles dans la région des Grands Lacs africains.

Résumé

L'implication des communautés villageoises autour du Parc National de Kahuzi-Biéga (PNKB) devient incontournable dans tout le processus de projet de Développement pour la bonne gestion et le maintien de sa biodiversité.

Cette étude y est corrélative et s'y focalise avec une emphase sur la perception et compréhension que la population du groupement de Bitale quant à la gestion et accès au capital naturel que dispose ce parc.

Pour évaluer le niveau d'implication de cette communauté riveraine, une méthode descriptive a été mise en contribution et plusieurs techniques d'enquête, d'échantillonnage et de documentation ont été mise en place.

Les résultats obtenus ont relevé que les communautés riveraines de cette aire protégée attendent bénéficier des avantages socio-économiques, culturelles et autres potentialités que regorgent cette aire protégée conformément au principe stipulant que les aires protégées représentent un outil clé fournissant des services écosystémiques, et en particulier pour les communautés environnantes qui s'impliquent la conservation et l'atténuation des effets du aux changements climatiques.

Plus de 85% d'opinions des enquêtés, ont montré que les paysans ne sont pas directement impliqués à la gestion de la biodiversité du parc ; ce qui pérennise des conflits perpétuels au tour de ce dernier jusqu'à l'ignorance des limites de cette aire protégée.

Pour la durabilité et la pérennisation des actions communautaires des aires protégées entre la population riveraine, les peuples autochtones, le plan de stabilisation, de relèvement communautaire doivent être en exergue par les autorités du PNKB, ainsi que la réconciliation entre les autorités et les peuples autochtones (PA) qui prennent le Parc comme un lieu écologique, ceci nécessite l'implication des PA et la communauté riveraine dans tout le processus de projet que le PNKB bénéficie auprès des partenaires.

Les droits fondamentaux (droit aux plantes médicinales, pharmacopées, droit à la religion, à l'habitat,) capitalisant les savoirs endogènes des communautés posent problèmes dans la cogestion de Parc de Kahuzi entre la communauté riveraine et les autorités du Parc de Kahuzi Bièga

Mots clés : Implication : Communautés Riveraines : du PNKB : Conservation Biodiversité

Abstract

The involvement of village communities surrounding the PNKB (Kahuzi-Biega National Park) is essential throughout the development project process for the proper management and preservation of biodiversity. This underscores the necessity and urgency of involving the Bitale Group community in the management of this protected area. This related study focuses on the PNKB, emphasizing the perception and understanding of the Bitale Group population regarding the management of and access to the resources available in this ecosystem. To assess the level of involvement of this local community, a descriptive method was employed, employing various survey, sampling, and documentation techniques.

The results obtained indicated that the communities bordering this protected area expect to benefit from the socio-economic, cultural, and other potential advantages it offers. This aligns with the principle that protected areas are a key tool for mitigating climate change, as they provide numerous ecosystem services, particularly to surrounding communities, for whom they play multiple roles in climate adaptation and resilience. Over 85% of respondents in this group/village indicated that farmers are not directly involved in the biodiversity management of Kahuzi-Biega National Park, leading to ongoing conflicts. Some individuals surveyed stated they were unaware of the protected area's boundaries. This situation predisposes the opposing parties to conflict, particularly given the mechanisms put in place to enforce the rights of indigenous peoples. This protected area is considered a natural environment for managing the region's natural resources. For the sustainability and long-term viability of community actions in protected areas, involving local populations and Indigenous Peoples, the stabilization and community recovery plan must be prioritized by the Kahuzi-Bièga National Park (PNKB) authorities. Reconciliation between the authorities and the local communities who value the Park as an ecological haven is also crucial. This requires the involvement of these communities and the local population throughout the entire project process, which the PNKB benefits from in collaboration with its partners. Fundamental rights (rights to medicinal plants and traditional medicines, rights to religion and housing), which incorporate the indigenous knowledge of the communities, pose challenges in the co-management of Kahuzi-Bièga National Park between the local communities and the park authorities.

Keywords: Involvement: Riverside Communities: of the PNKB: Biodiversity Conservation

Introduction

Le congrès mondial sur les Parcs qui s'est tenu en 2003 à Durban (Afrique du Sud) ont montré l'importance que les institutions, les Organisations Nationales et Internationales prétendaient donner aux communautés locales vivant dans ou à proximité des aires protégées la responsabilité de les gérer ([Durban Accord, 2005](#)). Cette conférence a aussi souligné que la conservation et le Développement durable étaient des concepts étroitement liés ([Barbaut et le Duc, 2005](#)), ainsi les préservationnistes prennent une protection forte pour la protection de la biodiversité dans l'élaboration des stratégies de conservation et la gestion des aires protégées d'autre part. Les forêts congolaises regorgent d'une énorme diversité biologique qui fait de la RD Congo un des 10 pays de la méga-biodiversité au monde. Outre 7 parcs nationaux, on y compte 57 domaines de chasse, trois réserves de biosphère (Luki, Lufira et Yangambi) et plusieurs réserves de chasse.). De manière générale, les principaux acteurs impliqués dans la gouvernance secteur forestier sont : l'état, les sociétés civiles, le secteur privé, les populations locales et les partenaires au développement. L'utilisation de ces ressources est controversée dans le statut des forêts restantes qui sont gérées comme des Aires Protégées (AP), des parcs nationaux ou des réserves. Ainsi, les populations riveraines ne parviennent pas à répondre à leurs propres besoins vitaux, perdant parfois leur propre identité socioculturelle car la ressource déterminante n'est plus utilisable au niveau des individus. (MAPENDO N.J. mémoire DEA).

Il y a autant des lois bien définies pour cette cause mais là où réside le problème c'est au niveau de l'application, notamment au Sud-Kivu où le problème est très délicat. C'est ici où réside le problème de la population riveraine du groupement de Bitale qui se plaint de non implication à la cogestion de parc de Kahuzi Bièga pendant que tout leur survie dépend de cette forêt qu'elle considère l'héritage de leurs ancêtres pourtant déclaré comme patrimoine mondial. Mais selon la convention internationale, la population riveraine du PNKB doit bénéficier de la gestion des ressources naturelles pour l'amélioration de leur condition de vie. Il est prévu que la communauté riveraine et le PNKB puissent gérer ensemble les bénéfices du parc malheureusement cela ne se fait pas comme prévu au point que cette population au tour du PNKB en particulier Bitale est très pauvre.

Eu égard à ce qui procède, nous nous sommes posés Une question principale de savoir : Quelle est le niveau d'implication de la Communauté riveraine du groupement de Bitale dans la conservation de la biodiversité ?

Partant de cette question qui suppose que l'implication de la communauté riveraine du PNKB à la conservation de la biodiversité dans le groupement de **Bitale serait une approche participative et intégrative.**

2. Objectif global de l'étude :

L'objectif global de cette étude est d'évaluer le niveau d'implication de la population riveraine dans le groupement de Bitale en Territoire de Kalehe.

3. Objectifs spécifiques :

Les objectifs spécifiques de l'étude :

- Analyser les conflits liés entre le PNKB et la population (PA) du groupement de Bitale en territoire de kalehe

- Déterminer l'implication des acteurs locaux dans la conservation de biodiversité du PNKB
- Proposer les alternatives des résiliences pour la communauté du groupement de Bitale pour espérer à un environnement durable et à une utilisation rationnelle des ressources forestières

4. Résultats attendus :

Les résultats attendus de cette étude sont :

- Les conflits existants entre le PNKB et la population (PA) du Groupement de Bitale en territoire de kalehe ont été analysés,
- L'implication des acteurs locaux dans la gestion de la biodiversité du PNKB a été déterminée au cours de ladite étude,
- Les alternatives des résiliences pour la communauté du groupement de Bitale pour espérer à un environnement durable et à une utilisation rationnelle des ressources forestières ont été mises en place

2. Matériels et Méthodologiques.

- Localisation du groupement de Bitale.

Le Groupement de BITALE est l'un des huit Groupements de la chefferie de BULOHO dans le Territoire de KALEHE qui, situé à 2° 30 minutes de latitude sud et à 28°30 minutes et 29° longitude Est. BITALE est parmi les Groupements riverains du PNKB, situé à 60 km de la ville de Bukavu sur la route nationale n°3 reliant Bukavu à Kisangani en passant par le PNKB.

La forme générale du Groupement est un triangle dont l'axe transversal atteint 22km et sa base large de 12km. Sa superficie est d'environ 270km².

Cette étude est réalisée autours du PNKB dans le groupement de Bitale à Bunyakiri, une entité territoriale située à l'extrême nord de la Province du Sud-Kivu,

environ 65 km de la ville de Bukavu, en République Démocratique du Congo. Elle s'étend sur deux chefferies principales : la chefferie de Buloho, et Chefferie de Buhavu dans le territoire de Kalehe.

La population totale des Villages enquêtés était estimée à 20258 habitants en 2025. Elle est majoritairement de l'ethnie Batembo. Le territoire se caractérise par un paysage agricole riche, avec des cultures dominantes telles que le manioc, la banane et la noix de palme, ce qui lui confère le rôle de grenier agricole pour la région de Bukavu. Le territoire présente également une diversité écologique, comprenant des zones de forêt, des terres arables et des cours d'eau, qui influencent les activités agricoles et les conditions de vie de la population.

La vie communautaire à Bitale est fortement liée à l'exploitation agricole, à l'élevage et aux activités agroforestières. Les habitants entretiennent des pratiques culturelles et sociales qui reflètent une forte cohésion communautaire et une dépendance aux ressources naturelles locales. Cette description souligne l'importance à Bitale non seulement comme pôle agricole régional, mais aussi comme territoire sensible aux enjeux environnementaux nécessitant des interventions ciblées pour améliorer la résilience de ses populations face aux risques du changement climatique.

Le Parc National de Kahuzi Bièga (PNKB), l'un de 7 Parcs Nationaux et des 5 sites du patrimoine de l'humanité que compte la RDC fut créé en 1970 dans le but de protéger une espèce endémique des forêts orientales, le gorille de plaine. Le PNKB chevauche les Provinces du Sud Kivu, du Nord et du Maniema, il a été classé dès 1937 comme réserve Zoologique et forestière du mont Kahuzi par l'administration coloniale belge par ordonnance N° 81/AGRI/ 1970, l'ordonnance n°70/316 a classé cette réserve comme Parc national de Kahuzi Bièga avec une

Superficie de 60.000ha par l'ordonnance n° 75/235 du 22 juillet 1975.

En 1980 le Parc a été inscrit sur la liste des patrimoines des biens de l'humanité, puis en 1996 sur la liste des patrimoines en péril suite à une forte pression sur les ressources naturelles avec les guerres, plus de 90% de sa superficie a échappé au contrôle de l'institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) .

Avec l'application strict de ce modèle a conduit à évacuer les populations qui se trouvaient à l'intérieur des nouvelles limites définies par l'ordonnance de 1975 notamment le PA de bushi, Bahavu vivent dans les villages bantous situés sur l'axe Bunyakiri /Kalonge dans le Territoire de Kabare et kalehe, limitrophe de PNKB où ils constituent une minorité, ils sont estimés à 150000 sur l'étendue de la RDC.

2.1 Cadre théorique.

Cette étude a été menée dans le groupement de Bitale, elle repose sur l'implication de la communauté riveraine dans la conservation de la biodiversité. Elle permet à évaluer le niveau d'implication de la communauté riveraine de Bitale, analyser les conflits liés entre le PNKB et la population riveraine.

Elle permet aussi de déterminer les niveaux d'implication des acteurs pour la conservation de la Biodiversité et proposer les alternatives des résiliences pour la communauté riveraine du groupement de Bitale pour espérer à un environnement durable et à une utilisation rationnelle des ressources forestières.

En fin cette étude part de la théorie des bases Communautaires des Ressources naturelles (GCRN) en passant d'une conservation purement réglementaire (approche descendante) à une gestion participative (approche ascendante), la cogestion et la délégation de

pouvoir. Cela pour concilier la conservation et le développement local en impliquant les populations locales du groupement de Bitale pour une concertation active pour une conservation de biodiversité dans le PNKB et d'assurer le renforcement des capacités et l'accès aux bénéfices transformant leur rôle de simples secteurs en acteurs clés, souvent via des modèles de la gouvernance territoriale et de redevabilité en respectant les chartes des parcs (Elionor OSTROM).

2.2 Type d'étude :

Notre étude est du type descriptif car elle décrit le niveau d'implication de la population dans la gestion de PNKB et les différents projets durables bénéficient par ce dernier leurs implications d'une façon incohérente dans la restauration des biodiversités. Cette méthode descriptive nous a aidé à décrire les limites et le milieu de notre recherche dans sa globalité et dans une période bien de finie et dans une espace bien limité. Elle décrit aussi les différents facteurs des conflits entre les autorités du PNKB, la population du Groupement de Bitale et des peuples Autochtones (PA) et la cause des menaces de la population et leur limite dans l'implication dans la gestion de la forêt.

Cfr tableau 1 dont l'âge varie de 18 à 55 ans au plus.

Population cible : 96 Personnes rencontrées dans la zone de notre étude.

Durée de l'étude ; cette étude s'est réalisée dans une courte durée allant du 16 février au mois de novembre 2025

Critères d'inclusion et d'exclusion dans l'étude

Critère d'inclusion : était concerné par l'étude toute personne se trouvant dans la zone ciblée par l'enquête et ayant l'âge varie de 18 et 55 ans au plus.

Critère d'exclusion : Toutes personnes se trouvant en dehors de notre zone d'étude et hors critère de sélection

Variables de l'étude :

Les variables indépendantes : Caractéristiques sociodémographiques (sexe, âge, taille du ménage, profession, Niveau d'étude)

Variable dépendante : Evaluer le niveau d'implication de la communauté riveraine du PNKB dans conservation de la biodiversité.

Considérations éthiques

La confidentialité et l'anonymat des informations recueillies ont été respectés. Un consentement éclairé a été obtenu aux enquêtés avant le démarrage des entretiens. Elles étaient libres d'accepter ou de refuser avant ou pendant l'entretien. Elles ont été rassurées sur le fait qu'elles ne courent aucun risque en refusant d'y participer. Nous avons expliqué les buts et objectifs de l'étude, son bienfondé, la nature de la participation.

2.3 Echantillonnage.

L'échantillonnage étant un processus permettant de tirer un groupe d'éléments présente dans l'ensemble suivant un procédé bien défini, il nous a permis de faire le choix des personnes ciblées par cette étude et de déterminer la taille de l'échantillon

Pour déterminer notre échantillon, nous avons recouru à la formule de COCH RANG repris par Alain Bouchard. Cette table montre que pour le cas spécifique des populations finies, la table fournit la formule de détermination de la taille de l'échantillon corrigé. La formule de détermination ou l'échantillon corrigé est ainsi exprimée : $NC = \frac{N \cdot n}{N + n}$ ou N est la taille de l'univers d'étude,

n est la taille de l'échantillon pour l'univers fini.

Pour cet auteur, lorsque la taille de l'univers est inférieure à 1000000, n est égale à 96 avec une marge d'erreur de 10% NC est la taille de l'échantillon à trouver.

Alain Bouchard, Québec 2007

Cette étude devrait prendre en considération toute la communauté riveraine du PNKB dans sa diversité mais compte tenu de moyen financier limité et le contexte socio- politique du pays, nous nous sommes limités à la taille de l'échantillon de 96 personnes.

Pour y arriver nous sommes partis de la formule de

$$NC = \frac{N.n}{N+n}$$

$$NC = \frac{20258 \times 96}{20258 + 96} = \frac{1944767}{20354} = \underline{95,5} = \underline{96} \quad NC = 96$$

2.5 Présentation des Résultats

Tableau 1 : Répartition de la population par les villages.

N°	Localités	Effectifs	Pourcentages
1	HUNGU	1067	5
2	HEMBE	2552	13
3	LUTCHUWA	2678	13
4	KABULWA	6761	33
5	MIKONZI	7200	36
Total		20258	100

Sources : Nos investigations menée sur le terrain 2025

Tableau : 2 Répartition de l'échantillon selon le sexe

N°	Sexes	Effectifs	Pourcentages
1	MASCULINS	56	58
2	FEMININS	40	42
Total		96	100

Les hommes représentent 58% tandis que les femmes 42% donc notre étude à enquêter plus des hommes que les femmes.

Tableau 2 : Répartition de l'échantillon selon les villages

N°	Localités	Effectifs	Pourcentages
1	HUNGU	13	14
2	HEMBE	18	19
3	LUTCHUWA	19	19
4	KABULWA	22	23
5	MIKONZI	24	25
Total		96	100

Notre échantillon a été tiré dans les village Hungu 13/ 14%, Hembe 18/19%, Luchuwa 19/19%, Kabulwa 22/23%, Mikonzi 24/25% ses villages sont aux alentours du PNKB dans le groupement de Bitale, Chefferie de Buloho en territoire de Kalehe.

Tableau 3 : répartition de l'échantillon selon la profession
Tableau 3 : répartition de l'échantillon selon la profession

N°	Profession	Effectifs	Pourcentages
1	Exploitants forestiers	20	21
2	Paysans agriculteurs	28	29
3	Fabriquant des briques	9	10
4	Charbonniers	17	18
5	Scieurs et menuisiers des planches	5	5
6	Les chefs coutumiers	2	2
7	Commerçants	5	5
8	Les organisations non gouvernementales	4	4
9	Les braconniers	6	6
Total		96	100

Les personnes rencontrées avaient comme Profession Exploitation forestières 20/21%, paysans agriculteurs 28/29%, Fra briquant des briques 9/10%, Charbonniers 17/18%, Scieurs et Menuisiers des planches 5/5%, les chefs coutumiers 2/2%, Commerçants 5/5%, les organisations non gouvernementales 4/4%, et les braconniers 6/6% ;

3. Présentation des résultats de l'étude

L'objectif de notre enquête était en premier lieu d'Analyser les causes des conflits entre le PNKB et la communauté riveraine de PNKB du groupement de Bitale en territoire de kalehe, en second lieu, Déterminer l'implication des acteurs locaux dans et restauration de la forêt et en troisième lieu, reposer les alternatives de résilience pour la communauté du groupement de Bitale pour espérer à un environnement durable et à une utilisation rationnelle des ressources forestières.

Tableau N° 4 Connaissance sur les limites géographiques de PNKB

Questions	Réponses	Effectifs	%
Avez –Vous une idée sur les limites géographie de PNKB ?	Oui	82	85
	Non	14	15
Total		96	100

Source : Nos investigations Menées sur le terrain Janvier 2025

Sur l'effectif de 96 personnes riveraines du PNKB enquêtées pour cette étude ont une connaissance suffisante sur les limites géographies des aires protégées soit 85 %, tandis que 15 personnes autour de PNKB soit 10% non informées que leurs Ménages se trouvant dans une aire protégée (PNKB)

Tableau N° 5 : Pourquoi vous n'avez pas des informations sur les limites physiques et géographiques de PNKB ?

Questions	Réponses	Effectif	%
Non informer sur les limites physiques et géographiques du PNKB ?	Manque d'information	70	73
	Moins intéressé de PNKB	26	27
Total		96	100

Source d'information : Nos investigations menées sur le terrain.

Il ressort dans ce tableau que sur 96 personnes enquêtées vivante autour du Parc de Kahuzi Bièga soit 73 % parlent qu'ils n'ont pas d'informations suffisantes sur le PNKB par rapport à la gestion des ressources, 26 personnes enquêtées soit 27 % disent qu'ils ont des informations.

Tableau N°6 : Ya -il des activités non-opération dans le PNKB ?

Questions	Réponses	Effectif	%
Activités non opérationnelles par les riverains	Déforestation exploitation des forêt	60	63
	Chasse illégale	25	26
	Carbonisation	11	11
Total		96	100

Source : Nos enquêtes sur le terrain, juillet 2025

Ce tableau nous renseigne que 60 personnes soit 63 % disent qu'ils ne font plus la chasse illégale car elles sont impliquées par le PNKB dans le principe de la conservation de la biodiversité. 25 personnes soit 26 % disent qu'elles ne font plus le braconnage car impliquées par le PNKB dans le principe de la conservation de la biodiversité, 11 personnes soit 11% disent qu'elles ne font plus la carbonisation car impliquées par le PNKB dans le principe de la conservation de la biodiversité.

Tableau N° 7 : Quelle est l'importance du Parc de Kahuzi Bièga à la population Riveraine

Questions	Réponse	Effectifs	%
Importance du parc de Kahuzi Bièga à la population riveraine	Le PNKB mit à la disposition de la population riveraine un climat doux et généreux	65	68
	Le PNKB est un milieu de Vie ambiant pour la protection de la Biodiversité	31	32
Total		96	100

Nos investigations sur le terrain.2025

Sur un effectif total de 96 personnes enquêtées dans le cadre de cette étude, 65 personnes soit 68 % disent que l'existence de cette aire protégée constitue une importance capitale pour la communauté riveraine du Parc de Kahuzi Bièga et 31 personnes soit 32 % disent que la présence de cette aire protégée n'en aucun intérêt. Le non-intérêt pour certains riverains est justifié par une gestion opaque des financements du PNKB et pour les autres disent que le PNKB mène des projets de Développement pour les bien-être de la population riveraine malgré l'influence sociale négative animé par des stéréotypes.

Tableau N° 8 : Quelles sont les causes des conflits entre les populations riveraines (PA) dans le groupement de Bitale

Questions	Réponse	Effectifs	%
Causes des conflits entre les populations riveraines (PA) dans le groupement de Bitale	Conservation pure et non participative	35	37
	Insatisfaction de PA pour le Don du PNKB	25	26

	La surpâturage	3	3
	La chasse des animaux	6	6
	Extraire les minerais	3	3
	Conflit des limites	24	25
Total		96	100

Sources : Nos investigations faites sur le terrain 2025

Ces résultats expliquent que sur 96 enquêtés dans le groupement de Bitale,

35 personnes enquêtées soit 37 % disent les sources des conflits sont liés la conservation pure et non participative des populations riveraines ,25 personnes enquêtées soit 26 % disent que le PA non satisfait de Don reçoit du PNKB ainsi que les communautés riveraines, 3 personnes enquêtées par d'une expansion de la communauté dans le PNKB pour raison de surpâturage , soit 3 % , 6 personnes soit 6 % disent que les conflits sont alimentés par les chasseurs des animaux ,3 personnes enquêtées soit 3 % pour raison d'extraire les minerais et 24 personnes enquêtées soit 25 % parlent des conflits de limite.

Tableau N° 9 : Question en rapport avec l'implication de la population riveraine dans la conservation de la Biodiversité du PNKB dans le groupement de Bitale.

Questions	Réponse	Effectifs	%
Etes –vous impliqué par le PNKB dans la conservation de la biodiversité pour ses projets durables dans le groupement de Bitale ?	Oui	80	83
	Non	16	17
Total		96	100

Nos enquêtes sur le terrain 2025

Il ressort de ce tableau que sur un effectif total de 96 personnes enquêtées, 80 personnes enquêtes soit 83 % disent qu'elles ne sont pas directement impliquées dans la conservation de la biodiversité pour ses projets durables dans le groupement de Bitale, sauf quelques ONG ou comités locaux de conservation de la nature, 16 personnes soit 17 % dissent qu'elles se sentent impliquées par le PNKB dans la conservation de la biodiversité à travers ses projets multisectoriels. Par manque d'information, la population n'est pas sensibilisée, il y a l'absence des consultations communautaires, Perception négative sur la gestion du PNKB (Sources des conflits plutôt que bénéfice et afin manque d'avantages directs pour la population.

Tableau N° 10 : y a-t-il des catégories des bénéficiaires directs du PNKB et impliquées plus que la population riveraine ?

Questions	Réponse	Effectifs	%
Catégorie directement des bénéficiaires impliquées plus que la population riveraine.	Oui	80	83
	Non	16	17
Total		96	100

Nos investigations menées sur le terrain.2025

Ce tableau montre que sur 96 personnes enquêtées, 80 personnes soit 83 % disent que le PNKB importe les travailleurs et ces derniers ont l'accès privilégiés aux emplois et bien rémunérés par rapport à la population riveraine qui considérée le PNKB comme une Zone ancestrale et 16 personnes enquêtées soit 17 % disent étant donné qu'elles ne sont pas consultées lors de la prise des grandes décisions sur leur destin.

Tableau N° 11 En vrai dire quel genre d'appui visible que vous recevrez du PNKB

Questions	Réponse	Effectifs	%
Appui visible du PNKB au PA	Scolarisation de nos enfants 1ere jusqu'à 6 ^{ème} Primaire	70	73
	Délocalisation en dehors de notre milieu naturel	26	27
Total		96	100

Source : investigations sur terrain 2025

IL ressort dans ce tableau, que 96 personnes enquêtées, 70 personnes soit 73 personnes reçoivent un kit et un enseignement de base pour une catégorie des personnes soient le PA (de première jusqu'à en 6^{ème} Primaire., 26 personnes enquêtées soit 27 personnes disent qu'elles sont délocalisées dans leurs niches écologique pour l'amener dans une zone inadaptée sans tenir compte de leur mode de vie.

Tableau N° 12 : Quels est les rôles clés des ONGS dans l'implication communautaire du PNKB ?

Questions	Réponse	Effectifs	%
Rôles clés des ONGS dans l'implication communautaire du PNKB	Renforcement des capacités et sensibilisation	35	36
	Moyens de substance durables (AGR)	31	32
	Médiation et résolution des conflits	14	15
	Inclusion dans la gouvernance	16	17
Total		96	100

Source : Investigation faites sur le Terrain 2025

Sur l'effectif de 96 personnes ,35 personnes enquêtées soit 36 % ont répondu que les ONG apportent un soutien pour les sessions de formation dans le renforcement des capacités sur la gouvernance des ressources naturelles, la conservation, la résolution des conflits et la promotion des droits des peuples Autochtones. En plus ces ONGS militent pour une gestion fondée sur la concertation du PNKB et la population riveraine. Tan disque, 31 personnes enquêtée soit 32 % disent qu'il faut envisager des moyens de subsistance durable (AGR) c'est-à-dire, mettre en œuvre des projets Développement socioéconomique pour améliorer les conditions de vie de la population riveraine et de partage des bénéfices tirés de la gestion du Parc (l'écotourisme) .14 personnes enquêtées soit 15 % parlent pour une meilleur gestion des biodiversités ,il fout une médiation et résolution des conflits entre PNKB et la population riveraine,16 personnes soit 17 % disent qu'il faut une inclusion de toute partie pour la bonne gouvernance.

Tableau 13 : Quelles sont les stratégies mise en œuvre par le PNKB pour la meilleur Implication de la communauté riveraine dans la gestion de la biodiversité.

Stratégies Mise en œuvre :	Effectif	%
Sensibilisation	25	26
Identification des ménages riveraines du PNKB	12	13
Formation sur la cohabitation pacifique et promotion de la paix	10	11
Formation sur les techniques de conservation de la biodiversité	13	13

Formation sur la gestion des AGR et Création des microcrédits et AVEC Association villageoise, d'Épargne et des crédits pour meilleur rapprochement entre PNKB et la population riveraine dans le groupement de Bitale.	20	21
Assurer l'éducation primaire, Secondaire et Universitaire pour renforcement de leur capacité dans l'appropriation du PNKB	7	7
les droits fonciers pour respecter les limites et d'usage des populations rurales, le respect des territoires sur lesquels elles vivent et reconnaissance de leur rôle dans la protection des espèces	9	9
Total	96	100

Source : Nos enquêtes sur le terrain 2025

Nous renseigne sur 25 personnes enquêtées soit 26 % parlent de la sensibilisation de la population riveraine pour la protection de la biodiversité ,12 enquêtés soit 13 % parlent de la nécessité d'identifier les ménages riverains pour bien les impliqués dans le programme du PNKB ,10 personnes enquêtées soit 11 % expriment les besoins d'une formation sur les techniques de conservation de la biodiversité ,13 personnes enquêtées soit 13 % parlent de former la population riveraine sur les activités génératrice des revenus (AGR) pour l'épargner à la déforestation du PNKB,20 personnes enquêtées soit 21 % expriment les besoins en Education Primaire, Secondaire et Universitaire pour une meilleur appropriation et implication dans la biodiversité de PNKB, 9 Personnes enquêtées soit 9 % par les droits fonciers pour respecter les limites et d'usage des populations rurales, le respect

des territoires sur lesquels elles vivent et reconnaissance de leur rôle dans la protection des espèces.

Tableau : 14 : Quels sont les projets d'avenir pour une bonne conservation de la biodiversité dans le PNKB ?

Questions	Effectif	%
Partir des priorités et aspirations de la population locale de leur propre conception pour ce qui est d'une aire protégée pour le PNKB	9	9
Vulgarisation persuasive aux populations riveraines sur les lois relatives à la conservation et à sauvegarde de biodiversité.	25	26
Formation sur la résolution des conflits entre PNKB et les riverains	8	8
Communication de proximité entre PNKB et la communauté riveraines	20	21
Associer les communautés riveraines pour toutes les activités liées à la conservation et à la gestion des Parcs .	10	11
Organiser les activités culturelles , jeux sportifs ,récréatif , visite des connexion avec le monde	9	9
Mettre un membre de la population riveraine dans le conseil gestion du PNKB	15	16
Total	96	100

Source : Nos enquêtes sur le terrain, 2025

Ce tableau nous renseigne que 9 personnes soit 9 % disent qu'il faut partir des priorités et aspiration locale de leur propre conception pour la durabilité d'une aire protégée pour le PNKB, sur 25 personnes enquêtées soit 26 % proposent une vulgarisation persuasive aux populations riveraines sur les lois relatives à la conservation et à la sauvegarde de la biodiversité, 8 personnes enquêtées soit 8 % privilègent une formation sur la résolution des conflits entre PNKB et les riveraines tandis que 20 personnes enquêtées soit 21 % préfèrent une communication permanente et de proximité entre

PNKB et la population riveraine, 10 personnes enquêtées soit 11 % disent pour toute les activités futures qu'elles soient associer pour conservation et à la gestion des parcs ,9 personnes enquêtées soit 9 % plaident pour une organisation des activités culturelles ,jeux sportif récréatif ,visite des connexions avec le monde ,15 personnes enquêtées soit 16 % veulent devenir membres parmi le conseil de gestion du PNKB pour une meilleur implication et participer aussi dans le grande décision.

Tableau 15 : Quelles sont les stratégies mise en œuvre par le PNKB pour la meilleur Implication de la communauté riveraine dans la gestion de la biodiversité.

Stratégies Mise en œuvre :	Effectif	%
Sensibilisation	32	33
Identification des ménages riveraines du PNKB	12	13
Formation sur la cohabitation pacifique et promotion de la paix	10	10
Formation sur les techniques de conservation de la biodiversité	11	12
Formation sur la gestion des AGR et Création des microcrédits et AVEC Association villageoise, d'Epargne et des crédits pour meilleur rapprochement entre PNKB et la population riveraine dans le groupement de Bitale.	15	16
Assurer l'éducation primaire,Secondiare et Universitaire pour renforcement de leur capacité dans l'appropriation du PNKB	7	7
les droits fonciers pour respecter les limites et d'usage des populations rurales, le respect des territoires sur lesquels elles vivent et	9	9

reconnaissance de leur rôle dans la protection des espèces		
Total	96	100

Source : Nos enquêtes sur le terrain, 2025

Nous renseigne sur 32 personnes enquêtées soit 33% parlent de la sensibilisation de la population riveraine pour la protection de la biodiversité ,12 enquêtés soit 13 % parlent de la nécessité d'identifier les ménages riverains pour bien les impliqués dans le programme du PNKB ,10 personnes enquêtées soit 10 % expriment les besoins d'une formation sur les techniques de conservation de la biodiversité ,11 personnes enquêtées soit 12 % parlent de former la population riveraine sur les activités génératrice des revenus (AGR) pour l'épargner à la déforestation du PNKB,15 personnes enquêtées soit 16 % expriment les besoins en Education Primaire, Secondaire et Universitaire pour une meilleur appropriation et implication dans la biodiversité de PNKB, 9 Personnes enquêtées soit 9 % par les droits fonciers pour respecter les limites et d'usage des populations rurales, le respect des territoires sur lesquels elles vivent et reconnaissance de leur rôle dans la protection des espèces.

3. Discussion

Plusieurs études montrent que , les conflits entre les populations riveraine des parcs causent des problèmes dans la gestion de Patrimoine mondial ,les deux parties restent opposés .selon la Radio okapi sur l'information pour la paix et le Développement de la RDC,FM Kinshasa 103.5,Bunia 1049 ,Bukavu 95.3 ,Kindu 103.0,Kinshangani 94.8,Un député appelle à résoudre le conflit entre riveraines et éco gardes du Parc de Virunga ,publié le lundi 06/04/2020 à 09 :51 ,il est plus qu'impérieux de mettre fin à la tension qui monte entre les populations riveraines et les éco-gardes du parcs national de Virunga a estimé dimanche 5 avril, le député

national Zephane Kambale Shangalia ,selon lui l'érection par l'institut national pour la conservation de la naturel (ICCN) d'une clôture électrique autour du Parc est à l'origine d'un conflit et des altercation à répétitions à nyamulima,Binza et Nyakakoma dans le Nord Kivu. Cette information collabore avec l'analyse des conflits entre la communauté riveraine et les autorités du Parc de kahuzi Bièga où les conflits persistent par des accusations mutuelles sur la spoliation et non-respect des limites. Sur l'effectif de 96 personnes riveraines du PNKB enquêtées, une connaissance suffisante sur les limites géographies des aires protégées soit 85 %, tandis que 15 personnes autour de PNKB soit 10% non informées que leurs Ménages se trouvant dans une aire protégée (PNKB).

Il ressort dans ce tableau n° 4 que sur 50 personnes enquêtées vivante autour de parc de kahuzi Bièga soit 71% parlent qu'ils n'ont des informations suffisantes sur le PNKB par rapport à la gestion des ressources, 20 personnes enquêtées soit 29 % disent qu'elles ont des informations. Il ressort dans ce tableau n° 5 que sur 96 personnes enquêtées vivante autour du Parc de Kahuzi Bièga 73 % parlent qu'ils n'ont pas d'informations suffisantes sur le PNKB par rapport à la gestion des ressources, 26 personnes enquêtées soit 27 % disent qu'ils ont des informations.

Le tableau n° 6 nous renseigne que 60 personnes soit 63 % disent qu'ils ne font plus la chasse illégale car elles sont impliquées par le PNKB dans le principe de la conservation de la biodiversité, 25 personnes soit 26 % disent qu'elles ne font plus le braconnage car impliquées par le PNKB dans le principe de la conservation de la biodiversité. 11 personnes soit 11% disent qu'elles ne font plus la carbonisation car impliquées par le PNKB dans le principe de la conservation de la biodiversité.

Partant de l'effectif total de 96 personnes enquêtées dans le tableau N° 7, dans le cadre de cette étude, 65 personnes soit 68 % disent que l'existence de cette aire protégée constitue une importance capitale pour la communauté riveraine du Parc de Kahuzi Bièga et 31 personnes soit 32 % disent que la présence de cette aire protégée n'en aucun intérêt. Le non-intérêt pour certains riverains est justifié par une gestion opaque des financements du PNKB et pour les autres disent que le PNKB mène des projets de Développement pour les bien-être de la population riveraine malgré l'influence sociale négative animé par des stéréotypes.

Ces résultats expliquent les différentes causes des conflits entre les populations riveraines (PA) dans le groupement de Bitale : sur 96 enquêtés dans le groupement de Bitale, 35 personnes enquêtées soit 37 % disent les sources des conflits sont liés la conservation pure et non participative des populations riveraines ,25 personnes enquêtées soit 26 % disent que le PA non satisfait de Don reçoit du PNKB ainsi que les communautés riveraines, 3 personnes enquêtées par d'une expansion de la communauté dans le PNKB pour raison de surpâturage , soit 3 % , 6 personnes soit 6 % disent que les conflits sont alimentés par les chasseurs des animaux ,3 personnes enquêtées soit 3 % pour raison d'extraire les minerais et 24 personnes enquêtées soit 25 % parlent des conflits de limite.

En se référant au tableau n° 9, il ressort sur un effectif total de 96 personnes enquêtées, 80 personnes enquêtées soit 83 % disent qu'elles ne sont pas directement impliquées dans la conservation de la biodiversité pour ses projets durables dans le groupement de Bitale, sauf quelques ONG ou comités locaux de conservation de la nature, 16 personnes soit 17 % dissent qu'elles se sentent impliquées par le PNKB dans la conservation de la

biodiversité à travers ses projets multisectoriels. Par manque d'information, la population n'est pas sensibilisée, il y a l'absence des consultations communautaires.

Perception négative sur la gestion du PNKB (Sources des conflits plutôt que bénéfice et afin manque d'avantages directs pour la population). Y égard aux stratégies de mise en œuvre de conservation de la biodiversité ; 25 personnes enquêtées soit 26 % parlent de la sensibilisation de la population riveraine pour la protection de la biodiversité ,12 enquêtés soit 13 % parlent de la nécessité d'identifier les ménages riverains pour bien les impliqués dans le programme du PNKB ,10 personnes enquêtées soit 11 % expriment les besoins d'une formation sur les techniques de conservation de la biodiversité ,13 personnes enquêtées soit 13 % parlent de former la population riveraine sur les activités génératrices des revenus (AGR) pour l'épargner à la déforestation du PNKB,20 personnes enquêtées soit 21 % expriment les besoins en Education Primaire, Secondaire et Universitaire pour une meilleur appropriation et implication dans la biodiversité de PNKB, 9 Personnes enquêtées soit 9 % par les droits fonciers pour respecter les limites et d'usage des populations rurales, le respect des territoires sur lesquels elles vivent et reconnaissance de leur rôle dans la protection des espèces.

4. Conclusion Générale

Cette étude porte sur l'implication des communautés riveraines du Parc National de Kahuzi-Biega dans la conservation de la biodiversité Bitale /Bunyakiri en Territoire de kalehe en RDC. Il a comme objectif général : d'Evaluer le niveau d'implication de la communauté riveraine du parc de kahuzi Bièga dans la gestion des biodiversités du PNKB dans le Groupement de Bitale.

Cette étude permet d'analyser les conflits liés entre le PNKB et la population riveraine du groupement de Bitale, en suite, évaluer le niveau d'implication de la communauté riveraine et enfin, proposer des stratégies et alternatives des résiliences pour la communauté riveraine dans le groupement de Bitale pour espérer à un environnement durable et à une utilisation rationnelle des ressources forestières.

S'agissant des conflits entre PNKB et la population riveraine, nos résultats sur le terrain montrent que ces conflits ne rien d'autre que les chasses des animaux, conflits des limites, de conflit de spoliation de terrain, insatisfaction parfois de PA, conservation pure et non participative des populations riveraines, Conflit lié à l'inégalité sociale dans le traitement des travailleurs car les travailleurs du PNKB ont l'accès faciles et privilégiés à l'emploi et bien rémunérés par rapport à la population riveraine qui considéré le PNKB comme zone centrale et d'autres riverains disent qu'ils ne sont pas consultés lors de la prise des grades décisions sur la question qui le concerné . Ces derniers sont déplacés par le PNKB pour habiter dans une zone non adaptée pour leur santé et qui crée l'inadaptation, un grand défi pour leur vie future. Nos résultants sur le terrain confirment que la population riveraine sont impliquées indirectement dans les activités de la conservation de la biodiversité, par manque de sensibilisation, ces derniers ont une perception négative sur la gestion du PNKB.

Pour arriver à ces résultats, nous avons fait une descente sur le terrain, en plus, nous avons fait des entretiens avec les acteurs concernés. Les méthodes et techniques étaient mises en contribution pour atteindre cet objectif. Cette étude présente une grande importance pour plusieurs raisons pratiques.

En effet, elle nous a permis non seulement à relever les mécanismes d'implication des communautés riveraines à la conservation de la biodiversité, mais aussi de définir les limites liées à l'implication des communautés riveraines dans la conservation de la biodiversité, enfin ; cette étude nous a aidé à proposer des stratégies d'intervention pour une pour une gestion concertée et de cogestion de parc de Kahuzi Bièga

Financement : Cette étude n'a bénéficié d'aucune subvention spécifique de la part d'un organisme de financement public, commercial ou but lucratif.

Contribution des auteurs : MAPENDO NEEMA Justine : a réalisé la collecte des données ainsi qu'à la rédaction de la première version du manuscrit et deuxième

WETEKAYE NALUGANDA Jean-Pierre : Elle a participé à l'analyse et interprétation des données

MAONEEO JOHN a porté un appui technique pour accompagner l'équipe sur le terrain pour collecter les données.

Remerciements : Les auteurs tiennent à remercier tous les participants à cette étude qui ont contribué à l'organisation du travail sur l'implication de la communauté riveraine à la conservation de la Biodiversité dans le groupement de Bitale /Bunyakiri Territoire de kalehe au Sud Kivu en RDC. Ainsi autorités qui nous ont facilités à la réalisation de ce travail.

BIBLIOGRAPHIE

- 1..Olfa « ONG- Eclasio » (2023) communauté d'apprentissage et des pratiques (Implication des bénéficiaires dans le projet de Développement durable.
3. Fidèle kasurusuru : Exploitation fores tière, acteurs locaux et réhabilitation de foret dans le groupement de Bitale en territoire de kalehe, Mémoire de fin de cycle de Licence, ISDR-Bukavu, 2015
- 3..The Distribution and Abundance of Animals,Chicago University presse,1954.
5. Jean-Christoph servant ,protection de la nature,safari et bonnes affaires ,le monde
- 6.. Diplomatie, fevrier 2020
- 7..Conferance internationale www.coservation.org
8. .Stepnane Heritier, les parcs nationaux entre concervation durable et le Developpement local
- 9..MAHAMANS, ce volume " L'ONG " Alliance niger Nature " et la gestion participative de l'Air et du Ténéré" résumé INFOURNIERA SINSIN B,
- 10..MULLER, D . 1998 Deuxièmes rencontres dynamiques sociales et environnementale pour un dialogue entre chercheurs opértauers et bailleurs de fonds.
- 11.Geocarefour ,vol 82/4/2007,171-175
12. Moise Tsayam -Demate géopolitique du Developpement durable ,les Etats face aux problèmes environnementaux
13. Quedegne Bonaventure(2008)Evaluation du cadre institutionnel et légistatif de gestion des ressources de Biosphère de la zone Ouest africaine francophone"UNESCO"
14. G0H Denis (2005) les approches participatives des gestions des aires protégées en cote d'ivoire: l'expérience

du projet autonome pour la conservation du parc national de Tai.

15. IBO.Jsd" Les nouvelles orientations de la gestion du patrimoine naturel en cote d'ivoire P77,78 KONAN Koudio Eugène (2008) Conservation de la diversité Végétal et activités

16 Humaines dans les aires protégées du Sud forestier ivoirien:" exemple du Parc National d'Azogny"

17 .ONU(2016) Rapport des nations unies "Conservation sur la desertification "Organisation des nations unies 50.

18. la recherche numéro spécial : Biodiversité, Aout 2000

19. MAPENDO NEEMA Justine ; la perception et analyse de la gestion de la reserve naturelle d'Itombwe par la population de la chefferie de Burinyi, mémoire de DEA , 2024

*Par MAPENDO NEEMA Justine Jean Pierre
WETEKAYE NALUGANDA
&AMULI MAONEO John*

Chap. IX. ENTREPRENEURSHIP OF WOMEN FOODS SELLERS IN GOMA: MOTIVATIONS, CHALLENGES & ALTERNATIVE (2022-2023)

Par BUYIMBI KIUNZA Pascaline, Assistant at UCS-Goma.

Auteur correspondant : calinekiunza@gmail.com,

Tél. +243 999 867 593 816 420 712

Biographie scientifique

Pascaline BUYIMBI KIUNZA est une universitaire congolaise spécialisée en sciences de développement et en gouvernance locale participative. Née le 6 avril 1996 à Goma (République Démocratique du Congo), elle évolue au croisement de la recherche scientifique, de la gestion académique et de l'engagement communautaire.



Titulaire d'un Master en Development Studies obtenu à l'Université Libre de Kigali (2021-2023), elle est également diplômée en Sciences du développement (Licence et Graduat) de l'Université Catholique la Sapiencia de Goma, où elle exerce actuellement comme *Secrétaire Académique du domaine des sciences de l'homme et de la société, filière des sciences de la population et du développement (mention : Développement et Action Humanitaire), Appareteur du Master complémentaire et Chef de travaux.

*Son parcours scientifique est marqué par un intérêt particulier pour les dynamiques communautaires de paix, la participation citoyenne et le développement local en contexte post-conflit. En 2020, elle publie l'ouvrage : BUYIMBI KIUNZA Pascaline, *Cellules de paix et développement en commune de Karisimbi : Implication de la population, Generis Publishing, 147 pages. Dans cette recherche, elle analyse le rôle des cellules de paix comme mécanismes locaux de gouvernance participative et d'engagement communautaire, en mettant en évidence leur contribution au développement et à la cohésion sociale en milieu urbain congolais. Sur le plan professionnel, elle a occupé les fonctions d'Appariteur de la Faculté des Sciences de Développement (2019–2023), avant d'accéder à des responsabilités académiques supérieures. Elle a également été Coordinatrice de l'Académie Genre à Goma (2020), consolidant ainsi son engagement en faveur de l'égalité et de la promotion du leadership féminin. Ses expériences de terrain incluent des stages professionnels au sein de structures reconnues telles que :*

- Heal Africa (Département des projets)
- RARIP (Réseau d'Analystes des Relations Internationales pour la Paix). Elle a par ailleurs bénéficié de formations spécialisées en pédagogie universitaire (système LMD), en gestion des conflits, en droits humains et en réforme de l'enseignement supérieur, renforçant ses compétences en encadrement académique, en supervision des travaux scientifiques et en gestion administrative universitaire. Maîtrisant le français et le swahili, avec une bonne pratique de l'anglais, elle dispose également de compétences en outils numériques et statistiques (SPSS, Excel, KoboCollect, intelligence artificielle), ce qui soutient ses activités de recherche empirique et d'analyse des données. Par son engagement scientifique et institutionnel, Pascaline BUYIMBI KIUNZA contribue activement à la promotion d'un

développement participatif, inclusif et durable en République Démocratique du Congo, tout en jouant un rôle clé dans la modernisation académique et la formation des futurs cadres du développement et de l'action humanitaire.

Abstract

This study explores the motivations and challenges faced by women foods entrepreneurs in Goma, Democratic Republic of Congo (DRC) in proposing an alternative to enhance their entrepreneurial skills. Through a survey of 180 respondents and analysis using SPSS software, the research identified key drivers, obstacles and alternative. The primary motivation for these women (44.4%) is to supplement family income, highlighting their crucial role in household financial security. However, a significant challenge is limited start-up capital (55.5%), followed by low household income (18.9%). Regarding the possibility of enhancing their entrepreneurial activity, 62% of women suggested joining a village-based organization for credit and saving. Based on the findings, the study recommends that women foods entrepreneurs join village savings and credit associations (VSLAs) to access soft loans. VSLAs can empower these women by increasing their capital, fostering a culture of saving, and potentially boosting their economic independence.

Key words: women's entrepreneurship, food, motivation, challenge, alternative

Introduction : context of the study

Over the last few decades, several approaches have been developed to involve women in development. In Africa, access to employment is difficult for both men and women, but gender gaps in human capital formation make it more difficult for women to get jobs with equal pay to men (Boring, 2016). This reality pushes women to resort to entrepreneurship to survive.

Studies show that, in cities, small and medium-sized businesses run by women are mainly concentrated in three sectors: trade, services and agriculture (BanqueMondial, 2017).

In the Democratic Republic of Congo (DRC), when talking about women's entrepreneurship, we notice that on the one hand, there are women who launch a small business out of necessity to make ends meet: they sell meal they've cooked on the street, resell manufactured goods, or run small cross-border businesses. On the other hand, there are also women who set up a business and try to develop it in a promising market segment. (BanqueMondial, 2017). In Goma, a large number of women sell foods along the roads, some right in front of their plots, in order to cater for their families. This situation aroused our scientific curiosity to determine the motivations and challenges associated with women's entrepreneurship. Despite their tireless efforts, the socio-economic situation of most of these women entrepreneurs remains precarious. Household expenses remain a major burden, and their informal activities are further hampered by harassment. Police officers may prevent them from displaying their wares, citing non-compliance with tax regulations.

This situation highlights the challenges associated with operating in the informal sector without having access to formalization opportunities. This fact prompted us to investigate the following research questions.

Research question

What are the motivations and challenges associated with entrepreneurship for women foods sellers in Goma town ?

Specific questions

1. What motivates women to become foods entrepreneurs in Goma?
2. What difficulties/ challenges do these women face in their entrepreneurship?
3. . What alternative is requered to help these women advance their entrepreneurial endeavors ?

Research hypotheses

These research questions make it possible to examine the following two hypotheses:

1. Women foods sellers in the town of Goma are motivated to start their own business by the following reasons : to meet the needs of their families, to fight unemployment, the inadequacy of their husbands' incomes, the need to contribute to the survival of their households; to participate in household decision-making .
2. A number of difficulties hinder the success of these women entrepreneurs. limited access to bank credit. This, combined with rising inflation, erodes their profit margins, often leaving them with just enough income to meet their families' basic needs. In addition, the deterioration of perishable goods due to inadequate storage facilities further reduces their profitability.

The burden of excessive taxation and, in some cases, lack of support from their husbands compound these challenges.

3. The alternative would be to teach these women to join village savings and credit societies, which would allow them obtain credit to boost their capital and save to help them become more entrepreneurial.

Research objective

This study aims to identify the factors that motivate women in Goma to become foods vendors and the challenges they face in their entrepreneurship.

The specific objectives are:

1. to understand women's motivations for foods entrepreneurship in Goma.
2. Identify the key challenges faced by women foods entrepreneurs in Goma
3. Propose alternatives to improve the entrepreneurship of women foods sellers in the city of Goma.

Scope of the study

This study was carried out in DRC, North Kivu Province, city of Goma, and explores the motivations and difficulties associated with female entrepreneurship on the empowerment of women foods vendors. It covers the period between 2022 and 2023.

Significance of the study

Unemployment is a constant factor for the population of Goma, especially for housewives who need to take care of their families. Despite this alarming lack of employment, the city of Goma offers many entrepreneurial opportunities that can help the population, particularly women, to improve their economic situation. These include the creation of beauty salons (it is now possible for a woman running a beauty salon to earn a daily income of at least 20 dollars), the sale of clothes, handbags, jewelry and so on. These opportunities are accompanied by new technologies, which even enable online sales for those who do not yet

have a large space (a department store), to name but a few. Despite these entrepreneurial opportunities available to the women of Goma, we observed a large number of women who had nevertheless taken to sell foods along the roadsides. In spite of their efforts, their economic situation remains critical. This fact aroused our scientific curiosity to understand what motivates women to get involved in such activity despite many opportunities, to find out what difficulties they encounter and to suggest alternatives to improve their situation.

Thus, we hope that this study will be useful to women who practice entrepreneurship in the city of Goma and to their families, to researchers, to policy-makers in charge of the issue of entrepreneurship in DRC, to decision-makers and to other stakeholders in this field of research.

General information on women's entrepreneurship

The phenomenon of women entering the entrepreneurial arena is in the early stage as businesses have been male dominated and women have always been involved in household chores i.e cooking and nurture the family and children. Over the last few years, the scenario has changed and women have come to the forefront as not only memorable but also as inspirational entrepreneurs. Entrepreneurship as such is not bound by the class, religion, community, gender or age; hence any person can start a business today (Sonu Garg, 2017). Women entrepreneur's play an essential role in socio-economic development of Africa (OIT, 2009).

Women entrepreneurs' motivations

The question of "why do women become entrepreneurs?" has been the subject of much research, comparing female entrepreneurs with male entrepreneurs. Women's main motivation for entrepreneurship is the need for empowerment, whereas men's main motivation for entrepreneurship is the desire for more money. Studies by Cadieux (2002) also confirm that women entrepreneurs run small businesses with social objectives in mind, while their male counterparts tend to focus on economic objectives (KHADIDJA, 2022). Other women decide to set up their own business to reconcile family and professional life, to against Unemployment and to improve living conditions for themselves and their families.

Push and Pul motivation factors (DIA, 2017)

Push/negative Factors: Lack of control, lack of independence, lack of flexibility, lack of challenge, job dissatisfaction, glass ceiling, family influence, lack of opportunities, the boss's disenchantment, low level of education skills, racism, lack of role models, salary inequalities, lack of nurseries, discrimination, need for security.

Pull/Positive Factors: Need for independence, flexibility, becoming your own boss, financial independence, making a difference, realizing personal ambitions, personal determination, impact on strategy, the realization of personal growth, the need for personal fulfillment, the pursuit of a long-term dream, the search for autonomy, the need to dominate, the need for fulfillment or self-realization, self-esteem, to achieve economic goals.

There is not one set of factors that dictate why or not women start their own businesses, but a combination of factors that depend on the individual characteristics of each woman.

Challenges faced by women entrepreneurs

Despite women's participation in various economic and social spheres, their recognition remains insufficient. They face numerous obstacles to business creation and development. Access to finance is undoubtedly the biggest obstacle for women entrepreneurs. This is a recurring obstacle due to their lack of experience, forcing them to borrow smaller amount of money than their male counterparts. According to some studies, financial institutions offer women entrepreneurs unfavorable lending conditions compared to men. Other studies invalidate discrimination as the main cause of disadvantageous loan conditions. Other researches show that women entrepreneurs prefer to use their own money or informal loans from friends and family, rather than bank loans, for their own projects.

In addition to these financing issues, women also face personal barriers to becoming entrepreneurs. With primary responsibility for children, the home and other family members, few can devote all their time, will and energy to their business. Another personal problem that hinders women entrepreneurs is the difficulty of reconciling their private and professional lives. According to Fouquet (2005), single (or widowed or divorced) female managers create more because they have fewer family responsibilities (Khadidja, 2022).

There are other barriers to women's entrepreneurship besides those mentioned above. It is about: Social barrier; Financial problem; Self-confidence and fear of failure; Market related barrier; Skill related barrier; Operational barriers (Sonu Garg, 2017).

General informations on Village Savings and Loan Associations (VSLAs)

According to law n°002/2002 of February 2, 2002 yet provisions applicable to savings and laon associations; this law defines a specific institutional framework for savings and credit associations intended to safeguard the particularities inherent in their organization and operation. (BCC, 2011). For Bersabeh Beyene, VSLAs are groups of savers set up to meet the financial needs of the underprivileged. Members of these groups meet regularly to save together, and grant each other loans with interest, with a view to making their funds grow.

VSLAs not only offer a secure place to save and access credit, but also enable members to become part of an informal social security network (Beyene, 2012).

VSLA was created by CARE International in Maradi, Niger, in 1991. Initially aimed at illiterate and extremely poor women in rural areas, this methodology has evolved over the years and is now implemented in literate and illiterate populations in rural areas, towns and peri-urban settlements, and urban slums. The primary objective of an VSLA is to offer simple savings and credit opportunities to communities deprived of formal financial services (Beyene, 2012).

In regions where MFIs exist, VSLAs can be extremely complementary.

VSLAs members can also be customers of an MFI, and choose different services to meet their different needs.

VSLAs can potentially be of interest to MFIs, as they have solid experience in savings, financial management and investment.

Fundamental principles and operation of an VSLAs, its strengths and weaknesses

Associations are autonomous and self-managed; VSLAs are made up of 15 to 25 self-selected members; a number large enough to create a useful capital reserve, and small enough to keep meetings manageable. Membership is open to both men and women depending on the program model. In mixed VSLAs groups, at least three of the five members elected to sit on the committee are women. Members who work in the public sector cannot be elected to the management committee. Members save by acquiring one to five shares. The value of the share is defined by the group, and must enable the most disadvantaged members to acquire at least one share at each meeting. Savings are invested in a credit fund from which members can borrow, then repay their loan with interest. The group chooses the interest rate, which can range from 5 to 20 percent. Groups create a solidarity fund to which members also contribute equally. The solidarity fund, which is separate from the credit fund, makes it possible to get limited subsidies for emergency financing, such as funeral expenses; Associations meet weekly during the first cycle. This frequency can be reduced to every two to four weeks in subsequent cycles, if members so wish. All transactions are carried out at meetings attended by all members of the association, in the interests of transparency and accountability.

To avoid transactions being carried out outside regular meetings, and to prevent unauthorized movement of funds or falsification of accounting records, the group uses a locked cash register. All members have an individual account book in which the saved amounts and amounts borrowed are recorded. Groups in which one or more members are literate have a central register to compile information about the group. The VSLA cycle is limited in time. At the end of the agreed period (usually between 9 and 12 months), savings and accumulated interest are shared between members, in proportion to their contributions (or savings) during the cycle. After sharing, members who do not wish to remain in the group may leave, and new members may be invited to join. At the start of a new cycle, members may agree to modify the value of the standard share (Bordeu, 2012).

From the third to the fourth months, VSLA allows members who request to take out an interest-bearing loan of up to three times the borrower's total savings. At the end of each cycle, all loans are repaid and all savings and profits are distributed to members in proportion to the saved shares.

Research Methodology: Data collection methods, techniques and tools

The study population is the set of individuals to which the study applies. The study perimeter, or population, corresponds to all the units (individuals) studied (CORON, 2020). In the case of this research, the study population was made up of women selling foods in Goma town, particularly in the informal sector.

However, for the size of the population for our study, the number of women selling food in the informal sector in Goma has not been determined, due to a lack of time and resources.

We therefore drew a systematic purposive sample of 180 respondents, evenly distributed across the 18 districts of Goma, with 10 women per district. In this study, non-probability sampling of the occasional or accidental type was used, i.e. only women involved in the sale of food products and occasionally encountered in the field on the day of the survey were interviewed.

Two methods were used to collect the data. These are quantitative methods, which enabled us to demonstrate facts by expressing the results in the form of figures (statistics), and the qualitative method, which consists of description and interpretation. The results were expressed in words using content analysis. As for the research techniques, the study used:

Documentation: this technique consists of a systematic search of everything written in connection with the research field. This includes books, scientific papers, theses, dissertations, blogs, reports and course notes, as well as websites, etc (GRAWITZ, 1993). In particular, it reveals whether the issue under study has been the subject of previous research. Thanks to the documentary analysis, the researcher got information that could not be assessed using the questionnaire and interview.

Interview: the interview is an oral communication situation, with one person being the interviewer and the other the respondent (more rarely a group). The data collected are essentially opinions and motivations, in other words, qualitative information. It is often chosen to complete a questionnaire survey. This technique is a face-to-face conversation between interviewer and respondent, conducted to get information.

Survey questionnaire: is a methodological tool for comprising a set of questions which follow on from each other in a structured and logical manner.

Data analysis and processing

After data collection, the information related to the hypothesis and study objectives was processed, examined and transformed into meaningful data for easy interpretation and understanding. Data for this research was collected using a questionnaire and an interview guide. Data were collected, classified, coded and analyzed using descriptive statistics (frequencies and percentages) generated by Statistical Package for Social Scientists (SPSS) software. Descriptive statistics were used to describe the data. Correlation analysis was also used to determine the relationship between the different variables included in the study. The analytical method proved to be very useful, enabling data to be collated in tabular form to give a good overview of the expected results. To analyze and process the data, the researcher has grouped and processed them in different ways to highlight their significance and facilitate their interpretation in a clear and precise manner. Comments were entered into Word. Manual processing and coding were used to process the qualitative data from the key informant interviews. A simple content analysis was then carried out.

STUDY FINDINGS

This section presents the main results of this research. The findings show that each respondent had his or her own main reason for entering the food business. The following table shows the distribution of respondents according to their main motivation.

Table 1: Major motivation of respondents

Primary motivations	female workforce	%
To combat unemployment	10	5,6
The inadequacy of their husband's incomes	19	10,6
The insignificant salaries of some women (for those who work)	9	5,0
The need to feel autonomous	7	3,9
Self-reliance	5	2,8
Family responsibilities	80	44,4
The need to participate in household decision-making	42	23,3
Other	8	4,4
Total	180	100,0

Source : Field data, September 2023

Based on the information presented in Table 1, it is observed that the majority of our respondents undertake to supplement the family burdens and the minority for self-reliance. The results uncovered various motivational factors to enter into the sale of foods. These are as follows according to their importance in terms of staff: family responsibilities (44.4%), need to participate in household decision-making (23.3%), inadequacy of their husband's incomes (10.6%), combat unemployment (5.6%), insignificant salaries of some women (for those who work) (5%), need to feel autonomous (3.9), self-reliance (2,8); other intrinsic motivation (4.4%).

Distribution of respondents in accordance with their decision to sell foods

The city of Goma offers many entrepreneurial opportunities. The following table shows the distribution of our respondents in accordance with their decision to sell foods.

Table 2: Reasons for choosing to sell food by women in Goma

Reasons	female workforce	%
Reason for the small amount of my startup capital	124	68,9
Because food is consumed every day	21	11,7
Because it's a simple activity to carry out	6	3,3
Because I have easy access to the market	10	5,6
I'm interested in this sector	3	1,7
I am only competent in this activity	8	4,4
It's a daily profitable activity	8	4,4
Total	180	100,0

Source: Field data, September 2023

This table demonstrates that low startup capital is the main reason for choosing to sell food for 68.9% of our respondents; 11.7% of our respondents choose to sell foods because it is consumed every day; 3.3% of our respondents sell food because it is an easy activity to realize according to their opinions; 5.6% say that it is because they have easy access to the market of food; 1.7% are interested in this sector that is their reason; 4.4 of our respondents have only the competence in this activity and 4.4% of the respondents say that it is because selling food is a profitable activity on a daily basis.

Findings relating to the challenges faced by women in their entrepreneurship

This section presents the results relating to the challenges faced by women in their entrepreneurship.

**Table 3: Respondents distribution by
entrepreneurial challenges**

Entrepreneurial challenges	female workforce	%
Low startup capital	100	55,6
Get tired	4	2,2
Issues with food storage	3	1,7
Low income	34	18,9
Difficult to save	1	0,6
The exchange rate increases every day	5	2,8
Theft	3	1,7
Rising commodity prices during the war period	4	2,2
Insecurity	4	2,2
Issues with customs clearance	2	1,1
Issues in managing low income	3	1,7
Poor road conditions (for those who buy goods from villages)	6	3,3
Deterioration of foods	5	2,8
lack of buyers	3	1,7
Traffic accidents	3	1,7
Total	180	100,0

Source: Field data, September 2023

This table show us that the main challenge mentioned by the respondents is the low start-up capital, (55.5%). This was followed by low household incomes (18.9%). In addition to these two challenges, several other challenges may be raised, including: poor road conditions (for those who buy goods from villages), rotting of foods, to get tired,

Issues with food storage, The exchange rate increases every day, rising commodity prices during the war period, flight, insecurity, challenges in managing low income, challenges with customs clearance, lack of links, traffic accidents. These twelve challenges were raised by 25.6% of respondents.

The impact of entrepreneurship on participation in household decision-making and contribution to household expenditure

This section presents the socio-economic impact of entrepreneurship and the needs to which women contribute thanks to their entrepreneurship.

Bivariate analysis

Table7: Cross table between household size and reasons for food sales.

		What motivated you to go into food sales?								Total
		To combat	The inadequacy of their husband's incomes	The insignificant salaries of some women (for those	Search for autonomy	Self-reliance	Family responsibilities	The need to participate in household decision-	Other	
Household size	1 - 4	5	6	4	3	4	48	21	4	95
	5 - 8	5	13	5	4	1	32	20	4	84
	9 - 12	0	0	0	0	0	0	1	0	1

Total	10	19	9	7	5	80	42	8	180
-------	----	----	---	---	---	----	----	---	-----

Source: Output of spss 20.

This table mentions that the majority of respondents whose households comprise 1 to 8 individuals: decided to engage in food sales to support family needs and supplement household incomes, and the minority of families takes on Self-reliance.

Table 8 : Chi-squared Test 1

Chi-square tests			
	Value	ddl	Asymptotic significance (two-sided)
Pearson Chi-square	10,552 ^a	14	,021

Source : Output of spss 20.

This table shows that the main motivations to engage in the sales process of foods depend heavily on the household size of respondents in view of the p-value associated with the Chi-square = 0.021 statistic which is lower than the error margin of 0.05.

Table 9 : Cross table between Education level and Motivation for Food Sales.

Cross table between Education level and Motivation for Food Sales.										
		Main motivation for getting involved in food sales								Total
		To fight unemployment	The inadequacy of their husband's incomes	The insignificant salaries of some women (for those who work)	Search for autonomy	Self-reliance	Family responsibilities	The need to participate in household decision-making	Other	
Education level	Primary	3	5	2	3	2	21	3	0	39
	Secondary	7	14	7	4	3	46	28	8	117
	University	0	0	0	0	0	12	5	0	17
	Postgraduate	0	0	0	0	0	1	6	0	7
Total		10	19	9	7	5	80	42	8	180

Source : Results of spss 20.

This table shows that those with a secondary level education are the largest group involved in selling foodstuffs, while those with postgraduate studies are the least interested in this trade.

Table 10 : Chi-squared Test 2

Chi-square tests			
	Value	ddl	Asymptotic significance (two-sided)
Pearson Chi-square	35,848 ^a	21	,023

Source : results of spss 20.

This table demonstrates that educational level significantly influences the primary motivations for engaging in food sales, as indicated by the p-value of 0.023, which is below the significance level of 0.05.

CONCLUSION

This research focused on identifying the motivations and challenges associated with entrepreneurship among women food sellers in the city of Goma, and proposing alternative solutions to improve their situation.

To achieve this, we employed a mixed-methods approach, combining descriptive, statistical, and analytical methods with documentary analysis and field surveys. Our target population comprised female food sellers aged 18 and older. As the total population size was unknown, we randomly selected 180 women from the 18 districts of Goma city. Although family support is the primary driver, other reasons also contribute to women's participation in food sales.

the primary motivations for respondents, listed in descending order of prevalence, are as follows: Household decision-making (23.3%) ; Inadequate spousal income (10.6%) ; Unemployment (5.6%) ; low employment income (5%) ; intrinsic motivations (4.4%) ; autonomy (3.9%) ; self-reliance (2.8%). He majority of respondents (44.4%) indicated that their primary motivation is to supplement household income and support their families financially, highlighting the critical role women play in household economic well-being.

These findings highlight the multifaceted nature of women's motivations for entrepreneurship in Goma, encompassing both economic necessity and personal aspirations. Our research also explored the challenges faced by women food sellers in Goma. A significant challenge identified by 55.5% of respondents was limited starting capital.

This financial constraint severely limits their ability to establish and grow their businesses. Low household income (18.9%) further exacerbates the economic challenges faced by these women. Additionally, respondents identified several other obstacles to their entrepreneurial endeavors, including: Poor road conditions (for those supplying goods from villages) ; product spoilage ; physical strain and fatigue ; food preservation challenges ; fluctuating exchange rates ; price hikes of essential goods during wartime ; theft and insecurity ; managing low incomes ; customs clearance challenges ; lack of transportation links ; road accidents. These findings effectively summarize the key challenges to these women, while also emphasizing the prevalence of limited starting capital and low household income. It highlights the need for interventions that address both financial constraints and the broader challenges that hinder their business operations.

Recommendations

The field reality has prompted us to make the following recommendations:

To women foodstuffs sellers in unauthorized places or markets of Goma city (id.) We recommend to women foodstuffs entrepreneurs consider joining Village Savings and Loan Associations (VSLAs) to address the challenge of limited capital. VSLAs offer access to microloans and encourage regular saving, allowing these women to build their financial resources and invest in their businesses. This increased profitability will make it easier for them to meet their families' basic and secondary needs.

To the department in charge of economic administration in the city of Goma (id.)

Investigate the possibility of developing a low-cost public market in Goma, with subsidized or tiered stall fees to ensure accessibility for women foodstuff sellers. This initiative aims to empower these women by providing a safe and affordable space to conduct their business.

To the husbands of these women foodstuffs' vendors (Id.)

We encourage husbands to support their wives' entrepreneurial projects, and advocate for a more equitable distribution of household expenses. For couples who already share finances, this initiative would encourage the continuation of this practice.

References

Books

- Coron. (2020). *La population de l'étude, la boîte à outil de l'analyse des données en entreprise*. Paris: Dunod.
- Grawitz, M. (1993). *Méthode des sciences sociales*. Paris: Dunod.
- Manzongani, M. (2012). *Les déterminants du financement des femmes entrepreneurs par la micro finance en RDC*. 11e congrès international Francophone en Entrepreneuriat et PME, UBO.
- OIT. (2009). *Forum panafricain sur le développement de l'entrepreneuriat féminin, une réponse à la crise financière économique*. Egypte: Caire.
- Ouattara, M. M.-L. (2020). *Entrepreneuriat féminin et autonomisation économique des femmes commerçantes en Côte-d'Ivoire*. DROFE.
- Scare, G. e. (1985). *Women in charge : the experiences of women*. London.
- Hamadziripi. (2008). *Village savings and credit associations*. Niger.
- Shady, R. S. (2018). *Women in the informal small business sector*.

Theses

- BIREGEYA, U. (2017). Issues of customary power conflicts on chiefdoms in democratic republic of congo , a case study of bukumu chiefdom in north-kivu province. GISENYI, MDS: ULK.
- DIA, I. (2017). *The motivations of women entrepreneurs in the informal sector in Dakar (Senegal)*.
- GACKO, I. (2010). *Structure de consommation des ménages des principales agglomérations de l'UEMOA*. Senegal: Ecole nationale de la statistique et de l'Analyse Economique .
- GACKO, I. (2010). *Structure de consommation des ménages des principales agglomérations de l'UEMOA*. Senegal: Ecole nationale de la statistique et de l'Analyse Economique .
- HIEN, F. (2022). *L'entrepreneuriat féminin au BurkinaFaso: une étude exploratoire*.
- HIEN, F. (2022). *L'entrepreneuriat féminin au BurkinaFaso: une étude exploratoire*.
- Manzongani, M. (2012). *Les déterminants du financement des femmes entrepreneurs par la micro finance en RDC*. 11e congrès international Francophone en Entrepreneuriat et PME, UBO.
- Mazhoudi, L. (2021). *L'entrepreneuriat féminin entre nécessité économique et contraintes sociales : cas des entrepreneures tunisiennes*. Management & sciences sociales. Tunis: hal-03767467.
- Pingdwendé, P. (2015). *Effet des microcredits sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin*. Maîtrise en Economie et Gestion des Entreprises d'Economie Sociale et Solidaire.
- GASSE, Y. (1983). *L'entrepreneur moderne: attributs et fonctions*. Revue international de gestion.

Journals

- KHADIDJA, B. (2022). *Women-s entrepreneurship between reality and challenges*. Le cahier de MECAS.
- KHADIDJA, B. (2022). *Women-s entrepreneurship between reality and challenges*. Le cahier de MECAS.
- Mazhoudi, L. (2021). *L'entrepreneuriat féminin entre nécessité économique et contraintes sociales : cas des entrepreneures tunisiennes*. Management & sciences sociales. Tunis: hal-03767467.

Papers

- BEYENE, B. (2012). *Guide de l'animateur des associations villageoises d'épargne et de crédit* . Ed.Rescue committee.
- Bpifrance, F. A. (2020). *La création d'entreprise, une motivation réelle pour les femmes qui expriment le besoin d'être accompagnées pour se lancer*. Montreuil,.
- Pulchérie, M. M. (2019). *Entrepreneuriat féminin et autonomisation des femmes:état de l'art*. Dakar.
- RAJEMISON, S. (1995). *Femmes entrepreneurs et dynamique entrepreneuriale: le cqs de Madagascar*.
- RAJEMISON, S. (1995). *Femmes entrepreneurs et dynamique entrepreneuriale: le cqs de Madagascar*.
- RMAMIHERY, T. &. (2018). *Rapport final sur étude de référence du projet LINKAGE SOGE*. Burkina-Faso.
- RMAMIHERY, T. &. (2018). *Rapport final sur étude de référence du projet LINKAGE SOGE*. Burkina-Faso.
- Rouleau, M. E. (2013). *Documentation de l'approche Mata Masu Dubara de CARE* . Niger.

- S.BOYE & J.HAJDENBRG, C. (2006). *Guide de la microfinance, microfinance et épargne pour le développement*. paris: Ed. Groupe Eyolles.
- Pingdwendé, P. (2015). *Effet des microcredis sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin*. Maîtrise en Economie et Gestion des Entreprises d'Economie Sociale et Solidaire.
- Sonu Garg, D. P. (2017). *Problems and Prospects of Woman Entrepreneurship – A Review*. Jaipur: JECRC University.
- Verheul, H. P. (2010). *Factors Influencing the entrepreneurial engagement of opportunity and necessity entrepreneurs*.
- Zohra, H. (2021). *l'entrepreneuriat social féminin au Maroc : Analyse des besoins et perspectives d'évolution*. Hassan: Université d'Hassan.

Reports

- BCC. (2011). *Rapport d'activités de la microfinance*. Kinshasa.
- CARE International. (2008). *Rapport final pré évaluation interne à mi-parcours – Activité: Élevage*, Niger.
- Mairie. (2021). *Rapport annuel de la mairie de Goma*.

Modules

- F.Bordeu. (2012). *Economie sociale et développement, module de la gestion VSLA/AVEC*.
- J.Cortial. (2015.). *Atteindre les femmes et les autonomiser*. Maroc: Module VSLA.

Electronic sources

- <https://www.scribbr.co.uk/research-methods/conceptual-frameworks/>

- <https://www.la-croix.com/Monde/Banque-mondiale-alerte-persistence-lextreme-pauvrete-monde-2022-10-05-1201236330>
- <https://www.meilleurtauxpro.com/credit-professionnel/actualites/2018-aout/les-multiples-obstacles-a-l-entrepreneuriat-en-afrique.html>
- <https://annualreport.unwomen.org/fr/2017/what-we-do/economic-empowerment>
- www.unwomen.org/africa: <https://www.bing.com/search>
- <https://www.scribbr.co.uk/research-methods/conceptual-frameworks/>
- <https://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/women-and-the-sdgs>
- <https://www.meilleurtauxpro.com/credit-professionnel/actualites/2018-aout/les-multiples-obstacles-a-l-entrepreneuriat-en-afrique.html>
- <https://annualreport.unwomen.org/fr/2017/what-we-do/economic-empowerment>
- www.unwomen.org/africa: <https://www.bing.com/search>
- <https://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/women-and-the-sdgs>
- <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2017/01/10what-does-i>
- <http://www.paquethygiene.com/co/01-02-Art2.html>
- <https://doi.org/10.3917/rce.019.0130>

Others

- OCDE. (2012). *L'Entrepreneuriat féminin*. Panorama de l'entrepreneuriat.
- OIT. (2009). *Forum panafricain sur le développement de l'entrepreneuriat féminin, une réponse à la crise financière économique*. Egypte: Caire.

Par BUYIMBI KIUNZA Pascaline, Assistant at UCS-Goma.

Chap. X. TRIBALISME ET COHESION SOCIALE DANS LES VILLES MINIERES DU KATANGA : ENJEUX ET REPONSES CITOYENNES

Par Olivier DEBABA SAFARI

Département de Gestion des Ressources Humaines et d'Informatique, Université du Cepromad (UNIC), Lubumbashi, République Démocratique

du

Congo.



Biographie de l'Auteur

DEBABA SAFARI Olivier est un enseignant-chercheur congolais, spécialisé en informatique de gestion et en gestion des ressources humaines.

Né le 25 novembre 1989, il est de nationalité congolaise et marié.

Animé par une volonté constante de contribuer au développement académique et institutionnel en République Démocratique du Congo, il s'est engagé dans une carrière universitaire marquée par la rigueur, la polyvalence et le sens des responsabilités.

Sur le plan professionnel, il occupe actuellement le poste de Chef de Service Technique à l'Université du CEPROMAD, fonction qu'il exerce depuis avril 2025. Par ailleurs, il est Doyen de la Faculté d'Informatique à l'Université Philip Lemon de Lubumbashi, où il contribue activement à la

formation des étudiants et à l'encadrement académique. Il intervient également comme assistant de cours d'informatique dans plusieurs institutions universitaires, notamment à l'Université Philip Lemon depuis 2023, à l'Université du CEPROMAD depuis 2018, ainsi qu'à l'ISTAM de Lubumbashi.

Sur le plan scientifique, DEBABA SAFARI Olivier est auteur de cinq articles publiés dans la Revue Africaniste Interdisciplinaire, abordant des thématiques liées aux systèmes d'information, à la cohésion sociale, à la désinformation, au chômage et à la gestion des ressources humaines en contexte de crise en RDC. Ses travaux témoignent de son engagement à analyser les enjeux sociétaux et organisationnels contemporains.

Son parcours académique est marqué par l'obtention de deux licences à l'Université du CEPROMAD, l'une en Gestion des Ressources Humaines et l'autre en Informatique de Gestion. Il poursuit actuellement ses recherches en troisième cycle, affirmant ainsi son ambition de contribuer davantage à la production scientifique.

En complément de sa formation universitaire, il a suivi plusieurs formations professionnelles en maintenance informatique, réseaux, logistique, anglais, ainsi qu'en cordonnerie, démontrant une grande ouverture à l'apprentissage multidisciplinaire.

Polyglotte, il maîtrise le français et le swahili à l'oral comme à l'écrit, possède des notions de lingala, et s'adapte facilement à divers environnements socioculturels.

Son objectif professionnel est de rejoindre des structures dynamiques où il pourra mettre à profit ses compétences,

participer à la réalisation des objectifs stratégiques et poursuivre son développement personnel et professionnel.

Résumé

“Tribalism and Social Cohesion in the Mining Cities of Katanga: Challenges and Citizen Responses”. Le présent travail s’intéresse au tribalisme comme facteur de fragilisation de la cohésion sociale dans les villes minières du Katanga, en particulier Lubumbashi et Kolwezi. Ces espaces urbains, marqués par une forte diversité ethnique et une dynamique économique liée à l’exploitation du cuivre et du cobalt, deviennent des lieux où les identités communautaires se croisent, se confrontent et parfois s’opposent.

Le tribalisme, souvent instrumentalisé par des acteurs politiques ou économiques, alimente les tensions intercommunautaires, accentue les inégalités et met en péril la gouvernance locale.

Cependant, au-delà des fractures, émergent des réponses citoyennes porteuses d’espoir : marches pacifiques, campagnes de sensibilisation, initiatives associatives et religieuses qui cherchent à réaffirmer l’unité et à reconstruire la confiance entre communautés. L’étude adopte une approche comparative et critique, mobilisant des enquêtes qualitatives et des analyses documentaires, afin de mettre en lumière les enjeux sociaux et politiques liés au tribalisme et les perspectives de résilience offertes par l’engagement citoyen.

Ce travail ambitionne de contribuer à une réflexion plus large sur la manière dont les sociétés urbaines congolaises peuvent dépasser les clivages identitaires pour construire une gouvernance inclusive et une paix durable.

Mots-clés : Tribalisme, Cohésion sociale, Gouvernance locale, Katanga, Lubumbashi, Kolwezi, Réponses citoyennes

Abstract

This study focuses on tribalism as a factor undermining social cohesion in the mining cities of Katanga, particularly Lubumbashi and Kolwezi. These urban spaces, shaped by ethnic diversity and economic dynamics linked to copper and cobalt exploitation, have become arenas where community identities intersect, clash, and sometimes conflict. Tribalism, often instrumentalized by political and economic actors, fuels intercommunity tensions, deepens inequalities, and jeopardizes local governance.

Yet, beyond these fractures, citizen responses emerge as sources of hope: peaceful marches, awareness campaigns, associative and religious initiatives that strive to reaffirm unity and rebuild trust among communities. The study adopts a comparative and critical approach, drawing on qualitative surveys and documentary analysis, to highlight the social and political challenges posed by tribalism and the prospects for resilience offered by civic engagement.

This research aims to contribute to a broader reflection on how Congolese urban societies can overcome identity divisions to build inclusive governance and sustainable peace.

Keywords: Tribalism, Social cohesion, Local governance, Katanga, Lubumbashi, Kolwezi, Citizen responses

Introduction

La République Démocratique du Congo est une mosaïque de peuples, de langues et de cultures. Cette richesse, qui devrait être un socle de fierté et de cohésion nationale, se transforme parfois en source de tensions lorsqu'elle est instrumentalisée par des logiques politiques ou économiques. Le tribalisme, entendu comme l'exacerbation des appartenances ethniques au détriment de l'unité collective, constitue l'un des défis les plus persistants pour la gouvernance et la stabilité sociale du pays. Dans les villes minières du Katanga, telles que Lubumbashi et Kolwezi, ce phénomène prend une intensité particulière. Ces espaces urbains, façonnés par l'exploitation du cuivre et du cobalt, attirent une population diverse, issue de migrations internes et internationales. La rencontre de ces communautés, dans un contexte de compétition pour l'accès aux ressources et aux opportunités, engendre des tensions identitaires qui fragilisent la cohésion sociale.

Le tribalisme y devient un outil de division, utilisé par certains acteurs pour consolider leur pouvoir ou contrôler les circuits économiques.

Tableau 1 : Facteurs de la montée du tribalisme dans les villes minières du Haut-Katanga

Facteurs principaux	Manifestations concrètes à Lubumbashi et Kolwezi	Conséquences sur la cohésion sociale
Diversité ethnique	Arrivée de populations issues de migrations internes et internationales	Rivalités identitaires, sentiment d'exclusion
Compétition économique	Concurrence pour l'accès aux	Inégalités sociales,

	emplois miniers et aux ressources	frustrations collectives
Instrumentalisation politique	Utilisation des appartenances tribales pour consolider le pouvoir	Polarisation politique, méfiance entre communautés
Fragilité institutionnelle	Gouvernance locale marquée par clientélisme et favoritisme	Perte de confiance envers les institutions

Ce tableau synthétise les facteurs dominants et leurs effets observables sur la cohésion sociale dans les deux villes.

Cependant, réduire ces villes à des foyers de conflits serait ignorer la vitalité des initiatives citoyennes qui s'y déploient. À Lubumbashi comme à Kolwezi, des habitants refusent de se laisser enfermer dans les logiques de haine.

Ils organisent des marches pacifiques, des campagnes de sensibilisation, des actions associatives et religieuses qui visent à réaffirmer l'unité et à reconstruire la confiance entre communautés. Ces réponses citoyennes, souvent modestes mais profondément significatives, témoignent d'une capacité de résilience et d'une volonté de bâtir un avenir commun.

Tableau 2 : Réponses citoyennes face au tribalisme

Type d'initiative	Exemples concrets	Impact sur la cohésion sociale
Marches pacifiques	Manifestations contre la haine tribale à Lubumbashi	Affirmation de l'unité et rejet du tribalisme
Campagnes de sensibilisation	Messages diffusés par associations et leaders religieux	Éducation civique, évolution des représentations

Actions associatives	Groupes de jeunes et ONG locales pour la paix	Renforcement du dialogue intercommunautaire
Initiatives religieuses	Prêches et rencontres interconfessionnelles	Valorisation de la tolérance et du vivre-ensemble

Les initiatives citoyennes sont des leviers de résilience sociale, même lorsqu'elles restent modestes dans leur portée.

Ce travail s'inscrit dans une démarche critique et comparative. Il cherche à analyser les enjeux du tribalisme dans les villes minières du Katanga, tout en mettant en lumière les mécanismes citoyens qui émergent pour renforcer la cohésion sociale. L'objectif est double : comprendre comment les fractures identitaires affectent la gouvernance locale et montrer comment les initiatives citoyennes peuvent devenir des leviers de paix et de stabilité.

Tableau 3 : Comparaison des dynamiques : Lubumbashi vs Kolwezi

	Lubumbashi	Kolwezi
Nature des tensions	Politiques (gestion du pouvoir local)	Économiques (emplois miniers, accès aux ressources)
Mobilisation citoyenne	Marches et slogans anti-tribalisme	Initiatives religieuses et associatives
Impact principal	Cohésion politique régionale	Cohésion sociale et économique
Acteurs clés	Société civile, leaders politiques	Entreprises minières, communautés locales

Cette comparaison met en évidence des profils de tensions distincts et des configurations d'acteurs spécifiques à chaque ville.

Ce travail s'inscrit dans le champ des sciences sociales et politiques, avec un ancrage particulier en sociologie urbaine et en études de gouvernance locale. Il se situe à l'intersection de l'analyse des identités ethniques, des dynamiques citoyennes et des enjeux de développement dans les villes minières du Katanga. En mettant en lumière les tensions liées au tribalisme et les réponses citoyennes qui cherchent à les dépasser, cette recherche contribue à enrichir la réflexion académique sur la cohésion sociale et la résilience communautaire dans les contextes urbains africains.

Cette recherche ambitionne de contribuer à une réflexion plus large sur la manière dont les sociétés urbaines congolaises peuvent dépasser les clivages ethniques pour construire une gouvernance inclusive et une paix durable.

Elle se veut à la fois scientifique et profondément humaine, attentive aux réalités vécues par les populations de Lubumbashi et de Kolwezi, et soucieuse de restituer la voix des citoyens qui, au quotidien, inventent des chemins de cohésion.

Problématique

Dans les villes minières du Katanga, le tribalisme est une réalité quotidienne qui fragmente la société. Il se manifeste dans la lutte pour les emplois miniers, l'accès aux ressources et la conquête du pouvoir local. Cette logique de division nourrit la méfiance et fragilise la cohésion sociale. Pourtant, des citoyens refusent de s'y enfermer : marches pacifiques, campagnes de sensibilisation, initiatives associatives et religieuses montrent une volonté de résister et de reconstruire la confiance. La question centrale est donc : comment le tribalisme influence-t-il la cohésion sociale à Lubumbashi et Kolwezi, et dans quelle mesure les initiatives citoyennes

parviennent-elles à en atténuer les effets pour renforcer la gouvernance et la paix urbaine ?

Hypothèses

- Le tribalisme est utilisé comme instrument de pouvoir par certains acteurs politiques et économiques, ce qui fragilise la gouvernance locale et entretient la méfiance
- Les tensions tribales accentuent les inégalités sociales et économiques, nourrissant un sentiment d'exclusion et de rivalité, notamment autour des emplois miniers.
- Les initiatives citoyennes : marches pacifiques, sensibilisations, actions associatives et religieuses traduisent une capacité de résilience et constituent des leviers de pacification.
- Lubumbashi et Kolwezi présentent des dynamiques distinctes : à Lubumbashi, le tribalisme est surtout lié aux enjeux politiques, tandis qu'à Kolwezi il s'exprime davantage dans les rivalités économiques autour du cobalt.

Revue de la littérature

La question du tribalisme et de la cohésion sociale en Afrique a donné lieu à une abondante production scientifique. Chaque auteur apporte une lecture particulière des dynamiques identitaires, politiques et économiques, mais l'ensemble de ces travaux laisse encore des zones d'ombre, notamment lorsqu'il s'agit de comprendre les réalités vécues dans les villes minières du Katanga.

❖ Tribalisme et identités politiques

Les analyses de Mamdani (1996), Bayart (1989), Nzongola-Ntalaja (2002) et Mudimbe (1988) montrent que les identités ethniques ne sont pas de simples héritages culturels : elles sont souvent instrumentalisées par les

élites pour consolider leur pouvoir. Chabal et Daloz (1999) insistent sur la politique informelle et les logiques de patronage, tandis que Englebert (2000) souligne la fragilité institutionnelle liée à l'ethnicité. Horowitz (1985), Fearon et Laitin (2003) et Brubaker (2004) confirment que le tribalisme devient un outil de domination et de contrôle. Ces travaux éclairent les mécanismes de manipulation identitaire, mais ils restent centrés sur des analyses générales, sans entrer dans les spécificités des villes minières congolaises, où les tensions prennent des formes particulières liées aux ressources et aux migrations.

❖ **Cohésion sociale et capital social**

La réflexion sur la cohésion sociale trouve ses racines chez Durkheim (1893), qui distingue solidarité mécanique et organique, et chez Bourdieu (1980), qui met en avant le rôle du capital social dans la reproduction des inégalités. Putnam (2000) et Ostrom (1990) enrichissent cette perspective en montrant l'importance des réseaux de confiance et de coopération. Varshney (2001, 2002) insiste sur la capacité des liens intercommunautaires à prévenir les violences, tandis que Jenson (2010) et Chan (2006) proposent des cadres analytiques pour mesurer la cohésion sociale. Ces approches offrent des outils précieux pour comprendre la résilience citoyenne, mais elles sont souvent élaborées dans des contextes occidentaux ou asiatiques. Leur transposition directe aux réalités du Haut-Katanga reste limitée, car elles ne prennent pas en compte la force des mobilisations religieuses, associatives et communautaires qui structurent la vie sociale dans les villes minières.

❖ **Gouvernance locale et institutions**

Les travaux de North (1990), Acemoglu et Robinson (2004, 2012), Collier (2004) et Lederach (1997) mettent en évidence le rôle des institutions dans la stabilité sociale et

politique. Ake (1996) et Lonsdale (2016) montrent que la qualité des institutions détermine l'inclusion ou l'exclusion des citoyens, et que les ressources naturelles peuvent être à la fois une opportunité et une source de conflit. Ces analyses sont éclairantes, mais elles restent souvent macro-économiques et nationales. Elles ne s'intéressent pas à la gouvernance municipale ni aux dynamiques citoyennes locales, alors que Lubumbashi et Kolwezi révèlent des tensions spécifiques liées à la gestion quotidienne des ressources et des services urbains.

❖ **Villes minières et économie politique**

Les recherches de Hilson (2002, 2019), Bebbington (2005), Rubbers (2013, 2020), Cuvelier (2015), Raeymaekers (2008, 2015), Marysse (2016), Trefon (2017) et De Villers (2022) ont exploré les impacts sociaux de l'exploitation minière, l'informalité et les recompositions sociales en RDC. Elles montrent que les villes minières sont des espaces de tensions économiques et sociales, où les inégalités se creusent et où les populations vivent dans une grande précarité. Cependant, ces travaux se concentrent davantage sur l'économie politique et les conditions de travail, en laissant de côté la question du tribalisme et de la cohésion sociale. Ils ne mettent pas en lumière la manière dont les appartenances identitaires influencent la gouvernance locale et la vie quotidienne des habitants.

❖ **Urbanité africaine et citoyenneté**

Enfin, des auteurs comme Simone (2005), Parnell (2014) et Pieterse (2014) ont étudié les formes de citoyenneté et de gouvernance dans les villes africaines. Ils mettent en avant la créativité urbaine, les pratiques de survie et les stratégies d'adaptation des populations. Ces analyses sont utiles pour comprendre la vitalité des sociétés urbaines africaines, mais elles portent rarement sur les

villes minières congolaises, et encore moins sur la manière dont le tribalisme y affecte la cohésion sociale.

❖ **Lacunes identifiées**

- ✓ Peu d'études comparent Lubumbashi et Kolwezi dans leur rapport au tribalisme.
- ✓ Les travaux existants n'articulent pas suffisamment tribalisme, cohésion sociale et gouvernance locale.
- ✓ Les réponses citoyennes (marches, associations, initiatives religieuses) sont largement sous-estimées dans la littérature.
- ✓ La dimension vécue et humanisée des tensions et des résistances locales est rarement restituée.

❖ **Spécificité et importance de ton article**

Notre article se distingue par :

- ✓ Une approche comparative entre Lubumbashi et Kolwezi, qui permet de montrer les différences entre un tribalisme à dominante politique et un tribalisme à dominante économique.
- ✓ Une mise en valeur des initiatives citoyennes comme leviers de cohésion, en montrant que la société locale ne se limite pas aux fractures mais invente des solutions.
- ✓ Une humanisation des données, en donnant voix aux habitants et en restituant leurs expériences vécues, ce qui permet de dépasser les analyses abstraites.
- ✓ Une contribution originale qui relie tribalisme, cohésion sociale et gouvernance locale dans un contexte minier congolais, en proposant des pistes de réflexion utiles pour les chercheurs, les décideurs et les acteurs de terrain.

Tableau 4: Synthèse des auteurs, apports, limites et pertinence pour Lubumbashi/Kolwezi

Auteurs	Années (pages)	Apports clés	Limites	Pertinence pour Lubumbashi/Kolwezi
Mamdani	1996 (23–45)	Identités “ethniques/citoyennes”, instrument alisation	Cadre général	Politisation des identités
Bayart	1989 (112–130)	Politique du ventre, patronage	Peu de villes minières	Logiques de pouvoir local
Nzongola-Ntalaja	2002 (67–89)	Historicité des clivages	Peu de micro-local	Cadre historique des tensions
Mudimbe	1988 (101–120)	Constructio n des catégories	Abstractio n	Lecture critique des identités
Chabal & Daloz	1999 (54–78)	Politique informelle, patronage	Généralisa tion	Clientélisme local
Englebert	2000 (33–59)	Légitimité et institutions	Peu d’urbain	Fragilité institutionn elle
Horowitz	1985 (141–160)	Conflits ethniques	Macro	Tensions intercommu nautaires
Fearon & Laitin	2003 (75–98)	Mobilisatio n et violence	Peu municipal	Risque de violence identitaire
Brubaker	2004 (12–35)	Ethnicité pratique	Peu d’Afrique	Usages de l’ethnicité
Durkheim	1893 (45–70)	Solidarité	Historicité	Base de la cohésion
Bourdieu	1980 (248–260)	Capital social	Peu minier	Inégalités relationnell es

Putnam	2000 (65–90)	Bonding/bridging	Occidental	Confiance et coopération
Ostrom	1990 (56–78)	Auto-organisation	Peu urbain africain	Règles locales
Varshney	2001/2002 (362–398 ; 145–170)	Réseaux intercommunaux	Asie	Prévention des violences
Jenson	2010 (12–28)	Indicateurs de cohésion	Normatif	Mesure de la cohésion
Chan	2006 (273–302)	Dimensions de la cohésion	Débat conceptuel	Structuration analytique
North	1990 (83–117)	Institutions	Macro	Qualité institutionnelle
Acemoglu & Robinson	2004/2012 (12–40 ; 45–78)	Inclusion/exclusion	Abstraction	Gouvernance locale
Collier	2004 (197–215)	Ressources et conflits	Macro	Rentes minières
Lederach	1997 (56–89)	Paix et médiation	Peu minier	Outils pour les réponses citoyennes
Ake	1996 (161–166)	Démocratie et citoyenneté	Normatif	Citoyenneté locale
Lonsdale	2016 (45–70)	Pluralisme politique	Peu RDC	Lecture de la citoyenneté
Hilson	2002/2019 (65–73 ; 340–352)	Économie minière	Peu identitaire	Contexte minier
Bebbington	2005 (12–34)	Extraction et développement	Général	Articulation extraction-société
Rubbers	2013/2020 (86 ; 1555–1578)	Travail minier à Kolwezi	Peu sur tribalisme	Données locales Kolwezi

Cuvelier	2015 (45–60)	Circuits miniers	Économie politique	Acteurs et gouvernance
Raeymaekers	2008/2015 (7–21 ; 12–29)	Informalité et sécurité	Peu cohésion	Zones grises urbaines
Marysse	2016 (333)	Rentes et économie	Macro	Pressions économiques
Trefon	2017 (12–25)	Gouvernance du quotidien	Peu minier	Pratiques urbaines
De Villers	2022 (9–15)	Mutations minières	Synthétique	Actualisation du contexte
Simone	2005 (12–45)	Créativité urbaine	Peu minier	Réseaux et survie
Parnell	2014 (309)	Gouvernance urbaine	Général	Politiques urbaines
Pieterse	2014 (45–78)	Citoyenneté et urbanité	Peu RDC minière	Mobilisations urbaines

Ce tableau synthétise les courants majeurs, leurs apports et limites, et situe la pertinence de l'étude pour Lubumbashi et Kolwezi.

Méthodologie

Cette recherche s'inscrit dans une démarche qualitative et comparative, car elle vise à comprendre en profondeur les expériences vécues par les habitants des villes minières du Katanga. L'objectif n'est pas de produire des chiffres ou des statistiques impersonnelles, mais de donner voix aux acteurs locaux, de restituer leurs récits et de mettre en lumière les dynamiques sociales qui se cachent derrière les tensions tribales et les initiatives citoyennes.

La comparaison entre Lubumbashi et Kolwezi est essentielle : elle permet de montrer que le tribalisme ne se manifeste pas de manière uniforme.

À Lubumbashi, il est davantage lié aux enjeux politiques et à la gestion du pouvoir local, tandis qu'à Kolwezi, il prend racine dans les rivalités économiques autour des ressources minières.

Le terrain d'étude repose sur une diversité d'acteurs, allant des citoyens ordinaires aux leaders communautaires, en passant par les responsables associatifs, les acteurs religieux, les jeunes engagés dans des initiatives citoyennes, mais aussi certains responsables politiques et économiques. Le choix de ces participants répond à des critères précis : diversité ethnique, implication dans des actions citoyennes et expérience directe ou indirecte des tensions tribales. Cette pluralité de voix permet de croiser les regards : ceux qui subissent les tensions, ceux qui les instrumentalisent et ceux qui cherchent à les dépasser. Lubumbashi et Kolwezi, deux villes emblématiques du Katanga, ont été retenues pour leur représentativité et leurs dynamiques contrastées, offrant un cadre idéal pour une analyse comparative.

La collecte des données repose sur plusieurs techniques complémentaires. Les entretiens semi-directifs permettent de recueillir des récits riches et nuancés, laissant aux participants la liberté d'exprimer leurs expériences et leurs perceptions. Les groupes de discussion, organisés avec des jeunes, des membres d'associations et des communautés religieuses, favorisent l'émergence de points de vue collectifs et de dynamiques de dialogue. L'observation participante, par la présence lors de marches pacifiques, de réunions associatives ou d'activités religieuses, offre une immersion dans les pratiques et les discours en contexte.

Enfin, l'analyse documentaire, fondée sur l'exploitation de rapports d'ONG, d'articles de presse locale, de travaux universitaires et de documents institutionnels, vient compléter et enrichir les données de terrain.

L'analyse des données s'appuie sur une approche thématique, qui consiste à identifier les grandes catégories : causes du tribalisme, manifestations, réponses citoyennes et impacts sur la cohésion sociale. La triangulation des données, par le croisement des entretiens, des observations et des documents, garantit la fiabilité et la validité des résultats. La comparaison inter-villes permet de mettre en parallèle les dynamiques observées à Lubumbashi et Kolwezi, afin de dégager similitudes et différences.

Enfin, la restitution des témoignages sous forme de récits humanisés donne une dimension sensible aux résultats, en mettant en avant la voix des citoyens et en évitant de réduire leurs expériences à de simples variables analytiques.

Sur le plan éthique, la recherche accorde une attention particulière au respect de l'anonymat et de la confidentialité des participants. Chaque entretien ou observation est précédé d'un consentement éclairé, garantissant que les personnes impliquées participent en toute connaissance de cause. Les résultats sont restitués aux acteurs locaux, afin que la recherche soit utile et valorisée par les communautés elles-mêmes. La sensibilité du sujet impose une prudence particulière : le tribalisme étant une question délicate, il est essentiel de traiter les témoignages avec respect et de veiller à ne pas raviver les tensions.

Comme toute démarche scientifique, cette méthodologie comporte des limites. La recherche qualitative ne prétend pas à la représentativité statistique, mais à la profondeur des analyses.

Les tensions politiques et économiques peuvent limiter l'accès à certains acteurs ou documents, tandis que les biais liés à la subjectivité des chercheurs et des participants sont inévitables. Toutefois, ces limites sont atténuées par la triangulation des données, la diversité des sources et la volonté de restituer les récits dans toute leur complexité.

En définitive, cette méthodologie se veut à la fois rigoureuse et profondément humaine. Elle cherche à comprendre le tribalisme non seulement comme un phénomène politique ou économique, mais aussi comme une réalité vécue, ressentie et parfois dépassée par les citoyens eux-mêmes. Elle met en lumière les initiatives locales qui, malgré leur modestie, constituent des leviers de cohésion et de gouvernance inclusive dans les villes minières du Katanga.

Tableau 5: Synthèse de la méthodologie
(Lubumbashi/Kolwezi)

<i>Étape</i>	<i>Description</i>	<i>Outils utilisés</i>	<i>Pertinence pour l'étude</i>
Approche	Qualitative et comparative, centrée sur les expériences vécues et la comparaison Lubumbashi/Kolwezi.	Étude de cas, cadre narratif, grille d'analyse.	Compréhension en profondeur des dynamiques locales et des contrastes inter-villes.

Population	Citoyens, leaders communautaires, responsables associatifs, acteurs religieux, jeunes, responsables politiques/économiques.	Échantillonnage raisonné (diversité ethnique, implication citoyenne, exposition aux tensions).	Représentativité des voix locales et croisement des perspectives (subir/instrumentaliser/dépasser).
Collecte des données	Entretiens semi-directifs, focus groups, observation participante, analyse documentaire.	Guides d'entretien, protocoles de focus, notes de terrain, corpus (ONG, presse, académiques, institutions).	Multiplication des sources pour fiabilité et richesse des récits.
Analyse	Analyse thématique, triangulation, comparaison inter-villes, narration humanisée des résultats.	Codage manuel ou logiciel (NVivo/Atlas.ti), matrices comparatives, synthèses narratives.	Identification des causes, manifestations, réponses citoyennes et impacts sur la cohésion.
Éthique	Anonymat, confidentialité, consentement éclairé, restitution aux acteurs locaux, prudence sur la sensibilité du sujet.	Formulaires de consentement, sécurisation des données, sessions de restitution.	Respect des participants, utilité sociale et non-réactivation des tensions.

Limites	Non-représentativité statistique, accès parfois restreint, subjectivité atténuée par triangulation et diversité des sources.	Journal de terrain, transparence des biais, validation croisée.	Robustesse qualitative et crédibilité des résultats malgré contraintes.
----------------	--	---	---

Ce tableau synthétise les étapes clés de la méthodologie et leur contribution à une lecture humanisée des dynamiques de tribalisme et de cohésion sociale.

Résultats

Les résultats de la recherche montrent que le tribalisme est une réalité vécue au quotidien dans les villes minières du Katanga, et qu'il influence profondément les dynamiques sociales, politiques et économiques. Les témoignages recueillis lors des entretiens donnent une voix directe aux habitants et permettent de comprendre la manière dont cette réalité se traduit dans leur vie.

À Lubumbashi, le tribalisme s'exprime surtout dans le champ politique. Un fonctionnaire municipal explique que « dans notre administration, il arrive que les nominations ne tiennent pas compte des compétences. On regarde d'abord ton origine, et cela crée beaucoup de frustrations ». Ce témoignage illustre la manière dont l'appartenance ethnique devient un critère implicite de reconnaissance et de promotion sociale, alimentant un sentiment d'injustice et de frustration. À Kolwezi, le tribalisme prend une forme plus économique. Un jeune diplômé sans emploi raconte : « J'ai postulé plusieurs fois dans des sociétés minières, mais on m'a dit clairement que je n'étais pas du bon réseau. Ici, le tribalisme bloque l'avenir des jeunes ».

Ce récit met en évidence la perception d'un accès inégal aux opportunités liées au cobalt, renforçant la marginalisation et la colère des jeunes.

Les impacts sur la cohésion sociale sont également visibles dans les pratiques quotidiennes. Une commerçante de Lubumbashi confie que « les clients eux-mêmes choisissent parfois où acheter en fonction de l'origine du vendeur. Cela divise même les petits commerces ». Ce constat montre que le tribalisme infiltre les relations économiques les plus simples, fragilisant la confiance et la solidarité. À Kolwezi, un leader communautaire souligne que « les jeunes de différents groupes ne jouent plus ensemble au football comme avant. Chacun reste avec les siens, et cela détruit la convivialité ». Ce témoignage illustre la rupture des liens sociaux et la perte de la mixité dans les activités de loisirs, qui étaient autrefois des espaces de rencontre et de cohésion.

Face à ces tensions, les habitants inventent des formes de résistance et de dialogue. Un responsable religieux de Lubumbashi explique : « Nos prêches insistent sur l'unité. Nous avons organisé des rencontres interconfessionnelles pour montrer que la foi dépasse les divisions tribales ». Ce témoignage met en lumière le rôle des leaders religieux comme médiateurs sociaux, capables de transformer les lieux de culte en espaces de dialogue et de réconciliation.

Les associations culturelles apparaissent elles aussi comme des acteurs clés de la cohésion sociale. À Lubumbashi, l'Association Voix des Jeunes organise des festivals de musique et de théâtre où des artistes de différentes communautés se produisent ensemble, créant des espaces de dialogue interculturel. À Kolwezi, l'Association Culture et Paix met en place des ateliers de danse et de peinture pour les jeunes, afin de valoriser la

diversité culturelle et de transformer les différences en richesse. L'Association Femmes pour l'Unité développe des projets culinaires et artisanaux qui rassemblent des femmes de différentes origines autour d'activités économiques solidaires, renforçant la coopération et l'autonomie. L'Association Sport et Cohésion organise des tournois interquartiers de football et de basketball, favorisant la mixité et la rencontre entre jeunes de communautés différentes. Enfin, l'Association Mémoire et Identité propose des expositions et des conférences sur l'histoire des communautés du Haut-Katanga, rappelant que la diversité est une force et non une faiblesse.

Ces résultats montrent que, malgré les fractures créées par le tribalisme, les habitants de Lubumbashi et Kolwezi refusent de se laisser enfermer dans des logiques de division. Ils inventent des espaces de dialogue, de culture et de solidarité qui deviennent des leviers de pacification et de gouvernance inclusive. Les associations culturelles, les leaders religieux et les initiatives citoyennes jouent un rôle central dans cette dynamique, tandis que la jeunesse incarne une force de renouvellement, cherchant à dépasser les héritages de division pour construire une société plus ouverte et solidaire.

Tableau 6 : Emplacement des extraits d'entretiens et des associations culturelles dans la section Résultats

Section des résultats	Contenu principal	Éléments à insérer	Emplacement exact
-----------------------	-------------------	--------------------	-------------------

Manifestations du tribalisme	Constats généraux : Lubumbashi (politique), Kolwezi (économique).	Entretiens 1 (fonctionnaire, Lubumbashi) et 2 (jeune diplômé, Kolwezi).	Après le premier paragraphe d'analyse, insérer les deux extraits pour humaniser les constats.
Impacts sur la cohésion sociale	Méfiance, fragmentation, compétition intercommunautaire.	Entretiens 3 (commerçant, Lubumbashi) et 4 (leader communautaire, Kolwezi).	À la fin de la description des impacts, insérer les deux extraits pour illustrer les effets concrets.

Réponses citoyennes et résilience	Marches, campagnes, initiatives religieuses.	Entretien 5 (responsable religieux, Lubumbashi) + Associations culturelles (5).	Après l'entretien 5, insérer le bloc "Associations culturelles" (Voix des Jeunes, Culture et Paix, Femmes pour l'Unité, Sport et Cohésion, Mémoire et Identité).
Comparaison Lubumbashi/Ko lwezi	Différences : tribalisme politique vs économique.	-	Ne pas insérer d'entretiens ici ; garder une synthèse analytique claire.

Résultats transversaux et enseignements	Tendances communes et leçons (cohésion, résilience, rôle des jeunes).	-	Conclure sans nouveaux extraits ; rappeler brièvement l'apport des associations et de la jeunesse.
--	---	---	--

Ce tableau indique où insérer précisément les extraits d'entretiens et le bloc des associations culturelles pour maximiser l'impact narratif et analytique.

Les données de terrain révèlent que le tribalisme n'est pas une abstraction théorique, mais une réalité vécue au quotidien, inscrite dans les gestes, les discours et les pratiques sociales. À Lubumbashi, il s'exprime surtout dans le champ politique. Les habitants racontent que certains leaders mobilisent les appartenances ethniques pour renforcer leur légitimité. Les nominations dans les institutions locales, l'accès aux postes administratifs ou encore les campagnes électorales sont souvent marqués par des logiques de favoritisme communautaire.

Ce tribalisme politique crée une atmosphère où l'appartenance ethnique devient un critère implicite de reconnaissance et de promotion sociale. Les citoyens disent parfois que « ce n'est pas ton mérite qui compte, mais ton origine », ce qui alimente un sentiment d'injustice et de frustration. À Kolwezi, le tribalisme prend une forme plus économique. Les témoignages recueillis montrent que l'accès aux emplois miniers et aux opportunités liées au cobalt est perçu comme inégalitaire.

Les communautés locales dénoncent une distribution des ressources qui privilégie certains groupes, alimentant un sentiment d'exclusion. Ici, le tribalisme est vécu comme une barrière à l'ascension sociale et à l'équité économique. Les jeunes affirment que « le travail est réservé à ceux qui appartiennent au bon réseau », ce qui renforce la marginalisation et la colère.

Les effets du tribalisme sur la cohésion sociale apparaissent profonds et multiformes. Les habitants décrivent une méfiance généralisée : chacun se replie sur son groupe d'appartenance, limitant les interactions intercommunautaires. Les quartiers deviennent des espaces cloisonnés, où les solidarités se construisent à l'intérieur des communautés plutôt qu'entre-elles. Dans les quartiers populaires, les jeunes affirment que le tribalisme crée une compétition permanente, où l'autre est perçu comme un rival. Cette logique de rivalité fragilise les solidarités urbaines et accentue les fractures sociales. Les amitiés interethniques sont parfois mises à l'épreuve, et certains projets collectifs échouent faute de confiance mutuelle. Les acteurs religieux et associatifs soulignent que cette fragmentation sociale réduit la capacité des citoyens à s'unir autour de projets communs.

La cohésion sociale est ainsi affaiblie, et les initiatives collectives peinent à dépasser les clivages identitaires. Les leaders communautaires parlent d'une « société fragmentée », où la peur de l'autre devient un obstacle à la construction d'un avenir partagé.

Malgré ces tensions, les résultats mettent en évidence une résilience citoyenne remarquable, qui témoigne de la volonté des habitants de ne pas se laisser enfermer dans les logiques de division. Des marches pacifiques ont été organisées pour dénoncer le tribalisme et appeler à l'unité.

Ces mobilisations traduisent une volonté de la société civile de s'opposer aux logiques de division et de rappeler que la ville appartient à tous. Des campagnes de sensibilisation menées par des associations locales et des ONG insistent sur la nécessité de dépasser les clivages identitaires. Elles utilisent des outils pédagogiques simples, tels que des affiches, des radios communautaires ou des débats publics, pour toucher un large public. Ces campagnes donnent aux citoyens des mots et des images pour exprimer leur rejet du tribalisme. Les communautés religieuses jouent également un rôle central : les prêches interconfessionnels et les initiatives œcuméniques rappellent que la foi doit unir plutôt que diviser. Les leaders religieux deviennent des médiateurs sociaux, capables de transformer les lieux de culte en espaces de dialogue et de réconciliation. Les jeunes, particulièrement à Kolwezi, développent des projets associatifs autour de la culture, du sport et de l'entrepreneuriat. Ces initiatives créent des espaces de rencontre et de dialogue, où les identités sont mises en valeur sans être sources de conflit. Elles montrent que la jeunesse refuse d'hériter des divisions et cherche à inventer de nouvelles formes de coexistence.

La comparaison entre les deux villes révèle des dynamiques contrastées. À Lubumbashi, le tribalisme est surtout un instrument politique, utilisé pour contrôler les institutions et influencer les élections. Les réponses citoyennes y prennent la forme de mobilisations politiques et de plaidoyers pour une gouvernance inclusive. Les habitants parlent d'un « combat pour la démocratie », où la lutte contre le tribalisme est liée à la quête d'une gouvernance plus juste. À Kolwezi, le tribalisme est davantage lié aux rivalités économiques autour des ressources minières. Les initiatives citoyennes y sont plus pragmatiques, centrées sur la création d'opportunités et

la réduction des inégalités. Les habitants parlent d'un « combat pour la survie », où la lutte contre le tribalisme est liée à l'accès équitable aux ressources et aux emplois. Au-delà de ces différences, plusieurs tendances communes émergent. Le tribalisme fragilise la cohésion sociale en accentuant les clivages et en réduisant la confiance entre communautés. Les citoyens refusent de se laisser enfermer dans ces logiques et inventent des formes de résistance. Les initiatives locales, bien que modestes, constituent des leviers de pacification et de construction d'une gouvernance inclusive. La société civile, les associations et les communautés religieuses apparaissent comme des acteurs clés de la résilience sociale. La jeunesse, en particulier, incarne une force de renouvellement, cherchant à dépasser les héritages de division pour construire une société plus ouverte et solidaire.

**Tableau 7 : Résultats approfondis et humanisés
(Lubumbashi/Kolwezi)**

Dimensions	Lubumbashi	Kolwezi	Résultats transversaux
Manifestations du tribalisme	Instrument politique : clientélisme, nominations influencées par l'ethnicité, campagnes électorales marquées par favoritisme.	Rivalités économiques : accès inégal aux emplois miniers et aux opportunités liées au cobalt.	Tribalisme vécu comme une réalité quotidienne, générant injustice et frustration.

Impacts sur la cohésion sociale	Méfiance généralisée, repli communautaire, faible mixité sociale, amitiés interethniques fragilisées.	Sentiment d'exclusion, compétition permanente entre communautés, projets collectifs fragilisés.	Fragmentation sociale, affaiblissement de la confiance et obstacles à la construction d'un avenir partagé.
Réponses citoyennes	Marches pacifiques, plaidoyers politiques, initiatives religieuses pour l'unité.	Projets associatifs, campagnes de sensibilisation, initiatives culturelles et sportives.	Résilience citoyenne, volonté de dépasser les clivages, rôle central des associations et des communautés religieuses.
Spécificité	Tribalisme politique lié au contrôle des institutions et aux élections.	Tribalisme économique lié aux ressources minières et aux opportunités d'emploi.	Initiatives locales comme leviers de pacification et de gouvernance inclusive.
Enseignements	Combat pour la démocratie et gouvernance inclusive.	Combat pour la survie et équité économique.	La jeunesse incarne une force de renouvellement et de cohésion sociale.

Ce tableau synthétise les résultats de la recherche et met en évidence les dynamiques propres à Lubumbashi et Kolwezi, ainsi que les tendances communes.

Discussion

Les résultats obtenus confirment que le tribalisme, loin d'être une simple catégorie théorique, est une réalité vécue et ressentie par les habitants de Lubumbashi et Kolwezi.

Les témoignages recueillis montrent que cette logique identitaire s'inscrit dans les pratiques quotidiennes : nominations administratives, accès aux emplois miniers, relations économiques de proximité, mais aussi interactions sociales ordinaires. Ce constat rejoint les analyses de Mamdani et Bayart sur l'instrumentalisation des identités par les élites, mais il les dépasse en révélant la manière dont ces dynamiques se traduisent dans la vie ordinaire des citoyens. Le tribalisme n'est donc pas seulement une stratégie politique ou économique abstraite : il devient une expérience intime, qui façonne les trajectoires individuelles et collectives.

La cohésion sociale apparaît fragilisée par ces pratiques, comme le montrent les récits de commerçants et de leaders communautaires. La méfiance généralisée et la fragmentation des solidarités confirment les thèses de Durkheim sur la fragilité des liens sociaux lorsqu'ils ne reposent plus sur une solidarité organique. Mais contrairement aux contextes occidentaux étudiés par Putnam ou Jenson, les habitants du Haut-Katanga ne se contentent pas de subir cette fragmentation : ils inventent des formes de résistance et de dialogue. Cette capacité de résilience citoyenne illustre la pertinence des travaux de Varshney sur les réseaux intercommunautaires, mais elle les enrichit en montrant que la culture, la religion et la jeunesse jouent un rôle central dans la reconstruction de la confiance. Les habitants ne se limitent pas à dénoncer les divisions : ils cherchent activement à les dépasser par des pratiques quotidiennes de solidarité et de créativité. Les initiatives citoyennes observées, qu'il s'agisse de marches pacifiques, de campagnes de sensibilisation ou de projets associatifs, confirment que la société civile est un acteur clé de la cohésion sociale.

Les associations culturelles, en particulier, apparaissent comme des leviers puissants de pacification. En organisant des festivals, des ateliers artistiques ou des tournois sportifs, elles créent des espaces de rencontre où les identités sont valorisées sans être sources de conflit. Ces résultats prolongent les analyses de Simone et Pieterse sur la créativité urbaine en Afrique, mais ils les contextualisent dans un environnement minier marqué par des tensions économiques et sociales. Ils montrent que la culture n'est pas seulement un divertissement : elle devient un outil politique et social, capable de transformer les fractures en opportunités de dialogue.

La comparaison entre Lubumbashi et Kolwezi révèle des dynamiques contrastées. À Lubumbashi, le tribalisme est surtout un instrument politique, lié au contrôle des institutions et aux élections. Les habitants parlent d'un « combat pour la démocratie », où la lutte contre le tribalisme est indissociable de la quête d'une gouvernance plus juste et inclusive. À Kolwezi, le tribalisme est davantage économique, lié à l'accès aux ressources minières et aux opportunités d'emploi. Les habitants parlent d'un « combat pour la survie », où la lutte contre le tribalisme est directement liée à l'équité économique et à la justice sociale. Cette distinction confirme que le tribalisme n'est pas uniforme, mais qu'il se décline selon les contextes locaux. Elle invite à dépasser les analyses macro-économiques de North ou Acemoglu pour s'intéresser aux réalités municipales et citoyennes, là où les fractures se vivent et se négocient au quotidien.

Enfin, les résultats transversaux montrent que, malgré les fractures, les habitants refusent de se laisser enfermer dans les logiques de division. La jeunesse, en particulier, incarne une force de renouvellement, cherchant à dépasser les héritages de division pour construire une société plus ouverte et solidaire. Cette observation rejoint

les travaux de Lederach sur les infrastructures de paix, en soulignant que la cohésion sociale ne se décrète pas uniquement par les institutions, mais qu'elle se construit à partir des initiatives locales et des pratiques quotidiennes. Les jeunes, les associations et les communautés religieuses deviennent ainsi les véritables architectes de la paix sociale, capables de transformer les tensions en opportunités de dialogue et de coopération.

Tableau 8: Synthèse de la discussion des résultats

Axes de discussion	Constats empiriques	Références théoriques mobilisées	Enseignements principaux
Tribalisme comme réalité vécue	Témoignages sur nominations administratives, accès aux emplois miniers, relations économiques quotidiennes.	Mamdani, Bayart (instrumentalisation des identités).	Le tribalisme dépasse la théorie : il façonne les trajectoires individuelles et collectives.
Fragilisation de la cohésion sociale	Méfiance généralisée, fragmentation des solidarités, rupture des liens intercommunautaires.	Durkheim (solidarité organique), Putnam, Jenson (capital social).	Les habitants ne subissent pas seulement la fragmentation : ils inventent des formes de résistance et de dialogue.

Résilience citoyenne et créativité sociale	Marches pacifiques, campagnes de sensibilisation, projets associatifs, initiatives religieuses.	Varshney (réseaux intercommunautaires), Simone & Pieterse (créativité urbaine).	La culture, la religion et la jeunesse deviennent des leviers de reconstruction de la confiance.
Comparaison Lubumbashi/Kolwezi	Lubumbashi : tribalisme politique (contrôle des institutions). Kolwezi : tribalisme économique (accès aux ressources minières).	North, Acemoglu (institutions et économie politique).	Le tribalisme se décline selon les contextes locaux : combat pour la démocratie vs combat pour la survie.
Résultats transversaux et rôle de la jeunesse	Refus des logiques de division, initiatives culturelles et sportives, force de renouvellement.	Lederach (infrastructures de paix).	La cohésion sociale se construit par les initiatives locales et quotidiennes, avec la jeunesse comme acteur central.

Ce tableau synthétise les principaux axes de la discussion, en reliant les constats empiriques aux références théoriques et aux enseignements.

Conclusion

Cette recherche a mis en évidence que le tribalisme, loin d'être une abstraction théorique, est une réalité vécue au quotidien par les habitants de Lubumbashi et Kolwezi.

Il se manifeste de manière différenciée selon les contextes : à Lubumbashi, il prend une dimension politique, lié au contrôle des institutions et aux enjeux électoraux ; à Kolwezi, il s'exprime davantage dans le champ économique, à travers l'accès aux ressources minières et aux opportunités d'emploi. Dans les deux cas, il fragilise la cohésion sociale, nourrit la méfiance et accentue les clivages entre communautés.

Toutefois, les résultats révèlent également une résilience citoyenne remarquable. Les habitants refusent de se laisser enfermer dans les logiques de division et inventent des formes de résistance : marches pacifiques, campagnes de sensibilisation, initiatives religieuses et projets associatifs. Les associations culturelles jouent un rôle central en créant des espaces de dialogue à travers l'art, le sport, la mémoire et l'entrepreneuriat. La jeunesse, en particulier, incarne une force de renouvellement, cherchant à dépasser les héritages de division pour construire une société plus ouverte et solidaire.

Ainsi, le tribalisme apparaît à la fois comme un défi majeur et comme un révélateur de la capacité des citoyens à inventer des solutions locales. La cohésion sociale ne se décrète pas uniquement par les institutions : elle se construit dans les pratiques quotidiennes, les initiatives culturelles et les réseaux de solidarité.

Cette étude montre que les fractures identitaires peuvent être transformées en opportunités de dialogue et de coopération, à condition de valoriser les initiatives locales et de renforcer les acteurs de la société civile.

Recommandations

1. Pour les acteurs politiques et institutionnels

Ils doivent promouvoir une gouvernance inclusive fondée sur la compétence plutôt que sur l'appartenance ethnique.

Cela implique des mécanismes transparents de recrutement et de nomination, afin de réduire les perceptions de favoritisme. La participation citoyenne doit être encouragée, en intégrant les voix des jeunes, des femmes et des minorités. Enfin, les politiques publiques doivent valoriser la diversité comme une richesse et non comme une menace.

2. Pour la société civile et les associations

Il est essentiel de renforcer les initiatives culturelles et sportives comme leviers de cohésion sociale, à travers festivals, ateliers et tournois intercommunautaires. Des programmes de sensibilisation doivent être développés pour montrer les dangers du tribalisme et les bénéfices de la diversité, en utilisant des outils accessibles tels que radios communautaires, théâtre populaire ou médias sociaux. La création d'espaces de dialogue intercommunautaire, notamment pour les jeunes et les femmes, est une priorité afin de consolider les liens sociaux et prévenir les tensions. Les expériences locales réussies doivent être valorisées et diffusées dans d'autres villes minières pour inspirer des pratiques de cohésion.

3. Pour les communautés religieuses

Les prêches et initiatives interconfessionnelles doivent insister sur l'unité et la solidarité, rappelant que la foi dépasse les clivages identitaires. Les lieux de culte peuvent devenir des espaces de médiation et de réconciliation, favorisant les rencontres entre communautés différentes. Les leaders religieux doivent être formés à la médiation sociale et à la prévention des conflits, afin de jouer pleinement leur rôle d'acteurs de paix.

4. Pour les chercheurs et universitaires

Il est nécessaire d'approfondir les études comparatives sur le tribalisme dans différents contextes urbains et

économiques, afin de mieux comprendre ses déclinaisons locales. Les initiatives citoyennes et culturelles de cohésion sociale doivent être documentées pour être valorisées et diffusées. Les méthodologies participatives, associant directement les citoyens à la production de savoirs, permettront de rendre la recherche utile et reconnue par les communautés elles-mêmes. Enfin, des recherches interdisciplinaires croisant sociologie, économie, science politique et anthropologie sont indispensables pour une compréhension globale du phénomène.

Le tribalisme est un défi réel mais surmontable. Les habitants de Lubumbashi et Kolwezi inventent déjà des solutions pour le dépasser. Les recommandations insistent sur la nécessité d'une gouvernance inclusive, du renforcement des initiatives culturelles et citoyennes, et de la valorisation de la jeunesse comme acteur central de la cohésion sociale.

Bibliographie inductive

- Mamdani, M. (1996). *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*. Princeton University Press. pp. 45–67.
- Mamdani, M. (2001). *When Victims Become Killers: Colonialism, Nativism, and the Genocide in Rwanda*. Princeton University Press. pp. 102–130.
- Bayart, J.-F. (1993). *The State in Africa: The Politics of the Belly*. Longman. pp. 120–145.
- Bayart, J.-F. (2009). *The State in Africa: Politics of the Belly* (2nd ed.). Polity Press. pp. 200–225.
- Durkheim, É. (1893/1997). *De la division du travail social*. PUF. pp. 210–230.
- Durkheim, É. (1912/1995). *Les formes élémentaires de la vie religieuse*. PUF. pp. 85–110.
- Putnam, R. D. (1993). *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton University Press. pp. 65–89.
- Putnam, R. D. (2000). *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*. Simon & Schuster. pp. 33–52.
- Jenson, J. (1998). *Mapping Social Cohesion: The State of Canadian Research*. Canadian Policy Research Networks. pp. 12–25.
- Varshney, A. (2002). *Ethnic Conflict and Civic Life: Hindus and Muslims in India*. Yale University Press. pp. 33–52.
- Simone, A. (2004). *For the City Yet to Come: Changing African Life in Four Cities*. Duke University Press. pp. 75–95.
- Simone, A. (2010). *City Life from Jakarta to Dakar: Movements at the Crossroads*. Routledge. pp. 110–135.
- Pieterse, E. (2008). *City Futures: Confronting the Crisis of Urban Development*. Zed Books. pp. 55–78.
- Pieterse, E. (2014). *African Urban Fantasies: Dreams or Nightmares?* Routledge. pp. 145–160.
- North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge University Press. pp. 3–25.
- North, D. C., Wallis, J. J., & Weingast, B. R. (2009). *Violence and Social Orders: A Conceptual Framework for Interpreting*

- Recorded Human History. Cambridge University Press. pp. 45–70.
- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*. Crown Business. pp. 80–105.
- Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2005). Institutions as a Fundamental Cause of Long-Run Growth. In *Handbook of Economic Growth* (Vol. 1A). Elsevier. pp. 385–415.
- Lederach, J. P. (1997). *Building Peace: Sustainable Reconciliation in Divided Societies*. United States Institute of Peace Press. pp. 98–115.
- Lederach, J. P. (2005). *The Moral Imagination: The Art and Soul of Building Peace*. Oxford University Press. pp. 55–72.
- Berman, B. (1998). Ethnicity, Patronage and the African State: The Politics of Uncivil Nationalism. *African Affairs*, 97(388), 305–341. pp. 310–325.
- Chabal, P., & Daloz, J.-P. (1999). *Africa Works: Disorder as Political Instrument*. James Currey. pp. 45–68.
- Young, C. (1994). *The African Colonial State in Comparative Perspective*. Yale University Press. pp. 150–175.
- Hyden, G. (2006). *African Politics in Comparative Perspective*. Cambridge University Press. pp. 200–225.
- Mbembe, A. (2001). *On the Postcolony*. University of California Press. pp. 25–47.
- Mbembe, A. (2016). *Critique of Black Reason*. Duke University Press. pp. 90–115.
- Nyerere, J. K. (1968). *Ujamaa: Essays on Socialism*. Oxford University Press. pp. 33–50.
- Fanon, F. (1961/2004). *The Wretched of the Earth*. Grove Press. pp. 85–110.
- Fanon, F. (1952/2008). *Black Skin, White Masks*. Pluto Press. pp. 120–135.
- Habermas, J. (1989). *The Structural Transformation of the Public Sphere*. MIT Press. pp. 45–65.

Par Olivier DEBABA SAFARI

Chap. XI. STUDENT COMMITTEES AS DRIVERS OF PEACEBUILDING IN SECONDARY SCHOOLS: EVIDENCE FROM GOMA (2024–2025)

Dr Christine Musaidizi Mutengwayire
International University of New Technologies
Goma, Democratic Republic of Congo
Email: christine@children-voice.org
Corresponding author
March 2026

Biographie de l'Auteure

Dr Christine Musaidizi est titulaire d'un doctorat en Résolution des Conflits et Construction de la Paix. Psychothérapeute de formation et de profession, elle développe une expertise à l'intersection de la santé mentale, de l'éducation et de la consolidation de la paix. Son parcours académique et professionnel est marqué par un engagement constant en faveur de l'éducation, du bien-être psychosocial et de la protection de l'enfant, particulièrement dans les contextes fragilisés par les conflits armés.



Elle s'intéresse spécifiquement aux mécanismes de résilience, à la prévention des violences en milieu scolaire ainsi qu'aux dynamiques sociales influençant le développement des enfants et des jeunes. La Dr Christine Musaidizi est enseignante dans plusieurs institutions d'enseignement supérieur, notamment à l'Université Internationale de Nouvelles Technologies de Goma, où elle contribue à la formation des étudiants dans les domaines liés à la paix, à la médiation et à la psychologie appliquée. Ses travaux de recherche portent principalement sur l'impact des conflits armés sur le développement des enfants, les stratégies de médiation en milieu scolaire, ainsi que les approches sociologiques de gestion des conflits. Elle a publié plusieurs articles scientifiques, parmi lesquels :

- ✓ *L'impact du conflit de guerre sur le développement des enfants dans les zones déchirées par la guerre : étude de cas de Masisi au Nord-Kivu, RDC (2000–2012)*
- ✓ *Médiation comme stratégie de prévention des violences en milieux scolaires en ville de Goma*
- ✓ *Dynamique et efficacité des comités étudiants dans la gestion des conflits et la réduction de la violence dans les environnements scolaires en République démocratique du Congo : perspectives et approches sociologiques*
- ✓ *Les comités d'élèves, moteurs de la consolidation de la paix dans les établissements d'enseignement secondaire : le cas de Goma (2024–2025)*
- ✓ *La pression parentale pour la réussite scolaire et son impact sur les élèves : entre levier de performance et facteur de vulnérabilité*

À travers ses recherches et ses interventions, la Dr Christine Musaidizi contribue activement à la promotion d'une culture de paix, à la transformation des conflits et à

la protection des enfants dans les zones affectées par les crises.

I. Abstract

Building peace within the school environment is essential for a harmonious and inclusive educational climate. This study examines the role of student committees in conflict prevention and the promotion of tolerance across four secondary schools in Goma during 2024–2025. Using a mixed-methods design, the research engaged 40 student committee members, 80 non-member students, 20 teachers and 4 school administrators via questionnaires, semi-structured interviews and direct observations. Findings indicate that student committees substantially contribute to peer mediation, peaceful conflict resolution and the development of social skills such as communication, listening and negotiation. Their activities also promote student participation, strengthen dialogue with teachers and reinforce a sense of belonging to the school community. Constraints include insufficient training for committee members, limited institutional support and scarce resources, which undermine sustainability. The study concludes that student committees are effective mechanisms for cultivating a lasting culture of peace in schools and recommends strengthened training, institutional integration and resource allocation to enhance their impact.

Keywords: *peace education; student committees; conflict resolution; peer mediation; school climate; tolerance promotion.*

II. Introduction

Context

Peace within the school environment is central to students' educational and social development. Schools frequently confront peer conflicts, hierarchical tensions and acts of exclusion or violence that compromise the learning climate and inhibit students' socio-emotional development and academic achievement (Harris and Morrison, 2013; UNESCO, 2000). In response, peace education strategies and participatory approaches have been promoted as essential for creating safe and inclusive schools (UNESCO, 2017a). Student committees are one such participatory strategy, providing young people with structured spaces for expression, responsibility and participation in school life (Hart, 1992; Mitra, 2003). Through mediation, dialogue and peer support, committees can foster social cohesion and collaboration with teachers and administrators (Smith, 2018; Mbayo, 2020). Yet empirical studies that document their day-to-day functioning and long-term contribution to a sustainable school culture of peace remain limited, particularly in contexts affected by social instability such as eastern Democratic Republic of Congo (Cirhibuka, 2022; Nzau and Kabeya, 2021).

Research Problem

Traditional approaches to school conflict management that rely primarily on teacher and administrative authority often fail to promote student agency or teach essential social skills (Kane, 2012; Dupont, 2019).

Student committees offer an alternative, participatory avenue for conflict prevention and peacebuilding, but key questions remain: What concrete actions do committees implement to prevent and resolve conflicts? How do they contribute to social skill development and improvements in school climate? What barriers impede their effectiveness? The central research question is: **To what extent do student committees contribute to building a sustainable culture of peace within the school environment, and what factors influence their effectiveness?**

III. Objectives

General objective: To analyze the role and impact of student committees in building a sustainable culture of peace within four secondary schools in Goma.

Specific objectives:

1. To assess the influence of student committees on school climate and cohesion among students and between students and teachers.
2. To identify limitations and challenges faced by student committees in carrying out their roles.

Hypotheses

1. Student committees contribute significantly to conflict prevention and the improvement of the school climate.
2. The effectiveness of student committees depends on member training, recognition by school authorities and teacher support.

IV. Literature Review

a) Peace in the School Environment

The school climate is a determinative factor in students' academic success and wellbeing; school violence, bullying and relational tensions negatively affect learning and social development (Harris and Morrison, 2013; Lewin, 2007). Peace education initiatives are therefore advanced as key strategies for preventing conflict and promoting inclusive behavior within schools (UNESCO, 2000; UNESCO, 2017b).

b) Student Participation in School Life

Active student participation in governance and school decision-making nurtures responsibility, social skills and democratic dispositions (Hart, 1992; Mitra, 2003). Participation through councils, clubs or committees has been shown to strengthen peer cooperation and the sense of belonging to the educational community (Kane, 2012; Mitra, 2003).

c) Student Committees as Mediation Tools

Empirical studies suggest that student committees facilitate peer mediation, reduce aggressive behaviour and organize awareness campaigns promoting tolerance and peaceful coexistence (Smith, 2018; Mbayo, 2020). Their effectiveness, however, is frequently conditional on training, teacher support and institutional guidance (Dupont, 2019; Kamanzi, 2021).

d) Limitations and Challenges in the Literature

Common obstacles include inadequate training, weak institutional backing, limited resources and difficulties in engaging the broader school community; these constraints hinder committees from consolidating a lasting culture of peace (Journal of Educational Sciences, 2016; Cirhibuka, 2022).

e) Synthesis

The literature establishes student participation, via committees, as a recognized mechanism for promoting school peace. This study complements existing work by documenting concrete practices, perceived impacts and contextual constraints within four secondary schools in Goma.

V. Theoretical / Conceptual Framework

Definitions of Key Concepts

School peace and culture of peace. School peace is understood as an educational climate characterized by non-violence, mutual respect and inclusive interaction among school stakeholders. A culture of peace encompasses values such as tolerance, empathy, dialogue and nonviolent conflict resolution (UNESCO, 2000).

Student participation. Student participation denotes active involvement in decision-making, conflict management and school activities, fostering autonomy, accountability and social skill development (Hart, 1992; Mitra, 2003).

Student committees. Student committees are structured mechanisms enabling young people to represent peers, manage disputes and promote civic learning through mediation, communication and collaborative action (Smith, 2018; Mbayo, 2020).

Relationships Between Concepts

The conceptual model underpinning this study posits that student participation through committees enhances mediation practices, social and civic skill development and dialogue between students and teachers, thereby improving the school climate and contributing to a sustainable culture of peace. The model recognizes moderating contextual factors: the training and motivation of committee members, institutional support and the availability of material resources.

Conceptual diagram (textual flow):

Student participation through committees → Mediation + social skills + dialogue → Positive school climate → Sustainable school culture of peace → Improved quality of the educational environment. This framework guided instrument design and thematic analysis.

VI. Methodology

Type of Research

A mixed-methods approach combined quantitative and qualitative techniques to measure trends and explore practices and perceptions in depth (Creswell, referenced via methodological best practice; see Lewin, 2007 for research context considerations).

Population and Sample

Target population: Students, teachers and school administrators in four selected secondary schools in Goma.

Sample: purposive sampling was used to select participants directly involved with committees and those able to provide critical perspectives:

- (1) Student committee members: 40
- (2) Non-member students: 80
- (3) Teachers: 20
- (4) School administrators: 4

Table 1. Sample composition

Participant group	Number
Student committee members	40
Non-member students	80
Teachers	20
School administrators	4

Data Collection Techniques

1. **Questionnaires:** Administered to committee members and non-member students to collect quantitative data on perceptions of committee roles, frequency of mediation actions and perceived effectiveness.
2. **Semi-structured interviews:** Conducted with committee members, teachers and school administrators to explore practices, challenges and perceived impacts.
3. **Direct observations:** Observations of committee meetings and activities provided insights into strategies, participation levels and interactions with facilitators.

Data Analysis Methods

- **Quantitative data:** Descriptive statistics (frequencies, percentages and summary tables) were computed to identify trends and patterns.
- **Qualitative data:** Thematic analysis was applied to interview transcripts and observation notes to extract core themes related to practices, impacts and constraints (Braun and Clarke approach adapted in thematic coding; see qualitative best practice literature).

Ethical Considerations

Informed consent was obtained from all participants. Anonymity and confidentiality were strictly observed and data were used exclusively for research purposes. Ethical clearance was sought from the Institutional Review Board of the International University of New Technologies.

VII. Results

Actions and Practices of Student Committees

Direct observations and interviews show that committees implemented various initiatives to prevent and resolve conflicts: peer mediation, dialogue meetings, awareness campaigns on tolerance and ad-hoc training sessions on peaceful dispute resolution. Observations indicated that committee meetings provided a safe environment for student expression and fostered responsibility and participation.

Questionnaire data reveal that **90%** of committee members believed their participation improved conflict management, while **65%** of non-member students reported a positive perception of committee interventions for peer tensions.

Teachers and administrators corroborated these findings, noting strengthened dialogue and cohesion.

Table 2. Selected quantitative results (percentages)

Item	Committee members (%)	Non-member students (%)	Teachers (observation)
Participation improves conflict management	90	—	Confirmed qualitatively
Positive perception of committee interventions	—	65	Confirmed qualitatively
Teachers observing decreased tensions	—	—	80% observe reduction

a) Development of Social Skills

Committee members reported marked improvement in communication, active listening, negotiation and conflict management skills. Interview data illustrate concrete examples of peer mediation and leadership growth, supporting the view that participation fosters socio-emotional competencies and youth leadership (Mitra, 2003; Kamanzi, 2021).

b) Impact on the School Climate

Teachers reported that committees contributed to an environment of dialogue, tolerance and mutual respect; **80%** of teachers observed reduced tensions and enhanced cooperation during collective activities. These data suggest committees play a positive role in shaping school climate and student behaviour.

c) Limitations and Challenges

Despite positive outcomes, obstacles were identified: lack of systematic training for committee members, limited institutional support from school management and insufficient resources to sustain regular, structured activities. These constraints were reported consistently across interviews and observations and align with previous findings in the literature (Dupont, 2019; Journal of Educational Sciences, 2016).

VIII. Discussion

The findings confirm that student committees are effective mechanisms for promoting a sustainable culture of peace within schools. Committees facilitate peer mediation and promote positive social interaction, echoing prior studies that highlight student participation as a vehicle for democratic practice and conflict prevention (Mitra, 2003; Smith, 2018).

The observed development of communication, negotiation and listening skills among committee members supports research demonstrating participation's role in socio-emotional learning (Kane, 2012; Kamanzi, 2021).

However, the study shows that the committees' sustainability and broader impact depend on contextual factors. The lack of targeted training, limited recognition by school authorities and scarce resources weakened the capacity of committees to institutionalize their activities — a pattern consistent with research in similar contexts (Dupont, 2019; Mbayo, 2020). Therefore, while committees provide direct benefits to school climate and student competencies, policy and institutional support are necessary to scale and sustain their contributions (UNESCO, 2020a; Cirhibuka, 2022).

Practical implications include the need for integrated training programmes, formal recognition of committees within school governance and dedicated resources to ensure continuity. These measures would consolidate committees' capacity to effect lasting change and align school practice with peace education goals (Harris and Morrison, 2013; UNESCO, 2017b).

XII. Conclusion and Recommendations

Conclusion

This study demonstrates that student committees can play a central role in fostering a culture of peace within secondary schools. Through peer mediation, dialogue and awareness activities, committees enhance social skills, strengthen student-teacher dialogue and improve the overall school climate. Nonetheless, their effectiveness is undermined by insufficient training, weak institutional support and resource constraints. Despite such barriers, student committees remain a relevant lever for sustainable school peacebuilding.

Recommendations

To maximize the potential of student committees, the study recommends that educational authorities and school managers:

1. **Provide systematic training** for committee members in mediation, conflict management and leadership.
2. **Enhance institutional support** by formally integrating committees into school policy frameworks and ensuring regular guidance from school management.
3. **Allocate adequate resources** — materials, meeting spaces and modest budgets for awareness activities — to ensure regular and structured programming.
4. **Promote community-wide engagement** by involving non-member students, parents and teachers in committee initiatives to broaden impact.
5. **Establish monitoring and evaluation** mechanisms to assess committee performance and outcomes, enabling continuous improvement.

Adoption of these recommendations would strengthen committees' contributions and help embed a sustainable culture of peace within the educational environment.

Declarations

Funding: No external funding was received for this study.

Conflicts of interest: The author declares no conflicts of interest.

Ethics: The study received ethical approval from the Institutional Review Board of the International University of New Technologies. Informed consent was obtained from participants; anonymity and confidentiality were maintained.

Data availability: The anonymized datasets generated during the study are available from the corresponding author upon reasonable request.

References

Cirhibuka, D.A. (2022) 'Peacebuilding through life skills in schools in Bukavu', *African Sociological Review*.

Dupont, J. (2019) 'Student participation in school conflict management: Issues and perspectives', *International Journal of Education*, 82(1), pp. 45–62.

Harris, I. and Morrison, M.L. (2013) *Peace education*, 3rd edn. Jefferson, NC: McFarland.

Hart, R. (1992) *Children's participation: From symbolism to citizenship*. UNICEF International Child Development Centre.

Kamanzi, C. (2021) 'Student participation in school life management: A lever for a peaceful climate', *African Journal of Education and Training*, 12(2), pp. 45–62.

Kane, J. (2012) 'Student participation in school decision-making: Obstacles and facilitators', *Educational Review*, 64(3), pp. 343–358.

Lewin, K.M. (2007) *Improving access, equity, and transitions in education: Creating a research agenda*. University of Sussex: Consortium for Research on Educational Access, Transitions, and Equity.

Mbayo, P. (2020) 'Student committees and conflict management in Central African schools', *Cahiers de l'Éducation*, 8(1), pp. 89–105.

Mitra, D. (2003) 'The voice of students in school reform: Rethinking student-teacher relationships', *International Journal of Leadership in Education*, 6(4), pp. 331–346.

Nzau, K. and Kabeya, M. (2021) 'Peer roles in conflict resolution in schools: A case study in the Democratic Republic of Congo', *Congolese Journal of Educational Sciences*, 6(1), pp. 89–104.

Journal of Educational Sciences (2016) 'Student committees and school democracy'.

Smith, L. (2018) *Peacebuilding in schools: The role of student committees in conflict resolution*. Oxford: Oxford University Press.

UNESCO (2000) *Manual for a culture of peace in schools*. Paris: UNESCO.

UNESCO (2017a) *Global education monitoring report 2017/2018: Accountability in education*. Paris: UNESCO Publishing.

UNESCO (2017b) *Education for peace: Guidelines for policy makers*. Paris: UNESCO.

UNESCO (2020a) *Building peace through education: Global report*. Paris: UNESCO.

UNESCO (2020b) *Education for peace: Implementation guide for schools*. Available at: <https://unesdoc.unesco.org> (Accessed: [insert date]).

Dr Christine Musaidizi Mutengwayire

Chap. XII. LA GESTION FINANCIERE DES ENTITES A BUT NON LUCRATIF (EBNL) FACE AU DEFI DE LA NORMALISATION : ANALYSE DE LA CONFORMITE AU SYCEBNL DES PROJETS PERE GEORGES DEFOUR (RUZIZI ET BANDARI) A BUKAVU EN RD CONGO



Par Amorain WAYIKPO Kwami Welagnon
 Chercheur Interdisciplinaire |
 Théologien & Spécialiste en
 Gestion Financière
 Père Missionnaire, dans la Société
 des Missionnaires d'Afrique
 Email : wamorain79@gmail.com
 Numéro ORCID :
<https://orcid.org/0009-0009-4166-2864>

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR

Amorain WAYIKPO Kwami Welagnon Chercheur interdisciplinaire | Théologien | Spécialiste en gestion financière Amorain WAYIKPO Kwami Welagnon est un chercheur et praticien dont le parcours académique et ministériel se caractérise par une forte interdisciplinarité articulant les sciences sociales, les sciences humaines et les sciences de gestion. Membre de la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) et ordonné prêtre le 30 décembre 2017, il conjugue rigueur scientifique, engagement ecclésial et expertise en gouvernance financière.

Formation académique et orientation scientifique

Son itinéraire scientifique débute par une spécialisation en géographie urbaine à l'Université de Lomé (Togo), où il obtient une Maîtrise (2003–2007).

Ses travaux portent sur les dynamiques spatiales, les infrastructures civiles et l'aménagement urbain, développant ainsi une solide compétence en analyse territoriale et en planification.

Il approfondit ensuite sa réflexion en philosophie (Licence, 2009–2010, Maison Lavigerie, Ouagadougou), avec un intérêt particulier pour l'éthique sociale et l'analyse critique des systèmes de pensée. Cette base conceptuelle nourrit sa compréhension des enjeux de gouvernance et de responsabilité institutionnelle.

De 2014 à 2017, il poursuit un Bachelor of Theology (B.Th.) au St. Joseph's Theological Institute (Cedara, KwaZulu-Natal, Afrique du Sud), avec une spécialisation en ecclésiologie et en missiologie dans les contextes africains contemporains. Son approche théologique intègre les réalités sociopolitiques et culturelles, notamment dans les environnements post-conflit.

Parallèlement à son engagement pastoral, il se spécialise en sciences de gestion : Licence en Comptabilité (2024–2025), obtenue avec mention après la soutenance d'un mémoire consacré aux mécanismes comptables et aux dispositifs de contrôle interne. Il poursuit actuellement un Master en Gestion Financière et Comptable (2025–2026), avec un axe de recherche centré sur l'optimisation des flux financiers et la gouvernance comptable des organisations à but non lucratif.

Expérience professionnelle et recherche appliquée

Depuis 2022, il exerce les fonctions d'Économe et Procureur à la Maison Provinciale des Missionnaires d'Afrique à Bukavu (RD Congo). À ce titre, il assure la planification budgétaire, la supervision comptable, la gestion patrimoniale et la conformité financière. Cette responsabilité lui permet d'articuler théorie et pratique en matière de gouvernance éthique, de contrôle interne et de gestion stratégique des ressources.

Auparavant, il a servi comme Vicaire paroissial (2018–2022) à la Paroisse Sainte Trinité de Buholo (Archidiocèse de Bukavu), où il a coordonné des projets de développement communautaire, intégrant approche pastorale et gestion participative.

Son expérience internationale — Togo, Burkina Faso, Rwanda, Afrique du Sud et RD Congo — enrichit son analyse scientifique des phénomènes institutionnels en contexte interculturel. Son immersion au Rwanda (2011–2013) a particulièrement orienté ses réflexions vers les dynamiques de réconciliation, la cohésion sociale et la gouvernance en situation post-conflit.

Axes de recherche

Ses travaux actuels s'inscrivent dans trois axes majeurs :

- (4) **Gouvernance éthique et financière** : articulation entre éthique théologique et rigueur comptable ; mécanismes de transparence et de redevabilité dans les organisations religieuses et associatives.
- (5) **Gestion immobilière et infrastructurelle** : application de l'analyse spatiale et des compétences en génie civil à la gestion patrimoniale des institutions.
- (6) **Interculturalité et leadership organisationnel** : gestion des équipes multiculturelles, communication interculturelle et gouvernance en contextes africains pluriels.

Compétences transversales

Chercheur de terrain et gestionnaire institutionnel, Amorain WAYIKPO Kwami Welagnon mobilise une approche intégrée reliant sciences sociales, théologie et gestion. Il maîtrise le français et l'anglais, ainsi que plusieurs langues africaines (Akébou, Ewé, Akposso, Kinyarwanda, isiZulu, Swahili, Mashi), atout déterminant

pour la recherche qualitative et l'analyse comparative en milieu interculturel.

Liste des Sigles et Abréviations

- (1) **AUDCIF** : Acte Uniforme relatif au Droit Comptable et à l'Information Financière.
- (2) **EBNL** : Entité à But Non Lucratif (parfois aussi appelée Organisation à But Non Lucratif).
- (3) **EDR** : État des Dépenses et des Recettes.
- (4) **OHADA** : Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires.
- (5) **PAC** : Province d'Afrique Centrale (siège provincial des Missionnaires d'Afrique à Bukavu).
- (6) **PCGO** : Plan Comptable Général OHADA.
- (7) **RDC** : République Démocratique du Congo.
- (8) **SPSS** : Statistical Package for the Social Sciences (Logiciel d'analyse statistique).
- (9) **SYCEBNL** : Système Comptable des Entités à But Non Lucratif.
- (10) **SYSCOHADA** : Système Comptable OHADA.
- (11) **TFT** : Tableau des Flux de Trésorerie.

Autres abréviations textuelles

- (1) **Et al.** : Abréviation du latin *et alii*, signifiant « et les autres » (utilisée pour les références bibliographiques ayant plusieurs auteurs).
- (2) **N** : Désigne l'année en cours (exercice comptable actuel).

- (3) **N-1:** Désigne l'année précédente (exercice comptable précédent).

1. RÉSUMÉ

Cette étude analyse la gestion financière des projets Père Georges DEFOUR (Ruzizi et Bandari) à Bukavu en RDC gérés par les Missionnaires d'Afrique, dans le contexte de la transition normative vers le Système Comptable des Entités à But Non Lucratif (SYCEBNL) imposé par l'OHADA en 2022. L'article examine la conformité de ces entités aux nouvelles exigences de comptabilité par fonds et de transparence. Les résultats, issus d'une approche mixte (quantitative et qualitative) auprès de 30 gestionnaires et 90 bénéficiaires, révèlent que malgré une volonté de transparence, des lacunes subsistent : utilisation persistante d'outils rudimentaires (registres manuels et Excel), niveau de maîtrise moyen des normes par le personnel, et faiblesses dans le contrôle interne (notamment face aux risques d'incendie). Cependant, l'étude souligne l'impact social positif majeur de ces projets sur les bénéficiaires, particulièrement les jeunes militants Xavéri. L'auteur recommande un renforcement des capacités techniques pour aligner la pratique comptable sur les standards du SYCEBNL afin de garantir la pérennité du financement des donateurs.

Mots-clés : Gestion financière, EBNL, SYCEBNL, OHADA, Bukavu, Redevabilité, Contrôle interne, Impact social.

2. ABSTRACT

This study examines the financial management of Father Georges DEFOUR projects at Ruzizi and Bandari in Bukavu (DRC), managed by Missionaries of Africa, within the context of the normative transition to the Accounting System for Non-Profit Entities (SYCEBNL) mandated by OHADA in 2022. This article investigates the conformity of these entities with new requirements for fund accounting and transparency. The results, based on a mixed-method approach involving 30 managers and 90 beneficiaries reveal that despite a commitment to transparency, several gaps remain: persistent use of rudimentary tools (manual registers and Excel), moderate mastery of standards by staff, and weaknesses in internal control (specifically regarding fire risks). However, the study highlights the major positive social impact of these projects on beneficiaries, particularly young Xaverian militants. The author recommends technical capacity building to apply accounting practices with SYCEBNL standards to ensure the sustainability of donators funding.

Keywords: Financial management, NPO, SYCEBNL, OHADA, Bukavu, Accountability, Internal control, Social impact.

3. LISTE DES TABLEAUX

Numéro	Titre / Nom du Tableau	Page
Tableau 1	Comparaison SYSCOHADA (But Lucratif) vs SYCEBNL (EBNL)	8
Tableau 2	Tableau comparatif détaillé : SYCEBNL vs. SYSCOHADA	9
Tableau 3	Modèle de Bilan (SYSCOHADA)	12
Tableau 4	Modèle de Compte de Résultat (SYSCOHADA)	12
Tableau 5	Flux de Trésorerie (TFT) et pertinence pour l'audit	13
Tableau 6	Modèle de Bilan SYCEBNL	14

Tableau 7	État des Dépenses et des Recettes (SYCEBNL)	15
Tableau 8	Modèle de Compte du Résultat SYCEBNL	15
Tableau 9	Répartition des gestionnaires selon l'identité du projet	17
Tableau 10	Répartition des gestionnaires selon leur rôle dans le projet	17
Tableau 11	Répartition des gestionnaires selon l'outil de comptabilité utilisé	17
Tableau 12	Répartition des gestionnaires selon l'existence d'un plan comptable	18
Tableau 13	Répartition des gestionnaires selon la séparation des tâches	18
Tableau 14	Répartition des gestionnaires selon la régularité des rapprochements bancaires	19
Tableau 15	Répartition des gestionnaires selon le niveau de maîtrise des normes comptables	19
Tableau 16	Répartition des gestionnaires selon l'intégration de l'incendie dans la planification des risques	20
Tableau 17	Répartition des gestionnaires selon les faiblesses constatées dans le contrôle interne	20
Tableau 18	Répartition des gestionnaires selon les conséquences de l'incendie	21
Tableau 19	Répartition des gestionnaires selon les mesures de prévention proposées	21
Tableau 20	Répartition des bénéficiaires selon leur statut dans le projet	22
Tableau 21	Contribution du projet au développement socio-économique des bénéficiaires	22
Tableau 22	Bénéficiaires ayant amélioré leurs compétences	23
Tableau 23	Perception de l'impact du projet sur la communauté	23
Tableau 24	Niveau de confiance des bénéficiaires dans la gestion financière du projet	24
Tableau 25	Transparence perçue du projet Père Georges DEFOUR	24
Tableau 26	: Répartition des bénéficiaires selon le projet auquel ils appartiennent	25
Tableau 27	Fonctions des bénéficiaires dans le projet	26
Tableau 28	Formations ou activités suivies	26
Tableau 29	Acquisition de compétences grâce aux activités du projet	27

Tableau 30	Compétences acquises par les bénéficiaires	27
Tableau 31	Utilisation des compétences acquises	28
Tableau 32	Manière dont les compétences ont été utilisées	28
Tableau 33	Impact sur la vie personnelle	28
Tableau 34	Comment le projet a amélioré la vie personnelle	29
Tableau 35	Contribution du projet à la communauté	29
Tableau 36	Perception de l'efficacité des ressources	29
Tableau 37	Recommandations pour une meilleure gestion du projet	30
Tableau 38	Forces et axes d'amélioration du projet	30
Tableau 39	Correspondance avec la conclusion générale	33

I Introduction Générale

1.1 Contexte et Problématique

La gestion des Entités à But Non Lucratif (EBNL) connaît une transition majeure vers la professionnalisation. Historiquement caractérisées par une gestion informelle, ces organisations doivent désormais s'aligner sur des normes comptables rigoureuses. Dans l'espace OHADA, le passage du SYSCOHADA au **Système Comptable des Entités à But Non Lucratif (SYCEBNL)** en 2022 marque une évolution cruciale (Kissi & Kouadio, 2023). Ce cadre impose une comptabilité par fonds pour garantir la transparence envers les donateurs (Paton, 1921 ; D'Astous, 2019).

En RD Congo, et notamment au Sud-Kivu, les EBNL opèrent dans un environnement instable (Mushagalusa, 2024). La problématique de cette étude interroge la conformité des projets des Missionnaires d'Afrique : **Père Georges DEFOUR de Ruzizi et Bandari**, aux exigences du SYCEBNL. Les questions secondaires portent sur les outils comptables utilisés, les lacunes du contrôle interne et l'impact socio-économique de ces œuvres.

1.2 Hypothèses de recherche

Trois hypothèses guident ce travail :

1. Les projets étudiés utilisent encore le Système Comptable OHADA classique au lieu du SYCEBNL.
2. La gestion financière souffre des faiblesses en contrôle interne et d'un manque de personnel qualifié.
3. Malgré ces défis de gestion, les projets génèrent un impact positif (culturel et social) sur les bénéficiaires.

1.3 Objectifs et Intérêt du sujet

L'objectif global est d'analyser la gestion financière de ces œuvres pour formuler des recommandations visant la performance et la conformité normative. Cette recherche présente un intérêt scientifique, comblant un vide empirique sur les organisations confessionnelles (Soobaroyen & Ntim, 2021), et un intérêt social en visant l'efficacité des ressources destinées aux populations vulnérables (Fukuyama, 2022).

2. Méthodologie de la recherche

L'ossature méthodologique de cette étude repose sur une **approche mixte**, articulant une rigueur descriptive à une profondeur analytique pour appréhender la gestion budgétaire dans toute sa complexité.

2.1 Méthodes et techniques de collecte

Le cadre opératoire de la recherche mobilise prioritairement la **méthode descriptive**, essentielle pour documenter avec précision les procédures budgétaires et les mécanismes de suivi existants, conformément aux orientations de Yin (2014). En complément, la **méthode analytique** permet de confronter les pratiques observées sur le terrain aux standards rigoureux du SYCEBNL, facilitant ainsi l'identification des écarts de performance.

Pour opérationnaliser ces méthodes, plusieurs techniques ont été déployées. La recherche s'appuie d'une part sur une **analyse documentaire** exhaustive incluant les états financiers de la période 2020-2024, les budgets et les rapports d'activités. D'autre part, des données qualitatives et quantitatives ont été recueillies via des **entretiens semi-directifs** (Brinkmann & Kvale, 2015) et des questionnaires. L'ensemble de ces données a été traité grâce à des outils numériques performants tels que Kobo Collect pour la collecte, ainsi qu'Excel et SPSS pour le traitement statistique.

2.2 Échantillonnage et délimitation de l'étude

Le choix de la population cible s'est effectué par un **échantillonnage de type intentionnel**, dit raisonné, afin de garantir la pertinence des informations recueillies. Ce choix inclut deux catégories distinctes de répondants : un échantillon exhaustif de **trente gestionnaires**, comprenant les responsables financiers et administratifs, ainsi qu'un groupe de **quatre-vingt-dix bénéficiaires** composés de jeunes militants Xavéri et de locataires des projets.

Le périmètre de cette recherche est rigoureusement défini pour en assurer la précision. Sur le plan spatial, l'étude se concentre sur l'**Archidiocèse de Bukavu**, plus précisément à travers les projets Ruzizi et Bandari. Temporellement, l'analyse couvre la période allant de **2020 à 2024**. Enfin, le champ thématique reste exclusivement focalisé sur les **aspects financiers**, englobant les cycles de planification, de contrôle et les processus de reddition de comptes.

II REVUE DE LA LITTÉRATURE THÉORIQUE ET EMPIRIQUE

L'analyse de la gestion financière des œuvres des Missionnaires d'Afrique s'appuie sur un socle conceptuel dense où la mission sociale s'articule avec les impératifs de transparence comptable. Cette section synthétise les théories dominantes et le nouveau cadre normatif régissant les Entités à But Non Lucratif (EBNL).

2.1 Cadre Théorique de la Gestion Financière des EBNL

2.1.1 Théorie de l'Agence et Redevabilité (*Accountability*)

Initialement formalisée par **Jensen et Meckling (1976)**, la théorie de l'agence met en lumière les tensions entre un « principal » (donateurs, bénéficiaires) et un « agent » (gestionnaires d'EBNL). Dans le secteur non lucratif, l'asymétrie d'information peut engendrer des coûts d'agence, tels que l'utilisation inefficace des ressources. Pour **Helmig et al. (2016)**, la survie de l'entité dépend de mécanismes de redevabilité robustes permettant de rassurer les bailleurs sur l'affectation réelle des fonds.

2.1.2 Théorie des Parties Prenantes (*Stakeholder Theory*) Selon **Freeman (1984)**, la performance d'une organisation se mesure à sa capacité à satisfaire les attentes de ses diverses parties prenantes. Pour les projets des Missionnaires d'Afrique, cela implique une gestion financière multidimensionnelle : garantir la transparence pour le siège provincial de Bukavu (PAC) tout en maximisant l'impact socio-économique pour les jeunes militants Xavéri et les communautés locales (**Hager & Brudney, 2009**).

2.2 Fondements Conceptuels et Spécificités des EBNL

2.2.1 Gestion Budgétaire et Contrôle de Gestion

Le budget n'est pas seulement un acte administratif, mais un instrument de pilotage. **Kerzner (2022)** définit le projet comme un ensemble d'activités limitées par le temps et les coûts.

Dans le contexte de l'Archidiocèse de Bukavu, la gestion budgétaire permet de substituer la notion de profit par celle d'efficacité des dépenses (**Touicher & Loulid, 2023**). Comme le soulignent **Bunyakiri Munkengere et Makelele Musengo (2006)**, une administration raisonnée repose sur des prévisions contrôlées, évitant ainsi les "chiffres imaginaires".

2.2.2 La Comptabilité comme Outil de Transparence

La comptabilité des EBNL transcende l'enregistrement historique pour devenir une attestation de probité. Elle doit mesurer la performance non financière et le rapport coût/impact (**Maes, 2014**). Pour les Pères Blancs, dont le charisme est axé sur le développement communautaire (santé, agroforesterie, éducation), l'outil comptable reflète la fidélité à la mission apostolique définie par le **Cardinal Lavigerie** et les actes capitulaires récents (**Lubungo, 2022**).

2.3 Normalisation Comptable : La Transition du SYSCOHADA vers le SYCEBNL

Le paysage comptable de l'espace OHADA a été révolutionné par l'adoption du **Système Comptable des Entités à But Non Lucratif (SYCEBNL)** en 2022.

2.3.1 Divergences Fondamentales

Contrairement au **SYSCOHADA (2017)**, orienté vers la maximisation de la valeur actionnariale, le **SYCEBNL** se focalise sur la gestion par fonds.

La distinction majeure réside dans le traitement des ressources : chaque don doit faire l'objet d'un suivi spécifique pour garantir le respect de la volonté du donateur (**D'Astous, 2019 ; Liki & N'Guessan, 2018**).

Tableau n°1 : Comparaison SYSCOHADA (But Lucratif) vs SYCEBNL (EBNL)

Caractéristique	SYSCOHADA (But Lucratif)	SYCEBNL (EBNL)
Finalité	Profit et dividendes	Mission sociale et pérennité
Structure du Capital	Capitaux propres	Fonds associatifs et fonds dédiés
État Clé	Tableau des Flux de Trésorerie (TFT)	État des Dépenses et des Recettes (EDR)
Résultat	Bénéfice ou Perte	Excédent ou Déficit

2.3.2 Les Nouveaux États Financiers

L'application du SYCEBNL impose des documents spécifiques pour les projets de développement comme Georges DEFOUR :

1. **Le Bilan SYCEBNL** : Met en avant les "Fonds dédiés" (subventions non encore utilisées).
2. **L'État des Dépenses et des Recettes (EDR)** : Outil de traçabilité absolue entre l'origine des fonds et leur emploi effectif.

3. **Les Notes Annexes** : Incluent désormais une "Déclaration de Conformité" et le tableau des "Fonds Affectés", essentiels pour l'audit des bailleurs de fonds.

Normalisation Comptable : SYCEBNL vs. SYSCOHADA

La gestion financière des EBNL dans la zone OHADA est désormais régie par le **Système Comptable des Entités à But Non Lucratif (SYCEBNL)**, un référentiel spécifiquement conçu et obligatoire depuis l'Acte uniforme de 2022. Il se distingue fondamentalement du **Système Comptable OHADA (SYSCOHADA)**, qui s'applique aux entités à but lucratif.

Selon D'Astous (2019), le SYSCOHADA est orienté vers la détermination du résultat et la situation financière des entreprises, tandis que le SYCEBNL se concentre sur le respect des affectations des ressources, la transparence et la reddition des comptes envers les bailleurs.

Le SYCEBNL exige une **comptabilité par fonds**, ce qui signifie que chaque don ou subvention doit être suivi de manière distincte pour s'assurer que les fonds sont utilisés conformément à leur affectation initiale. Cette exigence est fondamentale pour la gestion des projets comme ceux des Missionnaires d'Afrique. Les travaux de Liki et N'Guessan (2018) soulignent que l'adoption du SYCEBNL vise à combler le vide juridique et normatif en matière de comptabilité des EBNL dans la zone OHADA, améliorant ainsi la crédibilité et la gouvernance de ces entités.

Tableau n°1 : Comparaison détaillée: SYCEBNL vs. SYSCOHADA

Caractéristique	Gestion financière des EBNL (SYCEBNL)	Gestion financière des Entités à But Lucratif (SYSCOHADA)
Objectif principal	Garantir l'affectation correcte des fonds à la mission sociale. Assurer la pérennité de l'organisation et la maximisation de son impact social.	Maximiser le profit et la valeur pour les actionnaires. Assurer la croissance et la rentabilité.
Logique comptable	Basée sur une comptabilité par fonds ou par projets . Les ressources sont comptabilisées en fonction de leur affectation par les donateurs. Le suivi des dépenses est lié à l'exécution budgétaire des projets.	Basée sur le principe de la continuité d'exploitation et la détermination du résultat. Les produits et les charges sont enregistrés pour calculer le profit ou la perte.
Source de financement	Principaux fonds proviennent des dons, subventions, cotisations et legs . Le financement est souvent ponctuel et lié à des projets spécifiques.	Sources de financement classiques : ventes, prêts bancaires, capitaux propres (apports des actionnaires). Le financement est généralement durable et intégré à la

		stratégie d'entreprise.
Reddition des comptes	Priorité à la transparence et à la reddition des comptes vis-à-vis des bailleurs de fonds et des bénéficiaires . Les rapports financiers doivent prouver que les fonds ont été utilisés conformément aux accords (accountability).	L'information financière est destinée aux actionnaires, aux créanciers et aux investisseurs. L'objectif est de rendre compte de la performance financière et de la solvabilité de l'entreprise.
États financiers	Incluent des états spécifiques aux EBNL, tels que le Tableau Emploi/Ressources et le Tableau de Réconciliation de la Trésorerie, en plus du Bilan et du Compte de résultat. Ces états se concentrent sur la gestion budgétaire.	Sont composés du Bilan, du Compte de résultat, du Tableau des flux de trésorerie (TFT) et des Notes annexes. Le Bilan et le Compte de résultat sont les états principaux pour évaluer la santé financière et la performance.
Résultat financier	On parle d'un excédent ou d'un déficit de l'exercice, qui n'est pas un profit à distribuer. L'objectif n'est pas de générer un	Le résultat financier est le bénéfice ou la perte de l'exercice, qui peut être

	surplus, mais de gérer les fonds pour la mission.	distribué aux actionnaires sous forme de dividendes ou réinvesti dans l'entreprise.
Actifs et passifs	La notion de fonds propres est remplacée par celle de fonds associatifs . Les immobilisations (biens durables) peuvent provenir de dons en nature, ce qui a une incidence sur leur comptabilisation.	Les capitaux propres sont clairement définis (capital social, réserves, report à nouveau). Les actifs et les passifs sont liés à l'activité commerciale.

Source: nos investigations (adapté de OHADA, AUDCIF et SYCEBNL)

2.4 Explication des Différences

La principale distinction réside dans la **finalité de l'entité**. Le SYSCOHADA, étant axé sur la maximisation du profit, établit un système comptable qui permet de calculer de manière précise le bénéfice. Les comptes sont structurés pour suivre les produits des ventes, les charges d'exploitation et le résultat final. L'information financière sert principalement les besoins des investisseurs et des créanciers, qui évaluent la rentabilité et le risque.

À l'inverse, le SYCEBNL a été spécifiquement créé pour combler un vide et offrir un cadre adapté aux EBNL dont la mission n'est pas de faire du profit. Comme l'indique D'Astous (2019), il met l'accent sur la transparence et la reddition des comptes.

La gestion financière doit prouver que chaque franc reçu a été dépensé conformément à son affectation.

Le Tableau Emploi/Ressources est un outil clé de cette approche, car il retrace l'utilisation des fonds par source et par destination, garantissant la traçabilité et la comptabilité (Liki & N'Guessan, 2018).

Pour votre mémoire, cette distinction est cruciale. Elle vous permettra d'analyser si les projets Georges DEFOUR de Ruzizi et Bandari appliquent les principes de gestion financière des EBNL, notamment la comptabilité par fonds, et si leur reddition des comptes respecte les exigences de transparence attendues par les donateurs et les partenaires.

2.5 États Financiers Obligatoires

2.5.1 États financiers des Entités à But Lucratif (SYSCOHADA)

Les modèles de ces états financiers sont directement tirés de l'Acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière (AUDCIF) et de son annexe, le Plan Comptable Général OHADA (PCGO), adoptés en 2017.

2.5.1.1 Bilan

Le Bilan SYSCOHADA se présente sous une forme de tableau en comptes (avec l'Actif à gauche et le Passif à droite) ou sous une forme de liste. Le modèle suivant est une version synthétique qui respecte la structure exigée.

Tableau n°2 : Modèle de Bilan

ACTIF	Exercice N	Exercice N-1	PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
ACTIF NON COURANT			CAPITAUX PROPRES		
Immobilisations incorporelles			Capital social		

Immobilisations corporelles			Réserves		
Immobilisations financières			Résultat de l'exercice		
ACTIF COURANT			DETTES FINANCIÈRES		
Stocks			Emprunts et dettes assimilées		
Clients et comptes rattachés			DETTES D'EXPLOITATION		
Trésorerie-Actif			Fournisseurs et comptes rattachés		
TOTAL ACTIF	XXX	XXX	TOTAL PASSIF	XXX	XXX

Source: OHADA, Acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière (AUDCIF), Chapitre III, Section 1, Article 27. Annexe : Plan Comptable Général OHADA (PCGO), Modèle Bilan Normal.

2.5.1.2 Compte de Résultat

Le Compte de résultat SYSCOAHADA est un tableau qui met en évidence les différents niveaux de résultats (d'exploitation, financier, etc.) pour aboutir au résultat net.

Tableau n°3 : Modèle de Compte du Résultat

ÉLÉMENTS	Exercice N	Exercice N-1
A. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens et services		
B. CHARGES DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		
Achats de marchandises et matières		
Charges de personnel		

Autres charges d'exploitation		
C. RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(A - B)	(A - B)
D. RÉSULTAT FINANCIER		
Produits financiers		
Charges financières		
E. RÉSULTAT AVANT IMPÔT	(C + D)	(C + D)
F. IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS		
G. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	(E - F)	(E - F)

Source: OHADA, *Acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière (AUDCIF), Chapitre III, Section 1, Article 27. Annexe : Plan Comptable Général OHADA (PCGO), Modèle Compte de Résultat Normal.*

2.5.1.3 Tableau des Flux de Trésorerie (TFT)

Le TFT explique la variation de la trésorerie de l'entreprise au cours de l'exercice et est organisé par type d'activité :

Tableau n°4: Flux de Trésorerie (TFT)

Grande Partie	Pertinence pour l'Audit
Flux de Trésorerie liés aux Activités Opérationnelles	Montre la capacité de l'activité principale à générer des liquidités. C'est un indicateur crucial de la santé financière interne (cash-flow).
Flux de Trésorerie liés aux Activités d'Investissement	Explique les dépenses et recettes liées à l'acquisition ou à la cession d'actifs à long terme (immobilisations).
Flux de Trésorerie liés aux Activités de Financement	Montre les mouvements de fonds entre l'entreprise, ses propriétaires (capital) et ses créanciers financiers (emprunts).

Source: OHADA, *Acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière (AUDCIF), Chapitre III, Section 1,*

ORASSU International ► ORASSCOPIE XIV ► INCRS ► Janvier-Mars 2026

diffusion.orassu@gmail.com ou www.eveilcongo.net

Article 27. Annexe : Plan Comptable Général OHADA (PCGO), Modèle Flux de Trésorerie Normal.

2.5.2 États financiers des EBNL (SYCEBNL)

Ces états financiers sont régis par l'Acte uniforme relatif au Système comptable des entités à but non lucratif (SYCEBNL) de 2022. Ils se distinguent par leur orientation vers la gestion par fonds et la reddition des comptes.

2.5.2.1 Bilan

Le Bilan SYCEBNL a une structure similaire à celle du SYSCOHADA, mais la composition des "**Fonds associatifs**" remplace les capitaux propres.

Tableau n°5: Modèle de Bilan SYCEBNL

ACTIF	Exercice N	Exercice N-1	PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
ACTIF NON COURANT			FONDS ASSOCIATIFS		
Immobilisations corporelles et incorporelles			Fonds propres		
Immobilisations financières			Résultats excédentaires ou déficitaires		
ACTIF COURANT			FONDS DÉDIÉS		
Stocks			Subventions non utilisées		
Avances à justifier et créances sur donateurs			Legs et donations à utiliser		
Trésorerie-Actif			DETTES		
			Dettes fournisseurs et autres créanciers		

TOTAL ACTIF	XXX	XXX	TOTAL PASSIF	XXX	XXX
-------------	-----	-----	--------------	-----	-----

Source: OHADA, Acte uniforme relatif au Système comptable des entités à but non lucratif (SYCEBNL), Titre III, Chapitre 2, Articles 19 à 21. Annexe : Modèle Bilan des EBNL.

2.5.2.2 État des Dépenses et des Recettes (ou Tableau Flux de Trésorerie).

Cet état, spécifique aux projets de développement, est crucial pour notre étude de cas. Il assure la traçabilité des fonds.

Tableau n°6: État des Dépenses et des Recettes

Ressources (selon l'origine)	Bud get N	Réalis é N	Écart s	Emplois (selon la destinatio n)	Bud get N	Réal isé N	Éca rts
Subvention s reçues				Dépenses de personnel			
Dons en espèces				Dépenses de fonctionne ment			
Cotisations				Dépenses d'investiss ement			
Produits des activités				Dépenses d'activités sociales			
TOTAL Ressources	XXX	XXX	XXX	TOTAL Emplois	XXX	XXX	XXX

Source: OHADA, Acte uniforme relatif au Système comptable des entités à but non lucratif (SYCEBNL), Annexe : Modèle État des dépenses et des recettes des projets de développement.

2.5.2.3 Compte de Résultat

Le Compte de résultat SYCEBNL présente un excédent ou un déficit, en remplaçant la notion de profit par la gestion budgétaire.

Tableau n°7: Modèle Compte du Résultat SYCEBNL

EXCÉDENTS (PRODUITS)	Exercice N	Exercice N-1	DÉFICITS (CHARGES)	Exercice N	Exercice N-1
Subventions d'exploitation			Charges de fonctionnement		
Cotisations			Charges des projets		
Produits de gestion			Charges de personnel		
Autres produits			Charges financières		
TOTAL EXCÉDENTS	XXX	XXX	TOTAL DÉFICITS	XXX	XXX
			Excédent de l'exercice	(Total Excédents - Total Déficits)	

Source: OHADA, Acte uniforme relatif au Système comptable des entités à but non lucratif (SYCEBNL), Annexe : Modèle Compte de Résultat des EBNL.

III PRESENTATION DES RESULTATS

Données pour les gestionnaires

Identité du projet

Tableau 8: Répartition des gestionnaires selon l'identité du projet

Projet	Fréquence	Pourcentage
Projet Ruzizi	18	60%
Bandari	12	40%
Total	30	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: la majorité des gestionnaires appartiennent au projet Ruzizi 60 % suivie de ceux de Bandari 40%. Ainsi, le projet Ruzizi concentre plus de participants dans l'échantillon.

III.1.1.2 Rôle au sein du projet

Tableau n°90: Répartition des gestionnaires selon leur rôle dans le projet

Rôle	Fréquence	Pourcentage
Autres fonctions	19	63,33%
Directeur	5	16,67%
Comptable	4	13,33%
Trésorier	2	6,67%
Total	30	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: la catégorie autres fonctions a la majorité des répondants 63,33%. Ensuite, viennent les directeurs 16,67%, les comptables 13,33% et enfin les trésoriers 6,67%.

III.1.1.3 Outil de comptabilité utilisé

Tableau n°11: Répartition des gestionnaires selon l'outil de comptabilité utilisé

Outil de comptabilité utilisé	Fréquence	Pourcentage
Registres ou cahiers manuels	11	36,66%
Logiciels bureautiques (Excel)	10	33,33%
Logiciel comptable spécifique	9	30%
Total	30	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: les gestionnaires utilisent surtout les registres ou cahiers manuels 33,33% et Excel 33,33%. Le recours à un logiciel comptable spécifique est également répandu 30%.

III.1.1.4 Existence d'un plan comptable

Tableau n°110: Répartition des gestionnaires selon l'existence d'un plan comptable

Plan comptable	Fréquence	Pourcentage
Oui	20	66,67%
Non	10	33,33%
Total	30	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: la majorité des projets disposent d'un plan comptable 66,67%, alors qu'un tiers 33,33% n'en ont pas. Cela met en évidence une disparité dans la structuration comptable.

III.1.1.5 Séparation des tâches

Tableau 11: Répartition des gestionnaires selon la séparation des tâches

Séparation des tâches	Fréquence	Pourcentage
Oui, séparation stricte	22	73,33%
Séparation partielle / informelle	6	20%
Non, la même personne gère plusieurs tâches	2	6,67%
Total	30	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: la majorité des gestionnaires confirment une séparation stricte des tâches 73,33%. En revanche, 20% évoquent une séparation partielle et 6,67% admettent une concentration des tâches dans une seule personne.

III.1.1.6 Rapprochements bancaires réguliers

Tableau n°14: Répartition des gestionnaires selon la régularité des rapprochements bancaires

Rapprochements bancaires réguliers	Fréquence	Pourcentage
Oui, chaque mois	12	40%
De manière irrégulière	10	33,33%
Non, jamais	8	26,67%
Total	30	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: seuls 40% des gestionnaires effectuent un rapprochement bancaire mensuel. Toutefois, 33,33% le font de façon irrégulière et 26,67% n'en font jamais, révélant des lacunes de suivi financier.

III.1.1.7 Niveau de maîtrise des normes comptables

Tableau n°15: Répartition des gestionnaires selon le niveau de maîtrise des normes comptables

Niveau de maîtrise des normes comptables	Fréquence	Pourcentage
Moyen	14	46,67%
Faible	7	23,33%
Élevé	5	16,67%
Très élevé	3	10%
Très faible	1	3,33%
Total	30	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: la majorité des gestionnaires estiment avoir un niveau moyen de maîtrise des normes comptables 46,67%. Ensuite 23,33% ont un niveau faible et enfin 26,67% se considèrent avoir un niveau élevé ou très élevé de maîtrise des normes comptables. Cela dénote un besoin de renforcement des capacités.

III.1.1.8 Intégration de l'incendie dans la planification des risques

Tableau n°16: Répartition des gestionnaires selon l'intégration de l'incendie dans la planification des risques

Intégration de l'incendie dans la planification des risques	Fréquence	Pourcentage
Oui	16	53,33%
Non	14	46,67%
Total	30	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: un peu plus de la moitié des gestionnaires (53,33%) déclarent que l'incendie a été intégré dans la planification des risques, tandis que 46,67% confirment le contraire.

III.1.1.9 Faiblesses constatées dans le contrôle interne et la sécurité

Tableau 12: Répartition des gestionnaires selon les faiblesses constatées

Faiblesses constatées dans le contrôle interne et la sécurité **Fréquence** **Pourcentage**

Manque de sensibilisation / formation	10	33,33%
Procédures d'urgence mal définies	6	20%
Manque de maintenance des équipements	5	16,67%
Contrôles de sécurité insuffisants	5	16,67%
Stockage inadapté des matériaux	4	13,33%
Total	30	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: la principale faiblesse constatée reste le manque de sensibilisation et de formation (33,33%). Ensuite viennent les procédures d'urgence mal définies (20%), suivies du manque de maintenance (16,67%) et des contrôles de sécurité insuffisants (16,67%). Enfin, 13,33% des gestionnaires évoquent le stockage inadapté des matériaux.

III.1.1.10 Conséquences liées à l'incendie

Tableau n°18: Répartition des gestionnaires selon les conséquences de l'incendie

Conséquences de l'incendie	Fréquence	Pourcentage
Pollution environnementale	7	23,33%
Impact psychologique	6	20%
Coûts supplémentaires	6	20%
Arrêt de l'activité	6	20%
Destruction des biens	5	16,67%
Total	30	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: la principale conséquence évoquée par les gestionnaires est la pollution environnementale 23,33%. Viennent ensuite l'impact psychologique 20%, les coûts supplémentaires 20% et l'arrêt de l'activité 20%. Enfin, la destruction des biens est citée par 16,67% des gestionnaires.

III.1.1.11 Mesures de prévention contre les incendies

Tableau n°19: Répartition des gestionnaires selon les mesures de prévention proposées

Mesures de prévention contre les incendies	Fréquence	Pourcentage
Évaluation des risques + formation	12	40%
Formation et sensibilisation du personnel	5	16,67%
Maintenance préventive	4	13,33%
Mise en place de contrôles internes	4	13,33%
Plan d'urgence / politique proactive	5	16,67%
Total	30	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: la principale mesure envisagée est l'évaluation des risques et la formation du personnel 40%. Ensuite viennent la sensibilisation 16,67%, la mise en place d'un plan d'urgence ou politique proactive 16,67%, puis la maintenance préventive et les contrôles internes 13,33% chacun.

III.1.2 Données pour les bénéficiaires

III.1.2.1 Statut des bénéficiaires dans le projet

Tableau n°130: Répartition des bénéficiaires selon leur statut dans le projet

Statut dans le projet	Fréquence	Pourcentage
Jeune militant Xavéri	53	58,89%
Bénéficiaire d'une autre activité	26	28,89%
Locataire de magasin	11	12,22%
Total	90	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: Beaucoup des bénéficiaires sont des jeunes militants Xavéri 58,89% suivis par les bénéficiaires d'autres activités 28,89% et enfin les locataires de magasin 12,22%.

III.1.2.2. Contribution du projet au développement socio-économique

Tableau n°21: Contribution du projet au développement socio-économique des bénéficiaires

Niveau de contribution	Fréquence	Pourcentage
Beaucoup	44	48,89%
Moyennement	27	30%
Peu	12	13,33%
Pas du tout	7	7,78%
Total	90	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: près de la moitié des bénéficiaires 48,89% estiment que le projet a beaucoup contribué à leur développement socio-économique. Une part importante 30% considère la contribution comme moyenne, tandis que 13,33%, disent peu et 7,78% pas du tout.

III.1.2.3 Amélioration des compétences grâce au projet

Tableau n°22 : Bénéficiaires ayant amélioré leurs compétences

Amélioration des compétences	Fréquence	Pourcentage
<i>Oui, de manière significative</i>	62	68,89%
<i>Oui, un peu</i>	25	27,78%
<i>Non</i>	3	3,33%
Total	90	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: la majorité des bénéficiaires 68,89% ont amélioré leurs compétences de manière significative, 27,78% un peu, et 3,33% n'ont pas constaté d'amélioration.

III.1.2.4 Impact du projet sur la vie de la communauté

Tableau n°23: Perception de l'impact du projet sur la communauté

Impact sur la communauté	Fréquence	Pourcentage
<i>Impact positif</i>	63	70%
<i>Impact très positif</i>	13	14,44%
<i>Impact modéré</i>	13	14,44%
<i>Aucun impact</i>	1	1,11%
Total	90	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: 70% des bénéficiaires considèrent que le projet a un impact positif sur la communauté, 14,44% un impact très positif et 14,44% un impact modéré. Un seul répondant estime qu'il n'y a aucun impact.

III.1.2.5 Confiance dans la gestion financière du projet

Tableau n°24 : Niveau de confiance des bénéficiaires dans la gestion financière du projet

Niveau de confiance	Fréquence	Pourcentage
<i>Confiant</i>	42	46,67%
<i>Moyennement confiant</i>	25	27,78%
<i>Peu confiant</i>	18	20,00%
<i>Très confiant</i>	3	3,33%
<i>Pas du tout confiant</i>	2	2,22%
Total	90	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: la quasi-majorité des bénéficiaires 46,67% se dit confiante dans la gestion financière, 27,78% moyennement confiante, 20% peu confiante et seulement 5,55% très peu ou pas du tout confiante.

III.1.2.6 Perception de la transparence du projet

Tableau n°25 : Transparence perçue du projet Père Georges DEFOUR

Perception de la transparence	Fréquence	Pourcentage
<i>Gestion assez transparente</i>	60	66,67%
<i>Gestion très transparente</i>	21	23,33%
<i>Gestion non transparente</i>	9	10%
Total	90	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: deux tiers des bénéficiaires 66,67% jugent la gestion assez transparente, tandis que 23,33% la trouvent très transparente et 10% estiment qu'elle n'est pas transparente.

III.1.2.7 Identité du projet et fonction des bénéficiaires

Tableau n°26 : Répartition des bénéficiaires selon le projet auquel ils appartiennent

Projet	Fréquence	Pourcentage
<i>Bandari</i>	71	78,89%
<i>Projet Ruzizi</i>	19	21,11%
Total	90	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: la majorité des bénéficiaires 78,89% appartient à Bandari, contre 21,11% pour le projet Ruzizi.

III.1.2.8 Fonction des bénéficiaires dans le projet

Tableau n°27: Fonctions des bénéficiaires dans le projet

Fonction	Fréquence	Pourcentage
<i>Membre</i>	6	6,67%
<i>Locataire</i>	3	3,33%
<i>Cuisinier/ cuisinière</i>	2	2,22%
<i>Apprenant / Bénéficiaire</i>	4	4,44%
<i>Caissier/ caissière et bibliothécaire</i>	2	2,22%
<i>Membre Xaveri / animateur</i>	4	4,4%
<i>Responsable d'association / chef de groupe</i>	7	7,78%
<i>Magasinier / exploitant de magasins</i>	6	6,67%
<i>Animateur / formateur / technician</i>	6	6,67%
<i>Ancien (ne)étudiant / étudiante</i>	7	7,78%
<i>Autres activités ou fonctions diverses</i>	12	13,33%

Non renseigné

19	21,11%
Total	90
	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: les bénéficiaires occupent des fonctions variées. Les rôles les plus fréquents sont « Membre » 6,67% « Apprenant/Bénéficiaire » 4,44% et « Membre Xaveri / animateur » 4,44%. Une partie importante 13,33% exerce des fonctions diverses regroupées sous « Autres activités ou fonctions diverses ». Près de 21,11% n'ont pas renseigné leur fonction.

III.1.2.9 Formations ou activités suivies par les bénéficiaires

Tableau 14: Formations ou activités suivies

Formation / activité	Fréquence	Pourcentage
Formation professionnelle	72	80%
Formation en entrepreneuriat / gestion PME	30	33,33%
Activité agricole ou d'élevage	8	8,89%
Alphabétisation ou formation scolaire	8	8,89%
Total	90	100%

Source : nos enquêtes sur terrain

Interprétation: plus de la moitié des bénéficiaires 80% ont suivi une formation professionnelle. Les formations en entrepreneuriat ou gestion PME concernent 33,33 %, tandis que d'autres activités diverses représentent 28,89%. Les activités agricoles et l'alphabétisation sont moins fréquentes 8,89% chacune.

III.1.2.10 Acquisition de nouvelles compétences

Tableau n°29: Acquisition de compétences grâce aux activités du projet

Acquisition de compétences	Fréquence	Pourcentage
<i>Oui</i>	85	94,44%
<i>Non</i>	5	5,56%
Total	90	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: la grande majorité des bénéficiaires 94,44% ont acquis de nouvelles compétences grâce au projet.

III.1.2.11 Types de compétences acquises

Tableau n°30: Compétences acquises par les bénéficiaires

Type de compétence	Fréquence	Pourcentage
<i>Compétences techniques et pratiques</i>	39	43,33%
<i>Compétences sociales</i>	28	31,11 %
<i>Compétences en gestion ou organisation</i>	18	20,00%
Total	85	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: les compétences techniques et pratiques sont les plus fréquentes 43,33% suivies des compétences sociales 31,11% et des compétences en gestion/organisation 20%.

III.1.2.12 Utilisation des compétences pour générer des revenus ou trouver un emploi

Tableau n°31 : Utilisation des compétences acquises

Utilisation des compétences	Fréquence	Pourcentage
<i>Oui</i>	75	83,33 %
<i>Non</i>	10	11,11 %
Total	85	100 %

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: une grande majorité des bénéficiaires 83,33% ont pu utiliser leurs compétences pour générer des revenus ou trouver un emploi.

III.1.2.13 Mode d'utilisation des compétences

Tableau n°32: Manière dont les compétences ont été utilisées

Mode d'utilisation	Fréquence	Pourcentage
<i>Démarrage d'une activité génératrice de revenu</i>	31	34,44 %
<i>Amélioration d'une activité existante</i>	29	32,22 %
<i>Trouver un emploi rémunéré</i>	15	16,67 %
Total	75	100 %

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: les bénéficiaires ont surtout utilisé leurs compétences pour démarrer une activité génératrice de revenu 34,44% ou améliorer une activité existante 32,22%, tandis que 16,67% ont trouvé un emploi rémunéré.

III.1.2.14 Impact du projet sur la vie personnelle

Tableau n°33: Impact sur la vie personnelle

Impact sur la vie personnelle	Fréquence	Pourcentage
<i>Oui</i>	84	93,33%
<i>Non</i>	6	6,67%
Total	90	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: la majorité des bénéficiaires 93,33% ont constaté un impact positif du projet sur leur vie personnelle.

III.1.2.15 Nature de l'impact sur la vie personnelle

Tableau n°315 : Comment le projet a amélioré la vie personnelle

Type d'impact	Fréquence	Pourcentage
<i>Amélioration des relations avec les autres membres</i>	49	54,44%
<i>Confiance en soi accrue</i>	24	26,67%
<i>Sentiment de bien-être ou motivation accrue</i>	6	6,67%
<i>Financement des études par le projet</i>	5	5,56%
Total	84	100 %

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: le projet a surtout renforcé les relations sociales 54,44% et la confiance en soi 26,67%, tandis que 6,67% ont ressenti un bien-être accru et 5,56% ont bénéficié d'un financement pour leurs études.

III.1.2.16 Contribution du projet à la communauté

Tableau n°35: Contribution du projet à la communauté

Contribution à la communauté	Fréquence	Pourcentage
<i>Renforce la cohésion sociale et solidarité</i>	43	47,78%
<i>Apporte une aide ou assistance aux membres</i>	18	20%
<i>Améliore l'accès à l'éducation ou formation</i>	18	20%
<i>Crée des opportunités économiques locales</i>	11	12,22%
Total	90	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: le projet est perçu principalement comme un facteur de cohésion sociale et de solidarité 47,78%. Ensuite, l'aide aux membres et l'amélioration de l'accès à l'éducation 20% chacun, tandis que la création d'opportunités économiques locales est citée par 11,11%.

III.1.2.17 Efficacité de l'utilisation des ressources du projet

Tableau n°36: Perception de l'efficacité des ressources

Efficacité de l'utilisation des ressources	Fréquence	Pourcentage
<i>Oui, mais points à améliorer</i>	53	58,89%
<i>Les ressources sont bien utilisées</i>	23	25,56%
<i>Non, les ressources ne sont pas utilisées efficacement</i>	8	8,89 %
<i>Je ne sais pas</i>	6	6,67%
Total	90	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: la majorité des bénéficiaires 58,89% pensent que les ressources sont bien utilisées, mais qu'il y a des points à améliorer, tandis que 25,56% considèrent qu'elles sont bien utilisées. Seuls 8,89% estiment que les ressources ne sont pas utilisées efficacement.

III.1.2.18 Recommandations des bénéficiaires pour améliorer le projet

Tableau n°37: Recommandations pour une meilleure gestion du projet

Recommandation	Fréquence	Pourcentage
<i>Définir clairement les rôles et responsabilités</i>	26	28,89%
<i>Prévention des incendies et plan d'urgence solide</i>	18	20%
<i>Établir une culture de gestion des risques</i>	18	20%
<i>Mettre en place un contrôle interne strict</i>	14	15,56%
<i>Renforcer la reddition de comptes</i>	9	10,00 %
<i>Documenter tous les biens</i>	5	5,56%
Total	90	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation: les bénéficiaires recommandent principalement de clarifier les rôles et responsabilités 28,89% et de renforcer la prévention des risques 20% chacun pour incendie et culture de gestion des risques.

III.1.2.19. Points forts et points à améliorer du projet

Tableau n°38: Forces et axes d'amélioration du projet

Point fort / Point à améliorer	Fréquence	Pourcentage
<i>Professionalisme de l'équipe de gestion</i>	33	36,67%
<i>Impact direct sur la vie des bénéficiaires</i>	21	23,33%
<i>Qualité des formations ou activités proposées</i>	19	21,11%
<i>Accès facile aux services du projet</i>	17	18,89%
Total	90	100%

Source: nos enquêtes sur terrain

Interprétation : le professionnalisme de l'équipe de gestion est considéré comme le principal atout 36,67% suivi de l'impact direct sur la vie des bénéficiaires 23,33% et de la qualité des formations ou activités 21,11%. L'accès facile aux services est tant apprécié 18,89%.

IV LA DISCUSSION DES RÉSULTATS

L'interprétation des données recueillies met en lumière une réalité managériale contrastée, structurée autour de deux dimensions majeures : la technicité comptable et la performance sociale.

1. La gestion financière : Une transition normative sous tension

L'analyse des pratiques des gestionnaires révèle une **professionnalisation en gestation**. Si la séparation des tâches (**73,33 %**) et l'existence d'un plan comptable (**66,67 %**) indiquent une volonté d'alignement sur les standards du **SYCEBNL**, des zones d'ombre subsistent.

- (1) **Le défi technologique** : La persistance des méthodes manuelles chez **36,66 %** des sujets

freine la fiabilité financière prônée par **Rahman & Sarker (2018)**.

- (2) **Le déficit de contrôle** : L'irrégularité des rapprochements bancaires et le niveau de maîtrise des normes, jugé moyen à faible par la majorité, confirment les théories de **Behn (2003)** sur les lacunes du contrôle interne dans le secteur non lucratif.
- (3) **La gestion des risques** : La faible intégration du risque "incendie" (**53,33 %**) témoigne d'une culture prudentielle encore incomplète au regard du cadre **COSO (2017)**.

2. La performance sociale : Une légitimité assise sur l'impact

À l'inverse des fragilités administratives, le volet "bénéficiaires" démontre une **efficacité opérationnelle remarquable**.

- (1) **Autonomisation** : Le taux de **83,33 %** d'insertion économique (emploi ou génération de revenus) grâce aux compétences acquises valide l'approche de renforcement des capacités soutenue par **Sachs et al. (2019)**.
- (2) **Capital de confiance** : Avec **70 %** de perception positive et un climat de confiance solide, les projets Ruzizi et Bandari jouissent d'une "licence sociale d'opérer". Cette légitimité, telle que définie par **Ebrahim (2003)**, compense l'asymétrie d'information potentielle issue des faiblesses comptables.

Tableau n° 39 : Correspondance avec la conclusion générale

Constat de la Discussion	Implication dans la Conclusion	Référence Théorique Clé
Déficit technique (Logiciels/Formation)	Besoin urgent de digitalisation et de renforcement des capacités.	SYCEBNL / OHADA
Faiblesse du contrôle (Rapprochements)	Risque d'agence et nécessité de transparence accrue.	Jensen & Meckling (1976)
Impact fort (94% de compétences) social de	La mission sociale justifie la pérennisation malgré les lacunes.	Freeman (1984)

Conclusion de la discussion : En somme, si les projets Père Georges DEFOUR atteignent leurs objectifs sociaux, leur pérennité institutionnelle dépendra de leur capacité à transformer une gestion "empirique" en une gestion "normative" rigoureuse. Cette réconciliation entre l'impact de terrain et la rigueur du **SYCEBNL** constitue le véritable pivot de la performance globale de l'organisation.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La présente étude s'est fixé pour objectif d'analyser la gestion financière des projets Père Georges DEFOUR (Ruzizi et Bandari) à Bukavu, à l'aune de la transition

normative vers le **Système Comptable des Entités à But Non Lucratif (SYCEBNL)**. Au terme de nos investigations, plusieurs enseignements majeurs se dégagent, permettant de confronter nos hypothèses de départ à la réalité empirique du terrain.

Premièrement, l'analyse des pratiques comptables révèle une transition inachevée. Si **66,67%** des projets disposent d'un plan comptable, une part significative de la gestion demeure tributaire de registres manuels (**36,66%**) ou de logiciels bureautiques non spécialisés. Cette situation confirme notre première hypothèse :

l'alignement sur les standards rigoureux du SYCEBNL — notamment la comptabilité par fonds et l'élaboration de l'État des Dépenses et des Recettes (EDR) — reste un défi technique majeur pour ces structures confessionnelles.

Deuxièmement, bien que la séparation des tâches semble acquise pour la majorité des gestionnaires (**73,33%**), le contrôle interne présente des zones de vulnérabilité critiques. La faiblesse des rapprochements bancaires mensuels (réalisés par seulement **40%** des répondants) et le niveau de maîtrise moyen ou faible des normes comptables chez près de **70%** des cadres financiers corroborent notre deuxième hypothèse. Ces lacunes créent un risque d'asymétrie d'information, tel que théorisé par **Jensen et Meckling (1976)**, pouvant altérer la redevabilité envers les parties prenantes. En outre, bien que les acteurs de ces projets soient moins outillés en SYCEBNL, les bénéficiaires sont pourtant satisfaits de leurs services.

Toutefois, l'aspect le plus saillant de cette recherche réside dans le contraste entre les défis de gestion et la performance sociale. Malgré les imperfections administratives, l'impact sur les bénéficiaires est massif : **94,44%** des répondants affirment avoir acquis de

nouvelles compétences et **83,33%** les utilisent pour générer des revenus. Ce résultat valide notre troisième hypothèse et souligne que la légitimité de ces EBNL repose avant tout sur leur capacité à satisfaire les attentes de leurs parties prenantes sociales (**Freeman, 1984**).

En conclusion, la professionnalisation financière des projets des Missionnaires d'Afrique n'est plus une option mais un impératif de survie institutionnelle dans l'espace OHADA. La conformité au SYCEBNL ne doit pas être perçue comme une simple contrainte légale, mais comme un levier de transparence indispensable pour pérenniser le financement des œuvres sociales. Nous recommandons vivement un plan de renforcement des capacités techniques et une digitalisation accélérée des procédures comptables afin de réconcilier la rigueur des chiffres avec la noblesse de la mission apostolique.

LISTE BIBLIOGRAPHIQUE

- (1) Brinkmann, S., & Kvale, S. (2015). *InterViews: Learning the Craft of Qualitative Research Interviewing*. Sage.
- (2) Bunyakiri Munkengere, & Makelele Musengo. (2006). *Administration et gestion des organisations*.
- (3) D'Astous, A. (2019). *Comptabilité des organismes sans but lucratif*.
- (4) Freeman, R. E. (1984). *Strategic Management: A Stakeholder Approach*. Pitman.
- (5) Fukuyama, F. (2022). *Social Capital and Development*.
- (6) Hager, M. A., & Brudney, J. L. (2009). *Problems Recruiting and Retaining Volunteers*. Urban Institute.
- (7) Helmig, B., Spraul, K., & Ingenhoff, D. (2016). Under Positive Pressure: How Stakeholders Pressure Affects Corporate Social Responsibility Implementation. *Business & Society*.
- (8) Jensen, M. C., & Meckling, W. H. (1976). Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure. *Journal of Financial Economics*.
- (9) Kerzner, H. (2022). *Project Management: A Systems Approach to Planning, Scheduling, and Controlling*. Wiley.
- (10) Kissi, & Kouadio. (2023). *La réforme du système comptable des EBNL dans l'espace OHADA*.
- (11) Liki, & N'Guessan. (2018). *Gouvernance et transparence financière des ONG en Afrique*.
- (12) Lubungo. (2022). *Actes Capitulaires des Missionnaires d'Afrique*.

- (13) Maes, J. P. (2014). *Comptabilité et analyse financière*.
- (14) Mushagalusa. (2024). *Contexte socio-économique du Sud-Kivu et défis des organisations non gouvernementales*.
- (15) OHADA. (2017). *Acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière (AUDCIF)*.
- (16) OHADA. (2022). *Acte uniforme relatif au Système comptable des entités à but non lucratif (SYCEBNL)*.
- (17) Paton, W. A. (1921). *Accounting Theory*.
- (18) Soobaroyen, T., & Ntim, C. G. (2021). *Faith-based organizations and accountability*.
- (19) Touicher, & Loulid. (2023). *Efficacité des dépenses dans le secteur non lucratif*.
- (20) Yin, R. K. (2014). *Case Study Research: Design and Methods*. Sage.

Par Amorain WAYIKPO Kwami Welagnon

Chap. XIII. ANALYSE DES OBSTACLES A L'ADOPTION DU COMMERCE ELECTRONIQUE DANS LA VILLE DE GOMA : FACTEURS SOCIOCULTURELS, ECONOMIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Par Master. BALUME BONHEUR Christian
Assistant à l'Université des Martyrs du Congo

Biographie de l'Auteur

BALUME BONHEUR Christian est un informaticien congolais, analyste programmeur spécialisé en Informatique de Gestion, reconnu pour ses compétences en analyse des systèmes d'information, développement web et administration des bases de données. Engagé dans le domaine académique et professionnel, il allie expertise technique et passion pour la transmission des connaissances.



Titulaire d'un Master en Informatique de Gestion obtenu à l'Université de Ngaoundéré (Cameroun) pour la période 2024–2025, il a consolidé une formation académique solide entamée avec une Licence en Informatique de Gestion à l'Université Pédagogique Nationale (2019–2020).

Détenteur d'un Diplôme d'État en Pédagogie Générale obtenu à l'Institut UFAMANDU dans le groupement Ufamandu dans le territoire de Msis (2014–2015), il a fait fait également ses études primaires à l'Institut KATUUNDA dans le même Groupement en 2008, ce qui renforce ses aptitudes pédagogiques.

Fils du Colonel MUBIRIZA BALUME NABII Jules et FIKIRI MAFIANO Solange, BALUME BONHEUR Christian exerce actuellement sur le plan professionnel, comme Assistant universitaire à l'Université des Martyrs du Confo (UNIM-RDC) à Goma, où il assure l'enseignement et l'accompagnement des étudiants en informatique. Il occupe également la fonction de Secrétaire administratif au Cabunet du Secrétariat Général à la Recherche (SGR) au sein de la même institution, contribuant à la gestion et à la coordination des activités scientifiques.

Par ailleurs, il intervient comme Webmaster et technicien à l'UNIM-RDC, fonction qu'il occupe depuis 2024. Son expérience inclut également un poste similaire au sein de CKK-Group à Kinshasa (2018–2021), où il a développé et maintenu des plateformes web tout en assurant la maintenance informatique. Fort d'une expérience significative en formation, il a travaillé comme formateur en informatique entre 2017 et 2023 dans plusieurs structures, notamment G-Tinte Academy, CKK-Group et Erudit à Kinshasa. Il a ainsi contribué au renforcement des capacités de nombreux apprenants dans divers domaines informatiques.

Son parcours est également marqué par des expériences de stage à la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) ainsi qu'au Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat (PMEA) à Kinshasa/Gombe.

Il a en outre servi comme formateur et superviseur territorial pour la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) dans le territoire de Nyiragongo en 2023, démontrant sa capacité à intervenir dans des contextes institutionnels variés.

Sur le plan technique, BALUME BONHEUR Christian maîtrise l'analyse des systèmes d'information selon les méthodes MERISE et UML, le développement web (HTML, CSS, PHP, WordPress), ainsi que l'administration des bases de données (SQL Server, MySQL).

Il dispose également de compétences en bureautique avancée, en LaTeX, en design graphique (Photoshop) et en montage vidéo (Premiere Pro) et autres.

Polyglotte, il s'exprime en français, swahili, lingala, kitembo et possède des notions en anglais technique. Reconnu pour sa rigueur, son sens des responsabilités, son intégrité et ses qualités pédagogiques, il s'impose comme un professionnel compétent et engagé dans le développement du secteur numérique et éducatif en République Démocratique du Congo.

RÉSUMÉ

Le commerce électronique constitue un levier majeur du développement économique mondial. Pourtant, dans la ville de Goma, à l'est de la République Démocratique du Congo, son adoption demeure limitée en raison d'obstacles multidimensionnels. Cette étude vise à identifier et analyser les facteurs socioculturels, économiques et technologiques qui entravent l'adoption du e-commerce à Goma, et à formuler des recommandations stratégiques adaptées. Une approche méthodologique mixte a été employée, combinant une enquête quantitative auprès de 300 participants et des entretiens qualitatifs semi-structurés avec des

entrepreneurs locaux. Les résultats montrent que la peur de la fraude constitue un frein à 73,3 %, la culture de paiement traditionnel à 70 %, la préférence pour les boutiques physiques à 64 %, le faible revenu à 71,1 % et les problèmes technologiques à 60 %. Une extension du modèle TAM, intégrant les dimensions locales (Modèle Balume), est proposée. Malgré ces obstacles, 73 % des répondants expriment une satisfaction générale vis-à-vis du e-commerce.

Mots-clés : *adoption du e-commerce, obstacles socioculturels, facteurs économiques, facteurs technologiques, Goma, RDC, TAM.*

ABSTRACT

Electronic commerce represents a major lever for global economic development. Yet in the city of Goma, eastern DRC, its adoption remains limited due to multidimensional barriers. This study identifies and analyzes socio-cultural, economic, and technological factors hindering e-commerce adoption, using a mixed-methods approach combining a quantitative survey of 300 participants and qualitative semi-structured interviews. Results show that fear of fraud is a barrier at 73.3%, traditional payment culture at 70%, preference for physical stores at 64%, low income at 71.1%, and technological issues at 60%. An extended TAM model (Modèle Balume) integrating local contextual variables is proposed. Despite these barriers, 73% of respondents report overall satisfaction with e-commerce.

Keywords: *e-commerce adoption, socio-cultural barriers, economic factors, technological factors, Goma, DRC, TAM.*

1. INTRODUCTION

Le commerce électronique est l'une des plus grandes révolutions économiques du XXI^e siècle, transformant profondément les modes de consommation, de distribution et d'administration commerciale. Il englobe l'ensemble des transactions réalisées via des réseaux électroniques — modèles B2B, B2C et C2C — et représente selon la CNUCED (2021) plus de 26 700 milliards de dollars, soit près de 30 % du produit mondial brut.

En Afrique, le marché du e-commerce affiche un taux de croissance annuel moyen de 13,8 % (IMARC Group, 2025), mais son développement demeure inégal. La RDC accuse un retard significatif : seulement 27 % de la population a accès à Internet (ARPTC, 2023) et à peine 6 % utilisent des services de paiement mobile pour des transactions en ligne. Plus de 70 % des Congolais continuent de recourir aux paiements en espèces (CENCO, 2022).

La ville de Goma, carrefour commercial de l'est de la RDC, présente un potentiel numérique réel grâce à l'essor du mobile money et des réseaux sociaux. Cependant, le e-commerce y reste embryonnaire. La question centrale de cette étude est : Quels sont les obstacles socioculturels, économiques et technologiques qui entravent l'adoption du e-commerce à Goma, et dans quelle mesure influencent-ils son développement local ?

Trois objectifs structurent ce travail : (1) identifier les facteurs freinant l'adoption ; (2) analyser leur impact réel ; (3) formuler des recommandations stratégiques adaptées aux réalités locales.

1.1 La Problématique

Malgré le potentiel offert par les TIC et l'activité commerciale dynamique de Goma, l'adoption du e-commerce y reste faible. Le commerce traditionnel domine, les réseaux sociaux servant au mieux de vitrines sans systèmes de paiement ni livraison intégrés. Trois catégories d'obstacles expliquent cette situation : socioculturels (méfiance, faible littératie numérique), économiques (faible pouvoir d'achat, accès limité aux services financiers) et technologiques (connexion instable, cybersécurité insuffisante). Il en résulte un manque à gagner pour les entreprises locales et les consommateurs, avec le risque d'un fossé numérique croissant entre Goma et les régions plus avancées.

Question centrale : Quels obstacles socioculturels, économiques et technologiques freinent l'adoption du e-commerce à Goma, et dans quelle mesure influencent-ils son développement local ?

1.2 Objectifs de recherche

L'objectif principal est d'analyser les obstacles à l'adoption du e-commerce à Goma et de proposer des stratégies de développement. Cela se décline en trois objectifs spécifiques : identifier les facteurs freinants, les analyser, puis formuler des recommandations adaptées aux réalités congolaises.

1.3. Hypothèses

Les obstacles socioculturels, économiques et technologiques combinés limitent directement le nombre d'utilisateurs, le volume des transactions et la croissance des entreprises en ligne à Goma.

Plus ces obstacles sont prononcés, plus le développement du e-commerce local est entravé.

2. REVUE DE LITTÉRATURE ET CADRE THÉORIQUE

2.1. Études antérieures

Davis, Smith et Johnson (2019) ont démontré sur 520 participants que 68 % identifient les obstacles technologiques comme principaux freins, et 73 % redoutent les fraudes. La confiance dans les systèmes de paiement augmente de 45 % la probabilité d'adoption. García et Roldán (2020) ont établi que 69 % des consommateurs préfèrent le commerce physique, et que les normes socioculturelles restrictives réduisent l'intention d'adoption de 31 %. Li et Huang (2021) ont montré que 58 % des consommateurs citent les frais de livraison comme principal obstacle et que chaque hausse de 10 % des coûts logistiques réduit l'intention d'achat de 19 %. Enfin, Aus, Kartika et Husriadi (2025) ont mis en évidence la résistance culturelle comme frein structurel majeur à la transformation numérique des PME dans les économies émergentes.

2.2. Cadre théorique : le Modèle Balume (extension du TAM)

Le Modèle d'Acceptation de la Technologie (TAM) de Davis (1989) postule que l'adoption d'une technologie dépend de l'utilité perçue et de la facilité d'utilisation perçue.

Dans le contexte de Goma, nous proposons le Modèle Balume, une extension intégrant trois variables contextuelles supplémentaires : (1) les compétences numériques, (2) la confiance et les habitudes culturelles, et (3) le coût et les moyens financiers.

Ces dimensions locales modulent l'utilité et la facilité d'utilisation perçues, conditionnant l'intention d'adoption et l'utilisation réelle du e-commerce. Ce cadre est enrichi par des éléments du modèle TOE (Tornatzky & Fleischer, 1990) et du modèle UTAUT (Venkatesh & Bala, 2008).

3. MÉTHODOLOGIE

3.1. Milieu d'étude

L'étude a été conduite dans la ville de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu (est de la RDC), estimée à 2 millions d'habitants. Carrefour commercial transfrontalier avec le Rwanda, Goma concentre une diversité d'acteurs économiques formels et informels, avec une pénétration croissante du mobile et des réseaux sociaux.

3.2. Approche mixte et collecte des données

Une approche méthodologique mixte (MRM) a été adoptée. Le volet quantitatif s'appuie sur un questionnaire standardisé (échelle de Likert 1–5) administré auprès de 300 participants (consommateurs, entrepreneurs, experts institutionnels), sélectionnés par échantillonnage non probabiliste raisonné. Le volet qualitatif comprend des entretiens semi-directifs de 30 à 60 minutes, conduits en français, lingala ou swahili selon la préférence des participants. La collecte s'est déroulée de juillet à août 2025, en présentiel et via Google Forms.

Les données quantitatives ont été analysées avec SPSS v.27 (statistiques descriptives, ANOVA, corrélation de Pearson) et les données qualitatives par analyse thématique (codage ouvert, axial, sélectif).

4. RÉSULTATS ET ANALYSE

4.1. Obstacles socioculturels

4.1.1. Confiance aux paiements en ligne

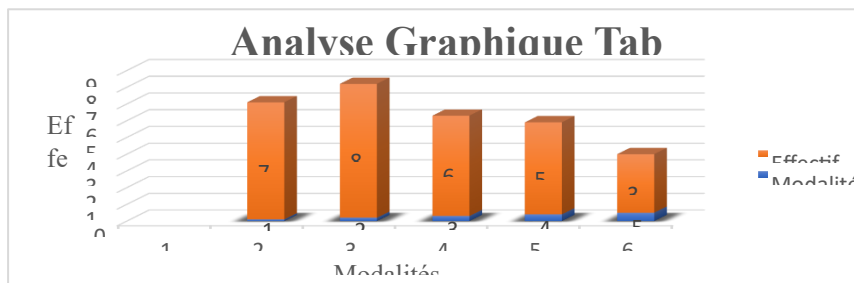
La figure 1 illustre la distribution des 300 répondants selon leur niveau de confiance envers les paiements en ligne. Les modalités 1 et 2 (faible confiance) concentrent ensemble 50 % de l'échantillon, témoignant d'une méfiance généralisée. Seuls 30 % expriment une confiance élevée (modalités 4 et 5). Les moyennes progressent de 2,69 (modalité 1) à 3,85 (modalité 5), confirmant la cohérence interne du construit.

Tableau 1. Confiance aux paiements en ligne

Modalités	Effectifs	%	Moyenne	Variance	Écart-type	F	P	r
1	70	23.3 %	2.69	1.48	1.22	12.45	0.001	0.41
2	80	26.7 %	2.85	1.35	1.16			
3	60	20.0 %	3.10	1.28	1.13			
4	55	18.3 %	3.40	1.22	1.10			
5	35	11.7 %	3.85	1.18	1.09			
Total	300	100 %						

Source : Nos enquêtes sur le terrain 1

Figure 1. Confiance aux paiements en ligne



Source : Nos enquêtes sur le terrain

4.1.2. Préférence pour les boutiques physiques

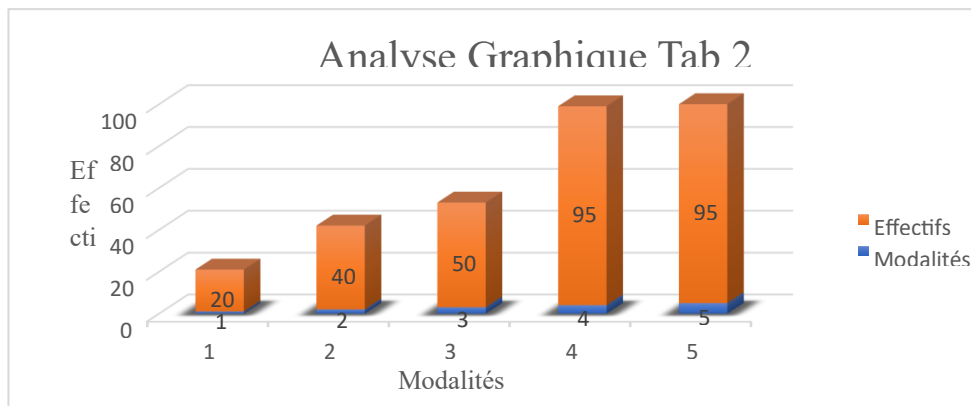
La figure 2 montre que 64 % des répondants (modalités 4 et 5) préfèrent nettement les achats en magasin. Ce résultat reflète un attachement culturel profond aux interactions directes, à la négociation et à la vérification tactile des produits. La corrélation modérée à forte ($r = 0,52$; $F = 9,87$; $p = 0,001$) confirme que les habitudes d'achat traditionnelles constituent un obstacle structurel à la transition numérique.

Tableau 2. Préférence pour les boutiques physiques

Source : Nos enquêtes sur le terrain 3

Figure 2. Préférence d'achat dans les boutiques physiques

Modalités	Effectifs	%	Moyenne	Variance	Écart-type	F	P	r
1	20	6.7%	3.68	1.12	1.06	9.87	0.001	0.52
2	40	13.2%	3.55	1.10	1.05			
3	50	16.7%	3.60	1.15	1.07			
4	95	31.7%	3.85	1.08	1.04			
5	95	31.7%	3.90	1.05	1.02			
Total	300	100%						



Source : Nos enquêtes sur le terrain 4

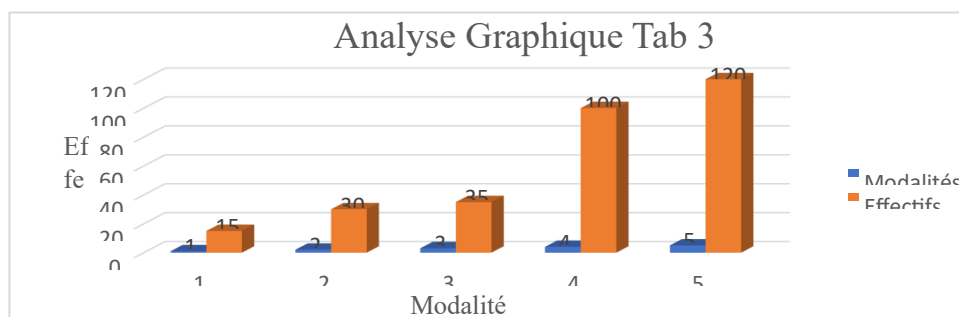
4.1.3. Peur de l'arnaque en ligne

La figure 3 révèle que 73,3 % des répondants (modalités 4 et 5) expriment une peur élevée de la fraude en ligne. Il s'agit du frein socioculturel le plus puissant de l'étude ($r = 0,57$; $F = 11,32$; $p = 0,001$). Cette crainte est amplifiée par des expériences négatives passées (arnaques, non-livraisons) et une faible culture de la cybersécurité. Elle constitue la principale barrière psychologique à l'adoption du e-commerce à Goma.

Tableau 3. Peur de l'arnaque en ligne

Modalités	Effectifs	%	Moyenne	Variance	Écart-type	F	P	R
1	15	5%	3.93	1.00	1.00	11.32	0.001	0.57
2	30	10%	3.85	0.98	0.99			
3	35	11.7%	3.75	1.05	1.02			
4	100	33.3%	3.60	1.10	1.05			
5	120	40%	3.55	1.12	1.06			
Total	300	100						

Source : Nos enquêtes sur le terrain 5
Figure 3. Peur de l'arnaque en ligne



Source: Nos enquêtes sur le terrain 6

4.1.4. Culture de paiement traditionnel

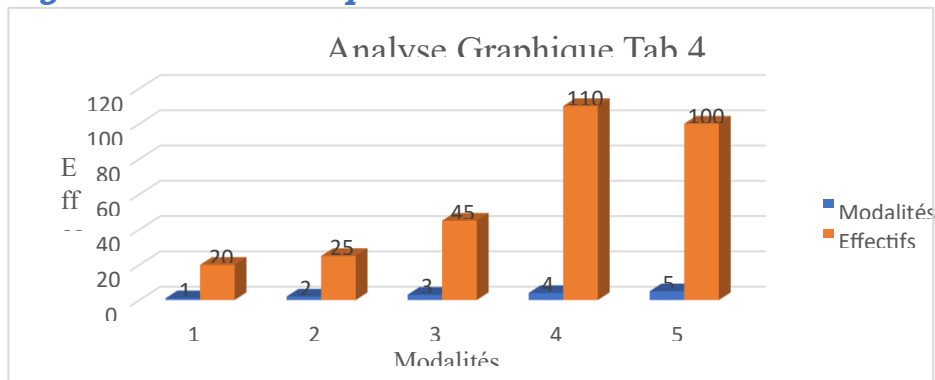
La figure 4 confirme que 70 % des répondants valorisent les paiements physiques (modalités 4 et 5 ; $F = 10,21$; $p = 0,001$; $r = 0,49$). Le paiement en espèces est perçu non seulement comme un acte économique mais aussi comme une interaction sociale — négociation, confiance interpersonnelle, socialisation sur les marchés. Cette dimension culturelle constitue un verrou structurel à la digitalisation des transactions.

Tableau 4. Culture de paiement traditionnel

Modalités	Effectifs	%	Moyenne	Variance	Écart-type	F	p	r
1	20	6.7 %	3.82	1.10	1.05	10.21	0.001	0.49
2	25	8.3 %	3.70	1.12	1.06			
3	45	15%	3.65	1.15	1.07			
4	110	36.7 %	3.90	1.08	1.04			
5	100	33.3 %	3.95	1.05	1.02			
Total	300	100 %						

Source : Nos enquêtes sur le terrain 7

Figure 4. Culture de paiement traditionnel



Source : Nos enquêtes sur le terrain 8

4.2. Obstacles économiques

4.2.1. Pouvoir d'achat en ligne faible

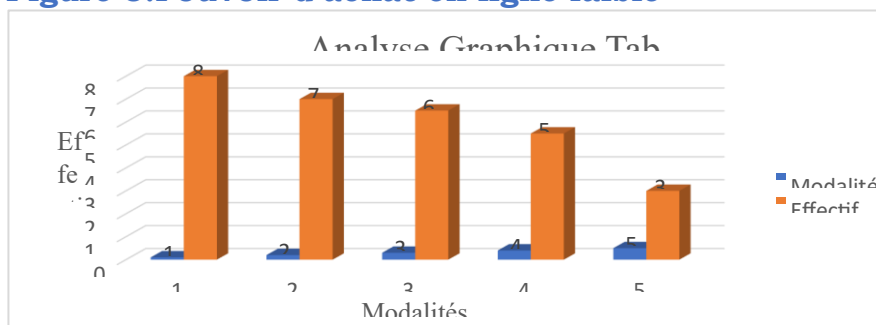
La figure 5 montre que 50 % des répondants se situent dans les modalités basses du pouvoir d'achat ($F = 8,15$; $p = 0,001$; $r = 0,38$). Dans un contexte où 64 % de la population vit avec moins de 2 USD par jour (Banque mondiale, 2023), la capacité à effectuer des achats en ligne est structurellement limitée. Le pouvoir d'achat agit comme un amplificateur des autres obstacles : un consommateur économiquement fragilisé amplifie sa perception du risque lié aux transactions en ligne.

Tableau 5. Pouvoir d'achat en ligne faible

Modalités	Effectifs	%	Moyenne	Varia nce	Écart type	F		R
1	80	26.7%	2.62	1.35	1.16	8.15	0.001	0.38
2	70	23.3%	2.70	1.30	1.14			
3	65	21.7%	2.75	1.28	1.13			
4	55	18.3%	2.85	1.25	1.12			
5	30	10%	3.00	1.20	1.10			
Total	300	100%						

Source : Nos enquêtes sur le terrain 9

Figure 5: Pouvoir d'achat en ligne faible



Source: Nos enquêtes sur le terrain

4.2.2. Faible revenu comme obstacle

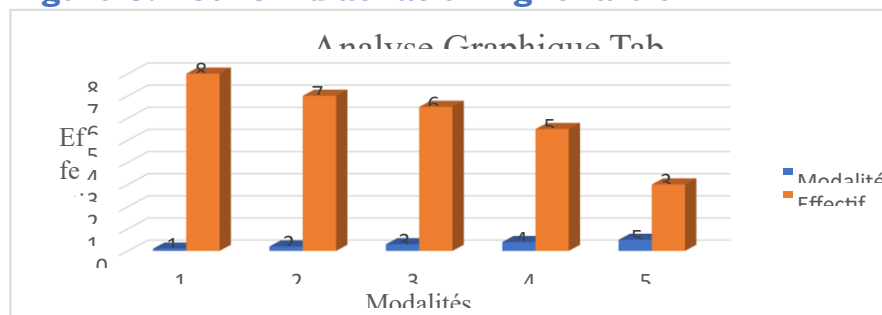
La figure 6 confirme que 71,7 % des répondants perçoivent le faible revenu comme un obstacle important ou très important ($r = 0,55$; $F = 9,87$; $p = 0,001$). Avec la corrélation la plus élevée de l'ensemble des variables économiques, le faible revenu est le déterminant économique le plus fortement associé aux comportements de refus du e-commerce. Il conditionne l'accessibilité aux forfaits Internet, aux appareils connectés et aux plateformes numériques.

Modalités	Effectifs	%	Moyenne	Variance	Écarttype	F		R
1	80	26.7 %	2.62	1.35	1.16	8.15	0.001	0.38
2	70	23.3 %	2.70	1.30	1.14			
3	65	21.7 %	2.75	1.28	1.13			
4	55	18.3 %	2.85	1.25	1.12			
5	30	10%	3.00	1.20	1.10			
Total	300	100 %						

Tableau 6. Pouvoir d'achat en ligne faible

Source : Nos enquêtes sur le terrain 11

Figure 6: Pouvoir d'achat en ligne faible



Source: Nos enquêtes sur le terrain

4.2.3. Accessibilité à Internet

La figure 7 montre que 36,7 % des répondants signalent un accès Internet faible ou très faible ($F = 7,45$; $p = 0,001$; $r = 0,42$). Le prix moyen d'un forfait de 2 Go à Goma varie entre 3 000 et 3 500 FC pour 48 heures, représentant une charge disproportionnée pour des ménages à faibles revenus.

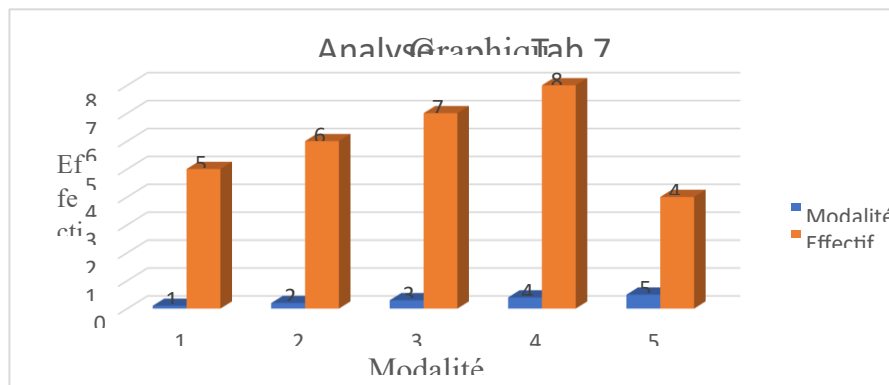
Les coupures fréquentes du réseau, liées à des problèmes techniques ou à des décisions politiques, fragilisent davantage la confiance des utilisateurs dans les services numériques.

Tableau 7. Accessibilité à l'Internet

Modalités	Effectifs	%	Moyenne	Variance	Écart-type	F	P	r
1	50	16.7%	2.80	1.25	1.12	7.45	0.001	0.42
2	60	20%	2.85	1.22	1.10			
3	70	23.3%	3.00	1.20	1.10			
4	80	26.7%	3.25	1.18	1.09			
5	40	13.3%	3.40	1.15	1.07			
Total	300	100%						

Source : Nos enquêtes sur le terrain 13

Figure 7. L'accessibilité à l'internet



Source Nos enquêtes sur le terrain

4.3. Obstacles technologiques

4.3.1. Familiarité avec les outils numériques

La figure 8 indique que 50 % des répondants reconnaissent que le manque de familiarité avec les outils numériques freine l'adoption du e-commerce ($F = 8,90$; $p = 0,001$; $r = 0,48$).

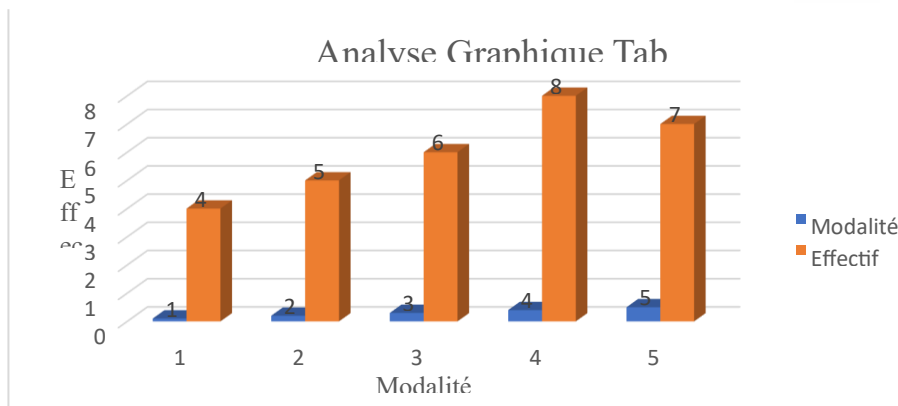
Les moyennes progressent de 3,20 à 3,60 selon les modalités, confirmant que la maîtrise des outils numériques est positivement corrélée à l'intention d'utiliser les plateformes en ligne. Ce résultat s'inscrit directement dans le modèle TAM : la facilité d'utilisation perçue est conditionnée par les compétences numériques de l'utilisateur.

Tableau 8. Familiarité avec les outils numériques

Modalités	Effectifs	%	Moyenne	Variance	Écart-type	F	P
1	40	13.3%	3.20	1.12	1.06	8.90	0.001
2	50	16.7%	3.25	1.10	1.05		
3	60	20%	3.35	1.08	1.04		
4	80	26.7%	3.50	1.05	1.02		
5	70	23.3%	3.60	1.02	1.01		
Total	300	100%					

Source : Nos enquêtes sur le terrain 15

Figure 8. Familiarité avec les outils numériques



Source : Nos enquêtes sur le terrain 16

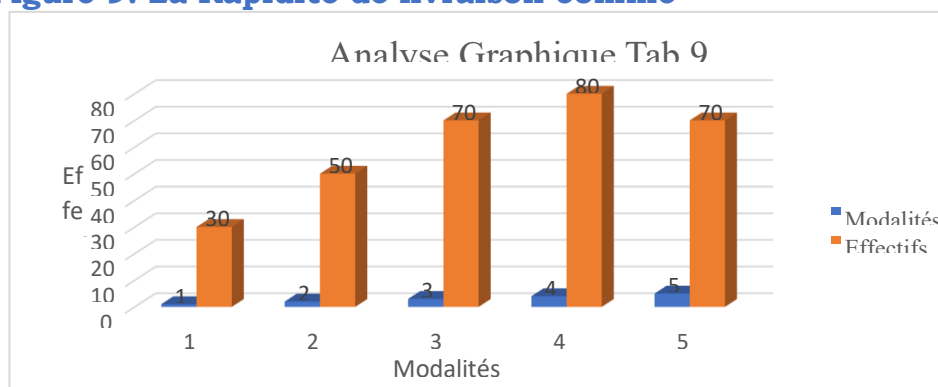
4.3.2. Rapidité de livraison

La figure 9 révèle que 50 % des répondants (modalités 4 et 5) évaluent positivement la rapidité de livraison ($F = 6,85$; $p = 0,001$; $r = 0,45$). Les moyennes progressent régulièrement de 3,40 à 3,60, traduisant une satisfaction croissante avec les modalités. Ce résultat nuance l'image globalement négative des obstacles : la logistique, bien qu'insuffisante, est perçue comme un facteur potentiellement favorable lorsque les services sont fiables.

Tableau 9. Rapidité de livraison

Modalités	Effectifs	%	Moyenne	Variance	Écart-type	F	P	r
1	30	10%	3.40	1.08	1.04	6.85	0.001	0.45
2	50	16.7%	3.45	1.05	1.02			
3	70	23.3%	3.50	1.02	1.01			
4	80	26.7%	3.55	1.00	1.00			
5	70	23.3%	3.60	0.98	0.99			
Total	300	100						

Source : Nos enquêtes sur le terrain 17

Figure 9. La Rapidité de livraison comme

Source Nos enquêtes sur le terrain

4.3.3. Sécurité des données personnelles

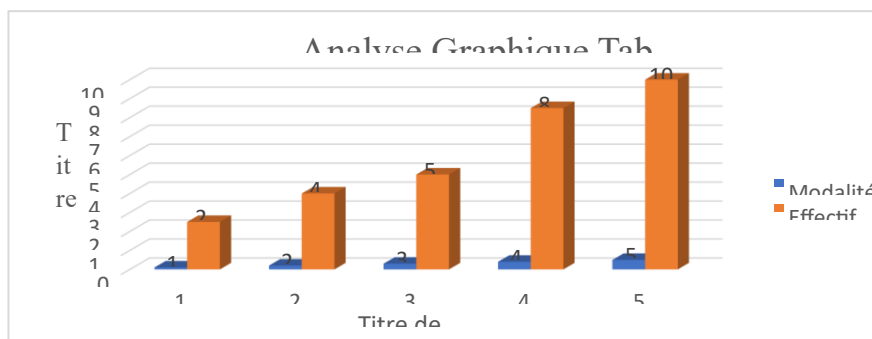
La figure 10 montre que 61,6 % des répondants (modalités 4 et 5) manifestent des préoccupations élevées concernant la protection de leurs données ($F = 12,50$; $p = 0,001$; $r = 0,53$). La corrélation positive indique que plus les individus perçoivent leurs données comme protégées, plus ils font confiance aux transactions en ligne.

La promulgation du Code du numérique en 2023 et la création de l'ANCE constituent des avancées, mais leur mise en oeuvre reste incomplète.

Tableau 10. Sécurité des données personnelles

Modalités	Effectifs	%	Moyenne	Variance	Écart-type	F
1	25	8.3%	3.80	1.05	1.02	12.50
2	40	13.3%	3.85	1.02	1.01	
3	50	16.7%	3.90	1.00	1.00	
4	85	28.3%	3.95	0.98	0.99	
5	100	33.3%	4.00	0.95	0.97	
Total	300	100%				

Figure 10. Sécurité des données personnelles



Source : Nos enquêtes sur le terrain

4.3.4. Disponibilité des produits en ligne

La figure 11 montre que 60 % des répondants (modalités 4 et 5) considèrent l'offre en ligne comme globalement satisfaisante, avec des moyennes progressant de 3,50 à 3,70 ($F = 9,10$; $p = 0,001$; $r = 0,47$). Ce résultat indique

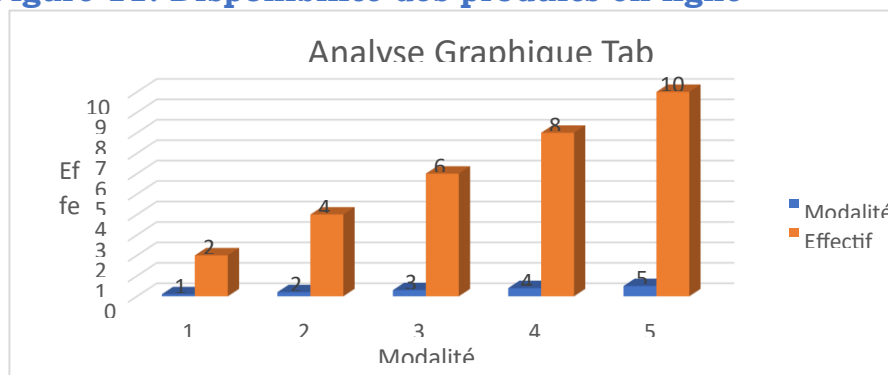
un potentiel réel : les utilisateurs qui trouvent les produits qu'ils recherchent en ligne sont plus enclins à adopter le e-commerce. L'élargissement des catalogues locaux et la présence de plateformes adaptées au contexte congolais constituent donc un levier stratégique.

Tableau 11. Disponibilité des produits en ligne

Modalités	Effectifs	%	Moyenne	Varianc	Écart-type	F	P	R
1	20	6.7%	3.50	1.05	1.02	9.10	0.001	0.47
2	40	13.3%	3.55	1.03	1.01			
3	60	20%	3.60	1.00	1.00			
4	80	26.7%	3.65	0.98	0.99			
5	100	33.3%	3.70	0.95	0.97			
Total	300	100%						

Source : Nos enquêtes sur le terrain 20

Figure 11. Disponibilité des produits en ligne



Source : Nos enquêtes sur le terrain 21

4.4. Satisfaction générale et potentiel d'adoption

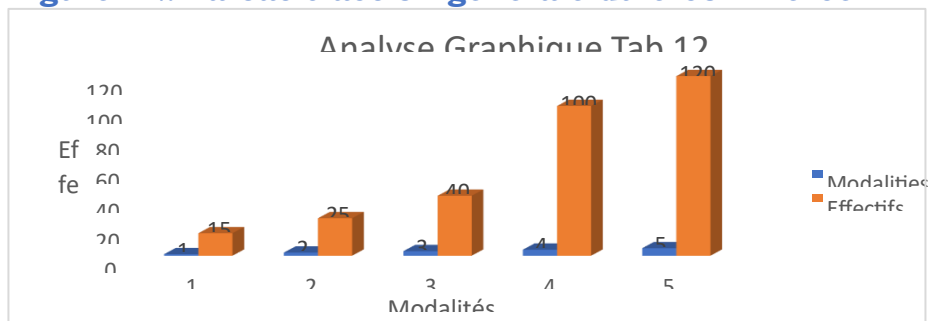
Malgré les obstacles multiples, la figure 12 révèle que 73 % des répondants (modalités 4 et 5) expriment une satisfaction générale positive vis-à-vis du e-commerce ($F = 8,75$; $p = 0,001$; $r = 0,50$). Ce résultat est fondamental : il témoigne d'un potentiel d'adoption réel à Goma, conditionné à la levée progressive des freins identifiés. La corrélation positive établit un lien direct entre satisfaction générale et facteurs clés tels que la confiance, la disponibilité des produits et la rapidité de livraison.

Tableau 12. Satisfaction générale du e-commerce

Modalités	Effectifs	%	Moyenne	Variance	Écart-type	F	p	R
1	15	5%	3.45	1.05	1.02	8.75	0.001	0.50
2	25	8.3%	3.50	1.03	1.01			
3	40	13.3%	3.55	1.00	1.00			
4	100	33.3%	3.60	0.98	0.99			
5	120	40%	3.65	0.95	0.97			
Total	300	100						

Source: Nos enquêtes sur le terrain 23

Figure 12. La Satisfaction générale du e-commerce



Source : Nos enquêtes sur le terrain 24

4.5. Tableau 13 Synthèse des indicateurs statistiques

Variable / Obstacle	%(modalités 4–5)	F (ANOVA)	p	r
Peur de l'arnaque (SC)	73,3 %	11,32	0,001	0,57
Faible revenu (EC)	71,7 %	9,87	0,001	0,55
Culture paiement traditionnel (SC)	70,0 %	10,21	0,001	0,49
Préférence boutiques physiques (SC)	64,0 %	9,87	0,001	0,52
Sécurité des données (TEC)	61,6 %	12,50	0,001	0,53
Disponibilité produits en ligne (TEC)	60,0 %	9,10	0,001	0,47
Pouvoir d'achat	50%	8,15	0,001	0,38
Faible pouvoir d'achat (EC)	50,0 %	8,15	0,001	0,38
Rapidité de livraison	50 %	6,85	0,001	0,45
Familiarité outils numériques (TEC)	50,0 %	8,90	0,001	0,48
Accessibilité Internet (EC/TEC)	36,7 %	7,45	0,001	0,42
Satisfaction générale e-commerce	73,0 %	8,75	0,001	0,50

Source nous même 25

5. DISCUSSION

5.1. Validation des hypothèses

Les résultats confirment pleinement l'hypothèse principale de cette étude. Les obstacles socioculturels, économiques et technologiques exercent une influence négative et statistiquement significative ($p < 0,001$ pour toutes les variables) sur l'adoption du e-commerce à Goma.

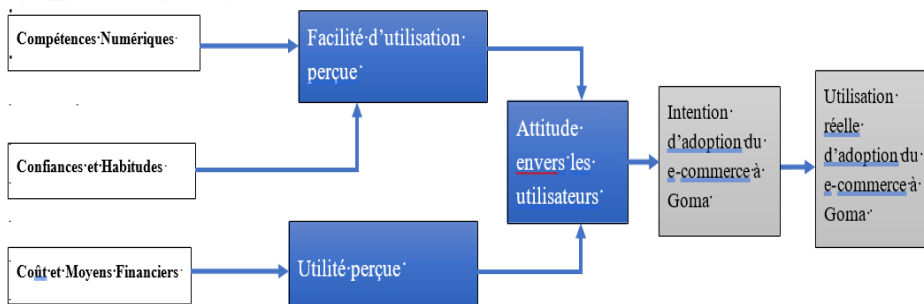
Ces résultats s'inscrivent dans la continuité des travaux de Davis et al. (2019), de García et Roldán (2020) et de Li et Huang (2021), tout en enrichissant la littérature avec un éclairage contextuel inédit sur la RDC.

La prédominance des obstacles socioculturels — peur de la fraude ($r = 0,57$), préférence pour le commerce physique ($r = 0,52$), culture de paiement traditionnel ($r = 0,49$) — confirme que l'adoption du e-commerce dépasse largement la dimension technologique. Elle engage une transformation des normes sociales et des représentations collectives liées à la confiance et à l'échange, rejoignant les postulats des modèles UTAUT et TOE. La force du frein économique ($r = 0,55$ pour le faible revenu) souligne que l'accessibilité financière est fondamentale dans les économies à revenus faibles, où elle amplifie tous les autres obstacles.

5.2. Apport du Modèle Balume

Ce schéma présente le modèle proposé pour analyser l'adoption du e-commerce à Goma, en s'appuyant sur le modèle TAM (Technology Acceptance Model). Il met en évidence que les compétences numériques ainsi que les confiances et habitudes des utilisateurs influencent directement la facilité d'utilisation perçue, tandis que les coûts et moyens financiers agissent sur l'utilité perçue. Ces deux variables centrales du TAM (facilité et utilité perçues) déterminent ensuite l'attitude des utilisateurs, qui à son tour influence leur intention d'adopter le e-commerce. Enfin, cette intention se traduit par l'utilisation réelle. Ainsi, le modèle montre que l'adoption du e-commerce à Goma dépend à la fois de facteurs technologiques, économiques et comportementaux, qui interagissent pour orienter la décision finale des utilisateurs.

Figure 13: Modèle Balume pour l'adoption du E-Commerce à Goma (extension de TAM)



Source : Modèle Balume pour l'adoption du E-Commerce à Goma (extension de TAM).

5.3. Limites

L'échantillon non probabiliste ne permet pas une généralisation statistique stricte à l'ensemble de la population congolaise. L'étude se concentre exclusivement sur Goma, excluant d'autres centres urbains de la RDC. La situation sécuritaire de l'est du pays a pu influencer les perceptions des répondants concernant la confiance institutionnelle.

6. RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

6.1. Au Gouvernement

- Réduire le coût d'accès à Internet par une politique d'investissement dans les infrastructures télécom et la réduction des taxes sur le numérique.
- Renforcer l'application du Code du numérique (2023) en matière de protection des consommateurs et de cybersécurité.
- Mettre en place des programmes nationaux de formation numérique ciblant les jeunes, les PME et les commerçants locaux.

- Créer un système d'adressage national pour faciliter la logistique et réduire la méfiance envers les transactions en ligne.
- Soutenir les startups congolaises du secteur digital par des financements, des incubateurs et des allègements fiscaux.

6.2. Aux entreprises technologiques et opérateurs télécom

- Améliorer la qualité et la couverture de la connexion Internet en zones périphériques de Goma.
- Développer des solutions locales de paiement sécurisé accessibles via mobile money, adaptées aux réalités congolaises.
- Proposer des forfaits Internet dédiés au e-commerce à coûts réduits pour encourager la digitalisation des PME.

6.3. Aux commerçants

- Renforcer les compétences numériques via des formations sur la gestion des plateformes et la promotion en ligne.
- Mettre en place des politiques de retour et de remboursement transparentes pour instaurer la confiance des consommateurs.
- Exploiter les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp, Instagram) comme leviers de visibilité et d'engagement commercial.

6.4. Aux consommateurs

- Participer aux formations numériques disponibles pour renforcer les compétences d'utilisation des plateformes en ligne.

- Adopter progressivement les méthodes de paiement électronique, en commençant par le mobile money déjà bien implanté à Goma.
- Appliquer les bonnes pratiques de cybersécurité (vérification des sources, prudence dans les paiements, contrôle des avis)

7. CONCLUSION

Cette étude a identifié, quantifié et analysé les obstacles multidimensionnels freinant l'adoption du e-commerce à Goma à travers une approche mixte rigoureuse auprès de 300 participants. Trois catégories de facteurs ont été confirmées statistiquement : les obstacles socioculturels (peur de la fraude 73,3 %, culture de paiement traditionnel 70 %, préférence pour le commerce physique 64 %), les obstacles économiques (faible revenu 71,7 %, accessibilité Internet insuffisante), et les obstacles technologiques (sécurité des données, familiarité numérique).

L'hypothèse principale est pleinement confirmée. Cependant, le fait que 73 % des répondants expriment une satisfaction générale positive vis-à-vis du e-commerce révèle un potentiel d'adoption réel. Ce paradoxe — présence d'obstacles mais satisfaction latente — indique que des interventions ciblées sur la sécurité des paiements, la réduction des coûts d'accès et la formation numérique pourraient déclencher une adoption accélérée.

Le Modèle Balume proposé, extension contextuelle du TAM intégrant les variables locales (compétences numériques, confiance culturelle, contraintes financières), constitue une contribution théorique originale transférable à d'autres économies émergentes d'Afrique subsaharienne. Ce travail ouvre des

perspectives de recherche comparative entre villes congolaises et africaines, au service des décideurs politiques, des entrepreneurs du numérique et des partenaires au développement.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ARPTC. (2023). Rapport annuel sur le secteur des télécommunications en RDC. Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications du Congo.
- Aus, F., Kartika, B., & Husriadi, M. (2025). Analysis of socio-cultural validity and business management in e-commerce adoption in fast food SMEs. INJOLE Journal.
- Banque mondiale. (2023). Rapports sur l'économie mondiale et le développement. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- Cabinet du Président de la République. (2023). Ordonnance-loi n°23/010 du 23 mars 2023 portant Code du numérique. Kinshasa.
- CENCO. (2022). Rapport sur les pratiques de paiement en République Démocratique du Congo. Conférence Épiscopale Nationale du Congo.
- CNUCED. (2021). Rapport sur l'économie numérique 2021 : Flux transfrontières de données et développement. <https://unctad.org>
- Creswell, J. W. (2014). Research design: Qualitative, quantitative, and mixed methods approaches (4e éd.). SAGE Publications.
- Davis, F. D. (1989). Perceived usefulness, perceived ease of use, and user acceptance of information technology. MIS Quarterly, 13(3), 319–340.

- Davis, R., Smith, L., & Johnson, M. (2019). Technological barriers, trust limitations and cognitive determinants in online purchase intentions. *Journal of Electronic Commerce Research*, 18(4), 245–262.
- García, J., & Roldán, J. (2020). Sociocultural determinants and resistance to change in e-commerce adoption. *Journal of Electronic Commerce Research*.
- GSMA. (2023). Le point sur le secteur : les services de mobile money dans le monde. GSMA Intelligence.
- Hofstede, G., Hofstede, G. J., & Minkov, M. (2010). *Cultures and organizations: Software of the mind* (3e éd.). McGraw-Hill Education.
- IMARC Group. (2025). Africa e-commerce market report 2025–2033. <https://www.imarcgroup.com>
- Khando, K. I. (2023). Emerging digital payment technologies and associated challenges: A systematic literature review. *Future Internet*, 15(1), 21.
- Kwan-Chung, C. K.-J. (2021). Adoption of e-commerce: A meta-analytical study. *Revista Internacional de Investigación en Ciencias Sociales*, 17(1), 4–23.
- Laudon, K. C., & Traver, C. G. (2021). *E-commerce 2021: Business, technology, society* (16e éd.). Pearson Education.
- Li, J., & Huang, Y. (2021). Logistics efficiency, delivery constraints and online purchase behavior. *International Journal of E-Commerce Research*.
- OCDE. (2019). Unpacking e-commerce: Business models, trends and policies. OCDE. <https://www.oecd.org>

- Stankov, N., & Angelovska, N. (2023). Exploring the relationship between digital skills, online buying, and encountered problems across Europe. *UTMS Journal of Economics*, 14(2), 188–198.
- Tornatzky, L. G., & Fleischer, M. (1990). *The processes of technological innovation*. Lexington Books.
- Turban, E., et al. (2018). *Electronic commerce 2018: A managerial and social networks perspective*. Springer.
- UNCTAD. (2021). *Cyberlaw tracker: Democratic Republic of the Congo*. <https://unctad.org>
- Union africaine. (2020). *Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique 2020–2030*. Commission de l'Union africaine.
- Venkatesh, V., & Bala, H. (2008). Technology Acceptance Model 3 and a research agenda on interventions. *Decision Sciences*, 39(2), 273–315.
- Venkatesh, V., & Davis, F. D. (2000). A theoretical extension of the technology acceptance model: Four longitudinal field studies. *Management Science*, 46(2), 186–204.
- Wijesinghe, A. G. (2020). Literature review of technology adoption models at firm level: Special reference to e-commerce adoption. ResearchGate.
- Yende, R. G. (2019). *E-commerce et ses conséquences sur l'activité commerciale classique en RDC*. ResearchGate.

Par Master. BALUME BONHEUR Christian
 Assistant à l'Université des Martyrs du Congo

Chap.XIV. NATURE JURIDIQUE ET REGIME CONTENTIEUX DES ACTES DES ADMINISTRATIONS ACTIVES ET DES ORDRES PROFESSIONNELS EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

*Par : SADIKI MASUDI Constant
OYANDEKA ONYAKONDE Michée
DUBELE LABA Marie-Christine*

a) BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE ET PROFESSIONNELLE



SADIKI MASUDI Constant est congolais spécialiste en droit public interne avec un penchant sur le contentieux administratif congolais et droit administratif général, *Avocat* au barreau de Kinshasa/ Matete et *Conseiller principal* du président de la section consultative du conseil d'Etat.

DUBELE

LABA Marie-

Christine Directrice au lycée mondembe, secrétaire particulier du professeur VUNDUAWE, secrétaire régionale de la congrégation des sœurs missionnaires fille de jésus crucifié, spécialiste en droit public interne.



OYANDEKA ONYAKONDE Michée

Avocat de plus de 9ans avec un penchant particulier pour le droit des affaire OHADA, les mines, l'énergie et les hydrocarbures ; possède une expérience sur le contentieux administratif et les voies d'exécutions OHADA. Les auteurs sont tous à l'école doctorale.



I. RESUME

Les organes disciplinaires des ordres professionnels et de certaines administrations actives , dites contentieuses, lorsqu'ils sont dotés de pouvoir de décision pour régler des différends interne ou extra-professionnels, ont le statut de juridiction spécialisé de l'ordre administratif, rattachés aux juridictions administratives de droit commun par voie d'appel ou de cassation, comme la conséquence découlant de la constitutionnalisation de la garantie de droit de la défense, qui inclut le droit au double degré de juridiction.

Abstract

The disciplinary bodies of professional orders and of certain active administrations, known as contentious bodies, when they are endowed with decision-making power to settle internal or extra-professional disputes, have the status of specialized jurisdiction of the administrative order, attached to the ordinary administrative courts by way of appeal or cassation, as a consequence of the constitutionalization of the guarantee

of the right of defense, which includes the right to two levels of jurisdiction.

II. INTRODUCTION

Les Administrations actives sont dites administration active ou contentieuse parce qu'elles sont constituées des organismes, administrations, services voire juridictions qui en dehors des juridictions administratifs de droit commun, sont chargés eux-mêmes de régler certains litiges administratifs à l'interne de l'administration ou ceux opposant l'administration et ses administrés.

a) Administration publique

Etymologiquement, le mot administration vient du latin « *Administrare* » et se traduit par rendre service. Dans le langage français, le verbe administrer signifie gérer une affaire. L'administration publique se définit soit dans un sens matériel ou fonctionnel soit en encore dans un sens formel ou organique. L'administration publique regroupe l'ensemble des sévices publics de l'Etat. L'article 5 point 1 de la loi N °16-001 fixant l'organisation et le fonctionnement des services publics du pouvoir central, des provinces et des entités territoriales décentralisées définit l'administration publique comme ensemble des services administratifs du pouvoir central, des provinces et des entités territoriales décentralisées.⁵

Du point de vue organique, elle rassemble tous les organes et organismes qui sous l'impulsion des pouvoirs publics, est chargé de réaliser les multiples interventions de l'Etat l'exercice de la fonction administrative. Par

⁵ J.O.RDC, 1 juin 2016, N 11, col, 11

ailleurs, il est impérieux de souligner que, l'avènement de la loi N°16 /013 du 15 juillet 2016 portant statut des agents de carrière des services publics de l'Etat a abouti à une certaine prolifération des administrations publiques.⁶ La loi consacre plusieurs autres administrations publiques rattachées aux institutions de la République, mais aussi d'autres personnes morales de droit public et d'autres services publics pour les accompagner dans leurs missions. Et la conséquence c'est que, les autorités politiques ou apolitiques en plus de leur fonction publique ou politique sont en outre devenues des autorités administratives.

Le même principe s'observe au niveau provincial ; aux termes de l'article 3 de la loi organique N°16/001 du 03/05/2016 fixant l'organisation et fonctionnement des services publics du pouvoir central, des provinces, et des entités territoriales décentralisées, les institutions provinciales auxquels sont rattachés les services publics sont : le gouverneur provincial, les ministres provinciaux et l'assemblée provinciale. La même chose au niveau des entités territoriales décentralisées. L'article 4 de la loi précitée, les organes locaux auxquels sont rattachés des administrations.

b) Les juridictions

La loi portant statut des agents de carrière des services s publics de l'Etat en son article 2, a institué l'administration publique des juridictions de l'ordre judiciaire de l'administration publique des juridictions de l'ordre administratif de droit commun, pas celles spécialisées exceptée la cour des comptes.

⁶ Cours d'étude comparée des systèmes d'organisations et techniques administratives première année de licence 2020-2021.

Les Cours et tribunaux de l'ordre administratif de droit commun et la cour des comptes, la Cour Constitutionnelle comprise ainsi que les parquets y rattachés, en plus d'être comme tels, ils sont des autorités administratives et disciplinaires hiérarchique des membres du greffe pour les Cours et tribunaux, des secrétariats pour les parquets ayant qualité des agents de carrière des services publics de l'Etat.

Administration privée

Au regard de la Constitution et la loi organique sur les juridictions de l'ordre administratif, il est reconnu à seuls les ordres professionnels la qualité d'une administration active dont les actes intéressent le juge administratif, de ce fait, ces organismes de nature privée passent des administrations privées aux administrations publiques à certains égards. Et tous les autres organes disciplinaires sont des simples organes administratifs du contentieux disciplinaires qui relèvent en termes du contrôle juridictionnel de leurs actes du juge judiciaire.

En Belgique, tous les ordres professionnels ne relèvent pas en termes du contrôle juridictionnel du juge administratif, car l'ordre professionnel des avocats et des magistrats sont judiciaires et non administratif ainsi pour dire leurs décisions tant administratives que disciplinaires sont contrôlées par le juge judiciaire.

c) Les ordres professionnels

De prime abord en ce domaine, il paraît convenable et surtout indispensable de préciser que la plus part des professions libérales à caractère intellectuel, sont organisés en ordre professionnel.

Les ordres professionnels sont des organismes regroupant, sur un territoire donné l'ensemble des membres d'une même profession, qui peut être exercé de manière libérale et qui assure une forme de régulation de la profession.

Contrairement à un syndicat ou une association professionnelle, l'appartenance à l'ordre professionnel ne pas une faculté mais une obligation pour le professionnel, l'inscription au sein de l'ordre étant une condition nécessaire à l'exercice de la profession. Notons que les deux notions ne sont pas en opposition, ils se complètent l'un et l'autre dans la mesure où un syndicat défend les seuls intérêts des professionnels, alors qu'un ordre professionnel défend les intérêts de la profession.⁷

Les ordres professionnels pour la plus part de cas ne sont pas des établissements publics, plutôt privés mais investis d'une mission de service public. En tant que des organismes privés, en interne, des ordres professionnels échappe au droit public, relève du droit privé, leurs contrats sont des droits privés et non administratifs ; les employés sont des salariés de droit privé, leur régime financier échappe à la comptabilité publique.

Le contrôle juridictionnel à exercer sur les actes des administrations publiques et des ordres professionnels est étroitement lié à la nature de l'acte. L'on ne peut déterminer le type de contrôle devant le juge sans connaître au préalable l'auteur de l'acte ou l'organe ayant pris l'acte dont fait l'objet de contrôle. C'est ainsi exercer un contrôle juridictionnel sans déterminer au préalable la nature juridique de l'acte, conduit à une grave erreur de droit parce que c'est la nature juridique de l'acte qui définit le type de contrôle à y exercer. La nature juridique des actes des administrations actives à première vue semble facile.

⁷ Louis FOUGERE, *la Fonction publique, Bruxelles, Institut international des sciences administratives*, 1996 p.342

Toutefois , les choses se compliquent quand la question se rapporte à la qualification des actes des administrations actives, services administratifs créés par la loi du 15 octobre 2016 portant statut des agents de carrière des services de l'Etat à son article 2, placés sous l'autorité des institutions de la République notamment, le président de la République, le parlement , le gouvernement et les cours et tribunaux, les parquets y compris.⁸

Ces institutions sont des autorités politiques ou judiciaires à qui le législateur a rattaché les services administratifs pour les accompagner dans l'accomplissement de leur mission telle que définie dans la Constitution ou la loi.

Ensuite, aux termes de la loi sur les juridictions de l'ordre administratif, les juridictions administratives spécialisées sont constitués des organes disciplinaires des Administrations publiques et des ordres professionnels, expression qui nous paraît à certains égards moins précis pour certains cas :

d) Juridictions administratives spécialisées

L'expression juridiction administrative spécialisées semble rapprocher ces organes disciplinaires des juridictions administratives spécialisées de l'ordre judiciaire du point de vue leur création et fonctionnement. Du point de vue création et fonctionnement, les juridictions spécialisées de l'ordre judiciaire sont instituées ou établies par l'Etat, elles sont aux termes de l'article 150 al 1 de la Constitution les garants des libertés individuelles et des droits fondamentaux des citoyens ; leurs actes sont d'ordre public et engagent la responsabilité de l'Etat parce qu'ils sont pris au nom du peuple et exécutés au nom du président de la République.

⁸ Le principe de dédoublement fonctionnel c'est un exercice alternatif de deux fonctions publiques cumulées sur une seule autorité publique.

Cependant, les organes disciplinaires juridictions administratives spécialisées sont instances professionnelles mises en place par les organismes publics ou privés ; leurs actes sont d'ordre professionnel, pris au nom de ces organismes pour la protection et la sauvegarde des intérêts professionnels.

A la différence du droit judiciaire qui, à priori s'intéresse aux droits et intérêts de l'être humain, le droit disciplinaire lui, penche beaucoup trop la balance du côté des droits et intérêts de la profession ; le droit judiciaire engage la responsabilité pour faute ayant causé dommage à l'être humain sujet par excellence du droit ; le droit disciplinaire lui, c'est pour celle ayant causé le préjudice à honneur et le respect de la profession ou à la qualité du professionnel comme tel, chose qui fait de ce droit source des plusieurs abus car l'être humain n'est pas le centre d'intérêts.

b) Organes disciplinaires des ordres professionnels et des Administrations publiques

Sous réserve de la Cour des comptes, dire que les juridictions administratives spécialisées sont des organes disciplinaires des ordres professionnels et des Administrations publiques, ça semble isoler ces organes c'est-à-dire leur créer une sorte d'autonomie à l'égard de leurs organismes de rattachement. Les juridictions administratives spécialisées, ce sont des organes du contentieux ou disciplinaires évoluant au sein des administrations actives et des ordres professionnels pour régler des questions disciplinaires résultant généralement des fautes professionnelles commises par un membre, lesquels à ce titre, sous aucun prétexte que ce soit, pour toute compréhension sont pas autonomes des organes qui les ont créées ou établis, parce qu' en réalité ils sont ces

organismes, mais dans une chambre disciplinaire, sauf que dans l'exercice de leur mission ils sont indépendants de toute autorité politique, administrative ou politique.

e) Actes des organes disciplinaires

Les actes juridictionnels susceptibles d'appel et de cassation devant le juge administratif de droit commun. Les organes disciplinaires sont en réalité leurs organismes d'attachement mais en chambre disciplinaire, ils expriment la volonté des organismes qui les ont établis du point de vue sanctionner tout comportement portant atteinte à l'honneur et le respect de la profession. Ces organismes, prennent des actes juridictionnels mais aussi administratifs au fait qu'en plus d'être les autorités disciplinaires de leurs membres, ces organismes sont aussi leurs autorités administratives. Le pouvoir de juger au disciplinaire, du point de vue autorité compétente, dans le secteur des administrations publiques diffère de celui du secteur des ordres professionnels. Au sein des Administrations relevant de l'Etat, des provinces ou des entités territoriales décentralisées, l'autorité disciplinaire c'est un des organes responsables de la direction de service, le plus souvent il est désigné sous l'appellation Conseil de l'ordre ou de discipline alors que l'autorité investie du pouvoir de sanctionner les manquements à la déontologie dans un ordre professionnel, est directement issue, par élection du milieu professionnel, elle est élue parmi les professionnels régulièrement inscrits sur le tableau de l'ordre. Aux termes de la loi organique du 15 octobre 2016 portant organisation, compétences et fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif, l'ordre administratif comprend d'une part, des juridictions de l'ordre administratif de droit commun, part, les juridictions administratives spécialisées constituées en plus de la Cour des comptes, des organes disciplinaires des Administrations publiques et des ordres professionnels régis par des

réglementaires des Administrations publiques et des ordres professionnels régis par des réglementations particulières telles que visées à l'art 149, al 6 de la Constitution et, rattachées aux juridictions administratives de droit commun et par le biais soit d'appel dans la mesure où cette voie de recours n'est pas organisée à l'interne, soit de cassation au cas contraire. En d'autres termes, les organes disciplinaires des administrations publiques et des ordres professionnels lorsqu'ils sont dotés de pouvoir de décision pour régler des différends inter ou extra-professionnels, ont le statut des juridictions de l'ordre administratif.

En générale il existe des formations disciplinaires dans la fonction publique. Cependant, ils ne constituent que des instances consultatives de garantie de la procédure contradictoire à observer avant la décision disciplinaire à intervenir. En cas de contestation des décisions disciplinaires ainsi intervenues, les juridictions de droit commun de l'ordre administratif restent compétentes.

Toutefois, il importe de savoir que les organes disciplinaires des administrations publiques et des ordres professionnels dites dite juridictions administratives spécialisées, ne sont pas des juridictions proprement dites existant et exerçant le pouvoir judiciaire en vertu de l'article 149 al. 2 de la constitution, plutôt des organes du contentieux de ces organismes. C'est en vertu de la Constitution de l'article 19 la constitution qui consacre le droit de la défense, qui inclut aussi celui de double degré de juridiction que ces organe disciplinaires sont élevés au rang de juridictions pour une matière spécifique, bien cadrée et limitée, rattachés au juridictions administratives de droit commun pour la procédure de droit fondamentaux et libertés publiques des citoyen susceptibles d'être biaisés le

plus souvent au cours de ces preuves, comme la mission des cours et tribunaux .

On peut en effet remarquer dans ce que l'article 152 de la constitution dispose « le conseil supérieur de la magistrature est l'organe de gestion du pouvoir judiciaire... il exerce le pouvoir disciplinaire sur les magistrats. Il donne ses avis en matière de recours en grâce... ». Et pourtant, si on analyse cet article on comprendra que cet article ne concerne uniquement que les magistrats des juridictions de l'ordre judiciaire et uniquement ceux des juridictions de droit commun l'ordre administratif, car des juridictions administratives spécialisées dépendent de l'intérieur des organismes au sein desquels elles évoluent.

Les ordres professionnels et les administrations publiques sont constituées des commissions ou organes administratifs, chargés de régler disciplinairement la limite de leurs compétences des litiges qui pourraient naître de leur quotidien fonctionnement, sans dépendre d'une autorité administrative ou hiérarchique quelconque, parce qu'elles sont affranchies de tout devoir de subordination ou de hiérarchisation. Toutefois, dans l'intérêt de protéger les droits fondamentaux et libertés publiques des citoyens garantis par la constitution et les lois, qui sont souvent de nature à être violés au cours d'un procès, les juridictions administratives de droit commun y exercent un contrôle.

f) Cour des comptes

La cour des comptes est instituée en vertu de l'article 178 de la constitution. Elle est à la fois une administration spécialisée et une juridiction administrative spécialisée, rattachée au conseil d'Etat par voie de cassation.

En tant qu'administration spécialisée, la cour des comptes est placée sous l'autorité de l'assemblée nationale.

Elle est chargée du contrôle budgétaire et financier du pouvoir central, les provinces et entités territoriales

décentralisées. Elle contrôle la gestion de finance de l'Etat, des biens publics ; des comptes des provinces, des entités territoriales décentralisées ainsi que ceux des organismes publics.

C'est à ce titre qu'elle publie chaque année un rapport qu'elle remet selon le cas, pour les finances du pouvoir central au président de la république, au parlement et au gouvernement ; pour les finances de provinces, aux assemblées provinciales et aux gouvernements provinciaux ; et pour la finance des entités territoriales décentralisées aux conseils délibérants et aux collèges exécutifs locaux.

Conformément à l'article 171 de la constitution du 18 février 2006, la finance du pouvoir central, celles des provinces, des entités territoriales décentralisées sont distinctes. Elle soumet au parlement ces observations et recommandations pour l'examen de projet des lois portant budget de compte générale de la république. Comme juridiction spécialisée de l'ordre administratif, la cour de compte est chargée de la discipline budgétaire et financière. A ce titre, elle arrête la somme à recouvrer à charge des ordonnateurs délégués. Par ailleurs, il ressort de la lecture combinée des articles 41 à 43 sur la cour de compte et l'article 2. 9 de la loi portant statut des agents des carrières de service public de l'Etat que, la cour de compte en plus d'être une juridiction administrative spécialisée ; à l'instar du conseil supérieur de la magistrature pour d'autre magistrats elle est aussi l'organe disciplinaire et de gestion de ce magistrat tant de la juridiction que ceux du parquet rattachés à elle, agissant par le conseil supérieur de la cour de compte, et l'autorité de contrôle de service administratif rattachés et placés sous son contrôle par conséquent justiciables nouveaux devant le conseil d'Etat.

En tant que conseil supérieur de magistrats, la cour de compte est l'organe de gestion de la carrière de ses

magistrats. Elle organise le recrutement, élabore la proposition de nomination, de mise à la retraite de relève anticipé de fonction de révocation et de réhabilitation de ses magistrats

g) Cour constitutionnelle

Disons-le avec le professeur BOTAKILE BATANGA la cour constitutionnelle ne pas une administration contentieuse mais plutôt une juridiction spécialisée autonome charge, notamment du contrôle de constitutionnalité de tout acte réglementaire. Contrairement aux autres juridictions administratives spécialisées la cour constitutionnelle n'existe en vertu de l'article 149 al. 6 de la constitution, elle ne pas rattache n'ont plus aux juridictions administratives de droit commun lorsqu'elle se prononce en annulation de tout actes réglementaires vise à l'article 162 al.2 de la constitution, elle partage cette compétence avec les juridictions de droit commun de l'ordre administratif déjà compétentes à la matière en vertu de l'article 155 de la constitution.

Toutefois, la cour constitutionnelle en chambre disciplinaire est une juridiction spécialisée, par conséquent ses actes disciplinaires dit juridictionnel son censurable devant le conseil d'Etat en vertu de la loi organique régissant les juridiction de l'ordre administratif ; qui rattache toute les juridiction administrative spécialisée constituée de la cour de compte et des organes disciplinaire des administration public et ordre professionnel aux juridictions administrative de droit commun soit en appel ou en cassation devant le conseil d'Etat selon le cas . L'article 2.5 de la loi portant statut des agents de carrière de service public de l'Etat, la cour constitutionnelle est l'autorité hiérarchique des agents des carrières de service administratif place sous son contrôle.

A cet effet ces actes administratifs ont censurable devant le conseil d'Etat. De même notons aussi que le conseil supérieur de la magistrature est doublement justiciable devant le conseil d'Etat, du point de vue administratif comme autorité de gestion des magistrats et juge disciplinaire de ce dernier.

h) NATURE JURIDIQUE DES ACTES DES ADMINISTRATIONS ACTIVES ET DES ORDRES PROFESSIONNELS

i) Administration active

La nature juridique d'un acte est strictement lié à l'organe et ou l'auteur de l'acte. Qu'en droit, il est difficile de définir la nature juridique d'un acte si l'organe et ou l'auteur est inconnu. Ainsi pour dire, la nature juridique varie selon l'auteur ou l'organe, soit encore selon le moment endéans lequel l'acte a été pris. Voilà pourquoi, l'acte du constituant du 18 février 2006 est appelé juridiquement Constitution, car provenant du constituant, du législateur loi, juge jugement ou arrêt selon le cas. En droit, l'organe ou l'auteur sont érigés en conditions substantielles ou indispensables pour déterminer la nature juridique d'un acte. Tout de même, il faut retenir que ces conditions ne sont pas cumulatives, car dans certains cas, une seule condition suffit pour en donner sa nature juridique.

Notons également le contexte ou le moment dont l'acte a été pris, par exemple après avoir statué au fond, l'acte est appelé jugement ou arrêt selon le cas, mais dans un contexte d'avant dire droit est appelé ordonnance. Les administrations publiques et les ordres professionnels sont porté doublement devant le juge administratif de droit commun : pour les actes administratifs et leurs décisions disciplinaires, l'un par l'organe de gestion et l'autre par

l'organe contentieux.⁹ Les administrations actives prennent les actes de deux natures : administratif et disciplinaire, toutefois, une grande problématique au regard de la loi organique sur les juridictions de l'ordre administratif, car, il est dit, que les juridictions administratives spécialisées sont constituées en plus de la cour de comptes des organes disciplinaires des administrations publiques et des ordres professionnels. Il plane un flou car, sur base de cette affirmation, conférer le caractère juridictionnel aux actes disciplinaires des administrations actives.¹⁰

Peu importe que cette procédure respecte le droit de la défense, les actes disciplinaires des administrations actives restent toujours acte administratif susceptible d'un recours pour excès de pouvoir, parce que quoi que prévu par la loi mais il y a manqué d'effectivité du fait que vu l'état actuel de notre droit, il y a aucune décision disciplinaire des administrations actives qui revêt un caractère juridictionnel pour motif du manque d'autonomie et d'indépendance de leurs organes disciplinaires à l'égard des autorités politiques, administratives, hiérarchiques ou de tutelle, sauf pour quelques cas d'exception notamment le Conseil supérieur de la magistrature qui ne pas subordonné, ni placé sous contrôle d'aucune autorité politique ou administrative car, sa mission en vertu du principe constitutionnel l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'égard du pouvoir exécutif et législatif.¹¹

⁹ N. BOTAKILE BATANGA, *Précis du Contentieux administratif*, Tome 2, 1^{er} éd, Academia L'Harmattan, p.43

¹⁰ Le système moniste est particulièrement rencontré dans les Pays dit Common Law ; comme en grande Bretagne ou aux Etats unis d'Amérique ; il n'existe pas de tribunaux administratifs. Il y est appliqué plutôt le droit commun, non écrit, appelé Common Law, basé sur la jurisprudence ou les précédents judiciaires.

¹¹ VUNDUAWA te PEMAKO et MBOKON DJ'ANDIMA Jean –Marie, *Droit Constitutionnel du Congo*, vol 1, Louvain-la-Neuve, Académia- L'Harmattan, 2012, P.77

j) Ordre professionnel

En France, le législateur, n'a pas tranché la question de la nature juridique des ordres professionnels, c'est le juge administratif qui a résolu cette difficulté dans une jurisprudence. Par la décision Bouguen, le Conseil d'Etat s'estime compétent pour statuer sur certaines décisions des ordres professionnels.¹² Cette décision se rapproche dans une large mesure d'une décision Monpeurt antérieure de quelques mois ;31/07/1942, p.239. En République démocratique du Congo, il semble aussi que, le législateur ne définit pas de manière expresse la nature juridique des ordres professionnels ou de leurs actes. Cependant, il semble qu'en créant les ordres professionnels, le législateur a voulu faire l'organisation et du contrôle de l'exercice de ces professions un service public.

Suivant le critère organique et formel, le plus important du reste, seule la nature de l'organe créateur de l'acte de compte. De la sorte, l'acte émanant d'un organisme public est un acte administratif et celui émanant d'un organisme privé est un acte privé. Cependant, certains actes émanant de ces organismes privés seront considérés comme des actes administratifs dès lors qu'ils sont liés à l'exécution d'un service public ou lorsqu'ils résultent d'un recours aux prérogatives de puissance publique.

Les ordres professionnels quelle que soit leur nature juridique, ils sont investis d'une mission de service public ; à cet effet ils bénéficient de prérogatives de puissance publique. Ainsi en plus des actes juridictionnels, ceux-ci prennent aussi des actes administratifs dont les effets s'imposent à leurs destinataires.

¹² N. BOTAKILE BATANGA, *op. cit.* P.3

Les actes administratifs des ordres professionnels sont ceux adoptés unilatéralement par un organe hiérarchiquement supérieur, chargé de l'administration de l'organisme, qui s'impose à leurs destinataires en vue de produire des effets juridiques. Ces actes se rapportent généralement à l'organisation et le fonctionnement du tableau de l'ordre, son service et bien d'autres matières.¹³

k) REGIME CONTENTIEUX DES ACTES DES ADMINISTRATIONS ACTIVES ET DES ORDRES PROFESSIONNELS

Disons-le avec le professeur BOTAKILE BATANGA que le contentieux administratif congolais est un contentieux mi-judiciaire et mi-administratif à double point de vue.¹⁴ Il est mi-judiciaire parce qu'il permet à certains litiges nés du fonctionnement de l'administration soient jugés par elle-même l'administration peut être jugé au point de vider les litiges judiciaires, dans ce cas, le juge administratif de droit commun n'intervient que par voie d'appel ou cassation, il est mi-administratif pour le fait qu'aucun recours n'est recevable devant le juge d'annulation sans avoir fait au préalable l'objet du recours au règlement à l'amiable devant l'auteur de l'acte. Le contrôle juridictionnel des actes des administrations publiques et des autres professionnels sont strictement liés à la nature de ces actes. Les articles 149 al 6 et 154 à 155 de la Constitution de 2006 matérialisés par la loi du 15 octobre 2016 portant organisation, compétences

¹³ Affaire Dr. Bouguen du 02/04/1943 Reprenant les rapports de la jurisprudence Monpeurt de 1942 à qui l'ordre des médecins des cotés-du -Nord avait refusé l'autorisation d'ouvrir un cabinet de consultations à Pontrioux, ce refus a été confirmé par le Conseil supérieur de l'ordre des médecins et celui-ci a sollicité du Conseil d'Etat l'annulation de cette décision.

¹⁴ Explications du Cours de Contentieux Administratifs, deuxième année de licence ancien système droit public, UNIKIN, 2023-2024. Professeur BOTAKILE BATANGA.

et fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif, en son tour complétée la loi du 15 juillet 2016 portant statut des agents de carrière des services publics de l'Etat, ont évolué la notion sur le contrôle juridictionnel des actes des Administrations publiques et des ordres professionnels.¹⁵

En effet, les administrations publiques et les ordres professionnels fonctionnent comme des juridictions administratives spécialisées, le recours contre les actes ou décisions est par voie de reformation ou cassation, par voie d'annulation lorsqu'ils fonctionnent comme des administrations publiques tout court.¹⁶ L'organisation judiciaire congolaise appartient au système dualiste. Le constituant a créé deux ordres des juridictions spécialisées et hiérarchisées : ordre judiciaire et ordre administratif, avec une juridiction spécifique à côté : la Cour Constitutionnelle. Le système dualiste judiciaire adopté par le constituant de 2006 a eu comme conséquences dans l'organisation judiciaire congolaise :

La séparation du pouvoir juge

La spécialisation de la fonction du juge ;

Il a épuisé les juridictions inférieurs de pouvoir de décider en premier et dernier ressort ;

La soumission à l'autorité de la loi, Organes disciplinaires des administrations actives et des ordres professionnels dans l'exercice de leur mission sont affranchies de tout devoir de subordination ou de hiérarchisation, sinon ne parlerait pas des juridictions administratives spécialisées, plutôt des simples organes administratifs subordonnés.¹⁷

¹⁵ BOTAKILE BATANGA, *op, cit*, 65

¹⁶ Les articles 149 al 6 et 155 de la Constitution du 18 Février 2006 matérialisé par la loi organique sur les juridictions de l'ordre administratif.

¹⁷ Dans cette perspective, les administrations publiques dans l'angle abordé par la loi organique sur les juridictions de l'ordre administratif, qui est un principe mais l'effectivité du fait de l'état actuel de notre droit.

Toutefois, pour protéger l'ordre public et éviter tout abus, le pouvoir de ces juridictions est encadré et limité par la technique mise en place par législateur appelée le contrôle juridictionnel exercé par le juge administratif de droit commun.

Malgré les garanties que la loi a prévues pour la bonne administration de la justice et le déroulement d'un procès équitable, la justice des hommes est sujette à erreur, voire injuste. Et pour corriger ces erreurs et injustices la loi institue ce qu'on appelle les voies de recours visant à examiner des jugements déjà prononcés en vue de leur modification totale ou partielle ou de leur annulation.

1) Conclusion

La nature juridique et le contrôle juridictionnel des actes des administrations actives et des ordres professionnels est un droit nouveau, une innovation de la loi organique sur les juridictions de l'ordre administratif, et en particulier la loi du 15/07/2016 portant statut des agents de carrière des services publics de l'Etat, principalement en son article 2 qui a créé des administrations publiques ou des services administratifs rattachés et placés sous le contrôle des institutions de la République et certaines personnes morales de droit public et certains services publics.

Les administrations qui, en dehors des juridictions administratives de droit commun, sont chargés eux-mêmes de régler certains administrations, services publics voire juridictions qui, en dehors des juridictions internes ou ceux opposant l'administration et ses administrés, exerçant aussi de ce fait, trois fonctions distinctes notamment : fonction administrative, fonction réglementaire et fonction disciplinaire à condition que leurs chambres disciplinaires dans l'exercice de leur mission soient indépendantes par

contre , les ordres professionnels sont en général des organismes privés, mais vu l'ampleur de leur service, le législateur les a investis en mission d'intérêt général exercée avec les attributs de la puissance publique, exercent de ce fait , remplit trois fonctions administrative , réglementaire et disciplinaire ou juridictionnelle selon le cas. Le contrôle juridictionnel à exercer sur les actes des ordres professionnels est étroitement lié à la nature de l'acte. ¹⁸

Les administrations actives et les ordres professionnels dans leur fonctionnement prennent les actes de deux natures ; administrative et juridictionnelle, sauf pour les administrations actives, le caractère juridictionnel dépend de leur indépendance à l'égard des autorités politiques et administratives¹⁹. On comprend en effet que lorsqu'on parle du contrôle juridictionnel de ses actes juridictionnels des administrations actives et des ordres professionnels, on fait allusion au principe de la constitutionnalisation de l'article 19 de la Constitution qui consacre le droit de la défense qui inclut aussi celui de double degré de juridiction. ²⁰

m) BIBLIOGRAPHIE

1. TEXTES LEGAUX

- ✓ Constitution du 18 Février 2006
- ✓ Loi organique du 15 octobre 2016 sur les juridictions de l'ordre administratif
- ✓ J.O.RDC, 1 juin 2016

¹⁸ Voir les articles 150 à 154 de la loi organique sur les juridictions de l'ordre administratif.

¹⁹ Lire la loi organique du 15 octobre 2016 sur les juridictions de l'ordre administratif

²⁰ Lire l'article 19 de la Constitution du 18 février 2006

- ✓ Loi du 15 octobre 2016 portant statut des agents de carrière des services de l'Etat
- ✓ Loi N° _16-001 fixant l'organisation et le fonctionnement des services publics du pouvoir central, des provinces et des entités territoriales décentralisées.

2. OUVRAGES

- ✓ N. BOTAKILE BATANGA, Précis du Contentieux administratif, Tome 2, 1^{er} éd, Academia L'Harmattan
- ✓ Louis FOUGERE, la Fonction publique, Bruxelles, Institut international des sciences administratives
- ✓ VUNDUAWE te PEMAKO et MBOKON DJ'ANDIMA Jean –Marie, Droit Constitutionnel du Congo, vol 1, Louvain-la-Neuve, Académia- L'Harmattan, 2012

3. AUTRES

- ✓ Affaire Dr. Bouguen du 02/04/1943 Reprenant les rapports de la jurisprudence Monpeurt de 1942 à qui l'ordre des médecins des cotés-du –Nord avait refusé l'autorisation d'ouvrir un cabinet de consultations à Pontrieux, ce refus a été confirmé par le Conseil supérieur de l'ordre des médecins et celui-ci a sollicité du Conseil d'Etat l'annulation de cette décision.
- ✓ Cours d'étude comparée des systèmes d'organisations et techniques administratives première année de licence 2020-2021.
- ✓ Explications du Cours de Contentieux Administratifs, deuxième année de licence ancien

système droit public, UNIKIN, 2023-2024.
Professeur BOTAKILE BATANGA

- ✓ Le principe de dédoublement fonctionnel c'est un exercice alternatif de deux fonctions publiques cumulées sur une seule autorité publique.
- ✓ Le système moniste est particulièrement rencontré dans les Pays dit Common Law ; comme en grande Bretagne ou aux Etats unis d'Amérique ; il n'existe pas de tribunaux administratifs. Il y est appliqué plutôt le droit commun, non écrit, appelé Common Law, basé sur la jurisprudence ou les précédents judiciaires.

*Par : SADIKI MASUDI Constant
OYANDEKA ONYAKONDE Michée
DUBELE LABA Marie-Christine*

Chap.XV. FACETTES DE L'ÉTHOS DANS LES DISCOURS POLITIQUES DE LAURENT DÉSIRÉ KABILA

Par MAPENDANO SASABA RUBEN

BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE DE L'AUTEUR



Ruben MAPENDANO SASABA est un enseignant-chercheur congolais spécialisé en didactique du français, en analyse du discours politique et en recherche littéraire contextualisée, Masterant en Lettres, Langues et Arts à l'Isp Goma ; né le 10 décembre 1987 à Ruhunde, dans le territoire de Kalehe, province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. Titulaire d'un Graduat en Français-Langues africaines obtenu en 2014 à l'Institut Supérieur Pédagogique de Machumbi (ISP MACHUMBI) et d'une Licence en Français obtenue en 2024 à l'Institut Supérieur Pédagogique de Kalehe (ISP KALEHE), il développe un parcours académique marqué par l'analyse des productions discursives et littéraires dans leur contexte sociopolitique et culturel.

Ses travaux scientifiques s'inscrivent dans une perspective d'analyse littéraire et discursive contextualisée aux réalités sociopolitiques de la République Démocratique du Congo, avec un intérêt particulier pour la construction du sens, les stratégies énonciatives et discursives ainsi que la formation de l'identité politique dans les discours publics. Son Travail de Fin de Cycle (2014), intitulé : « Analyse morphologique des mots français indigénisés par le Kihavu de Mbinga-Nord en territoire de Kalehe », met en évidence les mécanismes d'appropriation et d'intégration du lexique français dans les langues locales, révélant ainsi les dynamiques culturelles et linguistiques propres aux sociétés multilingues de l'Est de la RDC. Dans la continuité de cette orientation scientifique, il soutient en 2023 son mémoire de Licence intitulé : « Les marques de soi dans les discours politiques de Laurent-Désiré Kabila », une recherche en analyse du discours politique qui examine les stratégies énonciatives et discursives mobilisées par le président Laurent-Désiré Kabila dans la construction de son identité politique et de son autorité symbolique dans l'espace public congolais.

Parallèlement à ses activités de recherche, Ruben MAPENDANO SASABA possède une solide expérience dans l'enseignement. Il a exercé comme enseignant de français à l'Institut de Minova entre 2020 et 2025, où il a développé une approche pédagogique fondée sur les méthodes actives et participatives, l'enseignement par compétences et l'utilisation d'outils pédagogiques innovants tels que la bande dessinée comme support didactique pour l'apprentissage du français. Depuis 2025, il intervient également comme Assistant chargé de la pratique professionnelle à l'ISP KALEHE, contribuant à la formation pédagogique des futurs enseignants. En parallèle de son engagement académique, il s'est également distingué dans

le domaine du journalisme communautaire. Journaliste de formation complémentaire, il a occupé plusieurs fonctions dans les médias locaux, notamment Rédacteur en chef de la Radio BUBANDANO, puis Directeur Général de Radio TOP BUZI FM et de RTCM FM, fonctions exercées entre 2020 et 2023. Son engagement médiatique s'accompagne de plusieurs formations en écriture radiophonique, éthique et déontologie journalistique ainsi qu'en journalisme de paix, témoignant de sa volonté de promouvoir une communication responsable et éducative au sein de la société.

Polyglotte, Ruben MAPENDANO SASABA maîtrise le français et le kiswahili, et possède également des compétences en anglais, lingala et plusieurs langues locales de l'Est de la RDC, ce qui renforce son intérêt pour les dynamiques culturelles et discursives dans les sociétés multilingues. À travers ses recherches, ses activités pédagogiques et son engagement médiatique, Ruben MAPENDANO SASABA contribue à la promotion de la langue et de la littérature françaises dans un contexte africain multilingue, au développement d'une analyse critique du discours politique et à la valorisation d'une communication éthique au service de l'éducation et du progrès social.

1. CONSIDÉRATION GÉNÉRALE SUR LE DISCOURS

1.1. LE DISCOURS

Du latin « discursus », le discours est défini, à la lumière du dictionnaire Larousse, nouveau dictionnaire du français, 2006 :454, comme « le développement oral d'un sujet déterminé, prononcé en public. » Par ailleurs, le dictionnaire universel (1988 : 244) précise ce qui suit : « Le discours est un exposé oratoire à l'intention

d'un public sur un sujet déterminé.» Dans son ouvrage intitulé « Énonciation : De la subjectivité dans le langage » (1999 : 247), Catherine KERBRAT-ORECCHIONI stipule : « Discours est le terme qui désigne toute énonciation supposant un locuteur et un auditeur, et chez le premier, l'intention d'influencer l'autre en quelque manière »

D'une manière générale, le discours est donc une suite d'énoncés prononcés en vue de transmettre au public ou un interlocuteur un message qui traite d'un sujet bien précis (Jean CERVONI 1987 : 58) Faisant nôtre la réflexion du français, il faut donc dire ce qui suit : En linguistique, le discours a un sens particulier, il ne désigne pas comme en français courant une élocution officielle devant un public, mais un ensemble d'énoncés dans lequel l'auteur ou le locuteur intervient en disant « je », s'explique, exprime ses pensées, ses opinions, ses sentiments pour agir sur l'interlocuteur.

C'est dans ce cadre que les mémoires, les essais littéraires, politiques, moraux, les éditoriaux des journaux et plusieurs autres types de textes appartiennent au discours. Le discours se caractérise, en principe, par un certain nombre de marques : l'emploi de la première personne du singulier ou du pluriel (souvent de majesté) qui désigne l'auteur ou le locuteur, l'emploi du présent de l'indicatif comme temps de référence, le passé et le futur se situant par rapport au présent du locuteur, l'emploi des adverbes « ici » et « maintenant » comme repères dans l'espace et le temps, aux côtés d'autres notions de temps, de lieu comme « là-bas », « demain, hier, l'année prochaine, en ce moment ». Appartiennent donc au discours, les énoncés oraux ou écrits référés à l'instance d'énonciation c'est-à-dire comportant des embrayeurs (je, tu, le présent...)

Un énoncé utilisant les temps du discours est posé comme lié à l'actualité de son énonciateur entretenant avec son présent un lien vivant (Dominique MAINGENEAU 1987 : 55)

1.2. LE DISCOURS POLITIQUE

Le discours politique renvoie à l'ensemble des paroles tenues publiquement par les professionnels de la politique. Il désigne donc les programmes partisans, les motions de congrès et plus généralement les discours électoraux. Le discours politique est intimement lié à la rhétorique c'est-à-dire à l'art de persuader par des arguments qui sont efficaces avant d'être vrais. « Le discours politique est un discours d'influence qui vise à obtenir l'adhésion de l'auditoire aux propos mis en scène » (Alexandra C., 2011 :25)

Dans ce contexte, le succès du sujet politique dépend de sa capacité de modifier ou renforcer son éthos préalable et construire une identité discursive qui puisse déclencher un mécanisme d'identification. Pour cela, le locuteur utilise des stratégies de persuasion empruntées à la Rhétorique : logos, éthos, pathos ; la construction de l'image de soi (l'éthos) étant liée à l'énonciation. Les stratégies discursives qui aident à la construction de l'identité dans le discours politique sont effet les marques de la présence de l'énonciateur, codées ou non encodées dans l'énoncé : les embrayeurs, les déictiques, les subjectivèmes et la modalisation. (Juliette RENNES, 2013 : 167-170)

Le discours politique s'inscrit dans un certain nombre de contraintes qui laissent une faible marge de liberté au locuteur politique. Ainsi pour la conception de leurs discours, les hommes politiques sont soumis à des logiques de situation. Il est possible de relever quatre éléments de contraintes, notamment :

- **Le statut du locuteur :** Celui-ci détermine les attentes du public. En effet, plus le mandat est important, plus la contrainte de rôle est significative. D'où la liberté de ton n'est pas la même selon que l'on est Maire de ville ou Président de la République.
- **La composition du public :** Est-elle homogène ou hétérogène ? Si elle est homogène c'est-à-dire les personnes partagent certains attributs sur le plan professionnel et socioculturel, la communication sera donc précise, plus technique car le discours cible est en direction d'un auditoire bien spécifique (militants, syndicalistes, ...) ; si elle est hétérogène, la communication doit être vague et le discours centré sur les attentes généraux de l'auditoire. Les arguments émotionnels seront à privilégier avec modération.
- **La conjoncture du moment :** Elle joue un rôle très important car un homme politique doit savoir s'adapter à l'actualité que traverse son auditoire. Ceci laisse à l'auditoire l'idée de compassion dont disposerait son locuteur face à telle ou telle autre situation que vit quotidiennement son interlocuteur.
- **Le vecteur de communication :** Il joue son rôle du fait qu'on n'intervient pas de la même façon lors d'un meeting ou lors d'une entrevue télévisée. (Op.cit., 2013 :170-179)

1.3. APPROCHE LINGUISTIQUE DE L'ÉTHOS EN ANALYSE DU DISCOURS

L'éthos, du grec « ethos », désigne le caractère habituel, la manière d'être, l'ensemble des habitudes d'une personne ; il se rapproche ainsi du comportement.

L'éthos est l'image que l'orateur ou l'énonciateur en général donne de lui-même dans et par son discours lorsqu'il s'adresse au public.

Cette notion vaste et parfois flottante a évolué au fil des siècles, à mesure que se sont posés les champs exploratoires de la Rhétorique, de l'argumentation et de l'énonciation (op.cit., 2014 : 31-40)

L'éthos fait partie intégrante des sciences sociales et de l'analyse du discours depuis plusieurs années. Sa dimension individuelle et collective lui permet de cristalliser des enjeux communicationnels dans une perspective socio-discursive et/ou pragmatique et la fait entrer dans une dynamique interactionnelle avec le public destinataire (op.cit., 1999 :75-78)

En effet, le récepteur du message est amené à reconstruire une représentation de celui qui parle à partir du message qu'il diffuse. Fonder son identité aux yeux d'un récepteur implique pour l'énonciateur de se mettre en discours en ayant un recours à une scénographie adaptée. L'éthos relève ainsi d'une conception stratégique, consciente ou non et se déploie selon les enjeux discursifs (le genre de discours) et pragmatiques (dans quel but, pour quel effet). Ainsi, l'éthos contribue-t-il à asseoir l'autolégitimation de l'orateur/énonciateur et de son discours en favorisant l'adhésion du récepteur, amené à construire cette mise en œuvre scénographique de soi. C'est précisément de cette réciprocité que naît le pouvoir de persuasion dont l'éthos est l'un des outils privilégiés.

Chez les Rhéteurs grecs, l'éthos revêt une dimension à la fois individuelle (le caractère, les comportements de l'individu) et collective (les pratiques sociales, les usages communs à un groupe).

Plus spécifiquement pour la Rhétorique aristotélicienne, l'éthos s'applique à des discours oraux essentiellement et correspond à l'image que l'orateur construit de lui-même dans et par son discours. Il s'agit, pour lui, d'établir sa crédibilité et sa légitimité par la mise en scène de qualités morales ou sociales comme la bienveillance, le bon sens ou l'érudition mais aussi de capter l'intérêt de son auditoire (Amossy R., 1999 : 22-60)

Ainsi, l'éthos apparaît-il alors comme une construction travaillée et adaptée qui se développe avec une scénographie appropriée visant l'identification et l'adhésion du lecteur (auditeur). Il veille sur le choix du registre lexical, la structuration textuelle, la prosodie, les mimiques, la gestuelle, l'allure générale, la tenue de l'énonciateur, le cadre où se prononce le discours, ... (Barthes R., 1970 :172)

En résumé, l'éthos apparaît comme un processus complexe non seulement de construction de l'identité de soi mais aussi d'interaction entre locuteur et récepteur ; c'est un outil du dire depuis des siècles.

1.4. DES MÉTHODES

Cette étude nous exige le recours à la rhétorique et la pragmatique. Il nous faut, dès à présent, parler de ces outils méthodologiques et préciser leur adéquation à notre étude.

1.4.1. La rhétorique

Dans son « aventure sémiologique », Roland Barthes définit la rhétorique comme « l'art de persuasion, ensemble de règles, de recettes dont la mise en œuvre permet de convaincre l'auditeur du discours (et plus tard le lecteur de l'œuvre), même si ce dont il faut le persuader est faux ».

Une perception que renforce Catherine Formillague quand elle écrit : « la rhétorique est assimilée à l'art de persuader par des discours pour entraîner l'adhésion » (2010 :7). A la même page, on lit : « La conception de la rhétorique a largement évolué au cours des siècles au point d'être considérée comme une approche »

Logiquement parlant, dans cet article, nous nous alignons derrière cette méthode de Corax pour identifier les stratégies de construction de l'éthos, c'est-à-dire examiner minutieusement les procédés rhétoriques de la mise en scène visant la persuasion et l'adhésion de la masse congolaise tels qu'employés par Laurent Désiré Kabila.

1.4.2. La pragmatique

La pragmatique est une branche de la linguistique qui s'intéresse aux éléments du langage dont le sens ne peut être compris qu'en connaissant le contexte de leur emploi. Elle se comporte comme « l'étude du langage et de ses usages chez les communicants », qui est donc le langage pragmatique. Dérivé du grec où il signifie « action, exécution, accomplissement d'une action », le terme pragmatique est utilisé pour la première fois par le philosophe Charles Morris : « la pragmatique est cette partie de la sémiotique qui traite du rapport entre les signes et les usagers des signes »

On voit que cette définition déborde largement le domaine linguistique pour aller vers la sémiotique (étude des signes) et le domaine humain, les usagers des signes pouvant fort bien être des animaux ou des machines (Martine Bracops, 2010 : 15-22). Trente ans plus tard, le logicien israélien Yehoshua Bar-Hillel précise que la pragmatique concerne aussi la dépendance essentielle de la communication, dans le langage naturel, du locuteur et de l'auditeur, du contexte linguistique et

du contexte extralinguistique, de la disponibilité de la connaissance de fond, de la rapidité à obtenir cette connaissance de fond et de la bonne volonté des participants à l'acte communicatif (op.cit., 2010 :28-32)

C'est dans ce contexte que l'analyse linguistique des langues naturelles a besoin d'être complétée par une approche pragmatique qui reconnaît une distinction nette entre la signification linguistique et le sens pragmatique. L'approche pragmatique requiert donc que le locuteur, en plus du code linguistique, des codes non linguistiques, par exemple les codes culturels ou sociaux. Ainsi, l'interlocuteur de l'énoncé retiendra que les êtres humains ont une théorie de l'esprit, à savoir la capacité à attribuer à autrui des intentions, des croyances et des désirs.

L'approche pragmatique retient trois aspects :

- (1) La détermination du sens de l'énoncé passe par la détermination de ses explicateurs
- (2) La compréhension d'un énoncé passe par la sélection de bonnes hypothèses contextuelles, qui sont, pour certaines, de nature culturelle, à savoir invisibles.
- (3) La connaissance de la culture est donc un élément fondamental pour le calcul du sens pragmatique de l'énoncé.
- (4) La communication verbale passe, non seulement par la production, au plan formel d'une séquence appropriée, mais surtout par la transmission de l'état mental approprié à l'acte de communication.

Dans ce travail, nous faisons usage de cette approche pragmatique pour interroger les énoncés en fonction du contexte énonciatif et sociopolitique de la RDC à l'époque de Laurent Désiré Kabila.

Dans cette application, et selon que les cas le permettent, nous ne manquerons pas à dégager le sous-entendu des énoncés produits par l'instance émettrice.

2. LES FACETTES DE L'ÉTHOS DANS LES DISCOURS POLITIQUES DE LAURENT DÉSIRÉ KABILA

Cette séquence se propose d'étudier, à travers les citations tirées de discours de Laurent Désiré Kabila, les différentes facettes de l'éthos de cette figure de la récente histoire politique de la RDC. Le constat général est que LDK fait recours à plusieurs facettes de l'éthos dont l'éthos de vertu, l'éthos de compétence, l'éthos de puissance et l'éthos de crédibilité. Il s'agit donc, dans ce chapitre, de passer en revue toutes les facettes de l'éthos afin de les décrypter et ainsi dégager les moyens par lesquels elles concourent à la confection de ces discours qui constituent notre corpus et faire montre de leur aspect persuasif.

2.1. L'ÉTHOS DE VERTU

La vertu se comprend généralement comme cette disposition ferme et constante de l'âme qui porte à faire le bien et à fuir le mal. Ainsi, l'éthos de vertu est nécessaire à l'homme politique parce que ce dernier, élu par le peuple, doit donner un bon exemple à ses compatriotes. L'homme politique disposant de cet éthos prouve sa sincérité et sa fidélité mais également dégage une image de l'honnêteté personnelle. Dans ce contexte, il s'agit d'un éthos valorisant la moralité et l'intégrité.

Analysant quelques discours, nous remarquons que Laurent Désiré Kabila fait usage de cet éthos par le biais du discours sur la lutte contre la corruption mais aussi par la Rhétorique du renouveau moral.

2.1.1. Le discours sur la lutte contre la corruption

« Il y en a maintenant qui sortent de leurs trous et qui nous proposent un peu d'argent seulement parce qu'ils disent qu'ils ont volé un peu, ils nous citent ceux qui ont volé beaucoup, comme ils ont volé un peu, ils ne peuvent que donner un peu ; un million, cinq millions de dollar et nous disons, c'est déjà un bon signe, un bon départ,...nous disons, c'est bien, encouragez-les, qu'ils apportent un peu au peuple ce qui lui appartient. »

Dans cette citation, le locuteur désigné par le « nous » de modestie, est conscient de la situation au pays et de l'importance de cette situation très préoccupante. Donc, le sujet parlant fait preuve d'honnêteté en révélant la vérité sur les consultations qui lui sont adressées par les dirigeants et cadres du régime précédent et sa position négative y relative. Le verbe « proposer » visible dans cette citation veut dire « offrir ».

Ce qui signifie que les prédécesseurs qui ont fui tentent de revenir mais en corrompant le leader du régime en place qui refuse et s'oppose à cette corruption en estimant que la somme lui proposée soit remise au peuple à travers les voies légales.

*« En ce jour où les forces démocratiques célèbrent leur victoire sur la dictature, l'avènement de l'AFDL au pouvoir d'Etat marque la fin d'une période d'irresponsabilité, de **détournement institutionnalisé**, des violences et des violations flagrantes des droits, de la régression économique, sociale et morale de la Nation, de la démission de l'Etat et de la fin de la deuxième République. La disparition d'un système de gouvernement fondé sur **le clientélisme et sa légitimation extérieure**, marque aussi l'arrêt de la marche en reculant de ces individus rapaces et obsédés du pouvoir qui ont imprimé à la*

République Démocratique du Congo qu'ils avaient du reste avec insolence rebaptisé Zaïre c'est-à-dire le chaos »

En analysant cette citation, il est clair que le mot « **détournement institutionnalisé** » fait référence à une corruption légalisée. L'énonciateur, en émettant cet énoncé salue la nouvelle ère qui met fin à la dilapidation de la caisse de l'Etat. Il en est de même pour le concept « **le clientélisme et sa légitimation extérieure** ». En soi, le mot clientélisme sous-entend la relation d'intérêt entre les hommes politiques et les citoyens, les échanges des faveurs comme les commissions, les appels d'offre attribués préférentiellement et arbitrairement contre le vote et le soutien à la campagne électorale.

Ces deux termes présentés dans cette citation font montre que leur énonciateur condamne déjà la mauvaise pratique de détournement des deniers publics et la corruption au sein des institutions étatiques à l'intérieur du pays comme à l'extérieur. Nous pouvons dire que Laurent Désiré Kabila, l'énonciateur de ces citations possède cet éthos qui se fait accompagné d'une marque de respect vis-à-vis du citoyen. L'homme politique se doit d'être transparent, franc et ouvert pour éviter de voler son propre peuple.

2.1.2. La Rhétorique du nouveau moral

Par celle-ci, le rhéteur à même temps énonciateur, Laurent Désiré Kabila fait usage du discours qui prône la bonne morale, la bonne conduite. C'est le cas dans la **citation** : « **Nous** devons en effet, **reconstruire** l'appareil de l'Etat afin de le rendre apte à jouer son rôle dans la gestion du pays, **nous devons** aussi nous attacher à réhabiliter toutes nos infrastructures sociales et économiques surtout celles de transport qui sont une condition nécessaire du développement de notre agriculture. Héhé ! héhé ! héhé ! héhé ! En effet, celle-ci ne

se basera plus sur les performances de la traditionnelle houe pour se moderniser, se mécaniser et couvrir aussi bien les produits vivriers que ceux industriels d'exportation, des industries agro-alimentaires valorisant nos produits, des industries manufacturières utilisant la remarquable ingéniosité de notre peuple et enfin les industries minières lourdes feront l'objet de toutes nos préoccupations. »

Associés au déictique « **nous** » qui désigne l'énonciateur, les verbes « **devoir** » et « **reconstruire** » expriment le souci et la volonté qui animent l'énonciateur pour mettre en place une morale et une stabilité qui œuvrent pour l'intérêt suprême de la Nation. Cette morale est celle qui évite que l'appareil de l'Etat câd les institutions étatiques auxquelles fait allusion l'énonciateur comme référent ne puissent plus faire tout ce qu'elles veulent au détriment du peuple. Cette métonymie renvoie donc aux animateurs de ces institutions qui devront désormais travailler sous la bonne morale pour rendre heureuse la vie publique. Cette citation se termine par une note d'espoir et d'assurance par le fait que l'énonciateur s'engage en précisant que la préoccupation majeure de ces institutions devra être dirigée par cette bonne morale qui vise le bien-être de la population.

Bref, par cette rhétorique du renouveau moral, Laurent Désiré Kabila apparaît comme un leader réformateur de la morale au sein des institutions de l'Etat rendant ainsi conscients leurs animateurs face aux attentes de la population congolaise.

2.2. L'ÉTHOS DE COMPÉTENCE

Celui-ci exige de quelqu'un qu'il possède à la fois le savoir et le savoir-faire. Il doit connaître parfaitement le domaine particulier au sein duquel il exerce son activité, mais il doit tout de même prouver qu'il dispose de ses moyens, du pouvoir et de l'expérience nécessaire voire des capacités pour réaliser concrètement ses objectifs en obtenant des résultats positifs. L'homme politique qui fait preuve de cet éthos doit révéler ses compétences (capacités) quant à la vie politique et démontrer que ses méthodes sont efficaces. Généralement, c'est l'homme politique lui-même qui, par ses déclarations met en évidence les caractéristiques de son parcours pour évoquer cet éthos. Cela peut être un héritage, des études, des fonctions jadis exercées, son expérience de l'âge ou celle acquise tout au long de sa carrière politique. Cet éthos permet aux acteurs politiques de fixer leur légitimation de leadership.

Pour notre cas, celui sous examen, Laurent Désiré Kabila fait montre de cet éthos par la mise en valeur de l'expertise et de l'expérience aux côtés de l'affirmation de sa capacité à diriger la Nation.

2.2.1. La mise en valeur de l'expertise et de l'expérience

*« **Nous** sommes pour notre pays, nous ne sommes pas de traîtres. Les traîtres sont ceux qui ont été éjectés du pouvoir, qui ont fait tous les malheurs. L'AFDL a une mission de créer un Etat solide et prospère, et pas le contraire ; un Etat libre et démocratique, et pas dictatorial. L'AFDL, c'est donc une organisation du peuple pour sa propre survie, sa propre dignité **et c'est ce que nous avons pu faire jusque maintenant.** »*

L'expression « **c'est ce que nous avons pu faire jusque maintenant** » revêt un caractère référentiel pour exprimer l'expertise et l'expérience de l'AFDL dans sa démarche à diriger le pays et à améliorer le social de la population congolaise. En effet, le présentatif « **c'est** » associé à l'expression « **ce que** » plus la marque temporelle verbale reste l'indicateur que l'énonciateur a déjà fait ou posé une action positive dans le passé, ce verbe pouvoir dans l'expression verbale « nous **avons pu faire** » est la preuve que l'énonciateur a encore le pouvoir et la possibilité, dans le futur, pour une deuxième action dont l'émanation est cette expérience du passé.

Cette expérience est également exprimée par la citation: « **Et si vous voyez**, un certain nombre de choses que vous pouvez comptabiliser, vous AFDL, ont donné à ce pays, une situation d'un pays stable où se riment maintenant tous les investisseurs et les plus grands en un temps si court. »

En effet, l'expression « **Et si vous voyez** » est l'expression de la prise à témoin de l'interlocuteur par le locuteur l'amenant ainsi à vite comprendre que celui-ci dispose d'une expertise et une expérience pour mener une action conduisant au salut du peuple, des atouts même qui vont jusqu'à attirer les investisseurs dans un bref délai.

Figurant donc dans ses propres discours, Laurent Désiré Kabila utilise son expertise et son expérience en vue de convaincre son interlocuteur.

2.2.2. L'affirmation de la capacité à diriger la Nation

À la citation suivante, nous lisons : « **Nous, on fait le travail** dépendant du peuple pauvre que vous êtes.»

Associé au déictique « **nous** » qui désigne l'énonciateur, le verbe « **faire** » dans cet énoncé est la marque que l'énonciateur n'est présent que pour faire le travail, autrement dit diriger la nation en qualité de Président.

La suite de cet énoncé révèle que le travail est fait pour le peuple et le peuple seul, voilà pourquoi l'énonciateur prend encore à témoin ce peuple par le déictique « **vous** ».

Cette capacité de dirigeant de la Nation est également exprimée dans la citation: « Nous allons aussi, **vite** que possible, réunifier notre pays au point de vue monétaire ; aux divers Zaïres et Nouveaux Zaïres dévalués, nous comptons substituer un Franc Congolais **assaini et fort**, oui le Franc Congolais, il sera là. »

Le déictique « **vite** » traduit, dans cet énoncé, la vitesse qui accompagne ce pouvoir qui va jusqu'à dévaluer la monnaie nationale les divers zaïres et les nouveaux zaïres qui seront désormais remplacés par le franc congolais. Par ailleurs, les adjectifs « **assaini** » et « **fort** » sont l'expression de la capacité de cette nouvelle monnaie comparativement à la faiblesse de l'ancienne monnaie décédée avec l'ancien régime qui l'a mise en place. L'arrivée de cette nouvelle monnaie qualifiée d'assainie et forte est également l'expression de la capacité et du pouvoir du nouveau régime mis en place par la puissance du feu.

2.3. L'ÉTHOS DE PUISSANCE

Cet éthos est généralement l'affichage de la force et de la détermination de l'homme politique qui en fait preuve. L'éthos de puissance est vu comme une énergie physique qui anime et propulse le corps dans l'action. Il nous renvoie à l'image d'une force naturelle, force tellurique contre laquelle nous ne pouvons pas grand-chose. Ici, devons-nous clarifier que le pouvoir appartient à un groupe tandis que la puissance est strictement relative à un individu.

Autrement dit, dans le cas de notre recherche, c'est l'AFDL qui a pris le pouvoir mais paradoxalement la figure la plus forte ayant gagné la confiance du peuple s'appelle Laurent Désiré Kabila.

Globalement, l'éthos de puissance se caractérise par la réalisation des exploits physiques personnels, l'organisation des meetings avec des mises en scène glorifiant la force, l'image de quelqu'un de fort en gueule par la voix et le verbe. Parfois, cette personne (l'énonciateur) est prête à exercer une violence verbale (insultes, menaces) vis-à-vis de ses adversaires politiques. Pour faire usage de cet éthos dans ses discours, Laurent Désiré Kabila fait recours à un lexique de libération après la guerre et la posture d'un leader inflexible et résolu à aller de l'avant, un leader qui a su et qui a pu surmonter tous ses obstacles et s'en sortir victorieux. Voici de manière séparée les deux aspects qui le prouvent dans les discours que nous avons exploités :

2.3.1. Le lexique de libération après la guerre

« Les faits de la fameuse deuxième République sont sûrement connus de tous : l'appauvrissement croissant de la population, la destruction totale des infrastructures dans tous les secteurs de la vie économique, l'exportation des biens et des richesses du pays au profit de la nombreuse classe politique d'alors, le pillage du pays par des étrangers dont la deuxième république était l'instrument de surveillance et de contrôle du peuple congolais alors assujetti. Cette période enfin durant laquelle la prolifération des partis politiques visait à distraire et diviser le peuple aurait vu sa continuité assurée par ceux qui disposaient des leviers du pouvoir car l'on ne voit pas comment la multiplicité de plus de trois cents formations politiques basées à Kinshasa allaient se libérer des griffes de ces monstres avant de songer à libérer le peuple dont

on ne cesse de bloquer le développement à toutes les occasions »

Nous avons choisi cette citation parce qu'elle a pour objectif de mettre l'accent sur les faiblesses ou les faits néfastes de la deuxième République ou le régime sortant. Le pronom « **tous** » que l'énonciateur prend à témoin dispose d'un pouvoir discursif. Autrement dit, les congolais de l'époque sont dans une situation complexe et désastreuse mais qu'ils connaissent tous. Cette juxtaposition des faits traduit et confirme la volonté et la bravoure du locuteur de mettre à nu le régime sortant de son adversaire qu'il ne craint plus d'affronter. La citation chute par la note appelant à la révolte le peuple dont le développement est bloqué à toutes les occasions. Enfin, cette citation est la marque que l'énonciateur laisse l'impression que son auditeur est libéré des griffes du régime de Mobutu, un régime qu'il qualifie d'agresseur. L'énonciateur fustige tout de même la multiplicité des partis politiques qu'il compare par la métaphore aux griffes des monstres et desquels le peuple est libéré grâce à l'action de l'AFDL à travers la bataille menée par Laurent Désiré Kabila. Cet aspect est renforcé dans la citation : *« C'est donc le début d'une ère nouvelle de la renaissance républicaine, de la redémocratisation et de la reconstruction nationale de notre cher pays que nous entamons. C'est donc, qu'on le veuille ou non, l'ère de la troisième république, c'est-à-dire l'antithèse de la deuxième république. »*

Cette citation est la preuve que le peuple est complètement libéré et qu'il s'agit d'une nouvelle ère qui s'annonce par la fin de la guerre et le début d'une nouvelle République, d'où l'expression « l'antithèse de la deuxième république. »

2.3.2. La posture du leader inflexible et résolu

A travers cette posture, Laurent Désiré Kabila se taille, via ses discours, la place d'un leader inflexible et résolu dans la réalisation de ses rêves et des objectifs de l'AFDL ; un leader déterminé à mener son action jusqu'au bout, un leader qui laisse l'image de quelqu'un qui sait décider et faire. En voici les exemples dans les cas ci-contre :

« Nous avons la volonté et la détermination et le monde est témoin que notre détermination n'est pas à mettre en doute. »

Nous avons choisi cette citation parce qu'elle met un accent particulier sur la volonté, le désir et la détermination de l'énonciateur « **nous** », ce pronom de la première personne du pluriel, un « **nous** » de modestie qui renferme la valeur déictique et discursive de « **je** », ce pronom personnel de la première personne du singulier qui désigne particulièrement Laurent Désiré Kabila comme énonciateur en exprimant sa ferme résolution à aller jusqu'au bout. À cette trace s'ajoute le fait à l'énonciateur de prendre à témoin le monde c'est-à-dire la sphère humaine qui l'entoure pour renforcer sa détermination et son leadership qui paraît inflexible.

*« Nous sommes animés de **très bonne volonté** pour qu'enfin après la période de transition, on libéralise la vie politique. Que ces partis reprennent vie. Il n'y a pas de parti État dans l'AFDL. Tout le monde y est. »*

1. Faisant référence au déictique « **nous** », l'adverbe « **très** » auquel se joint l'adjectif « **bonne** » renforce le sens du nom « **volonté** » dérivé du verbe « **vouloir** » pour préciser à quel degré l'énonciateur reste déterminé. Cette détermination exprimée précédemment dans ces deux citations est renforcée par l'idée contenue dans la première

partie de cette autre citation « *Quand c'est promis, c'est fait. Nous devons enfin chasser le chômage, le chômage du pays et créer du travail pour occuper notre jeunesse très vivante, il faut les voir sur les rues de la capitale, il faut les voir.* », où l'énonciateur dit « **Quand c'est promis, c'est fait** » et dont la suite « Nous **devons** chasser le chômage » contient l'auxiliaire modal « **devoir** » pour exprimer cette ferme détermination.

2.4. L'ÉTHOS DE CRÉDIBILITÉ

Selon **P. Charaudeau**, la crédibilité n'est pas une qualité attachée à l'identité sociale du sujet mais le résultat d'une construction opérée par le sujet parlant de son identité discursive de telle sorte que les autres soient conduits à le juger digne de crédit. Ainsi, l'homme politique doit-il être capable de savoir ce qu'il faut faire pour gagner la confiance de son auditoire. Pour cela, il doit fabriquer de lui-même une image qui correspond à cette qualité. C'est de cette théorie que découle la question liée à l'éthos de crédibilité.

Dans le discours politique, la crédibilité est fondamentale puisque l'enjeu consiste à tenter de persuader un certain public que l'énonciateur a un certain pouvoir tout en évitant que ce qu'il dit au moment du discours ne lui soit retourné plus tard comme arme qu'il a forgée et que son adversaire lui tourne demain pour le détruire en utilisant le même argumentaire.

La preuve de cet éthos se situe dans cette citation : « *Et puis **franchement, entre nous**, ils en étaient fatigués. Ils étaient usés par la longévité du pouvoir.* »

Lisant cette citation, il est clair que l'adverbe « **franchement** » dont la proposition intercalée « **entre nous** » renforce le sens exprime correctement cette

crédibilité de l'énonciateur qui s'appuie sur son interlocuteur pour le convaincre.

Au-delà de ces facettes de l'éthos, il y a moyen de mentionner d'autres stratégies utilisées par Laurent Désiré Kabila, pour traduire son image de soi. En effet, dans la stratégie du récit de lutte et de la résistance Kabila se présente comme un combattant et un héros de la libération, mettant en avant son parcours de résistant contre le régime de Mobutu et son rôle dans la chute de ce dernier. Cette stratégie renforce son éthos entant que figure courageuse et déterminée, capable de mener la lutte vers la liberté et la justice. Elle contribue à construire une image de lui comme le sauveur du pays.

Laurent Désiré Kabila utilise aussi comme stratégie énonciative, la critique de l'ancien régime : il met à nu l'ancien régime de Mobutu, mettant en lumière la corruption, l'oppression et l'échec du gouvernement précédent. En contrastant son propre régime à celui de Mobutu, Laurent Désiré Kabila se positionne comme un réformateur engagé contre les abus du passé. Cette stratégie construit son image comme un agent du changement et un défenseur de la bonne gouvernance.

La promotion de l'unité nationale figure également parmi les stratégies à travers lesquelles l'énonciateur insiste sur la nécessité de l'unité et de la cohésion entre les différentes ethnies de la région du pays. En mettant en avant l'unité nationale, Kabila se construit une image de rassembleur et de leader capable de transcender les divisions internes pour favoriser la paix et la solidarité.

Une autre stratégie énonciative, c'est l'engagement pour la réforme et le développement.

En promettant des améliorations concrètes dans tous les domaines du pays, cette stratégie renforce son image de visionnaire et de réformateur, soulignant son engagement à moderniser le pays et à améliorer les

conditions de vie des congolais. Parmi les stratégies, Kabila fait appel à l'émotion et à la mobilisation. En suscitant des émotions fortes comme l'espoir, la fierté nationale ; il construit une image charismatique et inspirante cherchant à renforcer sa connexion avec le peuple et à mobiliser le soutien massif pour ses initiatives. En fin, Kabila utilise comme dernière stratégie la construction d'un récit personnel. En racontant son propre parcours, il se positionne comme un leader authentique et expérimenté, ce qui renforce sa crédibilité et son autorité morale auprès de ses auditeurs.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Titree « Facettes de l'éthos dans les discours de Laurent Désiré Kabila », cette publication scientifique a été totalement centrée sur les différentes facettes de l'éthos utilisées par cette figure de l'histoire récente de la politique congolaise. En effet, ces facettes étant multiples, Laurent Désiré Kabila utilise particulièrement quatre facettes dont l'éthos de vertu, l'éthos de compétence, l'éthos de puissance et l'éthos de crédibilité. Pour mettre en scène toutes ces facettes, Laurent Désiré Kabila fait recours à plusieurs stratégies dont le discours basé sur la lutte contre la corruption, la rhétorique du renouveau moral, la mise en valeur de l'expertise et de l'expérience, l'affirmation de sa capacité à diriger la Nation, l'emploi du lexique de libération après la guerre aux côtés de la posture du leader inflexible et résolu.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

- L.D. KABILA** (1998, 25 Janvier), « *Discours* »
 (1997, 17 mai), « *Discours* »
 (1997, décembre), « *Discours* »
 (1998, 25 novembre), « *Discours* »

- CERVONI, J.** (1987), « *L'énonciation* », PUF, Paris
- MAINGUENEAU, D.** (1987) « *Approche de l'énonciation en linguistique française* », Paris, Hachette
- (2014), « *Retour critique sur l'éthos, langage et société* », Paris, CNL
- (1999), « *Ethos, scénographie et incorporation* », Paris Hachette
- (2004), « *le discours littéraire : paratopie et scène d'énonciation* », Paris, Armand Colin
- ALEXANDRA C.** (2011), « *La construction de l'identité dans le discours politique* », Editions Universitaires Européennes
- BARTHES, R.** (1985), « *Aventure sémiologique* »
- (1970), « *L'ancienne rhétorique* »
- BENVENISTE, E.** (1974), « *l'appareil formel de l'énonciation* », Paris, Larousse
- AMOSSY, R.** (1999), « *Image de soi dans le discours : la construction de l'éthos* », Lausanne de la chaux et Niestle
- KERBRAT, O.** (1999), « *L'énonciation : De la subjectivité dans le langage* », 4^{ème} Ed., Paris, Armand Colin
- RENNES, J.** (2013), « *Dictionnaire, Genre et sciences politiques* », Paris, Bleu autour
- FORMILLAGUE, C.** (2010), « *Les figures de style* », Paris, Armand Colin

Par MAPENDANO SASABA RUBEN

Chap.XVI. ANALYSE DES FACTEURS CONTRIBUTIFS AUX ECHECS THERAPEUTIQUES EN CAS DE PALUDISME DANS LA ZONE DE SANTE DE LEMERA AU SUD-KIVU, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



Par KIGABI SAMUEL
Jules²¹, KATUNGU
KATAVALI Françoise²²,
FODOUOP CHEGAING
Siméon Pierre²³,
BAMBALATI SABITI
Janvier²⁴, BABAKUSUNU
JUDITH²⁵

²¹ Filière de Santé Publique, Niveau : Master Assistant1 à l'Université des Martyrs du Congo, campus Laurent Désiré Kabila à Goma au Nord-Kivu en RD Congo et Chef de département chargé des enseignements. Kigabisamuel00@gmail.com +243 970133225 ; +243 812014128 **N° ORCID: 0009-0007-0035-0720** <https://orcid.org/0009-0007-0035-0720> Assistant du Domaine des sciences de la Santé, Expert et Chercheur en Santé Publique à l'Université des Martyrs du Congo de Goma ; Campus Laurent Désiré KABILA en RD Congo.

²² Filière de Santé Publique, Professeure Docteure à l'Université des Martyrs du Congo, Doyenne du domaine des sciences de la santé au campus Laurent Désiré Kabila à Goma au Nord-Kivu en RD Congo

²³ FODOUOP CHEGAING Siméon Pierre, professeur Ordinaire à l'Université Ngaoundere du Cameroun

²⁴ BAMBALATI SABITI Janvier, CT à l'Institut supérieur des techniques appliquées de Kindu dans le Maniema en RD Congo.

²⁵ BABAKUSUNU JUDITH : Assistante à l'Institut supérieur des techniques médicales de Matadi au Congo Central.

Biographie de l'Auteur

KIGABI SAMUEL Jules est un professionnel de santé publique congolais et épidémiologiste, titulaire d'un Master en Santé Publique (MPH) avec spécialisation en épidémiologie et contrôle des maladies. Engagé dans l'amélioration des systèmes de santé, il se distingue par son expertise dans la surveillance épidémiologique, la coordination des programmes sanitaires et l'analyse des données de santé.

Actuellement, il occupe le poste de Chef de Département de Santé Publique et Management à l'Université des Martyrs du Congo à Goma, fonction qu'il exerce depuis 2024. À ce titre, il assure la coordination des activités académiques, supervise le personnel enseignant et contribue à l'élaboration ainsi qu'à l'amélioration des curricula en santé publique, notamment en épidémiologie et en gestion sanitaire.

Parallèlement, il intervient comme Assistant universitaire au sein de la même institution depuis 2023, où il dispense des enseignements en santé publique et en épidémiologie. Il s'implique activement dans l'encadrement méthodologique des travaux de recherche, l'analyse statistique et la rédaction scientifique, contribuant ainsi à la formation d'une nouvelle génération de professionnels de santé compétents.

Sur le plan professionnel, le Master KIGABI SAMUEL Jules a également servi comme Secrétaire Permanent et Infirmier au sein de la Division Provinciale de la Santé du Nord-Kivu, dans le cadre du Programme National de Lutte contre la Drépanocytose (mars 2023 – mai 2024). Dans cette fonction, il a participé à la coordination des activités provinciales, à l'organisation des campagnes de dépistage et de sensibilisation communautaire, ainsi qu'à la gestion et à la transmission des données sanitaires.

Son expérience antérieure inclut un rôle d'enseignant et de proviseur ad intérim à l'Institut Technique Vétérinaire Langala à Uvira (2016–2019), où il assurait la gestion administrative et pédagogique de l'établissement tout en encadrant le personnel et les apprenants.

Sur le plan académique, il est détenteur d'un Master en Santé Publique obtenu à l'Université de Ngaoundéré (Cameroun), en partenariat avec l'Université des Martyrs du Congo « UNIM-RDC ». Il possède également une Licence et un Graduat en Sciences Infirmières, orientation pédiatrie, obtenus respectivement à l'ISTM Goma et à l'ISTM Uvira, ainsi qu'un Diplôme d'État en pédagogie générale.

Doté de solides compétences techniques, il maîtrise les outils informatiques (Microsoft Office Word, Excel, Power point, sphinx, etc) et les logiciels d'analyse statistique tels que SPSS et Epi Info. Il parle couramment le français et le swahili, et possède un niveau intermédiaire en anglais et en lingala.

Reconnu pour sa rigueur, son sens de l'organisation et son engagement, le Master KIGABI SAMUEL Jules contribue activement au renforcement des capacités, à la formation académique et à la promotion de la santé publique en République Démocratique du Congo.

RESUME

Cette étude a porté sur l'analyse des facteurs contributifs aux échecs thérapeutiques du paludisme dans la zone de santé de Lemera au Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. L'objectif était d'analyser de manière exhaustive les facteurs associés aux échecs thérapeutiques du paludisme, sur une période allant d'avril à juillet 2025.

Une étude descriptive avisée analytique avec comme approche quantitative qui a été menée auprès de 384 participants, comprenant des patients traités pour paludisme, leurs accompagnants et des prestataires de soins. Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire structuré administré sous forme d'entretiens individuels dirigés. La saisie a été réalisée via KoboCollect, puis les données ont été analysées à l'aide des logiciels SPSS 25.0 et Stata 16, avec utilisation du test du khi-deux et du calcul des Risques Relatifs.

Les résultats montrent une prédominance masculine (79,17 %) et une population majoritairement de niveau d'instruction faible à moyen. La majorité des enquêtés (88,02 %) déclaraient avoir complété la dose prescrite du traitement antipaludique. Toutefois, 99,48 % des participants ont rapporté des ruptures de stock de médicaments, identifiées comme un facteur de risque significatif d'échec thérapeutique ($RR = 1,33$; $p = 0,004$). Le manque de moyens financiers est apparu comme le principal facteur contributif significatif ($RR = 1,02$; $p = 0,0005$). Les autres facteurs étudiés n'étaient pas significativement associés aux échecs thérapeutiques.

En conclusion, les échecs thérapeutiques du paludisme dans la zone de santé de Lemera sont principalement liés à des contraintes économiques et organisationnelles, nécessitant un renforcement de l'approvisionnement en médicaments et des mécanismes de soutien financier aux patients.

Mots-clés : Santé publique, adhérence, traitement, cause, patient

ABSTRACT

This study focused on the analysis of factors contributing to therapeutic failures of malaria treatment in the Lemera Health Zone, South Kivu, Democratic Republic of Congo. The objective was to comprehensively analyze the factors associated with malaria therapeutic failures over a period from April to July 2025. A descriptive analytical study with a quantitative approach was conducted among 384 participants, including patients treated for malaria, their caregivers, and healthcare providers. Data was collected using a structured questionnaire administered through guided individual interviews. Data entry was performed using KoboCollect, and the data were analyzed with SPSS 25.0 and Stata 16 software, employing the chi-square test and calculation of Relative Risks.

The results showed a predominance of males (79.17%) and a population with mostly low to medium levels of education. Most respondents (88.02%) reported having completed the prescribed dose of antimalarial treatment. However, 99.48% of participants reported drug stock-outs, identified as a significant risk factor for therapeutic failure (RR = 1.33; $p = 0.004$). Lack of financial resources emerged as the main significant contributing factor (RR = 1.02; $p = 0.0005$). Other factors studied were not significantly associated with therapeutic failures.

In conclusion, therapeutic failures of malaria treatment in the Lemera Health Zone are mainly linked to economic and organizational constraints, highlighting the need to strengthen drug supply systems and implement financial support mechanisms for patients.

Keywords: *Public health, adherence, treatment, cause, patient.*

INTRODUCTION

De nombreux pays en développement font face à des défis liés à l'accès aux soins de santé, notamment en raison de l'insuffisance des infrastructures et du manque de personnel médical qualifié (OMS, 2019). La résistance aux antibiotiques est une problématique croissante qui touche tous les pays, mais les effets sont particulièrement graves dans les pays à revenu faible et intermédiaire (OMS, 2021). La stigmatisation et le manque d'accès aux soins de santé mentale sont des problématiques majeures dans de nombreux pays, y compris dans les nations développées (OMS, 2018). Les maladies non transmissibles, telles que le diabète et les maladies cardiovasculaires, représentent une charge de santé publique croissante, en particulier dans les pays à revenu élevé (OMS, 2020).

Les inégalités socio-économiques et géographiques affectent l'accès aux soins dans de nombreux pays, exacerbant les disparités en matière de santé (Marmot, M., 2014). Les conflits armés et les crises humanitaires ont un impact dévastateur sur la santé publique, affectant l'accès aux soins et augmentant les besoins en matière de santé (Roberts, L., D'Souza, R., 2019). Les

échecs thérapeutiques représentent un obstacle majeur à l'amélioration de la santé dans la région.

Ils entraînent non seulement une aggravation des maladies, mais aussi une augmentation des coûts de soins et une détérioration de la qualité de vie des patients. Comprendre les causes sous-jacentes de ces échecs est essentiel pour le développer des stratégies efficaces de prise en charge (Mbala-Kingebeni, P., 2020).

De plus, les situations d'échec thérapeutique génèrent des problèmes de « gestion » des patients auxquels ni les professionnels de santé, ni les structures de prise en charge ni même les programmes nationaux ne sont préparés (David, 2019). Il existe ainsi un risque important de récurrence d'échec thérapeutique qui peut s'avérer dramatique pour les personnes, dans un contexte où le choix des médicaments est limité.

Les conditions pour limiter la survenue des échecs thérapeutiques sont donc connues : un approvisionnement régulier en médicaments et en réactifs, un plateau technique suffisant dans les structures de prise en charge avec du personnel formé et compétent, des programmes de soutien à l'observance et d'appui financier aux patients pour améliorer l'accès aux soins (Gabriel L., 2020). Les échecs thérapeutiques, en particulier dans le traitement des maladies infectieuses telles que le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA, sont préoccupants (Min santé RDC, 2021). Ces échecs peuvent être attribués à divers facteurs, allant des problèmes d'accès aux soins à la non-observance des traitements (Min santé RDC, 2021).

Les causes des échecs thérapeutiques sont multiples. L'un des principaux facteurs est un niveau d'observance aux médicaments insuffisant. L'efficacité de ces traitements repose sur la prise quotidienne de médicaments, à heure fixe, ce qui n'est pas toujours aisé, surtout sur le long terme. Les motifs d'inobservance sont multiples : déni de la maladie, peur de la stigmatisation, absence de partage du statut sérologique avec l'entourage, effets secondaires des médicaments, contraintes économiques qui freinent l'accès aux soins, lassitude avec le temps..., en cas de mauvaise observance ; au dispositif de soins, notamment aux ruptures de stocks en médicaments et en réactifs, au déficit de personnel qualifié, surtout dans les zones rurales et à l'accès limité à la mesure de la charge virale, qui est l'examen le plus sensible pour évaluer l'efficacité du traitement et détecter précocement les échecs (Gabriel L-B, 2020).

La République Démocratique du Congo, en particulier sa province du Sud-Kivu, se débat avec un système de santé profondément affaibli par des décennies de conflits, une pauvreté structurelle et des ressources limitées. Dans ce contexte précaire, la Zone de Santé de Lemera illustre les défis aigus rencontrés par les populations rurales pour accéder à des soins de santé efficaces. Malgré les efforts déployés par le gouvernement et les partenaires internationaux pour renforcer les infrastructures et les capacités de prestation de soins, la persistance d'un taux élevé de morbidité et de mortalité, même après l'administration de traitements médicaux, indique une problématique sous-jacente majeure : les échecs thérapeutiques.

Analyser les causes de ces échecs est essentiel pour améliorer la qualité des soins, orienter les politiques sanitaires locales, et renforcer la résilience des communautés face aux pathologies courantes. Cette étude s'inscrit dans une volonté de comprendre les déterminants structurels, professionnels et communautaires de cette problématique dans la zone de santé de Lemera. Ces échecs se traduisent par une non-amélioration de l'état de santé des patients, une rechute ou une résistance aux traitements. Plusieurs facteurs d'ordre clinique, organisationnel et comportemental pourraient contribuer à ces résultats thérapeutiques défavorables. Cette situation soulève de nombreuses interrogations : Pourquoi certains traitements échouent-ils ? Les prescriptions sont-elles appropriées ? Les patients respectent-ils les posologies ? Les médicaments sont-ils de qualité ? Les pratiques des prestataires de soins sont-elles conformes aux protocoles établis. Toutefois, peu d'études locales ont exploré des manières approfondies ces déterminants, limitant ainsi la mise en place de stratégies pour améliorer la prise en charge des patients.

Les efforts doivent être concentrés sur l'amélioration de l'accès aux soins, la lutte contre la résistance aux antibiotiques, et la réduction des inégalités en matière de santé. Comme tout site ayant fait l'objet d'étude, la Zone de santé de Lemera est aussi confrontée aux cas d'échecs thérapeutiques. Le paludisme à *Plasmodium falciparum* constitue la principale cause de morbidité et de mortalité en RDC. L'efficacité des traitements antipaludiques est déterminante dans la maîtrise de la maladie.

Cependant, des cas d'échecs thérapeutiques surviennent, souvent associés à une résistance parasitaire aux médicaments antipaludiques et à des pratiques inadéquates de prise en charge clinique (Munyeku Y. et al., 2021).

L'absence d'une analyse systématique des causes des échecs thérapeutiques dans cette zone de santé entrave la mise en place de stratégies de lutte antipaludique adaptées et efficaces. Cette situation conduit à une persistance de la maladie, un fardeau accru pour les communautés et une utilisation inefficace des ressources. Il devient donc impératif d'identifier les causes sous-jacentes de ces échecs afin d'améliorer la prise en charge du paludisme et de réduire son impact sur la santé publique dans la zone de santé de Lemera.

Le problème des échecs thérapeutiques en cas du paludisme est un enjeu majeur de santé publique et se justifie par la persistance de cas de paludisme après traitement, ou des rechutes, est une préoccupation majeure dans la zone de santé de Lemera. Ces échecs thérapeutiques compromettent non seulement la santé des patients en prolongeant la maladie, augmentant le risque de complications graves et de décès, mais ils contribuent également à la sélection de souches de parasites résistantes aux médicaments. Ils minent la confiance de la population dans le système de santé et entraînent un gaspillage de ressources sanitaires déjà limitées (Ochola et al., 2020).

Les stratégies de lutte contre le paludisme reposent principalement sur le diagnostic précoce, le traitement rapide et efficace des cas, l'utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action (MILDA) et la pulvérisation intra-domiciliaire d'insecticide à effet rémanent (PID) (RBM Partnership to End Malaria, 2022).

Cependant, l'efficacité de ces interventions est souvent compromise par divers facteurs, notamment la résistance aux antipaludiques, les difficultés d'accès aux soins, les pratiques d'automédication, les ruptures de stock de médicaments et les défis liés à l'observance thérapeutique.

Le paludisme reste la principale cause de morbidité et de mortalité en RD Congo et continue d'être endémique. Avec près de 25 millions de cas et 22 000 décès en 2021, la RDC représente 12% des cas de paludisme et 13% des décès dans le monde. Entre 2018 et 2021, le nombre de cas (confirmé + présumé) est passé de 18,2 millions à 26,5 millions (+ 45.6%), bien qu'une partie de cette augmentation puisse être attribuée à l'augmentation du nombre de tests au cours de cette période (+22.6 %). Les statistiques montrent que 64% des cas de paludisme sont signalés dans les 10 provinces: Kinshasa, Sud-Kivu, Nord-Kivu, Ituri, Kasai, Tanganyika, Kasai-Oriental, Kongo-Central, Haut-Katanga et Kasai-Central. Les enfants de moins de 5 ans représentent 50% des cas de paludisme et près de 70% de l'ensemble des décès. Les défis à relever restent notamment la résistance des anophèles aux insecticides d'imprégnation des moustiquaires, la faible durabilité des MII, la rupture de stock des intrants antipaludiques, la faible capacité de mobilisation des ressources, et la faible qualité des données du paludisme (OMS, 2019).

La province du Sud-Kivu en particulier, représentant 36% de toutes les consultations externes et 30% des décès en 2019 au Sud-Kivu. Le rapport annuel du PNLP 2019 estimait 21.934.127 cas de paludisme et 13.072 décès. Les coûts économiques du paludisme sont énormes.

On estime que le paludisme provoque une perte de 1,3 % du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) par an en Afrique. Au niveau de la province du Sud-Kivu en 2020, 1 514 773 cas de paludisme ont été rapportés dont 872 décès. L'incidence du paludisme est de 190 pour 1000 personnes ce qui fait à ce que la province soit parmi les 10 provinces avec un lourd fardeau de paludisme (HBHI). Le taux de létalité est de 0.39% (PNLP, 2021).

Le paludisme reste la principale cause de morbidité et mortalité dans le pays. En 2022, la RDC a enregistré environ 27 millions de cas de paludisme. Parmi ces cas, près de 50 % concernaient des enfants de moins de 5 ans. On estime plus de 24 000 décès dus au paludisme, dont ~70 % chez les enfants de moins de 5 ans. Ces chiffres confirment que la RDC est parmi les pays les plus touchés au monde par cette maladie transmise par les moustiques.

La République Démocratique du Congo (RDC) a toujours été jugée avoir un système de santé fragile, particulièrement dans ses régions orientales, le Sud-Kivu. Cette province est marquée par des décennies d'instabilité politique, de conflits armés et de crises humanitaires récurrentes, qui ont gravement érodé les infrastructures, affaibli les services de base et déplacé de larges populations (OMS, 2019; PNUD, 2020). Dans ce contexte, l'accès aux soins de santé est souvent limité, et la qualité des services demeure un défi majeur, contribuant à des indicateurs de santé publique parmi les plus faibles au monde (Ministère de la Santé Publique RDC, 2018).

MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

Cette étude s'inscrit dans une approche où nous avons parcourus à une étude descriptive avisée analytique avec une approche quantitative. Elle repose sur une enquête menée à l'aide d'un questionnaire explorant les dimensions cognitives, affectives et conatives liées à l'Analyse des facteurs qui contribuent aux échecs thérapeutiques en cas du paludisme dans la zone de sante de lemera. Les données ont été saisies sur Excel et analysées statistiquement à l'aide du logiciel SPSS version 25.0. La population d'étude comprend l'ensemble des Patients traités pour paludisme et Professionnels de santé impliqués dans le traitement des patients (médecins, infirmiers, pharmaciens, etc). L'échantillon est constitué de 384 enquêtés dans notre étude.

Questions de Recherche

Au regard des constats précédents et de la théorie, nous nous posons les questions suivantes :

➤ **Question principale**

Quels sont les facteurs contributifs aux échecs thérapeutiques en cas du paludisme dans la zone de santé de lemera au Sud-Kivu en RD Congo ?

➤ **Questions spécifiques :**

1. Quels sont les facteurs contributifs aux échecs thérapeutiques liés au patient en cas du paludisme dans la Zone de Santé de Lemera?
2. Quels sont les facteurs contributifs aux échecs thérapeutiques liés aux prestataires de soins en cas du paludisme dans la Zone de Santé de Lemera au Sud-Kivu en RD Congo?

3. Quels sont les facteurs contributifs aux échecs thérapeutiques liés au système de santé en cas du paludisme dans la Zone de Santé de Lemera au Sud-Kivu en RD Congo ?

Objectifs de Recherche

Objectif Général:

Analyser de manière exhaustive les facteurs contributifs des échecs thérapeutiques en cas du paludisme dans les structures de la Zone de Santé de Lemera au Sud-Kivu en RD Congo, sur la période d'Avril à juillet 2025, afin de fournir des données probantes pour l'amélioration de la qualité des soins.

Objectifs Spécifiques

1. Identifier les facteurs liés aux patients contribuant aux échecs thérapeutiques en cas du paludisme dans la Zone de Santé de Lemera au Sud-Kivu en RD Congo.
2. Analyser les facteurs contributifs aux échecs thérapeutiques liés aux prestataires de soins en cas du paludisme dans la Zone de Santé de Lemera au Sud-Kivu en RD Congo.
3. Décrire les facteurs contributifs aux échecs thérapeutiques liés au système de santé en cas du paludisme dans la Zone de Santé de Lemera au Sud-Kivu en RD Congo.

Hypothèses de Recherche

Dans le but de répondre d'une manière pratique et vérifiable aux questions posées ci-dessus, nous avons formulé les hypothèses de la manière suivante :

1. les facteurs contribuant aux échecs thérapeutiques en cas du paludisme liés aux patients seraient: faible observance thérapeutique, des contraintes financières, des croyances culturelles.
2. les facteurs contribuant aux échecs thérapeutiques en cas du paludisme liés aux patients seraient : diagnostic erroné, des prescriptions non conformes aux protocoles nationaux, et une communication insuffisante entre les prestataires de soins et les patients.
3. les facteurs contribuant aux échecs thérapeutiques liés au système de santé en cas du paludisme dans la Zone de Santé de Lemera au Sud-Kivu en RD Congo seraient : les défaillances du système de santé, incluant les ruptures de stock fréquentes en médicaments essentiels, la mauvaise qualité ou la présence de médicaments contrefaits, ainsi que le manque d'infrastructures et équipements adéquates et de personnel qualifié.

Justification de choix du sujet

Choix de ce sujet est motivé par l'observation d'une persistance des cas de paludisme malgré les traitements, ainsi que par l'absence de données locales spécifiques sur les causes de ces échecs dans la zone de santé de Lemera. En tant qu'expert et professionnel de la santé publique, nous sommes particulièrement préoccupés par l'impact du paludisme sur les populations vulnérables et la nécessité de renforcer l'efficacité des interventions sanitaires. L'étude contribuera à combler une lacune de connaissances cruciale pour la planification et l'ajustement des stratégies de lutte.

En dépit de ses ressources naturelles abondantes, la zone de santé de Lemera fait face à de nombreux défis dans le secteur de la santé du fait que c'est une zone rurale et enclavée. La zone de santé de Lemera, située dans la province du Sud-Kivu, illustre ces difficultés avec un système de soins fragilisé par des décennies de conflits armés, d'instabilité institutionnelle, de pauvreté chronique et d'un accès limité aux infrastructures de santé.

PRESENTATION DES RESULTATS

Les résultats issus de l'étude menée au sein des différentes structures (aires de santé) de la Zone de santé de Lemera, auprès des personnels soignants, malades et leurs accompagnants.

Tableau XVI. Répartition selon les caractéristiques sociodémographiques des enquêtés

Variable	Sexe	Effectif	Pourcentage
M		304	79.17
F		80	20.83
Niveau d'instruction			
Primaire		55	14.32
D4		2	0.52
Secondaire		188	49.08
Universitaire		54	14.06
Aucun		85	22.13
Profession			
Élève		10	2.60
Étudiant		27	7.03
Enseignant		4	1.04
Commerçant		15	3.91
Fonctionnaire		28	7.29
Sans employ		61	15.89

Les résultats du tableau n° I montrent que la répartition par sexe prouve une **forte dominance masculine** parmi les enquêtés, **Hommes représentent 79, 17 % et Femmes 20, 83 %**. Cela indique que les hommes sont près de quatre fois plus représentés que les femmes dans l'échantillon, ce qui peut influencer l'interprétation des résultats selon la nature de l'étude.

Tableau XVII : Répartition des enquêtés selon le respect de la dose prescrite utilisée et finie

Le tableau II, montre la proportion d'enquêtés ayant **utilisé et terminé la dose de traitement prescrite** sont **338 enquêtés, soit 88,02 % et 46 enquêtés soit 11,98 % n'ont pas utilisé et terminé la dose de traitement prescrite**. La grande majorité des enquêtés déclarent avoir utilisé et terminé la dose qui leur avait été prescrite. Ce taux élevé témoigne d'une **bonne observance thérapeutique** au sein de la population étudiée. Cela peut refléter une bonne compréhension du traitement, une accessibilité adéquate aux médicaments, ou encore un suivi adéquat des recommandations médicales. Une proportion minoritaire affirme ne pas avoir fini la dose prescrite. Ce résultat mérite attention, car le **non-respect du traitement** peut être lié à divers facteurs : effets secondaires, oubli, manque de moyens, amélioration précoce des symptômes, ou incompréhension des consignes thérapeutiques.

Tableau XVIII : Répartition des enquêtés selon la Rupture de stock des Médicaments

Réponse	Effectif	%
Oui	382	99.48
Non	2	0.52
Total	384	100

Les résultats du tableau III, indiquent que la quasi-totalité des enquêtés a été confrontée à une **rupture de stock des médicaments**. Un nombre extrêmement élevé d'enquêtés rapporte avoir déjà été confronté à une rupture de stock soit : **99,48 % (382 enquêtés)**. Ce pourcentage très important met en évidence un **problème majeur d'approvisionnement pharmaceutique**. Une telle situation peut entraîner des **retards de traitement**, une **interruption des soins**, voire une aggravation **de l'état de santé** des patients. Une proportion insignifiante affirme ne pas avoir rencontré de rupture de stock est de **0,52 % (2 enquêtés)**. Cela confirme que ce phénomène est **quasi-généralisé** dans la zone ou dans la structure étudiée. Il s'observe de ce tableau IV que:

- Les patients représentent la majorité de l'échantillon soit **53,91 % (207 enquêtés)**. Leur forte proportion est logique dans un contexte d'étude liée aux soins ou à l'accès aux médicaments, car ils constituent les principaux bénéficiaires des services de santé.
- Les accompagnants forment près d'un tiers des enquêtés soit **31,77 % (122 enquêtés)**. Cette proportion importante montre que les accompagnants jouent un rôle significatif dans le parcours de soins, notamment dans l'accès, la compréhension et la gestion du traitement des patients.

- Les prestataires de soins représentent la proportion la plus faible de **14,32 % (55 enquêtés)**. Cela peut s'expliquer par leur nombre limité dans la structure ou par leur disponibilité réduite pour participer à l'enquête. Leur présence reste néanmoins essentielle, car ils apportent une perspective professionnelle sur le fonctionnement de la *comparaison entre modalité la plus fréquente* = "exposée" VS autres)

Tableau V : Répartition des enquêtés selon le qu'ils ont fini la dose prescrite.

Exposé	a	b	C	D	RR	IC95%	P
Oui	332	6	44	2	0.985	[0.965 – 1.006]	0.88

Dans ce tableau n° V, la modalité **Oui** (ceux qui ont fini la dose) est considérée comme **exposée**. Risque relatif (RR = 0.985), Un RR très proche de 1 indique qu'il n'y a pas de différence notable de risque entre ceux qui ont fini la dose et ceux qui ne l'ont pas fait. Autrement dit, le fait de finir la dose n'est pas associé à une variation significative de l'évènement étudié avec l'intervalle de confiance (IC95% : [0.965 – 1.006]), l'IC englobe 1, ce qui signifie que l'effet n'est pas statistiquement significatif et l'intervalle est très proche de 1, confirmant une absence d'effet réel détectable. Le finissage de la dose (modalité *Oui*) n'a pas d'impact significatif sur l'évènement étudié. Le RR $\approx$ 1, l'IC95% qui inclut 1 et la p-value non significative (0.88) indiquent que finir la dose ne change ni n'augmente ni ne réduit le risque.

Tableau VI. Répartition des enquêtés selon le lieu de traitement.

Modalité	Effectif	%
Hôpital	138	35.94
Centre de santé	176	45.83
Poste de santé	70	18.23
TOTAL	384	100

Ces résultats du tableau n° VI, montrent que la majorité des patients (près de **46 %**) utilisent les **centres de santé**, suivis des hôpitaux (**36 %**) et des postes de santé (**18 %**). Ces résultats mettent en évidence l'importance des **centres de santé comme point central de suivi du traitement** et peuvent orienter les stratégies de renforcement des services de santé et de distribution des soins.

Tableau VII. Répartition des enquêtés selon que le Coût du traitement est abordable.

Modalité	Effectif	%
Oui	350	91.15
Non	34	8.85
TOTAL	384	100

De ce tableau n° VII, **plus de 91,15 % des enquêtés** jugeant le traitement abordable, l'accessibilité financière semble globalement satisfaisante. Cependant, il reste nécessaire de **prendre en compte la minorité pour laquelle le coût reste un obstacle**, afin d'assurer un accès équitable aux soins.

Tableau XIXII. Répartition des enquêtés selon le lieu de traitement

<i>Modalité</i>	<i>Effectif</i>	<i>(%)</i>
Hôpital	138	35.94
Centre de santé	176	45.83
Poste de santé	70	18.23
TOTAL	384	100

L'analyse de ce tableau XVI, montre que la majorité des enquêtés (64,77%) se rend dans **des structures intermédiaires ou de proximité** (centre et poste de santé), tandis qu'un tiers va directement à l'hôpital. Cette répartition montre **l'importance des structures de soins de proximité** pour le suivi T3 et peut orienter les interventions en matière de **renforcement de la couverture sanitaire** et de l'accessibilité aux soins.

Modalité	A	B	C	D	TOTAL	RR	IC95% low	IC95% high	p-value
Hôpital	134 34 4	4	22 22 2	24	384	0.990 90	0.973	1.008	0.440 0
Centre de santé	167 67	9	18 89	19	384	0.986 86	0.967	1.005	0.350 0
Poste de santé	59 9	0	29 97	27	384	1.024 24	0.997	1.040	0.058 0

Le tableau compare le **risque d'échec thérapeutique** selon le lieu où les enquêtés ont reçu leur suivi T3. **RR = 0.990 ; IC95% = [0.973 - 1.008] ; p = 0.44**, RR légèrement inférieur à 1, mais l'IC inclut 1 et $p > 0,05$. Se rendre à l'hôpital **n'a pas d'effet significatif** sur le risque d'échec thérapeutique. **RR = 0.986 ; IC95% = [0.967 -**

1.005] ; p = 0.35, RR légèrement inférieur à 1, IC incluant 1, p-value > 0,05. Consulter dans un centre de santé **n'influence pas significativement** le risque d'échec thérapeutique. **RR = 1.024 ; IC95% = [0.997 – 1.040] ; p = 0.058**, RR légèrement supérieur à 1, IC presque excluant 1 et p-value proche de 0,05. La consultation dans un poste de santé pourrait être associée à un **risque légèrement plus élevé d'échec thérapeutique**, mais cette association est **limite et non statistiquement significative**.

Tableau IX. Répartition des enquêtés selon le que le Cout des soins est abordable

Modalité	Effectif	(%)
Oui	350	91.15
Non	34	8.85
TOTAL	384	100.00

Le tableau IX présente la proportion des enquêtés selon qu'ils jugent le **coût du traitement abordable** est de **350 enquêtés (91,15%)**, la grande majorité des enquêtés considère le coût du traitement comme **abordable**, ce qui est favorable à l'**adhésion au traitement** et à la **continuité du suivi**, **34 enquêtés (8,85%)**, une minorité trouve le traitement **inabordable**, ce qui pourrait constituer un **obstacle à l'accès aux soins**, surtout pour les patients à faible revenu. La perception du coût abordable est **largement positive** dans cette population. Cependant, les **8,85% d'enquêtés pour qui le coût est un frein** peuvent nécessiter des **mesures de soutien financier ou social** pour garantir un accès équitable aux soins et à la continuité thérapeutique.

Tableau X. Répartition des enquêtés selon la Cause d'échec

Modalité	Effectif	(%)
Manque des moyens	135	35.16
effets secondaires	79	20.57
Ignorance	39	10.16
manque de suivi	38	9.90
Non paiement des factures	32	8.33
Coût élevé	39	10.15
rupture des stock	22	5.73
TOTAL	384	100.00

Le tableau X, présente les différentes causes rapportées par les enquêtés pour expliquer l'**échec thérapeutique**, la cause principale de l'échec thérapeutique est le **manque de moyens financiers avec : 135 enquêtés soit 35,16%**, suivi par les **effets secondaires** et **l'ignorance** avec **79 enquêtés soit 20,57%**. Des facteurs organisationnels (rupture de stock, manque de suivi) et économiques (coût élevé, non-paiement) contribuent également de manière significative. Ces résultats suggèrent que des **mesures combinant soutien financier, sensibilisation et renforcement des structures de santé** pourraient améliorer les résultats thérapeutiques dans cette population.

Modalité	a	B	c	d	TOTAL	RR	IC95% low	IC95% high	p-value
Manque des moyens	133	2	243	6	384	1.024	1.007	1.041	0.0005
effets secondaires	79	0	297	8	384	1.046	1.023	1.069	0.3112
Ignorance	39	0	337	8	384	1.041	1.005	1.041	0.7117
manque de suivi	38	0	338	8	384	1.024	1.007	1.040	0.7271

Non paiement des factures	344	8	32	0	384	1.023	1.007	1.040	0.8294
coût élevé	348	8	28	0	384	1.023	1.007	1.039	0.9088
rupture des stock	354	8	22	0	384	1.023	1.007	1.039	1.0000

Le tableau présente le **risque relatif (RR)** de chaque facteur contributif d'échec thérapeutique !

Par rapport aux autres modalités. **RR = 1.024 ; IC95% = [1.007 – 1.041] ; p = 0.0005**, $RR > 1$ et $p < 0,001$, ce qui indique une **association statistiquement significative**. Le manque de moyens augmente significativement le risque d'échec thérapeutique. Cela confirme que **les difficultés financières sont un facteur déterminant de l'échec**. **RR = 1.046 ; IC95% = [1.023 – 1.069] ; p = 0.3112**, $RR > 1$ mais $p > 0,05$. Bien que les effets secondaires puissent contribuer à l'échec, dans cette analyse, **l'association n'est pas statistiquement significative**. **RR = 1.041 ; IC95% = [1.005 – 1.041] ; p = 0.7117**, $RR > 1$ mais non significatif. Le manque de connaissance sur la maladie ou le traitement **n'est pas un facteur significatif** d'échec dans cette population. **RR = 1.024 ; IC95% = [1.007 – 1.040] ; p = 0.7271**, $RR > 1$ mais $p > 0,05$, l'absence de suivi **n'est pas significativement associée** à l'échec thérapeutique ici. **RR $\approx$ 1.022 – 1.023 ; IC95% $\approx$ [1.007 – 1.040] ; p > 0,8 – 1,0**, RR légèrement supérieur à 1, mais toutes les p-values sont non significatives. Ces causes économiques ou organisationnelles n'ont pas d'association statistiquement significative avec l'échec dans cette analyse. **Seul le manque de moyens financiers est significativement associé** à un risque accru d'échec thérapeutique ($p = 0.0005$). Les autres causes, bien qu'identifiées dans l'univarié, **n'ont pas montré d'association statistiquement significative** dans cette analyse bivariée et Cela met en évidence que, pour réduire l'échec thérapeutique, **les interventions financières et le soutien économique devraient être prioritaires**.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La présente étude avait pour objectif d'analyser les facteurs contributifs à l'échec thérapeutique du paludisme dans la zone de santé de Lemera, au Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. Une étude descriptive avisée analytique avec approche quantitative, menée sur une période de quatre mois allant d'Avril en Juillet 2025 auprès de 384 patients présentant un échec thérapeutique en cas du paludisme. Les résultats montrent que l'échec thérapeutique du paludisme à Lemera ne peut être attribué à un facteur unique, mais résulte plutôt d'une combinaison de facteurs individuels, socio-économiques et surtout structurels. Bien que la majorité des enquêtés aient déclaré une bonne observance du traitement antipaludique (88,02 %) et un recours précoce aux soins (83,59 % dans les 48 heures), ces éléments ne se sont pas révélés statistiquement associés à une réduction significative du risque d'échec thérapeutique. De même, le niveau de connaissance du paludisme, le soutien familial et l'accessibilité financière du traitement, bien que globalement favorables, n'ont pas montré d'association significative avec l'issue thérapeutique. En revanche, les facteurs liés au système de santé se sont révélés déterminants. La quasi-totalité des enquêtés (99,48 %) a rapporté avoir été confrontée à des ruptures de stock des médicaments antipaludiques, compromettant la continuité et l'efficacité du traitement. Par ailleurs, l'insuffisance du suivi post-thérapeutique, notamment après le temps T3, apparaît comme un élément central expliquant le très faible taux de guérison observé. Les contraintes économiques indirectes, bien que le coût direct du traitement soit jugé abordable par la majorité des patients, constituent également une cause majeure perçue de l'échec thérapeutique.

Ainsi, les résultats de cette étude mettent en évidence que les échecs thérapeutiques du paludisme dans la zone de santé de Lemera sont moins liés aux caractéristiques individuelles des patients qu'aux **défaillances structurelles du système de santé**, notamment les ruptures fréquentes de médicaments et les contraintes financières. Malgré une bonne observance thérapeutique rapportée par la majorité des patients, l'insuffisance d'approvisionnement et la vulnérabilité socio-économique compromettent l'efficacité du traitement antipaludique.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUE

- Adebayo, B., Uthman, O., & Wiysonge, C. S. (2015). Socioeconomic and demographic determinants of malaria in sub-Saharan Africa: A systematic review. *Malaria Journal*, 14(1), 1-12. <https://doi.org/10.1186/s12936-015-0791-1>
- Adherence.org. (2015). *Understanding Medication Adherence*. Consulté à l'adresse [URL simulée].
- Akimilali, A., Bisimwa, C., Aborode, A. T., Biamba, C., Sironge, L., Balume, A., Fajemisin, E. A. (2022). *Self-medication and anti-malarial drug resistance in the Democratic Republic of Congo: A silent threat*. *Tropical Medicine and Health*, 50, 73. [d-nb.info](https://doi.org/10.1007/s12275-022-00900-0)
- Bamiselu, O. F., Ajayi, I. O., & Falade, C. O. (2020). Knowledge and adherence to malaria treatment guidelines among patients in sub-Saharan Africa. *Malaria Journal*, 19(1), 1-9.
- Banque Mondiale. (2020). *Rapport sur la santé en République Démocratique du Congo : défis et opportunités*. Washington, D.C.: World Bank Publications.
- Banque Mondiale. (2021). *Rapport sur le développement en Afrique Sub-Saharienne : Investir dans la santé*. Banque Mondiale.

- Brown, S., & Davies, R. (2019). Distinguishing genuine from apparent treatment failure: A diagnostic challenge. *Journal of Clinical Epidemiology and Diagnostics*, 12(3), 187-195.
- Casadevall, A., & Pirofski, L. A. (2001). Host-pathogen interactions: the attributes of virulence. *Journal of Clinical Investigation*, 107(7), 785-790.
- Centers for Disease Control and Prevention (CDC). (2019). *Antibiotic Resistance Threats in the United States, 2019*. U.S. Department of Health and Human Services, CDC.
- Chobola, M., Mutabazi, G., & Kwete, J. (2019). Self-medication practices and their implications for antibiotic resistance in resource-limited settings. *African Journal of Pharmaceutical Sciences*, 37(1), 45-56.
- David, J. (2019). Gestion des patients en contexte de rupture thérapeutique. *Revue de Santé Publique*, 21(3), 45-52.
- Gabriel, L. (2020). Approvisionnement pharmaceutique et observance thérapeutique. *Journal of Public Health in Africa*, 11(2), 112-120.
- Gabriel, L.-B. (2020). Suivi de l'efficacité des traitements en milieu rural. *Santé et Développement*, 15(1), 33-41.
- Kadiyala, S., & Gillespie, S. (2014). Chronic disease treatment adherence in Africa. *Global Health Action*, 7, 245-256.
- Mbala-Kingebeni, P. (2020). Échecs thérapeutiques et stratégies de prise en charge. Kinshasa : Université de Kinshasa.
- Min Santé RDC. (2021). Rapport annuel sur le paludisme. Kinshasa : Ministère de la Santé Publique.
- Munyeku, Y., et al. (2021). Pratiques de prise en charge du paludisme en RDC. *African Journal of Health*, 28(4), 55-66.

Ochola, et al. (2020). Facteurs contributifs aux échecs thérapeutiques. *Journal of Tropical Medicine*, 19(2), 77–85.

OMS. (2017). *Confiance dans les systèmes de santé*. Genève : Organisation mondiale de la santé.

OMS. (2018). *Accès aux soins de santé mentale*. Genève : Organisation mondiale de la santé.

OMS. (2019). *Rapport sur les systèmes de santé*. Genève : Organisation mondiale de la santé.

OMS. (2021). *Antimicrobial resistance: global threat*. Genève : Organisation mondiale de la santé.

Osterberg, L., & Blaschke, T. (2005). Adherence to medication. *New England Journal of Medicine*, 353(5), 487–497.

RBM Partnership to End Malaria. (2022). *Global malaria report*. Geneva : Roll Back Malaria.

Salou, et al. (2016). Échec thérapeutique et traitement antirétroviral. *Revue Médicale Congolaise*, 12(2), 45–54.

Vrijens, B., et al. (2012). Adherence to prescribed medication: a systematic review. *Pharmacoepidemiology and Drug Safety*, 21, 219–223.

WHO. (2023). *World malaria report*. Geneva : World Health Organization.

Par KIGABI SAMUEL Jules & compagnons

Chap.XVII. VECU DU TRAUMATISME VICARIANT ET QUALITE DE VIE DES PROFESSIONNELS DE LA SANTE MENTALE AU SEIN DE TRANSCULTURAL PSYCHOSOCIAL ORGANIZATION (TPO), DANS LES PROVINCES DU NORD ET DU SUD-KIVU.

Par :

Lievin BALUME : *Chef du bureau Régional TPO pour les provinces du Nord-Kivu, Ituri et Tshop et apprenant en Master en psychologie clinique de l'université adventiste de Goma mail :*
lbalume@tpordc.org



Prof. Dr Joachim Mukau :
Professeur à l'Université Pédagogique Nationale. Mail :
joachim.mukau@upn.ac.cd

Bahati valentin :
*Enseignant-chercheur
à l'université de Goma,
Domaine de
psychologie. Mail :*



bahativalestin@unigom.ac.cd



Thierry Mwikiza : *Psychologue
et responsable du département
santé mentale et soutien
psychosocial au sein de TPO.
Mail : tnabashashu@tpordc.org*

BIOGRAPHIES DES AUTEURS

(1) **Lievin C. BALUME**

Lievin C. Balume est psychologue clinicien et spécialiste des interventions humanitaires en République Démocratique du Congo. Il possède une solide expérience dans la gestion de programmes humanitaires, la santé mentale et le soutien psychosocial, ainsi que dans la protection de l'enfant et l'éducation en situation d'urgence. Titulaire d'une licence en psychologie clinique obtenue avec Grande Distinction à l'Institut



Supérieur du Lac, il poursuit actuellement un Master en Psychologie Clinique à l'Université Adventiste de Goma, avec une spécialisation en approches thérapeutiques, psychopathologie et interventions psychosociales. Son parcours professionnel débute au sein de l'Agence Adventiste d'Aide et de Développement Humanitaire (ADRA) en tant que facilitateur genre, où il contribue à l'intégration de l'approche genre dans les programmes humanitaires et à la sensibilisation communautaire contre les violences basées sur le genre. Il rejoint ensuite Hatland Alliance comme psychologue clinicien à Uvira, où il assure l'évaluation et la prise en charge psychosociale de personnes affectées par les traumatismes liés aux conflits, aux violences basées sur le genre et aux crises humanitaires.

Depuis 2018, Lievin Balume évolue au sein de Transcultural Psychosocial Organization (TPO DRC), où il occupe successivement plusieurs fonctions de responsabilité. Il a notamment été chef de projet pour des programmes de protection de l'enfant et d'éducation en situation d'urgence, supervisant la mise en œuvre de projets humanitaires dans plusieurs zones de santé affectées par les conflits à l'Est de la RDC. Il y a développé une expertise reconnue dans la gestion de projets, la coordination intersectorielle, la gestion budgétaire et la supervision d'équipes multidisciplinaires. En 2022, il est nommé Directeur Provincial chargé des opérations dans la province du Tanganyika, où il assure la coordination stratégique des programmes humanitaires, la représentation institutionnelle auprès des autorités et partenaires, ainsi que la gestion opérationnelle et sécuritaire des interventions. Depuis avril 2024, il occupe le poste de Directeur Régional de TPO DRC pour les provinces du Nord-Kivu, de l'Ituri et de la Tshopo. Dans cette fonction, il assure la supervision stratégique de programmes humanitaires dans un contexte marqué par des crises complexes, en veillant à la qualité des interventions, à la conformité aux exigences des bailleurs et au renforcement des partenariats institutionnels.

Parallèlement à ses responsabilités opérationnelles, Lievin Balume est membre de la communauté africaine du Centre des Compétences en Négociation Humanitaire (CCHN), ce qui renforce son expertise dans la négociation de l'accès humanitaire et la gestion des environnements sécuritaires complexes. Son engagement professionnel repose sur la rigueur technique, l'éthique humanitaire et la recherche d'un impact durable au service des populations vulnérables affectées par les crises et les conflits.

(2) Professeur Dr. Joachim MUKAU EBWEL



Est un universitaire et chercheur congolais de renom, spécialisé en psychopathologie de l'enfant, autisme et éducation spécialisée. Né le 4 février 1962 à Kalanganda en République Démocratique du Congo, il consacre depuis plus de trois décennies sa carrière à la recherche scientifique, à l'enseignement universitaire et à la prise en charge des enfants

présentant des troubles du développement. Titulaire d'une Licence en Sciences psychologiques (orientation scolaire et professionnelle) obtenue à l'Université Pédagogique Nationale (UPN) de Kinshasa, il poursuit sa formation en Belgique où il obtient un Master en psychologie spécialisé dans l'intervention auprès des personnes en situation de handicap à l'Université de Mons-Hainaut. Il décroche ensuite un Doctorat (PhD) en sciences psychologiques, option psychologie de la santé, à l'Université de Gand (Belgique). Ses travaux doctoraux portent sur le diagnostic de l'autisme, un domaine dans lequel il deviendra l'un des pionniers en Afrique centrale. Il a également suivi une formation en gestion des ressources humaines à l'Université Libre de Bruxelles (ULB) dans le cadre des écoles d'ergologie de Belgique.

Sur le plan académique, le Professeur Mukau est Professeur Ordinaire à l'Université Pédagogique Nationale de Kinshasa, où il a occupé plusieurs fonctions de responsabilité, notamment Doyen de la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation (2018-2022), Vice-doyen et Conseiller académique et scientifique au Secrétariat Général Académique. Il enseigne également dans d'autres institutions universitaires, notamment à l'Université Catholique Saint Augustin de Kinshasa et à l'Institut Pédagogique de la Gombe. Parallèlement à sa carrière universitaire, il joue un rôle actif dans les politiques publiques et l'expertise nationale. Entre 2018 et 2022, il a été Expert à la Présidence de la République Démocratique du Congo, au sein de la Coordination pour le Changement des Mentalités (CCM). Il a également collaboré avec plusieurs organisations internationales, don't Handicap International, pour lesquelles il a réalisé des missions d'expertise sur les systèmes éducatifs et la reconnaissance des diplômes en RDC.

Le Professeur Mukau est également un acteur majeur de l'intervention sociale et clinique. Depuis 2001, il dirige le Centre d'Évaluation et d'Intervention pour Enfants présentant le Handicap Mental et/ou de l'Autisme (CEIEHMA) à Kinshasa, structure dédiée à l'évaluation, à l'accompagnement et à l'éducation spécialisée des enfants présentant des troubles neuro-développementaux. Il dirige aussi l'Unité de Recherche en Psychopathologie de l'Enfant et de l'Adolescent au sein du Centre de Recherche Interdisciplinaire pour le Développement de l'Université Pédagogique Nationale (CRIDUPN). Chercheur prolifique, il est l'auteur de nombreux articles scientifiques publiés dans des revues internationales consacrés à l'autisme, à la déficience intellectuelle et aux troubles du développement dans les contextes africains.

Ses travaux portent notamment sur le diagnostic de l'autisme en Afrique, les représentations culturelles de la maladie mentale, les interventions psycho-éducatives et l'inclusion des enfants en situation de handicap. Il est également auteur de l'ouvrage « Psychopathologie africaine de l'enfant. Manuel des pratiques », publié en 2014 en France.

Ses recherches et conférences l'ont conduit à intervenir dans plusieurs pays, notamment en Belgique, France, Finlande, Suisse, Allemagne, Suède, Irlande et aux Pays-Bas, où il a présenté des travaux sur l'autisme et les troubles neuro-développementaux dans les sociétés africaines. Le Professeur Mukau est membre de plusieurs sociétés scientifiques internationales, notamment l'International Society for Autism Research (INSAR), l'Association Internationale de Recherche scientifique sur le Handicap Mental (AIRHM), le Consortium International de Recherche sur l'Intégration Sociale (CNRIS) et la Fondation Internationale de la Recherche Appliquée sur le Handicap (FIRAH). À travers ses activités académiques, scientifiques et sociales, le Professeur Dr. Joachim Mukau Ebuwel contribue de manière significative au développement de la recherche en psychologie clinique et en éducation spécialisée en Afrique, tout en œuvrant pour une meilleure compréhension et prise en charge des troubles du développement chez l'enfant dans le contexte africain.

(3) MWIKIZA NABASHASHU Thierry est psychologue clinicien congolais spécialisé en santé mentale et soutien psychosocial dans les contextes humanitaires et post-conflit. Il est titulaire d'une licence en psychologie clinique obtenue à l'Université de Kisangani (République Démocratique du Congo). Fort de plus de neuf années d'expérience professionnelle dans le secteur humanitaire, il a développé une expertise reconnue dans la prise en



charge des traumatismes psychologiques, la prévention et la réponse aux violences basées sur le genre (VBG), la protection de l'enfant ainsi que l'accompagnement psychosocial des communautés affectées par les crises. Au cours de sa carrière, il a travaillé avec plusieurs organisations internationales et institutions humanitaires, notamment Transcultural Psychosocial Organization DRC, Fondation Panzi et Heartland Alliance International. Il occupe actuellement le poste de Coordonnateur des programmes Santé mentale et soutien psychosocial et Chef de projet au sein de Transcultural Psychosocial Organization DRC, où il supervise la planification stratégique, la mise en œuvre et l'évaluation de programmes multisectoriels financés par des partenaires internationaux tels que Diakonie Katastrophenhilfe, la Direction du développement et de la coopération et Fonds des Nations Unies pour la population.

Son expertise couvre également la coordination de consortiums régionaux de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre, l'intégration des approches de protection et de genre dans les interventions humanitaires, ainsi que le développement de mécanismes communautaires de résilience psychosociale. Il dispose d'une solide expérience en gestion de projets, suivi-évaluation, plaidoyer et renforcement des capacités des acteurs locaux. Par ailleurs, il a suivi plusieurs formations spécialisées en psychothérapie et interventions psychosociales, notamment dans les approches EMDR, thérapie d'exposition narrative (NET/KIDNET/FORNET), trauma healing et psychosocial communautaire. Ses travaux académiques portent notamment sur les facteurs de risque et la détresse liés aux violences conjugales et leur impact sur la santé mentale, ainsi que sur les questions de parité homme-femme dans le système éducatif. À travers ses recherches et ses interventions professionnelles, il contribue activement au développement des approches intégrées de santé mentale et de soutien psychosocial dans les contextes de crise en République Démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs.

(4) BAHATI Valentin est psychologue clinicien, enseignant-chercheur et expert en santé mentale et soutien psychosocial (SMSPS) dans les contextes humanitaires en



République démocratique du Congo. Il est actuellement doctorant en psychologie clinique à l'Université Pédagogique Nationale (UPN) de Kinshasa et titulaire d'un Diplôme d'Études Approfondies (DEA) en psychologie clinique. Né le 7 juillet 1995 à Minova (Sud-Kivu), il a obtenu une

licence en psychologie clinique à l'Université de Goma (UNIGOM) après un parcours académique complet dans le domaine de la psychologie et des sciences de l'éducation. Depuis 2019, il exerce comme enseignant et chercheur en psychologie clinique à l'Université de Goma, où il contribue à la formation des étudiants et au développement de la recherche en santé mentale dans la région des Grands Lacs. Fort de plus de six années d'expérience professionnelle, BAHATI Valentin possède une expertise particulière dans la prise en charge des traumatismes complexes, la santé mentale communautaire et la prévention des violences basées sur le genre (VBG) dans des contextes marqués par les conflits armés et les crises humanitaires. Il intervient régulièrement comme formateur et superviseur clinicien dans des programmes de soutien psychosocial destinés aux professionnels de la santé, aux travailleurs humanitaires et aux acteurs communautaires.

Il a collaboré avec plusieurs organisations et institutions engagées dans les interventions psychosociales, notamment Living Peace Institute, Heal Africa (CAPSY) et JSD Grands Lacs, où il a assuré des fonctions de superviseur clinique, formateur, chercheur et expert en santé mentale et protection de l'enfant. Dans ces cadres, il a participé à la mise en œuvre et à l'évaluation de plusieurs projets de grande envergure, notamment les programmes ProPaix, Living Peace, S3G et SMSPS, financés par différents partenaires internationaux.

Ses domaines d'expertise couvrent notamment : la prise en charge des traumatismes psychologiques et des troubles liés au stress post-traumatique, les approches psychothérapeutiques basées sur les preuves, telles que la thérapie d'exposition narrative (NET) et la thérapie cognitive et comportementale en groupe, la gestion des cas de violences basées sur le genre (VBG) et d'exploitation et abus sexuels (EAS), les programmes de transformation des normes sociales et de promotion de la masculinité positive, ainsi que la formation et supervision des intervenants psychosociaux en contexte humanitaire.

Parallèlement à ses activités académiques et professionnelles, il est membre du Conseil d'administration et chargé des questions techniques au sein du Centre de Résilience Psychologique en RDC (CERP-RDC), où il contribue à la promotion de la recherche et des interventions en santé mentale et résilience communautaire. BAHATI Valentin a également participé à plusieurs recherches scientifiques et études de terrain portant sur les dynamiques psychosociales dans les zones affectées par les conflits, notamment sur la masculinité militarisée, la perception communautaire des interventions de santé publique et les mécanismes de résilience psychosociale.

À travers son travail d'enseignement, de recherche et d'intervention humanitaire, il œuvre au renforcement des systèmes de santé mentale et au développement de réponses psychosociales adaptées aux réalités socioculturelles des communautés affectées par les crises dans la région des Grands Lacs.

I. RESUME

Le Stress traumatique vicariant désigne l'impact émotionnel ressenti par les intervenants en raison de leur exposition indirecte aux traumatismes. La qualité de vie reflète la perception qu'a un individu de son bien-être général, et le coping regroupe les stratégies utilisées pour gérer le stress. Cette étude visait à évaluer le stress traumatique vicariant (STV), la qualité de vie (QV) et les stratégies d'adaptation (coping) chez les professionnels de la santé mentale exposés aux récits traumatiques dans le Nord et le Sud-Kivu (RDC).

Une approche quantitative a été adoptée, à travers une enquête par questionnaire administré, intégrant trois échelles : ProQOL V pour le STV, WHOQOL-BREF pour la QV, et Brief COPE pour les mécanismes d'adaptation. L'échantillon comprenait 107 professionnels de la santé mentale et accompagnement psychosocial. Après analyse les résultats indiquent que 91 % des participants présentent un niveau modéré de STV, 7 % un niveau élevé et 2 % un niveau faible. Concernant la qualité de vie, 54 % des répondants ont une bonne QV, 37 % une QV moyenne, 7 % une très bonne QV, et 2 % une QV à risque. Enfin, 58% des participants utilisent préférentiellement des stratégies de coping actives, témoignant d'un engagement constructif face aux situations stressantes. Ces résultats soulignent la nécessité d'un soutien psychosocial ciblé pour renforcer la résilience des professionnels exposés aux récits traumatiques.

II. **ABSTRACT**

Vicarious traumatic stress refers to the emotional impact experienced by professionals because of indirect exposure to others' traumatic experiences. Quality of life reflects an individual's perception of their overall well-being, while coping encompasses the strategies used to manage stress. This study aimed to assess vicarious traumatic stress (VTS), quality of life (QoL), and coping strategies among mental health and psychosocial professionals exposed to traumatic narratives in North and South Kivu, Democratic Republic of the Congo (DRC). A quantitative approach was adopted using a structured questionnaire that incorporated three standardized instruments: the ProQOL-V to measure vicarious traumatic stress, the WHOQOL-BREF to assess quality of life, and the Brief COPE to evaluate coping mechanisms. The sample consisted of 107 mental health and psychosocial support professionals. The findings revealed that 91% of participants presented a moderate level of VTS, 7% at a high level, and 2% a low level. Regarding quality of life, 54% of respondents reported a good QoL, 37% a moderate QoL, 7% a very good QoL, and 2% a QoL at risk. Furthermore, 58% of participants predominantly used active coping strategies, indicating constructive engagement in managing work-related stressors. These results highlight the need for targeted psychosocial support interventions aimed at strengthening the resilience and well-being of professionals exposed to traumatic narratives in humanitarian settings.

INTRODUCTION

Dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo, les conflits armés prolongés, les violences basées sur le genre, les déplacements forcés et l'insécurité chronique ont profondément affecté les populations civiles. Dans ce contexte humanitaire complexe, l'Transcultural Psychosocial Organization (TPO) intervient à travers des services de santé mentale et de soutien psychosocial destinés aux survivants de traumatismes graves. Toutefois, si l'attention scientifique s'est largement portée sur les victimes directes, les effets psychologiques de l'exposition indirecte à ces traumatismes sur les professionnels de santé mentale demeurent insuffisamment documentés, particulièrement dans le contexte congolais.

Les intervenants psychosociaux sont quotidiennement confrontés à des récits de violences extrêmes, de pertes multiples et d'atrocités. Cette exposition répétée à la souffrance d'autrui peut entraîner un phénomène connu sous le nom de traumatisme vicariant ou stress traumatique secondaire. Selon Figley (1995), le stress traumatique secondaire correspond à l'ensemble des symptômes du trouble de stress post-traumatique (TSPT) développés par un professionnel à la suite d'une exposition empathique aux expériences traumatiques d'autrui. De même, Pearlman et Saakvitne (1995) soulignent que le traumatisme vicariant implique des transformations profondes des schémas cognitifs du clinicien, affectant ses croyances fondamentales sur la sécurité, la confiance et le contrôle.

La littérature indique que cette exposition prolongée peut altérer la qualité de vie globale des professionnels, notamment leur bien-être psychologique, leur santé physique, leur satisfaction professionnelle et leurs relations interpersonnelles (Stamm, 2010). Elle peut également conduire à la fatigue de compassion et à l'épuisement professionnel, compromettant ainsi l'efficacité des interventions et la qualité des services offerts (Maslach & Leiter, 2001). Des études menées dans différents contextes confirment la prévalence significative du traumatisme vicariant chez les intervenants en relation d'aide (Fortin, 2014 ; Oosterbosch, 2021). Cependant, la majorité de ces recherches ont été réalisées dans des contextes occidentaux ou hospitaliers. Les réalités des professionnels œuvrant dans des zones de conflits prolongés en Afrique subsaharienne, et plus particulièrement dans les Kivus, présentent des spécificités importantes : ressources institutionnelles limitées, surcharge de travail, insécurité persistante, faibles protections sociales et proximité culturelle avec les victimes. Ces facteurs peuvent accroître la vulnérabilité des intervenants, tout en influençant leurs mécanismes de coping et de résilience.

Dès lors, la problématique centrale de cette recherche consiste à examiner l'impact psychologique du traumatisme vicariant sur la qualité de vie des professionnels de santé mentale travaillant au sein de la TPO dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu. Il s'agit de déterminer l'ampleur de ce phénomène, d'identifier ses manifestations spécifiques et d'analyser ses répercussions sur les dimensions psychologique, sociale, familiale et professionnelle des intervenants.

La présente recherche s'est articulée autour de la question principale suivante : Quel est le vécu du traumatisme vicariant et son impact sur la qualité de vie des professionnels de la santé mentale de Transcultural Psychosocial Organization intervenant dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo. De cette interrogation centrale découlent plusieurs questions secondaires :

- Quelle est le niveau de stress traumatique vicariant chez les intervenants exposés à des récits traumatiques ;
- Quelle est la qualité de vie chez les intervenants ;
- Quelle est la nature les mécanismes d'adaptation mobilisés face à l'exposition répétée à la souffrance des bénéficiaires.

L'objectif général consiste ainsi à analyser le vécu du traumatisme vicariant et son impact sur la qualité de vie de ces professionnels, tandis que les objectifs spécifiques visent à mesurer l'intensité du stress traumatique secondaire, à évaluer la qualité de vie globale et à décrire les stratégies d'adaptation mises en œuvre.

En termes d'hypothèse l'étude postulait que le traumatisme vicariant est observable chez les intervenants et exerce un impact significatif et négatif sur la qualité de vie globale des professionnels de santé mentale de TPO au Nord et au Sud-Kivu.

-Il est également supposé que les intervenants exposés à une forte charge émotionnelle présentent des niveaux plus élevés de stress traumatique secondaire,

- Que les variables sociodémographiques ne constituent pas nécessairement des facteurs de protection face à cette exposition,

-Tandis que les professionnels développeraient majoritairement des stratégies d'adaptation positives, notamment centrées sur la résolution de problèmes, la

recherche de soutien social et le renforcement des compétences professionnelles.

METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

La présente étude repose sur une démarche méthodologique rigoureuse visant à analyser l'impact du traumatisme vicariant sur la qualité de vie des professionnels de santé mentale œuvrant au sein de l'Transcultural Psychosocial Organization (TPO) dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo.

Il s'agit d'une étude observationnelle, quantitative, descriptive et analytique de type transversal. Elle examine la situation des intervenants en santé mentale à un moment donné (octobre à décembre 2025) afin d'identifier la prévalence des symptômes liés au traumatisme vicariant, leur qualité de vie et les facteurs associés. Une dimension qualitative complémentaire a permis de mieux comprendre les expériences vécues et les stratégies d'adaptation.

BREVE PRESENTATION DU MILIEU D'ETUDE

Transcultural Psychosocial Organization (TPO) RDC est une organisation de droit congolais, enregistrée officiellement en 2015, issue de l'ONG internationale néerlandaise HealthNet TPO, à laquelle elle était affiliée depuis le début de ses activités en 1994. Dans une logique de durabilité et d'autonomisation, TPO est devenue indépendante tout en poursuivant son engagement humanitaire et de développement.

Présente dans la région des Grands Lacs depuis plus de 20 ans (Ouganda, Somalie, Kenya, Burundi), TPO a ouvert son bureau en République Démocratique du Congo en 2009, dans la province du Sud-Kivu. Son siège social et administratif est établi à Bukavu.

Aujourd'hui, la RDC constitue son principal rayon d'action, avec des interventions dans 12 provinces à travers des sous-bureaux opérationnels.

Mission

La mission de TPO RDC est de contribuer à l'amélioration du bien-être psychosocial et des conditions de vie des populations vulnérables affectées par les conflits, les crises humanitaires et la pauvreté, à travers des interventions intégrées en santé mentale, soutien psychosocial, protection, éducation, santé, nutrition, sécurité alimentaire et développement durable.

APPROCHE ET STRATEGIES

L'approche de TPO repose sur deux axes complémentaires :

La prestation directe des services aux bénéficiaires (individuels et communautaires) ;

Le renforcement des capacités des structures communautaires et des services étatiques afin de promouvoir leur autonomisation et la pérennisation des actions.

Ses interventions sont guidées par une approche communautaire participative et inclusive, valorisant les mécanismes traditionnels existants tout en intégrant des outils techniques modernes adaptés au contexte local. TPO collabore avec 54 organisations à base communautaire (OBC) à travers le pays, garantissant ainsi l'ancrage et la durabilité de ses actions.

Au niveau national, TPO est membre actif de plusieurs clusters humanitaires (Protection, GTPE, SGBV, LTP, Éducation, Santé/Nutrition, WASH, Sécurité alimentaire) ainsi que du Groupe Technique Santé Mentale et Soutien Psychosocial, et participe à la coordination des affaires humanitaires en RDC.

Domaines d'intervention

TPO met en œuvre deux grands programmes intégrés :

Programme Santé intégrée : soins de santé primaire, nutrition, WASH, sécurité alimentaire, santé mentale et soutien psychosocial, environnement ;

Programme Protection et Éducation intégrée : protection de l'enfant, lutte contre les violences basées sur le genre (VBG/EAS/HS), éducation et gouvernance.

Programme Santé Mentale et Soutien Psychosocial (SM & SPS)

La santé mentale constitue un axe prioritaire d'intervention. Face à l'ampleur des troubles mentaux en RDC et à la faible couverture des services spécialisés, TPO œuvre depuis les années 2000 dans la prévention, la prise en charge, la réhabilitation et l'insertion sociale des personnes affectées.

Le programme vise notamment :

La réduction de la morbidité et de la mortalité liées aux troubles mentaux ;

L'accompagnement psychosocial des personnes en situation de détresse ;

La formation des prestataires de soins ;

La lutte contre la stigmatisation ;

La sensibilisation communautaire et le changement de comportements.

expertise technique

TPO dispose d'une solide expérience dans :

La sensibilisation et la communication sur les troubles psychosociaux (analyses CAP, campagnes communautaires) ;

La formation et la supervision des travailleurs communautaires en santé mentale ;

L'organisation et la gestion des cas psychosociaux, notamment pour les survivants de violences sexuelles ;

Le référencement et le contre-référencement des cas vers des structures spécialisées (psychothérapie, centres neuropsychiatriques).

Grâce à son approche holistique, communautaire et durable, TPO RDC s'affirme comme un acteur clé dans la promotion de la santé mentale, de la protection et du développement intégré en République Démocratique du Congo.

La population d'étude est constituée de l'ensemble des professionnels intervenant en santé mentale au sein de TPO dans les provinces ciblées. Il s'agit d'un recensement exhaustif de 107 intervenants (46 animateurs, 47 agents psychosociaux et 14 psychologues) répartis dans 5 zones de santé (Bunyakiri, Kimbi-Lulenge, Minova, Nyiragongo et Kirotshe) pour 10 aires de santé (Bulambika, Kimbi-lulenge, Minova, Change, Numbi, Kimoka, Buhumba, Kingarambe, Sake et Bweremana). L'âge moyen est de 32,7 ans, avec une ancienneté moyenne de 30 mois. Ont été inclus les professionnels disponibles ayant donné leur consentement éclairé ; les personnels administratifs, logistiques et stagiaires ont été exclus.

Les données ont été collectées via Kobo Collect à l'aide de trois instruments standardisés :

ProQOL-V (Professional Quality of Life Scale) de Stamm, évaluant la satisfaction de compassion, le burnout et le stress traumatique secondaire (STS).

WHOQOL-BREF de l'Organisation mondiale de la Santé, mesurant la qualité de vie dans quatre domaines : physique, psychologique, social et environnemental.

Brief COPE de Carver (1997), évaluant les stratégies d'adaptation (coping), regroupées en stratégies adaptatives et évitantes.

Les enquêteurs, principalement des psychologues formés au préalable, ont administré les questionnaires directement aux participants. Un système de supervision

quotidienne et de rapportage a assuré le contrôle de qualité des données.

Les données ont été exportées puis analysées à l'aide du logiciel SPSS. Les scores ont été calculés conformément aux recommandations des auteurs de chaque échelle. Pour la sous-échelle STS du ProQOL-V, les scores ont été classés en niveaux faible, modéré ou élevé. Les scores du WHOQOL-BREF ont été analysés par domaine afin d'identifier les dimensions de qualité de vie les plus affectées. Les stratégies de coping du Brief COPE ont été examinées par sous-échelles et regroupées selon leur caractère adaptatif ou dysfonctionnel.

L'étude a été approuvée par le Comité d'Éthique de l'Université Adventiste de Goma. Les autorisations administratives ont été obtenues auprès des responsables de TPO. Le consentement éclairé verbal a été recueilli auprès de chaque participant. L'anonymat et la confidentialité ont été garantis par l'utilisation de codes numériques, conformément aux principes éthiques en recherche sociale.

La collecte s'est déroulée dans un contexte d'insécurité, notamment à Goma, avec des contraintes liées à la disponibilité des participants et à la charge de travail des enquêteurs. Des stratégies de relance, de supervision rapprochée et de motivation ont permis de finaliser la collecte dans les délais impartis.

Ainsi, cette méthodologie a permis d'assurer une collecte de données fiable et contextualisée, adaptée à l'étude du traumatisme vicariant et de la qualité de vie des professionnels humanitaires en contexte de crise prolongée.

RESULTATS DE L'ETUDE

Rappelons-le, la présente recherche poursuivait un objectif général qui consistait à analyser le vécu du traumatisme vicariant et son impact sur la qualité de vie de ces professionnels, tandis que les objectifs spécifiques visent à mesurer l'intensité du stress traumatique secondaire, à évaluer la qualité de vie globale et à décrire les stratégies d'adaptation mises en œuvre.

1. Evaluation du stress traumatique vicariant à l'aide de l'**Échelle de traumatisme vicariant** validée (*Secondary Traumatic Stress Scale – STSS*)

Tableau 1. Niveau de stress traumatique vicariant

Niveau de stress traumatique	Effectif	%
Faible niveau de stress	2	2%
Niveau de stress modéré	97	91%
Niveau élevé de stress	8	7%
Total	107	100%

Ce tableau ci-haut illustre la répartition du niveau de stress traumatique vicariant des aidants de l'ONG TPO. Ainsi, sur l'ensemble des participants, la plupart (91 %) (soit 97 personnes sur 107) présentent un niveau modéré de stress traumatique vicariant, tandis que 7 % (8 personnes) affichent un niveau élevé. Seuls 2 % des sujets (2 personnes) présentent un niveau faible de stress traumatique vicariant.

Donc, la grande majorité des sujets évalués (105/107 soit 98,1%) est affectée par le stress traumatique dont 91% modéré et 8% élevé.

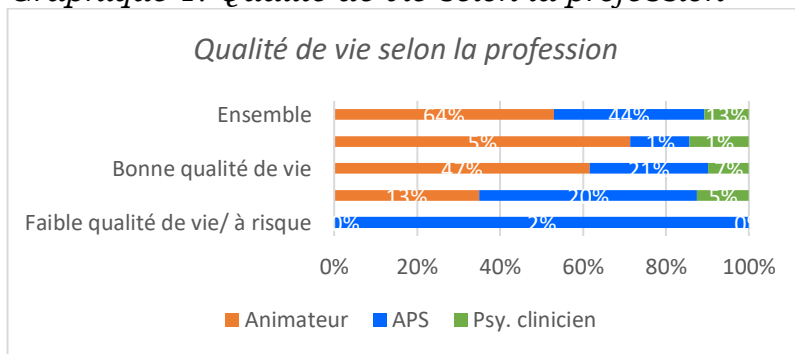
2. Evaluation de la qualité de vie

Le deuxième objectif spécifique de cette recherche a été d'évaluer la qualité de vie des intervenants.

Ce graphique nous présente les résultats en rapport avec la qualité de vie des intervenants, cependant, 54% des enquêtés ont une bonne qualité de vie, 37 ont une qualité

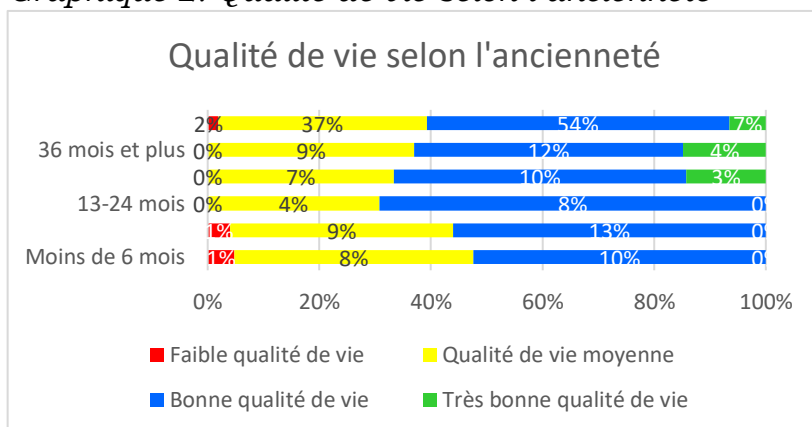
de vie moyenne, 2% ont une qualité de vie à risque et 7% ont une bonne qualité de vie.

Graphique 1. Qualité de vie selon la profession



Ce graphique ci-haut met en lumière la qualité de vie selon la profession des enquêtés. A l'image de ce graphique nous constatons que 64% des enquêtés sont des animateurs et la majorité de ces derniers ont une bonne qualité de vie avec une proportion de 47%.

Graphique 2. Qualité de vie selon l'ancienneté

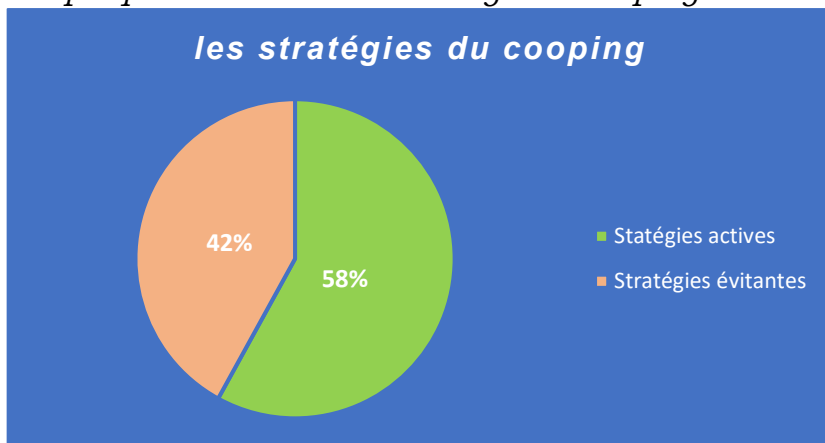


Ce graphique met en lumière les tendances sur la qualité de vie selon l'ancienneté des enquêtés. Nous constatons que la majorité des enquêtés ont une qualité de vie qui est

bonne soit 54%. Cette qualité est observée chez les enquêtés de façon général malgré la durée d'ancienneté.

3. Evaluation des stratégies de coping

Graphique 3. Nature des stratégies de coping



Ce graphique met en lumière les proportions sur les différentes stratégies du Coping. Nous constatons qu'en moyenne 58% des enquêtés ont recours aux stratégies actives.

Tableau 2. Les stratégies du Coping selon le sexe

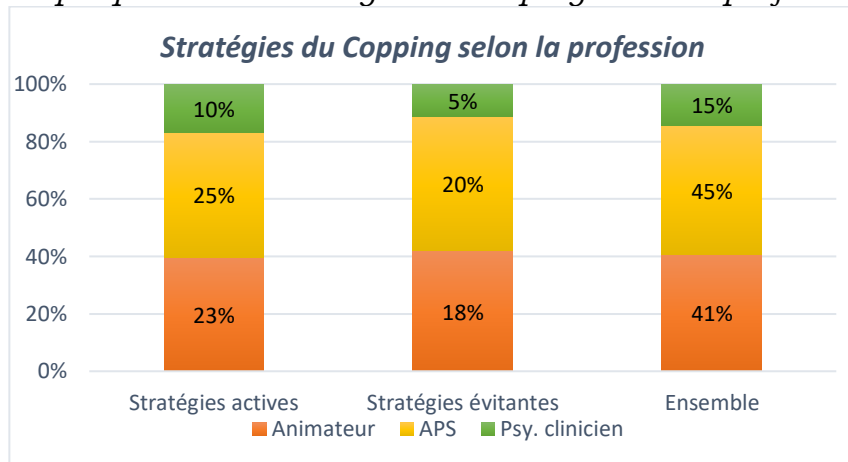
Stratégies	Sexe				Total	
	Féminin		Masculin			
	Fr	%	fr	%	Fr	%
Stratégies actives	28	27%	32	31%	61	58%
Stratégies évitantes	21	20%	23	22%	44	42%
Total	49	47%	55	53%	105	100%

$p = 0,286$

Ce tableau nous met en exergue les stratégies du coping selon le sexe. Nous constatons que les stratégies actives sont les plus utilisées avec une proportion de 58% dont 31% sont des hommes.

Toutes fois, nous constatons que la nature des stratégies du coping utilisé n'est pas influencée par le sexe ($p=0,286$).

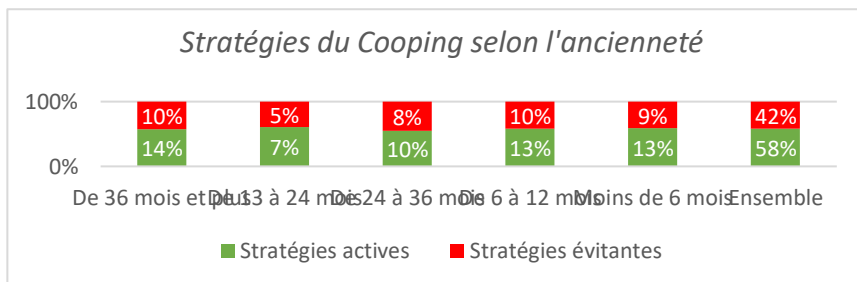
Graphique 4. Les stratégies du Coping selon la profession



$p=0,34$

De ce graphique nous présentons les tendances sur l'utilisation des stratégies du coping selon la profession. Nous constatons que deux professions (Animateur et APS) constituent la majorité des enquêtés et ont successivement des proportions de 41% et 45%. Par ailleurs nous remarquons que la profession n'influence pas l'utilisation des stratégies du coping.

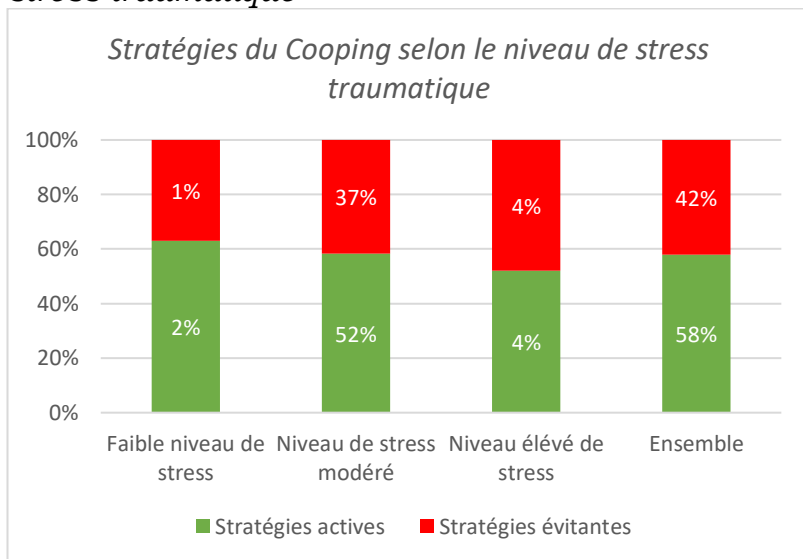
5. Les stratégies du coping selon l'ancienneté



$p = 0,48$

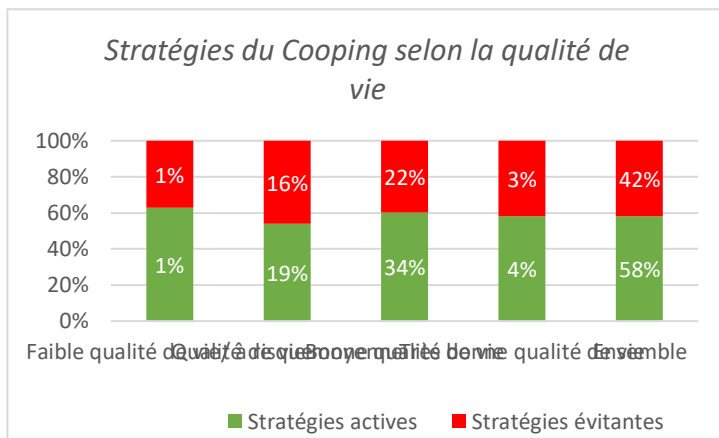
Ce graphique illustre les tendances sur l'utilisation des stratégies du coping selon la durée d'ancienneté. Nous constatons qu'en moyenne 58% des enquêtés utilisent les stratégies actives. Cela est encore plus vu chez les enquêtés ayant Plus de 36 mois, de 6 à 12 mois, et mois de 6 mois et ont respectivement une des proportions de 14%, 13% et 13%. La durée d'ancienneté n'influence pas l'utilisation des stratégies du coping.

Graphique 6. Les stratégies du coping selon le niveau de stress traumatique



$p = 0,328$

Ce graphique illustre l'utilisation des stratégies selon le niveau de stress traumatique. Nous constatons que 58% des enquêtés utilise les stratégies actives dont 52% ont un niveau de stress modéré. Le niveau de stress traumatique n'influence pas l'utilisation des stratégies du coping.



7. Les stratégies du coping selon la qualité de vie $p = 0,39$

Ce graphique illustre l'utilisation des stratégies selon la qualité de vie. Nous constatons que 58% des enquêtés utilise les stratégies actives et parmi eux 34% ont une bonne qualité de vie. La qualité de vie n'influence pas l'utilisation des stratégies du coping.

Discussion

Le traumatisme vicariant constitue un risque psychologique réel pour les professionnels de santé mentale exposés de manière répétée aux récits de souffrance et de violences extrêmes (Figley, 1995 ; Pearlman & Saakvitne, 1995). La présente étude, menée auprès des intervenants de l'Transcultural Psychosocial Organization (TPO) dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo, avait pour objectif d'analyser l'impact du stress traumatique vicariant sur leur qualité de vie.

Les résultats montrent une prévalence importante d'un niveau modéré de stress traumatique secondaire parmi les intervenants, avec une proportion plus réduite présentant un niveau élevé, ce qui rejoint les observations faites dans d'autres contextes humanitaires et cliniques (Stamm, 2010 ; Oosterbosch, 2021).

Concernant la qualité de vie, les résultats indiquent une relative stabilité globale, bien que certaines dimensions, notamment psychologique et émotionnelle, apparaissent plus vulnérables. Cette observation est cohérente avec les travaux montrant que le stress traumatique secondaire affecte prioritairement le bien-être émotionnel et les schémas cognitifs des intervenants (Pearlman & Saakvitne, 1995 ; Stamm, 2010). La relative préservation de certaines dimensions pourrait s'expliquer par l'expérience professionnelle et par la mobilisation de stratégies d'adaptation efficaces. En effet, le recours majoritaire à des stratégies actives (recherche de soutien, planification, coping centré sur le problème, engagement religieux) correspond aux mécanismes adaptatifs décrits par Carver (1997) comme facteurs de protection face au stress. Toutefois, la présence de stratégies évitantes ou dysfonctionnelles chez une partie des intervenants souligne la nécessité de renforcer les dispositifs institutionnels de prévention, notamment la supervision et le soutien organisationnel, reconnus comme leviers majeurs de protection contre l'épuisement professionnel et la fatigue de compassion (Maslach & Leiter, 2001 ; Figley, 1995). Ainsi, le traumatisme vicariant doit être appréhendé comme un enjeu organisationnel et systémique, particulièrement dans les contextes humanitaires prolongés.

RÉFÉRENCES

Carver, C. S. (1997). You want to measure coping but your protocol's too long: Consider the Brief COPE. *International Journal of Behavioral Medicine*, 4(1), 92–100. https://doi.org/10.1207/s15327558ijbm0401_6

Desbiendras, M. (2019). *Le traumatisme vicariant chez les intervenants d'urgence médico-psychologique* [Mémoire de master, Université de Toulouse].

Figley, C. R. (1995). *Compassion fatigue: Coping with secondary traumatic stress disorder in those who treat the traumatized*. Brunner/Mazel.

Fortin, C. (2014). *Le vécu professionnel des intervenants de la relation d'aide : Les facteurs d'influence de la fatigue de compassion et du traumatisme vicariant* [Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Chicoutimi].

Maslach, C., & Leiter, M. P. (2001). *The truth about burnout: How organizations cause personal stress and what to do about it*. Jossey-Bass.

Oosterbosch, H. (2021). *Évaluation du traumatisme vicariant et de la résilience du personnel hospitalier ayant travaillé au sein des unités COVID-19* [Mémoire, Haute École de la Province de Liège].

Pearlman, L. A., & Saakvitne, K. W. (1995). *Trauma and the therapist: Countertransference and vicarious traumatization in psychotherapy with incest survivors*. W. W. Norton.

Stamm, B. H. (2010). *The concise ProQOL manual* (2nd ed.). ProQOL.org.

Par Lievin BALUME,
Prof. Dr Joachim Mukau,
Bahati valentin & Thierry Mwikiza

Chap . XVIII. PASSAGE DE L'EDUCATION TRADITIONNELLE A L'EDUCATION MODERNE POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA RDCONGO 2eme Edition

Par Doctorant MUSHUGIZA KAMANYULA ISAAC
Enseignant-Chercheur à l'ISP KALEHE

BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE DE L'AUTEUR

MUSHUGIZA KAMANYULA Isaac est un enseignant-chercheur congolais, né le 27 février 1987 à Ruharaga, dans le territoire de Kalehe, en province du Sud-Kivu (République Démocratique du Congo). Il s'illustre par un parcours académique structuré et une implication soutenue dans l'enseignement supérieur ainsi que dans la gestion académique. Il obtient son certificat d'études primaires en 2002, puis son Diplôme d'État en 2009. Poursuivant ses



études universitaires avec détermination, il décroche un Diplôme de Graduat en 2015, suivi d'une Licence obtenue entre 2016 et 2018. Durant cette période, il occupe également la fonction de Préfet des études à l'EDAP ISP Kalehe, où il développe des compétences en encadrement pédagogique et en administration scolaire.

Sur le plan professionnel, il exerce comme Comptable à l'Institut Supérieur Pédagogique de Kalehe de 2018 à 2020.

En 2021, il est nommé Assistant au sein de la même institution, fonction qu'il continue d'occuper à ce jour. Parallèlement, il intervient comme enseignant visiteur dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur, notamment à l'USG/Goma et à l'ISTCE Kasheke de Kalehe. Dans la continuité de son parcours académique, il obtient un Diplôme de Maîtrise à l'UNITECH Goma entre 2022 et 2024. Depuis 2024, il y exerce également comme enseignant, contribuant à la formation des étudiants et au développement des activités académiques. Actuellement doctorant à l'UNITECH Goma pour la période 2025-2026, MUSHUGIZA KAMANYULA Isaac oriente ses travaux de recherche vers des problématiques liées à l'éducation, à la gestion académique et au développement socio-économique. Son parcours témoigne d'un engagement constant en faveur de l'excellence académique, de la transmission du savoir et du progrès scientifique en République Démocratique du Congo.

Résumé

Elever des enfants, disent les Africains, c'est une chose extraordinaire, puisqu'ainsi nous faisons d'eux des hommes. Tout Africain est heureux d'avoir des enfants parce que celui qui a des enfants, même s'il meurt, c'est comme s'il n'était pas mort. Quand le parent meurt, il n'a pas de peine, il laisse derrière lui quelqu'un qui pourra rendre le bien que ses amis lui ont fait. C'est ce que même Rabelais souligne : « Les hommes sont mortels, mais ils se survivent dans leurs enfants.» Mais, il ne suffit pas de faire les enfants, il faut les éduquer. L'enfant, étant l'homme de demain, tout ce que les parents font pour l'aider à grandir, forme en lui un homme adulte qui sera heureux au long de sa vie. Etant donné qu'il est sensible, on doit le former soit

en bien, soit en mal. L'éducation devient donc pour l'enfant, une nourriture de l'esprit qu'il doit acquérir chaque jour. Un enfant bien élevé depuis sa jeunesse deviendra un adulte heureux. Il pourra utiliser toutes ses forces pour des choses utiles et pour aimer ses frères. L'enfant est comme la plante. Une plante a besoin d'une bonne terre et d'eau pour grandir et donner du fruit. De même, pour grandir, l'enfant a besoin d'une éducation. Un enfant à qui on laisse tout faire devient mal élever.

Mots clés : éducation-enfant-développement

1) Introduction

Quel que soit pour nous le problème dominant dans l'Afrique contemporaine : maximalisation du développement ou suppression du sous-développement, accroissement de la modernisation, poursuite de la décolonisation ou résolution des problèmes d'identité, la question des systèmes et des processus d'éducation, considérée en eux-mêmes, et dans leurs rapports avec l'historiographie et avec notre philosophie de l'histoire, s'impose à l'attention. Ce qui nous intéresse, c'est le processus global d'acquisition et de transmission des connaissances et de la culture dans son sens le plus large au sein des différentes sociétés africaines. Ce qui nous intéresse encore, ce sont les philosophes qui sous-tendent l'éducation, les différents systèmes d'éducation, les valeurs et les visions du monde qu'ils inculquent, les langages, l'acculturation et la socialisation,...

2) Notion

D'une manière générale, le mot éducation vient du latin : *edicatio* : instruction, formation de l'esprit. Le mot « éducation » signifie alors : Le processus par lequel une

ou plusieurs fonctions se développent progressivement et graduellement, par l'exercice : elles se perfectionnent ainsi (ex : éducation de l'ouïe). C'est aussi un ensemble des opérations et procédés par lesquels les adultes développent les facultés et les qualités de l'enfant.

b. « Définitions particulières des philosophes »²⁶ PLATON : Selon lui, l'éducation est l'art de tourner l'œil de l'âme vers le bien et de trouver pour cela la méthode la plus efficace. ROUSSEAU : Lui distingue l'éducation positive de l'éducation négative. Il appelle "*éducation positive*", celle qui tend à former l'esprit avant l'âge et à donner à l'enfant la connaissance des devoirs de l'homme. Il appelle cependant

"*éducation négative*", celle qui tend à perfectionner les organes, instrument de nos connaissances et qui prépare à la raison par l'exercice des sens. KANT : L'homme est la seule créature qui doive être éduquée. Par éducation, selon Kant, on entend les soins (l'alimentation, l'entretien), la discipline et l'instruction avec la formation. 4. MAUSS : Pour lui, l'éducation est l'opération par laquelle l'être social est surajouté en chacun de nous à l'être individuel, l'être moral à animal ; c'est le procédé grâce auquel l'enfant est rapidement socialisé.

²⁶ J. RUSS, *Dictionnaire de philosophie*, Bordas, Paris, 1991, p.82.

a. **Importance de l'éducation**

L'homme, en tant qu'individu isolé, est biologiquement comparable à l'animal, à la seule différence que l'homme reste un animal doué d'intelligence et d'un langage articulé. Une telle considération de l'homme justifie la nécessité de l'éducation pour lui, pour qu'il puisse dépasser ses penchants d'animalité et devenir un homme utile pour la société et assumer sa responsabilité dans la société. A cet effet, l'éducation forme et guide le développement dynamique par lequel l'homme est formé et se forme lui-même à devenir du jour les jours homme. C'est ce qui fait dire à Rousseau que : « Nous naissons faibles, dépourvu de tort, et que tout ce que nous n'avons pas à notre naissance et dont nous avons besoin, étant grand nous est donné par l'éducation. » Bien plus, l'éducation revêt une importance capitale dans la mesure où comme nous le dit Yannik Bonnet : « *Elle favorise le développement de toute la personne pour lui donner la capacité de s'assurer de façon responsable : Favoriser sa capacité à s'interroger harmonieusement dans la vie sociale. Favoriser son accession à un projet de vie qui donne un sens à celle-ci et contribuer au bonheur vrai de la personne.* »²⁷ L'acte d'éducation selon Yannik, tient tout simplement dans le fait que le jeune enfant doit apprendre à se servir de son libre arbitre, en connaissant ses conditionnements, pour accéder au meilleur de lui-même. On éduque pour que l'éduqué devienne de plus en plus capable de s'éduquer lui-même tout au long de sa vie.

²⁷ B. YANNIK, *Les neuf fondamentaux de l'éducation*, Presse de la renaissance, Paris, 2002, Idem, p 27.

L'éducation joue un rôle irremplaçable car l'éduqué a besoin d'acquérir la maîtrise de son libre arbitre, de former son intelligence, de fortifier sa volonté pour devenir une personne adulte, capable de diriger sa vie, de continuer à franchir des étapes, bref, se passer de l'éducation.

b. Historique

Le premier phénomène qui nous sollicite est la multiplicité des systèmes de formation, non seulement dans le continent africain, mais à l'intérieur de chaque Etat et même dans chaque groupe culturel africain. Il convient donc d'examiner chacun des grands systèmes, son rôle historique, les valeurs et les idéologies dont il est porteur. Le système de formation islamique est aussi le système arabe. Ce système est axé sur la religion de l'islam d'une part et sur la langue et la culture arabes de l'autre. Là où l'arabe est devenu la langue des masses, le système islamique s'est tourné en mesure de promouvoir l'éducation des masses. Avoir reçu une éducation islamique de haut niveau donne aux individus la possibilité de jouer un rôle important dans la communauté islamique, en tant qu'imam, enseignant, juge ou conseiller du souverain, qui doit toujours être jugé par la loi.

c. Les systèmes de formations chrétiens et occidentaux

L'église comme créateur du système école chez nous, avait le monopole de l'éducation, dont elle se servait non pour éduquer toute la communauté mais pour former des prêtres et d'autres dirigeants qui ont assuré sa survie et sa primauté.

L'Eglise s'est profondément enracinée et a intégré les langues et les cultures autochtones dans l'éducation, mais son action a été limitée par l'absence d'initiative missionnaires. Le système de formation est devenu un aspect de la colonisation. Et AYAYI stipule que « *L'éducation du temps des colonies avait pour but de faciliter le contrôle d'exploitation de ces derniers par les puissances européennes. L'éducation occidentale visait uniformément à inculquer le respect des valeurs européennes et le mépris des valeurs africaines.* »²⁸ Le système d'éducation occidentale ne s'est pas contenté de mépriser les cultures africaines ; même quand il a utilisé les langues africaines pour les besoins de l'évangélisation, en particulier, il n'a pas su les incorporer dans l'enseignement ou leur permettre de substituer aux langues européennes. La vitalité des systèmes de formation indigènes dans l'Afrique contemporaine mérite d'être soulignée : « *ce sont ces systèmes qui déterminent les instincts sociaux et religieux fondamentaux, les valeurs esthétiques et morales, les attitudes envers l'autorité et la vision du monde de la plupart des parents africains.* »²⁹

Les éducateurs se rendent compte de ces attitudes et valeurs parentales qui s'impriment dans l'esprit des enfants, surtout au cours de 5 premières années. Ayayi distingue deux facteurs qui renforcent l'autorité parentale dans la transmission des valeurs traditionnelles et la perpétuation de l'influence des systèmes de formations indigènes : « *le premier est la texture serrée de la famille africaine et le caractère collectif de l'éducation et de la socialisation fonctionnelle*

²⁸ J.F.A. AYAYI, *L'éducation dans l'Afrique contemporaine*, in **Le processus de l'éducation et l'historiographie en Afrique**, Unesco, Paris, 1986, p.15.

²⁹ Ibid. p.16.

de l'enfant au sein de la famille ou du groupe plus étendu ; et le second facteur découle en partie de cette étroite relation de l'enfant avec sa mère. »³⁰ Cette dernière assure l'apprentissage de la langue maternelle. Pour l'éducation des enfants et un peu aussi par leur gourmandise, père et mère de famille ne prennent pas leur repas en présence des petits. Les raisons en sont multiples. Signalons en guise d'exemple, que le père de famille peut en période de mauvaise humeur, être mécontent du menu du jour et le signifier à son épouse par une de ces gifles de nature à arracher aux âmes les plus insensibles, pleurs et cris. Cette étape est si déterminante pour toute la vie du sujet et l'avenir de la communauté. L'éducation familiale appartient à la mère. L'enfant en voie d'éducation progressive, fera à apprécier le profit tiré de l'aide que lui assure la communauté.

d. **Passage de l'éducation traditionnelle à celle moderne**

Ici, nous voulons réfléchir sur la manière dont nos ancêtres éduquaient leurs enfants. Ils ont eux-aussi éduqué leurs enfants, et nous ont laissé une grande sagesse qu'il ne fallait pas rejeter car c'est en cela qu'ils parvenaient à éduquer leurs enfants. Le monde africain, traditionnellement, éduquait ses enfants en fonction de la valeur qu'il représente pour lui-honneur, prestige, force, contrepoids de la mort, auto prolongement, survie,...et de l'idéal qu'ils ont mission de poursuivre. Même si les africains consacraient un temps suffisant à éduquer leurs enfants, il est impensable qu'à un moment de l'histoire, un verre d'eau se croie plus important qu'une bouteille d'où il a été tiré, ni qu'à son tour, la bouteille affiche une plus grande abondance d'eau qu'un ruisseau.

³⁰ Ibid. p.17.

C'est ainsi qu'il est bien exprimé dans un langage proverbial havu : « *echiruhugo n'elicarhunda cirhanga rhaluk'egosi* » =L'épaule ne peut pas grossir au point de dépasser le coup. »³¹

e. **La sagesse de nos ancêtres**

Un proverbe africain dit : « Si le rythme du tam-tam change, le pas de la dense doit changer aussi. » Les anciens nous ont laissé beaucoup de qualités et de valeurs qui sont aussi en viés par les gens d'autres pays. Il ne faudrait donc pas les abandonner car c'est une grande richesse pour l'homme africain. En parlant des valeurs que nous ont laissées nos ancêtres, Simone Sarazin essaie d'énumérer quelques une à savoir : « *Les anciens avaient une vie dure, mais ils savaient supporter la faim, la souffrance et les difficultés, sans se plaindre. Ils disaient : (c'est celui qui travaille au soleil qui se repose à l'ombre). Ils avaient le sens de la politesse. Cette qualité rend une société très agréable. Ils nous ont appris le respect : de la femme pour son mari, du jeune pour l'ancien,... Ils savaient accueillir les étrangers.*

C'est ainsi qu'un proverbe kongo dit : «*Si l'étranger baille c'est qu'il a faim : ne lui laisse pas la honte de demander.*» Ils avaient le sens de la famille. Autrefois, on mettait tout en commun. »³² L'enfant était élevé non seulement en groupe, mais pour le groupe. Ce qu'on voulait, c'était de former quelqu'un qui participe au travail de toute la famille et de tout le village, qui a le souci du bien commun, le sens de sa place dans la société.

³¹ Cfr John-Modest, L, cité par P. MUSWAHILI, in Revue **Au cœur de l'Afrique**, Tome XIV. No 5, Septembreoctobre 2021,

³² S. SARAZIN, *Education traditionnelle et éducation moderne*, Kinshasa, p.10.

f. **Education des anciens à leurs enfants**

On suivait les événements de la vie pour former l'enfant. En Afrique, l'enfant était élevé en groupe ; les autres parents aidaient le père et la mère à s'occuper de leurs enfants. On peut donc dire que l'éducation de l'enfant se faisait en communauté et c'était la tâche de tout le monde en famille. Au stade primitif, l'éducation se faisait par initiation et par imitation. On peut dire qu'il s'agissait là d'une éducation naturelle et spontanée, beaucoup plus attachée à l'imitation ; c'est-à-dire : « *ce pouvoir et ce besoin qui porte le petit homme à faire ce qu'il voit ces adultes faire, et le faire à son tour.* »³³; souligne R. Gal. C'est en vivant parmi les adultes que l'enfant se formait peu à peu, en imitant ce qu'il voyait faire au tour de lui. La participation à la vie commune, aux sentiments collectifs, à toutes les circonstances de la vie quotidienne de l'adulte, parfois même à celles qu'on cache soigneusement dans nos sociétés civilisées, suffisait à initier l'enfant aux usages, idées, coutumes, croyances et comportements de son milieu. Ajoute toujours GAL.

En parlant de cette éducation, Julius Nyerere souligne : « *Le fait que l'Afrique précoloniale ne connaissait pas d'école si ce n'est que dans certaines tribus, pendant les brèves périodes d'initiation ; ne signifie nullement que les enfants n'étaient pas éduqués.* Ils apprenaient à l'école de la vie et de l'expérience.

³³ R. GAL, *Histoire de l'éducation*, PUF, Paris, 1969, p.10.

g. **Tout adulte était plus ou moins un maître.**

Mais cette absence d'organisation formelle ne signifie pas qu'il n'eût pas d'éducation, ni que celle-ci fut moins importante pour la société. » En famille, et étant formé non seulement en groupe mais pour le groupe ; l'enfant connaissait très bien ce proverbe : « *Un seul doigt ne peut pas jouer le tam-tam.* » L'enfant était quelqu'un qui ne cherchait pas à dépasser les autres, et encore moins à les écraser.

En ceci, Simone SARAZIN souligne : « *On formait l'enfant pour qu'il pense d'abord à servir le groupe plus qu'à chercher son intérêt propre ou sa promotion personnelle.* »³⁴ Et maintenant la question se pose : Devons-nous continuer exactement de la même façon ? Maintenant que nous avons acquis l'indépendance, chaque personne souhaite devenir indépendante. L'enfant éduqué dans le groupe et pour le groupe, n'était-il pas empêché de développer sa créativité et de suivre sa vocation personnelle ? Par l'effet que l'enfant était éduqué pour le groupe, le groupe le soutenait et cela l'aidait à trouver un sens à sa vie. Les anciens voulaient former les hommes qui sachent vivre en collectivité. C'était un idéal valable dans lequel ils ont très bien réussi.

h. **L'éducation moderne**

De toute façon, si l'éducation traditionnelle était très bien adaptée au mode de vie des anciens, maintenant le monde change : les enfants vont à l'école, apprennent des choses nouvelles. Avec la technique, ils découvrent un monde nouveau. Le monde a changé ! Autrefois, on savait prendre son temps.

³⁴ S. SARAZIN, op.cit, p.20.

Maintenant, avec la technique et le travail des machines, le rendement est devenu l'une des préoccupations majeures. Autrefois au village, les enfants vivaient dans et pour le groupe. Maintenant à l'école, il y a des préférences entre les élèves. On sépare les enfants, on ne leur apprend pas à travailler ensemble. Au contraire, il faut être le premier, il faut dépasser les autres. A l'école, l'enfant est dans une ambiguïté parce qu'on lui dit des choses différentes de ce qu'il entend à la maison. Alors on se demande s'il n'aura pas de peine à écouter et à respecter ses parents. L'enfant risque donc d'être divisé en lui-même, et de ne plus savoir ce qu'il doit faire. Surtout qu'il a beaucoup de modèles sous les yeux.

- i. **Le progrès technique et ses avantages** Il ne faut donc pas voir que les mauvais côtés de la vie moderne. Cette vie n'a que des inconvénients, mais elle a aussi des avantages. Par exemple : les anciens construisaient en terre avec un toit de chaume ; pour le moment, on construit des maisons en matériaux durables et en tôles. Autrefois, on s'habillait des pagnes de raphia, mais maintenant il y a des pagnes de tissu pour faire la cuisine, les femmes n'utilisent plus de pots de terre qui se cassent, mais des casseroles et des marmites métalliques. Contrairement au temps moderne, le moyen de transport est beaucoup plus favorable. Les enfants sont donc "modernes". Mais, ne sont-ils plus des enfants ? A ce propos, Simone dit que : *« Pour faire l'éducation de nos enfants, nous avons des matériaux qui viennent à la fois de la vie traditionnelle et de la vie moderne. Chacun avec ses avantages et ses inconvénients. »*

Comment allons-nous bâtir l'éducation de nos enfants avec cela ? Pour le savoir, regardons autour de nous pour apprendre aussi ce que font les autres parents. »³⁴

- j. **La vie moderne et ses inconvénients** La perte du sens des autres : en vivant loin de sa famille, l'enfant peut perdre le sens de la vie commune parce qu'il reste indépendant ; il reste seul. Et s'il vit de façon indépendante sans dire où il va, qui va encore l'éduquer ? En ville, l'enfant est trop préoccupé des livres, des films, de la télévision. Cela devient parfois dangereux pour l'enfant. Maintenant il n'y a plus la vie communautaire pour aider l'enfant à se dominer. Si ses parents ne l'éduquent pas, comment pourra-t-il s'orienter dans la vie ?

k. **Finalité de l'éducation**

Le sujet principal de l'éducation est celui qu'on éduque. Même si l'éducation est centrée sur l'éduqué, on ne peut pas dire que le rôle de l'éducateur n'est pas fondamental, mais le bien recherché c'est la croissance humaine de l'éduqué et non le confort de l'éducateur. Ainsi donc, souligne Yannik, « *la finalité la plus importante de l'éducation est de permettre à l'éduqué de trouver un sens à sa vie.* »

Conclusion

Les efforts déployés par divers gouvernements africains depuis l'indépendance montrent qu'ils reconnaissent l'importance capitale de l'éducation comme facteur du développement. Les systèmes éducatifs demeurent fragmentés, aucune vision cohérente ne paraît s'en dégager, et le problème de l'identité africaine reste entier. La théorie de sous-développement ne doit pas nous décourager d'évaluer l'effort de nos sociétés pour comprendre et résoudre les problèmes auxquels elles se

heurtent. Nous ne pouvons pas nous attaquer au sous-développement comme phénomène général si nous n'examinons pas d'abord nos systèmes d'éducation éclatés et si nous ne cherchons pas à les reformer afin de créer la société que nous désirons pour l'avenir. L'éducation indigène semble être en mesure d'établir les fondations d'un système autonome de ce genre du fait qu'elle assure l'instruction de base et de l'initiation aux langues et aux cultures africaines. Pour engendrer la croissance, le système indigène doit se transformer en système de masse.

Toutefois, on ne pourrait pas faire fi d'insuffisances et des limites d'une telle éducation dite africaine. Dans son livre, *l'éducation en Afrique*, Abdou Moumouni apporte une critique négative mais bien significative vis-à-vis de l'éducation dans l'Afrique traditionnelle en disant : « *Très adaptées à la simple transmission de l'expérience des aînés aux cadets, dans le cas d'une technique relativement peu développée et essentiellement empirique, elle n'offre, par contre, ni cadre ni support à des progrès ultérieurs par l'intégration et la généralisation graduelles de nouvelles expériences et connaissance qui, elles, sont censées se transmettre individuellement, donc isolement.* »³⁵

BIBLIOGRAPHIE

KI-ZERBO J., Eduquer ou périr, Ed. L'harmattan, Paris, 1990, 120p.

SARAZIN S., Education traditionnelle, Education moderne YANNIK B., Les neuf fondamentaux de l'éducation, Presses de la renaissance, Paris, 2002, GAL R., Histoire de l'éducation, PUF, Paris, 1968, 180p. XXX, Le processus d'éducation et l'historiographie en Afrique, Unesco, Paris, 1986, 157p.

RUSS J., Dictionnaire de philosophie, Bordas, Paris, 1991, 383p.

Par Doctorant MUSHUGIZA KAMANYULA ISAAC
Enseignant-Chercheur à l'ISP KALEHE

Chap. XIX. EVALUATION DU NIVEAU DE LA PRISE EN COMPTE DES DEFIS ENVIRONNEMENTAUX PAR LES ENTREPRENEURS DU DOMAINE DE L'HOTELLERIE A GOMA.

Par Master KAMBALE MUTUMA Lucien

Enseignant chercheur à l'Institut Supérieur des Arts et Métiers de Goma.

Biographie de l'Auteur

Master Kambale Mutuma Lucien est un expert congolais



en gestion et administration des projets, spécialisé dans les domaines de l'environnement et du développement durable. Titulaire d'une maîtrise en Environnement et Développement Durable obtenue à l'Université Catholique La Sapiencia de Goma, il s'illustre par un parcours à la croisée du monde académique et du secteur des organisations de développement (ONG et

initiatives privées). **Kambale Mutuma Lucien** est actuellement Assistant du Directeur Général et enseignant à l'Institut Supérieur des Arts et Métiers (ISAM/Goma), il contribue activement à la formation des futurs cadres en gestion de projets et développement communautaire.

Son engagement pédagogique se traduit par la conception et la dispensation de modules spécialisés, l'encadrement de travaux de recherche ainsi que le suivi des stagiaires sur le terrain, participant ainsi au renforcement des capacités locales.

Sur le plan professionnel, Kambale Mutuma Lucien occupe le poste d'Officier Programme en mobilisation communautaire au sein de l'organisation Ensemble Protégeons l'Environnement (E.P.E-Asbl). Dans ce cadre, il pilote des initiatives de protection communautaire, de lutte contre les violences basées sur le genre et de promotion de l'accès à l'identité légale. Son action a notamment permis l'accompagnement de milliers de bénéficiaires à travers des activités de sensibilisation, de monitoring et de référencement vers des services essentiels.

Doté d'une expertise avérée en planification stratégique, suivi-évaluation et collecte de données (notamment via KoboCollect), il se distingue par sa capacité à mobiliser les communautés, à établir des partenariats durables et à améliorer les mécanismes de gouvernance locale. Son expérience inclut également la gestion administrative, l'audit de processus internes et l'optimisation de la communication institutionnelle.

Chercheur engagé, il s'intéresse particulièrement aux dynamiques entre protection sociale, santé communautaire et gestion durable des ressources naturelles, avec une approche centrée sur la résilience des communautés en contexte de crise.

Par ses compétences multidisciplinaires, son leadership et son engagement pour le développement durable, Kambale Mutuma Lucien contribue significativement à l'avancement des pratiques scientifiques et sociales en République Démocratique du Congo.

Résumé

La présente étude avait pour objectif d'évaluer le niveau de la prise en compte des défis environnementaux par les entrepreneurs du domaine de l'hôtellerie à Goma. Pour y arriver, nous sommes partis de l'analyse factorielle exploratoire basée sur les techniques d'Analyse en Composantes Principales afin d'évaluer les facteurs qui expliqueraient mieux le niveau de la prise en compte. Les paramètres étudiés ont porté sur les domaines environnementaux prioritaires de l'industrie hôtelière notamment la gestion des déchets, la gestion de l'eau, de l'énergie, la politique d'achats et la gestion des espaces verts. Les résultats ont montré que le niveau de la prise en compte des défis environnementaux par les entrepreneurs de l'hôtellerie est en moyenne de 61,04% avec un écart type de 10,53%.

Mots clés : Evaluation, Prise en compte, défis environnementaux.

0. Introduction

Le présent article met un accent particulier sur les défis environnementaux auxquels font face les responsables des hôtels à Goma avec comme objectif d'évaluer le niveau de leur prise en compte et de proposer d'autres alternatives de renforcement.

0.1. Contexte de l'étude

Les industries créées par l'homme ont eu des impacts sur l'environnement. Faisant partie, le tourisme est devenu une activité de plus en plus accessible et s'est ainsi développé avec le temps pour devenir une activité de masse. Le passage répété des visiteurs sur les terres d'accueil, l'utilisation des ressources naturelles sans souci de la durabilité de ce bien de consommation, l'augmentation des déchets générés par la consommation, sont autant d'impacts négatifs sur les écosystèmes et

pouvant se répercuter de différentes façons sur les communautés locales (Laurent, 2007).

Des nombreux établissements hôteliers à Goma cherchent à améliorer leur empreinte carbone et à promouvoir des pratiques durables pour attirer une clientèle sensible aux enjeux environnementaux. La fréquentation des hôtels par les populations externes et internes est associée sans cesse à une production accrue des déchets, une consommation des ressources en eau et en électricité dont les quantités ne sont pas connues (Lwanzo *et al.*, 2023).

0.2 Problématique

À l'heure actuelle, la contribution des hébergements touristiques représente 21% de toutes les émissions de gaz à effet de serre (GES) générées dans le secteur. De plus, les déchets produits par les touristes provenant des hôtels et restaurants sont composés à 60% de biens de consommation à usage unique et à 40% de matières organiques, deux flux au potentiel important d'émission de gaz à effet de serre (Philippe *et al.*, 2023).

Dans les pays africains, Certains hôteliers ont des réticences ou encore des craintes à s'engager dans une démarche de développement durable. De nombreux à priori subsistent, d'autres pensent ne pas avoir le temps de mettre en place des changements. Pourtant, beaucoup de petites actions sont juste des réflexes à acquérir, réflexes qui peuvent même permettre de gagner du temps grâce à une organisation plus rationnelle (Florie, 2010).

Les principales raisons du non-engagement de la majorité des hôteliers semblent être le manque de connaissances, l'existence d'idées reçues erronées sur le sujet et l'absence de pression exercée par les consommateurs (Agnès et Michel, 2013).

En RD. Congo, les problèmes sur le plan environnemental se posent principalement en termes de destruction des principaux écosystèmes. Le programme national en matière de protection de l'environnement accuse effet la population congolaise d'être au centre de la rupture de l'équilibre environnemental par ses pratiques aussi bien traditionnelles que modernes (Bokulaka, 2022).

La ville de Goma n'est pas épargnée par cette triste réalité où on observe des pollutions de tout genre qui dégradent l'environnement et qui ensuite engendrent des conséquences fâcheuses. Les hôtels sont confrontés à de nombreux défis environnementaux, tels que la gestion des déchets, la réduction de la consommation d'énergie et d'eau, et la gestion des espaces verts (Lwanzo *et al.*, 2023). Cette démonstration répond à un besoin précis : celui d'évaluer le niveau de la prise en compte des défis environnementaux par les entrepreneurs du domaine de l'hôtellerie à Goma.

Dans la logique de résoudre le problème sus-évoqué, nous nous sommes posé des questions ci-après :

0.3 Questions de recherche

0.3.1 Question principale

- ✓ Quels sont les défis environnementaux rencontrés par les entrepreneurs du domaine de l'hôtellerie à Goma ?

0.3.2. Questions spécifiques

Spécifiquement, la présente étude envisage de répondre aux questions suivantes :

- ✓ Quelles sont les mesures prises par les entrepreneurs pour faire face à ces défis ?
- ✓ Quelles sont les solutions envisageables pour renforcer la prise en compte de ces défis ?

0.4 Hypothèses

0.4.1 Hypothèse principale

La gestion des déchets, la consommation de l'électricité et de l'eau, la gestion des espaces verts seraient les défis environnementaux rencontrés par les entrepreneurs.

0.4.2 Hypothèses spécifiques

- ✓ L'abonnement à des entreprises d'évacuation des immondices et des prestations des services professionnels seraient les mesures prises par les entrepreneurs afin de faire face à ces défis ;
- ✓ L'organisation des espaces d'échanges entre entrepreneurs sur les questions environnementales, l'organisation des séances de formation au profit du personnel, la mise en place des projets de recyclage des déchets, la vulgarisation des comportements à adopter vis-à-vis de ces défis seraient les mesures envisageables pour renforcer la prise en compte des défis environnementaux au sein des établissements hôteliers.

0.5 Objectifs de la recherche

0.5.1 Objectif principal

Evaluer le niveau de la prise en compte des défis environnementaux par les entrepreneurs du domaine de l'hôtellerie à Goma.

0.5.2 Objectifs spécifiques

Ce travail se fixe les objectifs spécifiques suivants :

- ✓ Inventorier les mesures prises par les entrepreneurs pour faire face aux défis environnementaux ;

- ✓ Proposer d'autres alternatives pour renforcer la prise en compte des défis environnementaux.

1. Revue de la littérature

1.1 La revue de la littérature théorique

Elle est très importante pour tout travail scientifique car elle facilite la compréhension. En ce qui concerne la présente étude, les différents concepts concernés ainsi que des notions qui leur sont corollaires sont : Évaluation, Défis environnementaux, Environnement.

1.1.1 Evaluation

L'évaluation est l'appréciation, contrôle systématique et objective que possible, d'un projet, d'un programme ou d'une politique en cours ou achevé, de sa conception, de sa mise en œuvre et de ses résultats dont le but est de déterminer la pertinence et l'accomplissement des objectifs, l'efficacité en matière de développement, l'efficacité, l'impact et la durabilité (OCDE, 2011).

1.1.2 Défis environnementaux

Les défis environnementaux font référence aux problèmes qui affectent la santé et la durabilité de notre écosystème, ils incluent la pollution de l'air, de l'eau et des sols, le changement climatique, la perte de la biodiversité et l'épuisement des ressources naturelles (Veyret, 2017).

1.1.3 Environnement

Le terme environnement est utilisé pour désigner le contexte écologique global, c'est-à-dire l'ensemble des conditions physiques, chimiques, biologiques, climatiques, géographiques et culturelles au sein desquelles se développent les organismes vivants et les êtres humains en particulier.

Les mouvements pacifistes et écologistes ont permis de faire prendre conscience à de plus en plus de personnes que l'exploitation excessive des ressources naturelles de la terre faisait courir à l'espèce humaine un danger à long terme. La protection de l'environnement est devenue progressivement une préoccupation majeure. L'environnement peut être défini selon les différents concepts des domaines d'application en fonction des individus et l'environnement dans lequel ils évoluent (Florian, 2001).

1.1.4 Industrie hôtelière

L'industrie hôtelière est l'une des facettes de l'industrie des services et englobe quatre principaux secteurs : Alimentation et boisson, tourisme et voyages, hébergement, loisirs (EHL, 2022).

1.2 Revue empirique

Dans une étude réalisée par EL Boudribili (2014) concernant l'existence d'un management environnemental au sein des établissements hôteliers, trois types se distinguent selon leurs engagements environnementaux, à savoir :

- **Le 1^{er} type constituant 72% des établissements visités** : regroupe des établissements d'hébergement touristique n'ayant aucune sensibilité à l'environnement et leur gestion s'appuie sur un management touristique classique visant la réalisation du profit.
- **Le 2^{ème} type composé de 21% des établissements visités** : concerne les établissements d'hébergement touristique ayant une sensibilité à l'environnement et qui ne sont pas dotés des outils et de l'expertise nécessaires pour mettre en place une politique environnementale et aller vers l'adoption d'un management environnemental.

L'évaluation de type d'établissements a permis de constater ce qui suit : La non-réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement , l'absence d'une politique environnementale, l'absence de mesures d'économie d'eau, aucun réemploi des eaux grises et de récupération des eaux de pluie, l'absence des équipements électroménagers économes en énergie, l'absence de mesures nécessaires visant la réduction de l'utilisation des produits chimiques, le manque de dispositif privé de collecte et traitement des déchets solides, la non-récupération et collecte des huiles usées, la non-utilisation ou le réemploi de matériaux et produits recyclés, le manque de formation, sensibilisation et éducation à l'environnement au profit du personnel et des hôtes, ...

- **Le 3^{ème} type représentant 7% des établissements visités** : regroupe les établissements d'hébergement touristique ayant mis en place une politique environnementale et veillent en permanence à une amélioration de leurs performances environnementales.

À la fin de cette évaluation, il s'est avéré que seulement 2/48 établissements relevant du territoire d'étude aient une politique de management environnemental soit 4,16% de l'échantillonnage. Ce qui implique une faible présence du management environnemental au sein des entreprises touristiques.

Une étude réalisée par Cullen (2012) au Québec nous indique que les initiatives des entreprises touristiques en faveur d'un tourisme respectant l'environnement affichent une certaine inefficacité avec des faibles taux de pénétration des initiatives en faveur d'un tourisme durable au Québec.

Estimé à moins de 4% des établissements hôteliers québécois qui sont membres du programme de reconnaissance en développement durable Réser Vert de l'Association des hôteliers, ce faible taux se justifie en grande partie par une mauvaise compréhension du développement durable des gestionnaires de ces entreprises. Afin de combler le vide, il a proposé les ateliers de formation en faveur de gestionnaires des établissements hôteliers.

Pour étudier les ressorts de l'engagement environnemental des hôteliers, les chercheurs Agnès et Michel (2013) ont effectué une étude qualitative sous forme d'entretiens semi-directifs auprès de 18 directeurs d'hôtels bénéficiant d'une certification écologique. Les résultats ont relevé que la façon dont les hôteliers travaillent à la réduction de leur impact environnemental est affectée par différents facteurs de contexte notamment :

- **La taille de leur établissement** : plus l'hôtel est grand, plus le personnel est nombreux et plus le coaching environnemental des équipes est lourd;
- **L'étendue de leurs activités et équipements** : en plus de l'hébergement, les hôtels sont nombreux à proposer des services de restauration, bar ou encore de détente. Généralement, lorsqu'une démarche environnementale est entreprise, elle touche l'ensemble des activités proposées par l'établissement ;
- **Le standing de leur établissement** : les résultats semblent montrer plus de facilité à agir pour des hôtels économiques que pour des hôtels de luxe, pour lesquels les attentes de confort des clients peuvent constituer un frein ;

- **Leurs valeurs organisationnelles** : les valeurs de l'entreprise jouent bien un rôle dans le contexte des hôtels mais uniquement pour les hôtels intégrés rattachés à un réseau national.

2. Cadre méthodologique

2.1 Population d'étude

Notre population d'étude a été constituée des entrepreneurs du domaine de l'hôtellerie en ville de Goma qui ont été représentés par les gérants des hôtels, étant donné que ces derniers maîtrisent mieux les aspects techniques du fonctionnement des hôtels que les propriétaires. La population cible est estimée à 94 personnes. Compte tenu des réalités de terrain notamment l'indisponibilité de certains gérants, l'inexistence de certains hôtels, l'incohérence des données nous fournies par des services habilités, l'occupation de certains hôtels par des unités des forces armées, nous avons réussi à récupérer 65 protocoles sur 94.

2.2 Type d'étude

Cette étude est évaluative, il s'agit d'évaluer la prise en compte des défis environnementaux par les entrepreneurs du domaine de l'hôtellerie en ville de Goma à travers l'identification des défis qui portent atteinte à l'environnement afin de renforcer la prise en compte lors de l'exercice de leurs activités.

2.3 Méthodes et techniques de traitement et d'analyse des données

Pour atteindre les objectifs de cette étude, nous avons utilisé une méthode descriptive pour présenter et décrire les données concernant les caractéristiques sociodémographiques de l'enquêté, de l'hôtel et les défis environnementaux de gestion rencontrés par les entrepreneurs de l'industrie hôtelière.

La méthode analytique, de son côté, a simplifié l'analyse méthodique des données en se concentrant à la fois sur l'analyse globale des données et des résultats spécifiques en fonction du cas. Cependant, l'utilisation de la méthode statistique nous a permis de collecter, de structurer et de traiter les informations collectées.

Cela étant, le processus de traitement des données a abordé d'abord une analyse descriptive des données, puis une analyse factorielle. En ce qui concerne l'analyse des variables quantitatives, elles ont été décrites en utilisant des mesures de tendance centrale (moyenne, médiane, mode) et des mesures de dispersion (écart-type, coefficient de variation, étendue). La méthode d'analyse factorielle, basée sur les techniques d'Analyse en Composantes principales (ACP), a été utilisée pour identifier les défis environnementaux et évaluer les facteurs qui expliquent davantage le niveau de prise en compte.

L'analyse factorielle a initialement été utilisée pour repérer les différentes dimensions de la structure et évaluer la façon dont chaque variable peut expliquer chaque dimension, en se concentrant sur deux objectifs principaux : résumer les données et les réduire.

L'analyse exploratoire des facteurs en composantes principales a été réalisée en cinq étapes : la vérification de la validité de l'échelle de mesure, l'extraction des facteurs, la rotation des facteurs, l'épuration de l'échelle de mesure et la fiabilité de l'échelle de mesure conformément aux normes universelles.

La validité de l'échelle de mesure employée a été mesurée par les deux éléments suivants (Evrard, 2003) :

- Le test de Sphéricité de Bartlett : a permis d'examiner la matrice de corrélation et ressortir la probabilité de l'hypothèse nulle selon laquelle toutes les corrélations sont de zéro.

- Si l'hypothèse nulle est acceptée, il est difficile d'effectuer une analyse factorielle. Le test devait donc être significatif (en abrégé « Sig. ») inférieure à 0,05 pour nous permettre de rejeter l'hypothèse nulle.
- L'indice Kaiser-Meyer-Olkin (KMO) : vérifie dans quelle proportion les variables retenues forment un ensemble cohérent et mesurent de manière adéquate le concept étudié. Des valeurs de KMO comprises entre 0,3 et 0,7 représentent des solutions factorielles acceptables, fortes si entre 0,80 et 0,89.

Notons que l'extraction a été effectuée en utilisant l'analyse en composantes principales (ACP) dont l'objectif était de regrouper les données en créant un petit nombre de variables nouvelles et les composantes essentielles. Les facteurs ont été extraits à partir de deux critères (Hair, 2006) :

- La règle des valeurs propres ou règle de Kaiser-Guttman, qui définit la quantité d'informations recueillies par une structure. Il n'a été choisi que les composantes dont la valeur propre est supérieure à 1, car un facteur dont la valeur propre est inférieure à 1 fournirait moins d'informations.
- Le critère du pourcentage de variance : il consistait à étudier les pourcentages cumulés de la variance extraite par les différents facteurs. Le but était de garantir qu'un élément explique une quantité importante de variation.
- Lorsque 60 % de la variance expliquée a été extraite, l'extraction a été interrompue.

Afin de pouvoir interpréter les facteurs, il était nécessaire de réaliser une rotation. Celle-ci permis d'identifier des groupes de variables fortement liés les uns aux autres.

La rotation fait en sorte que chaque item ne soit fortement lié qu'à un seul facteur et a permis de minimiser le nombre de variables ayant de fortes corrélations sur chaque facteur et simplifier les facteurs lors de l'interprétation.

L'épuration de l'échelle s'est faite en deux temps :

- D'un côté, on établit les coefficients structurels en fonction de la taille de l'échantillon. Étant donné que la taille de l'échantillon varie de 60 à 85, le seuil sélectionné est de 6. Des éléments dont le poids factoriel était supérieur à 0,65 sur deux ou plusieurs composantes ont été supprimés, ou ceux dont le poids factoriel était inférieur à 0,5 sur la composante principale identifiée ont été supprimés (Carricano, 2009) ;
- En revanche, les communalités : il s'agit de la part de variance qui est expliquée par l'élément. Il était prévu qu'elle dépasse 0,5 (qui correspond au seuil recommandé).

Ce processus d'épuration a été répété jusqu'à ce que les éléments répondent aux critères mentionnés précédemment, puis il ne restait plus qu'à vérifier la fiabilité.

Afin de garantir la fiabilité de l'échelle créée, on a calculé le coefficient alpha de Cronbach pour évaluer la cohérence interne de l'ensemble des éléments. En d'autres termes, c'est la mesure constante que les instruments utilisés effectuent sur le construit étudié à partir d'un ensemble d'éléments.

Il était donc prévu de supprimer les éléments qui réduisent le score, et de maintenir ceux qui contribuent à accroître l'alpha. Selon l'objectif de la recherche, le seuil d'acceptabilité de l'alpha peut varier. Pour la présente recherche, il est acceptable d'avoir un coefficient plus bas (0,6), tandis que dans le contexte d'une recherche

fondamentale, il est nécessaire d'avoir un coefficient plus élevé ($> 0,8$) (Havuma, 2022).

3. Présentation des résultats

Caractéristiques sociodémographiques des enquêtes

Tableau 1. Sexe, Age, Etat civil, Niveau d'étude, Etudes faites, Fonction et Ancienneté

Variable	Modalités	Fréquence	Pourcentage
Sexe	Masculin	65	100
	Féminin	0	0
	Total	65	100,0
Tranches d'âge	18 -20 ans	0	0
	21 à 30 ans	21	32,3
	31 à 40 ans	38	58,5
	41 et plus	6	9,2
	Total	65	100,0
Etat civil	Marié(e)	52	80,0
	Célibataire	11	16,9
	Veuf (ve)	2	3,1
	Divorcé	0	0
	Total	65	100,0
Niveau d'étude	Primaire	2	3,1
	Secondaire	24	36,9
	Universitaire	39	60,0
	Total	65	100,0
Etudes faites	Management	1	1,5
	Comptabilité	8	12,4
	Economie	9	13,8
	Hôtellerie	26	40,0
	Autre	21	32,3
	Total	65	100,0
Fonction occupée	Propriétaire	1	1,5
	Comptable	5	7,7
	Réceptionniste	19	29,2
	Gérant	40	61,5
	Total	65	100,0
Ancienneté	Moins d'un an	4	6,2
	1-2 ans	17	26,2

	3-5 ans	25	38,5
	6-8 ans	14	21,5
	9 ans et plus	5	7,7
	Total	65	100,0

Source: Analyse sous SPSS 24.

Ce tableau présente les caractéristiques d'un groupe de 65 personnes travaillant dans le secteur de l'hôtellerie à Goma. Il ressort de ce dernier que notre échantillon est constitué majoritairement par le sexe masculin à 100%. Pour ce qui est de l'âge, la majorité de nos enquêtés ont un âge qui varie entre 31 et 40 ans à 58,5%. En rapport avec l'Etat civil, la plupart de nos enquêtés sont mariés à 80%. Concernant le niveau d'étude, la majorité possède une formation universitaire à 60%. Il s'observe d'après la variable « Etudes faites » que la majorité de nos enquêtés sont du domaine de l'hôtellerie à 40%. En ce qui concerne la fonction occupée, 61,5% de nos enquêtes sont des gérants. En fin, la majorité de nos enquêtés ont une expérience de 3 à 5 ans à 38,5%.

Caractéristiques des hôtels

Tableau 2. Répartition des établissements hôteliers enquêtés selon le nombre d'étoiles

Nombre d'étoiles	Fréquence	Pourcentage
1 étoile	12	18,5
2 étoiles	4	6,2
3 étoiles	2	3,0
sans étoile	47	72,3
Total	65	100,0

Source : Nos enquêtes, 2025.

Les résultats inscrits dans ce tableau nous montrent que 72,3% des hôtels sont de la catégorie de 0 étoile y compris les non classés, 18,5% d'une étoile, 6,2% de deux étoiles et 3,0% de trois étoiles.

Tableau 3. Opinions des répondants sur les défis environnementaux de gestion rencontrés

Défis environnementaux	Fréquence	Pourcentage
Aucun	14	21,5
Déchets	23	35,4
Eau	3	4,6
Electricité	2	3,1
Espace vert	16	24,6
Déchets, Eau, Electricité, espaces verts	7	10,8
Total	65	100,0

Source : Nos enquêtes, 2025.

Il ressort des résultats de ce tableau que 35,4% des établissements hôteliers enregistrent les défis environnementaux en termes de déchets, 24,6% des espaces verts, 21,5% n'enregistrent aucun d'eux contre 10,8% qui enregistrent les déchets, l'eau, l'électricité et les espaces verts, 4,6% seulement pour l'eau et 3,1% pour l'électricité.

Tableau 4. Opinions des répondants sur l'abonnement à une entreprise d'évacuation des immondices

	Fréquence	Pourcentage
Oui	61	93,8
Non	4	6,2
Total	65	100,0

Source : Nos enquêtes, 2025.

Les résultats inscrits dans ce tableau nous renseignent que 93,8% des établissements hôteliers sont abonnés à une entreprise d'évacuation des immondices contre 6,2%.

Tableau 5. Opinions des répondants sur les mesures à prendre pour renforcer la prise en compte de défis environnementaux

	Fréquence	Pourcentage
Renforcement des capacités du personnel en matière de l'environnement	30	34,1
Sensibilisation des parties prenantes sur la protection de l'environnement	20	22,7
Dotation d'un manuel de BGH	15	17
Faire recours aux services spécialisés en protection de l'environnement	3	3,4
Mise en place d'une équipe chargée de l'environnement au sein de l'hôtel	7	8
Application des textes, normes lois environnementaux durant le travail	7	8
Création des espaces verts	6	6,8
Total	88	100,0

Source : Nos enquêtes, 2025.

Au regard de données du tableau 31, 34,1% de nos enquêtés proposent un renforcement des capacités du personnel de l'industrie hôtelière en matière de l'environnement, 22,7% suggèrent une sensibilisation des parties prenantes sur la protection de l'environnement, 17% sollicitent une dotation d'un manuel de bonne gestion de l'environnement en hôtellerie, 8% souhaitent la mise place d'une équipe chargée de l'environnement au sein de l'hôtel, 8% prônent l'application des normes, lois et les textes environnementaux, 6,8% la création des espaces verts et seulement 3,4% suggèrent de recourir aux services spécialisés en matière de protection de l'environnement sur base de besoin.

Tableau 6. Structure factorielle optimale de l'AFE de la prise en compte des défis environnementaux par les entrepreneurs de l'hôtellerie.

Dimensions et items	Poids factoriels	Communalités
<i>Dimension 1. Installation des tanks et de la tuyauterie dans la politique de gestion de l'eau (Valeur propre = 2,18 ; Variance = 36,38%)</i>		
L'établissement dispose des tanks pour capter l'eau de pluie afin de l'utiliser pour d'autres fins	0,78	0,67
L'installation de la tuyauterie est intacte	0,82	0,83
<i>Dimension 2. Gestion rationnelle de l'énergie (Valeurs propres = 1,25; Variance = 20,84%)</i>		
L'utilisation des ampoules, tubes et autres appareils à faible consommation	0,90	0,82
L'utilisation de l'énergie solaire	0,86	0,81
<i>Dimension 3. Gestion écoresponsable des déchets (Valeurs propres = 1,03 ; Variance = 17,24%).</i>		
Les déchets ne sont pas déversés dans les sources d'eau naturelle (lac)	0,73	0,57
Aucune substance polluante n'est déversée directement ou indirectement dans le lac, au sol, dans les caniveaux	0,72	0,74
Variance totale expliquée	74,46%	
Alpha de Cronbach	0,868	

Source : Analyse sous SPSS 24.

Au regard de données de tableau 39, il est clairement établi que la prise en compte des défis environnementaux par les entrepreneurs du domaine de l'hôtellerie à Goma ne concerne que trois dimensions sur cinq étudiées entre autres la politique de gestion de l'eau, la politique de gestion de l'énergie et la politique de gestion des déchets. La première dimension est constituée des items relatifs à la présence des tanks pour le captage de l'eau de pluie afin de l'utiliser pour d'autres fins comme (le nettoyage, l'arrosage, ...), la présence des compteurs pour les prélèvements des quantités d'eau utilisées et l'installation d'une tuyauterie intacte. Cette dimension explique 36,38% la variance de la prise en compte par les gestionnaires lors de l'exercice de leurs activités.

La deuxième dimension concernée est la gestion rationnelle de l'énergie avec des items ayant trait à l'utilisation des ampoules, tubes et autres appareils à faible consommation, l'utilisation de l'énergie solaire et les dispositions nécessaires pour utiliser rationnellement l'énergie. Cette dimension explique 20,84% la variance de la politique de gestion de l'énergie dans les hôtels de Goma.

La troisième dimension fait allusion à la gestion écoresponsable des déchets en les évacuant à travers les services d'évacuation des immondices ce qui épargne les établissements hôteliers aux actes anti-environnementaux comme le déversement des déchets dans le lac et le déversement des substances polluantes directement ou indirectement au sol et voir même dans les caniveaux. Elle explique 17,24% la variance de la gestion écoresponsable des déchets dans les hôtels de la ville de Goma.

Tableau 7. Niveau de la prise en compte des défis environnementaux par les entrepreneurs du domaine de l'hôtellerie à Goma

Dimensions	Poids de la dimension	Hôtels	
		Moyenne	Ecart type
Installation des tanks et de la tuyauterie dans la politique de gestion de l'eau	36,38%	3,05	0,79
Gestion rationnelle de l'énergie	20,84%	2,76	0,71
Gestion écoresponsable des déchets	17,24%	3,50	0,56
Niveau global de la prise en compte des défis environnementaux		3,07	0,52
		61,04%	10,53%
Nombre d'observations		65	
Niveau théorique		50%	

Source: Analyse sous SPSS 24.

Les données de ce tableau nous renseignent que le niveau global de la prise en compte des défis environnementaux par les entrepreneurs du domaine de l'hôtellerie à Goma est en moyenne de 61,04% avec un écart type de 10,53%. Cela étant, le niveau est élevé par rapport au niveau théorique qui est de 50% avec un écart positif entre niveau de 11,04 %. Cela s'explique par le fait que les hôtels de la ville de Goma prennent en compte certains défis environnementaux et d'autres sont ignorés.

4. Discussion des résultats

Dans l'objectif d'évaluer l'ensemble des activités ayant une contribution significative sur l'impact, une étude a été menée en France par Sébastien (2015) sur quatre postes d'activités représentatifs du fonctionnement et des services des hôtels qui ont concerné notamment : la consommation d'énergie des hôtels, la consommation d'eau des hôtels, l'alimentation et le traitement des déchets.

Les résultats révèlent deux enjeux prioritaires : en premier lieu, la consommation d'énergies non renouvelables et les émissions de CO₂ sont en majorité issues directement des hôtels avec des parts respectives de 84% et 77%. Le second poste lié aux émissions de carbone concerne les aliments et les boissons consommés dans les hôtels avec une part de plus de 10%. La production d'énergie génère souvent une quantité significative de carbone. Consommer de l'énergie implique donc indirectement une émission de CO₂. L'étude révèle qu'en France, 84% de la consommation d'énergie non renouvelable et 77% des émissions de CO₂ sont liées à la consommation d'énergie des hôtels. Ce qui implique une nécessité de prendre en considération l'énergie consommée d'un parc hôtelier. Les résultats de cette enquête rejoignent ceux de la présente étude sur les défis environnementaux déterminés auprès de nos enquêtés, en mettant à l'écart les défis liés à la gestion des espaces verts et la politique d'achat.

S'appuyant sur une enquête réalisée par Steven (2012), des nombreuses entreprises semblent avoir compris cette nécessité d'arrimer leurs activités à une éthique environnementale et sociale.

A travers ce qu'elles nomment la responsabilité sociale des entreprises (RSE), elles souhaitent, semble-t-il, non seulement répondre aux préoccupations financières de leurs actionnaires, mais également aux préoccupations environnementales et sociales de leurs parties prenantes. Cette enquête est à quelques cas près similaire à la présente étude, étant donné que les hôtels de la ville de Goma, en signant des partenariats avec les services des prestations professionnelles et en payant un léger surcout, s'inscrivent dans la logique de la RSE.

Quant à l'organisation des espaces d'échanges entre entrepreneurs sur les questions environnementales,

l'organisation des séances de formation au profit du personnel, la mise en place des projets de recyclage des déchets, la vulgarisation des comportements à adopter vis-à-vis de ces défis, les résultats de cette étude confirment la recherche de Cullen (2012) qui avait proposé aussi les ateliers de formation en faveur de gestionnaires des établissements hôteliers afin de renforcer la prise en compte de l'environnement dans les activités quotidiennes des hôtels que nous comptons dans le cadre de cette recherche élargir aux gérants et personnel dans différents services.

5. Conclusion

Les résultats issus des analyses montrent que le niveau de la prise en compte des défis environnementaux par les entrepreneurs de l'hôtellerie est en moyenne de 61,04% avec un écart type de 10,53%. Ce niveau étant élevé par rapport au niveau théorique qui est de 50% avec un écart positif entre niveau de 11,04 %, cela nous amène à conclure que les responsables des hôtels prennent en compte certains défis, étant donné que le pourcentage obtenu ne concerne que six items qui ont fait l'objet de nos analyses sur trente proposés dans seulement trois dimensions sur cinq. Dans le contexte de notre ville de Goma, nous estimons que c'est normal que certaines dimensions ne soient pas concernées par les analyses, vu que la majeure partie de nos enquêtés ont jugé utile de se réserver en optant pour l'échelle de trois sur cinq quant à la politique d'achat et celle de la gestion des espaces verts, mais aussi pour d'autres items dont les dimensions ont été concernées.

Néanmoins, la mise en place des actions pour arriver à élever le niveau de la prise en compte de 61,04 à 80% voire plus, s'avère nécessaire.

Cette investigation étant le socle pour les actions futures afin de renforcer la prise en compte, nous recommandons ce qui suit :

A. À L'ÉTAT CONGOLAIS

- Accompagner les entreprises qui se sont engagées dans la protection de l'environnement
- Mettre en place une équipe des environnementalistes bien formés pour un contrôle régulier
- Initier des séances de formation en faveur du personnel de l'industrie hôtelière en matière de protection de l'environnement
- Décourager les pratiques anti-environnementales
- Subventionner les associations et services d'évacuation des immondices
- Faire de la protection de l'environnement une priorité
- Faire appliquer la loi no 11 du 9 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement

B. AUX ENTREPRENEURS DE L'INDUSTRIE HÔTELIÈRE

- Acheter des produits et équipements certifiés par un label
- Encourager des Eco gestes au sein de l'établissement
- Recourir aux services spécialisés dans le domaine de l'environnement pour des questions techniques
- Faire le tri des déchets au niveau de l'établissement et les placer dans des poubelles appropriées avant leur évacuation.
- Organiser des séances de renforcement des capacités en faveur du personnel
- Mettre en place une équipe chargée des questions environnementales au sein de l'établissement

- Mettre en place un système de recyclage,
- Réduire la consommation des ressources naturelles
- Aménager des espaces verts au sein de l'établissement

Références bibliographiques

- Agnès, F.L., et Michel, G. (2013). L'engagement environnemental du secteur hôtelier : proposition d'un modèle conceptuel, Paris, *Management Prospective*, p6.
- Bokulaka, B. (2022). *Le problème principal environnemental de la RDC*, [Desk Nature in https://desknature.com/2022/10/21/le-principal-probleme-environnemental-de-la-rdc-cest-la-destruction-des-forets-des-sols](https://desknature.com/2022/10/21/le-principal-probleme-environnemental-de-la-rdc-cest-la-destruction-des-forets-des-sols) consulté le 2 juin 2023 à 14h 30'.
- Carricano, M. et Pujol, F. (2009). *Analyse de données avec SPSS*. Paris : Pearson Education France, p51.
- EHL (2022). Rapport sur l'industrie hôtelière : toutes les réponses aux questions, Paris, p3 in <https://hospitalityinsights.ehl.edu/fr/lindustrie-hoteliere-toutes-les-reponses-a-vos-questions> consulté le 17 février 2024 à 10 h 35'
- EL Boudribili, Y. (2014). *Mise en œuvre du management environnemental pour le développement touristique durable du territoire de la région Souss-Massa-Draa (Maroc) : une approche globale et des solutions locales*, p80.
- Evrard, Y., Pras, B. et Roux, E. (2003). *Market: Etudes et recherches en marketing*. Paris : Nathan, p78.
- Florian, C. (2001). « 1970 : L'année clef pour la définition de l'environnement en France, La revue pour l'histoire du CNRS, p6.
- Florie, T. (2010). *Système de management environnemental dans l'hôtellerie*, La Rochelle Business School of Tourism, p56.

- Hair, J.F., Anderson, R.E., Nathan, R.L. et Black, W.C. (2006). *Analyse multivariée des données*. New Jersey : Prentice Hall International, p55.
- Havuma, J-B. (2022). *Satisfaction des étudiants de l'université catholique la Sapientia de Goma*. Goma : Presse Universitaire La Sapientia, p62.
- Laurent, D. (2007). *Ecotourisme, un outil de gestion des écosystèmes*, Université de Sherbrooke, p9.
- Luc, B., Sylvie, G., et Martin, L. (2007). *Introduction aux méthodes de recherche en communication*, Les Editions de la cheneliere inc, Quebec, p192.
- Lwanzo, M.E. (2023). Etude qualitative, quantitative et gestion des déchets des hôtels, Goma, *Parlons Terre Et Biodiversité*, p29.
- MAIRIE (2024). Rapport annuel, Goma, p127.
- OCDE (2011), Guide sur le suivi et l'évaluation des projets et programmes, p16.
- Philippe, M.N., Ariel, G.G., Mathilde, M., et Jennifer, P. (2023). *Meilleurs pratiques en économie circulaire dans le secteur de l'hébergement touristique*, Université du Québec, p72.
- Sébastien, B. (2015). *L'empreinte environnementale de AccorHotels*, Paris, p13.
- Veyret, Y., et Brasseul, J. (2017). *Gestion de l'environnement : acteurs, actions, territoires*, Armand colin, p22.

Par Master KAMBALE MUTUMA Lucien

Chap. XX. L'IMPACT DE LA GRATUITE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE SUR LA VIE SOCIO-ECONOMIQUE DES ENSEIGNANTS. CAS DES ECOLES DE LA LOCALITE DE MINOVA ENTRE 2019-2024

KITUMAINI SUKARI JUSTIN
Enseignant à l'Isp -Bweremana
Section des Sciences
Option Math-Physique

I. *Biographie scientifique de l'Auteur*

KITUMAINI SUKARI Justin est un enseignant-chercheur



congolais spécialisé en mathématiques, originaire du territoire de Kalehe, dans la province du Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo. Résidant à Minova, il évolue dans le domaine de l'enseignement secondaire et supérieur avec une expérience professionnelle riche et progressive. Titulaire d'un diplôme de licencié en mathématiques obtenu à l'Institut Supérieur Pédagogique (ISP) de

Machumbi (2015-2017), après un diplôme de gradué en Mathématiques-Physique (2009-2012), il s'est construit un parcours académique solide, précédé par un diplôme d'État en Biologie-Chimie obtenu à l'Institut Lwanga (2000-2008). Sur le plan professionnel, Justin KITUMAINI cumule plus d'une décennie d'expérience dans l'enseignement des mathématiques.

Il a exercé comme enseignant dans plusieurs institutions scolaires, notamment à l'Institut Mpumbi, au CS Anamad, au CS La Prospérité et à l'Institut Lwanga où il enseigne depuis 2010. Son expertise s'étend également à l'enseignement supérieur, où il a occupé des fonctions d'assistant à l'Institut Supérieur Pédagogique et Technique (ISPT) de Goma, ainsi qu'à l'ISP Bweremana assumant la fonction de chef de section unique également titulaire des cours à l'Institut Secondaire LWANGA.

Au sein de l'ISP Bweremana, il a assumé plusieurs responsabilités académiques importantes, notamment en tant que secrétaire du département de mathématiques (2019-2020), chef de section (2020-2021, puis depuis 2023), et Secrétaire Général Académique intérimaire (2022-2023). Ces fonctions témoignent de ses compétences en gestion académique, en leadership et en organisation institutionnelle.

Engagé dans le renforcement des capacités, il possède une expérience notable dans la conception de modules pédagogiques et l'animation d'ateliers de formation destinés aux enseignants. Il a également participé activement à des formations liées à la réforme du système éducatif (LMD) en République Démocratique du Congo, ainsi qu'au Domaine d'Apprentissage des Sciences (DAS). Par ailleurs, il s'est illustré dans des actions de sensibilisation communautaire, notamment comme formateur sur la COVID-19 en 2020 auprès de diverses couches sociales à Minova et ses environs. Doté de solides compétences personnelles, Justin KITUMAINI se distingue par son sens de l'organisation, sa capacité à travailler sous pression, son esprit d'équipe, ainsi que par sa rigueur scientifique et pédagogique.

Il maîtrise les outils informatiques de base (Word et Excel) et communique aisément en français, en kiswahili et en kihavu.

Attaché aux principes humanitaires, il œuvre pour une éducation de qualité au service du développement communautaire, tout en contribuant activement à la formation des jeunes générations dans un contexte marqué par des défis sécuritaires et sociaux. Marié et père de huit enfants, il incarne un modèle d'engagement académique, social et familial dans sa communauté.

II. RESUME

La gratuité de l'enseignement primaire en République Démocratique du Congo, instaurée depuis 2019 conformément à la constitution, est une promesse majeure du président TCHISEKEDI visant à rendre l'éducation de base accessible à tous dans les écoles publiques, éliminant ainsi les frais de scolarité pour les parents, bien que la mise en œuvre soit confrontée à des défis financiers, notamment le paiement des salaires des enseignants et le manque de ressources, entraînant parfois des retours à des contributions parentales locales.

Fondements et objectifs :

- (1) Base constitutionnelle : l'article 43 de la constitution de 2006 stipule que l'enseignement primaire est obligatoire et gratuit dans les établissements publics
- (2) Initiative présidentielle : la mesure est une initiative clé du président Félix Tshisekedi pour alléger le fardeau financier des familles et améliorer l'accès à l'éducation
- (3) Suppression des frais : elle a conduit à l'abolition des frais de scolarité mensuels payés par les parents pour couvrir le fonctionnement des écoles et les salaires des enseignants.

Défis et réalités sur le terrain

- ✓ Financement insuffisant : le gouvernement peine à financer entièrement la réforme, laissant de nombreuses écoles avec des ressources insuffisantes et des salaires d'enseignants impayés
- ✓ Retour des frais : face au manque de financement, certains parents ont dû reprendre le paiement de contributions pour assurer le fonctionnement des écoles
- ✓ Zones de conflit : dans l'Est du pays, la situation est rendue plus complexe par les conflits, mettant à mal les efforts pour maintenir la gratuité
- ✓ Pistes de solutions : le gouvernement cherche des financements externes et met en place des réformes pour soutenir la réforme

Conséquences :

- (1) Impact positif : de nombreux enfants qui avaient abandonné l'école ont pu y retourner
- (2) Perspectives : l'objectif est d'étendre cette gratuité et de garantir une éducation de qualité, même si des obstacles financiers subsistent.

III. INTRODUCTION

Comme plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, la République Démocratique du Congo connaît une situation singulière, quant au retard dans le domaine de l'éducation d'une part et dans celui de la gratuité de l'enseignement primaire d'autre part, en cela que les niveaux d'éducation et de la formation de sa population régressent du jour le jour. Les voix s'élèvent quotidiennement pour décrier non seulement de la baisse vertigineuse du niveau d'enseignement mais aussi du coût de cet enseignement qui tombe sur les têtes des parents, avec cette conséquence que l'on constate la hausse d'analphabètes par rapport à l'augmentation du taux de la population. Cette fragilité individuelle et collective à d'importantes conséquences sociales et économiques.

A la base, il faut penser à l'absence d'une politique d'encadrement des élèves et des instituteurs. La République Démocratique du Congo accuse en effet un déficit éducatif dû en grande partie aux options politiques de l'Etat nouveau, régime autoritaire qui s'est installé au pays depuis l'aube de l'indépendance, les guerres fratricides répétées, la lutte pour l'instauration coûte que coûte d'une démocratie de type occidental, l'absence des politiques éducatives appropriées.

A cela s'ajoute l'absence, depuis l'indépendance en 1960, des bases juridiques réglementant la gratuité de l'enseignement primaire. (<https://l'interview.cd/rd>)

IV. PROBLE MATIQUE

La République Démocratique du Congo, pays membre des nations unies, a déclaré vouloir, il y a quelques années, se conformer aux objectifs du millénaire pour le développement. L'adaptation de ces objectifs répondait en particulier aux aspirations des parents congolais concernant la scolarisation de leurs enfants.

Cela s'est traduit, entre autres, par l'inscription dans la constitution du pays de la gratuite de l'enseignement primaire. (tom.deherdt@ua.acbe; emakasongo@yahoo.fr).

D'après l'article 43 de la constitution actuelle de la République Démocratique du Congo(RDC), l'enseignement primaire est obligatoire et gratuit dans les établissements publics. (Constitution de la RDC) s'appuyant sur cette disposition constitutionnelle, la nouvelle loi portant organisation et le fonctionnement insiste également sur la nécessité de la gratuité de l'enseignement primaire. Avant l'adoption de cette loi par le parlement en 2011, le Gouvernement a instauré, dès le début de l'année scolaire 2010 – 2011, la gratuité dans les 3 trois premières classes du primaire, projetant son extension aux classes de 4^e , 5^e et 6^e année au cours de l'année scolaire 2011-2012.

Dépourvus de l'apport financier des parents, les enseignants devaient cependant obtenir, d'après les enseignants gouvernementaux, une amélioration de leurs conditions de vie. Par la gratuité, le gouvernement visait, entre autres, la réduction du taux d'abandons scolaires, de l'écart entre la scolarité des filles et celle des garçons, ainsi que du taux d'analphabétisme. L'ensemble de ces orientations constitutionnelles, légales et gouvernementales constituent un important progrès dans l'optique de la réalisation de l'éducation pour tous d'ici 2015.

En effet, la scolarité ne peut être obligatoire, ni universelle si elle n'est pas en même temps gratuite. Il y a plus de dix ans, l'UNICEF a souligné ce fait en retenant l'instauration des frais scolaires comme le principal obstacle à la scolarisation universelle en RDC.

Tout récemment à travers le document de stratégie de développement de l'enseignement, le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique a reconnu, en son tour, que « le recours institutionnalisé aux contributions des ménages pour faire face au financement du système éducatif représente une barrière importante à la scolarisation universelle. » la gratuité de l'enseignement s'avère ainsi l'un des facteurs d'accès des enfants et des jeunes à l'éducation, un des éléments propres à assurer l'égalité des chances, une des composante du droit à l'éducation. Elle est donc un moteur de progrès et constitue, pour le pays, un enjeu social et politique(<http://w.w.w.etab.ac-caen.fr/cetrephalucas/gprs/fichier/gratuité.PDF>)

Cependant, il ne suffit pas de constater que les stipulations constitutionnelles et légales font de la gratuité de l'enseignement primaire un principe tiré des instruments juridiques internationaux et régionaux, il faut dégager l'état des lieux et le rapport entre ces stipulations et l'effectivité de cette gratuité, issue elle-même du droit à l'éducation. La notion préoccupe certes l'Etat, les autorités publiques, les acteurs privés (Entreprises) et civiles (ONG) mais la question liée à sa mise en application les sépare ; Certains (Etat, autorités publiques) préfèrent la laisser lettre désuète ou tout au moins lui trouver une formule qui ne peut être une grande charge pour eux, alors que d'autres (acteurs privés et civils) revendiquent l'application immédiate, effective et absolue du principe. Le 21/8/2019 le ministère de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel avait confirmé que l'enseignement primaire sera gratuit et effectif dès la prochaine rentrée de classe.

Lors de son investiture, le président de la République Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO avait annoncé que durant son mandat, l'enseignement primaire sera gratuit dans toute l'étendue du territoire national ; sept mois après cette annonce, le ministère de l'enseignement primaire ; secondaire et professionnel confirma l'application effective de décision prise par la présidence de la République. (<https://l'interview.cd/rd>)

Depuis la prise de cette décision, certains enseignants ne sont pas mécanisés ni payés jusqu'à nos jours et cela a fait à ce qu'il y ait de grèves perpétrées dans certaines provinces. C'est par suite de cela, qu'on se pose les questions suivantes quant aux écoles primaires publiques non mécanisées :

1. Quelle est la source de revenu des enseignants non mécanisée ?
2. Quel est le mode de répartition des revenus des enseignants non mécanisés ?
3. Quel est l'impact de la gratuité d'enseignement primaire sur la vie socio-économique des enseignants ?

V. HYPOTHESES

Selon MAC GRAWITZ, une hypothèse est une réponse provisoire à une question posée à propos d'un sujet de recherche, qui par la suite, peut être confirmée ou infirmée. A l'image de la question principale ci-haut évoquée qui a débouché à ces 3 préoccupations susmentionnées qui achèvent notre problématique, nous formulons les hypothèses ci-après :

1. Les enseignants de ces dites écoles n'ont pas d'autre source de revenu suffisant pour la survie de leurs familles ;

2. Les enseignants de ces écoles primaires publiques non mécanisées n'ont pas de revenu à épargner ni à consommer ;
3. La gratuité de l'enseignement primaire a un impact négatif sur la vie socio-économique des enseignants.

VI. CHOIX ET INTERET DU SUJET

Notre travail a un intérêt double :

- Il constitue une base de données fiable pour des chercheurs qui chercheront à nous compléter,
- Le souci de répondre aux questions posées par la problématique ci-haut.

VII. OBJECTIF DU TRAVAIL

Nous nous sommes fixé un objectif général et des objectifs spécifiques.

. Objectif général

L'objectif général de notre travail est de déterminer l'impact de la gratuité de l'enseignement primaire sur la vie socio-économique des enseignants des écoles primaires publiques et conventionnées non payées de Minova.

Objectifs spécifiques

Sur le plan spécifique, l'étude poursuit les objectifs suivants :

- (1) Déterminer les sources de revenu des enseignants des écoles primaires publiques et conventionnées non mécanisées de Minova,
- (2) Faire l'état des lieux de la gratuité de l'enseignement primaire sur la répartition des revenus
- (3) Formuler des recommandations à tous les niveaux quant à la gratuité de l'enseignement primaire.

ETAT DE LA QUESTION

Nous ne sommes pas le premier à traiter un tel sujet car le champ de recherche n'est pas totalement neuf.

Plusieurs chercheurs ont déjà mené des recherches sur la gratuité de l'enseignement primaire en RDC. Nous pouvons citer à titre d'exemples :

1. TOULEMONDE qui a parlé sur « la gratuité de l'enseignement : passé, présent, avenir » où il a montré comment était l'enseignement durant la période coloniale et postcoloniale
2. KANDOLO ON'UFUKU WA KANDOLO dans son mémoire intitulé « la gratuité de l'enseignement primaire en République Démocratique du Congo, contribution à la mise en œuvre des mécanismes spécifiques », le but poursuivi par sa recherche est de mettre à la disposition du gouvernement et des acteurs politiques, les ONG et les partenaires de l'enseignement un schéma pratique pour la mise en place effective de la gratuité de l'enseignement primaire dans son pays la RDC (<https://www.memoireonline.cd>)

Ma recherche se distingue de ces autres du fait que je cherche à élucider les retombées de la gratuité sur la vie socio-économique des enseignants aux écoles non payées de la cité de Minova.

VIII. METHODOLOGIE

Pour mener toute étude scientifique, nous devons nous servir d'une méthode et plusieurs techniques appropriées afin d'atteindre un résultat escompté ou les objectifs visés.

A. Méthodes

D'après M. GRAWITZ, cité par Dr Jean Paul HABINAMWISHO, la méthode est un ensemble des opérations intellectuelles par lesquels les une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontrer et les vérifier.

C'est le schéma que le chercheur suit en se conformant à un modèle théorique. Pour ce faire, nous allons faire recours à :

La méthode statistique qui nous a permis de regrouper les données sous formes des tableaux en faisant ressortir certains pourcentages et l'approche analytique qui nous a permis d'analyser les faits observés sur l'impact de la gratuité de l'enseignement primaire sur la vie socio-économique des enseignants non payés de Minova.

B. Technique

Nous utiliserons :

- La Technique documentaire : car la science se trouve dans les livres, dit-on. Nous trouvons bon d'exploiter, par la lecture d'ouvrages, articles, mémoires, travaux de fin de cycle et cours se rapportant à notre sujet d'étude.
- La technique d'enquête : nous allons procéder à adresser aux enseignants d'écoles primaires publiques non mécanisées de Minova un questionnaire d'enquête afin de récolter leurs points de vue qui nous permettra de tirer certains résultats.

IX. REVUE DE LA LITTÉRATURE

Historique sur la gratuité de l'enseignement de base en République Démocratique du Congo

L'introduction du système éducatif en RDC a valu plusieurs décennies pour en arriver au stade de l'enseignement structurel actuel. Il fallait attendre l'expédition et le passage des missions après la conférence de Berlin (1885) sur le partage de l'Afrique. Ces derniers ont été à la fois des missions à caractère politique et religieux. Et à force de faire découvrir aux peuples de race noire l'évangile, naîtra l'éducation qui a eu pour mobile principal de former, transformer et développer la société qui a longtemps demeuré dans sa civilisation archaïque. Le progrès connu par les missions, malgré les autres intérêts métropolitains, ont permis de découvrir les hommes et leurs cultures au moyen de navigation de grands cours d'eau avec tous les risques et périls. Les étapes imminentes qui ont déterminé l'historique de l'éducation au Congo ont été découpées en périodes évolutives et événementielles qui ont marqué la période de gestion.

Les grandes étapes sont :

- Pré-indépendance du Congo (époque coloniale)
- Postindépendance du Congo 1960 à ce jour)
- Mutation du système éducatif.

a) Période pré-indépendance

Peu après l'entrée au Congo vers 1906, avec les découvertes, la colonie belge a introduit le système d'enseignement sous forme d'éducation des masses.

En 1926, le système de formation deviendra très évolutif jusqu'à être transformé en foyers d'apprentissage, un groupement des masses sur des sites de grandes agglomérations de population. Les femmes d'un côté pour l'éducation ménagère et les hommes de l'autre côté pour une formation penchant sur la professionnalisation.

Vers 1930, la première convention se pointait déjà à l'horizon, entre l'Etat belge et les Eglises protestantes et catholiques, les missions ayant déjà acquis un grand impact sur le terrain en ce qui concerne l'éducation des congolais.

Quelques acquis pendant la période de gestion du système d'enseignement colonial. Le nombre très réduit des apprenants a permis aux colons :

- D'appliquer la gratuité des études de la jeunesse congolaise,
- De supporter toute la charge des enseignants. La fonction enseignante avait valorisée et la qualité de l'enseignement dispensé restait compétitive,
- De subsidier toutes les écoles, selon les sites de grandes agglomérations de population par la construction des écoles pilotes,
- De faire bénéficier aux tous premiers intellectuels du Congo, de la bourse de l'Etat colonial au niveau d'Etudes Supérieures,
- De construire des écoles par le concours des communautés locales.

b) Période post- indépendance

De 1960 à 1971, la politique générale de l'enseignement a été presque la même avec une caractéristique commune, à savoir : la subdivision des écoles par l'Etat et les études des enfants et des enseignants à charge complète de l'Etat.

En conséquence, la crédibilité de l'enseignement ainsi que la qualité des enseignements dispensés étaient au beau fixe.

c) Mutation du système éducatif

Elle se situe dans les 2 périodes historiques de notre pays à savoir : la période coloniale et celle post-coloniale.

En effet, au début des années 1990, lorsqu'à la suite de l'échec des différents programmes d'ajustement structurel dû notamment à « l'indiscipline fiscale », la Banque mondiale décide d'interrompre son soutien, l'Etat Zaïrois fait face à une crise économique, politique et sociale.

Le pays qui, une décennie plutôt, dépensait plus de 150 dollars par élève, n'arrive plus à payer les enseignants. Au bout de deux années de grève des enseignants, les comités des parents et les syndicats d'enseignants concluent un protocole d'accord le 10 Octobre 1993. Dans ce compromis qui se veut temporaire, les parents s'engagent à payer une prime de motivation aux enseignants. Le document signé au Sud-Kivu, sera par la suite, étendu sur toute la République et les pratiquées plus de 30 ans plus tard.

L'annonce de la gratuité de l'enseignement est ainsi un grand pas ; pour Félix TSHISEKEDI arrivé au pouvoir en Janvier au bout d'une élection contestée, cette mesure est non seulement sa promesse phare, mais aussi et surtout l'une des seules à avoir une date butoir inamovible.

Septembre allait vite arrivé, le soutien comme les détracteurs du tout nouveau chef de l'Etat l'attendaient avec impatience, chacun pour une raison différente.

Le président a choisi de tout miser un pari bien risqué car si elle est largement bien accueillie par les parents d'élèves, cette annonce suscite doute et scepticisme de la part aussi bien des enseignants que des spécialistes de l'éducation ainsi que des administrations provinciales qui attendent toujours des clarifications du gouvernement sur son application. Et pour cause ? D'une part, le budget de l'exercice en cours ne prévoit pas suffisamment des moyens pour couvrir la gratuité totale de l'éducation de base dont le coût global est estimé à plus de 2,9 milliards de dollars américains. D'autre part, le nouveau traitement proposé par l'Etat aux enseignants ne rassurent pas ces derniers qui craignent d'être finalement ceux qui supportent le prix de cette mesure en perdant, pour certains, jusqu'à la moitié de leur salaire. (<https://congoresearchgroup.org>)

Mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement de base

Pour ce qui est de la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire, sous la conduite du secrétaire général à l'enseignement primaire, secondaire et personnel (EPSP), Monsieur JEAN MARIE MANGOBE, les différents acteurs du secteur de l'enseignement primaire et secondaire ont tenu une séance de travail axée sur la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire sur toute l'étendue du territoire national. Cette réunion d'importance avait eu lieu le Lundi 8 Juillet 2019 à 10heures, à la salle de réunions d'ESPACE. Le principal objectif était d'harmoniser les vues sur les mesures d'encadrement à mettre en œuvre en vue de rendre effective la gratuité de l'enseignement.

Ce ci permettre de produire un seul document riche et cohérent prenant en compte les questions liées aux exigences relatives à la gratuité de l'enseignement primaire en RDC. Il s'agit de :

- L'évaluation précise du coût de l'éducation,
- La revalorisation des salaires des enseignants,
- La suppression des frais scolaires portés par les ménages pour leur prise en charge par le trésor public,
- La suppression des frais liés au TENAFEP en vue de leur prise en charge par le trésor public,
- La mise en œuvre de la gratuité de l'éducation de base.

Au cours de son intervention, le secrétaire général à l'EPSP a fait savoir que les travaux entrepris avec le cabinet du chef de l'Etat en ce qui concerne la gratuité de l'enseignement, sont suffisamment avancés les grands axes des dits travaux se divisent en trois paliers important à savoir :

- Revaloriser les salaires des enseignants, les frais de fonctionnement de l'administration et des écoliers,
- Ramener les frais scolaires à leur juste valeur,
- Revoir et alléger les dispositifs d'organisation du TENAFEP, en vue de leur prise en charge par le trésor public.(<http://www.peqqeSu.com>).

Le 3/9/2019, le premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba était devant l'Assemblée nationale au palais du peuple à Kinshasa lors de la présentation d'un programme de son gouvernement. Il soulignant que la gratuite de l'enseignement doit être mise en application et que c'est un axe prioritaire du projet de la loi de finances de l'exercice 2020.

Le premier ministre avait présente devant les députés nationaux le budget 2020 évalué à plus de 10 milliards de dollars.

Pour lui, ce budget principalement axe sur le social du peuple congolais alloue des moyens conséquents pour la mise en œuvre de la gratuite de l'enseignement de base ainsi que de l'accès aux soins de santé pour tous.

Selon le chef de l'exécutif congolais, plus de 30% du budget sont destinés à améliorer le social des congolais avec en tête le budget de l'éducation qui passe de 15 à plus de 20% avec 11% destinées à la gratuite de l'enseignement.

Les mesures d'accompagnement de la mise en œuvre effective de la gratuité de l'enseignement de base

Mardi, le 27 AOUT 2019, a quelques jours de la reprise de cours, des mesures de la gratuite de l'éducation de base de cette année scolaire 2019-2020 étaient rendues public par le secrétaire général à l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (EPSP) Jean Marie MangobeBomungu.

Parmi ces mesures, l'on trouve :

1. La suppression de tous les frais de scolarité dans les établissements publics d'enseignement budgétisé de l'Education de base,
2. La suppression des frais de motivation payés par les parents d'élèves aux enseignants dans tous les établissements publics d'enseignement budgétise ;
3. L'interdiction de transformer les écoles en maison d'approvisionnement et de vente des fournitures et articles scolaires (uniformes ; écussons ; journaux de classe ; cahiers ; cravates et autres fournitures,...)

4. L'obligation de laisser aux parents la latitude de se procurer les articles et fournitures scolaires sur les marchés et au prix du marché ;
5. L'interdiction des signes reconnaissables à apposer aux uniformes en guise d'écussons ou des badges identifiant les écoles.

Pour ce faire, les dispositions ci-après étaient prises par le gouvernement de la république pour en garantir la mise en œuvre :

- La paie du premier palier de salaire réajusté des enseignants des établissements publics d'enseignement du mois d'octobre 2019,
- Le paiement des indemnités de transport et de logement aux enseignants de la ville de Kinshasa et de chef-lieu des provinces, dès la paie du mois d'octobre 2019,
- L'allocation des frais de fonctionnement réajustés aux établissements publics d'enseignement primaire et aux bureaux gestionnaires, dès la paie du mois d'octobre 2019,
- La prise en charge, dès la paie du mois d'octobre 2019, de 15000 enseignants non payés des établissements publics d'enseignement primaire,
- La suppression des frais d'organisation du Test national de Fin d'Etudes Primaire (TENAFEP) et leur prise en charge totale par le trésor public,
- Le paiement des deuxième et troisième palier dans le cadre de la loi de Finances de l'exercice 2020.

En guise de rappel, seuls 30773 établissements budgétisés bénéficieront de cette gratuité, une prise en charge pleine par l'Etat Congolais avec un budget de 28 millions de dollars par mois et les 20801 établissements restant devraient entendre d'être aussi budgétisés soulignant le Secrétaire Général de l'EPSP.

Objectifs et mécanismes spécifiques pour la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire en RDC.

Tout acte que pose l'être humain tend souvent à atteindre un objectif. Il faut chercher les voies et moyens pour atteindre cet objectif. Dans cette logique, il faut admettre qu'en organisant un enseignement primaire gratuit, plusieurs objectifs sont poursuivis. Il faut chercher des mécanismes appropriés pour que cette gratuité soit effective. De là, ce point a pour tâche de déterminer les objectifs que poursuit l'Etat et la communauté internationale en rendant l'enseignement primaire gratuit d'une part et, d'autre part, de proposer des mécanismes spécifiques pour rendre effective cette gratuité en RDC.

a) Les objectifs de la gratuité de l'enseignement primaire

Si les constitutions antérieures de la RDC, singulièrement celles de la République mobutienne et la loi cadre n° 86/005 du 22 Septembre 1986 de l'Enseignement National, faisaient mention du caractère obligatoire de l'enseignement primaire, elles étaient en même temps muettes à propos de la gratuité de ce cycle d'enseignement.

C'est sur ce point que la constitution actuellement en vigueur en RDC constitue une avancée importante à travers son article 43 précité.

La gratuité poursuit plusieurs objectifs qui peuvent être classés les uns comme principaux et les autres comme subsidiaires. Si l'on interroge à chacun de nous de dégager les objectifs que poursuivent les Etats en luttant pour la gratuité de l'éducation primaire, plusieurs réponses seront données certes, mais en ce qui nous concerne, nous pensons qu'il ya un objectif principal en amont, qui est celui **d'éradiquer l'analphabétisme** et un

objectif secondaire en aval, celui de **décharger les parents**.

✚ **La réduction du taux d'analphabétisme** : l'un des motivations de la proclamation par les Nations-Unies de l'année internationale de l'alphabétisation était de pouvoir donner aux gouvernements membres de l'UNESCO, confrontés au problème d'analphabétisme, l'occasion d'amorcer le plan d'action de l'élimination de ce fléau avant l'an 2000. Ce plan associe la généralisation de l'enseignement primaire à l'intensification de l'analphabétisation des jeunes non scolarisés ainsi que des adultes n'ayant pas profité de la première chance d'alphabétisation au cours de leur enfance. L'école, on le sait, entretient des relations dialectiques avec la société dans laquelle elle fonctionne.

En même temps qu'elle est influencée par les mutations enregistrées par celle-ci, l'école contribue largement à façonner les individus, mais aussi la société tout entière ; raison pour laquelle elle est exposée aux critiques de l'opinion et soumise à des demandes injustifiées lorsque la société évolue. Ainsi, la gratuité de l'enseignement primaire est retenue comme une procédure préventive de l'analphabétisme des adultes car, l'on sait, comme ne cessait de le répéter le feu président Mobutu, « l'avenir du Zaïre dépend de ce que l'on aura fait de la jeunesse aujourd'hui ».

✚ **L'allègement des charges des parents** : le deuxième objectif que poursuit la gratuité de l'enseignement primaire peut être recherché dans l'allègement du poids lourd qui pèse sur les parents en vue de faciliter la scolarisation primaire d'un plus grand nombre d'enfants.

✚ Comme nous l'avons déjà dit, les parents payent un lourd tribut pour la scolarisation des enfants, ce qui ne permet pas à l'Etat de rendre effective l'obligation assignée par la constitution selon laquelle tous les enfants scolarisables (âgés de 6 ans) doivent aller à l'école. En effet, chômeurs, impayés ou sous-payés, les parents congolais ne sont pas à mesure de faire face aux différents frais exigés par les écoles pour scolariser leurs enfants. Avec la gratuité consacrée, aucun parent ne peut trouver d'alibi sur la non-scolarisation de ses enfants : le caractère obligatoire de l'enseignement primaire peut donc s'appliquer. Et si la gratuité est appliquée effectivement, le taux d'analphabétisme sera réduit sans beaucoup d'efforts. Mais cela demande de la part du Gouvernement une prise de responsabilité et de conscience en faveur des enseignants et des écoles.

b) Les mécanismes spécifiques pour la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire

La constitution congolaise vient de franchir une étape importante des objectifs de l'Education Pour Tous en consacrant, non seulement le caractère obligatoire mais également la gratuité de l'enseignement primaire du secteur public en RDC. Mais cela ne suffit pas, il faut mettre en œuvre cette gratuité.

Pour y parvenir, les mécanismes spécifiques peuvent être proposés ; une loi spéciale organisant la gratuité et les institutions étatiques et non étatiques chargées du suivi de la gratuité devront être mises en place notamment : la loi est celle qui devra définir les différents frais qui sont concernés par la gratuité, les institutions comme le ministère chargé de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, le Conseil National de l'Education pour l'Enseignement primaire et secondaire, l'UNESCO, l'UNICEF, l'Association Nationale des parents d'Elèves et

Etudiants du Congo (ANAPEC), les Syndicats, les organisations non-gouvernementales (ON) etc.

X. LA REPARTITION DES REVENUS

a) Définition :

En économie, un revenu est l'ensemble des ressources ou des droits qu'un individu, une entreprise ou une collectivité publique perçoit sur une période donnée, en nature ou en monnaie, sans prélever sur son patrimoine. Il est synonyme de : allocation, gain, pension, produit, rente, rétribution, salaire.

b) Types de revenus

Les types de revenus sont :

- **Les revenus du travail** : concernent les actifs occupés ; ils viennent essentiellement de l'activité salariée,
- **Les revenus mixtes** : concernent les actifs occupés
- **Les revenus du capital** (du patrimoine) : sont issus du patrimoine des ménages. Tout le monde peut percevoir des revenus du capital ; il s'agit de l'ensemble des avoirs d'un individu (compte, maison,...).

c) Sources de revenus

Les revenus sont de diverses sources. Citons-en quelques-unes :

- ✓ **Le salaire** : c'est le revenu de base que l'on obtient en échange de son travail pour une entreprise. On échange son temps, son travail contre de l'argent tous les mois. C'est la forme de revenu la plus connue mais aussi la plus commune.

En effet, nous sommes tous formatés à travailler pour un salaire dès l'enfance.

L'avantage du salaire c'est qu'on sait exactement combien on va gagner, tous les mois.

- ✓ **Le bénéfice** : le bénéfice correspond aux revenus qu'on va générer lors d'une vente. C'est-à-dire qu'on achète à un prix et on vend plus cher. La différence sera alors le profit.

On peut générer du bénéfice de plein de façons. Soit en vendant un bien immobilier, un véhicule, des patates, peu importe.

L'avantage avec le bénéfice c'est que c'est soi qui fixe son revenu ; on peut veiller vendre avec plus ou moins de marge.

- ✓ **Les intérêts** : les intérêts correspondent aux revenus générés lors d'un prêt d'argent. En prêtant son argent, l'emprunteur remboursera avec alors avec des intérêts. Ce sont ces intérêts qui feront son revenu. Quand on a beaucoup de cash, c'est une excellente méthode de faire travailler son argent.
- ✓ **Les revenus passifs ou revenus résiduels** : ce sont des revenus qu'on continue de percevoir une fois le travail terminé.

L'avantage de ces revenus c'est que son gain ne dépend pas de son temps. On a créé quelque chose à un moment donné, et des années après on continue à générer du profit de façon passive.

- ✓ **Les dividendes** : elles peuvent également faire partie des revenus passifs. Les dividendes correspondent au revenu que tu génère grâce à l'achat d'actions en bourse. Si tu achètes les bonnes actions, certaines sociétés te rémunèrent chaque année avec des dividendes. C'est ton salaire d'actionnaire en quelque sorte.
- ✓ **Les loyers** : il s'agit ici de l'argent que tu reçois de tes biens immobiliers placer en location les loyers apportent l'avantage d'être des revenus réguliers.

Selon comment tu t'organise ça peut aussi être plutôt passif.

L'avantage des loyers c'est que tu es doublement gagnant, puisqu'en plus de l'argent que tu vas gagner tous les mois, ton bien prend également de la valeur au fil du temps. D'où l'intérêt d'investir dans l'immobilier.

- ✓ **Les revenus du patrimoine** : lorsque tu possèdes des actifs tels que l'immobilier de l'or, des actions, des œuvres d'arts etc. il est probable qu'au fil du temps leur valeur augmente. C'est alors ce que l'on appelle les revenus du patrimoine. Avec un bon patrimoine, ta richesse va s'accroître au fur et à mesure avec le temps. C'est d'ailleurs pour moi ce qui fait la vraie richesse. Les grandes familles mesurent leur richesse par la taille et la valeur de leur patrimoine. De plus un patrimoine ça se transmet, ce qui permet à plusieurs générations d'être à l'abri financièrement.
- ✓ **Les royalties** : les royalties sont des revenus résiduels générés grâce aux droits que tu possèdes sur une œuvre. Que ce soit un film, un livre ou une musique par exemple.

Son œuvre peut rapporter des royalties à chaque fois qu'elle est utilisée. Il n'y a donc aucune limite sur les revenus qu'on peut générer. Le plus important c'est de diversifier ses sources de revenus. On n'est pas obligé de toutes les utiliser, mais celles que je viens de citer sont les plus efficaces. Une fois lancé, on se rend compte qu'en vrai ce n'est pas aussi compliqué.

d) Mode de répartition des revenus

Les revenus sont répartis de la manière suivante :

1. **Les revenus primaires** : les revenus primaires proviennent de la participation à l'activité de production. On distingue :

- Le revenu du travail : qui viennent rémunérer le travail des individus. On distingue les salaires qui sont des revenus du travail identiques tous les mois, des revenus non salariaux qui sont des revenus qui varient selon les quantités produites (exemple : le médecin n'a pas le même revenu tous les mois, tout dépend du nombre des patients qu'il aura reçu).
 - Les revenus du capital : qui viennent rémunérer les individus qui prêtent leur argent à l'entreprise, soit par ce qu'ils y ont investi leur argent et en sont propriétaires, soit par ce qu'ils participent à l'achat de machines, soit par ce qu'ils achètent des actions de l'entreprise.
 - Pour les chefs d'entreprises ou les professions libérales : les revenus viennent rémunérer à la fois leur apport de travail et leur apport de capital, on parle alors de revenus mixtes. Au sein de l'entreprise, il peut y avoir une rivalité sur le partage de la valeur ajoutée entre les travailleurs et les propriétaires du capital. On peut voir que pendant les 30 glorieuses, ce partage se faisant en faveur du travail et qu'aujourd'hui, il se fait de plus en plus en faveur du capital.
2. **Les revenus secondaires** (c'est le revenu de transfert) : sont des revenus qui proviennent de la redistribution des revenus par l'Etat. Son objectif est de réduire les inégalités.
 3. Pour cela, l'Etat prélève des prélèvements obligatoires (les cotisations sociales et les impôts) et vers des prestations sociales (par exemple les allocations sociales, les bourses, l'aide au logement, les retraites, les allocations chômage, les indemnités chômage,...). La redistribution des revenus peut être verticale (des plus riches vers les

plus pauvres) ou horizontale (entre même niveau de revenu, mais par exemple entre bien portant et malade).

4. **Le revenu disponible** : c'est le revenu qui sert à consommer ou à épargner.

$R=C+E$ où R= revenu, C= consommation et E= Epargne.

Selon KEYNES, lorsque le revenu augmente, la part du revenu consacrée à l'épargne augmente, donc la part du revenu consacré à la consommation (la propension à consommer) diminue.

Le revenu disponible = R primaire + Prestation sociale – PO.

XI. PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS

INTRODUCTION

Dans ce chapitre, il sera question de traiter les données empiriques qui permettront d'aborder l'analyse de la rémunération des enseignants non mécanisés de Minova. Il sied de rappeler certaines considérations méthodologiques avant de procéder à l'analyse des données et à l'interprétation des résultats d'enquête.

APPROCHES METHODOLOGIQUES

A ce niveau, nous présentons la démarche que nous avons adoptée pour aborder scientifiquement ce travail. Il est question ici de montrer comment les données ont été récoltées, quelle catégorie d'individus a été ciblée pour nous fournir des informations mais encore comment l'objet de notre recherche a été circonscrit par rapport au système.

1. *Technique de récolte des données*

L'outil principal de collecte des données utilisé dans ce travail est le questionnaire. Ce dernier nous a permis d'obtenir les réactions des enseignants sur un certain nombre des préoccupations en rapport avec notre étude.

Notre questionnaire est constitué de deux parties : l'une pour l'identification de l'enquête et le questionnaire proprement dit constitué de six questions.

2. *Présentation de l'échantillon*

Notre population cible est composée des enseignants des écoles primaires non mécanisées.

Le nombre retenu s'est élevé à 57 enseignants.

IDENTIFICATION DES ENSEIGNANTS ET ECOLES ENQUETES

Les principales caractéristiques de notre population d'étude sont consignées dans les tableaux ci-après :

Tableau n°1 : Profil des écoles primaires non mécanisées de Minova

N°	ECOLES	REGIME
1.	EP LYCEE AMKA	NON CONV.
2.	EP EMMANUEL	CADEC
3.	EP MULONGO	CELPA
4.	EP BULEZI	CEBCE
5.	EP RUTCHUNDA	NON CONV.
6.	EP RUTCHUNDA	ADVENTISTE
7.	EP LA PATIENCE	ISLAMIQUE
8.	EP UMOJA(est mécanisée mais parmi ses enseignants 4 seulement sont non mécanisés)	NON CONV.

Source : notre enquête

De la lecture de ce tableau, il ressort que 3 écoles sur 8 sont non conventionnées et d'autres 5 écoles sont conventionnées.

Tableau n°2 : Présentation de la population accessible

N°	ECOLE	EFFECTIFS			%
		HOMMES	FEMMES	TOTAL	
1.	EP LYCEE AMKA	5	3	8	14
2.	EP EMMANUEL	6	1	7	12.2
3.	EP MULONGO	4	3	7	12.2
4.	EP BULEZI	7	-	7	12.2
5.	EP RUTCHUNDA	5	2	7	12.2
6.	EP RUTCHUNDA	7	3	10	18
7.	EP LA PATIENCE	3	4	7	12.2
8.	EP UMOJA	3	1	4	7
	TOTAL	40	17	57	100

De la lecture de ce tableau, il ressort que dans les écoles de Minova les enseignants hommes sont plus nombreux soit 70% que les femmes soient 30%.

Suivant le sexe

Tableau n°3: les enquêtés selon le sexe

Sexe	Effectifs	Fréquences	Pourcentage
Masculin	40	0,702	70
Féminin	17	0,298	30
TOTAL	57	1	100

Source : nos enquêtes

De ce tableau, nous constatons que l'enquête est représenté par beaucoup d'hommes soit 70% et 30% des femmes. Ceci explique la rareté des femmes dans l'enseignement.

Selon les tranches d'âges

Tableau n°4 : enquêtés par groupe d'âge

Tranche d'âge	Effectif	Fréquence	Pourcentage
20 à 30 ans	20	0,35	35
30 à 40 ans	32	0,56	56
Plus de 40 ans	5	0,09	9
TOTAL	57	1	100

Source : nos enquêtes

Il ressort de ce tableau que la majorité de nos enquêtés se trouvent dans la tranche d'âge de 30 à 40 ans soit 56% et le groupe de 20 à 30 ans présente 35% .une partie de nos enquêtés ont l'âge variant entre 40 ans et plus et présente 9%, d'où les avancés en âge sont moins nombreux.

Répartition selon le niveau de formation

Tableau n°5 : enquêtés selon le niveau de formation

Niveau de formation	Effectif	Fréquence	Pourcentage
D6	47		82,5
Gradué	7		12,3
Licencié	3		5,2
Total	57	1	100

Source : notre enquête

Le résultat de ce tableau montre que la plupart de nos enquêtés sont de D6, en suite les gradués ; tandis que les licenciés sont moins nombreux avec une représentation de 5,2%.

Répartition selon l'ancienneté dans la carrière

Tableau n°6 : enquête selon l'ancienneté

Ancienneté	Effectif	Pourcentage
De 1 à 3 ans	13	23
De 3 à 6 ans	35	61
De 6 ans et plus	9	16
TOTAL	57	100

Source : nos enquêtes

De la lecture de ce tableau, il ressort que la majorité d'enseignants ont une ancienneté de 3 à 6 ans soit 61%, 13 parmi eux ont 1 à 3 ans dans la carrière soit 23% et 9 de ces enquêtés soit 16% ont 6 ans et plus dans l'enseignement primaire.

PRESENTATION ET INTERPRETATION DES DONNEES

Analyse de conditions du travail des enseignants

Il est question ici de relever quelques aspects liés au travail des enseignants

1. De l'annonce de la gratuité de l'enseignement

Depuis la rentrée de classe des élèves au début de cette année scolaire 2019-2020, il règne un remue-ménage inquiétant au sein des écoles primaires publiques de Minova au sujet de la gratuité prônée en vigueur par les autorités de la République Démocratique du Congo, avec en tête le président de la République Monsieur FELIX TSHISEKEDI CHILOMBO.

En effet, tout commence à partir des instructions fermes que les directeurs ont reçues de leur hiérarchie scolaire, selon lesquelles la gratuité de l'enseignement de base doit scrupuleusement être observée tel que l'exige la constitution de la République Démocratique du Congo. Cela implique le non-paiement des frais scolaires et des primes des parents pour les élèves des écoles primaires ; et paie unique des frais scolaires dont le taux sera fixé par le gouverneur de province. Ces autorités vont jusqu'à imposer le remboursement immédiat aux parents des frais déjà reçus par les écoles dès le début de cette année scolaire et elles menacent de sanctionner sévèrement tout chef d'établissement qui continuerait malignement ou par mégarde à percevoir des dits frais et primes des parents. En conséquence, la prime que les parents payaient traditionnellement pour venir à la rescousse des enseignants dont le salaire est toujours insignifiante ainsi

que pour couvrir la totalité de la paie des enseignants non payés malgré les matricules qu'ils détiennent, est d'office supprimé puisque le gouvernement lui-même prend désormais en charge les enseignants, tend ceux qui sont régulièrement rémunérés et qui verront leur enveloppe gonflée que ceux qui ne les sont pas encore appelés vulgairement les non payés.

Tableau n°7 : Avis des enquêtés sur l'annonce de la gratuité

<i>Variante</i>	<i>Effectif</i>	<i>Pourcentage</i>
Avec joie	54	95
Avec regret	3	5
Total	57	100

Source : nos enquêtes (question n°1)

De ce tableau, nous constatons que 54 sur 57 enquêtés soit 95% affirment avoir reçu avec joie l'annonce de la gratuité de l'enseignement primaire et 3 sur 57 soit 5% disent l'avoir reçu avec regret.

Nous remarquons que bon nombre d'enseignants d'écoles primaires non mécanisées de Minova avaient reçu cette annonce de gratuité avec satisfaction dans le sens de donner la chance à tous les enfants d'étudier pour les uns et pour les autres dans l'espoir de changer la condition de leur vie.

2. Motivation pour la profession et autre source des revenus

En donnant de l'importance et grande valeur à l'enseignement, nos enquêtés sont désolés de n'avoir aucune rémunération chaque fin du mois et jugent bon de faire autres activités comme nous l'indique le tableau ci-après :

Tableau n°8 : Autres sources de revenu qu'ont les enquêtés à part l'enseignement

<i>Source de revenu</i>	<i>Effectif</i>	<i>Pourcentage</i>
- Commerce	8	14
- Agriculture	15	26,3
- Elevage	7	12,3
- Aucune	27	47,4
Total	57	100

Source : notre enquête (question n°4)

De la lecture de ce tableau, nous remarquons que 27 sur 57 soit 47.4% des enquêtés confirment n'avoir aucune autre source de revenu pour la survie de leurs familles.

15 sur 57 enquêtés soit 26.3% stipulent qu'à part l'enseignement, ils exercent l'agriculture, 7 sur 57 soit 12.3% font l'élevage pour la survie de leurs familles et 8 sur 57 soit 14% exerce le commerce.

De part cette analyse, nous remarquons que bon nombre d'enseignants des écoles primaires non mécanisées sont dans l'impossibilité de faire face aux dépenses familiales pour la survie de leurs familles. Ce qui confirme notre première hypothèse.

3. Avantages liés au travail

A la question de savoir si les enseignants sont du même avis que le gouvernement pour la décision de prôner la gratuité de l'enseignement primaire, le résultat du tableau suivant nous l'informe d'avantage :

Tableau n°9 : Avis des enseignants sur le soutien de la gratuité de l'enseignement primaire

<i>Avis des enquêtés</i>	<i>Effectif</i>	<i>Pourcentage</i>
Oui	53	93
Non	4	7
Total	57	100

Source : nos enquêtes (question n°5)

De la lecture de ce tableau, nous remarquons que 53 sur 57 enquêtés soit 93% des enquêtés soutiennent la mesure du gouvernement de proclamer la gratuité de l'enseignement primaire car disent-ils ça devrait soulager les parents aux frais scolaires, ça changerait la vie de l'enseignant, s'amènerait une grande fierté aux enseignants non mécanisés.

4 sur 57 enquêtés soit 7% ne soutiennent pas la mesure du gouvernement de proclamer la gratuité de l'enseignement primaire car disent-ils que le gouvernement a proclamé cette gratuité alors qu'il ne s'était pas préparé et là ils le qualifient à une démagogie.

Analyse de l'impact socio-économique des enseignants

L'objectif ici est de dégager les effets ou repoussions de la gratuité de l'enseignement primaire. Cet impact sera vérifié sur les plans social et économique.

Impact sur le plan social

A ce niveau, nous évaluons l'impact sur les ménages du personnel enseignant et sur la collectivité (milieu dans lequel sont implantées les écoles primaires non mécanisées)

1. Sur les ménages

Il s'agit essentiellement de faire ressortir les avis des enseignants liés au travail d'enseignement pour ce qui est le budget familial.

Le tableau ci-dessous nous renseigne à ce sujet

Tableau n°10 : avis des enseignants sur la répartition du revenu dans le budget familial

<i>Variante</i>	<i>Effectif</i>	<i>Pourcentage</i>
Nourriture	57	100
Epargne	0	0
Investissement	0	0
Total	57	100

Source : nos enquêtes (question n°2)

De la lecture de ce tableau, nous remarquons que 57 sur 57 enquêtés soit 100% affirment avoir affecté leur revenu uniquement à l'alimentation pour la survie de leurs familles, la part lie à l'épargne et à l'investissement. Ce qui confirme notre deuxième hypothèse.

2. Sur la collectivité

Pour la cité de Minova, la gratuité a un impact purement négatif sur la vie des enseignants. Ce qui les amène à une difficulté de subvenir aux cas sociaux comme les deuils, les mariages, les anniversaires ... et cela crée de chômage à certains car ils arrivent à abandonner l'enseignement car ils ne gagnent absolument rien.

Le tableau suivant illustre l'effectif de ceux qui donnent leur avis sur l'impact de la gratuité

Tableau n°11: avis des enseignants sur l'impact de la gratuité de l'enseignement primaire

<i>Variante</i>	<i>Effectif</i>	<i>Pourcentage</i>
Négatif	56	98
Positif	1	2
TOTAL	57	100

Source : nos enquêtes

De ce tableau, nous constatons que 56 sur 57 enquêtés soit 98% affirment que la gratuité de l'enseignement primaire a un impact négatif sur la vie socio-économique des enseignants non mécanisés et pour toute la société entière. Ce qui confirme notre troisième hypothèse.

1 sur 57 enquêté soit 2% dit que la gratuité de l'enseignement primaire a un impact positif sur la vie socio-économique des enseignants non mécanisés.

À la suite de cette gratuité, les enseignants ne trouvent pas des fonds pour la scolarisation de leurs enfants, de leurs familiers, manquent quoi investir dans les activités lucratives, n'ont rien pour l'acquisition des parcelles, manquent des fonds pour la construction des maisons,....

Impact sur le plan économique

Il importe de dégager cet impact sur les ménages et sur la collectivité

1. Pour les ménages

De ce qui précède, nous avons remarqué que les enseignants ont un budget déficitaire qui ne les amène pas à subvenir aux besoins de leurs ménages ni à épargner. Ceci décroît l'économie de ces derniers.

2. Pour la collectivité

Les enseignants non mécanisés des écoles primaires ne trouvent pas de moyens pour aider au développement du milieu ni se procurer un champ, parcelle, ou créer même une petite boutique. Ceci amène le sous- développement de notre entité.

XIII. CONCLUSION

Nous voici au terme de notre travail porté sur « l'impact de la gratuité de l'enseignement primaire sur la vie socio-économique des enseignants, cas des écoles non payées de Minova ».

Tout au long de ce travail nous avons voulu répondre aux questions de savoir :

- Quelle est la source de revenu des enseignants non mécanisés ?
- Quel est le mode de répartition des revenus des enseignants non mécanisés ?
- Quel est l'impact de la gratuité d'enseignement primaire sur la vie socio-économique des enseignants ?

A ces 3 préoccupations susmentionnées qui achèvent notre problématique, nous avons formulés les hypothèses ci-après :

- Les enseignants de ces dites écoles n'ont pas d'autre source de revenu suffisant pour la survie de leurs familles ;
- Les enseignants de ces écoles primaires publiques non mécanisées n'ont pas de revenu à épargner et à consommer ;
- La gratuité de l'enseignement primaire a un impact négatif sur la vie socio-économique des enseignants.

La méthode statistique nous a permis de regrouper les données sous formes des tableaux en faisant ressortir certains pourcentages et l'approche analytique qui nous a permis d'analyser les faits observés sur l'impact de la gratuité de l'enseignement primaire sur la vie socio-économique des enseignants non payés de Minova.

Dans ce travail, nous avons prouvé que bon nombre d'enseignants d'écoles primaires non mécanisées de

Minova avaient reçu avec joie l'annonce de la gratuité car ils croyaient que leur vie s'améliorerait et que désormais chaque enfant congolais aurait accès à l'éducation scolaire.

Nous avons découvert que 100% de nos enquêtés ont un budget déficitaire pour donner suite à la gratuité pour la survie de leurs familles et cela a confirmé notre deuxième hypothèse.

La troisième hypothèse a été confirmée du fait que la gratuité de l'enseignement primaire a un impact négatif sur la vie socio-économique des enseignants.

Nous ne manquerons pas à signaler que les enseignants traversent de moment difficile actuellement et qui les amènent à une impossibilité de faire face aux dépenses familiales pour la survie de leurs ménages. Ce qui a confirmé notre première hypothèse.

D'où la nécessité de songer à la vie de l'enseignant car il assume une tâche tellement difficile.

Suggestions des enquêtés au gouvernement pour la réussite de la gratuité de l'enseignement primaire

Les suggestions suivantes sont données par nos enquêtés au gouvernement congolais pour que la gratuité de l'enseignement primaire soit effective :

- Que le gouvernement congolais puisse mettre en pratique la parole déjà annoncé aux parents et de respecter surtout le trésor public en évitant le vol de millions d'argent et autres biens publics,
- Que le gouvernement songe à payer les nouvelles unités et le non-payés tout en augmentant les salaires pour que les enseignants puissent bien exercer leur métier,

- Que le gouvernement respecte ses engagements en payant aux enseignants un salaire décent car l'éducation est parmi le meilleur secteur du pays,
- Que le gouvernement ait le souci et l'amour du peuple,
- Que le gouvernement songe à payer tous les enseignants car beaucoup d'entre eux souffrent et manquent des moyens pour la survie de leurs familles.

Nous ne prétendons pas avoir épuisé le champ de recherche qui renferme la notion de la gratuité en République Démocratique du Congo, nous sommes persuadés que ce travail n'a pas répondu efficacement à toutes les exigences liées à notre bonne volonté.

Comme toute œuvre humaine, ce travail comporte certes des lacunes indépendantes de notre bonne volonté.

Les remarques, suggestions constructives et conseils de nos lecteurs sont les bienvenus.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

0. G. MOKONZI BAMBANOKA, « les exclus de l'école congolaise, école démocratique », 2001, Hors-série, <http://www.écoledémocratique.org/article> ; consulté le 8/9/2020
1. Idem , l'école primaire congolaise et la lutte contre l'analphabétisme, 2006 , pg1
2. UNICEF, enquête nationale sur la situation des enfants et des femmes (M/CC 2/2001), rapport d'analyse, Kinshasa, 2002
3. UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous, 2003/2004, Paris, 2003
4. RDC, République Démocratique du Congo ; 2006 . « Constitution de la République

- Démocratique du Congo », journal officiel de la République Démocratique du Congo, numéro spécial
5. WARIN P. 1993. Les usagers dans l'évolution des services publics : étude des relations de service. Paris : Harmattan
 6. GUSTIN A. (2001), Management des établissements scolaires ;de l'évolution institutionnelle à la gestion stratégique, Bruxelles : De Boeck Université, Pg 32
 7. EKWA, M.B.I (2004), L'école trahie. Kinshasa : Codicec, Pg 181
 8. M. A. DELVAUX, « Guerre scolaire : suite... et fin ? Etude des avantages sociaux dans l'enseignement », Revue régionale de droit, 1996, Pg 225
 9. R . M BRAEKEN, « Les avantages sociaux, mouvement communal, 1996/4, Pg 189
 10. Selon la formule de J.M. DERMAGNE, « La gratuité dans l'enseignement » in Quels droits dans l'enseignement ?, Bruges, La charte, 1994, Pg 30

II. MEMOIRES ET AUTRES DOCUMENTS CONSULTÉS

11. Enseignement Supérieur et Universitaire au Zaïre, UNESCO, Paris, 1986
12. Gratien MOKONZI, la gratuité en République Démocratique du Congo, mémoire, ISP LUBUMBASHI, 2016
13. KANDOLO ON'UFUKU WA KANDOLO, la gratuité de l'enseignement primaire en République Démocratique du Congo, contribution à la mise en œuvre des mécanismes spécifiques, mémoire, ISP KISANGANI, 2016
14. TOM DE HERDT ET EMMANUEL KASONGO MUNONGO, la gratuité de l'enseignement primaire en RDC, Mémoire on line, 2013
15. TOULEMONDE, la gratuité de l'enseignement : passé, présent, avenir, mémoire on line

16. WEBOGRAPHIE

17. <https://www.memoireonline.cd>
18. tom.deherdt@ua.acbe;emakasongo@yahoo.fr
19. <http://w.w.w.etab.ac.caen.fr/centrephalucas/gprs/fichier/gratuite.PDF>
20. <https://linterview.cd/rd>
21. <http://www.c-retro-actuel.net>

par KITUMAINI SUKARI JUSTIN

Chap. XXI. RÉPRESSION DU TERRORISME INTERNATIONAL DES ADF-NALU FACE AUX DÉFIS DU RESPECT DES DROITS DU NOYAU DUR DANS L'EST DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Par ALIMASI KASELUKA *Espoir*
 Université des Martyres du Congo,
 Kaseya Mayaliwa Maxim
 Université des Martyres du Congo
 Courriel : espoirkaseluka@gmail.com

BIOGRAPHIE DE ALIMASI KASELUKA *Espoir*

ALIMASI KASELUKA *Espoir* est un juriste congolais, dynamique et engagé, spécialisé en droit public International et Droit des Droits de l'homme. Résidant à Goma, dans la province du Nord-Kivu en République Démocratique du Congo, il s'illustre par un parcours académique et professionnel orienté vers le développement, la gouvernance et le renforcement des capacités. Titulaire d'un Diplôme de Licence en Droit Public obtenu à l'Université de Goma, après un Graduat dans la même filière, il poursuit son parcours académique au troisième cycle où il est actuellement doctorant en Droit Humanitaire à l'Université des Martyrs du Congo (UNIM-RDC) en partenariat avec l'Université de Ngaoundéré du Cameroun.



Cette formation doctorale vient consolider ses compétences en recherche scientifique et en analyse des politiques publiques.

Sa formation de base en pédagogie générale lui confère également des aptitudes en encadrement, en transmission des connaissances et en animation académique.

Sur le plan professionnel, Espoir ALIMASI s'est distingué dans plusieurs fonctions stratégiques. Il a exercé comme Assistant Administratif chargé des Ressources Humaines au sein de l'ONG GRAADE Asbl, dans le cadre d'un projet de résilience financé par la FAO, axé sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans le territoire de Nyiragongo. Il a par la suite développé une expertise en logistique et en marketing en tant qu'Assistant Logisticien chez BIOMERDI Diagnostics, où il assure la gestion des stocks, la distribution des produits et le suivi opérationnel.

Depuis janvier 2024, il est Assistant du premier mandat à l'Université des Martyrs du Congo (UNIM-RDC), contribuant activement à la formation académique et à l'encadrement des étudiants.

Doté d'un esprit d'équipe, d'une grande capacité d'adaptation et d'un sens aigu de l'organisation, il est capable de travailler dans des environnements complexes et sous pression, y compris dans des contextes sécuritaires sensibles. Sa rigueur, son autonomie et son sens des priorités font de lui un professionnel fiable et performant.

Il a également renforcé ses compétences à travers des formations certifiantes, notamment en gestion de projets de développement (CEPROS) et en logistique générale (Ascenseur Social). Maîtrisant les outils informatiques (Word, Excel, Internet) et parlant plusieurs langues (français, swahili, anglais et lingala), Espoir ALIMASI est un acteur engagé dans la promotion du développement durable, de l'éducation et de la résilience communautaire.

Animé par des valeurs d'intégrité, de responsabilité et de service, il œuvre pour un impact positif et durable au sein de sa communauté et dans son domaine professionnel.

BIOGRAPHIE du Co-Auteur

Me KASEYA MAYALIWA MAXIME est un juriste congolais, avocat près la Cour d'Appel du Maniema, spécialiste en droit public interne, communication institutionnelle et gouvernance publique. Né le 12 novembre 1979 à Kindu, en République Démocratique du Congo, il s'est distingué par un parcours riche et multidimensionnel, à l'intersection du droit, des médias, de l'administration publique et de l'engagement social.



Titulaire d'une Licence en Droit Public obtenue à l'Université de Kindu (UNIKI), il a poursuivi ses études jusqu'au troisième cycle, couronné en janvier 2026 par un Diplôme d'Études Approfondies (Master) en Droit Public Interne à l'Université de Ngaoundéré (Cameroun), en partenariat avec l'Université des Martyrs du Congo, avec la mention Grande Distinction.

Il débute sa carrière dans le secteur des médias, où il exerce comme journaliste, rédacteur en chef et directeur de radio, développant ainsi une expertise solide en communication et en gestion de l'information.

Il s'oriente ensuite vers le domaine juridique et administratif, notamment comme Chef de Cellule du Contentieux à la Direction des Recettes du Maniema, avant d'être inscrit au barreau près la Cour d'Appel du Maniema depuis le 13 novembre 2010.

Au sein de l'administration publique, Me KASEYA a occupé plusieurs fonctions stratégiques, notamment Conseiller chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, Directeur de Cabinet ministériel, Conseiller en éducation et recherche scientifique, ainsi que Secrétaire Exécutif Adjoint du Gouvernement Provincial du Maniema. Il s'est également illustré comme Directeur de Communication et Porte-parole du Gouverneur du Maniema, contribuant à la gestion de l'image institutionnelle et aux relations publiques.

Son engagement s'étend également au domaine sportif, où il a occupé des responsabilités de premier plan. Il a été Premier Vice-président de l'Entente Urbaine de Football de Kindu, puis Secrétaire Exécutif Provincial de la Ligue de Football du Maniema, tout en étant membre statutaire de l'Assemblée Générale de la FECOFA. Ces fonctions témoignent de son implication active dans la promotion du sport et de la jeunesse.

Dans le domaine académique, il est actuellement Assistant de premier mandat à l'Université des Martyrs du Congo et Conseiller en communication au Cabinet du Recteur de cette institution. Il a également servi comme Conseiller juridique au Cabinet du Questeur adjoint du Sénat.

Très engagé dans la société civile, Me KASEYA a fait un passage remarquable au sein des organisations de défense des droits de l'homme, où il a contribué à la promotion des libertés fondamentales et à la lutte contre les violations des droits humains. Aujourd'hui, il poursuit cet engagement en tant que membre des organisations de protection de l'environnement, œuvrant pour la

préservation des ressources naturelles et le développement durable.

Doté d'un sens élevé de responsabilité, d'un esprit analytique et d'une grande capacité d'adaptation, il est reconnu pour son leadership, son professionnalisme et sa capacité à évoluer dans des environnements complexes. Maîtrisant plusieurs langues nationales ainsi que les outils informatiques, il allie compétence technique et intelligence relationnelle.

Animé par des valeurs d'intégrité, de justice et de service, Me KASEYA MAYALIWA MAXIME contribue activement au renforcement de l'État de droit, à la gouvernance publique et à la promotion d'un développement durable en République Démocratique du Congo.

RÉSUMÉ

Face à la recrudescence des activités terroristes des ADF-NALU et d'autres groupes armés dans l'Est de la République Démocratique du Congo, la présente recherche examine les mécanismes juridiques de répression du terrorisme international à la lumière des défis posés par le respect des droits du noyau dur. Ces droits, dits non dérogeables à savoir : le droit à la vie, l'interdiction de la torture, le droit à la dignité humaine et le droit à un procès équitable, demeurent inaliénables même en période de guerre ou d'état d'urgence. Adoptant une approche juridique et analytique, fondée sur le positivisme normativiste et la sociologie du droit, cette étude démontre que, malgré l'existence d'un arsenal normatif complet (textes internationaux, régionaux et nationaux), la mise en œuvre effective de la répression du terrorisme en RDC demeure entravée par la faiblesse institutionnelle, la politisation de la justice et le déficit de mécanismes spécialisés.

Les résultats de la recherche soulignent que la répression du terrorisme international ne peut être efficace ni légitime que si elle reste conforme au jus Cogens et aux principes fondamentaux de l'humanité. La sécurité nationale, pour être durable, doit impérativement s'articuler avec le respect des droits du noyau dur. Ainsi, la lutte antiterroriste ne saurait justifier la suspension des garanties fondamentales, car une répression déshumanisée compromet la paix, la justice et l'État de droit. Cette étude appelle à un rééquilibrage entre la sécurité et les droits humains, à travers le renforcement des institutions judiciaires, la spécialisation des juridictions, la coopération internationale et la promotion d'une culture de légalité et de dignité.

Mots-clés : Répression du terrorisme – Souveraineté – ADF-NALU – Droits du noyau dur – Terrorisme transnational – Jus Cogens – Dignité humaine.

ABSTRACT

In the face of the growing terrorist activities carried out by ADF-NALU and other armed groups in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo, this research examines the legal mechanisms of repression of international terrorism considering the challenges posed by the protection of non-derogable core human rights. These rights namely: the right to life, the prohibition of torture, the right to human dignity, and the right to a fair trial remain inalienable even during times of war or national emergency. Using a legal-analytical approach grounded in normative positivism and the sociological method, this study reveals that, despite the existence of a comprehensive normative framework (international, regional, and national instruments), the implementation of counter-terrorism measures in the DRC is hindered by

institutional weaknesses, political interference in the judiciary, and the lack of specialized mechanisms. The findings demonstrate that the repression of international terrorism can only be legitimate and effective if it complies with jus Cogens norms and the fundamental principles of humanity. National security, to be sustainable, must be pursued in harmony with the protection of core non-derogable rights. Therefore, the fight against terrorism cannot justify the suspension of fundamental guarantees, as dehumanized repression undermines peace, justice, and the rule of law. Ultimately, this dissertation calls for a balance between security and human rights, through the strengthening of judicial institutions, the specialization of courts, enhanced international cooperation, and the promotion of a culture rooted in legality and human dignity.

Keywords: Counter-terrorism – State sovereignty – ADF-NALU – Core human rights – Transnational terrorism – Jus Cogens – Human dignity.

INTRODUCTION

1. Contexte et justification du choix du sujet

Depuis plus de deux décennies, la partie orientale de la République Démocratique du Congo (RDC) est en proie à une insécurité grandissante chronique, causée en grande partie par des activités terroristes meurtrières, perpétrées par des groupes armés non étatiques, parmi lesquels se trouvent les ADF-NALU(Elischer, 2023:68) affiliés à l'État Islamique. Ce groupe armé multiplie des exactions contre les populations civiles en RDC, engendrant des violations graves et répétées des droits de l'homme, notamment ceux considérés comme appartenant au noyau dur, à savoir, le droit à la vie, l'interdiction de la torture ainsi que le droit à la dignité humaine, pour ne citer que ceux-ci.

Dans un tel contexte, la répression des activités des groupes terroristes par l'Etat agressé et victime, et dont la souveraineté a été violée par ces derniers, doit allier l'exigence de garantir une des fonctions régaliennes de tout Etat souverain, en faisant condamner et punir de telles violations afin d'assurer la protection de population congolaise et de leurs biens dans le respect de droit. Une telle démarche s'inscrit, dans le prolongement des idéaux humanistes post-Solferino (Dunant, H. (1862) : Un souvenir de Solferino, Genève : Imprimerie jules-Guillaume Fi XXX), de rechercher l'équilibre permanente entre l'impératif de sécurité et le respect des droits fondamentaux et s'applique à tous les belligérants quelle que soit la légitimité de la guerre, dans le but de limiter les souffrances de populations humaines.

De la même façon que le *jus ad bellum*(Charte des Nations Unies, art. 2§4 et 51.) se distingue et s'oppose au *jus in Bello*(XXX), de même, notre défi reviendrait à analyser le problème relatif à la répression des exactions et voies de faits causées par des groupes armés terroristes à l'une du sacro-saint respect des droits du noyau dur. Que ce soit la réaction militaire armée de l'Etat agressé, les décisions et sanctions prises par la CIJ(statut de la cour international de justice, Nations Unies, San Francisco, 1945), la CPI(statut de Rome de la cour pénale internationale,1998) ou les tribunaux nationaux, il est récurrent de constater que la répression du terrorisme international, tel que labélisé et encadré respectivement par les conventions de Genève (CICR, 1949 : 232), le statut de Rome(1998), leurs protocoles additionnels(DIH, 1977) et les chartes les régissant, ont maille à partir avec l'implémentation et l'opérationnalisation concrètes des sanctions prises ou à prendre, et / ou des mesures légitimes de répressions armées ou non, pour qu'elles restent conformes et compatibles avec les obligations internationales en matière de droits de l'homme.

En effet, les États d'urgence(Gilles LEBRETON, 2005 :187), les états de siège (Constitution française,1958 : Art. 36), les régimes juridiques d'exception, transférant les pouvoirs de police administrative de l'autorité civile aux autorités militaires, et qui, somme toute, permettent de faire face à un péril imminent ou à une invasion militaire étrangère, comme c'est le cas à l'Est de la RDC, entraînent très généralement une limitation, voire, une restriction des libertés publiques fondamentales et sont généralement incompatible avec la consécration des droits de l'homme.

Dès lors, ce travail de recherche se propose de problématiser les défis posés par la répression du terrorisme international dans un contexte de guerre asymétrique, tout en analysant les limites et responsabilités juridiques de l'État congolais et des acteurs internationaux face aux violations des droits intangibles.

Il s'agira de démontrer que le combat contre les groupes terroristes comme les ADF-NALU ne doit en aucun cas justifier une mise entre parenthèses des garanties fondamentales reconnues par les instruments internationaux et constitutionnels.

Ainsi, le présent sujet de recherche de mémoire de DEA sera constitué de l'objet de l'étude (I), de l'intérêt du sujet (II), de la problématique, elle-même constituée de l'état de la question ou revue de la littérature et de la question centrale, (III), de l'Hypothèse (IV), de la conduite de l'étude, c'est-à-dire de la méthode et des techniques d'investigation (V) et de la présentation du plan de travail (VI).

2. Objectifs

La recherche menée porte sur la « répression du terrorisme international des ADF-NALU face aux défis du respect des droits du noyau dur à l'Est de la République Démocratique du Congo » et poursuit trois objectifs ci-après :

- Analyser les interactions difficiles, parfois conflictuelles entre la nécessité de la lutte contre le terrorisme international et la protection des droits du noyau dur (tels que le droit à la vie, à l'intégrité physique, à un procès équitable, à la dignité humaine et la prohibition de la torture ou des traitements inhumains) qualifiés des droits fondamentaux et inaliénables des

- populations meurtries de l'Est de la République Démocratique du Congo ;
- Identifier les mécanismes de force et de convergence entre la lutte contre le terrorisme et la protection des droits de l'homme tout en proposant les pistes des solutions afin de garantir que la sécurité ne se fasse pas au détriment de la justice et des principes humanitaires fondamentaux dans la partie Est déjà fragilisée depuis les décennies par les conflits armés de tout genre et
 - Proposer les pistes de réforme et d'action pour concilier la lutte antiterroriste avec le respect des droits humains les plus essentiels.

3. Intérêt de l'étude

Cette étude a pour intérêt de concilier et précautionner deux impératifs catégoriques vitaux, défendre l'intégrité et la souveraineté territoriale avec tous leurs corollaires dans la lutte contre le terrorisme transnational, tout en en garantissant le respect des droits fondamentaux tout en déterminant la place des droits du noyau dur face au défi sécuritaire observé à l'Est de la RDC ; contribuer à mettre fin à la tragédie qui sévit à l'Est de la RDC en clarifiant les contours sémantiques de la compréhension des droits de l'homme dans un contexte de violation flagrante des instruments nationaux et internationaux protégeant les droits de l'homme qui se commettent à ciel ouvert en RDC par les terroristes des ADF-NALU et M23 mais aussi par la pratique de vengeance qui se fait contre ces groupes terroristes par le gouvernement congolais une fois capturé sanctionnée par la peine de mort sous regard impuissant de la communauté internationale.

4. Problématique

Pour que la question fondamentale que se pose un chercheur soit actuelle, cohérente, originale, efficace et pertinente, il faut que le problème soit clairement identifié, très bien défini et diversement présenté dans tous ses aspects, en considérant le temps et son espace d'expression. L'état de la littérature relative au sujet du terrorisme, en général et du terrorisme transfrontalier dans les pays des grands lacs auxquels fait partie la RDC est assez compulsée et nombreuse. Dans l'optique de nous permettre de nous démarquer de nos devanciers, nous avons consulté un certain nombre de leurs travaux.

Dans l'article intitulé « *The ADF-NALU rebellion in Uganda : A challenge to the global war on terror ?* », Kasaija (2007 : 3-12) a voulu connaître l'affiliation et les affinités identitaires qui doivent être accolées aux ADF-NALU. Doivent-elles être considérées comme un simple mouvement rebelle local ou comme un groupe terroriste international lié à l'islamisme radical ?

Voilà autant de questionnement qui balisent son travail. Il cherche également à établir quelle est leur connexion éventuelle avec les réseaux terroristes mondiaux comme Al-Qaïda. Son travail va également beaucoup s'appesantir sur la recherche de ce qui fonde et justifie leur existence et leur persistance constituent un défi pour la guerre globale contre le terrorisme, souvent focalisée ailleurs (Afghanistan, Irak, etc.). Après analyse, il va conclure que les ADF-NALU ne peuvent plus être considérés comme un simple groupe rebelle local ; leur caractère transfrontalier et leur fonctionnement en réseau en font une menace potentielle dans le cadre de la guerre globale contre le terrorisme.

Si ce travail met l'emphasis sur l'internationalisation et la montée en puissance du groupe armé dénommé ADF-NALU, il est néanmoins à noter que l'auteur n'a pas pu aborder la problématique des droits fondamentaux dans le cadre de la répression étatique ou juridictionnel.

La lecture et l'exploitation du rapport d'enquête de recherche Indépendant publié en 2021 intitulé : *ADF-NALU : Anatomie d'un groupe armé islamiste a fait une étude approfondie de l'idéologie, du fonctionnement et des crimes commis par les ADF-NALU dans l'Est de la RDC*, et rédigé par le Groupe d'étude sur le Congo (GEC, 2021 : 12-55) il ressort clairement que les ADF-NALU sont responsables de massacres, d'enlèvements, de viols, des incendies des villages et autres violations graves. Malgré le fait que ce rapport n'ait pas traité le cadre juridique de la répression ni de la question des droits fondamentaux, il a le mérite scientifique de dresser une recension des données empiriques cruciaux sur les violations causées par les ADF-NALU, autant de données qui ont été fort utile et servi de base factuelle pour démontrer les violations des ADF-NALU.

Dans son mémoire en Master portant sur « la Lutte contre le terrorisme et protection des droits fondamentaux en RDC : Le dilemme sécuritaire », Sifa (2023 :xx) conclu que la lutte anti-terroriste en RDC oscille entre nécessité sécuritaire et respect des libertés fondamentales. Selon l'auteur, l'Etat privilégie la sécurité au détriment du droit. Ce mémoire, pionnier d'une réflexion heuristique endogène, traite de manière générale des droits fondamentaux.

Notre étude quant à elle isole les droits non-dérogeables et les confronte aux pratiques de répression spécifiques contre les ADF-NALU. C'est en cela qu'elle s'en spécifie. Dans son article intitulé « Counter-Terrorism and Human Rights : Tension and Compatibilities », D'Alessandra (2014 :55-65.), conclut que la lutte anti-terroriste entraîne souvent des violations structurelles des droits humains ; certains droits, dits non-dérogeables, doivent être protégés à tout prix. Elle nous fournit en termes d'apport scientifique un cadre théorique clair pour examiner la compatibilité entre répression et droits intangibles.

Aaron Zelin (2016 :56-65) dans son article intitulé « The Islamic State's provinces : Expansion and local realities », il conclut que les ADF-NALU utilisent la rhétorique de l'État islamique, mais gardent une autonomie opérationnelle ; leurs liens sont plus idéologiques que matériels ; du point de vue apport à notre recherche, ce travail nuance la qualification de « terrorisme international », essentielle pour discuter la base juridique de la répression.

De même, dans son ouvrage intitulé « *Le droit International des droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme* », Verclytte (2007), analyse et développe à suffisance l'encadrement qui est réservé par les corpus juridiques existants pour régir la lutte contre les formes de terrorisme. Elle établit une interaction entre droit de l'homme et mesures antiterroristes. Le résultat du travail de cette auteure soutient que la lutte contre le terrorisme doit respecter des limites juridiques strictes pour éviter l'arbitraire et son apport dans notre sujet de recherche c'est que ça constitue un cadre théorique sur la compatibilité entre sécurité et droits fondamentaux, bien qu'il se fût limité dans l'approche générale, non contextualisée à l'Afrique ou à la RDC.

Dans son Article intitulé « *La justice face aux crimes des ADF-NALU en RDC : entre impunité et instrumentalisation sécuritaire* », Kambale (2021 :35) déroule une analyse critique des réponses judiciaires aux crimes des ADF-NALU. Il établit et décline le résultat de ce son travail dénonce l'impunité des crimes des ADF-NALU, mais aussi les abus de l'État sous couvert de lutte antiterroriste. L'apport de son travail dans notre sujet recherche dans l'espace scientifique c'est de mettre en lumière les dérives de la justice antiterroriste en RDC. La démarcation et l'originalité de cette recherche se décline également par rapport aux écrits contenus dans les très nombreux articles et rapports rédigés respectivement par International Crisis Group(ICG), Human Rights Watch, (HRW) Kivu Security Tracker (KST) : Carte d'incidents de sécurité dans les provinces du Nord et Sud-Kivu et Ituri (RDC) (NYU CIC 2017-2025), <https://kivusecurity.org>, Groupe d'Experts des Nations Unies sur le Congo,(2023-2024) : Rapport final Réf. S/2022/479 et S/2024/289, Small Arms Survey, ACLED, 2015-2023, Conflict Data for the DRC, Washington DC qui dans leur ensembles recensent de façons détaillées les exactions perpétrées par les groupes armés dans cette zone de la RDC en général et en particulier celles commises par les ADF-NALU, mais aussi suggèrent de solutions pour y mettre fin.

En définitive, il ressort que si plusieurs études ont été menées sur les ADF-NALU ou sur la lutte antiterroriste de manière générale, très peu ont articulé ces deux dimensions autour de la question des droits fondamentaux non dérogeables dans un contexte de conflit prolongé comme, notamment « défendre l'intégrité et la souveraineté territoriale avec tous leurs corolaires dans la lutte contre le terrorisme transnational, tout en en garantissant le respect des droits fondamentaux tout

en déterminant la place des droits du noyau dur face au défi sécuritaire » observé à l'Est de la RDC. Ce sujet s'inscrit donc dans une perspective à la fois critique et constructive, en vue de contribuer à la réflexion sur la compatibilité entre sécurité et humanité dans un environnement instable. Au sortir de la mise en lumière de l'intitulé de ce sujet, la question centrale posée par cette recherche est de « **comment le droit international encadre-t-il la répression du terrorisme international en RDC** tout en en garantissant le respect des droits fondamentaux du noyau dur face au défi sécuritaire.»

5. Hypothèse

De la question centrale de recherche découle l'hypothèse « les exactions transfrontalières des groupes armés terroristes sur un territoire souverain sont réprimées par un ordonnancement juridique diversifié ».

6. Délimitation temporelle

La présente recherche s'étend de 2014 à 2025. L'année 2014 avait marqué un tournant majeur dans la dynamique du terrorisme à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) caractérisé par l'intensification des attaques des Allied Democratic Forces (ADF-NALU) contre les populations civiles et les Forces Armées de la RDC (FARDC) dans les territoires de Beni, Province du Nord-Kivu qui s'est poursuivi au fil des années jusqu'à s'étendre dans les territoires de Irumu et de Mambasa dans la province de l'Ituri depuis 2017 jusqu'au moment de l'analyse actuelle en 2025.

Ces deux provinces constituent l'épicentre des violences terroristes perpétrées par les ADF-NALU et d'autres groupes armés, dont les exactions se traduisent par des massacres de civils, des enlèvements, des viols, des pillages et des déplacements massifs de populations.

Cette période (2014-2025) coïncide également avec le renforcement du cadre normatif international et national à l'instar de l'état de siège mis en place en 2021 dans les deux provinces précitées afin de lutte contre le terrorisme à travers la consolidation de la coopération régionale et la mise en œuvre de la loi n°04/023 du 12 novembre 2004 relative à la répression du financement du terrorisme.

Cette délimitation temporelle favorise donc une lecture diachronique et critique de l'efficacité du dispositif répressif congolais au regard du respect des droits du noyau dur. Ainsi, le choix de cet espace géographique se justifie par son importance géopolitique, sécuritaire et humanitaire. Il permet d'analyser, de manière concrète et contextualisée, les tensions entre l'impératif de sécurité nationale et le respect des droits intangibles dans un environnement marqué par la fragilité étatique et la complexité des conflits armés.

7. Matériels et Méthodes

La méthodologie adoptée dans ce travail s'appuie sur une approche mixte, à la fois juridique, analytique, critique et contextuelle, adaptée à l'étude de la répression du terrorisme international des ADF-NALU face aux défis du respect des droits du noyau dur à l'Est de la RDC.

D'une part, le chercheur a mobilisé la méthode juridique positiviste normativiste, centrée sur l'analyse des textes nationaux et internationaux (Constitution, 2006, lois, traités, conventions et jurisprudence). Cette approche, fondée sur la dogmatique et la casuistique, a permis d'interpréter et de systématiser les normes juridiques applicables à la répression du terrorisme et à la protection des droits fondamentaux.

D'autre part, le travail a intégré une approche sociologique et critique, visant à confronter les normes à la réalité du terrain et aux pratiques institutionnelles. Cette démarche a permis d'identifier les écarts entre le droit proclamé et le droit appliqué, notamment dans le contexte des états d'exception, des faiblesses institutionnelles et de la politisation des poursuites judiciaires.

En outre, des techniques complémentaires ont été mobilisées : la recherche documentaire (textes juridiques, rapports officiels, doctrine), l'analyse qualitative et comparative, ainsi que l'observation contextuelle des faits sécuritaires entre 2014 et 2025 dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.

En somme, cette méthodologie pluridimensionnelle a permis de concilier l'exigence scientifique du droit avec la compréhension des réalités socio-sécuritaires, afin de proposer une analyse équilibrée entre impératif sécuritaire et respect des droits du noyau dur.

Section I. Présentation des Résultats

Au terme de cette recherche intitulée « La répression du terrorisme international face aux défis du respect des droits du noyau dur : cas de l'Est de la RDC », les résultats obtenus révèlent que la répression du terrorisme international, notamment celui perpétré par les ADF-

NALU dans la partie orientale de la République Démocratique du Congo, s'inscrit dans une dialectique complexe entre impératif sécuritaire et respect des droits fondamentaux intangibles.

L'étude a démontré que, malgré l'existence d'un arsenal normatif complet au niveau international composé des conventions universelles, des protocoles additionnels et du Statut de Rome, ainsi qu'un cadre législatif interne renforcé par les réformes pénales, la mise en œuvre effective de ces instruments demeure entravée par de profondes insuffisances institutionnelles, politiques et structurelles, lesquelles affaiblissent la portée répressive de la justice antiterroriste en RDC.

L'analyse comparée des textes internationaux, régionaux et nationaux a permis d'établir que le droit international public consacre un ensemble de normes impératives (jus Cogens) interdisant toute dérogation au respect des droits du noyau dur, même en période d'état d'urgence ou de siège. Ces droits à savoir : le droit à la vie, l'interdiction de la torture, le droit à la dignité humaine et celui à un procès équitable doivent demeurer inviolables, quelles que soient les circonstances sécuritaires. En conséquence, la lutte antiterroriste ne saurait être légitime que si elle s'opère dans le strict respect de ces droits non dérogeables, lesquels fondent l'humanisme du droit et la légitimité morale de toute action répressive.

Les résultats de cette recherche ont également mis en lumière que la RDC a accompli des progrès normatifs en matière de lutte contre le terrorisme, notamment par l'adoption de la loi n°04/023 du 12 novembre 2004 sur la répression du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme, la loi n°06/018 du 20 juillet 2006 modifiant le code pénal, ainsi que la mise en place d'organes spécialisés tels que la CENAREF.

Cependant, la portée de ces textes reste limitée par l'absence de mécanismes institutionnels efficaces, la politisation de la justice, le manque de spécialisation des juridictions compétentes, et l'insuffisance de garanties procédurales pour les personnes poursuivies.

Sur le plan doctrinal, la recherche a permis de combler un vide scientifique dans l'approche juridique de la lutte antiterroriste en RDC. Contrairement à plusieurs travaux antérieurs notamment ceux de Sifa Ndaye, Kambale Musavuli, Federica D'Alessandra ou encore Nathalie Verclytte qui abordent séparément la problématique du terrorisme ou celle des droits fondamentaux, la présente étude articule ces deux dimensions autour de la notion spécifique des droits du noyau dur, offrant ainsi une lecture novatrice et contextualisée de la répression des ADF-NALU à l'Est de la RDC.

Le résultat scientifique essentiel de cette étude est que la répression du terrorisme international ne peut être conforme au droit que si elle demeure assujettie aux impératifs du respect du jus Cogens et des droits intangibles. Autrement dit, la sécurité nationale ne saurait être durablement garantie au prix d'une suspension des droits fondamentaux, car une répression déshumanisée sape les fondements mêmes de la paix et de la justice internationale.

En somme, les résultats issus de cette étude démontrent que la répression du terrorisme international dans l'Est de la RDC ne saurait être efficace ni légitime sans l'ancrage du respect des droits du noyau dur. La véritable victoire contre le terrorisme ne réside donc pas uniquement dans la neutralisation des groupes armés, mais surtout dans la capacité de l'État à concilier sécurité et humanité, afin d'asseoir une paix durable fondée sur la justice, la dignité et la primauté du droit.

Section II. Discussion

La spécificité et l'originalité de notre recherche se distingue des précédents travaux par une approche juridique et analytique croisée qui intègre les dimensions sécuritaires, juridiques, éthiques et humanitaires, en analysant aussi bien la classification, la nomenclature et la typologie juridiques des crimes des ADF-NALU, ainsi que les mécanismes de répression prévus par les conventions, traités et actes additionnels, tout en consacrant les droits intangibles qui doivent rester inviolables même en période d'exception. En définitive, et en contrastant nos travaux avec ceux réalisés par d'autres chercheurs, il ressort nettement que nous mettons l'emphasis sur une focalisation sur les droits du noyau dur ; ce que très peu d'études font dans leurs recherches.

Bien plus, nous avons adossé notre recherche sur un ancrage contextuel spécifique, dans le contexte de la lutte contre le terrorisme en Afrique centrale ; notre sujet comble ce vide. Et pour terminer, notre originalité est fondée sur une exégèse normative et critique qui nous a permis d'évaluer la conformité des pratiques de lutte antiterroriste avec le droit international et les droits de l'homme.

Dans son article intitulé « *The ADF-NALU rebellion in Uganda : A challenge to the global war on terror ?* », KASAIJA (2007 :3-12) a voulu connaître l'affiliation et les affinités identitaires qui doivent être accolées aux ADF-NALU. Doivent-elles être considérées comme un simple mouvement rebelle local ou comme un groupe terroriste international lié à l'islamisme radical ? Voilà autant de questionnement qui balisent son travail.

Il cherche également à établir quelle est leur connexion éventuelle avec les réseaux terroristes mondiaux comme Al-Qaïda. Son travail va également beaucoup s'appesantir sur la recherche de ce qui fonde et justifie leur existence et leur persistance constituent un défi pour la guerre globale contre le terrorisme, souvent focalisée ailleurs (Afghanistan, Irak, etc.). Après analyse, il va conclure que les ADF-NALU ne peuvent plus être considérés comme un simple groupe rebelle local ; leur caractère transfrontalier et leur fonctionnement en réseau en font une menace potentielle dans le cadre de la guerre globale contre le terrorisme. Si ce travail met l'accent sur l'internationalisation et la montée en puissance du groupe armé dénommé ADF-NALU, il est néanmoins à noter que l'auteur n'a pas pu aborder la problématique des droits fondamentaux dans le cadre de la répression étatique ou juridictionnel. Or, c'est justement à ce niveau que notre sujet se démarque et se distingue de sa recherche, car nous questionnons non seulement sur la problématique des droits fondamentaux dans le cadre de la répression étatique ou juridictionnel, mais nous la spécifions au cas des populations martyrs du levant congolais en sacralisant le respect des droits du noyau dur.

La lecture et l'exploitation du rapport d'enquête de recherche Indépendant publié en 2021 intitulé : *ADF-NALU : Anatomie d'un groupe armé islamiste a fait une étude approfondie de l'idéologie, du fonctionnement et des crimes commis par les ADF-NALU dans l'Est de la RDC*, et rédigé par le Groupe d'étude sur le Congo (GEC, 2021 :12-55) il ressort clairement que les ADF-NALU sont responsables de massacres, d'enlèvements, de viols, des incendies des villages et autres violations graves.

Malgré le fait que ce rapport n'ait pas traité le cadre juridique de la répression ni de la question des droits fondamentaux, il a le mérite scientifique de dresser une recension des données empiriques cruciaux sur les violations des ADF-NALU, autant de données qui nous ont été fort utile et nous ont servi de base factuelle pour démontrer les violations des ADF-NALU. Cependant, notre travail de recherche s'en distingue dudit rapport en mettant plus l'emphasis sur une dynamique juridique et normative.

Dans son mémoire en Master portant sur « la Lutte contre le terrorisme et protection des droits fondamentaux en RDC : Le dilemme sécuritaire », SIFA NDAYE conclut que la lutte anti-terroriste en RDC oscille entre nécessité sécuritaire et respect des libertés fondamentales. Selon lui, l'Etat privilégie la sécurité au détriment du droit. Ce mémoire, pionnier d'une réflexion heuristique endogène, traite de manière générale des droits fondamentaux. Notre étude quant à elle isole les droits non-dérogeables et les confronte aux pratiques de répression spécifiques contre les ADF-NALU. C'est en cela qu'elle s'en spécifie.

Dans son article intitulé « Counter-Terrorism and Human Rights : Tension and Compatibilities », D'Alessandra (2014 :55-65.), conclut que la lutte anti-terroriste entraîne souvent des violations structurelles des droits humains ; certains droits, dits non-dérogeables, doivent être protégés à tout prix. Elle nous fournit en termes d'apport scientifique un cadre théorique clair pour examiner la compatibilité entre répression et droits intangibles. Les conclusions de son article se distinguent de notre recherche, en ceci que son article reste comparatif et général, alors que notre étude se veut

descriptive, factuelle, mais surtout contextuelle et actualisée au cas concret de l'Est de la RDC.

AARON ZELIN dans son article intitulé « The Islamic State's provinces : Expansion and local realities », il conclut que les ADF-NALU utilisent la rhétorique de l'État islamique, mais gardent une autonomie opérationnelle ; leurs liens sont plus idéologiques que matériels ; du point de vue apport à notre recherche, ce travail nuance la qualification de « terrorisme international », essentielle pour discuter la base juridique de la répression. Notre étude se particularise de l'article ci-dessus indiqué en ceci que notre recherche ne se limite pas à la discussion de l'appartenance, mais analyse les conséquences pratiques de cette qualification sur les droits fondamentaux.

De même, dans son ouvrage intitulé « *Le droit International des droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme* », NATHALIE VERCLYTTE, analyse et développe à suffisance l'encadrement qui est réservé par les corpus juridiques existants pour régir la lutte contre les formes de terrorisme. Elle établit une interaction entre droit de l'homme et mesures antiterroristes. Le résultat du travail de cette auteure soutient que la lutte contre le terrorisme doit respecter des limites juridiques strictes pour éviter l'arbitraire et son apport dans notre sujet de recherche c'est que ça constitue un cadre théorique sur la compatibilité entre sécurité et droits fondamentaux, bien qu'il se fût limité dans l'approche générale, non contextualisée à l'Afrique ou à la RDC. La particularité de notre travail de recherche, somme toute des affinitairement proche des conclusions de Mme VERCLYTTE, c'est le fait pour nous, d'avoir actualisé, contextualisé et tropicalisé la problématique qu'elle

développe sur le cas concret des ADF-NALU qui opèrent et écument à l'Est de la RDC.

Dans son Article intitulé « La justice face aux crimes des ADF-NALU en RDC : entre impunité *et instrumentalisation sécuritaire* », KAMBALE MUSAVULI déroule une analyse critique des réponses judiciaires aux crimes des ADF-NALU. Il établit et décline le résultat de ce son travail dénonce l'impunité des crimes des ADF-NALU, mais aussi les abus de l'État sous couvert de lutte antiterroriste. L'apport de son travail dans notre sujet recherche dans l'espace scientifique c'est de mettre en lumière les dérives de la justice antiterroriste en RDC. Cependant, il n'aborde pas explicitement la notion de droits du noyau dur. Notre travail cependant, c'est, qu'en plus de la convocation des conventions mères et des actes additionnels, il s'est largement appesanti sur une analyse descriptive du contenu théorique et juridique des droits du noyau dur et leur lien avec les droits fondamentaux intangibles.

En définitive, il ressort que si plusieurs études ont été menées sur les ADF-NALU ou sur la lutte antiterroriste de manière générale, très peu ont articulé ces deux dimensions autour de la question des droits fondamentaux non dérogeables dans un contexte de conflit prolongé comme en RDC. Notre sujet s'inscrit donc dans une perspective à la fois critique et constructive, en vue de contribuer à la réflexion sur la compatibilité entre sécurité et humanité dans un environnement instable. Nous nous démarquons de la majorité des études précédentes parce que notre recherche se focalise essentiellement sur ces prérequis théoriques fondamentaux.

Conclusion

Au terme de notre étude intitulée « La répression du terrorisme international face aux défis du respect des droits du noyau dur dans l'Est de la République Démocratique du Congo : cas des ADF-NALU », il ressort que la lutte contre le terrorisme international constitue aujourd'hui l'un des plus grands défis auxquels la communauté internationale et les États souverains doivent faire face.

Dans le cas particulier de la RDC, l'activisme terroriste des ADF-NALU et d'autres groupes armés à l'Est du pays a engendré des violations massives et répétées des droits fondamentaux, compromettant ainsi la paix, la stabilité et la dignité humaine.

Notre démarche scientifique a permis de démontrer que la répression du terrorisme international ne saurait être réduite à une simple réaction militaire ou sécuritaire. Elle doit s'ancrer dans un cadre juridique cohérent, fondé sur les principes du droit international, du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Ces trois branches du droit, loin de s'opposer, se complètent dans l'objectif de concilier la légitime défense des États et la sauvegarde des droits du noyau dur.

En effet, le respect du jus Cogens, c'est-à-dire des normes impératives du droit international, constitue une exigence non négociable dans toute action répressive. Ainsi, même en période d'état d'urgence, de siège ou de guerre asymétrique, les droits du noyau dur — le droit à la vie, le droit à la dignité humaine, l'interdiction de la torture et des traitements inhumains, ainsi que le droit à un procès équitable doivent demeurer inviolables.

Leur protection n'est pas une option morale, mais une obligation juridique qui fonde la légitimité du pouvoir répressif de l'État. Sur le plan national, notre recherche a mis en exergue que la République Démocratique du Congo dispose d'un arsenal juridique relativement étoffé en matière de lutte contre le terrorisme, constitué notamment du code pénal, du code de procédure pénale, de la loi n°04/023 du 12 novembre 2004 sur la répression du financement du terrorisme, et d'autres lois connexes sur la défense nationale et la police. Cependant, la mise en œuvre effective de ces textes souffre encore de plusieurs limites : faiblesse institutionnelle, politisation de la justice, absence de spécialisation des juridictions compétentes, et insuffisance de coordination entre acteurs nationaux et internationaux.

Sur le plan international, la RDC a ratifié plusieurs instruments juridiques universels et régionaux relatifs à la lutte contre le terrorisme et à la protection des droits humains. Toutefois, la transposition et l'application interne de ces engagements demeurent lacunaires. L'État congolais peine encore à aligner son action répressive sur ses obligations internationales, notamment en matière de prévention, de poursuite et de réparation des crimes terroristes.

Notre étude a également révélé que les régimes d'exception instaurés dans la partie orientale du pays, bien qu'ils puissent se justifier par la nécessité sécuritaire, ont souvent conduit à des atteintes graves aux droits fondamentaux, notamment aux droits du noyau dur. Il est donc impératif que les pouvoirs publics adoptent des mécanismes de contrôle et de reddition des comptes pour encadrer l'action militaire et sécuritaire, en veillant à la proportionnalité des mesures prises.

Sur le plan doctrinal, cette recherche se distingue par son originalité en ce qu'elle combine la perspective normative, contextuelle et humanitaire de la répression du terrorisme international. En mettant en lumière la corrélation entre la sécurité et la dignité humaine, elle appelle à une relecture du droit congolais à la lumière du droit international, pour faire de la justice non pas un instrument de vengeance, mais un vecteur de paix et de réconciliation.

En définitive, le résultat global de cette étude nous conduit à affirmer que la répression du terrorisme international ne saurait être efficace ni durable sans le respect des droits du noyau dur. L'État congolais et ses partenaires doivent donc renforcer la complémentarité entre l'efficacité sécuritaire et la primauté du droit, en s'appuyant sur :

- La consolidation des institutions judiciaires ;
- La formation spécialisée des magistrats et des forces de sécurité ;
- La coopération régionale et internationale ;
- Et la promotion d'une culture de respect des droits de l'homme.

C'est à ce prix que la RDC pourra espérer éradiquer durablement le terrorisme sur son territoire et garantir à ses citoyens un avenir fondé sur la paix, la justice et la dignité humaine. La véritable victoire contre le terrorisme ne réside pas seulement dans la défaite militaire de l'ennemi, mais dans la victoire morale et juridique de l'État de droit sur la barbarie et l'arbitraire.

Remerciements

Notre profonde gratitude s'adresse à toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de cet article, et particulièrement au comité de gestion de l'Université des Martyres du Congo pour cette belle initiative de Co-organiser la formation de troisième cycle avec l'Université de Ngaoundere du Cameroun à laquelle nous faisons partie, aux personnels de l'Université des Martyres du Congo pour la collaboration, les encouragements et les soutiens intellectuels divers, à tous les co-auteurs Professeur Emery Patrice LUMUMBA TWAHA, au Maître-Assistant Apollinaire Alain ATANGANA ONDIGUI et au Directeur BULIMWENGU WALANGA Albert pour leur contribution dans la relecture de manuscrit, le partage de documents nécessaires sur ce sujet de recherche, leur participation aux échanges et orientations et surtout pour leur souci permanent de la qualité de cet article, Enfin, à tous ceux qui, de près ou de loin ont contribué de manières diverses à mon chemin vers la réussite de la publication de cet article. Recevez cet hommage et l'expression de ma profonde gratitude.

Bibliographie

I. TEXTES INTERNATIONAUX, RÉGIONAUX ET SOUS-RÉGIONAUX

1. La Charte des Nations Unies du 26 Juin 1945.
2. La charte Africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981.
3. Charte Internationale des droits de l'homme de 1948.
4. La cour internationale de justice est l'organe judiciaire principal de l'ONU qui règle les différents d'ordre juridique entre Etats ou entre les pays.

Il est invoqué dans le cadre de ce travail puisqu'il y'a forcément empiètement, voire violations des délimitations frontalières issues de *l'Uti Possidetis*.

5. La Cour pénale internationale est une juridiction indépendante qui juge les individus pour des crimes graves tels que les crimes de guerres et les crimes contre l'humanité.
6. La Déclaration Universelle des Droits de l'homme (DUDH) de 1948.
7. Le Pacte International relatif aux Droits Civils et politiques (PIDCP) de 1966.
8. Le Pacte International relatif aux Droits Économiques, sociaux et culturels (PIDESC) de 1966.
9. Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale, dite Convention de Palerme, 2000.
10. Convention Internationale pour la répression du financement du terrorisme de 1999.
11. Convention de Genève et leurs protocoles additionnels de 1949.
12. Résolution 2098 du Conseil de Sécurité des Nations Unies de 2014 sur la traque des groupes armés en RDC les ADF-NALU y comprise.
13. Résolution 2178 du Conseil de Sécurité des Nations Unies de 2014.
14. Statut de Rome créant la Cour Pénale Internationale du 17 Juillet 1998.

II. TEXTES LÉGISLATIFS NATIONAUX

15. Constitution de la RDC du 18 Février 2006 telle que révisée en 2011.
16. Loi N° 04/016 du 19 Juillet 2004 portant sur la lutte contre le blanchissement des capitaux et du financement du terrorisme (RDC).

17. Loi n°04/023 du 12 novembre 2004 sur la répression du financement du terrorisme.

III. OUVRAGES.

18. Gilles LEBRETON, Libertés publiques et droits de l'homme, Armand Colin, 7^{ème} édition, 2005.p.187 et s
19. VERCLYTTE, Nathalie, *Le Droit International des droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme*, Bruylant, 2007.

IV. ARTICLES, RAPPORTS ET TRAVAUX DE RECHERCHE.

20. Allied Democratic Forces-National Army for the Liberation of Uganda, in Salafism and political order in Africa. Sebastian ELISCHER. 2023. /4 n°204. p. 68 et s.
21. Amnesty International, Rapport sur l'Afrique centrale, documentant les discriminations et traitements des personnes soupçonnées de terrorisme, publié en 2022.
22. International Crisis Group (2022-2025), Averting a regional crisis in North Kivu (Rapport Afrique n°293), Bruxelles.
23. Rapport du Conseil de Sécurité des Nations Unies, Référence : S/2023/123, §45, publié en 2023.
24. Rapport annuel de la Commission des droits de l'homme de l'ONU en RDC, Référence : E/CN.4/2005/103, sur la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte contre le terrorisme,

25. Groupe d'étude sur le Congo (GEC), « ADF-NALU : « Anatomie d'un groupe armé Islamiste », Rapport d'enquête indépendant publié en 2021.
26. Human Rights Watch, (2014), Killings in Beni: ADF attacks and Army Abuses in Eastern Congo, New York.
27. Rapport final du Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC, Référence : S/2022/479, publié en 2022.
28. Rapport final du Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC, Référence : S/2024/289, publié en 2024.
29. Rapport du rapporteur spécial sur la lutte antiterroriste sur les droits de l'enfant et le regroupement familial, Référence : A/HRC/49/31.
30. Rapport Annuel de la MONUSCO 2024 sur la situation sécuritaire à l'Est de la RDC, §66.
31. Rapport annuel du secrétariat Général de la CIRGL de 2024 sur la situation sécuritaire dans la région des Grands Lacs, §77.
32. AARON ZELIN, «The Islamic state's provinces: expansion and local realities », in perspectives on terrorism, volume 10, N° 6, 2016, pp. 56-65.
33. D'ALESSANDRA, Federica, « Counter-Terrorism and Human »Rights: Tension and compatibilities», in Journal of International Law and legal studies, Volume 2, N°3, 2014, pp. 55-65.
34. Henry DUNANT, un souvenir de Solferino. Imprimerie jules-guillaume fick. 1862
35. KAMBALE MUSAVULI, « La justice face aux crimes des ADF-NALU en RDC : entre impunité et instrumentalisation sécuritaire », in Revue congolaise de Droit et de justice (RCDJ), N°15, 2021, p. 35.

36. KASAIJA PHILLIP Apuuli, «The ADF-NALU rebellion in Uganda: A challenge to the global war on terror? », in African Security Review, volume 16, N°2, 2007, pp. 3-12.
37. SIFA NGAYE, P. La Lutte contre le terrorisme et protection des droits fondamentaux en RDC : Le dilemme sécuritaire, Mémoire de Master 2, Université de Goma, 2023.

Par Alimasi Kaseluka Espoir Université des Martyres du
Congo,
Kaseya Mayaliwa Maxim Université des Martyres du
Congo

Chap. XXII. CONTRIBUTION DU MICROCREDIT AU BIEN-ETRE SOCIO-ECONOMIQUE DES MENAGES DU GROUPEMENT DE MBINGA SUD, DANS LE TERRITOIRE DE KALEHE

Par AMANI KALIMBA Jospin

Biographie de l'Auteur

AMANI KALIMBA Jospin est un enseignant-chercheur congolais spécialisé en sciences économiques et de gestion. Né le 15 mars 1990 à Buhobera, dans le village de Tchofi (Groupement Mbinga Sud, Territoire de Kalehe), en République Démocratique du Congo, il est issu de l'union de Jean-Pierre Kalimba Bital et d'Odette M. Bunyége. Marié, il réside actuellement à Tchofi, où il reste profondément attaché à sa communauté d'origine.



Son parcours académique témoigne d'une progression constante et d'un engagement soutenu dans le domaine des sciences économiques. Après l'obtention de son certificat d'études primaires à l'E.P. CASI/Idjwi (1998-2004), il poursuit ses études secondaires à l'Institut Mabula/Ihoka, où il décroche un diplôme d'État en pédagogie générale (2004-2011). Il s'oriente ensuite vers l'enseignement supérieur à l'Université Libre des Pays des Grands Lacs (ULPGL) à Bukavu, où il obtient successivement un graduat (2013-2015) puis une licence en sciences économiques et de gestion, avec une

spécialisation en gestion financière et comptabilité (2015-2017).

Animé par un désir d'approfondissement et de perfectionnement, AMANI KALIMBA Jospin poursuit un Master en sciences administratives et économiques (MBA) à l'Université Espoir d'Afrique au Burundi (2023-2025). Actuellement, il est doctorant à l'Université du Burundi, où il mène des recherches en sciences économiques et de gestion en tant qu'enseignant-chercheur.

Sur le plan professionnel, il cumule une expérience significative dans l'enseignement supérieur. Depuis 2018, il exerce comme enseignant à l'Institut Supérieur Pédagogique de Kalehe (ISP Kalehe) et intervient également dans plusieurs universités du Sud-Kivu. À travers ses activités académiques et scientifiques, il contribue à la formation des cadres et au développement des connaissances dans son domaine.

Homme engagé, rigoureux et passionné par la recherche, AMANI KALIMBA Jospin s'inscrit dans une dynamique de promotion du savoir et de contribution au développement socio-économique de sa région et de son pays.

Résumé

*Cet article porte sur **la contribution du microcrédit au bien-être socio-économique des ménages du groupement de Mbinga Sud, dans le territoire de Kalehe**. Il s'inscrit dans une réflexion globale sur les défis économiques des ménages dans les pays en développement, en mettant un accent particulier sur l'influence des facteurs démographiques sur les revenus. L'étude a été guidée par une question principale accompagnée de trois questions spécifiques portant sur : les déterminants de la forte natalité, son impact sur les revenus des ménages, et la capacité de ces revenus à couvrir les charges de consommation.*

Les hypothèses formulées ont mis en avant plusieurs facteurs explicatifs, notamment la dégradation des structures socio-économiques, le manque d'infrastructures, l'absence de régulation des naissances, ainsi que la faiblesse ou l'inexistence des salaires.

Pour vérifier ces hypothèses, l'étude a mobilisé des méthodes documentaires et d'enquête, appuyées par des outils de traitement des données tels qu'Excel et Sphinx. Ces approches ont permis de collecter, analyser et interpréter des données fiables sur la réalité socio-économique des ménages de Mbinga Sud.

Les résultats obtenus montrent que :

- (1) La forte natalité est principalement influencée par des facteurs culturels, la polygamie, le contexte politique et le manque d'information sur la planification familiale.*
- (2) Une natalité non contrôlée exerce une pression négative sur les revenus des ménages.*
- (3) Les revenus des ménages restent insuffisants pour couvrir les dépenses de consommation, traduisant ainsi un faible pouvoir d'achat.*

En conclusion, l'article met en évidence que l'amélioration du bien-être socio-économique des ménages passe non seulement par le renforcement des mécanismes de microcrédit, mais aussi par la maîtrise de la croissance démographique et l'amélioration des conditions économiques et sociales.

0. INTRODUCTION

Aux exclus du système financier formel, la micro finance fournit des services diversifiés (Blondeau 2006) : des microcrédits pour financer des fonds de roulement de court terme et de petits crédits d'investissements (Labie 2004), mais aussi des services d'épargne et d'assurance. En Afrique comme ailleurs, la croyance aux succès du microcrédit s'est surtout propagée avec la technique de communication du *story telling*. Elle a consisté dans la diffusion d'histoires d'emprunteurs (en général d'emprunteuses) qui augmenteraient leur bien-être grâce à de petits prêts. Non seulement ils, et surtout elles, accroîtraient leurs revenus de façon notable, réaliseraient de petits investissements productifs additionnels, mais aussi amélioreraient leur habitat, leur accès à l'eau et à l'énergie, scolariseraient davantage leurs enfants, pourraient mieux se soigner, s'opposeraient avec succès par exemple à l'alcoolisme et à la violence (des hommes), gagneraient une autonomie d'action et de déplacement, etc.

On trouve aujourd'hui des institutions de micro finance (IMF) en Afrique, en Amérique latine, en Asie, comme en Europe et aux États-Unis. On estime que la micro-finance compte plus de 90 millions de clients et distribue 4,5 milliards de \$ des crédits (Blondeau 2006), ce qui reste faible par rapport au système financier formel. Cependant son caractère innovant comme son développement très rapide pousse l'économiste à s'interroger sur ses impacts économiques et sociaux, au moment où elle atteint une sorte d'âge de raison.

La micro finance s'est imposée comme étant une arme très efficace de lutte contre la pauvreté, de finance du développement humain depuis des décennies pour des raisons multiples.

Ainsi, la Tunisie est parmi les pays qui ont une expérience encore jeune mais importante en matière de micro finance. (M.ADAMS, *Pratique de la microfinance, luxemburg 2000, P12*)

En effet, la Tunisie a émergé ces dernières années en tant que joueur régional significatif dans le développement de la micro finance, avec environ 64 000 emprunteurs actifs à la fin de 2003 comme reflété dans "*Micro finance dans les états arabes*". Cette figure a placé la Tunisie en troisième rang en nombre d'emprunteurs actifs dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MOAN *Livre bleu des Nations unies, p 133*).

La micro finance étant un outil efficace de lutte contre la pauvreté, ses nombreux avantages, ont naturellement renforcé l'attention portée aux analyses de la performance d'une institution de micro-finance.

Les systèmes d'évaluation utilisés jusqu'à présent dans ce secteur se focalisent essentiellement sur la mesure des performances financières. Les informations sur les performances sociales des IMFs ont été jusqu'à récemment plutôt rares ou sujettes à discussion, comme le montrent les débats autour des études d'impact (CERISE, 2003).

Près de 150 millions de micro-entrepreneurs ont aujourd'hui accès à des services de micro finance, par le biais de plus de 10 000 IMFs, implantées dans 85 pays en Afrique.

Selon l'Organisation des Nations Unies, le potentiel du micro-financement est actuellement estimé à 500 millions de micro-entrepreneurs, soit plus de trois fois le niveau des financements actuels dans les pays de développement (*Rapport ONU. Les IMF dans les pays de développement*).

Ainsi, un nombre important des bailleurs de fonds veulent faire du crédit un véritable instrument de lutte contre la pauvreté. D'après R. ZANDER, dans le cadre du domaine agricole, l'accès au crédit par les clients dont les revenus sont faibles est devenu un important domaine d'intervention des donateurs et autres bailleurs de fonds. Ceci s'explique par le fait qu'il existe depuis les années 1980 une diminution des appuis publics et étrangers en matière de financements à crédit du domaine agricole (R. ZANDER *Les IMF en Afrique 2017*).

Cependant, ZANDER note que vers les années 70, les institutions de crédit mises en place pour soutenir l'agriculture se sont avérées non rentables car ne parvenant pas à prendre en charge leurs frais de fonctionnement (R. ZANDER *Les IMF en Afrique 2017*). De plus, en raison de l'insuffisance de l'épargne des agriculteurs, ces banques ont dû s'appuyer longtemps sur les donations du pouvoir public, ce qui a conduit à leur nationalisation.

Le microcrédit en Europe continentale est généralement entendu comme un outil qui permet, par la création de micro-entreprises, de réintégrer les exclus dans les circuits économiques classiques. On s'intéresse relativement peu à la création d'entités de crédit viables et capables de faire face, d'une manière durable, aux besoins d'une part de plus en plus importante de la population. (*Dialogue Européen sur les IMF 2015*)

C'est ainsi qu'en RDC, un domaine se prête à une telle évolution : celui des micro-entreprises. Depuis la conférence internationale de micro finance de 2005 à Washington, la micro finance a été reconnu par la communauté internationale comme un instrument efficace de lutte contre la pauvreté dans le monde pour l'atteinte des objectifs du millénaires.

Depuis cette période, les gouvernements des pays ayant ratifié « livre bleu des nations unies » ont intégré la micro finance dans leurs politique et stratégie de développement de lutte contre la pauvreté. (*B.KAMBALE MBAKUL'IRHA, 2012, p 101*)

En RDC, le premier gouvernement issu des premières élections démocratique et souveraines a souscrit à la micro finance comme les instruments dans sa stratégie de développement et de lutte contre la pauvreté dans un contexte d'un pays post-conflits armés. Ce choix était très pertinent pour le gouvernement congolais dans la mesure où, pendant plus de quinze ans des crises multiformes aux conséquences économiques, culturelles, sociales et écologiques déplorables, la micro finance a joué un rôle important pour accompagner les activités des ménages pauvres, déplacés et sans-emplois formels.

Comme au niveau national, la dégradation du tissu socio-économique de la province du Sud-Kivu qui fut aggravé par les deux guerres dites de libération, l'exode rural et de cerveau, a modifié le phénomène de la pauvreté rurale. Vu le niveau de la pauvreté criante et croissante dans le territoire de Kalehe, les ménages du groupement Mbinga sud étant désespérés par la chute vertigineuse de la production agricole, ont fait recours au secteur informel pour rechercher du remède malheureusement avec de capital modique. Pour résister à la pression environnementale et répondre aux besoins familiaux, les ménages se sont lancés dans les microcrédits octroyés par les IMF implantées dans leur communauté.

Eu égard à ce qui précède, nous nous sommes posés la question ci-après: Quelle est la contribution du micro finance sur le bien être socioéconomique des ménages dans le groupement Mbinga sud à Kalehe ?

HYPOTHÈSE

Selon M.NDAY WA MANDE, l'hypothèse est une proposition des réponses aux questions que l'on pose de l'objet de recherche formulée en de terme tel que l'observation puisse fournir des réponses.

Elle est donc une proposition qui doit être conçue de manière qu'elle soit vérifiable. Après vérification celle-ci peut être affirmée ou infirmée (*M. NDAY WAMANDE, ULPG-BUKAVU 2017.*)

Partant de ces définitions, nous nous proposons de répondre aux questions ci-haut posées comme suit :

- Le microcrédit aurait contribué significativement au bien être socioéconomique des ménages très pauvres mais aussi ceux de la classe moyenne.

0.3 OBJECTIF DU TRAVAIL

Au vu de l'ampleur que le mouvement d'octroi de micro-crédits a eu dans le monde entier, le temps est au bilan pour juger de la capacité de la micro finance à atteindre son objectif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion financière de personnes marginalisées.

De manière globale, nous visons à travers cette étude de :

- Fournir à la communauté en générale et aux décideurs des Institution de Micro-Finance en particulier une réflexion leur permettant de porter un changement dans leur politique en matière de gestion des crédits et revenus dans leurs ménages.

De manière spécifique, nous visons à :

- Déceler les difficultés de l'émergence des ménages bénéficiaires des crédits accordés par les IMF.
- Proposer les stratégies ou approches pouvant améliorer la situation socio-économique des ménages bénéficiaires de ces microcrédits.

CHOIX ET INTÉRÊT DU SUJET

Le choix de ce sujet n'est pas hasardeux, étant moi-même ressortissant du territoire de Kalehe et du groupement Mbinga sud, il nous revient de jouer ce rôle d'éclaireur de la communauté en cherchant à tout prix les solutions aux maux (une opportunité de développement via l'octroi de crédit jusque-là mal saisie par les ruraux) qui rongent mon cher village.

L'intérêt de ce travail est triple :

0.2.1 Sous le cadre socio-économique :

Ce travail nous permettra de décrire l'apport des microcrédits sur la lutte contre la pauvreté dans les ménages et l'amélioration du bien-être socio-économique. Concrètement, il nous permettra de découvrir l'apport des microcrédits sur la formation de l'épargne, du capital pour les ménages bénéficiaires et nous permettra en suite d'analyser les effets, les atouts, les contraintes de la micro-finance à l'entreprenariat.

0.2.2 Sous le plan personnel :

Ce travail nous permettra de renforcer nos connaissances dans le domaine d'économie de développement à travers les IMF de Kalehe.

0.3.3 Intérêt scientifique

Ce travail est un résultat des recherches fouillées et constitue un document où les chercheurs intéressés peuvent se ressourcer.

0.5 DÉLIMITATION SPATIO-TEMPORELLE

Notre sujet « ***Le microcrédit et le bien être socioéconomique des ménages du Groupement de MBINGA SUD Territoire de Kalehe*** » se limite dans le temps et dans l'espace.

- a) **Délimitation spatiale** : Dans l'espace, nos investigations seront menées dans les ménages du groupement de MBINGA SUD, Chefferie de Buhavu en Territoire de Kalehe, Province du Sud Kivu, République Démocratique du Congo
- b) **Délimitation temporelle** : Dans le temps, notre étude portera sur la période de cinq années soit de 2013 à 2017.

Méthodologie

Une démarche appropriée s'impose en vue d'une collecte d'informations fiables. Sinaré et al (2001) proposent la démarche suivante : la définition des unités statistiques et leur nombre, d'une part, et la description de la procédure à mettre en œuvre (méthodes et techniques) pour atteindre les objectifs, d'autre part.

A. Définition des unités statistiques

Pour cette étude, le ménage ayant accédé ou non au micro-crédit dans le groupement Mbinga sud au cours de cinq dernières années (2013-2015) va constituer notre unité d'observation. Il sera pour nous aisé dans ce cas de faire une analyse comparative du bien être socioéconomique de ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des microcrédits.

Outils de collecte de données

Les outils utilisés pour la collecte des informations quantitatives et qualitatives permettant de mieux élucider notre sujet ont été constitués de trois principales techniques : la recherche Bibliographique, le questionnaire et l'entretien.

➤ Recherche bibliographique

Fondement de toute recherche scientifique, la recherche bibliographique nous a permis de faire un état de lieux des études faites sur la contribution du micro-crédit sur le bien être socio-économique. Ce qui a nécessité la fréquentation des différentes bibliothèques, les centres de documentation mais également sur Internet.

➤ Questionnaire

Concerne les unités cibles (les bénéficiaires et non bénéficiaires de microcrédit) de cette étude et va permettre de collecter des informations sûres, des caractéristiques propres des enquêtés relatives au bien être socioéconomique.

B. Méthodes d'analyse

Elles englobent à la fois l'ensemble des logiciels qui seront utilisés au cours de cette recherche ainsi que les méthodes statistiques et économétriques.

➤ Logiciels

Les logiciels qui seront utilisés dans cette étude sont entre autres: EXCEL pour l'encodage et les représentations graphiques; SPSS pour le traitement et l'analyse des données.

➤ Analyse descriptive

Pour l'analyse descriptive des caractéristiques des enquêtés, nous adopterons les représentations des résultats sous forme des tableaux ou des graphiques. Cela nous facilitera de bien visualiser le résumé statistique que donne la distribution de fréquences absolues aussi il sera aisé de faire des comparaisons de séries statistiques différentes.

Des tests de Khi-Deux seront menés dans le but de vérifier si les différences de pourcentages observées par rapport à une caractéristique donnée de l'enquête sont statistiquement significatives. C'est-à-dire que cet ensemble de tests permet d'apprécier la confiance accordée aux différences des caractéristiques des enquêtés en matière du bien être socioéconomique créé par l'accès ou le non-accès au micro-crédit.

➤ Modèle de régression logistique

Pour cerner la contribution du micro-crédit sur le bien être socioéconomique des ménages bénéficiaires,

nous avons fait recours au modèle de la régression linéaire multiple

Ce modèle va permettre trouver la probabilité d'un diplômé universitaire d'être en chômage ou non. Le seuil choisi pour juger de la significativité des variables était fixé à 5%.

0.6 SUBDIVISION DU TRAVAIL.

Quant au contenu, outre l'introduction et la conclusion, le corps du présent travail se subdivise en trois chapitres présentés comme suit :

- (1) Le premier chapitre porte sur les considérations théoriques, les concepts-clés de la recherche et la revue empirique. Ici nous allons définir les concepts-clés, parlé de la revue théorique et empirique qui sera notre étude comparative.
- (2) Le deuxième chapitre porte sur la présentation du milieu d'étude et l'approche méthodologique. En ce qui concerne ce chapitre, nous allons faire la description du milieu d'étude et l'approche méthodologique.
- (3) Le troisième chapitre porte sur la présentation des données, l'analyse et interprétation des résultats.

REVUE DE LA LITTÉRATURE THÉORIQUE ET EMPIRIQUE

Dans cette partie, nous allons tenter de passer en revue les théories portant sur les institutions de micro finance IMF d'une part et le bien-être socioéconomique d'autre part et en fin de compte, nous allons présenter les résultats de différents travaux relatifs à l'octroi des microcrédits et le bien être socioéconomique des ménages bénéficiaires.

Section I : Généralités sur les IMF

I.1. Aperçu historique des IMF

La micro finance fait aujourd'hui l'objet d'une large attention de la part des acteurs du développement dans la lutte contre la pauvreté.

Elle est devenue un des instruments importants de cette lutte. La micro finance trouve son origine dans les innovations éthiques de l'économie sociale de la fin du 19ème siècle des pays industrialisés. Dès cette époque, une multitude d'initiatives ont vu le jour pour promouvoir l'épargne des classes laborieuses (paysans, ouvriers, artisans), pour la sécuriser et la rémunérer de façon attractive, mais aussi pour la transformer en crédits, beaucoup moins coûteux que ceux offerts par les commerçants et autres usuriers de l'époque (Defourny J. et al, 1999).

Friedrich Raiffeisen et Alphonse Desjardins, sont considérés comme les pères du mouvement mondial des coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC). Le premier, lance l'idée en Bavière dans la seconde moitié du 19ème siècle, le second la développe au Québec dès le début du 20ème siècle. Une coopérative d'épargne et de crédit est une institution financière démocratique et à but non lucratif. Elle est organisée et contrôlée par ses membres, qui s'associent pour regrouper leur épargne et se faire mutuellement des prêts à des taux raisonnables.

En Afrique, des expériences les plus anciennes ont été identifiées au Ghana (1920), au Kenya, Nigéria, Ouganda dès 1955.

La formule des Crédit Unions ou coopératives d'épargne et de crédit a surtout été développée au cours de ces vingt dernières années (Nsabimana A., 2004).

D'après le World Council of Credits Unions (WOCCU) cité par Tollenaere (2002), le mouvement coopératif est de fait présent partout dans le monde avec près de 36.000 coopératives et quelques 85 millions de membres.

En 1976, Muhammad Yunus, professeur d'économie à l'université de Chittanong, constate qu'il y a une différence marquée entre les théories qu'il enseigne à ses étudiants et les réalités vécues par des très nombreuses personnes au Bangladesh. Il observe notamment que de très nombreuses femmes ne parviennent pas à financer leurs petites activités commerciales et/ou artisanales. Il lance alors un programme de microcrédit où les fonds sont octroyés à des groupes solidaires constitués de femmes se portant mutuellement cautions. Lorsque l'une d'entre elles font défaut, les autres sont amenées à assumer sa part. Après quelques tentatives, le système connaît rapidement un grand succès et se développe en tant qu'ONG. En 1983, l'ONG évolue et Grameen adopte un statut de banque. Parallèlement, l'expérience Grameen devient en quelque sorte la référence au plan international, l'institution reçoit de plus en plus d'appuis de toutes parts et diversifie progressivement son offre de service.

Considérée comme le modèle à suivre par certains, la Grameenbank est toutefois présentée par d'autres comme un cas pouvant difficilement être reproduit, faute de soutiens considérable.

Quoi qu'il en soit, le bilan de la Grameen est assez considérable puisque, au total, 2.370.130 personnes ont été appuyées au travers de 1.140 agences pour un montant total (valeur cumulée) de 2,8 milliards de dollars. En outre, l'épargne accumulée s'élève à 209 millions de dollars (chiffre de mai 1999) (Labie M., 1999). Ce cas illustre le potentiel des outils liés à la micro-finance dans le cadre de politique de développement. Les systèmes de micro-finance inspirés des expériences de Raiffeisen et Desjardins se caractérisent par :

- L'épargne comme moteur du système. L'épargne collectée auprès des membres des institutions constitue le fonds de crédit ;
- Le financement par appel de fonds extérieurs et/ou le refinancement bancaire est faible à nul.

La Grameen Bank quant à elle vise à rendre la vie possible aux exclus du système bancaire traditionnel l'accès aux crédits. Ainsi son système se caractérise par :

- Un large refinancement bancaire auprès du système bancaire classique et/ou par apports externes;
- l'« argent chaud » du système est généré sur les marges bénéficiaires des activités des bénéficiaires de crédit et épargne dans le système. (On parlera d'argent chaud lorsque le fonds de crédit est constitué de l'épargne des clients et d'argent froid lorsque celui-ci est constitué d'apports extérieurs (emprunts, lignes de crédits externes, dotations, dons, ...).

I.1.2 Éléments caractéristiques de la micro finance

La définition de la micro-finance a fait l'objet de nombreux débats et d'approche multiples. Selon Tollenaere (2002), il est possible de s'accorder sur un certain nombre de dénominateurs communs à ces définitions :

« **La micro finance** est un outil de développement parmi d'autres de lutte contre la pauvreté et l'exclusion de populations défavorisées. La micro finance est constituée d'un ensemble des services financiers (crédits, épargne, assurances,...) qui visent à permettre aux populations exclues du système bancaire classique d'améliorer leurs revenus, par l'augmentation des ressources des ménages et l'accès au capital financier ».

Selon Marc Labie (1999), on appelle micro finance, l'octroi de services financiers (généralement du crédit et/ou de l'épargne), à des personnes développant une activité économique productive, le plus souvent de l'artisanat ou du commerce, et n'ayant pas accès aux institutions financières commerciales en raison de leur profil socio-économique (il s'agit des pauvres, sans revenus fixes, qui n'offrent aucune des garanties en vigueur dans les institutions bancaires commerciales).

Selon P. ORTALI, le microcrédit se définit comme un crédit de faible montant offert à ceux qui ne peuvent accéder au crédit bancaire classique faute de pouvoir apporter les garanties matérielles exigées, un salaire, une maison, une terre, une épargne suffisante. (P.ORTALI, 1967). L'aspect le plus connu de la micro-finance est le microcrédit. Il consiste le plus souvent à octroyer des prêts à courts terme, soit pour permettre la constitution du fonds de roulement, soit pour réaliser de petits investissements

(par exemple une machine à coudre pour un artisan, achat des semences pour les maraîchers, etc.).

Une définition complète est donnée par Brandsma et Burjorjee (2004 p.18).

Selon ces auteurs, la micro finance est la fourniture d'un ensemble de services financiers, incluant le crédit, l'épargne, le transfert d'argent et l'assurance, aux gens pauvres et à la population à faible revenu. Les différents caractères de ces services sont les suivants:

- La fourniture de service d'épargne volontaire et sécurisé qui facilite le dépôt et permet l'utilisation de petites sommes ainsi que l'accès facile aux fonds.
- Leur concentration sur des pauvres qui portent des microprojets : fourniture de services aux clients à faible revenu, les femmes et les hommes, qui n'ont pas accès aux autres institutions financières.
- Des crédits adaptés aux clients : accès simple et approprié à un crédit de petit montant, de courte durée et renouvelable. Le remboursement des emprunts est assuré par l'utilisation de garanties alternatives (groupe de caution solidaire, l'épargne obligatoire), par l'évaluation informelle des emprunteurs et des projets et par l'évaluation simple des flux de trésorerie et des projets pour les emprunts à montant élevé et à durée longue.

« La micro finance favorise la création et le développement de petites activités économiques rentables par l'accès aux financements externes et à la mobilisation de l'épargne. Ces entités économiques appartiennent, généralement, au secteur informel et sont aussi appelées micro-entreprises ».

La micro finance se caractérise donc par :

- **Sa cible** : les populations défavorisées (pauvres) exclues de l'accès aux systèmes financiers classiques ;
- **son objet** : un instrument de lutte contre la pauvreté (instrument parmi d'autres, utilisé en soi ou intégré dans un projet ou programme);
- **ses fonctions financières** d'épargne, de crédit, d'assurance, de coffre, développées en dehors du système financier formel ou bancaire classique.
- **sa visée** : le développement et/ou la création d'activités économiques rentables et pérennes, ainsi que l'accroissement des ressources des ménages.

A ces éléments généraux de définition s'ajoutent des traits caractéristiques particuliers à la micro finance. Ils concernent :

- Le niveau des montants financiers : on parle de « micro »-crédits. Il est généralement admis que le montant des crédits se situe entre 20 et 1000 US \$.
- **le terme ou échéance de remboursement** : sous des formes variées (remboursement journalier, hebdomadaire, mensuel, ..., ou parfois à terme échu), le terme de remboursement du crédit est généralement court. Le plus souvent il ne dépasse pas 12 mois.
- les conditions d'accès et d'octroi du crédit** : les formalités et procédures nécessaires pour formuler une demande de crédit sont les plus simples possibles. Le temps entre la demande et l'octroi du crédit est le plus court possible.

Les garanties recherchées par les institutions de micro-finance (IMF) se trouvent généralement en dehors du champ des garanties classiques du système bancaire commercial.

1.1.4 Corrélation entre la Micro finance et l'amélioration du bien-être socioéconomique

Depuis plus de dix ans, dans un contexte généralisé de libéralisation des marchés et de désengagement de l'État, et après des décennies de développement largement basé sur les « grands projets » dans lesquels les populations étaient peu ou pas associées, les bailleurs de fonds, ONG d'abord, grandes institutions ensuite, opèrent un recentrage sur la lutte contre la pauvreté et accentuent le développement des initiatives participatives et de développement à la base. Ainsi par exemple, le comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE élabore les « lignes directrices pour la réduction de la pauvreté ». Sous l'investigation de la Banque Mondiale, nombreux des pays en développement définissent leurs Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté.

La micro finance s'adapte bien à cet objectif. Le lien entre micro finance et développement devient donc, la lutte contre la pauvreté. Les outils de micro finance constituent une des forces dans cette lutte. Toutefois pour être efficace, cette lutte doit être durable et la rentabilité des instruments mis en place est une condition, sine qua non, de leur pérennité. Ces nécessités de pérennité et de rentabilité des institutions de micro-finance conduisent donc, actuellement, à une professionnalisation des agents de ce secteur et à la consolidation des environnements organisationnels, réglementaires et légaux de celui-ci en

vue de renforcer la confiance des clients et bailleurs envers ces institutions.

Il est toutefois nécessaire d'affirmer que la micro finance, malgré les espoirs qu'elle a pu donner à travers ses succès n'est pas adéquate pour toutes les situations de pauvreté. Ainsi, les recommandations du CGAP (Consultative Group to Assist the Poorest of the World Bank) soulignent que les populations qui vivent dans l'extrême pauvreté, les indigents, les sans-logis, les réfugiés ne devraient pas être considérés comme des clients de la micro finance. Le risque existe de les pousser dans une spirale de l'endettement, du surendettement et de la pauvreté accrue par des crédits qu'ils ne sont pas en mesure de rembourser. Ainsi, la micro finance bénéficie le mieux aux populations ou personnes qui ont, ou qui ont identifié, une activité économique sur laquelle ils sont en mesure de capitaliser s'ils peuvent disposer de financements adaptés même s'ils sont petits (Tollenaere, 2002).

Section 2 Approches conceptuelles du bien être

Dans la théorie économique, la définition du bien-être comme celle de la pauvreté varient selon deux grandes approches. Il s'agit de celle des welfaristes ou utilitaristes et celle des non-welfaristes ou non-utilitaristes. Les fondements de ces approches portent en particulier sur le choix de l'indicateur pour mesurer le niveau de vie. L'école welfariste privilégie l'utilisation des revenus et des dépenses pour mesurer le bien-être tandis que l'école non welfariste privilégie plusieurs indicateurs unidimensionnels tels que l'éducation, la santé, l'eau, le logement, les indicateurs d'accès et de capacité.

II.1. L'approche welfariste ou utilitariste

Cette école de pensée se réfère au concept microéconomique de l'utilité, c'est-à-dire la satisfaction que les individus tirent de leur consommation de biens et services. La pauvreté serait donc associée à un niveau de satisfaction ou d'utilité jugé insuffisant ou inacceptable.

En effet, dans cette approche, les comparaisons du bien-être, ainsi que les décisions relatives à l'action publique sont fondées uniquement sur les préférences des individus. Le classement de ces préférences pour les biens est représenté par une fonction d'utilité dont la valeur est censée résumer statistiquement le bien-être d'une personne. Ainsi considérées, les utilités forment alors la base des préférences sociales y compris des comparaisons de la pauvreté (Ambapour, 2006).

La théorie du bien-être sert de référence à l'analyse de la pauvreté monétaire. Du fait de l'impossibilité de mesurer les utilités, elle s'appuie sur l'utilisation du revenu (ou de la consommation) comme mesure du bien-être. En d'autres termes, si les individus partagent les mêmes préférences et donc ont la même fonction d'utilité non observable et s'ils font face au même système de prix, le classement par le revenu sera le même que le classement par les utilités à travers une relation de pré-ordre identique (Marniesse, 1999). L'école Welfarist souligne l'importance d'un accroissement des revenus, à travers une augmentation de la productivité et de l'emploi comme stratégie de lutte contre la pauvreté (Ambapour, 2006).

II.2. L'approche non welfariste

Le courant non welfariste s'insère dans une approche multidimensionnelle d'analyse de la pauvreté et se subdivise en deux sous-approches : i) l'approche selon les besoins de base et ii) l'approche selon les capacités de Amartya Sen.

(1) L'approche selon les besoins de base

Celle-ci met l'accent sur un sous-ensemble de biens et services spécifiquement identifiés et perçus comme besoin de base de tous les individus ou communs aux hommes de différentes cultures et civilisations. La pauvreté serait donc associée à la non-satisfaction des besoins de base. Cette pauvreté des « conditions de vie » ou « pauvreté d'existence », traduit une situation de manque dans les domaines relatifs à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, au logement, etc. Elle se réclame d'une vision humaniste qui dépasse l'économie pour en appeler à la morale et à un développement de l'homme dans toutes ses dimensions (Destremau et Salama, 2002).

Un des principaux problèmes auxquels est confrontée cette approche, est la détermination de ces besoins essentiels qui peuvent varier d'un individu à l'autre selon l'âge et le sexe.

Cette approche privilégie les politiques orientées vers la satisfaction des besoins essentiels dans la lutte contre la pauvreté (Ambapour, 2006).

(2) L'approche suivant les capacités de Armatya Sen

Cette approche considère que la pauvreté serait associée à un manque de capacité à réaliser un fonctionnement acceptable dans la société. Autrement dit, la pauvreté résulte de l'absence des libertés réelles. A cet effet, la « chose » qui manque pour cette école n'est ni l'utilité ni la satisfaction des besoins de base, mais des habilités ou capacités humaines. Cette approche qui découle des travaux de Sen, prix Nobel d'économie en 1998 (prix Nobel des pauvres selon la presse britannique), se démarque de l'approche en termes de besoins fondamentaux et s'inscrit dans le champ d'une réflexion sur la justice sociale, l'égalité et les inégalités. Les trois principales composantes de cette approche sont « les commodités », les « fonctionnements » et les « capacités ».

- Les commodités correspondent à l'ensemble des biens et services et possèdent la caractéristique de rendre possible les « fonctionnements ». Ces derniers prennent en compte les accomplissements des individus, c'est-à-dire ce qu'ils « sont » et ce qu'ils « font » avec leurs ressources.
- Les « capacités » correspondent à l'ensemble des opportunités qui se présentent à une personne et parmi lesquelles elle peut choisir : ce sont des diverses combinaisons de fonctionnements qu'une personne peut réaliser.

Ainsi, cette approche permet d'aborder la pauvreté en la considérant comme le résultat d'une incapacité à saisir les opportunités qui se présentent en raison d'un manque de capacités résultant d'une santé déficiente, d'une éducation insuffisante, de déséquilibres nutritionnels, etc.

Les stratégies de réduction de la pauvreté porteraient ici sur le renforcement des capacités humaines. Nous présenterons plus tard comment cette approche des capacités a donné naissance à l'approche de pauvreté basée sur l'actif.

II.3. Vers une autre sous-approche de l'approche non-walfariste

Un consensus se dégage actuellement, indiquant que l'approche monétaire ne suffit plus pour caractériser ce phénomène complexe de la pauvreté. On peut à cet effet avancer deux arguments (Ayadi, 2005 cité par Ambapour, 2006) :

- sur le plan théorique, la privation individuelle n'est pas seulement liée au manque ou à la faiblesse des moyens financiers, mais aussi à l'incapacité de satisfaire un certain nombre de besoins fondamentaux (nutrition et logement par exemple). Chacun de ces besoins reflètent un aspect particulier de la privation individuelle et pris ensemble, ils illustrent la multi-dimensionnalité du phénomène de la pauvreté. De ce point de vue, la pauvreté multidimensionnelle est un concept plus riche que l'approche de revenu.
- techniquement, un autre argument supplémentaire incitant à considérer l'approche non monétaire réside dans les difficultés de mesurer le revenu, particulièrement dans les pays en développement. Même dans le cas où le revenu est approximé par la consommation (cas de nombreuses enquêtes auprès des ménages), il n'est pas évident que ces niveaux des dépenses de consommations soient convenablement observés.

C'est de cette manière que le débat actuel sur la lutte contre la pauvreté durable tend à cibler les actifs que possèdent les pauvres plutôt que leur consommation ou leurs revenus. *Un actif représente un stock de ressources naturelles, humaines, financières ou sociales qui peut être acquis, développé, transféré à travers les générations. Il génère des flux, des consommations et même des stocks additionnels de mêmes ou d'autres actifs (Moser, 2006).* Cette nouvelle approche a été surtout développée dans les pays à prédominance libérale, entre autres les USA, la Grande Bretagne, et dans les anciennes colonies anglaises. On la nomme «ASSET BASED APPROCH », communément traduit en français comme « approche basée sur l'actif ou l'avoir ».

S'en rapportant à Ngandu et Mabi (2015): « les arguments sur les actifs productifs et leur complémentarité, ainsi que les évidences empiriques constituent le fondement de l' « asset-base dapproach ». Cette approche soutient que la quantité et la qualité des actifs productifs, sociaux et environnementaux des ménages déterminent le potentiel de croissance du revenu et de réduction de la pauvreté durable et même structurelle. Cette approche permet d'appréhender pourquoi et comment les ménages gèrent les actifs et le risque lié au choix de stratégies de survie pour atteindre un certain niveau de bien-être.

Dans ce sens, les actifs définissent les opportunités qui s'offrent à l'individu pour atteindre un certain niveau de bien-être, notamment sa capacité à diversifier, de façon plus profitable, ses activités et ses sources de revenus ».

II.4. Asset-based approach (Approche de pauvreté basée sur les actifs)

Dans cette section, nous commencerons par expliciter ce qu'il faudra sous-entendre par « actif productif » tout au long de la présente étude et le pourquoi d'une approche de la pauvreté basée sur les actifs.

a. Définition de l'actif (avoir ou capital)

Un actif, communément appelé aussi « capital » (Searle & Köppe, 2014), est un stock de ressources naturelles, humaines, financières ou sociales qui peut être acquis, développé, transféré à travers les générations. Il génère des flux, des consommations et même des stocks additionnels de mêmes ou d'autres actifs (Moser, 2006).

En effet, les ménages et les individus s'appuient et investissent dans différents types d'actifs, y compris les ressources tangibles (matérielles) telles que la terre, le bétail, et les machines, aussi bien que les immobilisations incorporelles (ressources immatérielles) telles que l'éducation et les rapports sociaux. Ces différentes formes de possessions d'actifs ont été classées par catégorie de la manière suivante :

- **les ressources naturelles** : terre, eau, forêt (arbres), ressources génétiques, fertilité du sol ;
- **les ressources physiques (équipements productifs)** : équipement agricole et d'affaires, maisons, biens du consommateur, véhicules et transport, équipements d'approvisionnement en eau et d'hygiène, et infrastructure de communications.

Autrement dit, elles se réfèrent aux infrastructures, aux intrants, au bétail et aux matériels et mobiliers ;

- **Les ressources humaines** : éducation, qualifications, la connaissance, santé, nutrition ; celles-ci sont incorporées dans le travail des individus ;

- **Les ressources financières** : revenus, épargne, crédit, et apports (transferts et remises d'état);

- **Les ressources sociales** : adhésion dans les organismes et les réseaux de groupes sociaux et professionnels ; et **les ressources politiques** : citoyenneté, affranchissement, et participation efficace au gouvernement (Meinzen-Dick et al., 2011). Beaucoup d'évidences sur les actifs productifs (Barrett et Reardon, 2000 ; Moser, 2006, Bebbington 1999 ; DfID 2001), se rapportent seulement aux cinq premiers types de capitaux. Mais ces actifs peuvent être nuancés d'un auteur à l'autre (voir Moser, 2006 ; Jansen, Siegel et al., 2005). La capacité que possèdent ces différents actifs à générer des flux, des revenus et des stocks permet de les qualifier de « productif » (Barrett et Reardon, 2000). Que devons-nous alors sous-entendre par l'« approche basée sur les actifs » ? La réponse à cette préoccupation fera l'objet du sous-point suivant.

b. Approches basées sur les actifs productifs pour le développement

Les « approches basées sur les actifs productifs pour le développement » ont été enracinées au cours du débat international sur la réduction de la pauvreté des années 90.

Ce débat, appelé « *mesures conventionnelles de la pauvreté en question* » a :

- identifié la multi-dimensionnalité de la pauvreté et le rapport entre l'inégalité, la croissance économique et la réduction de pauvreté des pays du Sud ;
- redéfini la signification de la pauvreté elle-même ;
- et a élaboré de nouvelles stratégies pour la réduction de la pauvreté.

En effet, pendant de très nombreuses années, l'approche de la pauvreté était surtout monétaire. A l'instar des institutions de Bretton Woods, les discours et la littérature à ce sujet se basaient surtout sur le critère du revenu : Était donc pauvre celui qui avait un revenu inférieur à un dollar US par jour (en valeur de 1985). Cette approximation renferme une certaine utilité, notamment pour des comparaisons internationales. Mais, elle s'avérait trop réductrice pour capter la réalité des vies des êtres humains en question. (Hofmann et Marius-Gnanou, 2011). Comme le revenu ne suffit plus pour expliquer la pauvreté, les récentes études ont alors proposé une approche multidimensionnelle.

Fortement influencée par les travaux d'Amartya Sen (1981) non plus seulement sous l'aspect monétaire mais en intégrant également l'aspect multidimensionnel ; et d'autres sur le risque et la vulnérabilité, une large discussion a distingué la pauvreté comme concept statique, et la vulnérabilité en tant qu'un concept dynamique (Moser, 2006).

La grande contribution du Professeur Amartya Sen fut l'amélioration de la définition ainsi que l'identification des populations vulnérables et indigentes. L'objectif des approches multidimensionnelles est de dépasser les limites des approches unidimensionnelles. Ces dernières sont le plus souvent basées sur les ressources monétaires (c'est-à-dire le revenu ou la consommation). Il s'agit selon Sen, de mesurer directement le bien-être comme un phénomène multidimensionnel. Sur ce, l'on observe les facultés des individus et des ménages, notamment leurs capacités de se définir une vie plus ou moins décente.

Et l'une de ces approches multidimensionnelles est celle de l'approche de pauvreté basée sur les actifs. Pour Carter et Barret (2006), le cadre de l'asset based approach offre les moyens pour analyser la pauvreté structurelle et enracinée. Il permet également d'analyser les trappes à pauvreté d'actifs. Ces approches basées sur les actifs productifs sont concernées spécifiquement par les actifs et les stratégies d'accumulation des actifs y associées. Cette emphase est étroitement liée au concept des capacités. Ainsi, les actifs « ne sont pas simplement des ressources que les gens emploient pour construire leurs vies. Ils leur donnent aussi la capacité d'exister et d'agir » (Bebbington, 1999).

De cette manière, les actifs sont identifiés comme les bases du pouvoir ou de la puissance des agents afin de reproduire, défier ou changer les règles qui régissent la commande, l'utilisation et la transformation des ressources (Sen, 1997 ; cité par Moser, 2006). Les actifs que possèdent les individus sont de deux types. Les premiers sont classés de « **non-productifs** » et *génèrent directement le revenu*.

Les sous-catégories principales de ces actifs sont des objets de valeur de ménage (par exemple, bijoux et métaux précieux,...), et indemnités sociales (par exemple, sur la famille ou amis, gouvernement, églises ou d'autres groupes). Les deuxièmes sont qualifiés de « **productifs** » et *génèrent indirectement le revenu*. Pour générer le revenu, ils doivent d'abord être alloués à une ou plusieurs activités productives telles qu'à l'agriculture, au commerce, à la fabrication des meubles,... Les actifs productifs sont ainsi utilisés comme des inputs dans le processus de production.

Ces deux types d'actifs offrent donc une réserve de richesse et une source de revenu. Le revenu des activités issues des actifs productifs ajoutés de celui des actifs non-productifs, constituent ensemble le revenu total. Chez les personnes pauvres, les possessions croissantes des actifs peuvent avoir plusieurs effets sur le bien-être social, mais nous en retenons trois :

- d'abord, les individus extraient directement une utilité plus élevée à partir de la possession des niveaux plus élevés d'actifs. Ceci implique, dans la pratique, l'extension des mesures de bien-être social incluse dans la possession de différentes catégories d'actifs.

- Le deuxième effet est que des niveaux plus élevés des actifs peuvent augmenter le revenu faible, produisant ainsi du potentiel menant à une réduction des mesures standard de la pauvreté. L'évaluation des taux de rendement et l'utilisation de différents actifs peuvent aider à la conception des politiques d'accroissement de ces actifs pour réduire le niveau de la pauvreté.

- Le dernier effet de possessions croissantes d'actifs est qu'il permet d'améliorer des capacités faibles d'individus en faisant face aux chocs défavorables sur le revenu. Le rôle à jouer par la consommation lissant la propriété des capitaux dépend de la façon dont importants sont ces chocs et la façon dont développés sont les marchés financiers (des segments c.-à-d., de capitaux, de crédit et d'assurance). Par conséquent, l'évaluation de ce dernier effet exige une analyse des propriétés dynamiques des processus faibles de revenu d'individus et d'une évaluation des établissements qui contraignent leur comportement financier. (Neri et al., 1999).

En somme, le cadre conceptuel de l'approche basée sur les actifs inclut les composants suivants : actifs (productif, social, géographique), le contexte (politiques et risques), comportement de ménage (stratégies de vie), et résultats (mesures de bien-être de ménage). L'approche basée sur les actifs constitue donc le fondement de l'approche des moyens d'existence ou de subsistance.

Adopter une approche des moyens d'existence signifie analyser la manière dont les populations vivent, pourquoi ils vivent de cette manière et pourquoi et comment cette manière de vivre change. Cette approche permet de cibler les interventions à court et à long terme, de comprendre à quel niveau intervenir et d'évaluer l'impact de ces actions sur la vie des populations.

Le contexte dans lequel fonctionnent les ménages aide à déterminer de quelle manière les actifs génèrent le bien-être potentiel et les perspectives d'amélioration de ce bien-être. En effet, le contexte politique, légal et réglementaire affecte la manière dont les actifs sont gérés (Zezza et Llambi, 2002).

L'exposition au risque est également une partie du contexte. Les politiques nationales et internationales, les organismes/institutions et les marchés, et les forces de la nature forment le contexte. En réponse, les ménages allouent leurs actifs et choisissent des stratégies de moyens d'existence pour gérer les risques liés au contexte prédominant.

L'ensemble d'opportunités pour lesquelles les ménages parviennent à réaliser différents niveaux de bien-être dépend de l'interface entre les actifs et le contexte prédominant. La gestion stratégique de l'ensemble d'actifs d'un ménage définit ainsi son comportement ou sa stratégie de vie. En fait, les stratégies de vie se rapportent aux choix que le ménage emploie en ce qui concerne l'usage de l'ensemble de leurs actifs. Cela est valable également pour la recherche du revenu, de la sécurité, du bien-être et pour d'autres fins productives et reproductives. Ces choix se traduisent en activités économiques telles que les décisions d'utilisation de la terre et de la main-d'œuvre, les choix reproductifs, les investissements dans l'éducation, la migration, la participation à la construction du capital social, etc...

C'est ainsi que dans l'approche basée sur les actifs, l'accumulation d'actifs et le changement de stratégies de vie sont d'importants conducteurs des améliorations soutenues de bien-être des ménages. (Hans, Jansen, Siegel et al., 2005).

In fine, nous sommes concernés par les mesures de résultats qui reflètent le bien-être des ménages et les perspectives de croissance à travers le temps. Comme notre attention sera focalisée sur l'approche basée sur les actifs. En plus du revenu et de la consommation, les

ménages ruraux pauvres restent préoccupés par la sécurité alimentaire, l'état de santé, la vulnérabilité, l'habileté et l'estime de soi, la participation aux affaires communautaires, la qualité environnementale, et un bon espoir pour l'avenir (Moser, 1998 ; Narayan et al., 2000). Et à Barrett et al. (2001) d'ajouter que du fait que les actifs, les moyens de subsistance, et le revenu ont tous des limites en tant que des indicateurs de bien-être, ils devront donc être utilisés en association. *La possession d'actifs permet aussi de faire face à la vulnérabilité en lissant la consommation (c.à.d. en cas de choc subit par un ménage ; celui-ci peut vendre ses actifs et ainsi maintenir le même niveau de consommation).*

c. Pourquoi approcher le bien-être par la possession des actifs productifs des ménages?

Plusieurs études sur la pauvreté se sont consacrées à définir, à mesurer ou à localiser qui est présentement pauvre. De telles analyses ne créent qu'un portrait de qui était pauvre au moment où des données d'enquête ont été rassemblées.

Cependant, l'observation de la pauvreté persistante ou chronique motive une question prévisionnelle (tournée vers l'avenir) : Qui restera probablement pauvre dans le futur ? (Carter et Barrett, 2006).

Comme point de départ pour penser à la pauvreté persistante, il est crucial de considérer ce que la mesure standard de la pauvreté basée sur les dépenses ne peut pas nous préciser. Le schéma qui suit représente des approches alternatives à la mesure de pauvreté. Carter et Barrett (2006) distinguent quatre générations dans la mesure de la pauvreté :

- 1ère génération : analyse statique de la pauvreté monétaire (revenu et/ou de dépense) ;
- 2ème génération : analyse dynamique de la pauvreté monétaire (distinction entre pauvreté chronique et transitoire de revenu/dépense) ;
- 3ème génération : analyse statique de la pauvreté basée sur les actifs (distinction entre pauvreté structurale et stochastique des actifs ;
- 4ème génération : analyse dynamique de pauvreté basée sur les actifs.

L'approche la plus commune (de 1ère génération) à la mesure de pauvreté se fonde sur des données de dépenses des ménages (ou revenu). Une fois qu'un seuil de mesure de pauvreté monétaire est défini, la population peut être divisée en catégories, pauvres et non-pauvres. Dans la suite, on mesurera la sévérité et la profondeur de la pauvreté dans une économie, comme le propose Foster-Greer-Thorbeck.

L'application des méthodes d'analyse de pauvreté de 1ère génération aux données d'une enquête en coupes répétées permet de faire une estimation de l'évolution de la pauvreté dans une société.

Nombreux auteurs ont cependant remarqué que la mesure en coupe répétée de la pauvreté ne peut pas distinguer deux modèles de pauvreté très différents, chacune avec une signification très différente. Ainsi, l'intérêt de distinguer ces deux situations très distinctives a motivé une deuxième génération d'analyse de pauvreté basée sur les données longitudinales ou de Panel.

Ces données offrent des observations répétées à travers le temps, sur une cohorte simple des individus ou des ménages (Carter et Barrett, 2006).

Grootaert et Kanbur (1995) ont alors proposé un exemple anticipé et influant de l'analyse de la pauvreté basée sur les données de Panel en termes de dépense ou de revenu. En fait, ces données de Panel permettent une autre décomposition des ménages dans trois catégories : ceux qui sont toujours ou chroniquement pauvres, ceux qui sont parfois ou transitoirement pauvres, et ceux qui ne sont jamais pauvres. Une conclusion commune de cette deuxième génération est que la pauvreté transitoire comporte la plus grande part de la pauvreté globale. Et cette part importante de la pauvreté transitoire basée sur le revenu ou la dépense souligne la stochasticité inhérente des mesures de bien-être. Certaines personnes sont mieux que d'autres à une période sans un changement significatif ou durable de leurs circonstances fondamentales, en particulier avec les stocks des actifs productifs sous leur contrôle, dû seulement à des prix aléatoires, aux fluctuations et à l'irrégularité des revenus et à des remises stochastiques, cadeaux, loteries, et ainsi de suite.

Cette deuxième génération présente la limite de ne pouvoir pas distinguer les différentes sortes de la pauvreté transitoire. En effet, un individu peut tomber dans la pauvreté à un moment donné à cause d'un certain choc externe (p. ex. sécheresse, perte du travail, etc.), bien qu'il détienne tous les moyens pour échapper à cette même pauvreté dans des circonstances normales. Cependant, une personne peut finalement se retrouver dans la misère après avoir vendu tous ses avoirs productifs qui lui permettaient de se maintenir encore quelque temps.

Où le premier est un cas typique d'une transition stochastique ou temporelle, le deuxième renvoie plutôt à une chute dans une pauvreté structurelle (Mariwoet et Keje, 2011). Ainsi, *l'incapacité de la deuxième génération de la pauvreté de distinguer la pauvreté transitoire structurelle de la pauvreté stochastique, limite sa capacité à décrire à quel point une économie travaille au moins pour sa population.*

Pour surmonter ces limites de deuxième génération, des mesures de la pauvreté dans l'espace des actifs ont été formulées. Ainsi, on identifie un seuil de pauvreté des actifs comme une prolongation de l'approche qui nous est familier : celui d'un seuil de pauvreté de dépense ou de revenu. Ce seuil de pauvreté des actifs peut alors être employé pour distinguer la pauvreté transitoire stochastique de la pauvreté structurelle. Il permet ainsi de décomposer cette pauvreté transitoire telle que représentée sur le schéma ci-haut. Le même seuil peut aussi être employé comme base pour une suite des indicateurs de la pauvreté structurelle.

Ces indicateurs fournissent une représentation de la pauvreté structurelle, maintenue par l'influence de la pauvreté transitoire stochastique. Même si cette mesure de pauvreté basée sur le seuil de pauvreté d'actifs fournit des informations importantes sur les bases structurelles de la pauvreté, elle ne mentionne pas la persistance à long terme de la pauvreté structurelle. Comme illustré sur le figure précédente, l'analyse basée sur le seuil de pauvreté des actifs ne peut pas par elle-même identifier si les personnes actuellement pauvres (structurellement) sont susceptibles de rester pauvres à moyen ou à long terme, capté dans une trappe de pauvreté, ou soit si le sous-ensemble des non-pauvres (structurellement)

maintiendront leur position à moyen ou à long terme. *Pour décomposer de manière plus large ces groupes suivant leur statut à long terme, la mesure de la pauvreté persistante exige donc une quatrième génération de mesure de la pauvreté basée sur une compréhension des modèles fondamentaux de la dynamique des actifs.* C'est cette quatrième génération qui permet alors d'identifier le seuil dynamique de la pauvreté des actifs. Elle est même la clef de la décomposition structurale et courante de la pauvreté dans ses composantes persistantes et plus transitoires (Carter et Barrett, 2006).

À la vue de ces quatre générations, nous remarquons donc que l'asset based approach s'inscrit dans les deux dernières générations. Précisons que notre travail s'inscrira dans la troisième génération; vu que nous ne disposons pas des données de panel. Il ne s'agira pas de n'importe quelle pauvreté, mais de la pauvreté d'actifs.

Section 3. Travaux empiriques

Nous ne pouvons pas prétendre être le premier à mener une étude sur « **la contribution du microcrédit sur le bien être socio-économique dans les ménages** » beaucoup d'autres travaux ont déjà été fait dans ce sens dans des milieux divers et nous ont d'une manière ou d'une autre inspiré dans l'élaboration du présent travail, cela fut le cas de:

1. **Hubert TchakouteTchuigoua et Mehdi Nekhili** ont parlés de la gestion des risques et performance des institutions de micro finance. L'objectif de cet article est d'analyser la relation entre la gestion des risques et la performance financière des institutions de micro finance. Les dispositifs analysés relèvent des choix des contrats de crédit et de la régulation prudentielle.

La performance est appréhendée sous trois dimensions. Elle renvoie à la rentabilité économique, à la performance opérationnelle et à la qualité du portefeuille. Sur la base d'un échantillon de 148 institutions de micro finance durant la période 2001-2006, notre étude montre que la spécialisation sur un type de contrat améliore la qualité du portefeuille. Plus précisément, les contrats de crédit de groupe améliorent la qualité du portefeuille et influencent négativement la rentabilité économique et la performance opérationnelle, indiquant que le choix des contrats de crédit de groupe conduit les institutions de micro-finance à arbitrer entre la rentabilité et la qualité du portefeuille. Enfin, la régulation n'influence en aucune mesure les trois dimensions de la performance susmentionnées.

Nous avons permis de comprendre que dans une institution on peut accorder des crédits à un groupe de personne et que seul le responsable du groupe prenne la charge de tous les autres.

2. . Consolatrice BORA FURAHA : Microcrédit : outil de lutte contre la pauvreté par l'accroissement du revenu des ménages à Uvira, mémoire, ISDR/Bukavu, 2005.

Elle a montré que les microcrédits n'ont pas jusqu'à atteint les objectifs nobles qui sont ceux de lutte contre la pauvreté. Elle estime que la mauvaise connaissance de différents rouages et l'insuffisance des crédits octroyés soient à l'origine. Elle pense que les microcrédits constitueraient une solution appropriée s'ils s'approchent de la base et s'attèlent à répondre aux besoins réels du financement des pauvres. Il poursuit en montrant que le microcrédit à Uvira est une réalité figée et n'offre pas les « bons crédits » aux clients ; chose qui compromet encore une fois sa rentabilité.

Il pense qu'en libérant le microcrédit de son statut de « crédit minimaliste pour l'auto-emploi des pauvres » et en le transformant en « Services financiers et assistance technique pour les entreprises agro-alimentaires et agricoles en vue de générer une grande quantité d'emplois salariés pour les pauvres » qu'il pourra tenir toutes ses promesses.

Néanmoins, elle n'a pas analysé les multiples changements apportés par les microcrédits sur le plan alimentaire, scolaire, sanitaire et autre dans les ménages bénéficiaires de crédits à Uvira afin de mesurer l'impact socio-économique de ses microcrédits dans la lutte contre la pauvreté à Uvira. Elle a oublié de montrer l'état socio-économique des ménages avant les microcrédits et leurs états après l'utilisation de microcrédits et c'est à ce niveau que ce travail lui complétera.

3. FELIX KAPALATA Mputu dans son mémoire « les causes et conséquences de la pauvreté à Bukavu ». Notre pays traverse à ce moment le plus difficile de son histoire durant ces deux décennies, des guerres à répétition, pillage se nos ressources, viole, insécurité chômage, ...

Tout cela pouvant influence et/ou provoqué la pauvreté chez les peuples congolais en générale et en particulier le groupement de Mbinga sud

Cinquante-cinq ans après l'accession de notre pays à indépendance, soit du 30 Juin 1960 au 30 juin 2015 la population congolaise demeure dans l'extrême pauvreté et cela s'observer sur toute la dimension socio- économique.

Le groupement de Mbinga Sud n'est pas épargnée, on peut retenir que la population vit avec le revenu de moins d'un dollar par jour, les conditions de vie des ménages sont très y sont très mauvaise avec la pauvreté qui touche plus de huit ménages sur dix et taux de chômage rural plus élevé (*FELIX KAPALATA MPUTU « la cause et conséquence de la pauvreté à Bukavu » mémoire inédit ISDR 2011*).

Notre démarcation est que, nous voulons trouver une relation existant sur le microcrédit et le bien être socioéconomique sur les revenus des ménages du groupement de MBINGA SUD Territoire de Kalehe.

Eu égard à ce qui précède, ces auteurs touchent beaucoup plus sur les conséquences de la pauvreté, explosion démographique, et la pauvreté dans la ville de Bukavu, analyse de revenu des ménages de Bukavu, impact sur le développement socio-économique, cela étant, la crise de l'autorité de l'État aussi les problème de tout genre, nous avons constaté que les propositions suivante : le manque d'accès au crédit, insuffisance des IMF dans le milieu, le manque de crédibilité des bénéficiaires mais aussi les conditions d'octroi des crédits qui ne sont pas favorable sont les problèmes liés aux ménagesdu Groupement de Mbinga Sud, Territoire de Kalehe.

PRÉSENTATION DES DONNÉES, L'ANALYSE ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS

Thème premier : aspects démographiques des ménages

Tableau N° 3 Age du chef de ménage

Age	Effectif	Pourcentage
20 à 25 ans	15	15
25 à 30 ans	25	25
30 à 35 ans	30	30
35 à 50	40	40
TOTAL	100	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : Au vu de ce tableau, il est à note que les personnes âgées de 35 à 50 ans sont des responsables des ménages suivie des personnes âgées de 30 à 35 ans, 25 à 30 ans et enfin les personnes âgées de 20 à 25 ans.

Tableau N° 4 État civil.

État civil	Effectif	Pourcentage
Marié(é)	75	65
Célibataire	5	5
Divorcé(e)	10	10
Veuf (ve)	10	10
Total	100	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : au vu de ce tableau, 75% de nos enquêtes sont de marié (é) suivie de 10% de divorcé(e), 10% de veuf (ve) et enfin 10% des célibataires.

Tableau N° 5 Niveau d'étude

Niveau	Effectif	Pourcentage
Aucun	15	15%
Primaire	25	25%
Secondaire	30	30%
Universitaire	35	35%
Total	100	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : au vu de ce tableau, 35% de nos enquêtés ont un niveau d'étude universitaire, suivie de 30% qui ont un niveau de l'école secondaire, 25% de nos enquêtés ont un niveau de l'école primaire et 15% de nos enquêtés n'ont pas un niveau d'étude.

Tableau N° 6 Profession

Profession	Effectif	Pourcentage
Commerçant	35	35%
Cultivateur	20	20%
Enseignant	25	25%
Infirmier	10	10%
Autres	10	10%
Total	100%	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : il ressort de ce tableau que 35% de nos enquêtés sont des petits commerçants suivis de 25% des enseignants, 20% sont des cultivateurs, 10% sont des infirmiers, et 10% ont d'autres occupations non citées.

Tableau N°7 Taille de ménage

Taille	Effectif	Pourcentage
Nombre d'enfant de 0 à 5 ans	40	40%
Nombre d'individu de 6 à 17 ans	50	50%
Nombre d'individu de 18 ans et plus	10	10%
Total	100	100%

Source : nos enquêtes **Commentaire** : Au vu de ce tableau, 50% de nos enquêtés ont une taille de ménage de 17 ans et plus suivie de 40% qui ont une taille de ménage de 0 à 5 ans, 10% de nos enquêtés ont un nombre d'individu de 18 ans et plus dans leurs ménages.

Tableau N°8 sexe

Sexe	Effectif	Pourcentage
Masculin	60	60%
Féminin	40	40%
Total	100	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : Au vu de ce tableau, 60% de nos enquêtés sont des hommes et 40% sont des femmes.

II. Aspects économiques du ménage

Tableau N° 9 Sources des revenus

Sources	Effectif	Pourcentage
Oui	60	60%
Non	40	40%
Total	100	100%
Autres sources		
L'agriculture	20	20%
Pêche	5	5%
Élevage	10	10%
Petit commerce	30	30%
Fonctionnaire	30	30%
Travail journalier non agricole	5	5%

Total	100	100%
--------------	-----	------

Source : nos enquêtes

Commentaire : au vu de double tableau, il est à montrer que 60% de nos enquêtés ont une source de revenu et 40% n'en ont pas. Pour le deuxième tableau, 30% de nos enquêtés leurs sources est le petit commerce, suivi de 30% de nos enquêtés sont des fonctionnaires, 20% dont leurs sources est l'agriculture, 10% leur source est l'élevage, 5% est la pêche et 5% le travail journalier non agricole.

Tableau N°10 constructions

Construction	Effectif	Pourcentage
Durable	20	20%
Semi durable	30	30%
Planche	45	45%
Terre battue	10	10%
Autres à préciser	15	15%
Total	100	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : au vu de ce tableau, 45% ont des maisons en planche, suivi de 30% qui ont des maisons en semi durable ; 20% ont des maisons durables, 15% ont des maisons en briques à dobe et 10% leurs maisons sont à terres battues.

Tableau N° 11 champs

Nombre des champs	Effectif	Pourcentage
1 à 2	10	10%
2 à 4	30	30%
4 à 6	25	25%
6 au dé là	35	35%
Total	100	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : il ressort de ce tableau que 35% de nos enquêtés possède 6 au dé là des champs, 30% de nos

enquêtés ont 2 à 4 champs, 25% ont 4 à 6 Champs et enfin 10% ont 1 à 2 champs.

Tableau N° 11 Surface de terre cultivé

Surface	Effectif	Pourcentage
½ ha	5	5%
1 ha	20	20%
1 ha et demi	25	25%
2 ha	30	30%
2 ha et demi	10	10%
3 ha et plus	10	10%
Total	100	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : au vu de ce tableau, 30% de nos enquêtés cultivent 2 ha, 25% de nos enquêtés cultivent 1 ha et demi, 20% de nos enquêtés cultivent 1 ha et demi, 10% de nos enquêtés cultivé 2 ha et demi suivi de 10% qui cultive 3 ha et plus et enfin 5% cultive ½ ha.

Tableau N° 12 bétails

Bétail	Effectif	Pourcentage
Gros bétail	40	40%
Petit bétail	60	60%
Total	100	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : il ressort de ce tableau que 60% de nos enquêtés ont des petits bétails et 40% ont des gros bétails.

Tableau N° 13 revenu semestriel

Revenu	Effectif	Pourcentage
Moins de 100.000 FC	5	5%
Entre 100.000 et 250.000 FC	15	15%
Entre 251.000 FC et 400.000 FC	35	35%
400.000 et 550.000 FC	25	25%
Plus de 550 .000 FC	20	20%
TOTAL	100	100%

Source : Nos enquêtes

Commentaire : au vu de ce tableau, 35% de nos enquêtés ont un revenu semestriel de 251.000 FC à 400.000 FC, 25% ont un revenu semestriel de 400.000 et 550.000 FC, 20% ont un revenu de plus de 550.000 FC par semestre, 15% ont un revenu semestriel de 100.000 et 250.000 FC et en fin 5% ont un revenu semestriel de moins de 100.000 FC.

Tableau N° 13 sources

Source	Effectif	Pourcentage
Agriculture	30	30%
Commerce	40	40%
Fonction salaire	20	20%
Autres	10	10%
Total	100	100%

Source : Nos enquêtes

Commentaire : Au vu de ce tableau, 40% de nos enquêtés leur source est le commerce, suivi de 30% de nos enquêtés dont leur source est l'agriculture, 20% de nos enquêtés leur source et la fonction salaire, et enfin 10% de nos enquêtés ont d'autres sources non précisent.

Il est à noter que pour maximise ces revenus ils nous font beaucoup du temps au travail.

Tableau N° 14 Épargne

Épargne après dépense	Effectif	Pourcentage
Oui	60	60%
Non	40	40%
Total	100	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : il ressort de ce tableau que 60% de nos enquêtés ont une épargne après leurs dépenses et 40% de nos enquêtés n'en ont pas.

A ce qui concerne les sources secondaires, à part nos activités nous n'avons aucune source secondaire et nous n'avons pas un salaire agricole car les agriculteurs ont toujours été oublié dans notre pays alors que c'est secteur de production dit-il les enquêtés. Pour le travail, il ne nous coûte pas quelques choses par manque de moyen.

Tableau N° 15 estimations de kilomètre

Lieu	Kilomètre	Effectif	Pourcentage
Marché	0 à 4 km	30	30%
Route	0 à 4 Km	20	20%
Champ	0 à 5 Km	25	25%
Hôpital	0 à 4 Km	25	25%
Total	-----	100	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : au vu de ce tableau, 30% de nos enquêtés font 2 à 4 Km avant d'arriver au marché, suivi de 25% de nos enquêtés qui arrivent au champ après avoir fait un marché de Km dont l'intervalle est de 0 à 4 km, suivi de 25% de nos enquêtés ont l'intervalle de 0 à 4 Km avant d'atteindre l'hôpital pour le soin, et enfin 20 % de nos enquêtés ont l'intervalle de 0 à 4 Km avant d'arriver au marché.

Tableau N° 16 Soins de santé

Accès au soin de santé	Effectif	Pourcentage
Oui	70	30%
Non	30	30%
TOTAL	100	100%

Source : Nos enquêtes

Commentaire : au vu de ce tableau, 70% de nos enquêtés ont l'accès aux soins de santé et 30% n'ont pas l'accès par manque de moyens.

Tableau N° 17 accès au microcrédit

Accès au crédit	Effectif	Pourcentage
Oui	60	60%
Non	40	40%
	100	100%

Source nos enquêtés

Commentaire : au vu de ce tableau, 60% de nos enquêtés accèdent au crédit et 40% n'accèdent pas. Il est à noter que, parmi les enquêtés un nombre suffisant ont eu l'accès au crédit il ya 5 ans, d'autres 3 ans, et 2 ans. Pour ce qui concerne le montant des crédits au départ les bénéficiaires demandent 1000 à 1500\$ avec un taux d'intérêt de 3% si vous avez respecté l'échéance de remboursement et 5% si vous avez dépassé l'échéance.

Tableau N° 18 affectations du crédit

Affectation de crédit	Effectif	Pourcentage
Commerce	60	60%
Consommation	0	0%
Achat des biens durables	20	20%
Autres à préciser	20	20%
Total	100	100%

Source : nos enquêtés

Commentaire : au vu de ce tableau il est à montre que 60% de nos enquêtés leurs crédits sont affecté au commerce, suivi de 20% dont leurs crédits sont affecté à l'achat des biens durables et 20% n'ont pas déterminé leurs affectations des crédits.

Tableau N° 19 Présentation d'une garantie

Garantie	Effectif	Pourcentage
Oui	100	100%
Non	0	0%
Total	100	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : au vu de ce tableau, 100% de nos enquêtés ont accepté qu'avant d'accéder au crédit ils ont présente une garantie.

Tableau N° 20 catégorie des garanties

Catégorie des garanties	Effectif	Pourcentage
Monétaire	0	0%
Matérielle	60	60%
Immatériel (groupe solidaire)	40	40%
Total	100	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : au vu de ce tableau, 60% de nos enquêtés donnent des garanties matérielles avant d'accéder au crédit, suivi de 40% qui accèdent au crédit par ce qu'ils sont dans un groupe solidaire.

Tableau N° 21 crédit informel (tontine, likilimba, Muso)

Accès au crédit informel	Effectif	Pourcentage
Oui	65	65%
Non	35	35%
Total	100	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : il ressort de ce tableau que 65% de nos enquêtés ont des crédits informels provenant des tontines, likilimba, mutuelle des solidarités ou Muso et 35% n'en ont pas.

Tableau N° 22 montant reçu en \$

Montant reçu en \$	Effectif	Pourcentage
50 – 100	20	20%
100 – 150	23	23%
150 -200	30	30%
200 au de là	27	27%
Total	100	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : il ressort de ce tableau que 30% de nos enquêtés ont reçu montant de crédit 150 à 200\$, suivi de 27% qui ont reçu un montant de 200\$ et plus, 23% ont un montant de 100 à 150\$ et 20% ont un montant de 50 à 100\$.

Tableau N° 23 Membre d'un Muso

Membre	Effectif	Pourcentage
Oui	70	70%
Non	30	30%
Total	100	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : il ressort de ce tableau que 70% de nos enquêtés sont des membres des mutuelles des solidarités et 30% ne sont pas membres.

Tableau N° 24 améliorations de vie par l'accès au crédit

Amélioration	Effectif	Pourcentage
Oui	100	100%
Non	0	0
Total	100%	100%

Source nos enquêtes

Commentaire : il ressort de ce tableau que 100% de personnes enquêtés qui ont des crédits ont accepté que l'accès au crédit est une amélioration de vie par ce que le revenu de cette somme d'argent qu'ils utilisent les aident à couvrir quelques dépenses ménagères comme le soin de santé, scolarité des enfants et les vivres journaliers.

A ce qui concerne les IMF, nous les recommandons de diminuer le taux d'intérêt pour que la majorité de la population accède au crédit, mais aussi d'avoir peu d'exigence à ce qui concerne la garantie.

Conclusion

Au terme de cette étude portant sur la contribution du microcrédit au bien-être socio-économique des ménages du groupement de Mbinga Sud, dans le territoire de Kalehe, il ressort que les conditions de vie des ménages restent fortement influencées par des facteurs à la fois économiques et démographiques.

Les résultats obtenus confirment que la forte natalité, soutenue par des considérations culturelles, sociales et par le manque d'accès à l'information sur la planification familiale, exerce une pression significative sur les ressources des ménages. Cette situation, combinée à la faiblesse des revenus et au manque d'emplois stables, limite la capacité des ménages à couvrir leurs besoins essentiels.

Par ailleurs, bien que le microcrédit constitue un levier important pour améliorer les activités génératrices de revenus, son impact demeure limité lorsqu'il n'est pas accompagné de mesures structurelles telles que l'éducation financière, l'accès aux infrastructures, et la régulation des dynamiques démographiques.

Ainsi, l'amélioration durable du bien-être socio-économique des ménages de Mbinga Sud nécessite une approche intégrée impliquant la promotion du microcrédit, le renforcement des politiques de planification familiale, et l'amélioration des conditions socio-économiques globales.

En définitive, cet article met en lumière la nécessité d'actions concertées entre les acteurs publics, privés et communautaires afin de garantir un développement équilibré et durable des ménages dans cette région.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

1. JOSEP HOUYOUX, *BUGET*(1973) ménages nutrition et mode vie à kinshasa PUF, Paris
2. BERNARD SIMLER ET ALII,(1987) Initiation économique et social, Armand collin, Paris
3. PINTON&GRAWITZ, (1971) méthode des sciences sociale éd, Dallas, Paris.

II. MEMOIRES ET TFC

1. *FELIX KAPALATA Mputu*, (2011-2012) la cause et conséquence de la pauvreté à bukavu mémoire inédit, ISDR,
2. *JUSTIN MUGISHO RUZIBABOBA* (2006-2007) Analyse de la pauvreté de ménage sur la situation des enfants à bukavu, mémoire, inédit ISDR
3. *MUVUNDJA AMBIYO Denis* (2014) l'impact de l'explosion démographique sur les revenus des ménages dans la commune de kadutu , TFC inédit, ULPGL Bukavu

III. DICTIONNAIRE

1. *BEITON J.A.*(2001) Dictionnaires des sciences économiques Armand colins vief. Paris.

IV. COURS

1. Économie politique I et II inédit Ulppl Bukavu 2015-2016
2. Démographie inédit Ulppl Bukavu, Franck NGENGLE WASSO G2 Eco
3. Méthode de recherche en science sociales Inédit ULPGL Bukavu G2 2015, BISIMWA MONGANE

VI. RAPPORT

PNUD (2015) La pauvreté en Afrique

VII. WEBOGRAPHIE

1. *WWW index.com 2011*
2. WWW.Wikipedia.com
3. *Google.com*

Par AMANI KALIMBA Jospin

Chap. XXIII. LE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : CONTRIBUTION SUR UNE THEORIE DES REFORMES

Par L'Assistant KASEYA MAYALIWA MAXIME

*Diplômé d'Etudes Approfondies en Droit Public Interne
A l'Université de NGAUONDERE*

*Adresse : Université des Martyrs du Congo,
ITM / Kinshasa, Clinique Kinoise / Gombe*

Tél : +243 973941111 – 824177739

E-mail : kaseyamaxime79@gmail.com

Biographie de l'Auteur

Me KASEYA MAYALIWA MAXIME est un juriste congolais, avocat près la Cour d'Appel du Maniema, spécialiste en droit public interne, communication institutionnelle et gouvernance publique. Né le 12 novembre 1979 à Kindu, en République Démocratique du Congo, il s'est distingué par un parcours riche et multidimensionnel, à l'intersection du droit, des médias, de l'administration publique et de l'engagement social. Titulaire d'une Licence en



Droit Public obtenue à l'Université de Kindu (UNIKI), il a poursuivi ses études jusqu'au troisième cycle, couronné en

ORASSU International ► ORASSCOPIE XIV ► INCRS ► Janvier-Mars 2026
diffusion.orassu@gmail.com ou www.eveilcongo.net

janvier 2026 par un Diplôme d'Études Approfondies (Master) en Droit Public Interne à l'Université de Ngaoundéré (Cameroun), en partenariat avec l'Université des Martyrs du Congo, avec la mention Grande Distinction. Il débute sa carrière dans le secteur des médias, où il exerce comme journaliste, rédacteur en chef et directeur de radio, développant ainsi une expertise solide en communication et en gestion de l'information. Il s'oriente ensuite vers le domaine juridique et administratif, notamment comme Chef de Cellule du Contentieux à la Direction des Recettes du Maniema, avant d'être inscrit au barreau près la Cour d'Appel du Maniema depuis le 13 novembre 2010.

Au sein de l'administration publique, Me KASEYA a occupé plusieurs fonctions stratégiques, notamment Conseiller chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, Directeur de Cabinet ministériel, Conseiller en éducation et recherche scientifique, ainsi que Secrétaire Exécutif Adjoint du Gouvernement Provincial du Maniema. Il s'est également illustré comme Directeur de Communication et Porte-parole du Gouverneur du Maniema, contribuant à la gestion de l'image institutionnelle et aux relations publiques.

Son engagement s'étend également au domaine sportif, où il a occupé des responsabilités de premier plan.

Il a été Premier Vice-président de l'Entente Urbaine de Football de Kindu, puis Secrétaire Exécutif Provincial de la Ligue de Football du Maniema, tout en étant membre statutaire de l'Assemblée Générale de la FECOFA. Ces fonctions témoignent de son implication active dans la promotion du sport et de la jeunesse. Dans le domaine académique, il est actuellement Assistant de premier mandat à l'Université des Martyrs du Congo et Conseiller en communication au Cabinet du Recteur de cette

institution. Il a également servi comme Conseiller juridique au Cabinet du Questeur adjoint du Sénat.

Très engagé dans la société civile, Me KASEYA a fait un passage remarquable au sein des organisations de défense des droits de l'homme, où il a contribué à la promotion des libertés fondamentales et à la lutte contre les violations des droits humains. Aujourd'hui, il poursuit cet engagement en tant que membre des organisations de protection de l'environnement, œuvrant pour la préservation des ressources naturelles et le développement durable.

Doté d'un sens élevé de responsabilité, d'un esprit analytique et d'une grande capacité d'adaptation, il est reconnu pour son leadership, son professionnalisme et sa capacité à évoluer dans des environnements complexes. Maîtrisant plusieurs langues nationales ainsi que les outils informatiques, il allie compétence technique et intelligence relationnelle.

Animé par des valeurs d'intégrité, de justice et de service, Me KASEYA MAYALIWA MAXIME contribue activement au renforcement de l'État de droit, à la gouvernance publique et à la promotion d'un développement durable en République Démocratique du Congo.

BIOGRAPHIE du Co-Auteur

ALIMASI KASELUKA Espoir est un juriste congolais, dynamique et engagé, spécialisé en droit public International et Droit des Droits de l'homme. Résidant à Goma, dans la province du Nord-Kivu en République Démocratique du Congo, il s'illustre par un parcours académique et professionnel orienté vers le développement, la gouvernance et le renforcement des capacités.



Titulaire d'un Diplôme de Licence en Droit Public obtenu à l'Université de Goma, après un Graduat dans la même filière, il poursuit son parcours académique au troisième cycle où il est actuellement doctorant en Droit Humanitaire à l'Université des Martyrs du Congo (UNIM-RDC) en partenariat avec l'Université de Ngaoundéré du Cameroun. Cette formation doctorale vient consolider ses compétences en recherche scientifique et en analyse des politiques publiques.

Sa formation de base en pédagogie générale lui confère également des aptitudes en encadrement, en transmission des connaissances et en animation académique.

Sur le plan professionnel, Espoir ALIMASI s'est distingué dans plusieurs fonctions stratégiques. Il a exercé comme Assistant Administratif chargé des Ressources Humaines au sein de l'ONG GRAADE Asbl, dans le cadre d'un projet de résilience financé par la FAO, axé sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans le territoire de Nyiragongo.

Il a par la suite développé une expertise en logistique et en marketing en tant qu'Assistant Logisticien chez BIOMERDI Diagnostics, où il assure la gestion des stocks, la distribution des produits et le suivi opérationnel.

Depuis janvier 2024, il est Assistant du premier mandat à l'Université des Martyrs du Congo (UNIM-RDC), contribuant activement à la formation académique et à l'encadrement des étudiants.

Doté d'un esprit d'équipe, d'une grande capacité d'adaptation et d'un sens aigu de l'organisation, il est capable de travailler dans des environnements complexes et sous pression, y compris dans des contextes sécuritaires sensibles. Sa rigueur, son autonomie et son sens des priorités font de lui un professionnel fiable et performant.

Il a également renforcé ses compétences à travers des formations certifiantes, notamment en gestion de projets de développement (CEPROS) et en logistique générale (Ascenseur Social).

Maîtrisant les outils informatiques (Word, Excel, Internet) et parlant plusieurs langues (français, swahili, anglais et lingala), Espoir ALIMASI est un acteur engagé dans la promotion du développement durable, de l'éducation et de la résilience communautaire.

Animé par des valeurs d'intégrité, de responsabilité et de service, il œuvre pour un impact positif et durable au sein de sa communauté et dans son domaine professionnel.

RESUME

Le **contentieux administratif** en République Démocratique du Congo constitue un mécanisme fondamental et un moyen de **contrôle juridictionnel** des décisions de l'administration publique permettant aux administrés de contester les décisions de l'administration publique ; garantissant ainsi un équilibre entre le pouvoir administratif et les droits des administrés. Malgré l'existence d'un cadre juridique formel, la justice administrative congolaise fait face à des défis majeurs : l'accès à la justice, de lenteur des procédures et de faible exécution des décisions rendues, le manque de formation du personnel judiciaire , la connaissance limitée de la justice administrative, absence de codification des décisions, l'absence du code administratif .

ABSTRACT

Administrative litigation in the Democratic Republic of Congo is a fundamental mechanism that allow citizens to challenge decisions made by public administration. Governed by the Constitution and specific laws, it aims to ensure compliance with administrative legality and the protection of citizens rights. However ; despite the existence of a formal legal framework, the congolese administrative justice system faces major challenges , particularity regarding acces to justice, slow procedures, and weak enforcement of court decisions .

INTRODUCTION

0.1.CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU CHOIX DU SUJET

En République Démocratique du Congo, le contentieux administratif occupe une place essentielle dans l'architecture de l'État de droit. Il constitue le principal mécanisme de régulation des rapports entre l'administration publique et les administrés, garantissant que l'action administrative respecte les droits fondamentaux et les normes légales. Depuis l'adoption de la loi organique N°16-027 du 15 octobre 2016 portant organisation, compétence et fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif, des avancées significatives ont été enregistrées, notamment la mise en place du Conseil d'État et l'ancrage du principe de la légalité administrative conformément aux dispositions des articles 154 et 155 de la constitution du 18 février telle que modifiée à ce jour. Toutefois, en dépit de ce progrès institutionnel, plusieurs défis subsistent, notamment en ce qui concerne l'accessibilité effective au juge administratif, la lenteur dans le traitement des dossiers, des procédures, la spécialisation du personnel judiciaire, et la connaissance encore limitée du rôle du contentieux administratif par les citoyens suite au manque de sa vulgarisation.

Cet article entend apporter une contribution académique et pratique en analysant les lacunes, les perspectives d'amélioration, et le rôle que peut jouer le juge administratif dans la construction d'un État de droit dans lequel les Autorités Administratives ont le souci de la bonne gouvernance et la prise des décisions légales. Classiquement, la puissance publique est présentée comme un pouvoir soumis à un contrôle.

Sa prérogative juridique la plus tangible est la faculté de modifier l'ordre juridique du fait de la seule volonté des organes qui la représentent. La décision exécutoire exprime ce pouvoir de commandement unilatéral. La référence au caractère exécutoire de la décision, semble également renvoyer à une autorité spéciale, sensible au niveau de l'exécution de la norme.

La notion de la décision exécutoire se situe ainsi simultanément dans les perspectives de la nature de l'acte et du régime de son exécution. Cette prérogative d'action n'est pas incontestable et le juge administratif peut être amené à exercer sa fonction de contrôle de légalité par le biais du recours en annulation, il examine la validité et la régularité de la décision rendue par l'administration. Mais, à ce stade, il ne dispose pas des moyens de saisis de la norme au niveau de ses implications réelles, de son exécution concrète.

En effet, la technique contentieuse est politiquement organisée au niveau de la puissance publique, par la consécration de l'effet non suspensif des recours juridictionnels. La procédure de sursis à l'exécution marque l'inflexion de cette logique de l'immixtion du juge dans la l'action administrative. Les incidences de l'examen juridictionnel s'en trouvent renforcées. Pour une décision juridictionnelle, le juge ôte provisoirement à la norme contestée son caractère obligatoire, ce qui en interdit l'exécution. La dérogation permet de prévenir un préjudice éventuel illégitime, c'est-à-dire causé par une décision illégale qu'elle soit administrative ou juridictionnelle.

Il s'agit bien là d'un contentieux, **mieux des contestations juridiques auxquelles peuvent donner lieu les actes et les décisions administratives portées devant le juge administratif.**

En outre, la procédure contentieuse est amenée à abriter entre les exigences contradictoires de l'action administrative et du contrôle juridictionnel. L'efficacité du pouvoir implique le caractère immédiatement exécutoire de la décision. L'impératif de la régularité suppose l'application des seules normes légales. Selon la perspective adoptée, les incidences de la saisine du juge sur la norme contestée peuvent être réduites à une alternative simple. D'un côté, l'on doute sur la régularité manifestée par l'introduction de l'instance, prive d'effet la décision. L'exigence de la régularité juridique est portée à son plus haut niveau, car seule l'absence de la contestation rend la norme une obligation.

Cette solution profite au requérant dont la prétention est initialement tenue pour fonder. ³⁶. Une telle défiance institutionnalisée à l'égard de la puissance publique, traduit la primauté politique accordée au citoyen contre le pouvoir dont l'action n'est légitime que pour autant qu'elle n'est contestée où que le juge en a établi la légalité.

0.2. DES HYPOTHESES

Dans la formulation des hypothèses relatives à notre thématique, nous donnerons les réponses provisoires lesquelles seront confirmées ou infirmées à la conclusion. C'est ainsi qu'à la question de savoir pourquoi le contentieux administratif congolais ne joue pas pleinement son rôle de régulation, il est impérieux de préciser que plusieurs défis constitueraient un frein à cette régulation.

³⁶ RAMU, *L'essentiel du Droit administratif Général*, Paris, 2020-2021, ed. Gualino, ORASSU International ► ORASSCOPIE XIV ► INCRS ► Janvier-Mars 2026
diffusion.orassu@gmail.com ou www.eveilcongo.net

Pour ce qui est de la saisine du juge administratif en matière contentieuse, il importe de dire qu'elle consisterait à introduire une requête au greffe de la juridiction compétente soit par la requête de l'organe de la loi. En termes d'amélioration à apporter au contentieux administratif congolais, une série des réformes pourraient être proposées afin de contribuer à l'efficacité du contentieux administratif congolais .

0.3. DE LA METHODOLOGIE

Dans le cadre de cette recherche qui porte sur le contentieux administratif en République Démocratique du Congo, il y a lieu de préciser que nous allons faire recours au **syncrétisme méthodologique** ; qui nous permettra de faire recours à plusieurs méthodes par la consultation et l'analyse d différents textes dont la constitution, la législation, la jurisprudence, la doctrine afin de réaliser notre étude et collecter les données dans n'importe quelle discipline de la science.

En outre, cet article s'inscrit dans le champ du droit public, en particulier du droit administratif. Il mobilise plusieurs théories juridiques notamment :

- La théorie de la légalité administrative, qui suppose que tout acte de l'administration doit être conforme à la loi. ³⁷
- La théorie de l'accès au juge, développée autour du principe d'État de droit, selon laquelle les citoyens doivent disposer de recours effectifs contre l'administration.

³⁷DUPONT R. , *le droit administratif général*, Paris, 2016 , PUF, p.45

Félix VUNDUAWE TE PEMAKO et Jean-Marie MBOKO DJ'ANDIMA, *traité de droit administratif en République Démocratique du Congo*, Bruxelles, Ed. BRULANT, pp. 1089-1145

En vue de confirmer notre approche correspondant au syncrétisme méthodologique, les méthodes suivantes sont parfaitement adaptées à l'étude du contentieux administratif. Elle se veut autant qu'une approche multidimensionnelle et permet de combiner plusieurs méthodes d'analyse dans le but de mieux cerner la complexité de la thématique de recherche. C'est notamment :

- **La méthode juridique et analytique** qui porte sur l'examen des lois, de la jurisprudence et de la doctrine se rapportant au contentieux administratif ;
- **La méthode comparative** : qui fait référence à d'autres systèmes juridiques comme ceux de la Belgique, la France pour éclairer les lacunes congolaises sur le contentieux administratif.
- **Méthode descriptive et critique** : pour évaluer les limites pratiques de l'application des normes dans différentes décisions de la justice administrative.³⁸
- Aux fins de mettre en pratique ces méthodes, nous avons fait recours à quelques techniques qui nous ont facilité la collecte des données, à savoir :
- L'analyse documentaire qui a porté sur l'étude des textes légaux dont Constitution, la loi sur les juridictions administratives ;
- L'observation des affaires judiciaires par l'étude des dossiers et de la jurisprudence illustrant les recours administratifs ;
- L'entretien direct avec le personnel judiciaire dont les juges administratifs, Avocats et les greffiers des sièges.

³⁸ NDONG, P. , *Techniques et Méthodes de la recherche juridique : une approche syncrétique*, Dakar ;, 2011 , Presses de l'Université Cheikh Anta Diop, p.66

Section I : DISCUSSION

Dans cette partie, nous parlerons de quelques cas de jurisprudence afin de faire une interprétation empirique des résultats obtenus de notre recherche d'une part et une interprétation théorique et extensive. Il nous paraît nécessaire d'analyser les différentes décisions de la justice administrative sélectionnées. Ainsi pour chaque décision de justice administrative analysée, cette double interprétation a été faite.

I.1. L'Arrêt RA : 015 de la Cour d'Appel du Maniema du 12 Mai 2011

Comme analyse à faire sur cet Arrêt, il y a lieu de relever que l'acte administratif unilatéral mieux l'Arrêté Provincial N°01/021 /CAB/GP-MMA / 2009 du 07 février 2009 du Gouverneur ³⁹de la Province du Maniema était pris en toute irrégularité étant donné que la matière dont il est question est concurrente entre le pouvoir central et la Province, l'autorité provinciale était tenue de se conformer à instruction du Ministre National de l'intérieur qui est son autorité de tutelle. Outre cela, le juge administratif de la Cour d'Appel du Maniema a pleinement joué son rôle de garant de la légalité de l'action de l'administration et de contrôleur de la légalité des actes de l'administration.

Cependant, nous avons par la suite constaté que l'affaire a trop duré, car saisie par la requête du demandeur le 08 octobre 2009, c'est en Mai 2011 que la Cour d'Appel s'est prononcée sur cette affaire soit 2 ans après, ce qui rencontre même un des grands problèmes de la justice administrative en République Démocratique du Congo ; à savoir : ***la lenteur judiciaire et les longues procédures.***

³⁹ Arrêt RA : 015 de la Cour d'Appel du Maniema du 12 Mai 2011

Dans cette analyse nous voudrions également parler du dilatoire créé par la partie défenderesse qu'est illustrée par les absences dans les audiences étant que juste après la signature de son Arrêté, l'autorité l'avait fait exécuter en installant le nouveau Chef de Groupement à savoir Monsieur YUSUFU KIBANA MUTIMBULA. En dépit de son recours gracieux auprès du Gouverneur de Province par sa lettre du 24 février 2009 telle que la loi l'exige, le chef de groupement SHABANI ALIMASI KISESA n'avait même pas reçu une réponse de la part du chef de l'exécutif provincial, voilà pourquoi il avait décidé de saisir la justice administrative qui l'avait rétabli dans ses droits.⁴⁰

I.2. Arrêt RA 092 du 18 février 2023 sur la requête de MASUMO MASIMANGO François

A la lumière du dispositif de l'Arrêt dont il est question, il convient de relever que le juge a rendu son Arrêt 2 ans et quelques mois après le début de l'instance, c'est le même problème des longues procédures contentieuses qui revient et qui constitue un des éléments de la problématique de notre recherche.

Outre cela, à l'absence d'un recours gracieux du requérant MASUMO MASIMANGO François avant de déposer sa requête bien qu'ayant introduit au même moment une requête en référé-suspension tel que l'exige la loi, le juge administratif est allé au fond de la requête alors que le recours gracieux auprès de l'autorité administrative ayant pris l'acte unilatéral est un préalable important sur la recevabilité de la requête en annulation.

⁴⁰ - Noël BOTAKILE BOTANGA, *précis du contentieux administratif*, Louvain-la-Neuve, 2024, Ed. Academia p.109 ;

- Arrêt R.A. : 015 du 12 Mai 2011 ;

Nous pensons que le juge a été partial et a violé la loi en faveur du demandeur et ce, pour les motivations que nous ignorons. Nous notons la bonne motivation de l'Arrêt par le juge administratif qui a évoqué la jurisprudence et la doctrine sur le dispositif. Le juge a été alors partial par le fait qu'il a traité le fond de la requête alors que les pièces du dossier il n'y pas cette pièce importante, à savoir le recours gracieux préalable ou le recours administratif. ⁴¹

I.3. Arrêt RA. 111 du 06 Aout 2024 rendu par la Cour d'Appel du Maniema sur requête de SALUMU FARIALA

S'agissant de cet Arrêt, la Cour d'Appel l'a rendu 2 et 7 mois après oubliant que le requérant fut un élève du secondaire et avait le souci de poursuivre dans la même école et village où se trouvaient ses parents. Nous notons que l'élève avait introduit son recours gracieux 7 mois avant de saisir le juge administratif en violation même de la loi organique ci-haut citée et étant donné qu'il s'agit d'une exception d'ordre public du reste soulevée par elle et la Cour ne pouvait pas aller au fond de la requête. ⁴²

I.4. L'Ordonnance RA 169 du 11 octobre 2024 rendue par la Cour d'Appel du Maniema sur la requête de Monsieur LUNGHE UTSHINGA Dauphin

De l'analyse de cette ordonnance, il y a lieu de préciser que le juge des référés avait déclaré recevable et fondé sa requête et ordonné le rétablissement du requérant dans ses fonctions de chef de collectivité de BAKONGOLA. En plus, il faut dire que le défendeur avait brillé par son absence alors qu'il était régulièrement signifié de la date d'audience, le juge avait retenu le défaut.

⁴¹ Arrêt R.A. 092 du 18 février 2023 rendu par la Cour d'Appel du Maniema ;

⁴² Arrêt R.A. 11 du 06 Aout 2024 rendu par la Cour d'Appel du Maniema
 ORASSU International ► ORASSCOPIE XIV ► INCRS ► Janvier-Mars 2026
diffusion.orassu@gmail.com ou www.eveilcongo.net

Bien plus, il faut noter que le juge a bel et bien suspendu les effets de la lettre N°237/CAB/GP-MMA du 4 juillet 2024 du Ministre qui assumait l'intérim du Gouverneur du Gouverneur de Province et ce, par respect au principe de parallélisme de forme et de compétence comme le prévoit le droit administratif dans la mesure où il n'y a pas d'acte contraire à l'Arrêté du 1^{er} juillet 2024. Au regard de la motivation de la requête, le juge n'a rendu que justice étant donné qu'une lettre administrative bien qu'elle soit décisive ne peut pas faire annuler un Arrêté 'd'une part et de l'autre le Ministre Provincial de l'agriculture assumant l'intérim du Gouverneur n'était pas compétent pour prendre pareil acte.

I.5. Ordonnance RA 141 rendue le 1^{er} Avril 2024 par la Cour d'Appel du Maniema sur la requête de Monsieur AKATSHUNGANGA HIONGO Raphaël

Dans cette ordonnance, le juge des référés a ordonné le rétablissement du requérant dans ses fonctions de Chef d'Antenne de la Direction Générale des Recettes du Maniema en démontrant la violation des libertés du requérant, étant donné qu'il a été remplacé sans faute administrative. Par cette ordonnance, le juge administratif s'est encore montré garant de l'action de l'administration et contrôleur de la légalité des actes de l'administration.

Il faut également ajouter que par suite de son absence à l'audience, le Gouverneur de Province n'a pas respecté la justice congolaise alors que la Province du Maniema a un Cabinet- conseil et n'avait pas d'arguments contraires à donner à ladite audience.

Dans la foulée, cette ordonnance n'était pas respectée en ce qu'une résistance était opposé au requérant lorsqu'il devrait reprendre ses fonctions de Chef d'Antenne de la Direction des Recettes du Maniema à KAILO. C'est alors la récidive des autorités politico-administratives qui prennent des actes administratifs en violation des lois et règlements et par la suite ne respectent pas les décisions de la justice administrative. III.1. Ordonnance RORA 078 du 18 juin 2025 rendue par le Conseil d'Etat sur la requête de Monsieur UTSHINGA NGONGO Paul

Par cette ordonnance rendue en appel et en référé –liberté, la section du contentieux du Conseil d'Etat, nous avons relevé quatre griefs dans l'ordonnance rendue par la Cour d'Appel du Maniema :

- a. Le premier grief porte sur la violation de l'article 278 de la loi organique N°16-027 du 15 octobre 2016 portant organisation, compétences et fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif en République Démocratique du Congo qui dispose : la juridiction administrative, siégeant à juge unique et ce , en chambre de conseil d'Etat statue comme juge des référés qui ne prend que des mesures provisoires. Il ne statue pas sur la demande principale. Ceci a été évoqué par le juge des référés du Conseil d'Etat, car le premier juge a mal dit le droit en annulant la décision appelée à être interprétée et a rendu sa décision en dehors du délai légal de huit jours.
- b. Le deuxième grief est relatif à la dénaturation ou changement de l'objet de la demande lui soumis et a statué par l'annulation en lieu et place d'une mesure provisoire.
- c. Le troisième moyen c'est la méconnaissance de l'autorité de la chose jugée ou de la primauté de la chose jugée sur un acte administratif, en ce que, se

fondant sur l'Arrêté du Gouverneur de Province au mépris de l'ordonnance du juge des référés le juge a reconnu à l'intimé LUNGHE UTSHINGA Dauphin la qualité de Chef de chefferie.

- d. Le quatrième grief est fondé sur l'absence de la motivation et ce, en violation de l'article 21 de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006 et de l'article 6 de la loi organique sus évoquée en ce que le premier juge n'a pas répondu au moyen d'irrecevabilité tiré de la forclusion du délai de deux mois prévus à l'article 275 de la même loi organique. Ceci relance le débat du déficit de formation permanente des magistrats affectés dans les juridictions de l'ordre administratif qui viennent pour le cas de notre pays des juridictions pénales de droit commun ; car il est difficile d'imaginer qu'un juge de la Cour puisse ne pas lire la loi organique dans toutes ses dispositions afin de rendre une décision de justice dans le délai légal.

I.6. Ordonnance RORA 066 rendue en appel en référé-révocation par le Conseil d'Etat le 14 juin 2024 sur la requête de Monsieur MASUDI WEFILA Jean-Paul

Dans cette affaire, la chambre du Contentieux du Conseil d'Etat a déclaré irrecevable la demande du requérant estimant qu'il l'avait saisi contre une décision deuxième degré laquelle n'est susceptible que de cassation. Cette décision de la section du contentieux du Conseil renforce notre position précédemment évoquée sur la formation permanente des Avocats en matière du contentieux administratif.

Alors que le requérant a mis les moyens, son action étant mal orientée et rédigée, le juge de la haute juridiction administrative en République Démocratique du Congo a débouté sa demande.

L'on note aussi une faible motivation de l'ordonnance de la part du juge administratif d'Appel qui ne fait référence qu'à la seule loi organique du 15 octobre 2016, alors qu'en l'espèce il pouvait ajouter la motivation en faisant appel à la jurisprudence ainsi qu'à la doctrine. ⁴³

I.7. Ordonnance RORA 1127 du 11 février 2025 rendue par le Conseil d'Etat sur la requête de Monsieur MUSONDA KALUSOMBA Jean-Collins

Dans cette affaire qui continue à défrayer la chronique dans le monde de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, il s'avère impérieux que la science prenne le dessus certains malentendus qui peuvent être surmontés et gérés par les scientifiques, car ils ont la possibilité de faire un juge de valeurs de manière objective et tirer une conclusion qui mettra tous les acteurs d'accord sur le différend.

Dans son ordonnance rendue en référé-liberté, le Conseil d'Etat a ordonné la suspension des effets de l'Arrêté du Ministre susmentionné. Dans cette ordonnance, le juge des référés fustige le fait que le requérant n'était pas entendu sur les faits lui reprochés afin de fournir les explications avant d'être rétrogradé au grade de Professeur Associé alors que l'Arrêté entrepris l'a rétrogradé dans le seul but de mater le mouvement de grève dont il est le délégué syndical.

43

- Ordonnance RORA 066 du 14 juin 2024 rendue par le Conseil d'Etat ;
- Ordonnance RORA du 18 juin 2025 rendue par le Conseil d'Etat.

Bien plus, c'est seulement après que l'ordonnance du Conseil d'Etat soit notifié aux parties que le 21 mars 2025 et au lieu d'exécuter l'ordonnance sus évoquée que madame la Ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire a par son nouvel Arrêté Ministériel N° 012/MINESU/CAB.MIN/SASM/MKK/2025 du 21 mars 2025 révoqué le Professeur MUSONDA de l'Université Pédagogique Nationale UPN en sigle. Encore une fois de plus, le manque des moyens de coercition du contentieux ne permet pas à la justice administrative à faire entendre sa voix et imposer son impérium aux autorités politico-administratives qui ne respectent pas souvent les décisions du juge administratif.

D'où la nécessité d'engager des réformes profondes dans le secteur de la justice administrative afin de doter les pouvoirs supplémentaires au Magistrat du Ministère Public sur l'exécution des décisions du juge administratif en plus de l'astreinte prévue à l'article 329 de la loi organique ci-haut citée en cas de non-exécution d'une décision du juge administratif.

En plus, par cet Arrêté cet enseignant d'Université est aujourd'hui dans la rue et le prive de tous les droits lui rattachés ; le contentieux administratif apparait alors faible aux yeux du citoyen lorsqu'une juridiction de droit commun en matière administrative a pris une décision en faveur d'un Professeur n'est pas respecté par l'autorité de tutelle concernée. L'on se demande alors qui respectera la justice administrative en République Démocratique du Congo. C'est ainsi que le Conseil d'Etat avait accordé la mesure à la sauvegarde de la liberté publique du demandeur et qu'il était urgent que cette décision soit contestée. ⁴⁴

⁴⁴ Ordonnance RORA 1127 du 11 juin 2025 rendue par le Conseil d'Etat
ORASSU International ► ORASSCOPIE XIV ► INCRS ► Janvier-Mars 2026
diffusion.orassu@gmail.com ou www.eveilcongo.net

I.8. ARRET ROR. 64/676 du 15 novembre 2024 rendue par le Conseil d'Etat sur demande de MUSSA TAMBWE Gabriel alias TCHIBONGE. En analysant cet Arrêt, les aspects ont retenu notre attention :

- La longue procédure sur le dossier qui a commencé en septembre 2021 pour finir en novembre 2024 soit 3 ans et quelques mois pour que le juge administratif rende son Arrêt,
- Alors qu'il devrait attendre l'écoulement de ce délai de trois mois après avoir assurément introduit son recours gracieux auprès du Bâtonnier National de l'Ordre des Avocats, il devait se conformer au délai de la loi organique précitée nonobstant tout délai prévu par une loi particulière fut-elle celle organisant le Barreau, mais aussi respecter les trois mois d'attente dès qu'il a saisi l'autorité administrative ; en l'espèce le Bâtonnier National de l'Ordre des Avocats avant de déposer sa requête devant le Conseil d'Etat ;
- La faible motivation de l'Arrêt par le juge administratif alors qu'il a plusieurs outils juridiques lui permettant de faire une grande motivation sur le dispositif de l'Arrêt dont la doctrine, la coutume, les principes généraux de droit ainsi que la jurisprudence ;
- Le déficit de formation des auxiliaires de la justice (Avocats), car il est incompréhensible de voir un Avocat initier une action en justice sans se rendre compte qu'elle est prématurée.

I.9. La décision N°CNO/RSO/004 du 10 octobre 2021 rendue par le Conseil National de l'Ordre des Avocats en matière disciplinaire

Par sa décision le Conseil National de l'Ordre des Avocats avait interdit pour une période de douze mois le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Maniema pour les raisons ci-haut évoquées. Dans cette décision rendue par cette juridiction administrative spécialisée, il y a lieu de préciser que le Bâtonnier Octave KABEYA a été sanctionné pour l'inaction d'une part et l'insubordination sur les ordres de son autorité administrative ; à savoir le Bâtonnier National de l'Ordre des Avocats d'autre part. Cette sanction disciplinaire est un bon exemple d'une bonne autorité ordinaire qui ne voulait pas que le fonctionnement de son entité inférieure (Barreau du Maniema) souffre des décisions arbitraires ; à l'instar de l'attitude partisane du Bâtonnier sanctionné. Bien plus, cette sanction renforce aussi la position selon laquelle les Avocats mieux les autorités des Ordres Professionnels font du respect de la loi et des instructions leur cheval de bataille en vue de booster davantage l'action professionnelle de l'ensemble du corps par le respect des devoirs de probité, de dignité et d'indépendance aux Avocats en général et aux Bâtonniers en particulier. Cependant, cette décision est aussi pédagogique pour autant qu'il servira de leçon à l'ancien client de Me BITINGO LUSAMBIA Don Béni ainsi qu'à d'autres justiciables pour qu'ils puissent désormais apprendre à respecter leurs engagements vis-à-vis des Avocats en payant leurs honoraires. ⁴⁵

⁴⁵ Décision N° CNO/RSO/002 du 10 octobre 2021 rendue par le Conseil National de l'Ordre des Avocats ;

SECTION II : DE LA PRESENTATION DES RESULTATS DE LA RECHERCHE

En présentant les résultats de notre recherche qui a porté sur le **Contentieux administratif en République Démocratique du Congo : contribution sur une théorie des réformes**, nous voulons présenter éléments essentiels qui constituent la charpente des problèmes qui bloquent l'évolution du contentieux administratif. Il s'agit principalement de :

1. L'insuffisance de l'effectivité de la justice administrative ;
2. Les formalismes procéduraux excessifs ;
3. La jurisprudence et la doctrine peu développées dans les décisions sélectionnées ;
4. L'influence du droit comparé dans les décisions du juge administratif ;
5. L'absence de la mise en place des mécanismes d'exécution des décisions du juge administratif,
6. La lenteur dans le traitement des dossiers ;
7. Le manque de codification des décisions de la justice administrative,
8. L'absence d'un code du contentieux administratif ;
9. Le manque de renforcement des capacités et l'organisation de la formation permanente des magistrats et Avocats ainsi que du personnel administratif des juridictions administratives .ⁱ

SECTION III : DE LA THEORIE DES REFORMES ENVISAGEES

S'agissant de la contribution sur une théorie des réformes du contentieux administratif congolais, nous proposons ce qui suit :

- a. L'adoption du code administratif congolais mieux du code du contentieux administratif ;

- b. La mise sur pied d'une commission interdisciplinaire chargée d'étudier tous les cas relatifs aux différentes difficultés de la justice administrative ;
- c. La mise sur pied de la coopération internationale sur la justice administrative ;
- d. L'intégration dans la nouvelle loi relative aux juridictions administratives les innovations relatives à l'écourtement des délais de la saisine du juge administratif, soit quinze jours au lieu de nonante jours après le recours gracieux préalable et le recours hiérarchique ;
- e. L'intégration dans la nouvelle loi à adopter des sanctions disciplinaires contre les autorités administratives qui n'exécutent pas les décisions du juge administratif, car il s'agit de la violation de la théorie de séparation de pouvoirs prônée par MONTESQUIEU ;
- f. L'intégration dans la nouvelle loi à adopter des mesures de coercition renforçant le pouvoir du Ministère Public ;
- g. L'organisation de la formation continue et permanente des Magistrats des juridictions administratives, des Avocats ainsi que du personnel administratif des juridictions administratives ;
- h. Du regroupement des doctinaires et chercheurs en réseau des Juristes spécialisés sur le contentieux administratif ;
- i. De création de l'école congolaise du Droit administratif ;
- j. D'encourager et soutenir les publications des chercheurs et doctinaires lesquelles contiennent les avis et recommandations relatives aux améliorations sur la justice administrative ;

CONCLUSION

Au terme de cet article scientifique consacré au **Contentieux administratif en République Démocratique du Congo : contribution sur une théorie des réformes**, il apparaît clairement que cette branche du Droit Public, bien que structurée dans son architecture juridique, demeure confrontée à de nombreux défis pratiques et structurels. Tout d'abord, l'analyse théorique du contentieux administratif nous a permis de mettre en lumière les principes fondamentaux qui le sous-tendent, ainsi que les mécanismes juridiques censés garantir le respect de la légalité administrative, les types de recours et de procédures applicables a montré une certaine avancée normative, particulièrement avec la mise en place du Conseil d'Etat, les Cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs. Ensuite, nous voudrions dire que cette thématique révèle une matière en évolution, mais confrontée à de nombreux défis institutionnels, procéduraux et structurels.

Dans un Etat de droit, la régulation des rapports entre l'administration et les administrés nécessite une justice administrative efficace, accessible, indépendante et crédible et ce, malgré les réformes malgré apportées par la Constitution du 18 février 2006 et la loi N° 16-027 du 15 octobre 2016 ; la justice administrative souffre encore pour remplir pleinement sa mission de garant du contrôle des actes de l'administration. Bien plus, le fonctionnement des juridictions administratives dont le Conseil d'Etat, les Cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs), reste entravé par les moyens humains et matériels limités, des délais excessifs de traitement des recours, et une faible exécution des

décisions rendues par le juge administratif. Le recours à la justice administrative est souvent dissuadé par les exigences procédurales rigides et le manque de vulgarisation du droit administratif. Au demeurant, l'étude de la jurisprudence et des cas concrets révèle que la mise en œuvre du contentieux administratif est encore hésitante. En outre, les contributions de la doctrine et les influences du droit comparé, comme celle du Droit Français et Belge ont mis en exergue les marges de progrès possibles, ce qui revient à dire que le contentieux administratif congolais est jeune et s'est inspiré d'expériences étrangères adaptées au contexte local.

Cependant, et par rapport à la problématique posée, et les hypothèses de départ, il y a lieu de confirmer que ces hypothèses de recherche ont été vérifiées, car le contentieux administratif congolais est juridiquement technique et encadré, mais son efficacité ne se fait pas sentir au sein de la communauté. D'où la nécessité d'initier des grandes réformes indispensables en vue de renforcer l'efficacité de la justice administrative.

A la question de savoir si le contentieux administratif restera inefficace sur le plan pratique, nous disons tout simplement qu'à ce jour il est en réalité inefficace sur le plan pratique, dans la mesure où les décisions rendues par le juge administratif ne sont pas en réellement exécutées.

La centralisation des juridictions administratives aux chefs-lieux des Provinces et le Conseil d'Etat à Kinshasa, ne facilite pas l'accès équitable des citoyens au juge administratif ainsi qu'à l'évolution du contentieux administratif ; d'où la spécialisation des juges et la décentralisation des juridictions (l'installation **des tribunaux administratifs**) contribuera à coup sûr à l'amélioration de la protection juridictionnelle des droits des citoyens.

Dans le but de mener cette recherche, nous avons fait recours au **synchrétisme méthodologique** qui se veut **multidimensionnelle** par la combinaison de plusieurs méthodes dont la méthode **comparative** qui nous a permis de faire les études comparatives avec d'autres systèmes juridiques dont la France et la Belgique lesquels continuent à éclairer les lacunes congolaises. Outre cela, la méthode **descriptive** et critique dont nous avons également fait recours nous ont facilité les analyses factuelles des différentes décisions de la justice administrative lesquelles ont fait l'objet de nos analyses dans le troisième chapitre.

Par la suite, la méthode juridique et analytique, qui par les examens des lois, de la jurisprudence et la doctrine nous ont aidé à bien poursuivre notre recherche.

Aux fins de mettre en pratique toutes les méthodes ci-haut citées, nous avons fait recours à **l'analyse documentaire, l'observation sur les affaires de la justice administrative ainsi que les entretiens directs avec le personnel judiciaire** (Magistrats et Greffiers) ainsi que des Avocats en tant qu'auxiliaires de la justice et accompagnateurs des citoyens ayant introduit leur recours auprès de la justice administrative. Ainsi, nous avons proposé une contribution sur une théorie des réformes afin de renforcer l'efficacité du contentieux administratif et l'indépendance des juridictions administratives, d'assurer une meilleure exécution des décisions rendues et de promouvoir une culture administrative respectueuse des droits fondamentaux des citoyens et d'éviter les décisions arbitraires. Pour conclure, il est plus qu'important que le contentieux administratif congolais ne reste pas un simple dispositif normatif, mais qu'il devienne un véritable levier de contrôle de l'action administrative au service de l'Etat de droit.

Le contentieux administratif congolais est alors hybride jusqu'à ce jour malgré l'existence de la loi N° 16-027 du 15 octobre 2016 portant organisation, compétences et fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif, la doctrine ainsi que la jurisprudence. Etant essentiellement légal **et jurisprudentiel**, le contentieux administratif congolais astreint le juge administratif à ne pas traiter le fond d'une requête s'il n'y a pas eu un recours gracieux administratif préalable avant la saisine du juge administratif.⁴⁶

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

OUVRAGES

1. DUPONT R. , le droit administratif général, Paris, 2016 , PUF, p.45
2. Félix VUNDUAWA TE PEMAKO et Jean-Marie MBOKO DJ'ANDIMA traité de droit administratif en République Démocratique du Congo, Bruxelles, Ed. BRULANT, pp. 1089-1145
3. NDONG, P. , Techniques et Méthodes de la recherche juridique : une approche syncrétique, Dakar :, 2011 , Presses de l'Université Cheikh Anta Diop, p.66
4. Noël BOTAKILE BOTANGA précis du contentieux administratif, Louvain -la- Neuve , 2024 , Ed. Academia p.109 ;
5. RAMU, L'essentiel du Droit administratif Général, Paris, Ed. Gualino, 2020-2021,
6. Zacharie NTUMBA MUSUKA , le rôle du juge administratif Congolais dans l'émergence de l'Etat de droit, Paris 2014 , Le HARMATTAN pp. 31-36

⁴⁶ Zacharie NTUMBA MUSUKA , le rôle du juge administratif Congolais dans l'Émergence de l'Etat de droit, Paris 2014 , Le HARMATTAN pp. 31-36

DECISIONS DE JUSTICE

7. Arrêt R.A. 092 du 18 février 2023 rendu par la Cour d'Appel du Maniema ;
8. Arrêt R.A. 11 du 06 Aout 2024 rendu par la Cour d'Appel du Maniema
9. Arrêt R.A. : 015 du 12 Mai 2011 ;
10. Arrêt RA : 015 de la Cour d'Appel du Maniema du 12 Mai 2011
11. Décision N° CNO/RSO/002 du 10 octobre 2021 rendue par le Conseil National de l'Ordre des Avocats ;
12. Ordonnance RORA 066 du 14 juin 2024 rendue par le Conseil d'Etat ;
13. Ordonnance RORA 1127 du 11 juin 2025 rendue par le Conseil d'Etat
14. Ordonnance RORA du 18 juin 2025 rendue par le Conseil d'Etat.

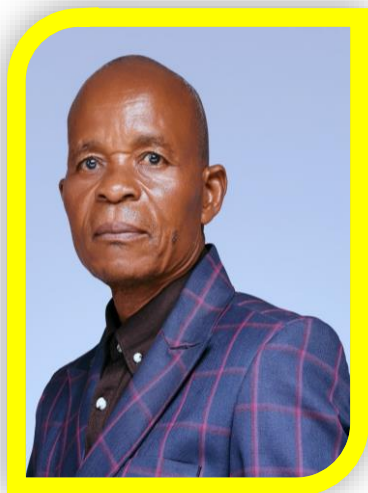
Par L'Assistant KASEYA MAYALIWA MAXIME

Chap XXIV. IMPACT DE LA GRATUITE DE L'EDUCATION DE BASE SUR LES REVENUS DES ENSEIGNANTS DES ECOLES PRIMAIRES PUBLIQUES DE LA VILLE DE GOMA (2019-2023)

Par : MUNIHIRE LUBUTO Denis

Biographie scientifique

L'auteur est MUNIHIRE LUBUTO Denis est un enseignant et professionnel de l'éducation originaire du Nord-Kivu, en



République Démocratique du Congo. Il possède une longue expérience dans le domaine académique et la gestion administrative des établissements scolaires et universitaires, cumulant plusieurs décennies de service éducatif et de formation des étudiants et du personnel académique.

Titulaire d'un diplôme de Licence en Gestion et Administration des projets (ISPê-Goma, 2013-2016), d'un graduat en Gestion du Personnel (Université Ouverte – CIDEP, Nord-Kivu, 1998-2001) et d'un diplôme d'État obtenu à l'Institut Tuungane de Goma (1976-1981), il poursuit actuellement un Master en Environnement à l'ISDR-GL (2023-2024), renforçant son expertise dans les

questions environnementales et de développement durable.

Parallèlement à ses études formelles, MUNIHIRE LUBUTO Denis a suivi plusieurs formations complémentaires, notamment sur le système LMD (« Enseigner, Évaluer, Étudier et Générer autrement »), sur l'arrimage au LMD et en micro-informatique, ainsi qu'une formation accélérée de chauffeur. Ces acquis lui permettent d'allier pédagogie moderne, outils numériques et méthodes de gestion administrative dans ses fonctions académiques.

Dans le domaine professionnel, il a occupé divers postes à responsabilité :

- **Assistant** à l'Université des Martyrs RDC (2023-2024)
- **Directeur des Services Académiques** à l'ISPê-Goma (2018-2022)
- **Assistant** à l'ISPê-Goma (2016-2022)
- **Appariteur** à l'ISDR-Goma (2014-2015)
- **Directeur** à l'École Communautaire du Lac (ECL, 2011-2014)
- Enseignant et directeur dans plusieurs établissements primaires et secondaires depuis 1982, incluant le G.S.C. de Kigali et l'École Enricassin.

Parallèlement à ses fonctions éducatives, il occupe depuis 2023 le poste de **Président Provincial de l'ANAPECO Nord-Kivu I**, illustrant son engagement dans le développement et la promotion du corps enseignant au niveau provincial.

MUNIHIRE LUBUTO Denis est reconnu pour son professionnalisme, sa maîtrise du français et du swahili, ainsi que sa capacité à transmettre ses connaissances aux étudiants et à encadrer des équipes pédagogiques et administratives.

Son parcours témoigne d'un engagement durable en faveur de l'éducation, de la formation et du développement institutionnel dans le Nord-Kivu.

Langues parlées : Français (courant), Swahili (courant), Anglais (notions de base).

Personnes de référence :

- MALIMINGI MUHIMA : +243997704920
- CT. AMURI AWAZI Diego : +243991191464

RÉSUMÉ

La gratuité de l'enseignement primaire, relancée en République Démocratique du Congo à partir de 2019, s'inscrit dans une logique de justice sociale et de démocratisation de l'accès à l'éducation. Elle vise à lever les barrières économiques qui empêchaient de nombreux enfants issus de familles vulnérables d'intégrer l'école primaire publique. Toutefois, derrière cet acquis majeur se cache une réalité complexe : la mise en œuvre de cette politique a profondément affecté les conditions socio-économiques des enseignants, qui, avant la réforme, bénéficiaient des contributions financières régulières versées par les parents d'élèves sous forme de « frais de motivation ».

Cette recherche s'est attachée à examiner l'impact de la gratuité de l'éducation de base sur les revenus des enseignants des écoles primaires publiques de la ville de Goma entre 2019 et 2023. L'étude repose sur une méthodologie mixte combinant une enquête par questionnaire auprès de 60 enseignants, des entretiens semi-directifs avec certains responsables scolaires, ainsi qu'une analyse documentaire.

Le test de fiabilité (Alpha de Cronbach = 0,82) atteste de la cohérence et de la validité des données collectées.

Les résultats révèlent que 70 % des enseignants ont subi une baisse de revenus depuis l'introduction de la gratuité, 22 % déclarent une stabilité et seulement 8 % affirment avoir connu une hausse. Pour pallier cette perte, plus de la moitié des enseignants (55 %) recourent à des activités parallèles telles que le petit commerce, l'agriculture ou les cours privés, ce qui témoigne d'une adaptation mais aussi d'un risque de dispersion professionnelle. Par ailleurs, 80 % des répondants se déclarent peu satisfaits ou pas du tout satisfaits de leur situation financière, ce qui traduit une démotivation croissante. Quant à la perception globale de la gratuité, si 30 % la jugent positive en raison de son rôle social, 70 % estiment qu'elle engendre des contraintes, notamment la surcharge des classes et l'érosion de leurs revenus.

L'analyse théorique met en évidence que cette situation illustre les postulats de la théorie des deux facteurs de Herzberg, où la perte des compléments financiers constitue un facteur d'insatisfaction ; la théorie de l'équité d'Adams, qui souligne le sentiment d'injustice ressenti par les enseignants par rapport à leurs pairs ; et la théorie du capital humain de Becker, qui rappelle que des enseignants précarisés ne peuvent assurer une éducation de qualité. En fait, la gratuité de l'enseignement primaire à Goma constitue un progrès social incontestable pour les familles et la société, mais elle a fragilisé la stabilité économique des enseignants, ce qui menace à long terme la qualité de l'enseignement. Pour que cette réforme atteigne pleinement ses objectifs, il est nécessaire d'accompagner la gratuité par une

revalorisation salariale, l'instauration de primes adaptées à la surcharge de travail, une meilleure gestion des effectifs scolaires, ainsi qu'un renforcement du financement public et du soutien des partenaires techniques et financiers.

ABSTRACT

The free primary education policy, reintroduced in the Democratic Republic of Congo in 2019, was designed as a measure of social justice aimed at democratizing access to education. By abolishing school fees, the government sought to remove financial barriers that prevented many children from vulnerable households from enrolling in public primary schools. However, this social gain has had complex consequences, particularly on teachers' socio-economic conditions. Before the reform, teachers relied on regular parental contributions, often referred to as "motivation fees," which represented a significant portion of their income.

This study examines the impact of free basic education on the income of public primary school teachers in the city of Goma between 2019 and 2023. The research adopted a mixed-methods approach, combining a questionnaire survey of 60 teachers, semi-structured interviews with school administrators, and documentary analysis. The reliability of the instrument was confirmed by a Cronbach's alpha of 0.82, ensuring the consistency of the collected data. Findings reveal that 70% of teachers experienced a decline in income after the introduction of free education, 22% reported stability, and only 8% saw an increase. To offset this loss, 55% of teachers engaged in parallel income-generating activities such as small businesses, farming, or private tutoring.

While these strategies provide temporary relief, they also divert time and energy away from teaching responsibilities. Moreover, 80% of respondents expressed dissatisfaction with their financial situation, highlighting a growing sense of demotivation. In terms of perception, 30% viewed free education positively as a social advancement, whereas 70% expressed mixed or negative views, citing issues such as overcrowded classrooms and declining earnings.

From a theoretical perspective, the findings align with Herzberg's two-factor theory, where the loss of financial supplements constitutes a hygiene factor leading to dissatisfaction; Adams' equity theory, which explains the teachers' perceived injustice compared to other groups; and Becker's human capital theory, which emphasizes that underpaid teachers undermine the quality and returns of educational investment.

In conclusion, while free primary education in Goma represents a significant social achievement by improving children's access to school, it has weakened the economic stability of teachers, thereby threatening the quality of education in the long term. To ensure the success of the reform, measures such as salary revaluation, specific allowances to address workload, better class size management, and stronger financial support from both the government and development partners are urgently needed.

I. INTRODUCTION

Contexte

L'éducation constitue l'un des leviers fondamentaux du développement d'un pays. Dans les sociétés contemporaines, l'accès universel et équitable à l'éducation de base est reconnu comme un droit humain fondamental.

En République Démocratique du Congo (RDC), plusieurs politiques éducatives ont été initiées depuis l'indépendance afin de promouvoir la scolarisation de masse. Parmi celles-ci, la gratuité de l'enseignement primaire occupe une place centrale.

Relancée officiellement en septembre 2019 par le gouvernement congolais, cette réforme vise à éliminer les barrières financières qui empêchent des millions d'enfants d'accéder à l'école. Elle est considérée comme une mesure historique dans la lutte contre l'analphabétisme et l'exclusion sociale. Cependant, derrière cet acquis social majeur se cachent des défis de taille, notamment le financement du système éducatif et les conditions de travail des enseignants.

Avant la gratuité, une partie importante des revenus des enseignants provenait des frais de motivation payés par les parents d'élèves. La suppression de ces frais a entraîné une diminution substantielle des revenus, surtout dans les écoles primaires publiques. Dans une ville comme Goma, déjà marquée par de multiples crises sociales et économiques, l'impact de cette réforme mérite une analyse approfondie.

II. ÉTAT DE LA QUESTION

Plusieurs recherches en Afrique subsaharienne se sont intéressées à la gratuité scolaire. Deininger (2003), dans son étude sur l'Ouganda, démontre que la suppression des frais scolaires a significativement augmenté le taux de scolarisation, mais a également entraîné une surcharge des classes et un affaiblissement de la motivation des enseignants.

En RDC, l'UNESCO (2015) et Kabemba (2018) soulignent que la gratuité est perçue comme une opportunité sociale mais aussi comme un défi pour la qualité de l'enseignement. Les enseignants congolais, longtemps confrontés à des salaires faibles et irréguliers, dépendaient largement des contributions parentales. La suppression de cette ressource a bouleversé leur équilibre socio-économique.

Néanmoins, il existe encore peu d'études locales et empiriques sur l'impact concret de cette politique dans certaines villes spécifiques comme Goma, où les réalités socio-économiques et sécuritaires accentuent les difficultés.

III. PROBLÉMATIQUE

Si la gratuité de l'enseignement primaire a permis une augmentation remarquable des effectifs scolaires, elle soulève une question centrale : comment les enseignants, principaux acteurs de la transmission des savoirs, vivent-ils cette réforme au plan économique et social ?

Le problème à résoudre peut donc se formuler ainsi :

- Quels changements la gratuité de l'éducation de base a-t-elle engendrés sur les revenus des enseignants des écoles primaires publiques de Goma entre 2019 et 2023 ?

- Quelles stratégies compensatoires les enseignants adoptent-ils pour faire face à cette nouvelle réalité ?
- Comment perçoivent-ils cette réforme, entre acquis sociaux et contraintes professionnelles ?

IV. REVUE THÉORIQUE

1. Théorie de la motivation de Herzberg (1959)

Selon Herzberg, certains facteurs liés au travail (salaire, conditions matérielles, sécurité de l'emploi) influencent l'insatisfaction. La perte des frais de motivation constitue un facteur d'insatisfaction majeur pour les enseignants.

2. Théorie de l'équité d'Adams (1963)

Cette théorie postule que les individus comparent leurs apports (efforts, qualifications) et leurs résultats (rémunérations, avantages) avec ceux de leurs pairs. Les enseignants du primaire se sentent défavorisés par rapport à d'autres catégories, renforçant un sentiment d'injustice.

3. Théorie du capital humain de Becker (1964)

Becker insiste sur le rôle de l'éducation comme investissement productif. Un enseignant mal rémunéré constitue une perte pour le système éducatif, car il ne peut pleinement développer son potentiel et celui des élèves.

Ces théories fournissent un cadre d'analyse pertinent pour comprendre les réactions des enseignants face à la gratuité.

V. PRÉCISION METHODOLOGIQUE

1. Méthode

L'étude adopte une approche mixte combinant une démarche quantitative (enquêtes par questionnaire) et qualitative (entretiens et analyse documentaire).

2. Techniques de collecte

- Questionnaires distribués à 60 enseignants d'écoles primaires publiques de Goma ;
- Entretiens semi-directifs menés avec certains directeurs et inspecteurs scolaires ;
- Analyse documentaire basée sur des rapports officiels et travaux scientifiques.

3. Échantillon

L'échantillon comprend 60 enseignants sélectionnés selon la méthode aléatoire simple, représentatifs de la diversité des écoles publiques de la ville de Goma.

4. Profil sociodémographique

- Sexe : 60 % hommes, 40 % femmes ;
- Âge : entre 25 et 55 ans ;
- Ancienneté moyenne : 12 ans.

5. Fiabilité des données

Le questionnaire administré a été testé statistiquement. Le coefficient Alpha de Cronbach = 0,82 confirme une bonne cohérence interne des items.

VI. PRÉSENTATION DES DONNÉES, INTERPRÉTATION ET DISCUSSION

Tableau 1 : Évolution des revenus après la gratuité (2019–2023)

Situation des revenus	Nombre	%
En baisse	42	70 %
Stables	13	22 %
En hausse	5	8 %
Total	60	100 %

Analyse : La majorité des enseignants (70 %) a subi une baisse de revenus, confirmant que la gratuité a supprimé une source importante de financement personnel.

Tableau 2 : Stratégies de compensation

Stratégies adoptées	Nombre	%
Activités parallèles (commerce, agriculture, cours privés)	33	55 %
Dépendance du seul salaire officiel	27	45 %
Total	60	100 %

Analyse : Plus d'un enseignant sur deux a développé une activité extra-scolaire, ce qui traduit une adaptation mais aussi un risque de dispersion professionnelle.

Tableau 3 : Niveau de satisfaction financière

Satisfaction	Nombre	%
Satisfaits	12	20 %
Peu satisfaits	28	47 %
Pas du tout satisfaits	20	33 %
Total	60	100 %

Analyse : 80 % des enseignants sont insatisfaits de leur situation financière, ce qui pourrait impacter leur motivation et la qualité de leur enseignement.

Tableau 4 : Perception de la gratuité

Perception exprimée	Nombre	%
Positive (avancée sociale)	18	30 %
Mitigée (avantages mais surcharge)	27	45 %
Négative (perte de revenus, surcharge)	15	25 %
Total	60	100 %

Analyse : Bien que certains enseignants reconnaissent l'utilité sociale de la réforme, la majorité la perçoit comme problématique ou ambivalente.

Discussion

Ces résultats rejoignent les études africaines (Deininger, 2003 ; UNESCO, 2015) qui mettent en évidence le dilemme de la gratuité : réussite sociale mais fragilisation des conditions de travail.

À Goma, la gratuité a contribué à l'élargissement de l'accès scolaire, mais elle a entraîné :

- (1) une perte de revenus et de motivation (Herzberg) ;
- (2) un sentiment d'injustice par rapport à d'autres enseignants (Adams) ;
- (3) une détérioration de l'investissement éducatif (Becker). Si rien n'est fait, ces effets risquent de compromettre la qualité des apprentissages.

VII. CONCLUSION

L'étude montre que la gratuité de l'éducation de base à Goma, bien qu'ayant permis une démocratisation de l'accès à l'école, a eu un impact négatif sur les revenus et la motivation des enseignants.

Les principaux constats sont : 70 % des enseignants ont connu une baisse de revenus ; 55 % se tournent vers des activités parallèles ; 80 % se déclarent insatisfaits financièrement ;

- La perception globale de la gratuité reste mitigée.

Recommandations

- 1.Revaloriser les salaires afin de compenser la perte des frais de motivation.
- 2.Accorder des primes spéciales liées à la surcharge des classes.
- 3.Renforcer la gestion des effectifs scolaires pour éviter le surpeuplement.
- 4.Mobiliser davantage les partenaires techniques et financiers pour soutenir durablement la réforme.

VIII. BIBLIOGRAPHIE

- Adams, J. S. (1963). *Toward an Understanding of Inequity*. Journal of Abnormal and Social Psychology.
- Becker, G. (1964). *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis*. Chicago: University of Chicago Press.
- Deininger, K. (2003). *Does cost of schooling affect enrollment by the poor? Universal primary education in Uganda*. Economics of Education Review, 22(3).
- Herzberg, F. (1959). *The Motivation to Work*. New York: Wiley.
- Kabemba, C. (2018). *Les effets de la gratuité scolaire en RDC*. Revue congolaise d'éducation.
- UNESCO (2015). *Rapport mondial sur l'éducation*. Paris : UNESCO.
- World Bank (2020). *Education in Africa: Challenges and Prospects*. Washington DC: World Bank.

Par : MUNIHIRE LUBUTO Denis

Chap. XXV. L'IMPACT DE LA FORTE NATALITE SUR LES REVENUS DES MENAGES DANS LE GROUPEMENT DE MBIGA-SUD TERRITOIRE DE KALEHE

Par AMANI KALIMBA Jospin

Biographie de l'Auteur

AMANI KALIMBA Jospin est un enseignant-chercheur congolais spécialisé en sciences économiques et de gestion. Né le 15 mars 1990 à Buhobera, dans le village de Tchofi (Groupement Mbinga Sud, Territoire de Kalehe), en République Démocratique du Congo, il est issu de l'union de Jean-Pierre Kalimba Bital et d'Odette M. Bunyége. Marié, il réside actuellement à Tchofi, où il reste profondément attaché à sa communauté d'origine.



Son parcours académique témoigne d'une progression constante et d'un engagement soutenu dans le domaine des sciences économiques. Après l'obtention de son certificat d'études primaires à l'E.P. CASI/Idjwi (1998-2004), il poursuit ses études secondaires à l'Institut Mabula/Ihoka, où il décroche un diplôme d'État en pédagogie générale (2004-2011). Il s'oriente ensuite vers l'enseignement supérieur à l'Université Libre des Pays des Grands Lacs (ULPGL) à Bukavu, où il obtient successivement un graduat (2013-2015) puis une licence en sciences économiques et de gestion, avec une

spécialisation en gestion financière et comptabilité (2015-2017).

Animé par un désir d'approfondissement et de perfectionnement, AMANI KALIMBA Jospin poursuit un Master en sciences administratives et économiques (MBA) à l'Université Espoir d'Afrique au Burundi (2023-2025). Actuellement, il est doctorant à l'Université du Burundi, où il mène des recherches en sciences économiques et de gestion en tant qu'enseignant-chercheur.

Sur le plan professionnel, il cumule une expérience significative dans l'enseignement supérieur. Depuis 2018, il exerce comme enseignant à l'Institut Supérieur Pédagogique de Kalehe (ISP Kalehe) et intervient également dans plusieurs universités du Sud-Kivu. À travers ses activités académiques et scientifiques, il contribue à la formation des cadres et au développement des connaissances dans son domaine.

Homme engagé, rigoureux et passionné par la recherche, AMANI KALIMBA Jospin s'inscrit dans une dynamique de promotion du savoir et de contribution au développement socio-économique de sa région et de son pays.

0.1 PROBLEMATIQUE

Dès son indépendance, la RDC ne comptait qu'en moyenne 10.000.000 habitants

L'État Congolais dans ses obligations s'occupait de la suivie de ses citoyens pour la satisfaction leurs besoins. Un salaire décent était octroyé aux travailleurs, des bourses d'étude aux universitaires, une scolarisation gratuite aux enfants d'écoles primaires, une stabilité sécuritaire, mais aussi une stabilité monétaire. Cette situation socio-économique a permis aux revenus des ménages de satisfaire leurs besoins fondamentaux et autres.

Néanmoins, la détérioration de la sphère politico-économique au Congo depuis une décennie, a occasionné le rejet du système de rémunération des congolais. Le PNB par habitant trop faible (soit 500\$ à 700\$ par an et par ménage), les secteurs d'activité paralysés, les revenus des ménages faibles, la population en souffre.

De 1994 à 1997, les bourses qui s'octroyaient aux étudiants, la gratuité à l'école primaire se voit bouleversés. L'État ne parvient pas à bien s'occuper de ses citoyens (fonctionnaires) se voient concerner car travaillant en son compte et attendant un salaire de lui.

Cela démontre combien de fois que la population congolaise ne peut en tout temps couvrir tous ses besoins familiaux comptes tenu de la dégradation du pouvoir d'achat de leur revenu. La démission presque totale de l'État vis-à-vis de ses obligations conduit cette population de la R.D. Congo en générale et celle de la province du Sud-Kivu, territoire de Kalehe, Groupement de MBINGA sud en Particulier à une activité de débrouillardise et de vécu au « taux du jour » c'est-à-dire au rythme de journée et se méfier de plusieurs éléments du bien-être. Une majeure partie de la population vit en dessous du seuil de la pauvreté.

En effet, malgré cette crise socio-économique dans notre pays, la population congolaise ne cesse d'accroître. En 2015, l'on compte plus de ± 86.522.356 habitants vivants sur l'étendue nationale, soit un accroissement de 76.522.356 par rapport aux années 60. Le groupement de MBINGA sud n'a pas échappé à cette croissance démographique ni à cette crise socio-politico-économique. Sa population étant de 86.522.356 en 2013 elle est de

96.754.033.en 2015 soit un accroissement de 13.792.576.

Ainsi, dans le cadre de notre étude, nous voulons analyser « Impact de la forte natalité sur les revenus des ménages dans le groupement MBINGA SUD Territoire de Kalehe ». Pour y parvenir, nous nous sommes posé quelques questions dont une question principale et deux autres spécifiques :

- Une telle recherche dans un domaine économique nous paraître très utile, car elle nous amène à nous demander comment les aspects démographiques (la natalité, la mortalité,...) demeurent un facteur exerçant une influence sur les revenus économiques dans les ménages des pays en voie de développements en général et notre pays en particulier.eu égard à cette question, nos questions spécifiques qui découleront de cette question de départ sont :
 1. Quels sont les principaux facteurs déterminants la forte natalité dans les ménages de Mbinga Sud ?
 2. Est-il possible que la forte natalité ait un impact sur le revenu des ménages dans le groupement de Mbinga Sud ?
 3. Le revenu des ménages répond-il aux charges de consommation de ces derniers ?

HYPOTHESES

Selon M.NDAY WA MANDE, l'hypothèse est une proposition des réponses aux questions que l'on pose de l'objet de recherche formulée en de terme tel que l'observation puisse fournir des réponses.

Elle est donc une proposition qui doit être conçue de manière qu'elle soit véritable. Après vérification celle-ci peut être affirmée.

Partant de ces définitions, nous nous proposons de répondre aux questions ci-haut posées comme suit :

- ❖ Les principaux facteurs déterminant la forte natalité seraient : la culture, la polygamie, la politique, l'absence d'information sur la planification familiale.
- ❖ Il est vrai que plus la natalité non contrôlée augmente dans les pays sud plus le revenu diminue.
- ❖ Les charges des consommations auxquelles font face ces revenus ne sont pas couvertes dans leurs ménages car ces revenus présentent une faiblesse du pouvoir d'achat.

OBJECTIF DU TRAVAIL

Mener une telle étude sur « l'impact de la forte natalité et son impact sur le revenu des ménages dans le groupement de Mbinga Sud » est d'une importance capitale par le fait que, depuis 2011 il est observé un mouvement incontrôlé et non stabilisé de la population. Cependant il est évident qu'à tout chercheur de mener une recherche sur ce genre de problème.

A cet effet, en étudiant ce sujet nous poursuivons des objectifs suivants :

- Fournir à la population du Groupement de Mbinga sud en particulier et la chefferie de Buhavu en Territoire de Kalehe en générale sur le problème de la forte natalité et surtout ses conséquences.
- Relever les grands problèmes auxquels se heurtent les ménages dans la consommation de leur revenu.
- Fournir à la communauté en générale et aux décideurs en particulier une réflexion leur permettant de porter un changement dans leur politique en matière de gestion des revenus.

CHOIX ET INTÉRÊT DU SUJET

En ce qui concerne le choix du présent sujet, il trouve sa justification dans le fait que, la croissance démographique avec toutes ses conséquences constitue un réel problème socio-économique dont un agent économique ne peut jamais se passer. Ce choix en suite a été motivé du fait que, malgré la situation critique de l'économie en RDC ,On observe toujours une croissance rapide de la population jeune au sein des ménages

Ce travail constituera pour tout chercheur un outil pouvant lui permettre de faire les investigations sur la forte natalité des ménages par rapport à leur revenu.

Pour ce qui est de l'intérêt du présent travail, porte un double intérêt : scientifique et social.

Sur le plan scientifique : ce qui va nous permettre de comprendre et d'appréhender des aspects théoriques du problème à analyser. Sur le plan social : ce sujet constitue un guide de conseil et montre le grand problème auquel sont confrontés les ménages en RDC en général et en particulier dans le groupement de MBINGA SUD Territoire de kalehe.

DÉLIMITATION SPATIO-TEMPORELLE

Notre sujet « *L'impact de la forte natalité sur le revenu des ménages du Groupement de MBINGA SUD* » se limite dans le temps et dans l'espace.

- a) Délimitation spatiale : Dans l'espace, nos investigations seront menées dans les ménages du groupement de MBINGA SUD, Chefferie de Buhavu en Territoire de Kalehe, Province du Sud Kivu, République Démocratique du Congo

- b) Délimitation temporelle : Dans le temps, notre étude portera sur la période de janvier 2011 jusqu'au Décembre 2016.

SUBDIVISION DU TRAVAIL.

Quant au contenu, outre l'introduction et la conclusion, le corps du présent travail se subdivise en quatre chapitres présentés comme suit :

- Le premier chapitre porte sur les considérations théoriques sur les concepts-clés de la recherche.
- Le deuxième chapitre porte sur la présentation du milieu d'étude et l'approche méthodologique.
- Le troisième chapitre porte sur la présentation et traitement des données
- Le quatrième porte sur l'analyse et interprétation des résultats.

CONSIDÉRATION THÉORIQUE SUR LES CONCEPTS CLÉS ET REVUE DE LA LITTÉRATURE EMPIRIQUE

I.1 Considération théorique

Il nous est impérativement obligé de définir certains concepts pour bien mener et orienter notre étude, pour comprendre ce que l'on cherche et ce que l'on fait. Parmi ces concepts, ont cité :

Croissance

La croissance est l'augmentation soutenue pendant ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension pour une nation, le produit global en termes réels

Pour F. Perroux (1903-1987) La croissance est le développement progressif d'un être vivant ou d'une chose, considéré dans son aspect quantitatifs (taille, poids, valeur numérique...).

Démographie

La démographie est une science ayant pour objet l'étude quantitative des populations humaines de leur état et de leur variation,

La démographie est l'étude quantitative des populations et de leurs dynamiques à partir des caractéristiques telles que la natalité, la fécondité, la mortalité, la nuptialité et la migration....

Pauvre

Qui ne dispose pas des ressources suffisantes pour satisfaire ses besoins

Selon PNUD : pauvre est celui qui vit au seuil de moins d'un dollar.

Revenu

Selon J.R. HICKS, le revenu d'un individu désigne ce qui peut être consommé au cours d'une période sans entamer la valeur de son patrimoine

Le revenu est la somme annuelle perçue par une personne ou une collectivité soit à titre de rentabilité soit à titre de rémunération de son activité.

Ménage

Le ménage est une unité institutionnelle de la comptabilité nationale qui regroupe l'ensemble des occupants d'une résidence principale, qu'ils aient un ou non des liens de parenté. C'est aussi l'ensemble de travaux concernant la propreté des intérieurs. Hommes et femmes vivant ensemble et formant la base de la famille.

La natalité

La natalité est une donnée statistique qui donne le nombre de naissances vivantes par population . Elle est également le nombre des naissances annuelles rapporte au nombre d'habitations d'un territoire donné. Forte natalité : Elle est l'exercice des naissances au sein d'une population. Ce vocable s'applique lorsqu'au sein d'un

groupe donné on constante la prépondérance delà population jeune. Cas soit de la RDC avec 56% de jeunes de moins de 20 ans.

La fécondité :

La fécondité est l'aptitude à la reproduction. C'est une étude des naissances dans les groupes des femmes comprise entre 15ans et 45ans. Elle exclut les femmes n'ayant pas atteint 15ans et celles ménopausées.

La consommation :

La consommation pour un ménage se traduit à plus au moins brève échéance par la destruction des bien et ou service consommé

La consommation est l'usage que l'on fait des biens des services produits. Le consommateur se sert des biens et/ou service pour satisfaire ses besoins.

Pouvoir d'achat : C'est une valeur réelle, en marchandise, service, produit alimentaire, que représente un revenu. Le pouvoir d'achat est la qualité des biens ou service que peut acquérir une somme d'argent.

Épargne

Selon J.M. KEYNES « L'épargne est l'excès du revenu sur la dépense de consommation » l'épargne est une fraction du revenu individuel ou nationale qui n'est pas affecté à la consommation.

L'investissement

Il est l'acquisition par un agent économique des moyens de production comme machine, un équipement, le bâtiment.... C'est aussi un placement des fonds.

Dépense

Elle constitue l'utilisation de ses revenus à des fins autres qu'un placement. C'est une quantité des matières des produits, consommés pendant un temps donné.

Besoin

Le besoin étant un déséquilibre psychologique à un manque que l'individu cherche à combler au travers de ses actes. C'est une situation de manque de ressenti par un individu qui le pousse à agir une situation donnée.

1.2 CONCEPTS-CLÉS DE LA RECHERCHE

1.2.1.Généralités sur la croissance démographique

1.2.Définition

La démographie est l'étude quantitative des populations et de leurs dynamiques, à partir des caractéristiques telles que la natalité, la fécondité, la mortalité, la nuptialité (conjugalité) et la migration, la tâche des démographes consiste à analyser les variations de ces phénomènes dans le temps et dans l'espace, en fonction des milieux socio-économique et culturels.

1.2.2.Les sources démographiques démographique de Lexis

Une recherche démographique complète passe par les trois grandes phases suivantes :

- Phase de collecte des données statistiques
- Phase d'analyse des données
- Phase interpretation des données

Les sources démographiques proprement dites sont les suivantes : le recensement, l'Etat civil, les enquêtes par sondage.

- ***Le recensement***

Le recensement est une opération administrative qui vise à dénombrer la population à un moment bien précis et de façon exhaustive, la population d'un territoire avec ses caractéristiques démographique, c'est en quelque sorte une photographie de la population.

Malgré toutes les préoccupations prises, le recensement n'est jamais sans erreurs peuvent :

- Analyse transversale : la mesure transversale se rapporte à la mesure d'un phénomène sur une période, souvent l'année civile. Il s'agit de la mesure la plus courante en démographie obtenue par analyse transversale.
- Elle s'oppose à la mesure longitudinale. Elle a sur celle-ci un avantage décisif, celui de la fraîcheur de l'information.

Indicateur brut

La notion d'indicateur brut s'oppose à celle d'indicateur net. Les indicateurs bruts sont corrigés des biais liés aux effets perturbateurs contrairement aux indicateurs nets sont les indicateurs les plus courants si bien que la notion de brut est évacuée du terme.

Indicateur net :

En démographie, la notion d'indicateur net s'oppose à la notion d'indicateur brut. Les indicateurs nets comprennent plus d'effets au sein d'une même mesure.

1.2.2 Généralité sur la théorie du consommateur

1.2.2.1. Revenu de ménage

Reprenons la définition du ménage par J.R HICKS ci-haut cité désigne ce qui peut être consommé au cours d'une période sans entamer la valeur de son patrimoine.

Les ménages perçoivent :

- Les revenus directs (ou primaire) qui sont versés en contre partie de leur contribution à l'activité économique ; ils comprennent deux types de revenus :

- Le revenu du travail : le revenu du travail ou d'activité sont les revenus que les ménages perçoivent de leur activité salariale ou non. On peut être ou non salarié et exercer une fonction d'exploitation ou une profession libérale rémunérée sous la forme d'honoraire,
- Le revenu du patrimoine ou du capital : un ménage peut posséder un patrimoine constitué par exemple d'une maison, d'un terrain, des titres financiers mis au service d'autrui. Ces sont à l'origine des revenus du patrimoine regroupés en trois catégories :
 - Les revenus fonciers (Loyers) qui sont de revenus perçus du fait de la possession et de la location d'un logement ou d'un terrain,
 - Les intérêts : qui sont de revenus perçus du fait de la possession d'une créance sur un agent économique et les dividendes ou revenus perçus du fait de la possession d'un actif financier comme une action qui représente un titre de propriété sur une entreprise,
 - Le revenu indirect (ou transfert) qui permet d'assurer une redistribution des sommes collectées enfin de réduire les inégalités.

On distingue plusieurs sortes de revenu

- Le revenu disponible : il est égale à la somme de ses revenus primaires et les revenus de transferts ou revenus de distributions auxquels on retire une partie de prélèvement, c'est-à-dire cotisation sociale salaires et les impôts directs sur le revenu, la taxe d'habitation et les contributions sociale généralisées et contribution à la réduction de la dette publique.

Le revenu disponible est égal à $Y + F + T_d$

Y =revenu, F =Transfert, T_d = Taxe

- Le revenu compensé : c'est celui qui permet à un consommateur d'atteindre tout au moins un niveau d'utilité pour des prix donnés,
- Le revenu permanent : Friedman a forgé l'expression du revenu permanent pour décrire le revenu à moyen à long terme des individus.
- Il a avancé que la consommation ne dépend pas de revenu disponible courant mais au revenu permanent.

1.2.2.2 Le pouvoir d'achat

En économie, le pouvoir d'achat d'un revenu donné est la capacité d'achat en termes de biens et services que permettent ces revenus. En particulier le pouvoir d'achat d'un ménage est la capacité d'achat qui permet l'intégralité de ses revenus. Il dépend donc de la somme en question et du prix des biens et service. Pendant ce temps, on a l'impression que le gouvernement ne sachant pas quoi faire, il est sans doute dans la difficulté de l'élaboration d'une politique salariale réaliste, susceptible de permettre aux travailleurs de satisfaire leurs besoins élémentaires.

C'est dans cette situation précaire sans pouvoir d'achat que la RDC affronte les causes externes de la vie chère. Allusion faites au prix des produits de première nécessité qui influent sur tout le secteur de la vie nationale. Concernant le salaire des agents et de fonctionnaire de l'État (enseignant, magistrat, médecin, ...) censé garantir un minimum des besoins vitaux de l'individu qui travaille, ils n'ont pas à leur tour évolué avec indice de prix.

Ces indices ont aujourd'hui une importance tout à fait considérable.

Le cout de la vie augmente tandis que le pouvoir d'achat lui diminue. Les ménages congolais tentent d'adapter leur

revenu ; et les perspectives pour les moins avenir ne sont pas très bonne à cause de la crise élémentaire généralisée et la flambée des prix.

En dépit de l'augmentation du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) passant de 900FC à 1500FC soit 65%, le coût de la vie en RDC est très élevé et donc la vie est intenable.

L'inflation galopante n'est ni maitrisée, ni contrôlée et la monnaie nationale ne cesse de se déprécier continuellement. Or, l'évaluation du pouvoir d'achat est liée des prix et les salaires.

1.2.2.2 Notion sur la consommation

La consommation se définit comme étant la satisfaction des besoins économiques. Elle est le but des activités économiques de production, de circulation et de répartition. La consommation est individuelle et compte une destruction matérielle en vue d'une construction humaine. Jeune ou personnes âgée hommes ou femmes actifs ou non actifs tous éprouvent des besoins qu'ils vont essayer de satisfaire comme on l'a toujours signalé en économie politique.

* Dans le langage économique

L'économie utilise donc le mot consommation dans un sens large et parlera aussi bien de la consommation des aliments aussi bien que les vêtements. Il existe deux types de consommation :

- La consommation finale, elles servent uniquement à la satisfaction des besoins des ménages et donnent naissance à d'autres biens et service.
- Exemple : Nourriture, habillement, voyage, etc.

- La consommation intermédiaire : Les plus souvent le fait des entreprises qui utilisent des biens et services à des fins de production.

Exemple : l'énergie électrique, les matières premières dans l'étude de besoin de consommation de ménages, seule la consommation finale sera envisagée.

PRÉSENTATION DU MILIEU D'ÉTUDE ET APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

2.0. Historique du groupement

Le territoire de Kalehe a été créé par l'arrête royal de 18 mai 1917 sur l'organisation territoriale de la colonie, en ce qui concerne le district du Kivu, tel que modifié par l'ordonnance loi de l'administration générale no 91/452 du 25 décembre 1950.

Il est nécessaire de dire que le territoire n'a pas continué à garder ses limites géographiques conformément aux dispositions de l'ordonnances loi n° 68/12 du 11 janvier 1958, par suite de la création du territoire d'Idjwi en 1974. Depuis l'hors, sa superficie est de 4082,85 km² et sa densité moyenne est de 34 hab/km²

2.1. Aspect géographique

Le groupement Mbinga Sud est l'un des groupements qui composent la collectivité chefferie de Buhavu en territoire de Kalehe, Province du sud Kivu en République Démocratique du Congo. Ses coordonnées géographiques sont comprises entre 1° 45' et 2° 29' latitude, Sud tandis que sa longitude se trouve entre 23° 40' et 29° Est.

Il comprend dix (10) localités à savoir : CIBANDJA, BUSHUSHU, IHOKA, ISHOVU, MUHONGOZA, MUNANIRA, TCHOFI, KASHEKE, ET IBIDJA.

2.1.1. Limites

Le groupement est limité :

Au Nord : Par la rivière NDINDI qui le sépare du groupement de Mbinga Nord

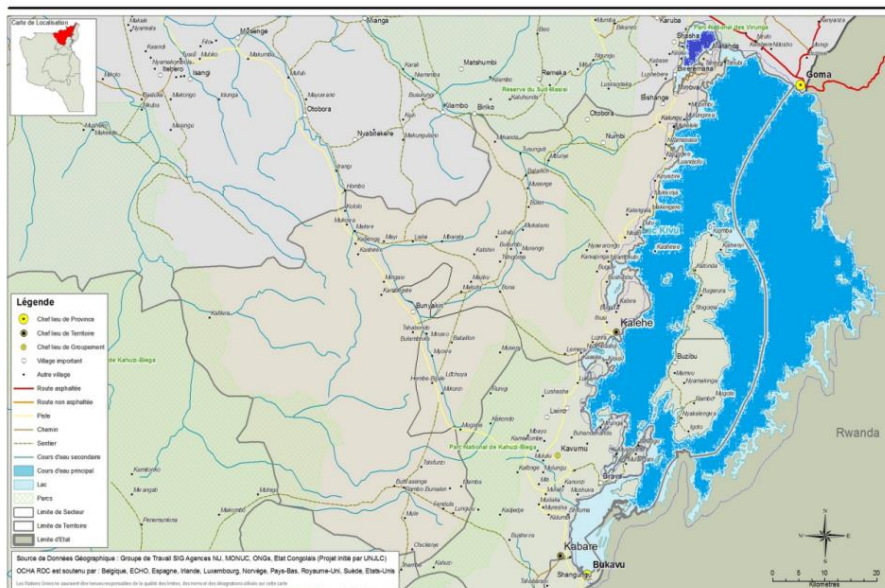
Au Sud : par la rivière NYAWARONGA qui le sépare du groupement d'Irhambi katana territoire de kabare.

A l'Est : par le lac kivu et l'île d'Idjwi

A l'Ouest : par la rivière KAYEYE qui le sépare du groupement Mubugu et le parc de kahuzi Bièga



UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - République Démocratique du Congo
Province du Sud Kivu - Territoire de Kalehe
 24 Novembre 2008



2.1.2 Le Climat

Le groupement Mbinga sud jouit d'un climat montagneux. Ceci s'explique par la présence des chaines de MITUMBA. Ce climat joue un rôle sur les cultures et permet aux cultures de résister à des diverses maladies qui les attaquent mais aussi favorise une meilleure productivité.

Ce climat connaît deux (2) saisons :

- Une saison de pluie qui va de septembre en mai
- Une saison sèche de 3à 4mois allant de la fin du mois de mai à septembre.

Les précipitations annuelles varient entre 1300à1600mm
Les températures sont généralement froides à l'ouest (il ya présence des forêts) tandis qu'elles sont fraîches à l'est à cause de l'influence du lac Kivu.

Sa végétation se caractérise par des forêts, des savanes etc....

2.1.3 Le relief

L'étude topographique montre que le groupement de Mbinga Sud est insulaire sur le lac Kivu. Notons qu'on trouve les petites plaines côtières au bord du lac Kivu et quelques surfaces plaines dans le bas fond et au sommet des collines format ainsi des vallées et des plateaux. Un relief très nécessaire dans la production des cultures vivrières

2.1.4 Hydrographie

Parmi les localités du groupement Mbinga sud, quelques-unes sont alimentées par les eaux du lac Kivu qui les entourent dont : IKO, ISHOVU, IHOKA, IBIDJA. Quant aux autres localités, l'approvisionnement en eau de tout usage est assuré par les ruisseaux et grandes rivières. Quelques-unes de ces rivières sont utilisées dans l'irrigation les rivières importantes sont : NYABARONKO qui indique la limite du territoire de Kalehe et celui de Kabare et NYAKASHIGULA à Kasheke, LUZIRA à Luzira entre la localité tchofi et la sous localité de Cibanda, LUKUNGULA à Buholohombo, SANGANO à Musinga,CIBIRA à Bushushu, NDINDI à Lushebere et hydromécanique pour les fonctionnements des moulins comme : NYAKASHIGULA,SANGANO,et CIBIRA qui donne l'énergie hydroélectrique pour le centre de santé de

BUSHUSHU tandis que les autres demeurent inexploitable dans ces derniers temps. Toutes ces rivières se déversent dans le lac Kivu.

2.1.5 Sol et végétation

Le groupement de Mbinga sud présente trois qualités de sols :

1. Le sol argilo-sableux se trouve dans la localité de Bushushu et une partie de Muhogoza.
2. Le sol argileux se trouve dans une grande partie des ilots et des savanes.
3. Le sol humide se trouve dans la forêt de l'ouest.

Signalons que ces sols affichent donc un caractère argilo-sablonneux.

Nous y trouvons également des carrières diverses de sable, de minerais et diverses pierres précieuses. D'une manière générale, les sols du groupement Mbinga sud sont pauvres parce qu'ils sont moins exploités depuis plusieurs années faible technique culturale appropriée. Ils nécessitent un amendement sur le plan agricole.

Cette situation est aggravée par le déboisement accru qui expose ces sols pour donner suite aux érosions hydriques. Les insectes ravageurs en sont également l'une des causes. Pour ce qui est de la forêt, elle est en voie de disparition à cause des phénomènes de déforestation provoquée d'une part par la rareté des terres cultivables et d'autre part l'explosion démographique

Expose le sol à l'érosion éolienne et hydrique qui arrive à dégrader les végétaux. On constate alors que sur les

versants des ilots, les montagnes, les collines, les sols sont lessivés avec l'érosion hydrique ou pluviale.

2.2. Aspects humains

2.2.1. Démographie

Dans sa composition, la population de Mbinga sud présente une hétérogénéité démographique. Selon VERDONCH, cité par MATEMBERA (1975).le mot havu est le pluriel de « Muhavu » qui signifie étymologiquement « les hommes du lac, les gens de la grande eau » où les Bahavu constituent la majorité. A part eux, nous citerons les pygmées ;(BATWA) qui vivent dans les milieux suivants: BUHAMA, BUSHULISHULI, BULANGA, BUKONGOLO, CHINJALUCHIGA, NYANDERA, MUSINGA, MABULA, BUSHAKU, CHINDJI, BUZIRALO.... Mais à part les Bahavu et pygmées, il ya aussi des populations immigrées ; c'est le cas de hutus qui font l'élevage et la culture vivrière (haricot, petits pois, pomme de terre...) dans le haut plateau vers bushaku .D'autres groupes des BASHI, BATEMBO, BAREGA, BAHUNDE sont dans le groupement Mbinga sud et on commence à les confondre aux HAVU car ils ont déjà noué une grande relation avec eux par le mariage surtout. Actuellement le groupement Mbinga sud a un taux élevé de la natalité comparativement aux années antérieures. Les données démographiques de cette population congolaise qui habite le groupement est de 138940. Il est à noter que cette population est répartie par village et par sexes.

Tableau n° 1 la population du groupement Mbinga Sud

N°	LOCALIT ES	HOMM ES	FEMM ES	GARCO NS	FILL ES	TOT AL	TBN
01	BUSHUSH U	5602	5718	6581	7599	2550 0	20,6 %
02	MUHONG OZA	1995	2048	2344	2627	9014	18,9 %
03	MUNANIR A	4890	5725	5980	6385	2298 0	12,4 %
04	TCHIBADJ A	3244	3330	3803	3616	1399 3	18,7 %
05	KASHEKE	3447	4221	8030	8930	2462 8	16,9 %
06	TCHOFI	1260	2149	2661	3311	9381	22,1 %
07	ISHOVU	1466	1563	1902	2004	6935	31,8 %
08	IKO	1427	1450	1855	1883	6615	28,7 %
09	IHOKA	1161	1222	1264	1422	5069	34,9 %
10	IBIDJA	3047	3157	4205	4416	1482 5	12,2 %

TOT		27539	30583	38625	4219	1389	21,7
A					3	40	%

Le taux de masculin & féminin

$$T_m = \frac{H}{POP} = \frac{66.164}{138940} \times 100 = 47,6\%$$

$$T_{fem} = \frac{F}{POP} = \frac{72776}{138940} \times 100 = 52,3\%$$

$$TBN = \frac{Naissance}{POP}$$

Source : Rapport annuel du bureau de statistique et de l'État-civil du groupement de Mbinga Sud 2015.
Commentaire : le groupement de Mbinga Sud héberge 48% d'hommes sur 52% de femmes. Pour justifier que le taux de féminité est plus élevé de masculinité.

Tableau n°2 : Naissances annuelles de 2011-2015

N°	LOCALITES	2011	2012	2013	2014	2015	MOYENNE
01	BUSHUSHU	506	560	505	515	550	527,2
02	MUHONGOZA	199	180	160	145	172	171,2
03	MUNANIRA	185	230	295	320	455	287
04	TCHIBANDA	180	220	260	300	350	262
05	KASHEKE	390	350	320	450	580	418
06	TCHOFI	185	230	169	250	210	208,8
07	IKO	145	187	230	260	287	221,8
08	ISHOVU	185	200	195	165	206	190,2
09	IHOKA	139	167	195	185	200	177,2
10	IBIDJA	148	173	183	200	205	181,8
	TOTAL	2262	2497	2512	2790	3215	2684,2

$$\frac{a1+a2+a3+a4+a5}{5}$$

Formule : Moyenne =

5

Source : Bureau de l'état-civil du groupement de Mbinga sud. Commentaire : Il est noté qu'à part ces enfants il y a d'autres qui ne sont pas enregistré car les parents ne sont informer à propos de l'enregistrement de l'enfant et d'autres par manque des moyens ils négligent de le faire car après 90jours selon notre constitution le parent doit payer quelque frais pour l'enregistrement de son enfant.

Tableau n°3 : Localités et leurs chefs actuels

N°	LOCALITES	CHEFS	Identification
01	BUSHUSHU	RUSHISHA	Ir
02	MUHONGOZA	DUNIA MUHINI Pierre	Ir
03	MUNANIRA	BAGABO MATAKUMBA	R
04	TCHIBANDA	BAHARANYI LUSHOMBO Robert	Ir
05	KASHEKE	MUNGANGA BICHINGA Vanny	R
06	TCHOFI	KISUKURU MASTAKI	Ir
07	IKO	NGURUBE HAKIZIMWAMI	Ir
08	ISHOVU	MAGADJU BANYWESIZE	Ir
09	IHOKA	MIRINDI BASHONGA Grasy	Ir
10	IBIDJA	SHANGI BUCHEKABIRI	R
TOT	10	10	

Ir = Irremplaçable

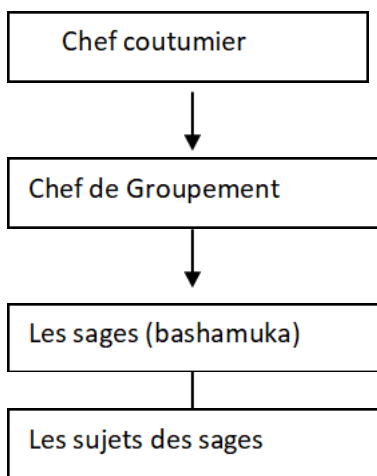
R = Remplaçable

Source : Rapport du bureau de groupement Mbinga sud.
 Commentaires : parmi ces chefs de localités, il ya des ceux ce qui peuvent être remplacés en cas d'une faute et ceux qui sont irremplaçables connus coutumièrement.

2.2.2 Structure de la société

Dans le groupement Mbinga sud, nous y rencontrons plusieurs catégories des personnes comme il était déjà dit .le chef du groupement représente le Mwami de la chefferie dans son groupement.

Celui-ci étant l'un des fils ou des lignés du mwami, la structure coutumière l'admet à la deuxième position.



Source : Rapport d'enquête fait par APED/Kalehe

Commentaire : selon ce schéma, nous remarquerons que les chefs des localités sont à la troisième position, donc ils sont des sages et ce sont eux qui doivent des redevances appelées « Kalinzi » au chef coutumier(Mwami)

- Les Associations de développement locales

-GALE

APED

-UEFA

-AVUDS

-ACM

- | | |
|----------|------------|
| -PRODES | - CDI |
| -ABRIMA | -ADCIKA |
| -ADEBU | -ADNKA |
| -ADEBUKA | - APROFEPA |
| -AVUDIKA | - LAVE |

Source: Bureau des affaires sociales : Rapport annuel 2015 et de la société civile.

Commentaire : les Associations sont nombreuses dans le groupement Mbinga sud, mais nous avons cités certaines

- Les ONG nationales et internationales œuvrant dans le Groupement Mbinga sud et en dehors même de ce groupement, nous pouvons citer certaines : WOMEN FOR WOMEN, IRC, WV, AVSI, ACF, NCA.

Mais parmi les toutes, seule IRC est préférée surtout par la population à travers ses activités qu'elle réalise, puis vient WV à la deuxième position.

II.3.ASPECT SOCIO-ECONOMIQUE ET CULTUREL

II.3.1 Agriculture

L'agriculture est l'activité principale dans le groupement de Mbinga sud. Surtout celle de manioc et haricot qui sont les plus cultivés et consommés régulièrement. Cependant, la méthode culturelle utilisée reste encore rudimentaire (n'est pas développé) en ce sens que même les produits agricoles se trouvent ravagés par les insectes, mais aussi la mosaïque qui attaque le manioc. On y cultive aussi de : sorgho, Maïs, patate douce, Banane, Arachide, Soja etc. Actuellement, la récolte diminue sur toute l'étendue du groupement Mbinga sud. Du jour le jour par suite des invasions des bandits armés, absence des structures d'encadrement des activités agricoles rémunérées par

l'Etat sur le budget ou sur les créances, ainsi que les infrastructures de soutien à l'agriculture et élevage.

II.3.2 Gestion Financière

Par sa manière, le Muhavu est un homme traditionnaliste attaché à la terre qu'il exploite pour multiples facteurs et qui est le nécessaire de sa vie chez les bahavu, la terre est la source du pouvoir. Mais toute fois nous avons quelques coopératives d'épargne et agricole.

Dont : Coopec kalehe, CCKA, KACCO malgré la défaillance qu'a accusé la coopec kalehe devant ses membres et qui a procédé à fermer ses portes par suite d'une mauvaise gestion. Pour les autres, elles évoluent bien malgré les difficultés du milieu.

II.3.3 La pêche

Elle est pratiquée sur le lac kivu par les paysans du groupement surtout ceux d'Tbidja, Ihoka, Ishovu car ils se trouvent sur les îlots.

II.3.4 Élevage

Depuis la guerre de libération en octobre 1996 et les événements qui ont suivi, l'élevage est conforté à des difficultés d'extermination. Des élevages des paysans dans les fermes modernes ont été détruits par les groupes armés, des milices formés par les interahamwe et les mai-mai, le cas des fermes de LUZIRA et LEMERA etc.

II.3.5. Santé

Notre étude est dans la zone de santé de kalehe Territoire de kalehe longtemps abandonné sur son triste sort dépendait totalement de la zone de santé de FOMULAC/katana avec une distance d'environ 36 km de marche, séparant les deux entités et cela avant 1950. En 1997, le BDOM a créé un centre hospitalier de Kalehe, qui

abrite aujourd'hui les installations de l'actuelle zone de santé de kalehe. Ce découpage sanitaire constitue un soulagement à la population de kalehe. Signalons que l'ancienne zone de santé a été subdivisée en quatre zones de santé à savoir : la zone de santé de kalehe centre, la zone de santé de Minova, la zone de santé de Kalonge et la zone de santé de Bunyakiri mais deux centres de santé fonctionnent dans les localités d'Iko et Ibidja sont toujours pour l'administration de la zone de santé de katana fomulac par suite du long trajet par rapport à ces quatre zones de santé de kalehe.

II.3.6 Education.

Le territoire de kalehe en général et en particulier le groupement de Mbinga sud accuse une agglomération des établissements d'enseignement primaire, secondaire, et universitaire. Ecoles primaires : Selon le rapport de « mini-promotion » 2014-2015, de la sous division de Kalehe, les écoles primaires sont nombreuses que celles du secondaire et cela étant le Groupement de Mbinga sud compte quatre-vingt-cinq (85) école primaire mais aussi deux écoles maternelles. Dans ces écoles, les garçons sont nombreux que les filles. La majorité d'enseignant sont qualifiés c.à.d. des diplômés.

Ecoles secondaires : Elles sont moins nombreuses que celles du primaire avec un nombre connu de 35 écoles. De la 1^{ère} année jusqu'en 3^{ème} secondaire il y a un certain équilibre entre les filles et les garçons. De la 4^{ème} jusqu'en 6^{ème} les garçons dépassent encore les filles en nombre. Les enseignants qui interviennent dans les écoles sont presque sous qualifié c.à.d. ils n'ont pas des diplômes universitaires. « À part ces écoles d'autres ne sont pas compte qui étaient créer surtout après 2014 »dit le

secrétaire de la sous division MUTABAZI MADIHANO Faustin.

Les institutions supérieures et universitaires : Le groupement Mbinga sud compte quatre institutions supérieures et deux universités à savoir :

1. ISTD /Kalehe : qui fonctionnait à kalehe centre dans le bâtiment de l'Ep Ruharaga dans la localité de Tchibadja, ce dernier temps il a ses propres locaux à Bidabanga dans la localité de CIBANDA. Elle a ses enseignants qualifiés selon les normes universitaires mais il compte peu d'étudiant où les hommes sont nombreux que les femmes.
2. ISTCE/Kasheke : fonctionne dans les locaux de l'institut kasheke dans la localité de kasheke, il n'a pas encore le bâtiment. il vient à la deuxième place après l'ISTD car celui-ci avait commencé vers l'année 2010 alors que l'ISTD avait commencé vers l'année 2008.
3. ISP/Kalehe qui fonctionne dans les bâtiments de l'Institut MBINGA à Kalehe centre, elle est en projet de construction.
4. ISEAV : qui fonctionne dans les bâtiments de l'Institut Tchofi dans la localité de Tchofi
5. ULUGL : qui fonctionne dans le bâtiment de l'EP MABULA/BUSHUSHU localité de Bushushu.
6. UHTC : qui fonctionne dans le bâtiment de l'EP KALAMBO localité de Kasheke.

Il est à noter que seule ISTD qui est payé par l'Etat d'où la majorité de ses enseignants sont budgétisés

II.3.7 L'habitat

L'habitat à Mbinga sud n'est pas du tout confortable. Il est moyennement regroupé tout au long de la route et dans quelques villages. La majorité des toitures est en

tôles et d'autres en chaume. Avant les événements et répétitions de la guerre de libération d'octobre 1996, un grand nombre de gens s'était fixé l'objectif de la construction des maisons en briques car les briqueteries se multipliaient et les réfugiés Rwandais avaient une main d'œuvre significative et maîtrisaient ce genre de construction.

II.3.8 La Religion

La religion dans le groupement Mbinga sud est polythéiste comme partout en Afrique. On dénombre des croyants de confession catholique, protestante, les témoins de Jéhovah, la confession musulmane, les frères en christ, et certains traditionalistes qui font recours aux esprits. Signalons que les catholiques et protestants en dehors de leurs activités religieuses s'occupent aussi des actions de développement, des œuvres sociales

II.2.3.9 Transport et communication.

1. Transport :

Les routes : le groupement Mbinga sud est traversé par la route nationale

BUKAVU-GOMA. On trouve aussi des routes des désertes agricoles dans des sociétés comme PHARMAKINA, LEMERA et d'autres tracées dans quelques localités par l'initiative de l'ONG IRC par son projet TUUNGANE qui est appuyé quelques routes de développement local. Le lac Kivu : Actuellement le groupement Mbinga sud compte un nombre suffisant pour les boat motorisés et des pirogues en planche qui pratiquent le transport lacustre.

2. La communication

La Radio : le groupement Mbinga sud a deux radios dont : Radio communautaire de Kalehe (RCKA) et la Radio-télévision Communautaire de Kalehe (RTCKA) elles se trouvent tous deux dans la localité de Munanira. Celles-

ci diffusent les informations du territoire de kalehe en générale et ses environs mais aussi le reste du pays. Signalons que d'autres chaines de radios sont captées à kalehe comme : RTNC, MAENDELEO, OKAPI, MARIA, RTNK, IRIBA, etc.

La Téléphonie cellulaire : le groupement Mbinga sud est arrosé par quatre réseaux cellulaires. Il s'agit des réseaux AIRTEL, VODACOM, ORANGE, TIGO, et quelques milieux est arrosé par MTN Rwanda. Pour acquérir et traiter les données dont nous avons besoins afin de comprendre et expliquer notre sujet d'étude, nous avons recouru aux méthodes et techniques.

3.1.Méthode

La méthodologie est définie comme l'ensemble des méthodes et technique à utiliser soit pour ressembler les données, soit pour traiter les résultats des investigations. R.PINTO et GRAWITZ définissent la méthode comme un ensemble concret d'opération mise en œuvre pour atteindre un ou plusieurs objectifs, un corps des principes président à toute recherche organisée, un ensemble de normes permettant de sélectionner et de coordonner les techniques ». La méthode pour une recherche scientifique est comme une boussole sur un navire. Ainsi nous allons faire recours à la méthode statistique. Cette dernière nous permettra d'analyser les phénomènes démographiques, elle nous aidera également à connaître les comportements de tous les ménages du groupement de Mbinga sud. Pour utiliser la méthode statistique, Paul LAZARFELD. Relevé trois principes. Ces trois principes sont :

1. La représentation image de concept : il faut circonscrire la définition du concept pour en saisir un contenu plus concret,

2. La spécification du concept : elle consiste à analyser les différents aspects, dimensions ou composantes retenues du concept fondamental et défini en termes de probabilité et non de certitude,
3. La formation des indices : ce principe consiste à faire la synthèse des données élémentaires obtenues au cours des étapes précédentes.
 - Méthode Analytique : cette méthode nous permet de faire une analyse des données et une interprétation des résultats.
 - Méthode Descriptive : elle décrit, détaillé les différents aspects d'une situation qui préoccupe le chercheur.

Elle s'intéresse particulièrement à l'étude de la société et à la description systématique des phénomènes en vue d'établir le regroupement des données et de le classer.

- Méthodes Comparative : nous a permis de comparer les résultats de nos enquête ou recherche avec d'autres issus des études antérieures en vue d'en tirer des leçons nécessaires.

3.2 Techniques :

Pour M. GRAWITZ les techniques sont l'ensemble des procédés opératoires rigoureuses définies, transmissibles, susceptible d'être appliqué à nouveau dans les mêmes conditions à adopter aux genres de problème de cause pour mieux conduire notre recherche, nous allons faire recours aux cinq différentes techniques : La technique documentaire : c'est une technique qui consiste à lire les documents pour obtenir les informations nécessaires à la recherche. Le questionnaire d'enquête : nous servira à collecter les informations qualitatives sur le terrain. L'entretien et interview : nous sont utiles dans le cadre de contact direct avec nos enquêtés en fin de bien collecter les informations qualitatives que quantitatives. L'observation : c'est une

technique à partir de laquelle le chercheur doit être en mesure de réfléchir constamment à l'objet de son étude.

PRÉSENTATION ET TRAITEMENT DES DONNÉES

DÉTERMINATION DE LA TAILLE DE L'ÉCHANTILLON.

Après l'élaboration du questionnaire d'enquête, nous sommes entrés en contact avec la population du groupement de Mbinga sud qui a un effectif de 138940 qui constitue 17367 ménages. Pour recueillir les informations, il nous a été difficile d'atteindre toute la population du groupement de Mbinga Sud.

Nous avons utilisé cette formule pour déterminer notre taille d'échantillon :

$$N = \frac{N}{1 + t(N \times e^2)}$$

N= La taille de la population, n= La taille de l'échantillon,
e= Le niveau de la pression

THÈME I. IDENTIFICATION

Tableau N° 4 Répartition des enquêtes selon le village

LOCALITÉS	Fréquences	Pourcentages
BUSHUSHU	60	20
MUHONGOZA	20	6,7
MUNANIRA	45	15
TCHIBANDA	30	10
KASHEKE	50	16,7
TCHOFI	20	6,7
IKO	14	4,7
ISHOVU	16	5,3

IHOKA	10	3,3
IBIDJA	35	11,7
TOTAL	300	100%

Nous avons enquêté par localité ou village selon leurs effectifs, car il était difficile de les égaliser.

Tableau N° 5 Répartition des enquêtés par ménages.

Tranches d'âge	Fréquence	Pourcentage
20- 30 ans	46	15,3
30- 40 ans	80	26,7
40 à 40 ans	122	40,7
50 ans et plus	52	17,3
Total	300	100%

Source : Nos enquêtes

Commentaire : Ce tableau prouve à suffisance que la majorité de la population enquêtée soit 84,7% sont des adultes (responsable des ménages).

Tableau N° 6 Présentation de l'enquête par l'État-civil

État-civil	Fréquences	pourcentage
Marié(e)	180	60
Divorcé(e)	50	16,7
Veuf (ve)	45	15
Célibataire	25	8,3
Total	300	100%

Source : Nos enquêtes

Commentaire : Il est ressort de ce tableau que 60% des marié(e) constituent une couche importante de notre enquête.

Tableau n° 7 Présentation de l'enquête par niveau d'étude

Niveau d'étude	Fréquence	Pourcentage
-----------------------	------------------	--------------------

Université	108	36
Secondaire	92	30,6
Primaire	46	15,3
Sans	54	18
Total	300	100

Source : Nos enquêtes

Commentaire : La majeure partie de cette population à un niveau universitaire soit 36% suivit d'un niveau secondaire soit 30,7%.

Tableau N° 8 présentations de l'enquête par profession

Profession	Fréquence	Pourcentage
Sans	50	16,7
Cultivateur	60	20
Petit Commerçant	60	20
Enseignant	80	26,7
Étudiant	30	10
Autres	20	6,7
Total	300	100%

Source : Nos enquêtes

Commentaire : Dans ce tableau, les enquêtés qui occupent un grand pourcentage sont les enseignants avec 26,7% puis les cultivateurs avec 20% et les petits commerçants avec 20%, les étudiants avec 10% et les autres 6,7% .

Tableau n° 9 Représentation de l'enquête par taille des ménages

Taille de ménage	Fréquence	Pourcentage
1 à 5 Personnes	80	26 ,7
5 à 10 Personnes	120	40
10 à 15 Personnes	60	20
15 à 20 Personnes	40	13,3

Total	300	100%
-------	-----	------

Source : Nos enquêtes

Commentaire : il ressort de notre tableau que la taille des ménages de 5 à 10 personnes dans le ménage est de 40% puis celle de 1 à 5 personnes par ménage qui est de 26,7%, 10 à 15 personnes 20% et 15 à 20 personnes 13,3% .

Tableau n° 10 Représentation de l'enquête par sexe

Sexe	Fréquence	Pourcentage
Masculin	180	60
Féminin	120	40
Total	300	100%

Source : Nos enquêtes

Commentaires : Dans ce tableau beaucoup d'hommes ont répondu à notre préoccupation soit 60% par rapport aux femmes qui représenté 40%

THÈME II. LA NATALITÉ

Tableau N° 11 Représentation des membres des enfants par ménage

Q1 Enfant par ménage	Fréquences	Pourcentage
0 à 5 enfants	80	26,7
5 à 10 enfants	120	40
10 à 15 enfants	60	20
15 à 20 enfants	40	13,3
Total	300	100%

Source : nos enquêtes

Commentaires : il ressort de ce tableau que les ménages qui ont plus d'enfants est de 5 à 10 soit 40%, de 0 à 5 enfants est de 26,7%, de 10 à 15 enfants est de 20% et de 15 à 20 est de 15 à 20 personnes.

Tableau n° 12 Répartition des enfants sous tutelles

Q2	Enfant sous tutelles	Fréquences	Pourcentage
Oui		120	40
Non		80	26,7
Autres		100	33,3
Total		300	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : il ressort de ce tableau illustre, que ce qui a des enfants sous tutelle représente 40%, et leur nombre représente 33,3% et ce qui n'en ont pas représenté 26,7%

Tableau n° 13 Répartition des ménages selon leur catégorie

Q3	catégorie des ménages	Fréquences	Pourcentage
Monogamique		180	60
Polygamique		120	40
Total		300	100%

Source : Nos enquêtes

Commentaire : le tableau ci-dessous démontre que les ménages monogamiques représentent 60% et les polygames qui représenter 40%

Tableau n° 14 Les facteurs qui motive les personnes d'avoir beaucoup d'enfants

Q.4.a. Facteur traditionnel	Fréquence	Pourcentage
L'enfant est une richesse	80	26,7
L'enfant est une dépense	80	26,7
L'enfant est un don de Dieu	140	46,7
Total	300	100%
Q.4.b. Facteur politique	Fréquence	Pourcentage
Augmentation du salaire	90	30

Avoir la promotion	90	30
Autres à préciser	120	40
Total	300	100%
Q.4.c. Facteur socio- culturel	Fréquence	Pourcentage
Polygamie	120	40
Ignorance de la planification familiale	180	60
Total	300	100

Source : nos enquêtes

Commentaire : Au vu de ce tableau, 140 enquêtés sur 300 soit 46,7 % considèrent l'enfant comme un don de Dieu, 80 personnes de nos enquêtés soit 26,7% considèrent l'enfant comme une richesse et 80 personnes de nos enquêtés considèrent l'enfant comme une dépense, la majorité de nos enquêtés n'ont pas précisé leurs motivé d'avoir beaucoup d'enfants, 90 enquêtés ont accepté l'augmentation du salaire et 90 enquêtés ont besoin de la promotion, 180 personnes de nos enquêtés soit 60% ignorent la planification familiale et 120 personnes de nos enquêtés sont de polygames. Ce qui expliqué le fait d'avoir beaucoup d'enfants.

Tableau n° 15 Les solutions pour réduire la forte natalité

Réponses	Fréquences	Pourcentage
Planification familiale	180	60
Arrêter les naissances	60	20
Éviter les naissances indésirables	60	20

Total	300	100%
-------	-----	------

Source : nos enquêtés

Commentaire : Il ressort de ce tableau que 180 personnes de nos enquêtés sur 300 soit 60% souhaitent la planification familiale comme solution de la réduction de la forte natalité, 60 personnes de nos enquêtés soit 20% souhaitent arrêter les naissances et 60 personnes de nos enquêtés soit 20% disent qu'il faut éviter les naissances indésirables.

THÈME II. REVENUS DES MÉNAGES

Tableau n° 16 Répartition des revenus par mois en \$

Q.1.Revenu par mois en \$	Fréquences	Pourcentage
20 à 50\$	140	46,7
50 à 100\$	100	33,3
100 à 150\$	30	10
150 à 200\$	30	10
Total	100	100%

Source : nos enquêtés

Commentaire : Au vu de ce tableau, 140 personnes de nos enquêtés sur 300 soit 46,7% ont un revenu de 20 à 50\$ le mois, 100 personnes de nos enquêtés soit 33,3% ont un revenu de 30 à 50\$ le mois, 60 personnes de nos enquêtés soit 20% ont un revenu de 20 à 30\$ le mois et 30 personnes de nos enquêtés soit 10% ont un revenu de 100 à 150\$ le mois et 30 personnes de nos enquêtés soit 10% ont un revenu de 150 à 200\$ le mois.

Graphique n° 11 Revenu par mois en \$

Tableau n° 17 D'autres sources des revenus en \$

Q.2.Réponses	Fréquences	Pourcentage
Loyer	10	3,3
Dons	2	0,7

Rémunération du capital	60	20
Intérêt de l'argent	30	10
Salaire du conjoint	30	10
Petit commerce de la femme	120	40
Aucun	48	16
Total	300	100%

Source : Nos enquêtes

Commentaire : il ressort de notre tableau que 120 personnes de nos enquêtés sur 300 soit 40% ont un revenu des petits commerces de leurs femmes, 60 personnes de nos enquêtés ont une rémunération du salaire, 30 personnes de nos enquêtés soit 10% ont un intérêt de l'argent, 30 personnes de nos enquêtés soit 10% ont un salaire du conjoint, 10 personnes soit 3,3 % ont un revenu de loyer et 2 personnes de nos enquêtés soit 0,7% ont un don.

Tableau n° 18 Ces revenus couvrent-ils vos dépenses ménagères ?

Q.3.Réponses	Fréquences	Pourcentage
Oui	120	40
Non	180	60
Total	300	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : Au vu de ce tableau, 180 personnes de nos enquêtés sur 300 soit 60% ont répondu non que leurs revenus ne couvrent pas leurs dépenses ménagères. et 120 personnes soit 40% ont accepté que leurs revenus couvrent leurs dépenses ménagères.

Tableau n° 19 Répartissez-vous ce montant par besoin

Q.5. Réponses	Fréquences	Pourcentage
Alimentation par jour et mois	200	66,7

Logement par mois	20	6,7
Santé par jour et mois	40	13,3
Transport par jour et mois	40	13,3
Total	300	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : Au vu de ce qui ressort de ce tableau, le besoin le plus satisfait par les enquêtés est l'alimentation soit 66,7%, suivit de la santé et le déplacement quotidien soit 13,3% pour chacun et 6 % pour le logement.

Signalons en passant que la santé et le transport occuperaient la 2^e place à cause de condition hygiénique qui se vit dans le terroir et le flux massif de migration. La population se déplace en masse également à la recherche de leur vécu quotidien raison pour laquelle la polygamie et la pléthore des enfants dans des ménages constituent une source de revenus.

Tableau n° 20 Satisfaction des besoins de chaque enfant

Q.6. Réponses	Fréquences	Pourcentage
Endettement	120	40
Ils restent non satisfaits	180	60
Total	300	100%
Alimentation journalière		
Q.7. Réponses	Fréquences	Pourcentage
1 fois	140	46,7
2 fois	100	33,3
3 fois	60	20
Total	300	100%
Scolarité des enfants		
Q.8. Réponses	Fréquences	Pourcentage

Oui	140	46,7
Non	160	53,3
Total	300	100%

Source : nos enquêtes

Commentaire : Dans ce tableau, 180 personnes de nos enquêtes sur 300 soit 60% ont répondu que les besoins reste insatisfait et 120 personnes soit 40% ont dit que les besoins non satisfait sont couvert par endettement, 140 personnes de nos enquêtes soit 46,7% mange une fois par jour, 100 personnes de nos enquêtes soit 33,3% mange deux fois par jour et 60 personnes de nos enquêtes soit 20% mange trois fois par jour, 160 personnes de nos enquêtes soit 53,3% ont des enfants en âges scolaire qui n'étudier pas et 140 personnes soit 46,7% leurs enfants étudient.

THÈME III. IMPACT DE LA FORTE NATALITÉ SUR LES REVENUS DES MÉNAGES

Tableau n° 21 Quelle est la conséquence de la forte natalité sur les revenus des ménages

Q.1. Réponses	Fréquences	Pourcentage
Manque d'encadrement	60	20
Nonsatisfaction des besoins	80	26,7
Augmentation des enfants de la rue	60	20
Autres	100	33,3
Total	300	100%

Source : nos enquêtes

Commentaires : Il ressort de ce tableau que 100 personnes de nos enquêtes sur 300 soit 33,3% ont accepté toutes les réponses qu'elles bonnes, 80 personnes de nos enquêtes soit 26,7% ont confirmé la non-satisfaction des besoins, 60 personnes de nos enquêtes

soit 20% disent qu'il ya manque d'encadrement et 60% ont répondu qu'il ya multiplication des enfants de la roue

ANALYSE ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS

L'objet principal de cette étude descriptive était d'identifier et décrire l'impact de la forte natalité sur le revenu des ménages dans le groupement Mbinga sud, Chefferie de Buhavu, Territoire de Kalehe.

Les objectifs spécifiques constituaient à :

- Fournir à la population du Groupement de Mbinga sud en particulier et la chefferie de Buhavu en Territoire de Kalehe en générale sur le problème de la forte natalité surtout les conséquences
- Relever les grands problèmes auxquels se heurtent les ménages dans la consommation de leurs revenus.
- Fournir à la communauté en générale et aux décideurs en particulier une réflexion leur permettant de porter un changement dans leur politique en matière de gestion des revenus.

TITRE I. IDENTIFICATION DE L'ENQUÊTE

Les résultats obtenus révèlent que 100% de la population enquêtée sont des adultes.

Au niveau de structure par sexe, la plus part de nos enquêtés sont des hommes soit 60% par rapport aux femmes soit 40%.

Dans le groupement de Mbinga Sud, Chefferie de Buhavu, Territoire de Kalehe 60% sont des mariés, suivis de 16,7% des célibataires, 15% de veuf (Ve) et 8,3% des divorcé (e). Par rapport au niveau d'étude, la plus part d'eux soit 36% ont un niveau universitaire, 15,3% ont un niveau primaire et 18% n'ont aucun.

TITRE II. LA NATALITE

Au sujet de la situation ménagère, nous avons constaté que 40% ont plus de 5 à 10 enfants, 26,7% de nos enquêtés ont 5 à 10 enfants, 20% ont plus de 10 à 15 enfants et 13,3% ont plus de 15 à 20 enfants.

Cela explique le problème de la forte natalité car le taux des naissances est très élevé.

Dans le deuxième tableau, nous remarquons que 40% ont des enfants sous tutelle, 33,3% gardent 2 à 3 enfants sous tutelle et 26,7% de notre population enquêtée n'en ont pas. Pour les catégories des ménages, 60% de nos enquêtés sont des monogames et 40% sont des polygames. Cela est parmi les faits causant la forte natalité dans le groupement de Mbinga Sud Chefferie de Buhavu, Territoire de Kalehe.

Vous trouverez que la considération de l'enfant comme un don de Dieu et la polygamie a motivé quelques personnes d'avoir beaucoup d'enfants, car cette considération à 46,7%, la polygamie 40% et l'ignorance de la planification familiale 60%.

Nous avons proposé une question concernant une solution pour réduire cette forte natalité, 60% de la ciblée ont préféré la planification familiale, 20% ont choisi l'arrêt des naissances et 20% ont choisi d'éviter les naissances indésirables.

TITRE III. REVENUS DES MENAGES

Les populations enquêtées ont un revenu de 20 à 50\$ le moi soit 46,7% et 33,3% ont un revenu de 50 à 100\$ le moi, 10% ont un revenu de 100 à 150\$ le mois et 10% ont un revenu de 150 à 200\$ le moi. Nous avons constaté que ces revenus est très faible par rapport à leur taille des ménages et leurs charges.

D'autres sources des revenus mensuel provient des petits commerces représente par 40% de la population, 20% de la rémunération du capital, 10% de l'intérêt de l'argent et

10% du salaire du conjoint mais aussi 16% de cette population n'ont pas une autre source de ce revenu.

En ce que concernent les dépenses ménagères, 60% de la population ont confirmé que leurs revenus ne couvrent pas les dépenses ménagères et 40% ont répondu que leurs dépenses sont couvertes. Ceci confirme aussi nos hypothèses par rapport à notre recherche.

Selon la répartition de ces revenus, 66,7% repartir leur montant en alimentation par jour, 13,3% à la santé, 13,3% par le transport et 6,7 par le logement.

Vu les charges ménagères, quelques besoins ne sont pas couverts soit 40% sont couverts par endettement et 60% reste non couvert.

A cet effet, 66,7 % de la cible ont répondu que les besoins de chaque enfant ne sont pas couverts et 33,3% ont confirmé que les besoins de leurs enfants sont couverts.

Dans le tableau suivant, nos hypothèses sont confirmées et infirmées que toute la personne ménagère mange une fois par jour soit 46,7% et soit 33,3% mange deux fois par jour et 20% trois par jour. Pour la question de la scolarité, 46,7% scolariser leurs enfants en âge scolaire, 46,7% scolariser leurs enfants en âge scolaire et 53,3% ne sont pas scolariser.

TITRE III. L'IMPACT DE LA FORTE NATALITÉ SUR LES REVENUS DES MÉNAGES

La conséquence de la forte natalité sur les revenus s'explique par la population à 33,3% qui représente que la manque d'encadrement, non satisfaction des besoins, multiplication des enfants de la rue seront l'impact de celle-ci explique cette dernière.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Au terme de cette étude portant sur l'impact de la forte natalité sur le revenu des ménages dans le groupement de Mbinga Sud, il ressort que la dynamique démographique constitue un enjeu majeur pour

l'équilibre socio-économique des ménages. En effet, l'analyse a permis de mettre en évidence que la forte natalité, largement influencée par des facteurs socioculturels, politiques et informationnels, exerce une pression considérable sur les ressources disponibles des ménages.

Les hypothèses formulées au départ se trouvent globalement confirmées. La croissance non maîtrisée de la population entraîne une diminution du revenu par tête, aggravant ainsi la faiblesse du pouvoir d'achat et rendant difficile la satisfaction des besoins essentiels. Les charges de consommation deviennent de plus en plus lourdes pour des revenus souvent limités, ce qui expose les ménages à une précarité accrue.

Par ailleurs, cette situation met en lumière l'insuffisance des politiques publiques en matière de planification familiale, d'éducation démographique et de gestion des revenus. L'absence d'un encadrement efficace contribue à maintenir les ménages dans un cercle vicieux où la pauvreté alimente la forte natalité, et inversement.

Ainsi, cette étude souligne la nécessité d'une approche intégrée impliquant à la fois les autorités publiques, les organisations communautaires et les populations locales. Il apparaît indispensable de renforcer les programmes de sensibilisation à la planification familiale, d'améliorer l'accès à l'information et aux services sociaux de base, et de promouvoir des politiques économiques favorables à l'augmentation du pouvoir d'achat.

En définitive, la maîtrise de la croissance démographique constitue un levier essentiel pour l'amélioration des conditions de vie des ménages dans le groupement de Mbinga Sud, et plus largement en République Démocratique du Congo. Cette recherche ouvre ainsi la voie à d'autres investigations visant à approfondir les

liens entre démographie, économie et développement durable dans les contextes locaux.

Par *AMANI KALIMBA Jospin*

Chap.XXVI. CARTOGRAPHIE DES STRUCTURES SANITAIRES ET ANALYSE DES ATTAQUES CONTRE LES MISSIONS MEDICALES AU NORD-KIVU

Par

ALY MUPENDA Gabriel⁴⁷

⁴⁷ Assistant à l'Institut Supérieur de Développement Rural de Goma ; Mastérant en socio-économie et planification de développement à l'Institut Supérieur de Développement Rural de Bukavu et Chercheur affilié au Laboratoire Interdisciplinaire du Développement Social (LAIDES) de Goma

TUMAINI SAFARI Robert⁴⁸
KAKULE KIGHOMA Nelson⁴⁹

BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE d'Aly MUPENDA Gabriel

Aly MUPENDA GABRIEL, né le 6 juillet 1995 à Minova en République Démocratique du Congo, est un chercheur et enseignant engagé dans le domaine du développement rural et de la sociologie du genre. De nationalité congolaise, il consacre ses travaux à l'analyse des dynamiques sociales affectant les communautés locales, avec un intérêt particulier pour l'illettrisme des femmes commerçantes, la résilience financière et



les pratiques pédagogiques inclusives.

Aly Mupenda Gabriel Actuellement mastérand en socio-économie et planification du développement à l'Institut Supérieur de Développement Rural de Bukavu, il est également détenteur d'une licence en développement rural obtenue à l'Institut Supérieur de Développement Rural de Goma. Son parcours académique témoigne d'une spécialisation progressive dans les enjeux liés à la planification territoriale et au développement communautaire.

⁴⁸ Chef de Travaux à l'Institut Supérieur de Développement Rural de Goma ; Mastérand en socio-économie et planification de développement à l'Institut Supérieur de Développement Rural de Bukavu

⁴⁹ Assistant à l'Institut Supérieur Pédagogique d'Oicha et Mastérand en socio-économie et planification de développement à l'Institut Supérieur de développement Rural de Bukavu

Sur le plan professionnel, Aly Mupenda Gabriel exerce comme assistant à l'Institut Supérieur de Développement Rural de Goma et intervient comme assistant visiteur dans plusieurs institutions d'enseignement supérieur, notamment à Mweso, Kalehe et au campus de Goma de l'Université Martin Luther de Bujumbura. Il y assure la conception de supports pédagogiques, l'encadrement des étudiants ainsi que la direction de travaux académiques. Avant son intégration dans l'enseignement supérieur, il a accumulé une solide expérience dans l'enseignement secondaire, où il a œuvré pendant plusieurs années dans divers établissements de Minova et ses environs.

Chercheur affilié au Laboratoire Interdisciplinaire du Développement Social (LAIDES) de l'École de Genre à l'Université de Goma, il développe des recherches axées sur les mécanismes de solidarité et la résilience financière des femmes, notamment à travers l'étude des vendeuses de Buzi. Son engagement scientifique s'inscrit dans une approche interdisciplinaire visant à apporter des réponses concrètes aux défis socio-économiques locaux.

Par ailleurs, il a participé activement à des projets de terrain et à des initiatives de plaidoyer, notamment en tant qu'animateur de protection et assistant en monitoring dans des organisations communautaires. Ces expériences lui ont permis de renforcer ses compétences en collecte et analyse de données, en suivi-évaluation de projets et en sensibilisation communautaire, particulièrement dans les domaines de la protection de l'enfant et de la consolidation de la paix.

Auteur de publications scientifiques, Aly Mupenda Gabriel a notamment contribué à l'analyse de l'illettrisme des femmes commerçantes à Minova, mettant en lumière les stratégies d'adaptation développées par ces dernières face aux contraintes socio-économiques. Ses travaux en cours

portent également sur des problématiques de santé et de sécurité dans la province du Nord-Kivu.

Doté de compétences techniques en analyse statistique (SPSS), en outils informatiques et en méthodologies de recherche qualitative et quantitative, il se distingue par son engagement, son sens de l'organisation et sa capacité à évoluer dans des contextes complexes. Son parcours reflète une volonté constante de contribuer au développement durable et inclusif de la République Démocratique du Congo à travers la recherche, l'enseignement et l'action communautaire.

BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE DE TUMAINI SAFARI Robert

TUMAINI SAFARI Robert est un professionnel congolais engagé dans le développement communautaire et l'action humanitaire, fort d'une expérience de plus de huit années acquises au sein d'organisations nationales et locales en République Démocratique du Congo. Spécialisé dans la conception, la mise en œuvre et la gestion de projets, il s'est particulièrement illustré dans les domaines de la sensibilisation communautaire, du suivi et évaluation, ainsi que de la coordination de programmes de développement.

Titulaire d'une licence en Organisation sociale obtenue à l'Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR/ Goma), il a su allier rigueur académique et engagement de terrain



pour répondre aux défis socio-économiques de sa communauté. Son parcours professionnel est étroitement lié à l'ONG RACAD/RDC (Réseau d'Actions Communautaires en Afrique pour le Développement), où il a occupé successivement les fonctions de Chargé de Suivi et Évaluation, Chargé de Programme, puis Coordonnateur. Dans ses fonctions, TUMAINI SAFARI Robert a développé une expertise solide en planification stratégique, en élaboration de plans opérationnels, en plaidoyer auprès des institutions gouvernementales et des partenaires internationaux, ainsi qu'en mobilisation de ressources. Il a également contribué activement à la lutte contre les violences basées sur le genre, à la promotion de la sécurité alimentaire, et à la réponse au VIH/SIDA, notamment à travers l'accompagnement des organisations communautaires et le renforcement des capacités des acteurs locaux. En tant que Coordonnateur au sein du RACAD/RDC, il assure la gestion quotidienne des activités, la coordination des projets, le suivi des performances, ainsi que la rédaction de rapports dans le respect strict des exigences des bailleurs. Il participe également à la recherche de financements et à la rédaction de propositions de projets conformes aux standards internationaux.

Parallèlement à ses activités humanitaires, TUMAINI SAFARI Robert s'investit dans le domaine académique et Chef de Travaux à l'ISDR/Goma, où il contribue à la formation des futurs cadres du développement rural. Il a également occupé des responsabilités administratives en tant que Chef de Section. Auteur de plusieurs articles scientifiques publiés en 2022, ses travaux portent notamment sur la pauvreté, la gouvernance électorale et les enjeux environnementaux, avec un intérêt particulier pour

les dynamiques socio-économiques de la ville de Goma. Son travail de fin de cycle, réalisé en 2017, propose une analyse systémique des causes de l'échec des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Polyglotte, il maîtrise le français, l'anglais, le kiswahili et le lingala, ainsi que plusieurs dialectes locaux, ce qui facilite son interaction avec diverses communautés du Nord et du Sud-Kivu. Marié et père de trois enfants, TUMAINI SAFARI Robert incarne un leadership engagé, orienté vers l'impact social, le développement durable et l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables.

BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE DE Nelson KAKULE KIGHOMA

Nelson KAKULE KIGHOMA est un professionnel humanitaire congolais né le 14 juillet 1988 à Lume, en République Démocratique du Congo. Résidant à Beni, il s'est progressivement imposé comme un acteur engagé dans les domaines du suivi, de l'évaluation, de la redevabilité et de l'apprentissage (MEAL), avec une orientation particulière vers les programmes de santé publique et de développement communautaire.

Doté d'une solide expérience de terrain, il a renforcé ses compétences



à travers de nombreuses formations certifiées couvrant des thématiques variées, notamment le monitoring et évaluation des projets humanitaires, la gestion des systèmes de santé, la nutrition (PCIMA, surveillance communautaire), ainsi que la prise en charge des maladies infantiles (PCIME).

Il s'est également spécialisé dans des approches transversales telles que la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG/SGBV), le soutien psychosocial aux survivants, la planification familiale et la santé de la reproduction.

Par ailleurs, Nelson Kakule Kighoma s'est distingué dans la promotion des approches participatives et communautaires, notamment à travers l'utilisation de la méthode Community Score Card, le renforcement des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC/VSLA), ainsi que les initiatives de plaidoyer humanitaire et de transformation sociale visant à lutter contre les normes et comportements nuisibles.

Engagé dans le renforcement des capacités locales, il a également suivi des formations en protection de l'enfant, notamment à travers les approches Child Protection Advocacy Group, Peace Road Curriculum et Canal de l'Espoir. Plus récemment, il a consolidé ses compétences techniques en gestion des données sanitaires grâce à une formation sur le système DHIS2, renforçant ainsi sa capacité à contribuer à des systèmes d'information performants et à la prise de décision basée sur des données fiables.

À travers son parcours, Nelson Kakule Kighoma incarne une nouvelle génération de professionnels humanitaires en RDC, alliant rigueur technique, engagement communautaire et volonté de promouvoir des interventions durables, inclusives et centrées sur les bénéficiaires.

RÉSUMÉ

Dans la partie Est de la République démocratique du Congo, en particulier au Nord-Kivu, la persistance des affrontements armés engendre une grave crise humanitaire. Les attaques répétées contre le personnel médical, l'intimidation des agents de santé et la destruction des infrastructures sanitaires sapent le système de santé et réduisent considérablement l'accès aux soins pour des milliers de citoyens.

Cette recherche adopte une méthodologie intégrée combinant l'analyse documentaire, des enquêtes de terrain et des consultations avec la communauté. Au total, 20 missions médicales, 184 centres de santé opérationnels, des leaders communautaires ainsi que 17 membres de groupes armés ont été consultés. L'évaluation de la situation sanitaire dans les zones contrôlées par les groupes armés repose sur la triangulation de données issues d'entretiens, d'observations directes et de relevés GPS.

Les résultats permettent de produire une cartographie détaillée des établissements de santé et de quantifier l'étendue des attaques ciblant les missions médicales. L'analyse met en évidence la vulnérabilité des populations civiles et les limites des systèmes de résilience à l'échelle locale. Cette étude contribue à éclairer les interactions entre santé et conflits armés, tout en proposant des pistes pour renforcer la protection des structures sanitaires et améliorer l'accès aux soins dans un contexte de violence persistante.

Mots-clés : Santé ; conflits armés ; cartographie ; missions médicales ; résilience.

ABSTRACT

In the eastern part of the Democratic Republic of Congo, particularly in North Kivu, ongoing clashes are causing a severe humanitarian crisis. Continuous attacks on medical teams, intimidation of healthcare workers, and the dismantling of health facilities are severely undermining the health system, reducing access to medical services for thousands of citizens.

This research employs an integrated methodology that combines document review, fieldwork, and community consultations. In total, 20 medical missions, 184 operational health centers, community leaders, and 17 members of armed groups were consulted. A precise assessment of the health situation in areas controlled by armed groups was achieved through triangulation of collected data (interviews, field observations, and GPS data).

The findings provide a detailed map of health facilities and reveal the extent of the attacks targeting medical operations.

The analysis highlights the vulnerability of civilian communities and the fragility of local resilience systems. This research helps to decipher the interactions between health and armed conflict, while suggesting strategies to better protect health facilities and increase access to care in a context of persistent violence.

Keywords: Health; Armed conflict; Mapping; Medical missions; Resilience.

I. INTRODUCTION

Dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), la persistance des affrontements armés et la multiplicité des acteurs impliqués continuent de produire des effets humanitaires dévastateurs. Cette instabilité se manifeste particulièrement dans les régions de Beni, Lubero, Masisi, Rutshuru, Walikale et Nyiragongo, ainsi que dans la ville de Goma. Dans ces territoires, la présence massive de groupes armés et d'autorités de fait (GAADs) s'accompagne d'une détérioration marquée de la situation sécuritaire, qui affecte directement les populations civiles et les services sociaux fondamentaux, notamment le secteur de la santé (OMS, 2025; Insecurity Insight, 2024).

Le système de santé, souvent considéré comme un pilier central de la résilience communautaire, s'est transformé en un domaine de vulnérabilité accrue. L'accès aux soins est largement compromis par les attaques ciblées contre les installations médicales, les menaces dirigées contre le personnel de santé, le pillage des structures et les restrictions de mouvement (Insecurity Insight, 2024; CICR, 2025). Dans de nombreuses localités du Nord-Kivu, des hôpitaux et centres de santé ont été partiellement ou totalement détruits, tandis que le personnel médical est exposé à des risques d'intimidation, d'arrestation arbitraire ou de violences corporelles. Ces atteintes directes au droit international humanitaire (DIH) perturbent gravement la

prestation des soins et conduisent à la fermeture de structures sanitaires essentielles.

Les acteurs en conflit influencent également la gestion des hôpitaux, notamment lors de l'admission de blessés combattants, ce qui accroît l'insécurité dans les zones sous contrôle des GAAD (Geneva Call, 2021; OCHA, 2025).

Face à cette crise, l'engagement humanitaire s'impose comme un levier incontournable. L'Appel de Genève, organisation neutre et impartiale, s'efforce notamment de promouvoir les normes humanitaires auprès des GAADs afin de garantir le respect du DIH. Son intervention vise à limiter les souffrances supplémentaires et à préserver les missions médicales comme des lieux protégés. Cette nécessité est d'autant plus urgente que les troubles sécuritaires intervenus depuis 2021 ont entravé de nombreuses campagnes de santé publique, notamment la suspension de programmes de vaccination contre la rougeole et la poliomyélite dans plusieurs zones du Nord-Kivu (Geneva Call, 2021; OCHA, 2025).

Les répercussions de cette dégradation du système de santé sont visibles et quantifiables. Selon la Division Provinciale de la Santé (DPS) du Nord-Kivu, 77 décès maternels et néonataux ont été enregistrés entre janvier et avril 2025, soit une augmentation significative par rapport aux années précédentes (Radio Okapi, 2025). En 2024, l'Hôpital Général de Référence de Virunga a rapporté un taux de mortalité de 16,9% parmi les enfants de moins de cinq ans admis pour une malnutrition aiguë sévère, ce qui illustre l'ampleur de la crise nutritionnelle et sanitaire.

Des études locales antérieures avaient déjà signalé un indice de mortalité maternelle de 40,3 pour 100 000 naissances vivantes dans des zones telles que Butembo et

Musienene, avant l'escalade des récentes offensives militaires (Sciences de la santé et maladies, 2024).

Selon le CICR (2025), un quadruplement des cas de mort-natalité est également observé dans les structures les plus affectées par les hostilités.

Cette vulnérabilité est particulièrement marquée chez les femmes et les filles, surtout dans les zones rurales. Les femmes victimes de violences sexuelles se heurtent souvent à des obstacles quasi infranchissables pour accéder aux soins physiques et psychosociaux, notamment en raison de la destruction d'infrastructures, de la peur des déplacements et de la stigmatisation sociale (CICR, 2025; Insecurity Insight, 2024). De plus, la majorité des agents de santé communautaire étant des femmes, celles-ci sont directement exposées à la violence et aux menaces liées à leur engagement.

Dans ce contexte d'instabilité prolongée, la situation de santé au Nord-Kivu reste extrêmement précaire. La cessation durable des hostilités se heurte à une dégradation systématique du système de santé, où la destruction des infrastructures s'accompagne d'une dégradation sensible de la qualité des soins. Dans un tel cadre, la cartographie des infrastructures de santé et l'analyse des attaques ciblant les missions médicales apparaissent comme des outils essentiels pour orienter l'intervention humanitaire et renforcer la protection des civils dans les zones dominées par les GAAD (OCHA, 2025; REACH, 2025).

Ce constat soulève une question centrale : La cartographie des agressions contre les missions médicales met-elle en évidence une désorganisation systémique de l'offre de soins dans les régions du Nord-Kivu contrôlées

par les GAAD ? On suppose que cette violence ciblée ne constitue pas seulement une violation du droit international humanitaire, mais joue aussi un rôle structurel dans l'effondrement progressif de l'accès aux soins, transformant les infrastructures de santé en zones de haute vulnérabilité pour les populations civiles.

L'objectif de cette recherche est donc d'analyser l'effet de la dynamique des conflits armés sur le fonctionnement des établissements de santé au Nord-Kivu, à travers une cartographie détaillée des attaques dirigées contre les missions médicales, et de proposer des pistes pour renforcer la protection des structures sanitaires et l'accès aux soins dans un contexte de violence persistante.

II. METHODOLOGIE

Cette recherche s'appuie sur une méthodologie d'enquête rigoureuse visant à cartographier les infrastructures de santé et à recenser les attaques contre les missions médicales dans les régions de Beni, Lubero, Masisi, Rutshuru, Walikale, Nyiragongo ainsi que dans la ville de Goma. Cette approche renforce la crédibilité scientifique de l'étude et permet d'orienter des recommandations fondées sur des données probantes et cohérentes.

La méthode employée est de type mixte, combinant les données primaires et secondaires afin de produire une analyse approfondie des dynamiques de violence et de leur impact sur le système de santé. La première étape a consisté en une analyse documentaire incluant les rapports officiels de la Division Provinciale de la Santé (DPS/Goma), les informations des clusters Santé et Protection, ainsi que les documents stratégiques de Geneva Call. L'examen de publications d'organisations internationales spécialisées dans les crises humanitaires

et la sécurité sanitaire dans les zones de conflit a permis d'enrichir ce corpus et de situer l'étude dans la littérature internationale (Insecurity Insight, OCHA, REACH)⁵⁰.

L'aspect quantitatif de l'étude repose sur un échantillonnage stratifié par zones de santé, complété par une approche en grappes pour le choix des villages. La taille de l'échantillon a été calculée à partir de la formule de Fisher, à partir d'une population initiale de 1 726 933 foyers, extrapolée à partir de la population globale du Nord-Kivu (en supposant une moyenne de 5,5 personnes par foyer). Avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 5%, la taille théorique de l'échantillon s'élève à 271 unités. Ce quota a été atteint à 98,89%, soit 268 questionnaires validés, collectés via l'application mobile KoboCollect.

Les données ont été traitées par zones de santé, strates administratives et catégories de professionnels de santé, afin de permettre une analyse comparative des niveaux de vulnérabilité et de résilience. Concomitamment, une stratégie qualitative a été mise en œuvre, reposant sur la tenue de 22 groupes de discussion ciblés (Focus Group Discussions) (FGD), chacun réunissant entre 7 et 10 participants sélectionnés selon le sexe et la classe socio-professionnelle, dans 15 zones de santé. Ces discussions ont été enrichies par des observations de terrain in situ, permettant aux enquêteurs de vérifier l'état physique des bâtiments, l'accessibilité des ressources, ainsi que les signes d'occupation militaire, de dégradation ou de destruction des infrastructures.

L'étude couvre 27 zones de santé et 184 aires de santé touchées par des actes de vandalisme ou des

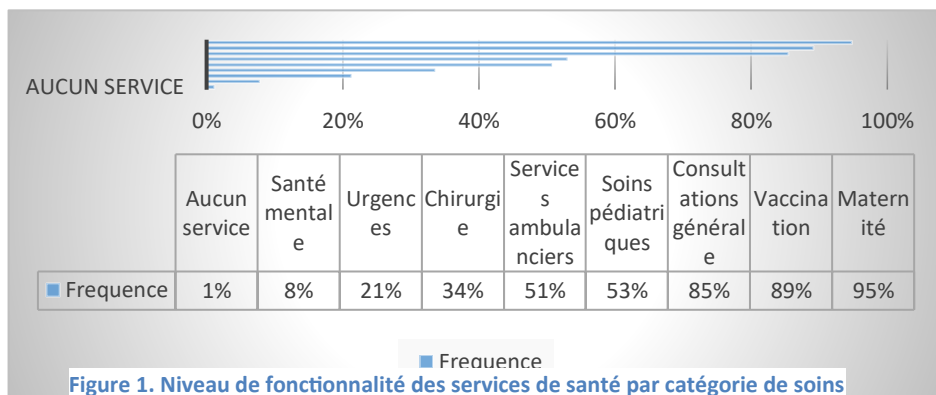
⁵⁰ <https://grid3.org/news/rdc-newdatabasemaps-fr>

assauts directs. Elle inclut 184 autorités administratives, 17 délégués de GAADs, ainsi que des acteurs majeurs intervenant dans le domaine de la santé publique (ONG, autorités sanitaires, personnel médical, etc.).

Parmi les 268 personnes clés consultées, la majorité est de sexe masculin (72%), et la tranche d'âge la plus représentée se situe entre 35 et 44 ans. Sur le plan socio-professionnel, les participants se répartissent de la manière suivante : 38% détiennent un diplôme supérieur ; 37% sont des fournisseurs de soins et 13% sont des infirmiers diplômés. Ces caractéristiques confèrent une forte valeur aux informations recueillies, tant sur le plan technique que sur le plan institutionnel.

Sur le plan spatial, l'échantillon reflète la diversité de la province du Nord-Kivu, avec une forte représentation dans certaines zones : Walikale : 28%, Masisi : 22%, et Rutshuru : 18%.

Cette répartition permet de couvrir un large éventail de contextes contrôlés par différents groupes armés et GAAD, tout en assurant une représentativité régionale suffisante.



Cette approche participative et inclusive a permis une triangulation efficace des informations relatives à la

fonctionnalité des structures, à l'accès aux soins et aux mécanismes communautaires d'adaptation face à la violence prolongée. Les données provenant des questionnaires, des FGD et des observations de terrain ont été confrontées afin de renforcer la cohérence interne et la crédibilité des résultats.

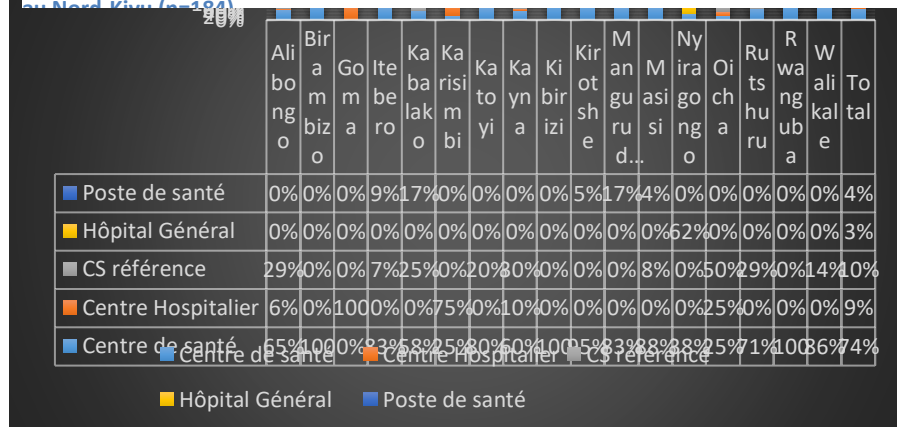
III. PRESENTATION DES RESULTATS

1. Identification et typologie des structures sanitaires

L'étude de l'offre de soins dans les régions analysées démontre une organisation du système de santé principalement soutenue par les établissements locaux.

Le graphique illustre la prédominance des centres

Figure 2. Répartition comparative des types d'infrastructures sanitaires par zone de santé au Nord-Kivu (n=184)



de santé (74%) sur l'ensemble de la province. La valeur $p < 0,001$ indique une différence statistiquement significative dans la distribution des structures entre les zones rurales et urbaines. Et met en exergue l'asymétrie de l'offre de soins au Nord-Kivu. La forte concentration de structures de premier échelon (74 % de Centres de Santé) dans les territoires sous influence des GAAD, comme

Masisi et Walikale, souligne la fragilité de la réponse sanitaire face aux attaques, ces structures étant moins protégées que les pôles hospitaliers urbains.

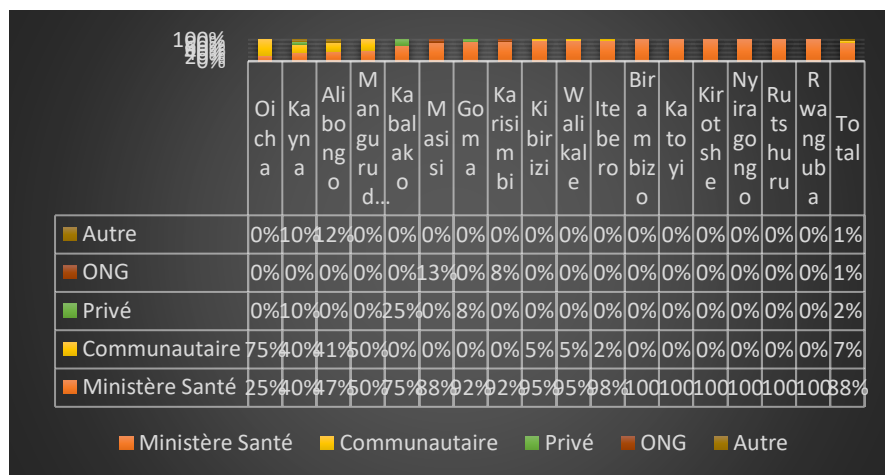
2. Disponibilité et fonctionnalité des services de soins

Le graphique démontre la prépondérance des services de base tels que la maternité, la vaccination et les consultations, qui dépassent 85%, en contraste avec l'insuffisance des services spécialisés tels que la chirurgie (34%).

L'abondance des services de santé pour la mère et l'enfant est due à une pression permanente sur le plan démographique et à des réglementations locales strictes, comme c'est le cas à Birambizo (Kahe) où l'accouchement à domicile est interdit par la loi. Cependant, cette accessibilité de base cache une profonde disparité sanitaire dès qu'il est question de soins spécialisés.

Des lacunes majeures existent dans les services nécessitant des équipements techniques avancés : seuls les Services de soins pédiatriques, Ambulances et Chirurgie parviennent à assurer une activité constante. Cette lacune est aggravée par un manque persistant d'équipements de réanimation et de personnel compétent, en particulier dans des régions isolées telles que Katoyi ou Masisi.

Les informations provenant des groupes de discussion confirment cette observation de vulnérabilité. Plus de 90% des témoignages rassemblés, de Beni à Rutshuru, mettent en lumière que bien qu'il soit essentiel de privilégier l'accouchement et la pédiatrie en raison du risque auquel sont exposés les enfants face au paludisme et à la malnutrition, le manque de compétences chirurgicales et d'interventions d'urgence convertit les complications médicales gérables en cas fatals. Bien que ce système de santé soit robuste dans ses fonctions fondamentales, il se révèle structurellement inapte à traiter les urgences vitales engendrées par la situation de



conflit.

3. Gouvernance et acteurs du système de santé

Figure 3. Prédominance des acteurs par zone de santé.

Le graphique met en évidence la prédominance du



Figure 5. Bâtiment sanitaire à Alibongo

Ministère de la Santé (88%) par rapport à la présence



Figure 4. Bureau Central de la Zone de Santé Rurale d'Itebero (Walikale).



marginale des ONG (1,5%) et du secteur privé (1,9%). Et souligne une dépendance majeure du système de santé envers l'entité publique à hauteur de 88%. Le départ des organisations non gouvernementales illustre un rétrécissement de l'espace humanitaire, déléguant la responsabilité de la réponse sanitaire à une structure étatique aux capacités opérationnelles souvent restreintes dans les régions en conflit.

Alors que des régions comme Rutshuru ou Nyiragongo démontrent une gestion exclusivement étatique, la variété des intervenants demeure l'exception, mettant en évidence un système de santé centralisé mais vulnérable du fait de l'absence de collaborateurs internationaux.

Selon les résultats des groupes de discussion, 65% des participants considèrent les ONG comme les intervenants les plus dignes de confiance, surpassant nettement l'État avec 25%, suivi du secteur privé et communautaire à 10%. Cette préférence s'appuie sur trois fondements : l'accès gratuit aux soins (proposé par des organisations telles que MSF ou ALIMA), la disponibilité constante des médicaments, et le respect accordé même par les groupes armés. À Masisi, un représentant déclare : « Les ONG sont plus dignes de confiance puisqu'elles bénéficient du soutien de la communauté internationale ». En revanche, l'État est considéré comme défaillant, avec une « gratuité non effective » (Katoi Militaire) et des employés peu motivés.

4. État physique et incidences des infrastructures

L'image montre le Bureau Central de la Zone de Santé Rurale d'Itebero, situé dans le Territoire de Walikale. Elle fournit un exemple tangible de la vulnérabilité structurelle du système de santé dans les régions en conflit. Malgré la présence de technologies modernes dans le bâtiment (panneaux solaires installés sur le toit), sa structure physique est fragile, réalisée en planches de bois et entourée d'une clôture traditionnelle en bambou. Cette différence marquante illustre la « résilience de survie » du personnel médical : d'un côté, une lutte acharnée pour conserver la fonctionnalité technique (l'énergie), de l'autre, une incapacité totale à protéger l'infrastructure contre les éventuelles attaques des combattants, en raison du manque de matériaux solides. Ce bureau incarne la « résilience dépouillée » du système de santé.

Figure 6. Documentation visuelle des attaques contre les missions médicales à Mabalako



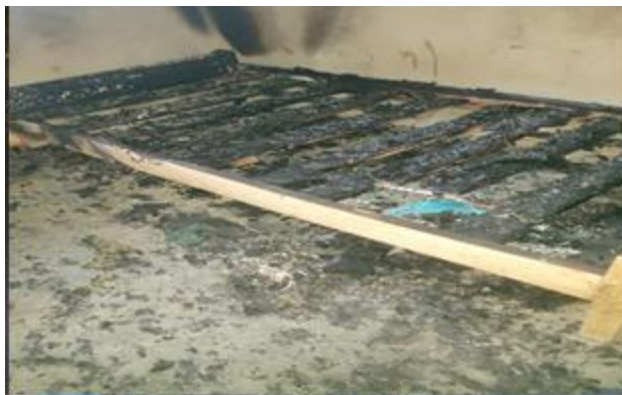
Alors qu'à Walikale (Fig 4), nous observons un système de santé fragilisé et "survivant" dans la précarité, à Lubero (Fig. 5), nous documentons un système de santé anéanti. Ces deux images symbolisent la trajectoire de l'effondrement systémique : la persistance de l'insécurité transforme des infrastructures fonctionnelles mais précaires en ruines définitives, validant ainsi la thèse d'une violation grave de la neutralité médicale et d'une rupture totale de l'accès aux soins pour les communautés locales.

Ces images, allant de la démolition des édifices au sabotage des véhicules (motos), illustrent l'influence palpable des guerres sur la réactivité d'urgence et l'interruption totale de l'accès aux soins pour les civils.

La dégradation marquée des infrastructures de santé au Nord-Kivu, qui est étroitement liée à l'intensité des conflits, met en évidence un décalage saisissant entre les régions urbaines et rurales. Tandis que Goma et Karisimbi conservent des infrastructures en bonne condition (70 à 90 %), les régions de Kibirizi, Itebero et Katoyi tombent dans une misère extrême avec plus de 80 % de leurs constructions en ruine ou rasées. Entre ces deux extrêmes, Masisi et Walikale offrent un panorama mixte de structures en béton détériorées et d'édifices éphémères en bois.

Cette trajectoire de déclin atteint son apogée à Mabalako, où la démolition va au-delà de la simple destruction matérielle pour devenir un processus de saccage systématique. La destruction par le feu des infrastructures et des véhicules, attestée parmi les débris de l'assistance internationale (USAID, IRC), témoigne de la disparition du caractère sanctuarisé des missions médicales et marque la fin physique et logistique de l'accès aux soins pour les civils.

Figure 7. Structure sanitaire incendié à la suite d'une attaque armée



Cette image montre la destruction d'une structure sanitaire à la suite d'une attaque violente, illustrée par les traces d'incendie encore visible. Elle met en évidence la

vulnérabilité des infrastructures de santé dans les Zones de conflit du Nord-Kivu et souligne les graves conséquences

Figure 8. Equipement sanitaire endommagé et abandonné après une attaque



de ces attaques sur l'accès aux soins pour les populations locales.

Et les équipements sanitaires endommagés et abandonnés à la suite d'une attaque, témoignant du

pillage et de la dégradation des moyens essentiels de prestation des soins. L'image illustre les perturbations profondes du fonctionnement des structures de santé



dans les zones
de conflit du
Nord-Kivu et
leurs
répercussions
directes sur la
qualité et la
continuité des
services offerts
aux populations

Figure 9. Dégâts matériels observés dans une structure sanitaire

Ces dernières mettent en évidence les dégâts matériels subis par les structures sanitaires, notamment



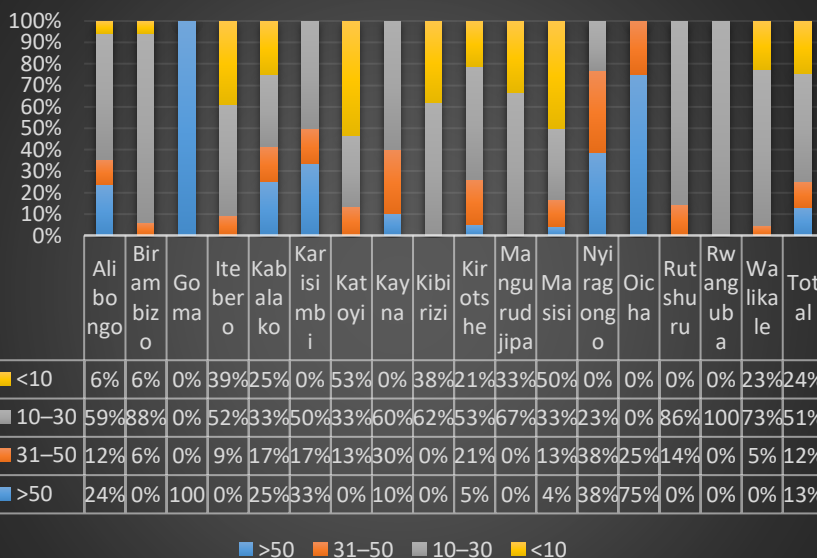
les toitures endommagées et des portes vandalisées. Elles traduisent l'ampleur des attaques et du vandalisme, compromettant la sécurité des installations ainsi que la capacité d'accueil et de fonctionnement des services de

santé dans les Zones affectées du Nord-Kivu.

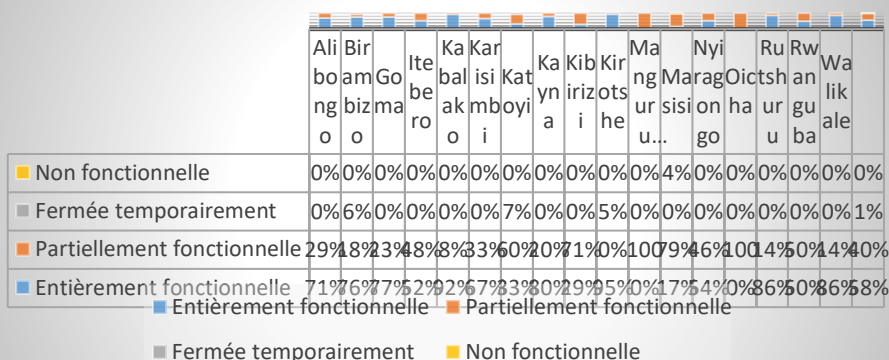
5. Capacité d'accueil et niveau de fonctionnalité des structures sanitaires

Figure 10. Niveau de performance des structures sanitaires

L'examen de la capacité d'accueil et du niveau de performance des établissements de santé révèle l'existence d'un système à deux vitesses, où la fonctionnalité globale (58,2%) cache d'importantes disparités régionales. Alors que les structures ayant entre



10 et 30 lits constituent le pilier du système (50,7%), des pôles urbains tels que Goma se distinguent nettement avec une capacité d'accueil constamment supérieure à 50 lits et un indice de fonctionnalité élevé (77%). En



revanche, les régions rurales et celles durement affectées par les conflits, comme Katoyi et Kibirizi, se distinguent par la prévalence de petites structures de moins de 10

et une fonctionnalité largement partielle (71%). Cette représentation des services de santé met en évidence une fragilité accrue dans les zones périphériques telles que Masisi et Itebero, où la capacité d'accueil restreinte et le fonctionnement dégradé des établissements exacerbent les disparités territoriales face à l'augmentation de la demande de soins en période de crise.

6. Niveau de fonctionnalité actuelle des structures sanitaires

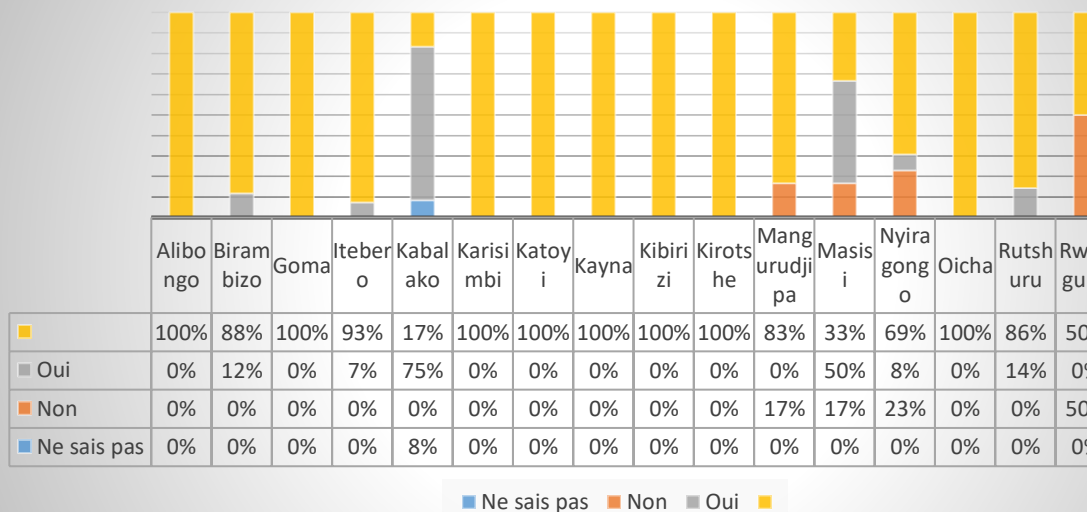
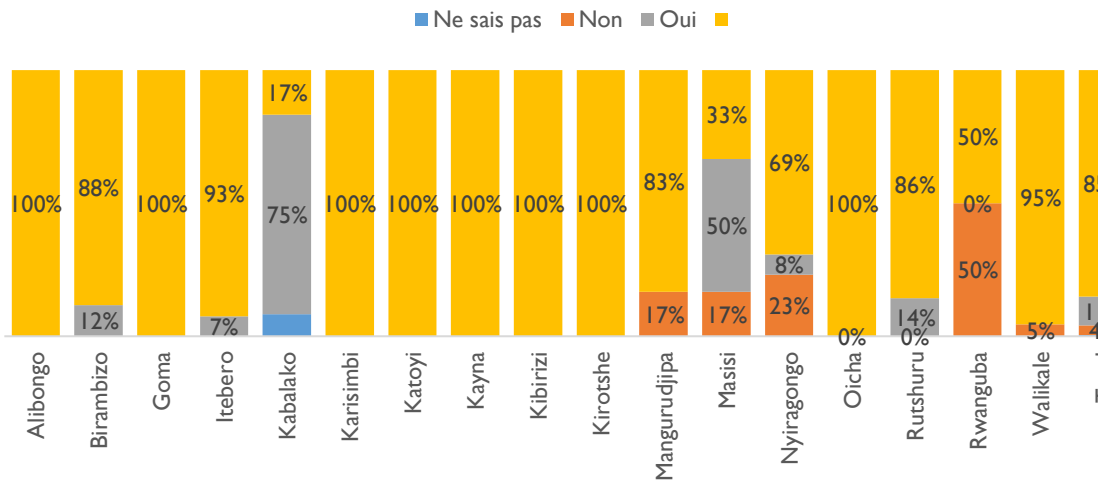
L'évaluation de l'efficacité opérationnelle des établissements de santé au Nord-Kivu dévoile une dualité dans le système de santé, caractérisée par un équilibre entre résilience et vulnérabilité. Bien que près de 60% des établissements conservent une opération complète, cette donnée globale masque des disparités régionales marquées où la qualité des services médicaux est plus influencée par la localisation géographique que par les nécessités sanitaires. D'une part, des régions telles que Kirotshé (95%) et Mabalako (92%) se distinguent par leur résilience exceptionnelle, réussissant à accomplir leurs objectifs en dépit d'un environnement détérioré. D'un autre côté, des régions telles que Mangurudjipa, Oicha et Kibirizi constatent que l'essentiel de leurs services passe

Figure 11. Fonctionnalité des structures sanitaires

aux soins primaires. Dans les régions de Masisi et Katoyi, où l'insécurité persistante prévaut, 79% et 60% des infrastructures respectivement fonctionnent dans des conditions précaires. Ces résultats illustrent un système disjoint qui peine à maintenir la continuité des services fondamentaux dans un cadre de déstabilisation constante.

7. Accessibilité des structures sanitaires et de leur exposition aux conflits au Nord-Kivu

Une enquête réalisée auprès de 268 établissements de santé a mis en évidence une situation inégale : bien que l'accessibilité soit généralement jugée satisfaisante (85,1%), elle dissimule d'importantes disparités territoriales notables ($p < 0,001$). Des régions telles que Goma, Karisimbi et Katoyi bénéficient d'une accessibilité totale (100%), à l'inverse d'autres qui rencontrent de sérieux problèmes, notamment Mabalako où seuls 16,7% des installations sont accessibles et Masisi avec une accessibilité de 33,3%. Cette disparité s'explique partiellement par la proximité avec les conflits, qui impacte 88,4% des structures, mais de façon inégale : alors que certaines régions comme Birambizo, Goma et Katoyi sont entièrement touchées (100%), d'autres comme Mabalako le sont à un degré moindre (58,3%). On observe une relation évidente entre conflit et accessibilité dans des régions telles que Masisi, où 95,8% des infrastructures sont affectées par les conflits, tandis que seulement 33,3% demeurent accessibles



D'après les informations fournies par le FGD, quatre éléments majeurs parmi d'autres déterminent l'accès aux soins pour les utilisateurs : le coût (70 %), la disponibilité des services (60 %), la localisation géographique (45 %) et la qualité des soins (40 %).

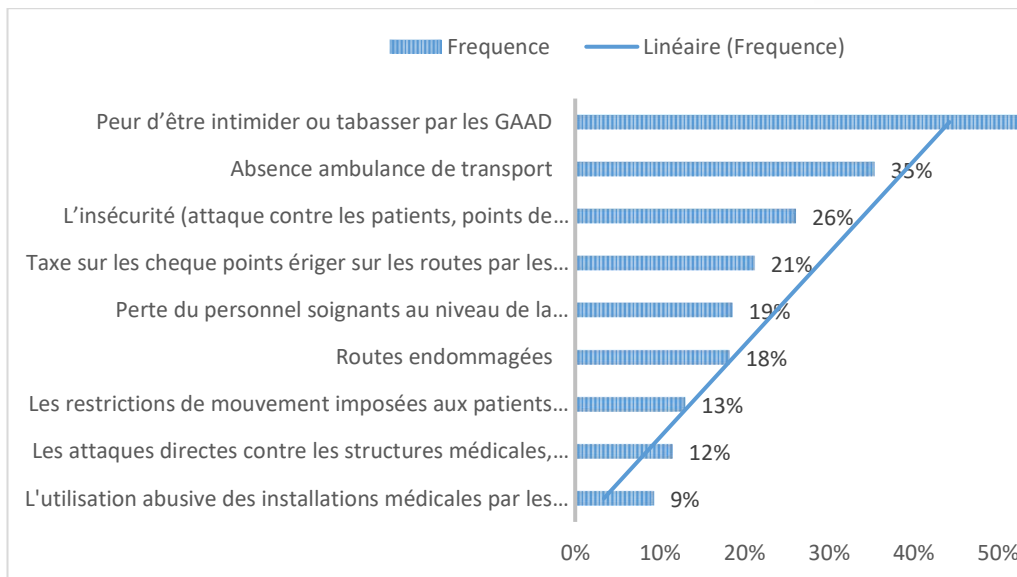
Comme l'indique l'AS de Malese (ZS de Mabalako - Beni), « Le secteur privé prend mieux en charge ses patients en comparaison avec les ONG et l'État », soulignant ainsi que la qualité des soins peut influencer les décisions, même si cela reste secondaire.

L'absence de frais, soutenue par les ONG, est un facteur déterminant à Bunyereza (Rutshuru) et dans d'autres régions où « la communauté bénéficie des services de santé grâce à ALIMA ». « Le système de gratuité attire beaucoup de monde à la maternité », témoigne un membre du personnel de l'AS de Kibati (ZS de Nyiragongo).

Toutefois, la distance des infrastructures et le manque de matériel (ambulances, échographes) demeurent des défis majeurs, exacerbés par la situation d'insécurité. À Kibati (Nyiragongo), des édifices laissés à l'abandon témoignent de l'effet des conflits, alors qu'à Maleki (Oicha), des organisations non gouvernementales sont entravées dans leur accès par les groupes armés. Ces restrictions réduisent considérablement la disponibilité des soins, en particulier dans les régions rurales.

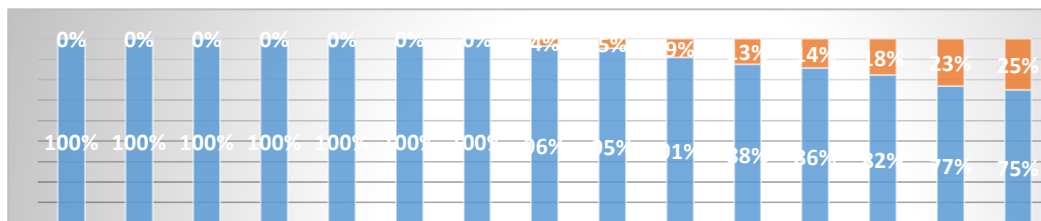
8. Obstacles à la santé dans les zones sous gestion GAAD

Dans les régions contrôlées par les GAADs, l'accès aux soins est confronté à un réseau complexe d'obstacles où la peur prédomine nettement :



L'accès à la santé dans les régions contrôlées par les GAADs est compliqué par une crise multidimensionnelle dans laquelle l'aspect psychologique joue un rôle dominant. Avec 61% des participants inhibés par la crainte de violences, cette ambiance de terreur représente un obstacle caché qui, combiné au manque d'ambulances (35%) et à la dégradation des routes (18%), entrave le déplacement pour les soins médicaux. La situation est exacerbée par la taxe aux postes de contrôle (21%) et la diminution du personnel médical (19%), convertissant le droit essentiel à la santé en un avantage instable.

9. Cartographie des déplacements des services de santé face aux incidents sécuritaires.



Bien que 90% des structures de soins au niveau provincial restent opérationnelles dans une certaine stabilité, le système de santé du Nord-Kivu fait face à des interruptions localisées graves. Les régions de Katoyi (40%), Kayna (30%) et Nyiragongo (23%) présentent les plus hauts taux de déplacement, avec une réinstallation complète observée dans certaines zones de santé telles que Mbitsi, Kaniro ou Kumbwa. Ces transferts imposés, axés principalement sur les services essentiels (chirurgie, urgences, pédiatrie), représentent une tactique de maintien opérationnel en réponse aux affrontements et aux destructions ciblées. Bien que cette tendance à se replier vers des régions sécurisées soit cruciale pour la sécurité du personnel, elle crée des zones dénuées de services médicaux et transforme l'accès aux soins spécialisés en un enjeu majeur pour les populations les plus fragiles.

10. Incidents ayant affectées les structures sanitaires selon les zones de santé

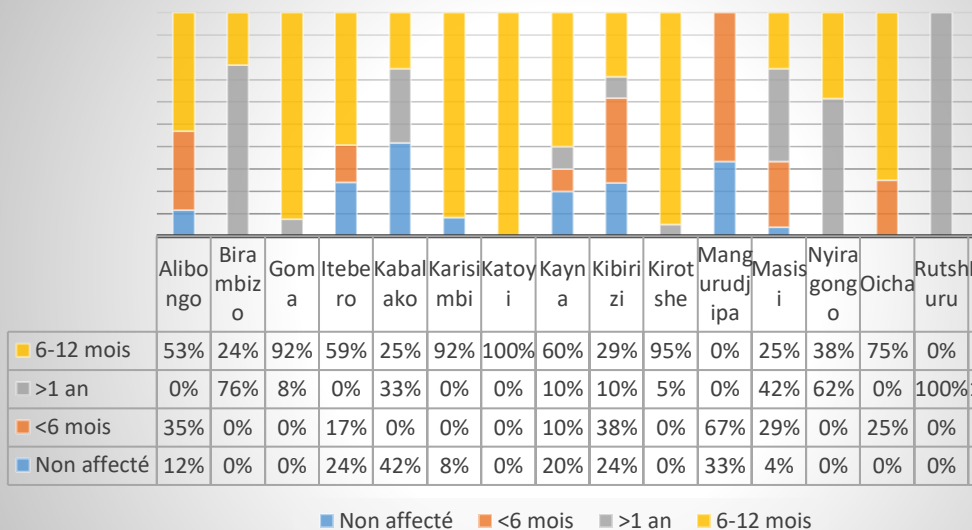


Figure 12. Incident affectant les structures sanitaires

L'examen du calendrier des incidents met en évidence une crise de sécurité à la fois intense et systémique, avec plus de la moitié des établissements de santé (52,2%) impactés au cours de l'année écoulée. Cette situation d'urgence est particulièrement prononcée dans les milieux urbains tels que Goma (92,3%) et Karisimbi (91,7%), sans oublier Katoyi (100%), où la majorité des incidents se sont produits récemment. De même, la persistance de violences remontant à plus d'un an dans les régions de Birambizo, Rutshuru et Rwanguba illustre des cycles de conflit profondément ancrés.

Finalement, l'augmentation récente d'assauts de moins de six mois à Walikale et Mangurudjipa confirme une dégradation constante de la situation sécuritaire.

11. Type d'incident ayant touchée les structures sanitaires selon les zones et aires de santé

La typologie des violences expose une prédominance des pillages (78% des structures), des affrontements armés à proximité (63%) et des menaces au personnel (29%), avec des cas préoccupants d'occupation de structures (16%) et de destruction d'infrastructures (18%). Cette cartographie fine des risques sécurité-sanitaires appelle à des mécanismes de protection différenciés, priorisant les zones où la convergence des différents types de violence crée des situations de rupture complète des services de santé.

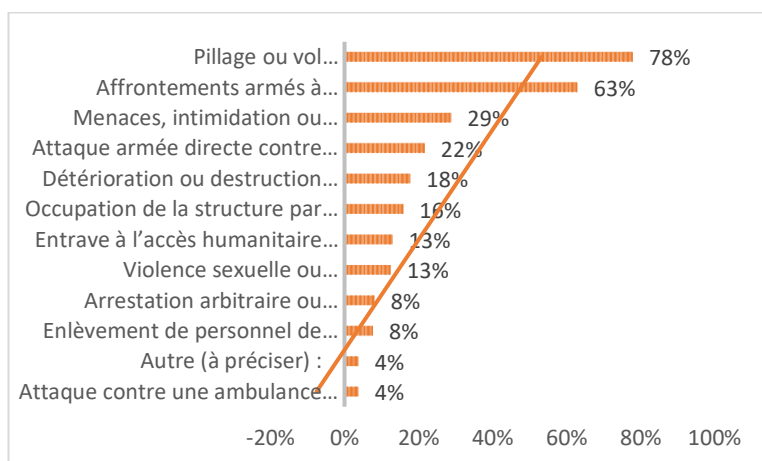


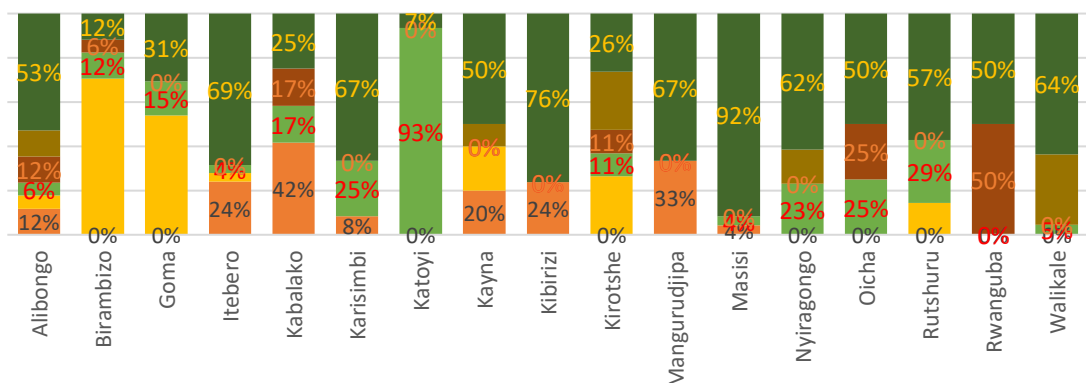
Figure 13. Types d'incidents ayant touchés les structures sanitaires

12. Incidents ayant touchées les missions médicales selon les zones de santé

L'examen met en évidence une tendance alarmante de violations visant les installations médicales, où le vol se démarque comme le danger le plus courant (54,1%), affectant principalement les régions de Masisi (91,7%), Itebero (68,5%) et Kibirizi (76,2%). Ces actes de pillage continuels privent les communautés d'appareils médicaux indispensables et mettent en péril de manière

durable l'accès aux soins. L'infrastructure de Katoyi est sévèrement touchée par la destruction ciblée, avec un taux atteignant 93,3%. D'autre part, l'occupation des installations par des groupes armés entrave l'accès aux soins à Walikale (31,8%) et Kirotshe (26,3%).

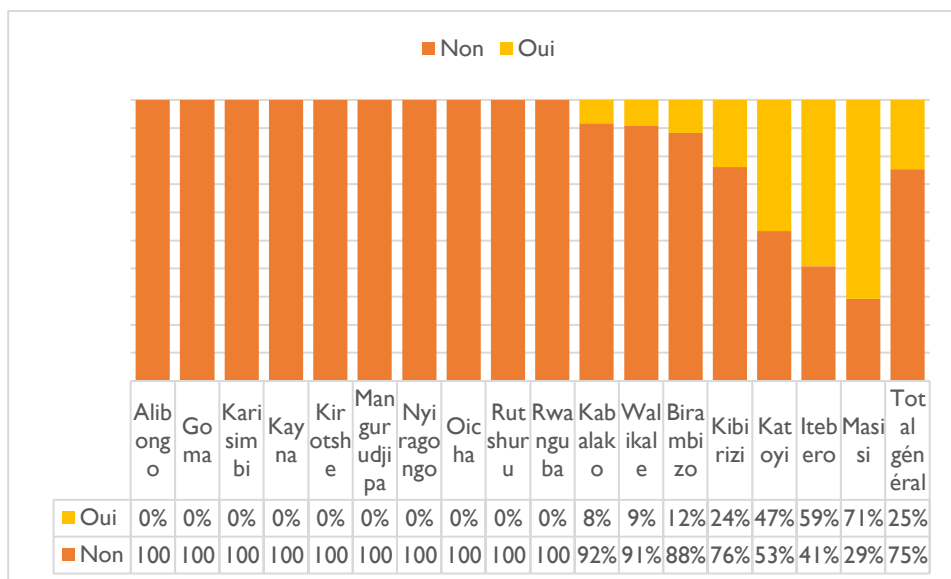
Non affecté Autre Destruction Fermeture forcée Occupation Pillage



13. Paiement des patients aux barrières pour accéder aux

Figure 14. Incidents touchants les missions médicales

L'accès aux soins au Nord-Kivu est lourdement grevé par l'imposition de paiements illégaux aux barrières, une pratique qui touche 25% des structures



sanitaires de la province avec une acuité particulière dans les zones sous forte influence des GAADs. Les territoires de Masisi (71%), Itebero (59%) et Katoyi (47%) constituent les foyers principaux de cette taxation abusive, contrastant avec les centres urbains comme Goma qui demeurent épargnés. Ces prélèvements, dont le montant moyen s'élève à 2 048 FC (environ 1\$) mais peut atteindre 5000 FC, imposent une charge financière disproportionnée aux ménages vulnérables, notamment à Itebero et Katoyi. En épousant étroitement la cartographie des conflits actifs, cette barrière économique et psychologique transforme le trajet vers les structures de santé en un parcours risqué et coûteux.

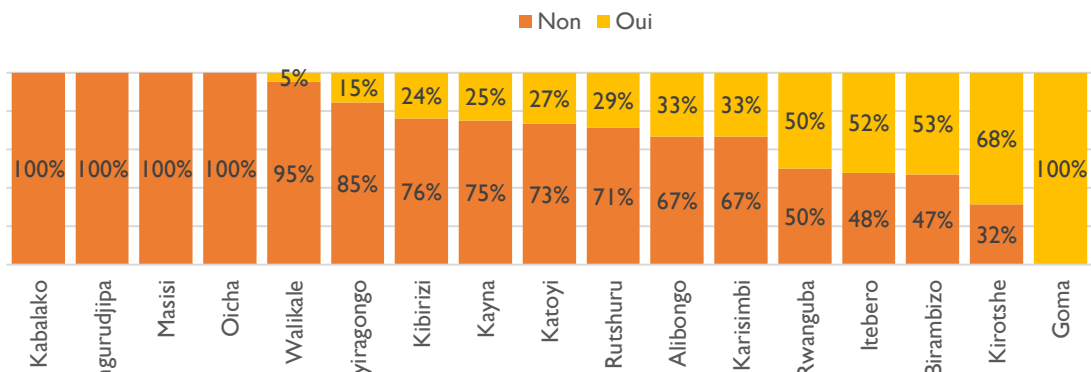
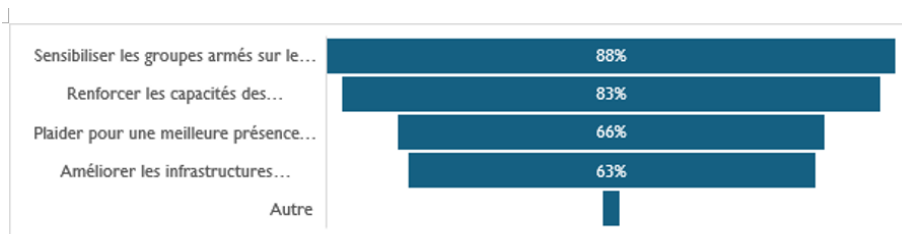


Figure 16. Taxation des structures sanitaires pour le fonctionnement

14. Structures obligées de verser des contributions à un groupe armé pour continuer à fonctionner selon les zones de santé

Au Nord-Kivu, bien que cela ne soit pas l'objet de signalement, le phénomène de taxation illégale des structures sanitaires par les groupes armés révèle une situation alarmante où 34% des établissements de santé sont contraints de verser des contributions forcées pour maintenir leurs activités, avec des disparités territoriales significatives qui reflètent la géographie complexe du conflit : des zones comme Kirotshé (68%), Birambizo (53%) et Itebero (52%) subissent des prélèvements systématiques, particulièrement dans des aires de santé telles que Bushuhe, Kizimba et Bongo où le taux atteint 100%, tandis que d'autres territoires comme Masisi, Oicha et Walikale résistent mieux avec des taux inférieurs à 15%. Cette prédation financière, qui épargne

paradoxalement certaines zones rurales mais touche sévèrement la ville de Goma (100%), crée un double impact dévastateur en amputant les budgets déjà précaires des structures sanitaires et en compromettant l'accès aux soins des populations, tout en révélant l'influence déterminante des commandants locaux et la micropolitique complexe du conflit dans la région.



15. Les actions concrètes des acteurs humanitaires pour renforcer la protection des structures de santé

Les données montrent que les acteurs humanitaires, peuvent jouer un rôle clé dans la protection des structures de santé en priorisant plusieurs actions complémentaires. La majorité des répondants (88%) postule de sensibiliser les GAADs au Droit International Humanitaire, afin de réduire les attaques, destructions ou réquisitions. 83% soulignent l'importance de renforcer les capacités du personnel médical sur les normes de sécurité, ce qui améliore la prévention et la réponse en cas de menace. La présence accrue des autorités civiles ou locales est jugée essentielle par 66% des répondants pour garantir la surveillance et l'application des règles. Par ailleurs, 63% suggèrent d'améliorer physiquement les infrastructures avec des clôtures, un éclairage et des systèmes d'alerte pour réduire la vulnérabilité. Ces

mesures combinées, basées sur des preuves locales, permettraient de renforcer significativement la protection des structures de santé et la continuité des soins pour les populations civiles.

16. Les mécanismes mise en place pour améliorer la sécurité des structures médicales

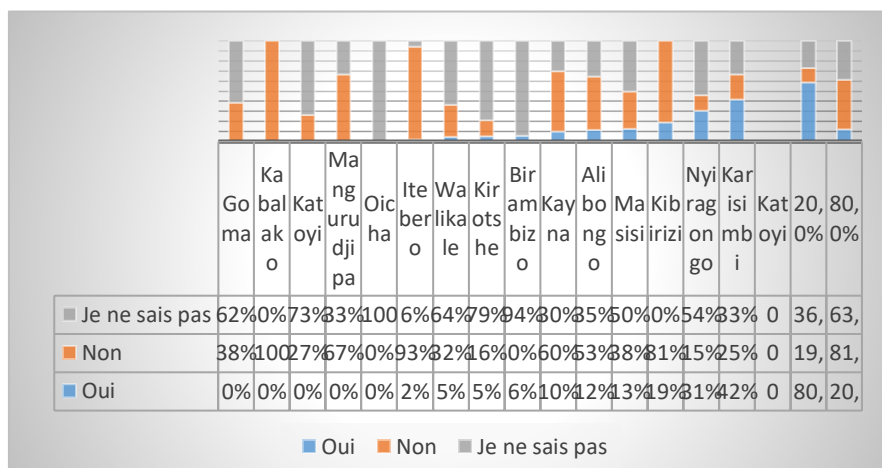


Figure 17. Mécanismes de protection des structures sanitaires

(49%) considèrent qu'aucun mécanisme ou initiative n'est actuellement mis en place pour améliorer la sécurité des missions médicales, tandis que 40% ne savent pas et

seulement 11% signalent l'existence de telles mesures. La distribution varie fortement selon les zones de santé : certaines, comme Rutshuru (71%) et Rwanguba (50%), rapportent des initiatives effectives, alors que dans d'autres zones de santé, notamment Oicha et Goma, l'absence de mécanismes est quasi totale. Le test du khi-carré confirme que ces différences sont statistiquement significatives ($p < 0,001$), suggérant que l'existence et la connaissance des initiatives dépendent fortement du contexte local. Ces résultats indiquent un déficit général de dispositifs de protection, soulignant l'urgence de mettre en place et de promouvoir des mécanismes clairs de sécurité, d'assurer leur visibilité auprès des acteurs locaux et de renforcer la coordination entre humanitaires, autorités et communautés pour protéger efficacement les infrastructures de santé.

17. La sensibilisation la plus efficace auprès des groupes armés

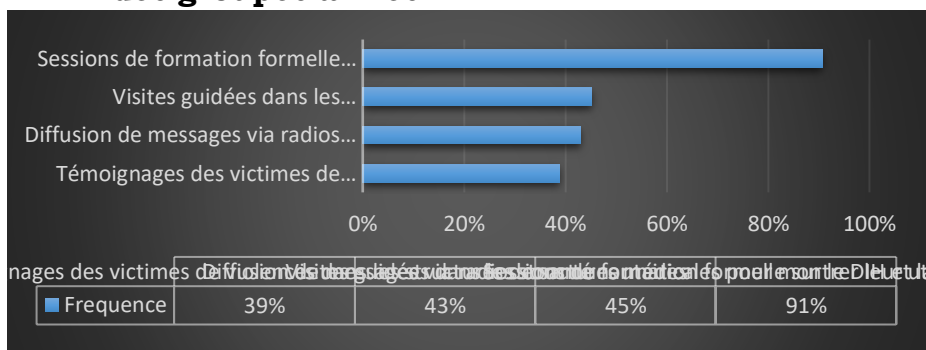


Figure 18. Sensibilisation efficace auprès des groupes armés

Les résultats mettent en évidence une nette préférence pour les sessions de formation formelle sur le Droit International Humanitaire (DIH) et la neutralité médicale, identifiées par 91 % des répondants comme la

stratégie la plus efficace pour sensibiliser les groupes armés. Les visites guidées dans les structures de santé (45%), la diffusion de messages par les radios communautaires (43%) et les témoignages de victimes (39%) sont perçus comme des approches complémentaires, utiles pour renforcer l'impact émotionnel et communautaire des messages.

Cette hiérarchie traduit la confiance des acteurs locaux dans la formation structurée et factuelle comme levier de changement durable des comportements, à condition qu'elle soit menée dans un cadre neutre, participatif et ancré dans le contexte local.

IV. DISCUSSION DES RESULTATS

L'analyse de l'effet des conflits armés sur le système de santé au Nord-Kivu révèle une déstructuration profonde qui se manifeste par une asymétrie territoriale de l'offre de soins statistiquement significative $p < 0,001$. La prédominance des centres de santé sur les pôles hospitaliers dans les zones rurales sous influence des Groupes Armés et d'autorités de facto (GAADs) expose une fragilité structurelle où le premier échelon de soins devient la cible privilégiée des belligérants. Cette vulnérabilité physique, illustrée par la ruine de plus de 80% des infrastructures à Kibirizi ou Itebero, confirme les thèses de Kruk et al. (2018) sur la fragilité des systèmes de santé en contexte de crise, où l'infrastructure devient une variable dépendante de la stabilité politique.

Cependant, au-delà de la pierre, les résultats mettent en lumière un paradoxe de résilience remarquable, notamment à Mabalako où la fonctionnalité reste élevée malgré la destruction. Ce constat rejoint l'approche des capacités d'Amartya Sen (2000) : bien que les "moyens" matériels soient anéantis, les acteurs maintiennent une "liberté réelle" de soigner par des mécanismes de survie. Cette résilience reste toutefois

incomplète ; le déficit en services spécialisés transforme des complications médicales mineures en décès évitables, illustrant ce que Bärnighausen et al. (2007) qualifient de rupture de l'équité sanitaire en zone de conflit.

La cartographie des incidents sécuritaires démontre que le conflit alimente une véritable économie de la prédation, transformant la mission médicale en une ressource financière pour les belligérants. Le pillage systématique (78%) et la taxation illégale (34%) des structures révèlent une violation flagrante de la neutralité médicale telle que définie par le Comité International de la Croix-Rouge (CICR 2020). L'imposition de frais de passage aux barrières, atteignant parfois 5 000 FC, crée une barrière économique qui valide les théories de la "trappe à pauvreté" de Banerjee et Duflo (2012) : le coût et l'insécurité agissent comme des taxes sur la survie, excluant de facto les plus vulnérables. Dans ce contexte, la préférence marquée des populations pour les ONG (65%) par rapport à l'État (25%) souligne une crise de légitimité institutionnelle. Comme le souligne Ostrom (2010) dans sa théorie sur la gouvernance des biens communs, lorsque l'État central s'avère défaillant, les communautés tentent de réguler l'accès aux soins par des arrangements informels. Néanmoins, l'absence de protocoles de protection pour 58% des structures laisse les agents de santé dans un vide sécuritaire. La dynamique des conflits au Nord-Kivu ne dégrade pas seulement les bâtiments ; elle fragilise le contrat social sanitaire en substituant à une protection étatique un système fragmenté, dépendant de l'aide internationale et soumis aux impératifs militaires des acteurs non étatiques.

CONCLUSION

Cette étude montre que, dans le Nord-Kivu, les conflits armés ne dégradent pas seulement les infrastructures sanitaires, mais reconfigurent profondément l'offre de soins, la gouvernance et l'accès aux services de santé. La cartographie des structures sanitaires et des attaques contre les missions médicales révèle un système à deux vitesses : un socle de centres de santé de premier échelon largement prédominant (74%), mais fragile, exposé aux pillages, à l'occupation et à la destruction, et une offre de soins spécialisés (chirurgie, urgence, pédiatrie intensive) sévèrement compromise, notamment dans les zones rurales sous influence des groupes armés et d'autorités de facto.

Les résultats mettent en évidence une désorganisation systémique de l'accès aux soins, où la précarité des infrastructures, les barrières économiques imposées aux patients, la taxation illégale des structures sanitaires et la peur des violences créent une trappe à pauvreté qui exclut les plus vulnérables, en particulier les femmes et les enfants. Pourtant, la même analyse révèle une résilience remarquable : malgré la destruction matérielle, de nombreuses équipes de santé maintiennent une fonctionnalité partielle grâce à des mécanismes de survie, à des réseaux communautaires et à un engagement persistant, même dans des contextes comme Mabalako ou Kirotshe où les défis sont extrêmes.

Cette situation illustre un paradoxe central : la mission médicale, censée être protégée par le droit international humanitaire, devient un espace de prédation et de contrôle, transformant les structures sanitaires en cibles ou en ressources pour les acteurs armés. Face à ce constat, la protection des infrastructures de santé ne relève plus seulement de la sécurité militaire, mais d'une stratégie humanitaire inclusive, articulée

autour de la sensibilisation des GAADs au DIH, du renforcement des capacités des agents de santé, de l'amélioration physique des bâtiments et de la mise en place de mécanismes locaux de surveillance et de coordination.

Cette recherche plaide pour une approche intégrée où la cartographie des risques devient un outil opérationnel pour anticiper les perturbations, protéger les missions médicales et repenser les schémas de déplacement des services de santé. Renforcer la neutralité, la visibilité et la protection des structures sanitaires et restaurer la confiance des populations dans les autorités publiques et les acteurs humanitaires constitue une condition indispensable pour limiter la mortalité évitable, réduire les inégalités territoriales et préparer la province du Nord-Kivu à une reprise progressive et durable des services de santé, même en période de violence persistante.

BIBLIOGRAPHIE

- Banerjee, A. V., & Duflo, E. (2012). *Repenser la pauvreté*. Éditions du Seuil
- CICR (2025), *Respect et protection des missions médicales dans les conflits armés : Rapport annuel sur les incidents*. Genève, Suisse.
- Geneva Call. (2021). *Engagement des acteurs armés non étatiques pour la protection de la santé : Manuel de bonnes pratiques*. Appel de Genève.
- Humanitarian Data Exchange [HDX] (2021). Humanitarian Data Exchange. (2021). *Zone de santé de Beni et infrastructures sanitaires au Nord-Kivu : Données géospatiales OpenStreetMap*. OCHA. <https://data.humdata.org/>
- Insecurity Insight. (2024). *Attacks on Health Care in the Democratic Republic of the Congo: Monitoring Report 2023-2024*. Health Care in Danger Project.
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires [OCHA]. (2025). *République Démocratique du Congo : Aperçu des besoins humanitaires et plan de réponse pour le Nord-Kivu*. Nations Unies.
- Organisation Mondiale de la Santé. (2025). *Surveillance des attaques contre les soins de santé (SSA) : Données statistiques pour la région africaine*. Rapport technique de l'OMS.
- Ostrom, E. (2010). *Gouvernance des biens communs : Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*. De Boeck Supérieur.
- Radio Okapi. (2025, 12 mars). *Nord-Kivu : Dégradation de l'accès aux soins dans les zones sous contrôle des groupes armés*, (Article de presse. <https://www.radiookapi.net>)
- REACH Initiative. (2024). *Cartographie des infrastructures et accessibilité aux services de base dans les zones de santé du Nord-Kivu*. ReliefWeb.
- Sciences de la santé et maladies. (2024). Impact des conflits armés sur la fonctionnalité des structures sanitaires de premier échelon en Afrique Centrale. *Journal Africain des Sciences de la Santé*, 25(2), 45-58
- Sen, A. (2000). *Repenser l'inégalité*. Éditions du Seuil.

Sen, A. (2003). *L'économie est une science morale*. La Découverte.

Steinkraus, A., et al. (2023). Steinkraus, A., et al. (2023). *GPS-Health: A Novel Analytic Infrastructure for Capturing and Analyzing Geographically Distributed Social Determinants of Health*. ResearchGate.

Vitaveska, L., & Lanfranchi, V. (2018). *GPS-based solution for tracking and protecting humanitarians in conflict zones*. Proceedings of the 15th ISCRAM Conference.

Bärnighausen, T., Bloom, D. E., & Humair, S. (2007). Health systems in fragile states. *The Lancet*, 370(9591), 939-940. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(07\)61432-1](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(07)61432-1)

Comité International de la Croix-Rouge (2020). *Les soins de santé en danger : les responsabilités des agents de santé travaillant dans des situations de conflit armé*. CICR.

Kruk, M. E., Gage, A. D., Arsenault, C., Jordan, K., Leslie, H. H., Roder-DeWan, S., & Pate, M. (2018). High-quality health systems in the Sustainable Development Goals era: Time for a revolution. *The Lancet Global Health*, 6(11), e1196-e1252.

Ministère de la Santé Publique de la RDC. (2019). *Stratégie de renforcement du système de santé (SRSS)*. Kinshasa, RDC.

Newbrander, W., Waldman, R., & Shepherd-Banigan, M. (2011). Rebuilding and strengthening health systems and providing basic health services in fragile states. *Health Policy and Planning*, 26(4), 285-297.

<https://grid3.org/news/rdc-newdatabasemaps-fr>

ALY MUPENDA Gabriel & Compagnons



NOTE CONCLUSIVE

À l'issue de la parution de **l'ORASSCOPIE XIV**, il apparaît essentiel de formuler des recommandations structurées en vue de l'émergence d'une véritable **roue de la techno-science en République Démocratique du Congo**, fondée sur une éthique du futur et éclairée par les grandes réflexions philosophiques contemporaines sur la science et la technique.

D'emblée, il est recommandé de placer **l'éthique du futur** au centre de toute dynamique techno-scientifique. Cette exigence trouve un appui fondamental dans la pensée de Jürgen Habermas, qui met en garde contre la domination de la rationalité technicienne sur la rationalité communicationnelle. Dans son analyse critique, il souligne que lorsque la technique s'impose comme seul mode de rationalité, elle risque de réduire l'homme à un simple objet de gestion. Ainsi, dans le contexte congolais, toute innovation doit être soumise à un débat public, inclusif et démocratique, garantissant que la techno-science demeure au service de l'humain et non l'inverse. Dans la même perspective, il est recommandé de renforcer la vigilance éthique face aux dérives technologiques en s'inspirant de Hans Jonas, auteur du principe de responsabilité. Selon lui, « agir de façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre » constitue un impératif fondamental. Appliquée à la RDC, cette recommandation invite à anticiper les conséquences à long terme des innovations, notamment dans l'exploitation des ressources naturelles et l'usage des technologies numériques.

Par ailleurs, le renforcement de la **recherche scientifique locale** doit être envisagé à la lumière de la critique de

Martin Heidegger, pour qui la technique moderne tend à « dévoiler » le monde comme un simple stock exploitable. Cette conception invite les chercheurs congolais à développer une science qui ne soit pas uniquement extractive ou utilitariste, mais qui respecte également les équilibres naturels et culturels. Il est donc recommandé de promouvoir une recherche enracinée dans les réalités locales et orientée vers le bien commun.

En outre, le développement de **l'innovation technologique** doit être encadré par une réflexion critique inspirée de Jacques Ellul, qui dénonçait l'autonomisation de la technique. Selon lui, la technique tend à s'imposer comme une force indépendante échappant au contrôle humain. Dans ce sens, il est recommandé que les innovations en RDC soient toujours accompagnées de mécanismes de régulation et d'évaluation, afin d'éviter une dépendance aveugle aux systèmes technologiques.

Le système **éducatif et formatif** doit également intégrer cette dimension critique. À cet effet, la pensée de Edgar Morin sur la complexité est particulièrement pertinente. Il insiste sur la ضرورة de « relier les connaissances » pour comprendre les enjeux contemporains. Il est donc recommandé d'adopter une approche interdisciplinaire dans l'enseignement, permettant aux apprenants de saisir les interactions entre science, technologie, société et éthique.

S'agissant de la **gouvernance de la techno-science**, il convient de promouvoir une gestion démocratique et transparente, en écho aux travaux de Michel Foucault sur les relations entre savoir et pouvoir. Il met en évidence que tout savoir produit des formes de pouvoir. Ainsi, dans le contexte congolais, il est crucial d'éviter que la techno-science ne devienne un instrument de domination ou

d'exclusion, en garantissant un accès équitable aux technologies et une participation inclusive aux décisions. Enfin, la dimension **environnementale** et sociale de la techno-science peut être éclairée par la pensée de Bruno Latour, qui insiste sur l'interconnexion entre les humains et les non-humains dans les réseaux socio-techniques. Cette vision invite à repenser le développement en RDC comme un processus intégrant à la fois les acteurs humains, les technologies et les écosystèmes naturels. Il est donc recommandé de promouvoir une techno-science durable, attentive aux équilibres écologiques et aux dynamiques sociales.

⁵¹ Dr John-Modest Mutayongwa est un universitaire, chercheur et acteur institutionnel congolais engagé dans la production scientifique et la transformation sociale en République Démocratique du Congo. Titulaire de DEA et DES en Philosophie à l'Université de la Sorbonne Paris IV. Expert en Développement Communautaire et Gestion de Projets et de l'entrepreneuriat. Il développe une approche interdisciplinaire du savoir articulant sciences sociales, leadership et action communautaire. Il exerce la fonction de Redacteur en Chef au sein de **ORASSU International**, structure scientifique et éditoriale dédiée à la promotion de la recherche africaine et à la diffusion du savoir. Il s'investit dans l'encadrement académique ainsi que dans la recherche orientée vers les enjeux de gouvernance, de paix et de développement durable.

Sur le plan institutionnel, il assure des responsabilités de coordination éditoriale et de direction scientifique de publication, notamment dans la revue ORASSCOPIE, contribuant ainsi à la valorisation des productions intellectuelles et à la structuration d'une pensée scientifique interdisciplinaire africaine. À travers cette plateforme, il participe activement à la publication d'articles et d'ouvrages portant sur la gouvernance, la paix, l'éthique du développement et les dynamiques socio-politiques en Afrique.

Il est également le **Président du Conseil d'Administration de l'UECN International University (Université des Entrepreneurs pour le Développement et la Conservation de la Nature)**, une institution universitaire innovante orientée vers la formation des leaders, l'entrepreneuriat et la conservation de la nature. Dans ce cadre, il contribue à la mise en place d'un modèle éducatif axé sur le développement durable et la réponse aux défis socio-économiques des communautés locales, notamment dans l'Est de la RDC.

Par ailleurs, Dr John-Modest Mutayongwa est **Représentant de la Communauté Chrétiennes des Églises de la Repentance pour toutes les Nations (COMCERN)**, où il s'implique dans les initiatives de mobilisation spirituelle, de repentance communautaire et de promotion des valeurs chrétiennes dans la société.

Il est aussi auteur et contributeur de plusieurs travaux scientifiques et essais portant sur la gouvernance, la démocratie, le leadership, la souveraineté africaine et le développement. Son engagement intellectuel et spirituel s'inscrit dans une dynamique de transformation des mentalités et de promotion d'une science au service des sociétés africaines. À travers ses différentes fonctions académiques, institutionnelles et ecclésiales, il incarne une figure d'intellectuel engagé, œuvrant pour une interdisciplinarité du savoir et une éthique du futur centrée sur la paix, la justice et le développement en Afrique.

⁵² **CT Master Msgr. Janvier SADIKI MAKALI** est un professionnel congolais engagé dans les domaines de l'éducation, de la recherche scientifique et du leadership académique. Originaire du territoire de Rutshuru, dans la province du Nord-Kivu, il s'inscrit parmi les acteurs impliqués dans le développement éducatif en République Démocratique du Congo.

Son parcours éducatif débute à l'École Primaire Nyamitembe, où il obtient son Certificat de Fin d'Études Primaires en 2000. Il poursuit ensuite ses études secondaires à l'Institut Buganza, sanctionnées par un Diplôme d'État en Humanités Pédagogiques en 2006.

Il entame par la suite des études supérieures en Psychologie et Sciences de l'Éducation à l'Université Saint Joseph de Goma (U.S.J), où il obtient un Graduat en 2018, puis une Licence en Sciences de l'Éducation (option Administration, Pédagogie et Inspection Scolaires) pour l'année académique 2019-2020. Il est actuellement titulaire d'un Master en Psychologie et Sciences de l'Éducation.

Sur le plan professionnel, il dispose d'une expérience significative dans le secteur éducatif. Il débute sa carrière comme Enseignant-Maître à l'école primaire Mutiku à Ishasha (Rutshuru) entre 2006 et 2007. Il poursuit ensuite comme enseignant à l'école primaire Gianni Divani de 2010 à 2022. Depuis 2018, il évolue dans l'enseignement supérieur, où il occupe les fonctions de Chef de Travaux, après avoir été Enseignant-Assistant et Secrétaire Académique à l'Université Saint Joseph de Goma. Parallèlement, il assume le rôle de Directeur des Études au Centre Scolaire Béthel.

Par ailleurs, il contribue à la promotion de la recherche scientifique en tant que Coordinateur Provincial de la Revue Savante Pluridisciplinaire EveilCongo. Il exerce également des responsabilités dans le domaine ecclésiastique en qualité de Vicaire Épiscopal au sein du Diocèse de Buganza (Orthodoxe Syriaque Helios).

Dans une dynamique de leadership académique, il est Recteur de l'Université des Entrepreneurs pour le Développement et la Conservation de la Nature (UECN International University), une institution orientée vers la formation de leaders engagés dans le développement durable et la conservation de la nature.

À travers son parcours, CT Master Msgr. Janvier SADIKI MAKALI se distingue par son engagement constant en faveur de l'éducation, de la recherche et du développement communautaire.

⁵³ **C.T. Master Msgr. MULUME KAKONI Watson** est une personnalité engagée dans les domaines académique, ecclésiastique et socio-éducatif en République Démocratique du Congo. Il s'illustre par son implication dans la formation, l'encadrement spirituel ainsi que dans les dynamiques de développement communautaire fondées sur les valeurs éthiques, morales et chrétiennes.

Doté d'une solide formation académique de niveau Master, il s'inscrit dans une trajectoire intellectuelle orientée vers la réflexion, la recherche et la transmission des savoirs. Son titre de « Monsignor » témoigne également de son engagement dans le ministère ecclésiastique, où il exerce des responsabilités pastorales et spirituelles au service de la communauté chrétienne.

Dans ses différentes fonctions, C.T. Master Msgr. MULUME KAKONI Watson contribue activement à la promotion de l'éducation, de la paix sociale et du développement humain intégral. Son action s'inscrit dans une vision holistique qui associe foi, savoir et engagement social, avec une attention particulière portée à la jeunesse et à la transformation des mentalités.

Par son leadership et son engagement, il est Secrétaire Général Académique de l'Université des Entrepreneurs pour la Conservation de la Nature UECN International University, il participe à la construction d'une société plus responsable, fondée sur l'éthique, la discipline et le sens du service. Il s'inscrit ainsi dans une dynamique où la formation académique et l'engagement spirituel convergent vers la promotion du bien commun.

LA RDC A L'ERE DE LA TECHNO-SCIENCE

Enjeux & défis pour une éthique du futur

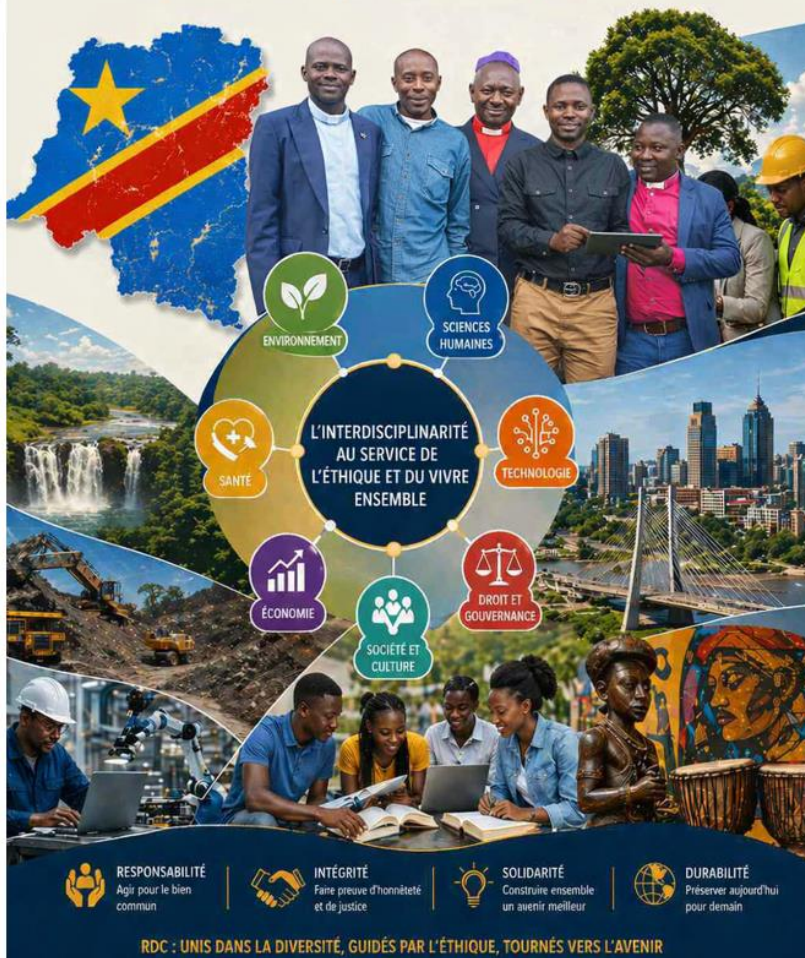


Table des matières

EDITORIAL : COMPRENDRE LA TECHNO-SCIENCE POUR UNE ETHIQUE DU FUTUR EN RDC	1
Chap. I. ESSAIE DE VALIDATION D'UN INSTRUMENT DE MESURE DE L'IMPLICATION AU TRAVAIL, L'ADDICTION AU TRAVAIL ET L'EPUISEMENT PROFESSIONNEL	7
Chap. II. CORRELATION ENTRE MECANISMES PRUDENTIELS DE GESTION DU RISQUE DE CREDIT ET PERFORMANCE FINANCIERE : CAS DES BANQUES DE SECOND RANG EN CONTEXTE ECONOMIQUE INCERTAIN (RDC)	41
Chap III. IMPACT DE LA DYNAMIQUE COMMUNAUTAIRES AU SEIN DE LA ZONE DE SANTE DE KINDU DU 01 JANVIER AU 30 JUIN 2025.....	92
Chap IV. ENSEIGNEMENT DES CONIQUES EN QUATRIEME ANNEE SCIENTIFIQUE PAR INGENIERIE DIDACTIQUE, CAS DES ECOLES DU VILLAGE DE MINOVA ENTRE 2023-2024	119
Chap V. THE IMPACT OF FRENCH-SWAHILI CODE-SWITCHING ON STUDENTS' ACADEMIC PERFORMANCE IN SOUTH KIVU, DRC	179
Chap.VI. DEFIS ET PERSPECTIVES DE L'APPRENTISSAGE PAR PROJET : CAS DES ETUDIANTS DU DEPARTEMENT D'AGROVETERINAIRE A L'ISP/BUKAVU	203
Chap VII. VOIES DE SORTIE DE LA POPULATION DU NORD ET SUD KIVU EN PERIODE POST CONFLIT : PERSPECTIVES DE L'ORGANISATION HUMANITAIRE CAPED ONG.....	223

Chap. VIII. L'IMPLICATION DES COMMUNAUTES RIVERAINES DU PARC NATIONAL DE KAHUZI-BIEGA DANS LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE. CAS DU GROUPEMENT DE BITALE CHEFFERIE DE BULOHO EN TERRITOIRE DE KALEHE, AU SUD KIVU A L'EST DE LA RD CONGO.	236
Chap. IX. ENTREPRENEURSHIP OF WOMEN FOODS SELLERS IN GOMA: MOTIVATIONS, CHALLENGES & ALTERNATIVE (2022-2023)	275
Chap. X. TRIBALISME ET COHESION SOCIALE DANS LES VILLES MINIERES DU KATANGA : ENJEUX ET REPONSES CITOYENNES	302
Chap. XI. STUDENT COMMITTEES AS DRIVERS OF PEACEBUILDING IN SECONDARY SCHOOLS: EVIDENCE FROM GOMA (2024-2025)	340
Chap. XII. LA GESTION FINANCIERE DES ENTITES A BUT NON LUCRATIF (EBNL) FACE AU DEFI DE LA NORMALISATION : ANALYSE DE LA CONFORMITE AU SYCEBNL DES PROJETS PERE GEORGES DEFOUR (RUZIZI ET BANDARI) A BUKAVU EN RD CONGO.....	356
Chap. XIII. ANALYSE DES OBSTACLES A L'ADOPTION DU COMMERCE ELECTRONIQUE DANS LA VILLE DE GOMA : FACTEURS SOCIOCULTURELS, ECONOMIQUES ET TECHNOLOGIQUES	402
Chap. XIV. NATURE JURIDIQUE ET REGIME CONTENTIEUX DES ACTES DES ADMINISTRATIONS ACTIVES ET DES ORDRES PROFESSIONNELS EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO	433
Chap. XV. FACETTES DE L'ÉTHOS DANS LES DISCOURS POLITIQUES DE LAURENT DÉSIRÉ KABILA	455

Chap.XVI. ANALYSE DES FACTEURS CONTRIBUTIFS AUX ECHECS THERAPEUTIQUES EN CAS DE PALUDISME DANS LA ZONE DE	479
Chap.XVII. VECU DU TRAUMATISME VICARIANT ET QUALITE DE VIE DES PROFESSIONNELS DE LA SANTE MENTALE AU SEIN DE TRANSCULTURAL PSYCHOSOCIAL ORGANIZATION (TPO), DANS LES PROVINCES DU NORD ET DU SUD-KIVU.....	507
Chap . XVIII. PASSAGE DE L'EDUCATION TRADITIONNELLE A L'EDUCATION MODERNE POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA RDCONGO 2eme Edition..	536
Chap. XIX. EVALUATION DU NIVEAU DE LA PRISE EN COMPTE DES DEFIS ENVIRONNEMENTAUX PAR LES ENTREPRENEURS DU DOMAINE DE L'HOTELLERIE A GOMA.	551
Chap. XX. L'IMPACT DE LA GRATUITE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE SUR LA VIE SOCIO-ECONOMIQUE DES ENSEIGNANTS. CAS DES ECOLES DE LA LOCALITE DE MINOVA ENTRE 2019-2024	577
Chap. XXI. RÉPRESSION DU TERRORISME INTERNATIONAL DES ADF-NALU FACE AUX DÉFIS DU RESPECT DES DROITS DU NOYAU DUR DANS L'EST DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO	617
Chap. XXII. CONTRIBUTION DU MICROCREDIT AU BIEN-ETRE SOCIO-ECONOMIQUE DES MENAGES DU GROUPEMENT DE MBINGA SUD, DANS LE TERRITOIRE DE KALEHE	650
Chap. XXIII. LE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : CONTRIBUTION SUR UNE THEORIE DES REFORMES	703

Chap XXIV. IMPACT DE LA GRATUITE DE L'EDUCATION DE BASE SUR LES REVENUS DES ENSEIGNANTS DES ECOLES PRIMAIRES PUBLIQUES DE LA VILLE DE GOMA (2019–2023)	731
Chap. XXV. L'IMPACT DE LA FORTE NATALITE SUR LES REVENUS DES MENAGES	
DANS LE GROUPEMENT DE MBIGA-SUD TERRITOIRE DE KALEHE	744
Chap.XXVI. CARTOGRAPHIE DES STRUCTURES SANITAIRES ET ANALYSE DES ATTAQUES CONTRE LES MISSIONS MEDICALES AU NORD-KIVU	788
NOTE CONCLUSIVE.....	835